This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

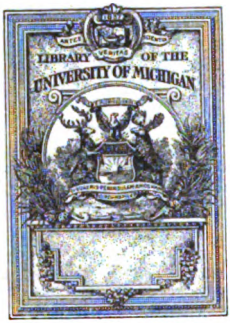
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`



FROM THE LIBRARY OF
Professor Karl Heinrich Rau
OF THE UNIVERSITY OF HEIDELBERG
PRESENTED TO THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
BY
Mr. Philo Parsons
OF DETROIT
1871

Digitized by Google

PARSONS LIBRARY.

Pamphlets Industry v.7

1. Gerando. Des Progrès de l'industrie
2. Herrfeldt. Die freie Conkurrenz in transportwesen..
3. Lassalle. Die indirecte steuer
4. Lips. ..ursachen d Brodnoth u. Theuerung
5. Nagorny. Question de l'eau-de-vie
6. Schrader Die associationen in ihrer bedeutung
7. Der Schutzzoll auf fremde in d. deut. zollvereinstaate...
8. Schweickhardt Das eisen.

Digitized by Google

HD
2321
.F18

Digitized by Google

Digitized by Google

Indus 9°. 6 — 2. 9 37

PARSONS LIBRARY
University of
MICHIGAN

DES PROGRÈS DE L'INDUSTRIE,

CONSIDÉRÉS DANS LEURS RAPPORTS AVEC LA MORALITÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE,

Par M. le Baron De GÉRANDO,

Pair de France.

« Le travail doit être pour l'homme une « éducation religieuse et morale. »

MÉMOIRE COURONNÉ

par la Société industrielle de Mulhouse.

PARIS,

JULES RENOUARD ET COMP^e, LIBRAIRES,
Rue de Tournon, 6.

1841.

Digitized by Google

Digitized by Google

PARSONS LIBRARY
University of
MICHIGAN

DES PROGRÈS DE L'INDUSTRIE,

CONSIDÉRÉS DANS LEURS RAPPORTS AVEC LA MORALITÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE,

Par M. le Baron De GÉRANDO,
Pair de France.

« Le travail doit être pour l'homme une
« éducation religieuse et morale. »

MÉMOIRE COURONNÉ

par la Société industrielle de Mulhouse.

PARIS,
JULES RENOUARD ET COMPe, LIBRAIRES,
Rue de Tournon, 6.

1841.

Digitized by Google

MULHOUSE. — IMP. DE P. BARET.

Digitized by Google

EXTRAIT DU PROGRAMME

Des prix proposés par la Société industrielle de Mulhouse, dans son assemblée générale du 29 *Mai* 1839, *pour être décernés dans l'assemblée générale de Mai* 1840 *et* 1841.

MÉDAILLE D'OR DE 1000 FRANCS (*prix fondé par* M. J. ZUBER fils), *pour le meilleur mémoire traitant de l'Industrialisme dans ses rapports avec la société, sous le point de vue moral.*

On considère assez généralement l'industrialisme comme une source de démoralisation sociale. Cette opinion est cependant contestable et mérite dans tous les cas un examen plus approfondi.

Il est des localités où la création d'un établissement industriel est devenu non seulement une source de bien-être matériel pour le pays, mais en même temps un puissant moyen de moralisation; ce dernier effet est dû presque uniquement à l'influence du chef de l'établissement. L'Alsace offre plusieurs exemples de ce genre.

Il est d'autres localités où l'esprit industriel, réveillé en même temps que l'esprit religieux, a répandu dans les chaumières d'un pays pauvre et abruti, l'aisance et le bonheur : nous citerons le ban de la Roche.

Il est enfin des localités où existaient des mœurs bonnes et de l'instruction, et où l'introduction de l'industrie est venue répandre ses bienfaits matériels, sans porter atteinte à l'état moral du pays. Nous citerons plusieurs contrées industrielles de la Suisse.

On désire que l'auteur examine à fond tous les faits de ce genre, et en déduise les causes qui ont pu les produire.

Là où il y a dépravation, elle existe évidemment de la manière la plus frappante dans les populations industrielles agglomérées dans les villes. Il y aurait à examiner si l'industrialisme seul a été cause de cette dépravation, et ce que se-

Digitized by Google

rait devenue cette même masse d'hommes, sans l'industrie? Il y aurait à examiner de plus, si dans les villes, où il y a de grandes manufactures, l'ordre, la propreté et le travail régulier auxquels cette population est astreinte dans les grands ateliers, n'offrent pas déjà, pour cette classe, des éléments de moralisation, qu'elle ne rencontrerait pas sous d'autres conditions, et si ces éléments n'ont pas déjà souvent produit de bons effets?

Après avoir ainsi examiné ce qui existe en faveur de la moralisation de la classe industrielle dans certaines localités, l'auteur devra en déduire ce qu'il resterait à faire pour généraliser ces bons résultats; cette partie du travail devra offrir :

1° Un exposé de l'influence heureuse que peut exercer le chef d'un établissement industriel; des devoirs que lui impose, sous ce rapport, sa position vis à vis de la société et vis à vis de ses propres intérêts, bien entendus; des institutions philanthropiques qu'il aura à créer, telles que caisses d'épargnes, caisses de malades, écoles, en joignant à cet exposé l'examen détaillé de ce qui existe de mieux sous ce rapport, principalement en Alsace.

2° Un exposé des devoirs qu'impose à l'administration l'état actuel de l'industrie, principalement sous le point de vue de l'instruction à donner aux enfants occupés dans les fabriques et de la fixation de leurs heures de travail. Examiner la législation existante dans d'autres pays, sur cette matière, et ce qui a été tenté jusqu'ici en France.

3° L'indication de ce qu'il resterait à faire par l'esprit d'association, dans les différentes classes industrielles, et des résultats produits jusqu'ici par ce moyen.

N. B. L'auteur trouvera quelques données, pour son travail, dans les Bulletins de la Société industrielle et dans le Journal *Le Semeur*, N°s 13 et 14, année 1838.

La Société se réserve la faculté de faire insérer dans ses Bulletins, le travail qui aura remporté le prix.

Digitized by Google

DES

PROGRÈS DE L'INDUSTRIE,

CONSIDÉRÉS DANS LEURS RAPPORTS AVEC LA MORALITÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE.

« Le travail doit être pour l'homme une
« éducation religieuse et morale. »

Une opinion assez généralement répandue, accréditée par plusieurs écrivains respectables [1], considère les progrès récents de l'industrie européenne comme une source de démoralisation au sein de la société, et spécialement au sein de la classe ouvrière. Ce sujet, qui présente par lui-même le plus haut degré d'intérêt, acquiert aussi chaque jour une nouvelle importance sous le rapport de l'ordre public. Il s'agit de savoir jusqu'à quel point les biens les plus précieux à l'humanité, peuvent être compromis par ce mouvement immense et rapide de la production des richesses matérielles; si la créature de Dieu doit

[1] Notamment le vicomte de Villeneuve-Bargemont, le baron de Morogues, etc.

Digitized by Google

décheoir dans la partie la plus noble d'elle-même, pendant qu'elle déploie une plus grande activité dans la sphère des travaux manuels, et si de graves dangers seront le prix des brillantes conquêtes de l'industrie, ou si, au contraire, la civilisation peut, en faisant de nouveaux pas, allier le perfectionnement moral de l'homme à l'accroissement de son bien-être physique. C'est la question de l'avenir pour la société européenne.

Honneur à la Société généreuse qui a été frappée de la gravité d'un tel problème, et à l'homme de bien qui en a provoqué la solution! Honneur à ces chers et bons Alsaciens qui, en remportant parmi nous la palme de l'industrie, savent si bien apprécier et cultiver les dons de la morale et les sentiments du patriotisme!

En leur offrant ici le résumé simple et fidèle des recherches qu'il a faites depuis longtemps sur ce sujet, un ami du bien a voulu leur témoigner son estime et sa sympathie.

Le développement récent de l'industrie s'opérant dans l'essor des grands établissements de fabriques et de manufactures, et se produisant même par une extension toujours plus gigantesque de ce genre d'établissements, c'est essentiellement à la moralité de la portion de la classe

Digitized by Google

ouvrière qui y est employée, qu'il convient de s'attacher dans ces recherches. Nous nous occupons donc particulièrement de cette catégorie.

Nos recherches se diviseront naturellement en trois branches, qui formeront les trois divisions de ce mémoire :

1° L'étude des faits ;

2° Celle des causes ;

3° Celle des remèdes.

Digitized by Google

PREMIÈRE PARTIE.

ÉTUDE DES FAITS.

CHAPITRE PREMIER.

De la moralité dans les classes ouvrières, à l'époque présente.

Est-il exact, en fait, que la moralité s'affaiblisse d'une manière sensible, au sein des classes ouvrières? Est-il vrai que la corruption s'y développe aujourd'hui d'une manière croissante? Jusqu'à quel point les alarmes qui se manifestent à cet égard sont-elles fondées? S'il est constaté que ce phénomène se manifeste en effet, quelle en est l'étendue?

Et s'il n'est pas absolu, général, sous quelles circonstances spéciales se produit-il d'une manière plus marquée?

Prenons garde de ne pas accepter trop légèrement les accusations et les plaintes qui s'élèvent contre les mœurs de la classe laborieuse!

Digitized by Google

Un sentiment respectable dans son principe, peut facilement conduire à exagérer, à accueillir les exagérations. On est vivement frappé des désordres et des vices qui affligent nos regards dans les temps présents; dans chaque siècle les gens de bien ont déploré la corruption dont ils étaient témoins, et ont cru qu'elle surpassait celle des temps antérieurs. Aujourd'hui plusieurs circonstances concourent pour donner plus de force à cette prévention des esprits. La destinée des classes ouvrières est devenue pour les publicistes, les économistes, les moralistes, l'objet d'une étude nouvelle, d'une attention sérieuse et investigatrice; ces classes sont plus rapprochées des classes moyennes, mieux connues; les maux dont elles gémissent sont plus saillants; sans être accrus, ils peuvent paraître plus graves, seulement parce qu'ils sont plus remarqués. C'est ainsi qu'on a été induit en erreur sur les progrès prétendus de ce que l'on appelle le *Paupérisme*, lorsqu'il est démontré maintenant, par des faits positifs [1], que l'aisance est sensible-

[1] Parmi les preuves aussi nombreuses que positives qui en ont été données dans un ouvrage récent, il suffira de citer ici celle qui résulte de la diminution de la mortalité, en Angleterre, en France, etc., depuis un demi-siècle, et la prolongation de la vie moyenne, dans une proportion de

Digitized by Google

ment augmentée dans les conditions inférieures de la société, et que la misère réelle y est fort diminuée. C'est ainsi qu'est née l'illusion de ceux qui ont supposé un accroissement considérable dans le nombre des aliénés et des sourds-muets, depuis qu'une juste et active sollicitude s'est occupée de leur sort. L'objet, sans être changé, grossit aux yeux quand il est plus rapproché, mieux remarqué.

Nous manquons, d'ailleurs, de documents authentiques qui nous permettent de comparer avec certitude les mœurs des classes ouvrières, aux diverses époques de l'histoire. Les comptes-rendus de la justice criminelle, qui nous fournissent quelques lumières sur le présent, n'ont été dressés et publiés que depuis un petit nombre d'années. Les historiens, en général, se sont trop peu occupés du sort de ces classes intéressantes, pour nous aider à les connaître. Les monuments de la législation, quoiqu'ils n'apportent ici que des indications rares et incomplètes, sont loin

---

plus d'un tiers. C'est de toutes les preuves, la plus certaine.

A Paris, le recensement des indigents a donné :

En	1790	118,794	Quoique la population de cette grande cité se soit élevée, pendant ce même intervalle, de 550,000 à 900,000 habitants.
En l'an	X	111,626	
En	1829	62,539	
En	1838	58,500	

Digitized by Google

cependant de présenter sous un aspect favorable les mœurs des classes inférieures, à l'époque à laquelle ils remontent. A dater de la célèbre ordonnance du roi Jean, en 1350, jusqu'au préambule de l'édit de Février 1776, la législation reproduit périodiquement un tableau affligeant des désordres existants, en cherchant à y apporter un remède.

Une comparaison plus positive peut s'établir entre des contrées diverses, aux mêmes époques. Les mœurs de l'Irlande, de cette contrée qui n'a pas suivi la rapide progression de l'industrie anglaise, sont-elles plus pures que celles de l'Ecosse, que celles de l'Angleterre elle-même? Les mœurs de l'Italie méridionale, celles de l'Espagne, deux pays presqu'étrangers encore au développement industriel qui se produit dans les autres contrées de l'Europe, offrent-elles un tableau plus satisfaisant que celles de la France et de la Belgique? La Bohême s'est-elle corrompue depuis qu'elle a devancé, dans sa marche remarquable, toutes les autres portions de l'empire d'Autriche, dans le développement de ses manufactures?

Les relevés de la justice criminelle nous montrent, en effet, que les crimes et les délits sont moins nombreux dans les communes urbaines,

Digitized by Google

que dans les communes rurales. Toutefois cette disproportion n'est pas aussi forte qu'on est disposé à le croire; elle s'explique, en partie du moins, par diverses circonstances étrangères à l'influence des manufactures.

D'un côté, nous voyons par le dernier compte-rendu de la justice criminelle en France, celui de 1837, que 4,353 accusés de crimes (ou 57 sur 100), habitaient des communes rurales; 3,274 (ou 40 sur 100), habitaient des communes urbaines [1].

Or, la population des communes rurales, forme en France à peu près les 78/100es de la population totale; tandis que la population des communes urbaines en compose à peine le 22/100e.

Le rapport entre le nombre des accusés, dans les deux catégories, présente, en 7 ans, les rapprochements suivants :

ANNÉES.		COMMUNES RURALES.	COMMUNES URBAINES.
1831	— sur 100 accusés de crimes :	60	40
1832	— » »	59	41
1833	— » »	60	40
1834	— » »	61	39
1835	— » »	60	40
1836	— » »	59	41
1837	— » »	57	43
	Moyenne	59	41

Et comparativement à la population, comme 29 à 71.

[1] Rapport au Roi, page 9.

Digitized by Google

Proportion, il faut l'avouer, très-défavorable à la dernière catégorie.

Mais le séjour des villes offre par lui-même des occasions plus nombreuses pour les crimes, des chances plus favorables au succès, des séductions plus vives et plus répétées, des moyens plus puissants pour faire le mal. Aussi peut-on remarquer que les campagnes, à leur tour, voient commettre presque exclusivement certains genres de délits qui leur sont propres : le pillage des récoltes, la dévastation des forêts, les délits de chasse, de pêche, et autres de ce genre, forment à eux seuls plus des deux tiers du nombre total des délits jugés correctionnellement; par la raison naturelle que les campagnes offrent à leur tour et l'occasion et la tentation pour ces violations de la propriété [1].

Les villes ont le triste privilége d'attirer dans leur sein les mauvais sujets de toute espèce, auxquels les campagnes n'offrent pas autant de res-

---

[1] Sur 193,065 prévenus traduits, en 1837, devant les tribunaux correctionnels, on en compte :

Pour dévastation de plants et récoltes, ou autres délits de police rurale	2,741
Chasse	8,001
Forêts et pêche	112,944
Total. . .	123,686

Digitized by Google

sources et qui ne peuvent pas s'y dérober aux regards. Gardons-nous de mettre sur le compte de la classe ouvrière des villes, les méfaits commis par cette partie étrangère et flottante de leur population, celle de toutes qui fournit le plus d'accusés aux tribunaux.

Une lumière plus certaine jaillit du parallèle qui s'établit entre les accusés des diverses professions.

Le compte-rendu que nous citions, il y a un instant, nous offre, pour les prévenus de crimes, les rapprochements suivants :

Sur un total de de 8,094 prévenus,

Professions rurales :

Pour crimes contre les personnes. .	969
Pour crimes contre les propriétés. .	1,663
Total. . .	2,632

Professions des ouvriers proprement dits :

Pour des crimes contre les personnes.	467
Pour des crimes contre les propriétés.	1,276
Total. . .	1,743

C'est à dire que le nombre des prévenus pour crimes contre les personnes, est moitié moindre dans la classe ouvrière que dans celle des labou-

Digitized by Google

reurs, journaliers ou domestiques de ferme. Si l'on entre dans le détail on remarque, parmi les prévenus des crimes les plus odieux :

	Dans les professions rurales.		Parmi les ouvriers.	
Meurtres et assassinats, ou tentatives	215	334	81	109
Parricides, infanticides, ou tentatives	87		20	
Empoisonnements, ou tentatives.	32		8	
Incendies.	85		18 à peine le 1/3	

Mais parmi les crimes contre les mœurs, la proportion change :

Dans les professions rurales 121. — Parmi les ouvriers 110.

Que si nous comparons ensuite le nombre des prévenus de crimes, dans la classe ouvrière, avec celui des prévenus qui appartiennent aux classes libérales, nous voyons avec étonnement que ce dernier donne :

Pour les crimes contre les personnes.	171
Pour les crimes contre les propriétés.	256
Total. . .	427 [1]

Et cela, lorsque le nombre d'individus qui appartiennent à la première de ces deux classes, est certainement dix ou vingt fois plus considérable que celui de la seconde.

---

[1] Compte-rendu de 1837, pages 39, 40 et 41.

Digitized by Google

En nous attachant plus particulièrement à la capitale de la France, un fait très-remarquable vient frapper notre attention : les catégories les plus chargées de condamnations, pour crimes ou délits, sont, non point celle des ouvriers, mais dans l'ordre suivant :

Des négociants vrais ou prétendus ;

Des agents d'affaires ;

Des clercs d'huissiers ou d'avoués ;

Des courtiers, placeurs et agents de remplacements militaires ;

Des officiers ou sous-officiers retraités ;

Des écrivains ou copistes ;

Des professeurs de musique, de langues, etc. ;

Des commis marchands et employés dans les maisons de banque ou d'industrie ;

Des marchands ;

Et quelques autres professions appelées libérales [1].

Enfin, si nous comparons le nombre des prévenus dans la classe ouvrière, avec celui des prévenus parmi les fainéants, nous arrivons à un résulat non moins curieux et non moins in-

---

[1] Voyez les comptes-rendus de la justice criminelle de 1835 à 1837 ; voyez aussi M. Fregier : *Des classes dangereuses dans les grandes villes*, tome 1er, page 38.

Digitized by Google

structif. Ces derniers composent presque un huitième du nombre total des accusés de crimes, pour 1837. 999

Que sera-ce si nous y joignons le nombre des vagabonds et mendiants, traduits devant les tribunaux de police correctionnelle, et qui, pendant la même année, a dépassé 5,000!

Evitez donc, lorsqu'on vous présente le triste tableau des crimes qui se commettent dans l'enceinte des villes, de faire retomber sur les familles laborieuses, des préventions aussi fâcheuses qu'injustes. Le travail des fabriques et des manufactures n'est ni complice ni responsable des délits commis par les gens qui ne font rien; cette engeance de vagabonds oisifs, de fainéants cherchant à vivre aux dépens d'autrui, la véritable et essentielle pépinière des malfaiteurs, n'est-elle pas au contraire réduite par la présence des manufactures qui offrent l'occasion du travail et sa rémunération légitime? En admettant que l'homme laborieux trouve pour sa moralité quelques périls dans la fréquentation des ateliers, combien n'en trouverait-il pas de plus graves, mille fois, dans le désœuvrement!

En nous défendant de l'exagération, ne nous faisons cependant pas illusion sur l'affligeant spectacle que présentent trop souvent les vices

Digitized by Google

d'une portion de la classe ouvrière; ne dissimulons point un mal trop réel, pour nous dispenser d'en chercher le remède. Quel est l'observateur, ami de l'humanité, qui n'a eu occasion de gémir en voyant les ravages que répandent dans les ateliers, l'ivrognerie, la débauche! L'exploration consciencieuse, qu'a faite M. le Docteur Villermé, des principales fabriques de France, et dont il vient de publier les résultats, nous révèle ou plutôt nous confirme ces tristes vérités. Il nous apprend que « les mœurs des ouvriers des « grandes manufactures situées dans le Haut- « Rhin, passent dans le pays pour être disso- « lues. » Il a souvent entendu parler, à Mulhouse, du libertinage des jeunes gens des manufactures, surtout de celui des imprimeuses. Il a remarqué que, dans cette ville, les naissances illégitimes composent le 1/5 des naissances totales. A Lille, il a retrouvé le spectacle de dégradation qu'avait déjà peint, quelques années auparavant, l'ancien préfet du département du Nord, M. De Villeneuve Bargemont, et il assure que cet administrateur « n'a point représenté les ouvriers « de Lille sous des couleurs trop sombres. » A St.-Quentin, il a été frappé du relâchement et de la dépravation des mœurs, de la grossièreté des plaisirs, et là, encore, le 5e des naissances se

Digitized by Google

compose d'enfans illégitimes. « A Rouen, les ou-
« vriers dont le travail est le mieux payé, les ser-
« ruriers, fondeurs, menuisiers etc., sont ceux
« dont les mœurs sont les plus mauvaises; mais
« les habitudes des ouvriers occupés au coton et
« à la laine, y sont aussi vicieuses qu'ailleurs. Aux
« environs de Rouen, quoique les mœurs des
« ouvriers valent mieux à tous égards, particu-
« lièrement en ce qui concerne les rapports illi-
« cites et prématurés des deux sexes, ces désor-
« dres y sont cependant encore d'une fréquence
« déplorable et une cause d'épuisement pour les
« jeunes gens. A Rheims, avec l'ivrognerie,
« la dissolution des mœurs se montre comme
« dans toutes les autres grandes villes de fabri-
« ques; elle y déploie même un caractère parti-
« culier, et la prostitution y choisit ses victimes
« dès l'âge de 12 à 13 ans; les naissances d'en-
« fants naturels y forment plus du quart du total
« des naissances. A Amiens, les premières sont
« aux secondes, comme 1 à 6,36; le libertinage
« et l'ivrognerie sont des vices tres-communs,
« moins, cependant, que chez les ouvriers de
« Lille. A St.-Sauveur, village à deux lieues au-
« dessous du chef-lieu de la Somme, une po-
« pulation de tisserands végète dans la misère
« et dans la fange du vice. A Avignon, on

Digitized by Google

« compte un enfant naturel sur cinq [1]. » En résumant ses observations, l'estimable auteur dont nous citons ici le témoignage, pense « qu'en « thèse générale, les ouvriers des manufactures « songent peu au lendemain, surtout dans les « villes; que l'abus des liqueurs spiritueuses est « le vice presque exclusif des hommes, surtout « dans la région du Nord; le relâchement des « mœurs y atteint également les deux sexes. [2]. » Parent Duchatelet nous apprend, que nos principales villes manufacturières, spécialement Rouen et Rheims, alimentent l'odieuse industrie des maisons de prostitution à Paris. S'il faut admettre les approximations auxquelles s'est arrêté, mais sans informations authentiques et précises, l'écrivain qui vient de publier un travail très-remarquable sur les classes dangereuses de la population dans les grandes villes, les individus vicieux des deux sexes ne formeraient pas, à Paris, moins du tiers de la classe ouvrière; ils se composeraient d'environ 35,000 ouvriers, et 20,000 ouvrières. Parmi les premiers, on en

---

[1] *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers.* Paris, 1840, tome 1er, pages 31, 54, 70, 85, 122, 129, 139, 160, 224, 229, 308, 404, etc.

[2] Ibid. Ibid. Tome 2, pages 48 et suivantes.

Digitized by Google

compterait 17,000 chez lesquels l'intempérance est portée jusqu'à l'abrutissement; et parmi les secondes, les deux tiers devraient être rangées dans les catégories les plus corrompues [1].

De tous les témoignages, celui qui doit nous frapper davantage, est sans doute celui de la Société industrielle de Mulhouse elle-même; elle nous signale les pernicieuses débauches qui règnent parmi les jeunes gens des filatures, et dont la contagion s'étend jusqu'à l'enfance [2].

CHAPITRE II,

De la constance et de la généralité des caractères que présente la moralité des classes ouvrières.

Toutefois, en admettant ces faits, il reste à examiner encore quelle en est la constance et la généralité. La dépravation est-elle partout croissante? est-elle universelle? et lorsqu'on déplore les vices qui s'introduisent dans les condi-

---

[1] *Des classes dangereuses de la population dans les grandes villes*, par M. Fregier. Paris, 1840. tome 1er, pages 34 et 35.

[2] *Bulletin de la Société industrielle de Mulhouse*, N° 28, pages 347 et 348.

Digitized by Google

tions laborieuses, ne doit-on tenir aucun compte des vertus qui y règnent?

Si quelques fabriques, comme celles d'Elbeuf, par exemple, qui étaient jadis justement renommées pour la conduite exemplaire de leurs ouvriers, ont eu le malheur de descendre, dans ces derniers temps, d'une aussi heureuse condition et de voir la corruption pénétrer aussi dans leur sein, n'en est-il pas d'autres où se produit un phénomène tout contraire? La Société industrielle de Mulhouse a presque sous ses yeux, à quelques lieues de cette ville, l'un des exemples les plus positifs et les plus instructifs d'un progrès croissant de la moralité dans la classe ouvrière : celui de la belle manufacture de MM. Nicolas Schlumberger et Ce, à Guebwiller. Grâces aux salutaires directions, aux bienfaisantes influences qui les guident et les encouragent, les nombreux ouvriers qui peuplent cette manufacture[1] n'ont cessé, depuis près de 20 ans, de se montrer de jour en jour plus rangés, plus dignes d'estime; et ce qu'il importe de noter en passant, à mesure que leur caractère s'est amélioré, leur travail aussi a gagné en mérite comme

[1] Ce nombre dépasse 1700. Il en existe peu qui réunissent autant de travailleurs.

Digitized by Google

en quantité. Sur l'un des plus vastes théâtres de l'industrie française, dans une grande ville, où les causes de corruption agissent de toutes parts avec une extrême intensité, dans une fabrication soumise à de fâcheuses vicissitudes, dans une population qu'a malheureusement agitée le fléau des émeutes, à Lyon, l'état moral et intellectuel des ouvriers en soie s'améliore sensiblement, comme leur état physique, surtout depuis une douzaine d'années; les vices qui leur étaient reprochés s'affaiblissent; on loue leur amour pour le travail, leur sobriété, la décence de leur conduite, leur attachement à leurs devoirs; on remarque le prix qu'ils attachent à l'estime publique.

Certaines localités où, faute d'industrie, dominaient la fainéantise, la misère, la mendicité; où la plus grande partie de la population vivait d'aumônes, ne sachant pas conquérir la subsistance par le travail, ont été complétement transformées par l'érection de manufactures, qui y ont offert de l'emploi aux bras oisifs et des encouragements à la diligence. Parmi le grand nombre de phénomènes semblables qu'on pourrait rappeler, nous aimerions à citer la filature d'Auchy-les-Hesdin, dirigée en ce moment par M. Georges Grivel; nous appellerions en témoi

Digitized by Google

gnage St.-Denis, Gisors, les vallées de St.-Amarin, de Guebwiller, et tant d'autres. Mais quelle métamorphose plus admirable que celle dont, au sommet des Vosges, le Ban-de-la-Roche a été le théâtre! Reçois ici, vénérable Oberlin, reçois ici encore une fois le tribut d'hommages que t'adresse un de ceux que tu honoras de ta bienveillance, et qui ne cessa d'applaudir aux œuvres merveilleuses de ton zèle! Là, nous te voyons, continuant l'œuvre de civilisation conçue par Stuber, te faire maître d'école; ouvrir un asile à la tendre enfance; tracer des chemins; creuser un lit à la Brusche; enseigner l'irrigation, l'emploi des engrais, l'éducation des bestiaux, la culture des arbres; former des ateliers, et, dignement secondé, ériger une filature de coton; associer ces soins aux plus touchantes fonctions du ministère évangélique, et faire germer, sur un sol jusqu'alors aride, dans une région jusqu'alors barbare et pauvre, les dons de la civilisation, les vertus de l'évangile, avec les travaux de l'industrie et le bien-être de l'aisance!

Certaines habitudes vicieuses qui règnent dans des villes manufacturières, dont la peinture nous frappe aujourd'hui dans quelques écrits récents, ne datent point d'hier, et ne sont au contraire que le triste héritage des temps anciens. Ce sont

Digitized by Google

des traditions qui résistent, plutôt que des résultats produits par l'industrie manufacturière. Ainsi, bien avant le grand développement de cette industrie, M. Dieudonné, préfet du Nord, signalait, il y a 33 ans, le vice de l'ivrognerie comme répandu généralement parmi le peuple de Lille, et déjà dès le 17ᵉ siècle, l'intendant de la généralité de Flandre avait fait une remarque analogue [1].

Une contrée toute entière, dont la population éparse dans les montagnes du département du Rhône, y menait une existence chétive, cultivant la terre, élevant quelques bestiaux, a été subitement dotée, au commencement de ce siècle, d'une fabrication qui y a pris un rapide essor : celle des mousselines. Les mœurs du canton de Tarare se sont-elles altérées ? La ville de Tarare elle-même, en s'élevant comme par enchantement dans la vallée, est-elle devenue un foyer de corruption ? Nullement. « On rend justice à « leur exacte probité. » L'investigateur impartial

---

[1] Voyez la statistique du département du Nord, par M. Dieudonné, tome 1ᵉʳ, pages 79 et 80. — Et le *Mémoire sur la généralité de Flandre en* 1698, publié par Boulainvilliers, dans son *État de la France*. Voyez aussi M. Villermé (*Tableau de l'état des ouvriers, etc.*), tome 1ᵉʳ, page 108, auquel nous empruntons ces citations.

Digitized by Google

dont nous empruntons les récits, déclare « qu'il « ne connaît aucune fabrique en France où les « tisserands lui aient paru avoir des mœurs et « des habitudes meilleures, aucune ville manu- « facturière qui lui ait offert moins d'ivrognes « et moins de libertins que Tarare [1]. »

Tantôt c'est la même profession qui, dans des lieux différents, présente un contraste frappant dans l'état moral de ceux qui l'exercent; tantôt, dans la même localité, ce contraste existe entre des professions différentes.

Pendant que le tisserand de coton à Lille est livré à l'ivrognerie et au vice, celui qui habite Tarare, comme on vient de le voir, est laborieux et sobre; mais, près de Lille même, à Roubaix et dans les villages d'alentour, « les mêmes tisse- « rands ont des mœurs et des habitudes géné- « ralement très-bonnes [2]. » Si, à Rheims, Amiens, Elbeuf, les fabriques de tissus de laine donnent lieu aux tristes observations qui ont été rappelées il y a un instant, celles de Sedan fournissent à l'observateur un sujet satisfaisant : « Ces ou- « vriers forment une population excellente, la-

---

[1] M. Villermé, *Tableau de l'état des ouvriers, etc.*, tome 1er, pages 188 et 189.

[2] *Ibid.*, page 109.

Digitized by Google

« borieuse, soumise, tranquille, amie de l'ordre, « facile à conduire, peu ou point ivrogne. » Et vers une autre extrémité de la France, Lodève est l'objet d'un rapport non moins favorable : « Les ouvriers y sont laborieux et sobres; la « prostitution y est inconnue; ils s'abandonnent « rarement à l'inconduite. Les naissances illégi- « times n'y sont que d'une sur 30 [1]. »

Quelquefois même la condition morale des ouvriers exerçant une profession, varie suivant le quartier qu'ils habitent, comme à Lille, par exemple, où ceux qui habitent le quartier St.-André tiennent une bonne conduite, tandis qu'une dégradation profonde règne parmi ceux qui habitent le quartier St.-Sauveur et la rue des Etaques. De même à Rheims, les deux tiers des hommes et le quart des femmes qui habitent certaines rues, sont les plus mauvais sujets de la fabrique [2].

A côté des tisserands de Lille, on voit les *filtriers*, ouvriers qui préparent le fil à coudre, en lin ordinaire, et les femmes qui font des dentelles, catégorie très-remarquable « par sa pro- « preté, ses mœurs, ses habitudes de sobriété et

---

[1] *Ibid.*, pages 322, 325.
[2] *Ibid.*, 80, 225.

Digitized by Google

« d'économie [1]. » La conduite des teinturiers et des chapeliers est, à Lyon, fort différente de celle des ouvriers en soie [2]. A Mulhouse même et dans d'autres villes où se fabriquent les tissus, l'ivrognerie domine plus spécialement parmi les ouvriers employés à la construction des métiers [3].

On remarque à Elbeuf, à Mulhouse, à Rheims, et dans presque toutes les villes de fabrique, que les désordres se manifestent, dans le sein de la même profession, d'une manière beaucoup plus marquée parmi les ouvriers venus du dehors, que parmi ceux qui sont nés dans le pays même [4]. On remarque, enfin, que les compagnons sont généralement plus enclins à l'inconduite, que les ouvriers établis.

La conséquence naturelle de ces rapprochements, c'est que ces vices, dont on accuse les classes ouvrières, ne sont inhérents, ni à des professions, ni à des localités déterminées, et qu'ils ne sont pas plus universels qu'uniformes.

Aux témoignages honorables que la classe ouvrière a mérité d'obtenir dans certaines villes, dans certaines professions, et dont on pourrait

---

[1] *Ibid.*, page 89.
[2] *Ibid.*, page 366.
[3] *Ibid.*, page 35.
[4] *Ibid.*, tome II, page 64.

Digitized by Google

encore multiplier beaucoup les exemples, il en est qui lui sont rendus d'une manière plus générale encore. On s'accorde à dire que les ouvriers sont généreux les uns envers les autres, empressés, non-seulement à s'assister mutuellement, mais à secourir tous ceux qui ont besoin de leur aide[1], à se dévouer, au besoin, à se dépouiller pour de plus pauvres, sensibles à la confiance et aux procédés, sociables, capables d'affection, de reconnaissance envers leurs chefs. On rend spécialement justice aux bonnes qualités des femmes d'ouvriers. « Elles se montrent généralement « très-sobres, très-laborieuses, très-économes, « lors même qu'elles avaient les défauts contrai- « res avant de se marier[2]. »

En invoquant l'autorité d'un écrivain qui a eu une mission spéciale pour se livrer à cette étude, et qui y a apporté autant de zèle que de discernement, nous nous faisons un devoir d'ajouter ici, que nous n'avons rien négligé nous-même pour observer de nos propres yeux l'état moral des classes ouvrières dans les divers pays et dans les diverses branches d'industrie. Nous nous sommes convaincu par nos propres re-

---

[1] *Ibid.*, page 71.
[2] *Ibid.*, page 65.

Digitized by Google

cherches, qu'on ne saurait, en cette matière, généraliser sans une extrême injustice; que les classes laborieuses, si elles sont sujettes à quelques écarts, possèdent aussi les qualités les plus estimables, sans qu'il soit possible d'asseoir un jugement aussi absolu que certains moralistes, trop défavorablement prévenus, se sont laissés entraîner à le prononcer.

Les choses demandent donc à être examinées de plus près. Au lieu d'un coup d'œil vague, une analyse approfondie est nécessaire. Il convient d'observer quelles sont les circonstances spéciales aux diverses professions, aux diverses localités; quels sont plus particulièrement les vices ou les défauts qui peuvent être, dans chacune d'elles, reprochés à la classe ouvrière.

CHAPITRE III.

Des circonstances spéciales qui paraissent affecter la moralité des classes ouvrières.

Il est nécessaire de s'entendre d'abord sur le genre de reproches qu'on adresse à la moralité des classes ouvrières.

Autre chose est, en effet, d'être sujet à des

Digitized by Google

vices différents; autre chose d'occuper un degré différent dans l'échelle de la moralité.

Un caractère peut ne pas devenir plus immoral, quoiqu'il contracte un certain vice d'une manière plus marquée, si, en même temps, il s'affranchit d'un autre vice.

Les progrès de la civilisation, en améliorant les mœurs, amènent cependant des vices inconnus aux peuples barbares. Combien de crimes et de délits portés, en grand nombre, dans les relevés de notre justice criminelle, dont on ne saurait trouver un exemple parmi les sauvages de l'Amérique ou parmi les Arabes du désert!

La vertu est une comme la vérité; mais on s'écarte de l'une comme de l'autre par une foule de déviations; on change de défauts comme d'erreurs.

La classe ouvrière est-elle sujette à des écarts plus nombreux, plus graves, que les autres catégories sociales? Ou est-elle seulement exposée à quelques égarements qui lui soient propres, sans être pour cela moins digne d'estime?

Déjà la statistique de la justice criminelle en France nous a fait connaître que dans la classe ouvrière, comparée à celle des cultivateurs, la proportion entre les crimes contre les personnes et ceux contre les propriétés, varie précisément

Digitized by Google

comme dans un degré supérieur de civilisation, comparé à un degré inférieur. Tandis que la proportion des accusés de crimes contre les personnes est, dans la classe des cultivateurs, de 37 sur 100, elle n'est, dans celle des ouvriers de fabriques, que de 27 sur 100 [1].

Les accusés de cette dernière catégorie se répartissent comme il suit [2] :

Crimes contre les personnes.

Sur 100 accusés, appartiennent à la classe des ouvriers de fabrique :

Rébellion	24
Violences envers des fonctionnaires publics	16
Meurtres et assassinats de tous genres et menaces desdits crimes	15
Blessures de tous genres	26
Crimes contre les bonnes mœurs	26
Suppression de faits, enlèvements de mineurs	12
Faux témoignages et subornation	21

[1] *Compte général de l'administration de la justice criminelle pour* 1837; rapport au roi, page 11.

[2] *Ibid.*, tableaux XXII et XXIII.

Digitized by Google

Crimes contre les propriétés.

Fausse monnaie et contrefaçon	23
Faux de tous genres	17
Vols de tous genres	22
Incendies et destruction . . , ...	14
Pillage de propriétés mobilières	85

En méditant sur les faits que révèlent ces comparaisons, on voit que les crimes les plus fréquents, commis par les ouvriers, sont précisément ceux qui naissent du rapprochement continu et fréquent des personnes, par conséquent, de leur froissement et des attraits qu'offre à la cupidité l'appât des richesses mobilières.

Si, entrant plus intimement dans les habitudes de la classe ouvrière, nous cherchons à découvrir quelles sont celles qui paraissent le plus ordinairement y altérer la pureté et la dignité du caractère, nous pouvons les rapporter à cinq chefs principaux :

1° L'imprévoyance, et avec elle le manque des soins qui ont pour objet l'ordre, la propreté, l'économie;

2° Le goût immodéré pour le plaisir des sens, et particulièrement l'abus du vin et des liqueurs spiritueuses;

Digitized by Google

3° Et, par l'effet du même penchant, les rapports illicites entre les deux sexes;

4° L'amour du gain, porté jusqu'à la fraude, à l'abus de confiance, même quelquefois jusqu'à la violence;

5° Les querelles, dues, il est vrai, essentiellement aux effets de l'ivrognerie ou des rivalités dans les plaisirs ou dans les gains.

Tels sont, du moins, les résultats que nous avons recueillis de nos observations personnelles, à défaut de ceux que ne fournit point encore avec précision la statitisque. Ils se trouvent d'ailleurs confirmés par l'autorité de M. le docteur Villermé [1].

Les traits caractéristiques de la moralité des classes ouvrières varient, du reste, suivant la nature des classes elles-mêmes.

Celle de toutes, où les dispositions vicieuses semblent le plus prononcées, est, sans contredit, la profession des chiffonniers. Un auteur récent évalue la partie corrompue, à la moitié de ceux qui l'exercent dans la capitale de la France [2]. Mais cette profession est en quelque sorte excep-

---

[1] *Tableau de l'état des ouvriers*, etc., tome II, page

[2] M. Fregier : *Des classes dangereuses de la population dans les grandes villes*, tome Ier, page 35.

Digitized by Google

tionnelle. Elle n'existe guères que dans les très-grandes villes. On remarquera qu'elle n'exige, ni apprentissage dans ceux qui l'adoptent, ni art ou combinaison dans les procédés qu'elle emploie; qu'elle se lie avec les habitudes d'une vie errante; qu'elle s'exerce en partie sur les immondices les plus dégoûtantes.

L'histoire de notre législation nous signale quelques professions, comme ayant plus particulièrement appelé, de la part de l'autorité, des mesures de précaution et de sévérité, par leur tendance à commettre certains désordres. Tels sont, entre autres, les papetiers et les chapeliers. Le règlement du 29 Janvier 1739, l'arrêt du 13 Juillet 1784, les lettres patentes du 2 Janvier 1749, les édits d'Avril 1777, et 1er Mai 1782, la loi du 25 Nivose an II, l'arrêté directorial du 23 Messidor an V, les signalent, du moins, comme disposés aux coalitions, aux désordres qui portent le trouble dans les ateliers, comme plus exclusivement jaloux de la concurrence. Si l'on remarque avec surprise que les cordonniers, les tailleurs et autres ouvriers travaillant sur les étoffes, figurent pour plus du 1/20 dans le nombre total des accusés de crimes, sur les relevés de notre justice criminelle, on remarque, d'un autre côté, que, dans cette catégorie, les accusés

Digitized by Google

de crimes contre les personnes sont seulement de 25 sur 100, tandis que ceux contre les propriétés sont de 75 sur 100 [1].

Sur 8000 accusés de crimes, 1400 appartiennent à la classe des oisifs (175 sur 1000). Sur 6600 accusés, livrés à des occupations, 2400 (36 sur 100) travaillent pour leur propre compte, 4200 (ou 64 sur 100) travaillent pour le compte d'autrui. Il est difficile de supposer que le nombre des compagnons, apprentis, gens de service de toutes sortes, ne soit pas de beaucoup supérieur au double de celui des maîtres. Il semblerait donc qu'en ce qui concerne, du moins, la criminalité, l'état de dépendance où se trouvent ceux-là, n'exerce pas sur leur moralité une influence défavorable.

Il faut avoir égard à la distinction des sexes. Les ouvrières en manufactures ne figurent dans le tableau des accusés pour crimes, que dans le rapport de moins d'un dixième, tandis qu'elles figurent pour 18/100 dans le nombre total. Or, la tendance d'un grand nombre de fabrications est aujourd'hui d'employer un concours plus considérable de femmes et de filles.

---

[1] *Compte rendu de la justice criminelle pour* 1837, tableau XXII.

Digitized by Google

Il faut avoir égard à la différence des climats. Ainsi, dans les régions du Nord, l'ivrognerie exerce des ravages plus étendus; la sobriété est, en quelque sorte, naturelle aux régions du Midi.

Il faut tenir compte des mœurs nationales, des caractères propres aux différentes races. L'ouvrier anglais est plus appliqué, plus sérieux, plus réglé dans ses actions et ses habitudes, que l'ouvrier irlandais. L'ouvrier allemand a plus de calme, de patience, de docilité, que l'ouvrier français. L'imprévoyance est plus particulièrement dans les dispositions de ce dernier; l'apathie dans celles de l'ouvrier italien ou espagnol.

La classe ouvrière participe aux progrès généraux des mœurs sociales, comme à leur décadence. Comment échapperait-elle, dans des temps de corruption, à la contagion générale? Ne lui reprochez point alors le malheur qu'elle subit par l'influence des temps.

Ne lui reprochez point, comme s'ils lui étaient propres, ses vices, qui dérivent de l'influence des lieux. L'ouvrier qui habite les grandes villes ressent, dans ses mœurs, les effets de ce séjour, comme celui qui réside dans un lieu insalubre, les éprouve dans sa santé.

En général, l'agglomération des personnes, en

Digitized by Google

même temps qu'elle procure certains avantages, si elle favorise le développement de la sociabilité, devient quelquefois une source d'infection, et corrompt les mœurs comme l'air. Plus alors la réunion est nombreuse, compacte, et plus cette action délétère se fait sentir.

Les ouvriers nomades sont plus exposés à contracter certains défauts qui tiennent à cette vie errante. Les ouvriers étrangers sont souvent le rebut de la classe à laquelle ils appartiennent dans leur propre pays; leur émigration peut être commandée par la nécessité, suggérée par l'espoir d'un sort plus avantageux; mais elle est quelquefois la suite d'une conduite peu estimable, et par le désir de se soustraire à la défaveur causée par de fâcheux précédents.

De toutes les circonstances, la plus pernicieuse peut-être à la moralité des ouvriers, est le caractère vicieux des chefs qui les dirigent. Elle devient d'autant plus funeste, que ceux-ci président à de grands établissements. Alors, à l'influence des mauvais exemples, se joignent les moyens les plus actifs de corruption. Les chefs tolèrent des désordres qu'ils partagent; les complices de leur libertinage en propagent aussi la contagion.

Loin que l'élévation des salaires paraisse préserver la moralité des ouvriers de fabrique, on

Digitized by Google

voit souvent certains vices, et spécialement l'abus des plaisirs sensuels, dominer parmi ceux qui sont le plus fortement rétribués, et les mœurs les plus pures se conserver parmi ceux qui ne reçoivent que les salaires les plus modiques, témoins les ouvriers en soie des cantons de Bâle et de Zurich.

Le travail de nuit est plus défavorable aux mœurs, comme à la santé.

L'alliance des travaux agricoles à ceux des manufactures est plus utile, à la fois, sous les deux rapports. Il n'est aucune circonstance dans laquelle se conserve mieux la moralité de la classe ouvrière, que celle qui permet le travail en famille. On retrouve encore ici l'application d'une loi générale de l'humanité. Les liens de famille sont une garantie pour les bonnes mœurs. Sur 100 adultes, accusés de crimes, on ne compte que 37 individus engagés dans les liens du mariage, et parmi ceux-ci, proportion gardée, le plus grand nombre comprend ceux qui n'ont pas d'enfants.

En s'attachant ainsi à distinguer et à apprécier les circonstances au milieu desquelles se modifie le caractère moral de la classe ouvrière, on est sur la voie pour découvrir les causes qui concourent principalement à l'altérer.

Digitized by Google

DEUXIÈME PARTIE.

ÉTUDE DES CAUSES.

CHAPITRE PREMIER.

De quelques influences de l'industrie, favorables au caractère moral de l'ouvrier.

A ne considérer le travail manuel qu'en lui-même, exécuté dans une fabrique, comme partout ailleurs, loin de supposer qu'il puisse être une cause de démoralisation, on ne saurait lui attribuer qu'une influence salutaire sur le caractère de l'homme.

L'homme est né pour le travail, dit l'Écriture-Sainte[1]. Le travail est destiné par la Providence divine à servir d'éducation morale et religieuse pour l'homme, pendant son passage sur cette terre. Loin de favoriser le vice, il est appelé à le réformer.

Il enseigne à l'homme le grand art de se vaincre; il exerce la patience, le courage calme et

[1] Job., chap.

Digitized by Google

continu; il fixe et discipline les mobiles penchants de notre nature; il entretient une légitime fierté; il détourne et préserve des voluptés sensuelles; il enseigne le respect pour la propriété; ses fatigues même, les privations qu'il impose, fortifient l'âme, l'épurent; et, pratiqué avec le sentiment du devoir, il acquiert la dignité de la vertu.

Le travail des exploitations rurales est sans doute un excellent moralisateur, ainsi que l'a si bien proclamé un illustre philantrope [1]; le calme des champs, l'aspect de la nature, entretiennent la sérénité de l'âme et la pureté du cœur; la présence des merveilles de la création, les bienfaits répandus par la main libérale de l'auteur de toutes choses, tout invite l'habitant de la campagne aux sentiments religieux. Simple dans ses habitudes, modéré dans ses désirs, il ignore les ambitions, les rivalités, le luxe, les voluptés, qui agitent et corrompent les cités. Toutefois ne substituons pas le roman à la science, et ne prenons pas comme des faits, les tableaux des Bucoliques. Le laboureur, le vigneron et le berger, ne goûtent pas, autant qu'ils semblent en avoir l'occasion, les méditations si-

[1] M. de Fellenberg.

Digitized by Google

lencieuses et les charmes de la contemplation de la nature. Dans la continuité de ce genre d'occupations, ils sont exposés à contracter des habitudes de grossièreté et de rudesse; un isolement prolongé favorise en eux les dispositions à l'égoïsme; les fruits achetés par tant de sueurs, deviennent facilement l'objet d'une possession disputée, défendue avec apreté. Un commerce assidu avec les bêtes de somme, tend à faire dominer les instincts brutaux, et les penchants de la vie animale.

Le travail exécuté dans les ateliers, fait naître des impressions d'un autre genre. Il a quelque chose de constant, d'uniforme et de régulier, qui subjugue la volonté humaine, qui la forme à la persévérance, qui la plie à suivre une loi, qui renferme donc une secrète analogie avec l'empire du devoir. Exécuté en commun, il rapproche les hommes, les convie à s'entendre, leur fait sentir le prix de l'assistance mutuelle. Se prêtant presque toujours à divers genres de perfectionnements, il éveille l'idée, le désir des progrès, il offre une palme à l'ambition de mieux faire. L'atelier qui rassemble plusieurs travailleurs, et qui assigne à chacun un office distinct, offre dans son organisation quelque chose de semblable à celle de la société générale. Là, il y

Digitized by Google

a une subordination, des prescriptions communes, des obligations réciproques, un concert indispensable, un partage de peines, de vœux et de joies.

Aussi dans les champs eux-mêmes, il n'est pas de travaux plus favorables au développement de la sociabilité, que ceux qui s'accomplissent en grandes compagnies, comme la récolte des foins, la moisson, la vendange.

Les influences morales que le travail des ateliers exerce sur les ouvriers qui y sont employés, dépend de plusieurs conditions.

Cette influence, d'abord, sera d'autant plus salutaire, que le travail, par sa nature, tendra mieux à exercer l'énergie de l'âme et l'activité de l'attention, c'est-à-dire à nourrir les deux dispositions les plus essentielles à l'être intellectuel et moral. Les efforts corporels demandent un certain concours de la volonté, et sont aussi pour elle une sorte de gymnastique. L'attention exigée de l'œil, de l'ouie, la direction habile imprimée aux mouvements de la main, demandent aussi quelque application des facultés de l'esprit. Plus un ouvrage exige de soins, et plus il requiert, avec l'opération mécanique, un concours des facultés de l'âme, presqu'inaperçu, mais cependant réel. L'ouvrier réduit à des fonctions

Digitized by Google

purement passives, s'assimilerait peu à peu aux agents matériels dont on le condamnerait à imiter l'emploi. L'un des mérites du travail consiste à faire sentir à la créature humaine, l'empire qui lui a été donné sur la matière, et cet empire est tout entier dans le pouvoir de l'intelligence.

L'influence morale du travail des ateliers dépend aussi, en partie, du genre et du degré de dépendance auxquels il assujétit l'ouvrier. Comment la dignité humaine, gardienne des vertus; comment la spontanéité des résolutions, source des mérites; comment la force du caractère, ressort des bonnes actions, ne s'anéantiraient-elles pas sous le joug d'une dépendance aveugle, capricieuse et absolue? Comment l'ouvrier ne contracterait-il pas les vices de l'esclave, si vous réduisez son existence à une condition servile? Mais une dépendance limitée, intelligente, qui, au lieu de peser comme un joug oppressif, guide plutôt comme une direction utile; qui laisse à l'ouvrier, en lui assignant son rôle, la liberté dont il a besoin pour le bien remplir, est éminemment salutaire. L'autorité est pour l'homme un bienfait, dont le prix est trop méconnu, et dont il ne peut assez connaître la valeur; car l'autorité est essentiellement une protection. Par

Digitized by Google

l'autorité, tout se conserve, tout se règle dans la société humaine. Elle est comme l'image et le reflet de la puissance qui régit l'univers. Le sentiment du respect élève le cœur, lorsqu'il est légitime.

L'influence morale du travail des ateliers dépend, en grande partie, des impressions dominantes que tendent à produire le spectacle que l'ouvrier a sous les yeux, les objets qui passent dans ses mains, les opérations auxquelles il concourt. Si le spectacle dont il est habituellement frappé réveille des idées pures, offre quelques images du beau, exprime quelque harmonie, non seulement il travaillera avec plus de plaisir, mais ces impressions pénétreront jusqu'à son âme; c'est ce dont on se convaincra facilement si l'on observe l'effet que produit sur les ouvriers, le chant dont ils accompagnent leurs travaux, et sur les soldats, celui de la musique militaire et de l'éclat d'une belle tenue, d'une belle ordonnance dans l'armée. Il n'importe pas que l'ouvrier manie l'or ou le sable; mais si de la matière qu'il reçoit brute, il tire des formes régulières, symétriques, nobles, élégantes, quelque chose de ces qualités imprimées à la matière se réflétera insensiblement dans son âme; car, ces qualités ne sont elles-mêmes que la reproduction de types

Digitized by Google

essentiellement moraux. Si l'œuvre qu'il exécute exige un certain arrangement, un certain degré de fini, même une condition de netteté et de propreté; si l'atelier, auquel il appartient, par la distribution des offices, la variété des détails, l'unité de l'ensemble, l'accord de toutes les parties, la perfection des produits, réalise d'une manière sensible les belles notions de l'ordre, dans le jeu de l'activité humaine, cet atelier deviendra pour lui une sorte d'école où il puisera d'utiles enseignements; et si à ces conditions viennent se réunir encore la grandeur et l'étendue des opérations, la puissance merveilleuse des moteurs, le vaste développement d'une foule d'arts combinés dans un seul plan, il sera naturel que l'individu admis à y jouer un rôle, se pénètre d'un sentiment de respect et d'admiration pour l'ordre, cette grande loi morale de l'empire intellectuel, et en concevant quelque fierté des liens qui l'unissent à ce système, se trouve ennobli à ses propres yeux.

Il est encore une condition principale de laquelle dépend l'influence morale du travail des ateliers; elle s'attache aux perspectives plus ou moins favorables que cette occupation offre à l'ouvrier pour améliorer progressivement son sort, par son instruction, son activité et sa bonne

Digitized by Google

conduite. Elles exciteront et entretiendront en lui l'ambition de bien faire ; elles lui inspireront, avec l'espérance, le désir d'avancer par des voies légitimes, d'acquérir en méritant ; elles lui feront supporter avec plus de calme et de patience les rudes épreuves de la situation présente. Déjà ces perspectives s'offrent à lui, lorsqu'il conçoit la possibilité de remplir d'une manière plus parfaite l'emploi auquel il est attaché ; mais elles deviennent bien plus attrayantes quand elles lui permettent d'arriver graduellement à un emploi plus relevé. Ne regrettons point pour lui de le voir n'avancer qu'avec une certaine lenteur. Les changements rapides s'achètent trop souvent par des chances aléatoires dont il faut éloigner l'idée de l'esprit des hommes laborieux ; ils excitent l'inquiétude, l'impatience, dans une carrière qui exige surtout la persévérance et le calme. Le prix de l'amélioration obtenue, dépend en partie du mérite attaché aux efforts qui l'ont conquise.

Il résulte des observations qui précèdent, que si déjà le travail manuel tend par lui-même à exercer une influence utile sur le caractère de l'ouvrier, cet effet devient d'autant plus marqué, d'autant plus salutaire, que le travail en se perfectionnant, prête une part plus considérable à

Digitized by Google

l'industrie. Si nous entendons par *industrie*, le travail réfléchi, combiné, exécuté *avec art*, se développant par le progrès, loin qu'elle encoure le reproche d'agir d'une manière directe comme cause de dépravation ou de corruption sur la classe qu'elle emploie, elle réunit au contraire, en général, les conditions les plus favorables, telles qu'elles viennent d'être énumérées. Le perfectionnement du travail par l'industrie ne saurait agir sur les mœurs, que pour les améliorer.

Mais l'influence exercée par le travail, dépend surtout de la disposition qu'y apporte l'ouvrier. Le travail, embrassé avec amour, avec le sentiment du devoir, avec une intention religieuse de se conformer à la volonté divine, avec une pensée généreuse, dans le désir d'être utile aux autres, élève l'âme, la purifie, la sanctifie. Le travail, subi comme une nécessité, avec répugnance, irrite les passions qu'il devait calmer.

Sans doute, c'est en lui-même que l'homme trouvera les dispositions qui lui rendent le travail profitable; tout est profitable à l'homme de bien. Mais l'attrait qui peut s'attacher à certains genres d'occupations, en faire goûter l'exercice, favorisera cette heureuse tendance. N'est-ce pas déjà un effet très-utile pour le caractère des ou-

Digitized by Google

vriers, que de faire naître parmi eux le goût même du travail?

CHAPITRE II.

De quelques influences de l'industrie, défavorables au travail de l'ouvrier.

D'autres conditions, cependant, peuvent être inhérentes au travail des ateliers, qui influeraient d'une manière fâcheuse sur la moralité de la classe ouvrière.

Lorsqu'elle est condamnée à des occupations purement matérielles, qui lui imposent de dures fatigues, sans lui offrir d'agréments, la créature humaine soupire après des distractions et des jouissances qui la soulagent quelques instants; elle est malheureusement tentée de les demander aux plaisirs matériels; elle recherche alors les plus grossiers, parce qu'ils semblent les plus faciles, parce qu'elle n'en espère pas d'autres, parce qu'elle en attend de plus fortes émotions, parce qu'elle espère en éprouver un étourdissement plus complet. Déplorons cet égarement, sans en être surpris. Dans les hautes régions de la société, combien de gens qui se croient bien nés,

Digitized by Google

en se livrant à de plus coupables désordres, sont bien moins excusables.

Le penchant que nous signalons ici, semble devoir acquérir plus d'intensité, en raison des fatigues dont l'ouvrier cherche à se délasser et de la rudesse de la lutte qu'il a soutenue contre les résistances de la matière; et c'est pourquoi, peut-être, on a remarqué que l'ivrognerie est plus répandue chez les ouvriers employés à la construction des machines, auprès des fabriques de filature et de tissage. Mais il doit aussi se prononcer d'autant plus, que le travail imposé à l'ouvrier, est plus monotone et prête moins, par là, à l'exercice de l'intelligence. Lorsque son occupation consiste dans une action très-simple et toujours uniformément répétée, les facultés de l'âme n'étant nullement mises en jeu, tombent dans une sorte de torpeur. Une telle monotonie serait un supplice, si l'assoupissement de l'esprit n'en rendait l'ennui plus supportable. Réduit à cette espèce de végétation léthargique, l'ouvrier cherche quelque émotion des sens, qui vienne le ranimer. Il se passe en lui quelque chose d'analogue à ce qu'on observe chez les habitants du Nord, condamnés par le climat à une longue nuit, à une vie sédentaire, vivant sous un ciel triste et nébuleux ; ils s'enivrent pour se distraire.

Digitized by Google

Sans doute, le perfectionnement de l'industrie, en permettant d'emprunter chaque jour aux forces de la nature, des moteurs plus puissants et plus nombreux, tend par là-même à réduire la part de l'homme, comme agent mécanique, dans la production des objets fabriqués; elle le provoque ainsi à prendre une part toujours plus étendue dans la fonction, bien plus digne de lui, qui concourt à cette production par les opérations de l'intelligence. Il semble donc que, par l'effet de cette révolution qui s'opère, la classe ouvrière est appelée à une destinée plus noble, et doit s'élever de jour en jour à des fonctions plus dignes de la créature intelligente et sensible; dominant sur la matière, au lieu de se confondre avec elle, l'ouvrier maîtrisera, dirigera, modérera les forces motrices, en cessant d'en faire partie. Les mouvements uniformes, continus, étant précisément ceux que les moteurs aveugles et mécaniques exécutent le plus facilement et le plus fidèlement, l'emploi de ces moteurs réserve aussi à l'ouvrier les opérations les plus variées et les moins monotones.

D'un autre côté, l'extrême division du travail, croissant avec les progrès de l'industrie, a pour résultat de réduire à la sphère d'opération la plus étroite, chacun des ouvriers qui concourent à

Digitized by Google

produire. Réduit à n'exécuter perpétuellement que la même pièce, ou à ne donner qu'une seule et même façon à la matière qui passe dans ses mains, il ne compare, ne combine point, n'embrasse point l'ensemble; s'il fait plus vite, c'est précisément parce qu'il agit sans réflexion et par la puissance de l'habitude.

Si tels sont les inconvénients d'un commerce trop assidu de l'ouvrier avec la nature matérielle, il en est d'autres qui, dans les fabriques, peuvent naître du commerce qu'il entretient avec ses semblables, et ceux-ci sont de plusieurs sortes.

Réuni à des êtres vicieux, il est exposé à la contagion du vice, il cède à l'entraînement de l'exemple, il se laisse entraîner à une fatale émulation d'égarements. Combien d'ouvriers sont entraînés au cabaret par un faux point d'honneur, par une complaisance mal entendue, s'enivrent pour tenir tête à leurs camarades! Les maximes pernicieuses se transmettent, se propagent. L'ouvrier perdu au sein d'une grande population, sera d'autant plus facilement séduit par l'attrait du libertinage, que les occasions en sont pour lui plus fréquentes et plus prochaines; le danger s'accroît, lorsque les tentations viennent au devant de lui, l'assaillir sous des formes trompeuses. Dans son imprévoyance et son in-

Digitized by Google

expérience, il se laisse aller insensiblement et par degrés à des désordres, qu'il eût réprouvés au premier abord. L'infortuné croit jouir, et il se perd.

L'emploi des machines à vapeur dans les ateliers de filature et de tissage pour le coton, la laine, le lin, comme aussi dans les presses de divers genres, a eu pour effet de substituer en grande partie le travail des femmes et des enfants à celui des hommes adultes, une main légère suffisant alors pour certaines opérations, et leur étant quelquefois plus favorable. De là, un plus grand concours de femmes et de filles dans les manufactures, enlevées à leurs familles et aux soins domestiques ; des rapprochements plus fréquents entre les deux sexes. De là aussi, une multitude d'enfants en bas âge, privés des bienfaits de l'éducation, et pour lesquels le séjour des fabriques n'est trop souvent qu'une école funeste.

En présence de ces périls, l'ouvrier qui fait partie d'une multitude rassemblée sur le même point, a-t-il, du moins, un guide, un protecteur? Le plus souvent, il est entièrement livré à lui-même; la dépendance dans laquelle il est quelquefois placé, ne devient pas un patronage pour lui; l'émancipation le laisse sans appui. Il n'est utile aux hommes de se toucher, qu'autant qu'ils

Digitized by Google

s'unissent par quelques rapports mutuels ; leur agglomération doit être accompagnée d'un lien, vivifiée par un esprit de communauté. Alors seulement naissent les sympathies sociales ; autrement, les éléments d'une foule assemblée au hasard, se pressent, se heurtent, en se rencontrant. C'est ce que sentaient très-bien les hommes de travail, lorsqu'ils *se conjuraient*[1] en corporations, en *confréries de métiers ;* c'est ce qui se retrouve encore dans quelques grandes manufactures bien organisées. L'alliance de la confraternité nourrit les qualités généreuses ; quelquefois, cependant, elle propage les passions, avec une force singulière ; elle favorise les coalitions intéressées, exclusives, dominatrices. Les ordonnances des rois de France, qui, depuis celles de Villers-Cotterets, d'Orléans, de Moulins, de Blois, ont constamment et si sévèrement prohibé les *confréries de métiers*, attestent les nombreux abus et les désordres qui s'y répandaient sous le voile d'une association religieuse. Le long préambule de l'édit de Février 1776, décrit ceux qui s'étaient introduits dans le sein des corpora-

---

[1] Ces confréries se formaient par des engagements mutuels, des *serments* ; de là, les *jurandes*, les métiers appelés *jurés*.

Digitized by Google

tions légalement établies. On signale les graves inconvénients du compagnonage, plus encore qu'on ne les connaît bien. Toutefois, en détruisant en France l'antique confraternité qui instituait le régime des corporations, si l'on a fait cesser le monopole, les rivalités, les vexations, auxquels il donnait lieu, qu'a-t-on substitué à la protection mutuelle qui en dérivait? A qui l'ouvrier s'adressera-t-il dans ses embarras, dans ses malheurs? A qui demandera-t-il conseil? Il voit des rivaux partout; où trouvera-t-il des amis?

Si, du moins, il goûtait les avantages de ces liens de famille, qui sont de tous les plus favorables à la moralité comme au bonheur! Mais presque toujours, le jour où il entre dans un atelier, le sépare de ses parents; le séjour dans un grand atelier, prolonge souvent pour lui le temps du célibat; est-il marié? le travail de l'atelier l'éloigne de sa femme et de ses enfants. Privé des affections les plus douces et les plus pures, sa vie est un jeûne du cœur. Les affections sont l'aliment des vertus. Celui à qui il n'est pas donné d'aimer, deviendra facilement la proie de l'égoïsme ou la victime de la débauche.

La rencontre des deux sexes dans les ateliers, fait naître un autre genre de périls, qu'aggrave

Digitized by Google

précisément l'absence des liens de famille. Cette rencontre a lieu loin des regards des parents, dès l'âge de l'adolescence; mille circonstances favorisent la séduction, les intelligences coupables; l'enfance elle-même, hélas? est initiée aux mystères des désordres. Des unions illégitimes se forment, se dissolvent; elles sacrifient la destinée d'un sexe sur lequel repose essentiellement l'espoir de la moralité sociale; filles sans pudeur ou femmes abandonnées, tel est le sort que ces relations coupables réservent à celles qui, mères de famille, eussent dû être le modèle comme le lien de ses membres. Le mariage cesse d'être un encouragement, une rémunération pour l'homme laborieux, un objet de respect pour le peuple. Les enfants issus d'un concubinage facile et coupable sont, dès le berceau, ou livrés à l'hospice, ou, plus tard, abandonnés; les auteurs de leurs jours manquant à la fois et des ressources pour les élever, et du sentiment des devoirs consacrés par la nature.

Il est, dans les effets du salaire du travail, un dernier ordre de causes qui peuvent concourir à altérer la moralité de la classe ouvrière. Nous ne saurions trop réprimer un préjugé injuste et funeste, mais trop répandu, qui prétend flétrir le salaire. Ce préjugé nuit à la considération que

Digitized by Google

mérite la classe laborieuse, affaiblit le sentiment qu'elle devrait avoir de sa propre dignité. Le salaire est la conquête la plus légitime, le contrat le plus naturel et le plus nécessaire. Le salaire est la consécration de la propriété; il en est la source. Oserait-on lui comparer le gain dû au hasard? Honorons celui qui subsiste par un salaire mérité! Dans un état de société qui repose sur les échanges, les salaires sont réciproques, et sous mille formes diverses représentent la production elle-même.

Les bénéfices du négociant, de l'entrepreneur, sont-ils autre chose que le salaire de leurs opérations? Les fruits de la terre ne sont-ils pas le salaire de qui la cultive?

Mais, lorsque le salaire s'attache à la main-d'œuvre seulement, lorsqu'il est acquitté à des moments très-rapprochés et par très-petites fractions, comme pour le journalier, par exemple, il peut avoir des inconvénients, relativement aux dispositions d'esprit qu'il entretient chez ceux qui le reçoivent. D'abord, il place ceux-ci dans un état de dépendance habituelle et immédiate, qui peut les humilier ou les aigrir. De plus, l'individu accoutumé à subsister uniquement à l'aide d'un salaire journalier, est plus facilement entraîné à l'imprévoyance. Le moment où il re-

Digitized by Google

çoit sa paie, est celui où s'arrête sa pensée; il vit dans le présent, et ne songe pas au lendemain; il ne calcule pas d'avance; il dépense à mesure ce qu'il gagne. Il s'attache moins à sa situation, à l'œuvre qui l'occupe. Or, le développement de l'industrie manufacturière a pour effet, en certains cas, de réduire le nombre de ceux qui travaillent à la tâche, qui produisent pour leur propre compte, et de multiplier le nombre des mercenaires payés, sinon au jour le jour, du moins à la semaine.

L'ouvrier qui travaille chez lui, qui possède un mobilier, un métier, des instruments et des outils, qui vit dans son ménage, connaît le sentiment de la propriété; ce sentiment le relève à ses propres yeux, le porte à respecter la propriété d'autrui; entretient en lui, avec un instinct de conservation, un goût naturel pour l'honnêteté. Ces dispositions s'affaiblissent à mesure que l'ouvrier, transporté au milieu des manufactures, perd la possession des valeurs mobilières. Le prolétaire véritable n'est pas celui qui ne possède point une propriété foncière, mais celui qui n'a rien à lui.

La fixation du taux des salaires donne lieu aussi à quelques inconvénients. Elle engage, entre les ouvriers et les chefs des établissements

Digitized by Google

d'industrie, des débats toujours renaissants et peu favorables à la bienveillance réciproque. Elle fait sentir et redouter les effets de la concurrence, et par là, trop souvent, fait considérer comme un ennemi celui dans lequel l'ouvrier aperçoit un rival. Ainsi s'entretiennent les défiances, les dispositions hostiles; quelquefois ces funestes préventions éclatent sous des formes coupables; elles engendrent des rixes, des complots; elles transforment le paisible champ de l'industrie en un théâtre de guerres sanglantes.

La moralité comme le bonheur des hommes, dépendent bien moins de la condition que la Providence leur a assignée sur la terre, que des dispositions avec lesquelles les acceptent ceux auxquels elles sont échues. Or, la concurrence toujours croissante dans la production des objets manufacturés, que déterminent les progrès de l'industrie, pèse de la manière la plus sensible sur les salaires les plus faibles et sur la classe d'ouvriers la plus nombreuse. Elle rend leur existence précaire; elle excite parmi eux de vives inquiétudes. Et, pendant cet emps, témoins de l'aisance générale que répandent les progrès de l'industrie; appelés, soit au sein des grands établissements, à contempler une échelle entière de situations supérieures à celles qu'ils

Digitized by Google

occupent, soit dans l'enceinte des cités, à voir s'étaler sous leurs yeux la splendeur du luxe et la profusion des plaisirs; voyant, pendant leur travail même, couler souvent sous leurs yeux des flots de richesses, comment ne seraient-ils pas poussés quelquefois, par la comparaison de leur destinée si rude et si précaire, à concevoir quelques réflexions amères, à se plaindre de l'aveugle injustice de la fortune? Et s'ils s'abandonnent à ces impressions funestes, comment se défendront-ils des mouvements de l'envie, d'un besoin immodéré de changer leur sort? Dans quelques moments d'agitation et de troubles, les notions de la propriété ne se couvriront-elles pas d'un nuage à leurs yeux? Ne prendront-ils pas en haine un état social qui établit de telles disproportions dans les conditions humaines? Ce mécontentement ne s'accroîtra-t-il pas encore par les communications réciproques de ceux qui l'éprouvent? De quels dangers une telle disposition, en devenant générale, ne menace-t-elle pas les institutions sociales elles-mêmes jusques dans leurs fondements?

Digitized by Google

CHAPITRE III.

Des influences étrangères à l'industrie, qui agissent sur la moralité de la classe ouvrière.

De même qu'au physique, les influences malfaisantes des climats malsains et des atmosphères insalubres, des contagions morbifiques agissent d'une manière plus funeste sur certains tempéraments; de même aussi, dans l'ordre moral, certaines catégories de personnes ressentent plus particulièrement les effets des causes générales qui tendent à altérer les mœurs de la société humaine. Les mauvaises doctrines égarent d'autant plus d'esprits, qu'elles émanent de personnes plus distinguées par la science et par le talent; les mauvais exemples se répandent d'autant plus, qu'ils viennent de personnes plus élevées en rang et plus favorisées par la fortune. L'ignorance accueille plus aveuglément les premiers; les seconds entraînent plus facilement les caractères qui manquent d'énergie morale; les unes et les autres subjuguent sans résistance les êtres dominés par le penchant à l'imitation, et plus encore ceux qui sont livrés aux habitudes mercenaires et serviles.

On ne saurait trop se pénétrer de cette vérité, lorsqu'on observe les ravages du vice, dans quel-

Digitized by Google

que partie des classes inférieures de la société. Au lieu de lui imputer une immoralité qui lui est venue du dehors, il faut remonter jusqu'à la source des maux dont elle souffre. S'il est vrai, par exemple, que les sentiments religieux se soient affaiblis dans les rangs de la classe ouvrière, effet réel sans doute, mais moins universel qu'on ne le suppose; peut-on s'en étonner lorsqu'on pense à quel point l'irréligion a été affichée à ses yeux, par ceux qui lui devaient le bon exemple; lorsqu'en se rapprochant des gens du monde, elle les a entendus tourner en ridicule les pratiques de la piété, traiter d'illusions les vérités les plus saintes? Elle a pu craindre d'être prise pour dupe, lorsqu'on paraissait lui imposer la religion comme un frein, bon pour elle seule, et lui en renvoyer les devoirs comme formant, avec les privations et les fatigues, le lot naturel de la classe déshéritée par la fortune. Moins elle était soutenue par une instruction solide, et pénétrée du véritable esprit de l'évangile, et plus elle a dû être séduite par de fausses lumières, qui semblaient l'affranchir au moins du joug des préjugés et de la gêne des règles. Rassemblés en foule sur les grands théâtres de l'industrie, et là mis en présence des doctrines anti-religieuses, qu'opposeront-ils à la double et pernicieuse in-

Digitized by Google

fluence qui leur arrivera à la fois, et de ceux qui semblent leur être supérieurs, et de leurs propres camarades?

Ce que nous venons de dire de l'irréligion, s'applique également aux mauvaises mœurs. Les vertus domestiques qui se conservent dans les familles aisées, ne frappent pas les regards de la foule; mais les dérèglements des personnes qui se trouvent en vue par leur rang ou leur fortune, deviennent autant de scandales, et la position brillante où elles se trouvent placées, le luxe qui les entoure, voile la turpitude de ces désordres, ajoute à la puissance de la séduction. Trop souvent les riches cherchent dans les ouvriers les victimes de leurs passions, qui, après être devenus les complices de leurs débauches, en répandent la contagion dans les ateliers.

Nées de l'industrie, les villes s'aggrandissent par elle, se multiplient, acquièrent de vastes dimensions; la foule s'y presse; le luxe s'y étale; les jeux de hasard y tendent leurs piéges; mille sollicitations y excitent, sous toutes les formes, l'intempérance dans un sexe, la vanité des ajustements chez l'autre; elles deviennent le refuge de ceux que le mépris mérité par l'inconduite a bannis du lieu de leur naissance, le rendez-vous de tous les êtres inquiets, ambi-

Digitized by Google

tieux, indifférents sur les voies pour arriver à la fortune; une honteuse cohorte d'êtres dépravés y circule, y cherche à la fois des victimes et des complices. Voilà l'atmosphère que l'homme laborieux viendra respirer! Voilà les objets qui frapperont ses regards en sortant de son atelier, les êtres qu'il rencontrera sur son passage!

Mais on est dans l'erreur quand on attribue aux grandes cités ce triste privilége. On a vu, on voit des villes où la pureté des mœurs se maintient, et où la classe ouvrière est fidèle aux traditions de l'honnêteté. D'un autre côté, si une manufacture de quelque étendue vient à prendre naissance, même dans un village, on voit bientôt accourir tout à l'entour un essaim de gens dont l'industrie consiste à offrir des appâts et des aliments aux vices. Le moindre bourg, d'ailleurs, a ses beaux esprits, ses philosophes intrus, ses savants avortés, dont l'autorité n'est pas contestée, et qui débitent au hasard les doctrines les plus funestes; régnant au billard, à l'estaminet, à la tabagie, ils y étalent cette demi-instruction qui est aujourd'hui prodiguée de toutes parts. L'estaminet du village est souvent, pour l'ouvrier des fabriques, une pernicieuse école, école toujours ouverte, où le langage du professeur est à sa portée, flatte ses penchants,

Digitized by Google

excite ses passions, lui enseigne à mépriser les lois, à méconnaître les bienfaits de l'ordre social. Cet enseignement est complété par des publications périodiques qui servent de texte aux professeurs, qui nourrissent la curiosité de la classe laborieuse, et qui remplacent toute autre lecture. Là, se déroule journellement devant lui, non le tableau des belles vies et des bonnes actions, mais la hideuse image des délits, des désordres, que la presse périodique entasse dans ses colonnes avec une déplorable prédilection; là, il recueille au hasard des idées incomplètes et fausses; il apprend à connaître les passions qui agitent la société humaine. Et il se trouve des pays manufacturiers, comme l'Angleterre, où l'on vient encore proposer en Parlement d'affranchir ces publications de tout impôt, pour les mieux faire circuler entre les mains des lecteurs peu instruits. Voici les colporteurs qui arrivent aussi, avec des provisions d'une qualité non moins délétère, avec des almanachs qui entretiennent mille préjugés, avec de mauvais livres vendus à bas prix, souvent avec des écrits orduriers. Tels sont les enseignements offerts à l'ouvrier, au sortir du travail.

Les faux lettrés, les érudits bâtards, se multiplient chaque jour par les malheureuses préten-

Digitized by Google

tions de sujets nés dans les classes laborieuses, qui dédaignent d'y rester, qui font à la hâte de mauvaises études, qui, dans leurs vagues ambitions, aspirent à des professions libérales, sans pouvoir les exercer. Occupant ainsi l'intervalle entre ces deux ordres de conditions, ils en interceptent les rapports; ils s'érigent en patrons des hommes de travail, en professeurs, orateurs, écrivains de bas étage; meneurs attitrés, ils aspirent à jouer un rôle dans la localité; les affaires municipales, les élections, ajoutent à leur importance; ils exercent sur l'ouvrier un ascendant d'autant plus puissant, qu'ils affectent de servir sa cause; ils deviennent pour la population des ateliers, de véritables oracles. On parle peu de leur despotisme; on n'ose pas : ne sont-ils pas aujourd'hui une puissance?

Chaque jour se multiplient aussi les théâtres où se déploient leurs talents, où se débitent à la fois et les plus fausses maximes, et les contes les plus absurdes, avec les boissons spiritueuses, pour corrompre les mœurs en altérant la santé des hommes laborieux; je veux dire ces tavernes, ces cantines qui assiègent l'accès des manufactures. Encore ne se multiplient-ils pas assez au gré de ces profonds économistes, qui gémissent incessamment sur les obstacles oppo-

Digitized by Google

sés par les lois fiscales au débit des liqueurs enivrantes. Voilà les réunions dans lesquelles l'homme fatigué de travail, trouvera son délassement! Voilà ses relations de société! Voilà où et comment, adulte, il cultive son esprit et son cœur! L'industrie qu'il faut en accuser, n'est pas celle des fabriques, mais bien celle qui exploite les cabarets et les autres lieux qui, sous une dénomination plus relevée, cachent plus de dangers encore.

Ajoutons-y, dans les grandes villes, celle de quelques logeurs, de quelques entrepreneurs de placements, chez lesquels, près desquels, l'homme de travail fait souvent de mauvaises connaissances, rencontre de funestes exemples, reçoit des conseils corrupteurs; les logeuses chez lesquelles la jeune ouvière rencontre des piéges, les entremetteuses qui spéculent sur sa perte. Ne dirait-on pas qu'une sorte de génie malfaisant poursuit, sous mille formes, l'individu vivant du travail de ses mains, pour le séduire et le dépraver?

Soyons justes envers notre siècle, envers l'époque présente. Jamais l'instruction primaire n'avait excité une aussi vive sollicitude, jamais elle n'avait reçu d'aussi puissants encouragements. Quelle rapide propagation d'écoles pour l'enfance des deux sexes! Que de dotations gé-

Digitized by Google

néreuses, pour y rendre le bienfait de l'instruction entièrement gratuit! Des écoles s'ouvrent même à l'adulte, afin qu'il puisse y réparer, à tout âge, le malheur d'avoir été privé de ce bienfait pendant les premières années de sa vie. Les salles d'asile recueillent même le jeune enfant presqu'au sortir du berceau, et lui font déjà contracter de bonnes habitudes, en le préparant à recevoir ensuite l'enseignement sous un maître. Cependant combien d'enfants encore, dans la classe laborieuse, ne participent point aux avantages de ces institutions! Combien en sont empêchés même par le travail trop assidu qu'on exige d'eux dans les fabriques! D'ailleurs, si les enfans vont à l'école, qu'y apprennent-ils? La lecture, l'écriture, l'arithmétique, même le dessin linéaire, je le veux bien. Mais y reçoivent-ils cette éducation de l'âme, qui doit former leur caractère, leur raison, leur inspirer de bonne heure l'amour de la vertu? Où est pour eux cette éducation de famille, la meilleure de toutes quand elle se fonde sur les affections domestiques et sur la tradition des bons exemples? Ne reçoivent-ils pas, trop souvent, dans leurs familles mêmes, de funestes impressions? sont-ils assez prémunis contre les périls qui les attendent? A côté de l'apprentissage des métiers, où

Digitized by Google

est l'apprentissage des devoirs pénibles qui leur seront imposés dans la carrière du travail? Ne manquons-nous pas, pour la classe ouvrière, d'une seconde éducation à l'âge de 13 à 20 ans? Comment est rempli cet intervalle si important pour la créature humaine, ce temps de l'adolescence où le caractère se forme, où les passions prennent l'essor? N'hésitons pas à signaler un excès même qui semble se produire aujourd'hui par l'excès d'une instruction mal entendue. En quelques genres de fabrication, il se forme aujourd'hui quatre ou cinq fois plus de sujets pour les emplois de contre-maîtres, qu'il n'y a d'emplois disponibles pour eux. L'ambition des parents et celle des enfants conspire pour créer cette exagération de candidature. Après avoir cultivé le dessin, étudié les éléments de la géomètrie, de la mécanique, de la chimie, le fils de l'ouvrier ne saurait se contenter d'être un simple ouvrier lui-même; il lui faut un rang plus élevé; s'il ne peut l'obtenir, que deviendra-t-il? Il ira peut-être grossir dans les villes le nombre des êtres mécontents, tourmentés de grandes prétentions et dénués de ressources. Au sein de l'éducation populaire est la pépinière des ouvriers de fabrique. Son insuffisance et ses imperfections expliquent en partie ce qui manque trop

Digitized by Google

souvent à la moralité des individus mal préparés pour la grande épreuve de la vie.

TROISIÈME PARTIE.

ÉTUDE DES MOYENS D'AMÉLIORATION.

CHAPITRE Ier.

Moyens qui appartiennent à l'autorité publique.

L'autorité publique, on est contraint de le reconnaître, a peu d'action sur les mœurs ; elle en a peut-être moins que jamais aujourd'hui. Que peuvent sur elles les lois, lorsque précisément les mœurs ont affaibli le respect dû aux lois elles-mêmes?

Cependant, si l'autorité s'est autrefois exagéré ses prérogatives, de nos jours, peut-être, elle doute beaucoup trop d'elle-même, et s'affaiblit encore, parce qu'elle manque de confiance dans ses droits et dans ses forces.

Les anciens règlements sur la police industrielle avaient sans doute, en France, gêné par

Digitized by Google

mille entraves inutiles la marche du génie des arts utiles. La législation nouvelle, depuis un demi-siècle, l'en a affranchie. Elle a prononcé en principe l'émancipation du travail [1]. Elle s'est bornée à réprimer les coalitions, les violences, les menaces, les efforts tentés pour débaucher les ouvriers [2], à prescrire la mesure salutaire des livrets, à garantir les conventions formées entre les ouvriers et ceux qui les emploient, entre les maîtres et les apprentis [3]. Elle s'est interdit, d'ailleurs, de s'immiscer dans le régime intérieur des ateliers.

Mais déjà son insuffisance est reconnue sur un point essentiel à la santé comme à la moralité de la classe ouvrière. L'opinion publique lui demande des mesures protectrices pour les enfants employés dans les fabriques, et les chambres législatives, en cet instant même, sont appelées à méditer ce sujet. A la Société industrielle de Mul-

---

[1] Loi du 2-17 Mars 1791.

[2] Loi du 14-17 Juin 1791; lois du 28 Septembre, 6 Octobre 1791, titre 2, art. 19; loi du 23 Nivose an II; arrêtés du directoire des 16 Fructidor an IV et 23 Messidor an V; loi du 22 Germinal an XI, articles 6, 7, 8; Code pénal, articles 414, 415 et 416.

[3] Loi du 22 Germinal an XI, articles 9, 10, 11, 12, 14 et 15.

Digitized by Google

house appartient l'honneur de s'être rendu l'organe des vœux de la morale et de l'humanité, en provoquant, la première parmi nous, des règles qui limitent l'âge et déterminent les conditions pour l'emploi des enfants dans les ateliers. Les rapports qui ont eu lieu dans les deux chambres, et surtout celui qui vient d'être fait, à l'heure qu'il est, à la chambre des pairs [1], les documents publiés par le gouvernement [2], et les écrits qu'un zèle généreux a dictés sur ce sujet à plusieurs fabricants distingués [3], nous dispensent de reproduire ici les considérations impérieuses d'une mesure législative dont l'Angleterre, déjà depuis 1802, dont la Prusse, l'Autriche, la Russie, ont donné l'exemple [4]. La cause

---

[1] Au nom de la commission chargée de l'examen du projet de loi, séance du 22 Février 1840.

[2] Spécialement le résumé des réponses des chambres consultatives, des chambres de commerce, etc., et les délibérations des trois conseils généraux de l'agriculture, du commerce et des manufactures.

[3] Spécialement ceux de MM. J.-J. Bourcart, de M. Gillet, et le rapport fait à la Société industrielle de Mulhouse, le 29 Janvier 1840, par M. le docteur Penot.

[4] On peut consulter encore : le *Traité de la bienfaisance publique*, 1839, tome Ier, pages 262 et suivantes ; et M. le docteur Villermé : *Tableau de l'état des ouvriers*, tome II, pages 391 et suivantes.

Digitized by Google

est gagnée, la loi est conquise; nous osons le croire. L'auteur du présent mémoire, dans sa conviction profonde sur la nécessité de cette mesure, doit se borner à déclarer ici que cette conviction, chez lui, a été le résultat d'investigations longues et consciencieuses, faites dans les divers genres de manufactures, et de ses entretiens avec les chefs des grandes exploitations industrielles. Il a reconnu que, si plusieurs estimables manufacturiers s'étaient eux-mêmes imposé l'obligation de ne point abuser du travail des enfants, l'abus était malheureusement trop réel dans d'autres établissements; que, dans les villes de fabrique, où il est devenu général, les fabricants les mieux intentionnés ne peuvent ou n'osent donner l'exemple d'une réforme, qui les signalerait à la malveillance d'autrui, en leur imposant des sacrifices; qu'il est, par conséquent, impossible de se confier à la seule puissance de la persuasion, pour apporter un remède au mal[1]. Il croit avoir reconnu aussi que l'abus dont on se plaint n'existe pas seulement, comme on le sup-

[1] L'obligation que s'est imposée l'auteur du présent mémoire, de ne point laisser connaître son nom, le prive de pouvoir donner ici des détails qui, au reste, ne seront point perdus pour le succès des mesures désirées, et qui trouveront leur place ailleurs.

Digitized by Google

des différents fils, quoiqu'il s'y montre sous une forme plus sensible; qu'il se reproduit encore, par exemple, dans les imprimeries, dans les carrières de grès et d'ardoises, dans les fabriques de bijouterie, orfévrerie, horlogerie, avec des inconvénients particuliers, et presque partout où les enfants sont associés au travail des hommes faits; enfin, que des trafics odieux, spéculant sous d'autres formes, avec plus de barbarie encore, sacrifient à la cupidité la santé et les mœurs de l'enfance [1]. Les nombreuses poursuites dont les tribunaux ont été saisis dans ces derniers temps, attestent que ces délits se commettent même dans le travail domestique de la famille.

Qu'on nous permette de le remarquer, en passant; les mesures qui ont pour objet de limiter le travail des enfants, ne sont pas une innovation dans les lois françaises, comme on paraît le croire. Le décret du 3 Janvier 1813, relatif à la police des mines et minières, interdit, par son article 29, « de laisser descendre dans les mines, pose, dans les fabriques de filature et de tissage

---

[1] Notamment pour les pauvres infortunés, qu'on appelle *petits savoyards*, et qui viennent aujourd'hui, en grande partie, du département du Cantal.

Digitized by Google

« ou travailler dans les minières, les enfants au-
« dessous de 12 ans. »

La loi sur le travail des enfants étant rendue, il restera à l'exécuter, à la compléter par des règlements d'administration publique. Ce sera pour l'autorité la tâche la plus difficile; ce ne sera pas la moins importante. Ce serait peu d'avoir pourvu à ce que les enfants ne s'épuisent pas, par un travail trop prolongé et qui excéderait leurs forces, s'ils étaient victimes de mauvais traitements, qui ne seraient pas moins funestes à leur santé, et qui aigriraient leur caractère; s'ils n'étaient préservés de la contagion des vices, s'ils étaient privés des bienfaits de l'éducation religieuse, intellectuelle et morale, à l'âge où ils doivent la recueillir; les règlements prescriront des mesures pour la disposition et la distribution intérieure des édifices destinés aux ateliers et à leurs dépendances; sur la surveillance qui devra y être exercée; sur les rapports des enfants avec les adultes; sur la répression des désordres; sur la répartition des heures de repos et de celles qui seront consacrées aux exercices de l'école; sur les garanties qui seront exigées relativement aux enfants admis; sur leur entrée et leur sortie des ateliers; sur les épreuves nécessaires pour s'assurer qu'ils reçoivent en

Digitized by Google

effet l'éducation exigée. L'atelier où les enfants séjournent jusqu'à 16 ans est pour eux comme une seconde école, et, comme tel, il ne saurait être affranchi de l'action de l'autorité publique. Mais c'est surtont par une surveillance assidue que cette action portera ses fruits. Cette surveillance doit être vigilante, mais prudente. Si, d'une part, les yeux de l'autorité doivent pénétrer au travers du voile qui cache les abus, et découvrir des détails d'une nature souvent délicate, elle doit, en même temps, éviter avec le plus grand soin tout ce qui pourrait prendre le caractère d'une curiosité indiscrète, d'une inquisition gênante, mettre des entraves à la liberté de l'industrie, et faire craindre la révélation des procédés de fabrication.

Nous aimons à le prévoir : la loi qui va être rendue sur le travail des enfants dans les fabriques, portera, dans ses effets, des fruits encore plus étendus qne ceux qu'elle se propose directement d'obtenir. Elle influera d'une manière certaine, bien qu'indirecte, sur l'ensemble du régime des fabriques elles-mêmes. Elle sera, pour les chefs de ces établissements, un avertissement salutaire; elle les rappellera au sentiment de leurs devoirs? Plusieurs des mesures qu'elle aura prescrites influeront, d'une manière générale,

Digitized by Google

sur le bon ordre dans les ateliers, comme elles contribueront à y entretenir la salubrité. Les regards de l'autorité publique, même en l'absence des injonctions, seront un encouragement pour les uns, une instruction pour les autres.

Si, comme nous l'espérons, les paragraphes 2 et 3 de l'article 8 du projet de loi (tel qu'il a été amendé par la commission de la chambre des pairs) sont adoptés, l'obligation, qui sera imposée par eux aux chefs de ces établissements, d'instituer un règlement pour la discipline de leurs ateliers, de le faire connaître aux ouvriers par une affiche, de le soumettre à l'approbation de l'autorité, produira déjà, par cela même, un effet salutaire, par la discipline qu'elle introduira dans les ateliers; elle y réveillera, d'ailleurs, et y entretiendra des idées d'ordre, d'équité, de respect pour les conventions; elle y préviendra plus d'un abus chez les ouvriers de toute position et de tout âge.

Et pourquoi, d'ailleurs, l'autorité publique, qui n'hésite pas à exercer un juste contrôle sur l'établissement des manufactures insalubres[1], et

[1] Lois des 21 Septembre et 13 Novembre 1791; décret du 15 Octobre 1810; ordonnances royales des 14 Janvier 1815, 27 Juillet 1818, 7 Février 1825, 5 novembre 1826, etc., etc.

Digitized by Google

même des manufactures simplement incommodes par les émanations qu'elles exhalent ou le bruit qu'elles causent, ne sentirait-elle pas qu'il est dans sa mission de protéger autant les bonnes mœurs que la santé publique, d'arrêter le cours de la contagion d'immoralité qui pourrait se répandre au sein des fabriques et, de là, se propager dans la société entière? Lui a-t-on contesté les soins qu'elle a pris, dans une sollicitude éclairée, pour exiger certaines précautions, prescrire certains appareils, afin d'absorber la fumée ou les gaz délétères, afin d'écouler les eaux fétides, etc.? Comment lui contesterait-on ceux qu'elle prendrait afin d'écarter des germes de corruption, par des préservatifs simples et utiles à la bonne exécution du travail lui-même [1]? Ces grandes exploitations, qui réunissent quelquefois jusqu'à 500, 1,000, et même plusieurs milliers d'ouvriers de tout âge et de tout sexe, ne s'assimilent-elles pas aux communes, aux corporations, par leur importance, par leurs rapports avec l'économie sociale? Ne doivent-elles pas avoir aussi leurs lois de police, dans

[1] Comme, par exemple, certaines précautions relatives à la rencontre et la réunion des sexes, à la fixation des jours de repos, etc.

Digitized by Google

l'intérêt public? Toutefois, hâtons-nous de le dire, l'intérêt public seul motiverait et justifierait ici l'intervention de l'autorité. Loin de nous la pensée de l'étendre au-delà de ces limites! Qu'elle respecte toujours l'indépendance des conventions, les droits de la propriété, l'exercice légitime de l'industrie dans ses combinaisons et ses procédés; que la classe laborieuse ne trouve jamais en elle qu'une protection bienveillante!

Pourquoi ne soumettrait-on pas à quelques sages restrictions ce débit illimité de boissons spiritueuses, qui sollicite partout la classe ouvrière à de funestes excès? Ne pourrait-on en limiter le nombre, les éloigner des foyers d'industrie, régler, du moins, les heures auxquelles l'accès en est ouvert? Pourquoi n'exigerait-on pas, de la part des logeurs, de plus sévères garanties, afin d'en écarter les dangers de corruption, les germes de débauche? Pourquoi n'exercerait-on pas sur les bureaux de placements pour les ouvriers, une inspection plus étendue? Les entrepreneurs de ces bureaux ne doivent-ils pas être assimilés, sous plusieurs rapports, aux courtiers de marchandises, d'assurances, de transports, aux facteurs accrédités dans les marchés?

Le décret du 3 Janvier 1813, dans son article 29, déjà cité plus haut, ne permet pas d'admettre

Digitized by Google

un homme ivre aux travaux des mines et minières. N'y a-t-il pas ici le germe d'une mesure qui pourrait être généralisée?

Notre législation pénale, trop sévère peut-être quand elle ne distingue pas les crimes commis pendant l'ivresse, de ceux qui sont commis avec une pleine liberté d'esprit, n'est-elle pas trop indulgente lorsqu'elle ne veut pas voir dans l'ivresse elle-même, cause de tant de délits et de dommages, une faute punissable, pas même une légère contravention de police? Comment les ivrognes ne sont-ils pas du moins assimilés aux prodigues [1], à certains égards, puisqu'ils dissipent à la fois leur santé, leur temps, avec leur argent, et pourquoi ne sont-ils pas soumis à une sorte de tutelle qui les protège contre leur propre aveuglement? L'habitude de l'ivrognerie est même quelquefois aussi dangereuse que la démence; car si elle a comme celle-ci ses intermittences, elle a aussi comme celle-ci ses accès de délire et de fureur.

Dès le commencement de ce siècle, des plaintes multipliées étaient adressées, en France, au gouvernement, sur l'infidélité des ouvriers de quelques fabriques, qui, abusant de la confian-

[1] Code civil, article 513.

Digitized by Google

ce qu'on a en eux, se permettent de retenir une partie des matières premières qu'on leur délivre pour être mise en œuvre, ou d'en altérer la qualité; et le gouvernement recommandait aux administrations civiles d'employer les moyens les plus propres à réprimer ces délits [1]. Ces moyens paraissent avoir été peu efficaces; M. Villermé, dans l'intéressant ouvrage qu'il vient de publier [2], nous apprend que ce genre de plaintes n'est pas moins général aujourd'hui. Dans quelques manufactures de laine, on est cependant parvenu, depuis peu, à rendre ces infidélités moins fréquentes. Parmi les mesures propres à en arrêter le cours, les plus efficaces, dans notre opinion, seraient d'atteindre les recéleurs et les entremetteurs qui facilitent l'écoulement des matières ainsi dérobées.

On a proposé de rendre obligatoire pour les ouvriers, le dépôt dans les caisses d'épargnes, comme un moyen de les contraindre à l'ordre et à l'économie. Nous ne partageons point cette opinion. L'institution des caisses d'épargnes doit se présenter comme un bienfait, non ressembler

---

[1] Voyez l'instruction du ministre de l'intérieur, du 20 Avril 1807.

[2] Tableau de l'état des ouvriers, tome 2, page 54.

Digitized by Google

à un impôt; les dépôts, s'ils étaient commandés, ne seraient plus le mouvement de la confiance; l'ouvrier économe perdrait le mérite de ses épargnes, et la dignité que lui donne leur possession librement acquise. Mais, il serait bien que le livret exigé des ouvriers, par la loi du 22 Germinal an. XI, renfermât, avec ses autres indications, une note faisant connaître s'il est déposant à une caisse d'épargne. Cette note le recommanderait à l'estime de ceux qui l'emploient. Il serait bien aussi que des succursales fussent établies dans toutes les localités où se trouvent de grandes fabriques, lorsque dans ces localités il n'y a pas une caisse de ce genre.

CHAPITRE II.

De l'éducation de la classe ouvrière.

Ce serait heureusement entreprendre une tâche superflue, que de plaider aujourd'hui la cause de l'éducation populaire. Elle a eu les plus éloquents défenseurs; elle n'a plus d'adversaires. Mais il reste beaucoup à dire sur les conditions nécessaires pour que cette éducation soit réellement appropriée aux besoins des classes labo-

Digitized by Google

rieuses, et que, chez elles, elle puisse porter ses fruits. Quelquefois même, dans l'ardeur de leur zèle, les promoteurs les plus empressés de cette grande amélioration, ont manqué le but et compromis le succès.

L'institution des salles d'asile pour la première enfance, telle qu'elle est organisée en ce moment dans les principales villes du Royaume, ne laisse sans doute rien à désirer en elle-même; nous formons seulement des vœux pour qu'elle se propage toujours davantage, surtout dans les localités où existent des fabriques. Elles sont particulièrement utiles là où les pères et mères sont appelés tout le jour hors de leur domicile, comme dans le travail des manufactures. L'expérience apprend que les heureuses impressions que les petits enfants rapportent de la journée passée dans ces délicieuses réunions, exercent sur les parents eux-mêmes une salutaire influence. Ces charmants petits êtres, en rentrant au sein d'une famille d'ouvriers, y sont comme de grâcieux et doux messagers qui, en amenant la sérénité et la gaîté, tempèrent par leur présence la grossièreté et la rudesse des habitudes. Le goût de la propreté, contracté de bonne heure par les enfants, se communique à ceux qui les entourent. Image de la pureté et de la décence,

Digitized by Google

la propreté entretient l'amour de l'ordre et le sentiment des convenances.

L'école vient ensuite. Que les écoles se multiplient, rien de mieux; surtout qu'on forme de bons instituteurs, et que les qualités nécessaires à un bon instituteur soient mieux appréciées; qu'on ne croie pas avoir formé un instituteur, par cela seul qu'on nous donne un sujet qui enseigne à lire, à écrire, à chiffrer, même à dessiner. Que l'on comprenne enfin la nécessité d'associer à l'enseignement les directions propres à former le caractère des enfants; que les *instituteurs* deviennent des *éducateurs;* qu'ils développent les jeunes âmes, par la douce chaleur des affections généreuses; qu'ils les vivifient par les saintes inspirations des sentiments religieux; qu'ils cultivent chez leurs élèves le bon sens, la droiture d'esprit et de cœur, sans laquelle l'instruction n'est rien; qu'ils forment ces jeunes novices à l'application, à la persévérance, à la soumission, à la régularité, à la propreté, à la décence; qu'ils aient en vue la profession à laquelle ces enfants sont destinés, pour les munir d'avance des provisions spéciales qui leur seront nécessaires pour la bien remplir! Qu'ainsi les enfants de la classe ouvrière soient exercés non seulement à l'habileté et à la justesse du coup

Digitized by Google

d'œil et de la main, mais à l'attention qui doit diriger ces deux organes; à la précision qui donne le fini à l'ouvrage; à l'exactitude qui mesure et proportionne. Qu'ils apprennent à aimer le travail, à en apprécier le mérite et la dignité! Enseignons incessamment aux enfants de la classe ouvrière, à comprendre que le travail manuel lui-même s'ennoblit par les motifs qui le font accomplir avec courage; que les plus humbles conditions deviennent honorables, dès qu'elles sont utiles; que la première science nécessaire à l'homme ici bas, est de savoir être content de son état; que les premières conditions pour obtenir l'aisance, sont la modération, l'esprit d'ordre et l'économie; que se soumettre au devoir, est une chose aussi avantageuse qu'estimable; que la vraie force du caractère est de savoir se maîtriser.

Dans un grand nombre d'écoles de l'Allemagne, de l'Italie même, les travaux manuels sont combinés avec les études élémentaires pour les enfants de la condition qui nous occupe, par une succession alternative qui produit de bons résultats. Les occupations mécaniques en reçoivent même pour eux un agrément, par la variété des exercices, et comme une sorte de délassement pour l'esprit; ils s'élèvent aussi dans l'es-

Digitized by Google

time pour un labeur, qu'ils s'accoutument à considérer comme attaché à leur destinée ici bas.

C'est une vérité sur laquelle on ne saurait trop insister, que l'amélioration morale de la classe ouvrière dépend essentiellement de l'éducation du premier âge, pour les sujets qui doivent la composer un jour. Mais on commet une grave erreur lorsqu'on suppose que cette éducation est terminée à 12 ou 13 ans. A cet âge, ordinairement, les enfants reçoivent l'auguste initiation religieuse; ils quittent l'école; on paraît croire que tout est terminé. Mais la seconde éducation, celle de l'adolescence, n'est pas moins essentielle que la première; elle doit tout ensemble en conserver, en consolider, en étendre les fruits; elle doit lutter contre les premiers orages des passions; elle doit commencer le sérieux apprentissage de la vie. Est-ce alors que la jeune créature doit rester abandonnée à elle-même?

Les écoles du dimanche, les écoles du soir, ou du moins les réunions qui portent improprement le nom *d'écoles*, mais qui rassemblent encore les adolescents, dans les intervalles de repos que laisse le travail des ateliers, pour cultiver leur raison, continuer pour eux les tutélaires enseignements de la vertu pratique, en leur of-

Digitized by Google

frant des récréations honnêtes et douces, sont éminemment propres à combler cette lacune. On ne peut assez s'affliger de voir que cette institution si répandue en Angleterre, en Allemagne, en Suisse, ait acquis jusqu'à ce jour si peu d'extension en France, malgré le bon exemple donné dans quelques communes du Haut et du Bas-Rhin. Elle devrait s'établir surtout auprès de toutes les grandes fabriques. Les jeunes gens de 13 à 18 ans s'y retrouveraient sous la direction paternelle d'hommes sages, qui sauraient mêler pour eux d'utiles conseils à de bienveillantes affections; ils y acquerraient des connaissances propres à intéresser leur curiosité, mais aussi susceptibles d'une application usuelle; ils s'y livreraient à des exercices qui les délasseraient, en leur faisant goûter une gaîté innocente; ils seraient détournés des sociétés et des lieux qui, en promettant de les divertir, tendent trop souvent à les corrompre. Quelques récompenses, quelques encouragements distribués à propos aux adolescents qui, dans ces réunions, donnent les meilleurs exemples, exciteraient l'émulation de tous, favoriseraient l'avancement des meilleurs sujets, serviraient à répandre, parmi les jeunes gens de cet âge, le désir de l'estime, les exciteraient à s'en rendre dignes.

Digitized by Google

L'apprentissage est, pour le jeune ouvrier, le noviciat de la moralité ou du vice, suivant le caractère du maître sous lequel il tombe et des compagnons auxquels il se trouve associé. Combien n'est-il donc pas à regretter que les familles portent si peu de discernement dans le placement de leurs enfants en apprentissage; qu'au lieu de faire un choix, ils livrent au hasard ces jeunes êtres au premier venu? Combien ne serait-il pas à désirer qu'on instituât un mode de direction officieuse, qui pût les diriger dans une détermination aussi importante?

L'administration des hospices de Paris rassemble chaque année les adolescents, élèves de ces hospices, qui sont placés en apprentissage, et décerne des prix à ceux qui lui sont signalés par leur bonne conduite. La fête est célébrée en présence des maîtres et des camarades. Les maîtres et maîtresses estimables qui donnent leurs soins à ces jeunes ouvriers et ouvrières, partagent le bonheur de ceux qui sont rémunérés, et les autres sont encouragés à suivre ces exemples. Il y a encore là le germe d'une pensée qui pourrait être généralisée.

Si nous ne pouvons empêcher qu'on fasse circuler dans les mains des ouvriers, des sujets de lecture propres à les égarer et à les corrompre,

Digitized by Google

au poison, du moins, opposons l'antidote. Répandons les bons livres, mettons-les à la portée des jeunes gens de la classe laborieuse; faisons en sorte qu'ils leur offrent de l'attrait, qu'ils les intéressent en les éclairant, qu'ils les attachent surtout aux devoirs de leur profession. J'aimerais à voir former près de chaque fabrique une petite bibliothèque pour cette destination; les livres seraient prêtés aux ouvriers, les jours de repos. On pourrait la réaliser à peu de frais. Mais pour composer la bibliothèque, il faut d'abord les livres; or, avouons-le, ils sont jusqu'à ce moment très-rares, les livres qui remplissent les conditions désirables:

Et, s'il est vrai qu'aujourd'hui on ne puisse respirer sans un journal, si le journal est devenu aussi nécessaire que le pain quotidien, pourquoi ne rédigerions-nous pas un journal à bon marché, qui retracerait aux ouvriers l'image des bonnes actions, qui leur rendrait familières les notions les plus utiles pour eux, et qui en satisfaisant leur curiosité, en les délassant, les éleverait à leurs propres yeux, en honorant les professions laborieuses?

Au reste, le grand moyen d'éducation pour l'humanité appartient à un ordre supérieur d'influence. C'est à la religion qu'il appartient. *Elle*

Digitized by Google

donne la sagesse aux enfants; elle prépare l'âme aux épreuves de la vie; elle fortifie l'âme, en l'épurant; elle ne se borne pas à enseigner les devoirs, elle les fait aimer. Quels bienfaits seraient plus précieux aux enfants de la classe laborieuse? quelle école les disposerait mieux à la destinée qu'ils doivent remplir? quelle aide les protégerait mieux au milieu des fatigues et des périls? Plaçons-les donc de bonne heure sous cette sauvegarde tutélaire! Animons-les de cette vie religieuse, qui est la santé de l'âme! Ne croyons pas les avoir dotés de ce patrimoine de l'humanité, parce que nous les avons assujétis à de simples pratiques extérieures; parlons à leur cœur; enseignons-leur le culte en *esprit et en vérité;* la religion qui repose sur deux *commandemens:* L'amour de Dieu et l'amour du prochain. Laissons de côté les discussions théologiques, qu'ils n'auraient pas le loisir d'étudier; préservons-les de l'esprit de secte. Ne pensons pas qu'il suffise de se borner, comme on le pratique trop ordinairement, à préparer l'enfant à la sainte inauguration, qui s'accomplit entre 12 et 14 ans. Que, mis alors en possession de sa part héréditaire dans les biens les plus précieux pour l'homme, il apprenne à les cultiver, à en jouir! Que la pensée de Dieu vienne toujours, semblable à l'astre du jour,

Digitized by Google

éclairer et réchauffer pour lui les champs du travail! Qu'elle le guide et le protége au milieu des orages des passions! Qu'au sortir de l'atelier il vienne, dans nos temples, se réunir à la grande confraternité des fidèles, consacrer ses fatigues par la prière et reprendre des forces, en se nourrissant des espérances immortelles!

CHAPITRE III.

De l'esprit de famille et de l'influence des femmes dans la classe ouvrière.

La meilleure éducation est celle qui est reçue au sein de la famille, lorsque la famille est unie par l'affection, et conserve les traditions de la vertu; mais elle n'est bonne qu'à cette condition.

L'enfant de la classe ouvrière est la plupart du temps séparé de ses parents par la profession de ceux-ci, et par son apprentissage. Malheureusement aussi, il ne trouve dans sa famille que le spectacle des dissentiments, des désordres; quelquefois, l'ivrognerie, la licence, viennent y étaler leurs honteuses souillures sous ses yeux. Félicitons-nous, dans ce dernier cas, lorsqu'une manufacture bien ordonnée lui sert de refuge. Que si la fabrique, en l'occupant, le sépare pendant

Digitized by Google

la moitié du jour, de parents, de frères, qui mènent une vie honnête et pure; que, cependant, il ne leur devienne pas entièrement étranger; qu'il retrouve le chemin de la maison paternelle! Faisons en sorte qu'il puisse se rapprocher des siens le plus souvent possible, entretenir avec eux ces douces relations, dont les jouissances sont compagnes des vertus; favorisons toutes les circonstances qui peuvent le rallier au foyer domestique!

Que le jeune ouvrier se garde sans doute d'un hymen prématuré; qu'il attende, pour contracter un lien aussi sacré que celui du mariage, le moment où il pourra s'établir sans imprudence, et entretenir un ménage avec les épargnes qu'il se sera préparées, et avec le salaire suffisant qu'il aura su mériter, mais surtout le moment où il aura acquis assez de maturité pour comprendre et remplir les devoirs d'un père de famille. Mais, loin d'exiger de lui qu'il prolonge au-delà de cette époque l'isolement du célibat, nous formons des vœux pour qu'il puisse s'unir à une compagne digne de son choix, dès qu'il sera en état de satisfaire aux deux conditions qui viennent d'être rappelées. Deux époux, réunis dans la vie commune, dépensent moins ensemble que la somme de ce que coûterait à chacun d'eux une

Digitized by Google

existence solitaire; mais surtout, lorsqu'ils sont liés par un mariage bien assorti, ils s'aident, se soutiennent dans tous les besoins de la vie, s'encouragent dans les fatigues, se consolent dans les privations. Leur affection mutuelle, la vue de leurs enfants redouble leurs forces, les récompense de l'accomplissement de leurs devoirs. Le bonheur domestique est le meilleur antidote contre les séductions du libertinage.

Nous applaudissons aux chefs des établissements industriels[1], qui ont eu l'heureuse idée de disposer d'avance pour leurs ouvriers des habitations saines, propres, où ils peuvent vivre en ménage; nous applaudissons plus particulièrement à ceux[2] qui, en élevant ces constructions, les ont disposés de manière à ce que chaque ménage occupe une maisonnette et un petit jardin, et qui ont pris des dispositions telles, que chaque ouvrier puisse, en peu d'années, par une retenue sur

---

[1] Entre autres, MM. Davilliers, dans leur belle filature de Gisors.

[2] Entre autres, M. Grivel, à Auchy-les-Hesdin (Pas-de-Calais). Les petites habitations qu'il a fait construire, placées dans le site le plus favorable, forment déjà un petit village; à mesure que l'une d'elles est cédée à un ouvrier, il en fait construire une nouvelle, dans les mêmes conditions, avec la même destination.

Digitized by Google

ses salaires, devenir, s'il le désire, propriétaire de l'habitation où il est logé ; combinaison qui réunit tous les genres d'avantages. Ainsi, l'esprit de famille est favorisé ; la salubrité des habitations est garantie ; l'esprit d'ordre et d'économie est encouragé ; l'ouvrier se fixe dans la localité, s'attache à l'établissement, conçoit la perspective d'un avenir, et passe de l'état de prolétaire à la condition de petit propriétaire foncier.

L'éducation des jeunes filles, dans les pays de fabrique, n'importe pas seulement au bonheur et au bien-être de ces jeunes personnes ; elle n'est pas moins essentielle dans l'intérêt de la classe toute entière. Épouses, un jour, leur inconduite, les torts de leur caractère provoqueraient les torts de leurs époux, ou serviraient de prétexte pour les excuser ; tandis que, bien élevées, elles établiront l'ordre et l'économie dans le ménage ; elles feront goûter à leurs époux les jouissances du foyer domestique ; elles les garantiront de la débauche, ou parviendront même à les en retirer, comme on en voit tant d'heureux exemples. L'état du mariage est plus spécialement utile aux femmes dans la population qui compose les ateliers ; il leur assure une protection. Le célibat accroît les dangers qui menacent leurs mœurs ; si elles succombent à ces périls,

Digitized by Google

elles deviennent, à leur tour, des instruments de corruption ; rien n'est plus fatal à la population entière d'une manufacture, que la présence de filles d'une conduite légère au milieu de jeunes ouvriers avec lesquels elles ont des communications libres et continuelles.

Ces communications sont aussi un danger pour les jeunes filles innocentes elles-mêmes. Restant au sein de leurs familles, vivant sous les yeux de leurs mères, si elles n'y trouvent que des exemples honnêtes, elles eussent été facilement préservées de la séduction. Mais, séparées de leurs parents, transportées dans une fabrique, livrées à elles-mêmes, entourées de piéges, elles ont besoin d'une grande sagesse et d'une certaine force de caractère pour résister aux entraînements qui tendent à les égarer, aux liaisons qui deviendront ensuite des écarts. Cependant, une grande et belle expérience a prouvé que les plus vastes ateliers pouvaient employer à la fois des ouvriers de deux sexes, non seulement sans qu'il s'établît entre les jeunes filles et les ouvriers des relations coupables, mais en conservant, chez celles-là, les vertus les plus pures. Elle nous est fournie par les manufactures des États-Unis, spécialement par celles de Lowell, où sont employées près de 5,000 jeunes femmes

Digitized by Google

de 17 à 24 ans, et qui offrent le tableau de la décence et des bonnes mœurs, grâces aux soins qui sont pris pour y assurer la surveillance[1].

Il est trois dispositions dont on ne peut assez garantir les jeunes filles de la classe ouvrière dans l'éducation qu'on leur donne; je veux dire: la paresse, la vanité et l'amour du plaisir; toutes trois se prêtent une mutuelle faveur; toutes trois les conduisent insensiblement au vice, ou les rendent facilement victimes des vices d'autrui[2].

Il faut un repos, un délassement à l'homme, et surtout à l'homme laborieux. Mais ce délassement, qui devrait régénérer ses forces, se transforme facilement en désordre mortel pour lui, s'il en abuse, s'il va chercher l'amusement à des sources empoisonnées. Que ne s'étudie-t-on à créer pour la classe ouvrière des plaisirs innocents et vrais? La gaîté s'y réunirait à la décence

---

[1] Voyez : *Cinq mois aux États-Unis de l'Amérique du Nord*, par M. Ramon de la Sagra; Paris, 1837, page 395.

Voyez aussi l'ouvrage allemand de M. le docteur Julius, *Sur l'état moral de l'Amérique du Nord;* Leipsig, 1839, tome Ier, section 5e.

[2] Nous demandons la permission de renvoyer ici à l'excellent ouvrage de Mlle Sauvan, *Manuel de l'institutrice, etc.* (A Paris, chez Levrault, 2e édition, 1840.) On ne peut trouver nulle part un meilleur guide.

Digitized by Google

et en serait d'autant plus sereine; il se distrairait sans avoir besoin de s'étourdir; il pourrait les goûter à peu de frais, et même sans frais. Nous manquons trop d'amusements populaires; on ne comprend pas qu'il y a dans l'art de récréer, une influence morale, secrète, sans doute, mais puissante. Les divertissements donnés aux ouvriers doivent, autant qu'il se peut, avoir lieu en plein air, en présence des grandes scènes de la nature; ces pauvres gens les goûteraient alors d'autant mieux, qu'ils sont ordinairement enfermés entre quatre murs, et souvent retenus immobiles à la même place. La gymnastique y aura sa part par des exercices variés et amusants; la musique y réclamera une place éminente, car elle a un charme puissant pour épurer les âmes et pour cultiver les affections sociales.

Les plaisirs goûtés en famille sont ordinairement les plus honnêtes, et alors la réunion de la famille, en protégeant tous ses membres, donne un nouvel attrait au plaisir. Que si l'enfant appartient malheureusement à l'une de ces familles où les habitudes de la débauche se sont introduites, puisse-t-il, rallié à des camarades mieux partagés, respirer, loin du foyer de la contagion, les joies innocentes qui conviennent si bien à son âge!

Digitized by Google

Parmi tous les bienfaits que la religion répand si abondamment sur la société humaine, il en est dont nous aimons ici à lui rendre grâces. C'est cette belle institution du *jour du repos*, qui consacre le repos lui-même; qui, solemnisant ces fêtes par les exercices du culte, ranimant les âmes au foyer céleste, rapprochant tous les membres de la grande famille dans une sublime et commune sympathie, convie l'homme laborieux à prendre sa part dans ce concert d'hommages envers le créateur. Qu'il oublie donc, pendant cet intervalle, les pénibles corvées qui ont rempli sa semaine; qu'en goûtant un relâche si nécessaire à sa santé, il jouisse aussi, réuni à ses frères, de toute la dignité accordée à la créature intelligente; qu'il y aie pour lui une journée de bonheur! et pour cela, qu'il jouisse en paix du commerce de sa famille, d'amis estimables; qu'avec eux, il partage des délassements honnêtes; qu'il connaisse aussi cette gaîté franche, si propre à réparer les forces; embellissons, s'il se peut, pour lui ces solemnités par des spectacles simples et agrestes, qui le récréeront en l'instruisant; par des cérémonies bien entendues qui aient un objet utile; détournons-le par tous les moyens, de souiller de telles journées par la crapule, par des jouissances viles et grossières,

Digitized by Google

qui l'abrutiraient aux dépens de sa bourse et de sa santé. Le dimanche, bien ou mal employé, sera sa récompense ou sa ruine. Détournons-le également de ce repos bâtard du *lundi*, qui n'a pas de sens et qui ne lui apporte que des inconvénients sans avantages!

CHAPITRE IV.

De l'influence des chefs.

Voulez-vous améliorer les mœurs de la classe pauvre? Que les riches commencent par améliorer leurs propres mœurs!

Voulez-vous améliorer les mœurs des ouvriers? Que les chefs de l'industrie donnent l'exemple!

Plus la situation d'une personne est élevée, et plus les devoirs qui lui sont imposés deviennent impérieux. Le chef d'une fabrique exerce une sorte de magistrature; je dirais presque qu'il exerce les fonctions du père de famille. Ces individus de tout âge et de tout sexe, que nous voyons rassemblés autour de lui, obéissent à sa voix, dépendent de lui; qu'il ne se borne pas à commander, qu'il préside. Oh! s'il comprenait toute la dignité de la mission qu'il a reçue de la Providence!

Digitized by Google

Et ici, nous nous expliquerons hautement; nous dirons sans détour aux chefs de l'industrie, les grandes obligations auxquels ils sont soumis, la responsabilité qui pèse sur eux.

Nous bornerions-nous à leur faire sentir combien ils sont coupables, lorsqu'ils étalent leurs vices sous les yeux de tant de témoins, et combien ils nuisent même à leur propre intérêt, en s'exposant au mépris de ceux dont ils emploient le concours? Nous suffirait-il de les faire rougir, d'imprimer sur leur front le sceau d'une juste flétrissure, lorsque, par la perversité la plus honteuse, ils vont corrompre eux-mêmes, dans leurs propres ateliers, les victimes qui s'étaient placées sous leur protection? Ah! sans doute, nous n'avons pas assez d'horreur et de mépris pour ceux qui se déshonorent ainsi, et qui, promoteurs apparents de l'industrie, en sont réellement les fléaux!

Mais nous avons à exiger davantage.

Prenez-y garde! considérez la tendance de votre siècle, celle que tend à seconder le progrès même de l'industrie! L'amour du gain est la passion dominante du jour. Les croyances se sont affaiblies; l'enthousiasme s'est refroidi; les honneurs, le rang, ont perdu leur prestige; *l'argent!* l'argent, voilà ce qui occupe les esprits, excite

Digitized by Google

les ardeurs; l'argent représente toutes les jouissances sensuelles; il représente aussi la puissance, une puissance réelle parmi les hommes. Et quels sont ceux aux yeux desquels il a le plus haut prix, si ce n'est ceux qui se fatiguent du matin au soir pour l'acquérir, dont il est la pensée constante, dont toutes les actions sont autant de calculs?

Une manufacture, je le sais, n'est pas un monastère, une école; c'est tout simplement une spéculation. Mais voilà pourquoi l'entrepreneur est naturellement disposé à ne se considérer que comme un spéculateur, appelé seulement à faire son *compte de profits et pertes.* « Moi, vous dit-« il, que me demandez-vous[1]? Je ne fais de tort « à personne, ma probité est reconnue, mon « crédit solidement établi; mes affaires sont en « règle; ne suis-je pas un honnête homme? Quoi « donc! voulez-vous faire de moi un professeur « de morale? Je laisse ce soin au curé de ma « paroisse; je n'occupe pas un bénéfice à charge « d'âmes. Que mes ouvriers remplissent bien

[1] Voyez dans le *Tableau* (déjà cité) *de l'état des ouvriers,* que vient de publier M. le docteur Villermé, le langage que lui ont tenu plusieurs entrepreneurs d'exploitations industrielles, langage que nous ne faisons ici qu'adoucir.

Digitized by Google

« leur tâche; que mes produits soient confec-
« tionnés en qualité convenable, au jour fixé,
« et surtout avec la plus grande économie. Voilà
« ce qui me concerne; mais la vie privée de
« toutes ces bonnes gens, est-ce que cela me re-
« garde? en suis-je responsable? »

Non, non. Nous n'admettons pas ce langage. Ces prétendus raisonnements, par lesquels cherchent à se justifier l'amour du gain et l'indifférence pour les mœurs; voilà ce que nous venons combattre, ce que nous espérons détruire. Eh quoi! n'avez-vous donc jamais élevé vos regards au-delà de votre magasin, au-dessus de votre caisse? N'êtes-vous que l'un des rouages d'une machine qui fonctionne pour fabriquer? Ne sentez-vous rien de plus noble en vous-même? N'entendez-vous pas cette voix qui vous crie qu'il y a ici bas pour la créature intelligente une autre destinée que celle d'accumuler quelques écus? Ne consentirez-vous à voir dans cette foule d'ouvriers, rassemblés par vous, que de simples instruments du même ordre que les cardes et les bobines, qui coûtent et rendent tant par jour? En leur présence, ne mettrez-vous donc pas la main sur votre cœur? Ne reconnaîtrez-vous pas en eux des frères, des frères qui n'attendent pas seulement de vous le salaire ac-

Digitized by Google

quis par leurs sueurs, mais qui ont des droits sacrés à votre bienveillance et à votre sympathie? Ne saurez-vous pas comprendre qu'en les appelant auprès de vous, sous votre toit, vous avez pris envers eux d'autres engagements, et que vous devez quelque sollicitude au bonheur d'une communauté dont vous vous êtes constitué le chef? Quand vous avez fait la paie du samedi, croyez-vous être quitte? Oh! si vous saviez quel pouvoir bienfaisant est dans vos mains; *si vous saviez le don de Dieu!* Ne sommes-nous pas tous les humbles instruments de Dieu sur la terre pour le bien de nos semblables?

« Qu'exigez-vous donc de moi? » allez-vous me répliquer.

Je vais vous le dire, ou plutôt, je vais vous le montrer; car je n'ai qu'un récit fidèle à vous retracer.

Oui, je l'ai vu ce chef d'une entreprise industrielle qui, en conduisant habilement ses affaires, et arrivant à la fortune, environné de la considération publique, s'est dit qu'il y avait pour lui une belle et douce mission, celle d'être le père de ses ouvriers; et qui, voulant leur être utile, a jugé qu'en servant l'intérêt de leur moralité, il servait aussi celui de leur bien-être. Visitons ensemble son exploitation. Il y règne un

Digitized by Google

ordre parfait. La discipline en est sévère, je l'avoue; du moins en apparence. On n'y admet aucun travailleur dont la bonne conduite ne soit duement constatée. L'ivrogne en est banni; toute personne, dont les discours ou les manières blessent la décence, est écartée. Le libertinage ne pourrait tenter même d'y pénétrer par des séductions; les règles qui doivent être observées, les recommandations qui les expliquent ou les complètent, sont affichées dans les ateliers; l'ouvrier qui est admis est tenu d'en prendre une connaissance préalable; une juste fermeté, une surveillance active en assurent l'accomplissement. Mais aussi, l'ouvrier, l'ouvrière, qui tiennent une conduite exemplaire, reçoivent de la bouche même de leur chef des louanges, qui sont une instruction pour tous. Il ne craint pas d'y joindre quelques récompenses. A certains jours de l'année, il distribue lui-même ces encouragements; ce sont des fêtes pour la manufacture, et ce jour là, la communauté des plaisirs succède à la communauté des labeurs. Il protége les enfants, il favorise leur éducation; sa femme, sa mère, ses filles vont visiter les ouvriers malades; il vient en secret au secours de ceux qui sont atteints par quelques malheurs; il aide ceux-ci à s'établir; il donne à ceux-là de

Digitized by Google

sages conseils; il les engage à former des épargnes; s'il le faut, il se charge lui-même d'en conserver le dépôt, de les faire fructifier. Ses ouvriers le retrouvent partout où ils ont besoin de lui. Que ne feraient-ils pas pour répondre à son affection, pour mériter son estime [1]?

---

[1] Voilà ce que nous voyons, non dans une seule entreprise exceptionnelle, mais dans plusieurs; et nous avons été témoin des heureux fruits que ces sages directions ont donnés. Nous ne faisons que résumer ici en substance des faits aussi réels que nombreux. Nous aimerions à conduire le lecteur en cent lieux : A Guebwiller, où MM. Schlumberger et J.-J. Bourcart ont, pendant près de 20 ans, suivi avec persévérance un plan de moralisation, dont les résultats, toujours croissants, ont fait de leur bel établissement comme une vaste famille, dont la bonté, la reconnaissance, forment le lien; au Ban de la Roche, où l'estimable M. Legrand continue les traditions d'Oberlin; à Wesserling, où MM. Roman et Gros ont institué, à la fois, écoles, caisses d'épargne, encouragements bien entendus; dans tant d'autres fabriques d'Alsace; à la Sauvagère, près Lyon, dont l'estimable fondateur a le premier, et le seul jusqu'à ce jour, réuni les ouvriers en soie en une manufacture, qui constitue en même temps une sorte de communauté paternellement dirigée; à Rixheim, dont le chef offre par ses exemples la meilleure solution de la question que l'amour du bien lui a inspirée; à Bolbec, dans la filature de MM. Fauquet, où la générosité des fondations s'unit à la sagesse de la discipline; à Auchy-les-Hesdins, où la famille Grivel est à la fois le modèle et la bienfaitrice de la population entière; à Gisors, à Jouy, à Essone, où les bonnes mœurs règnent

Digitized by Google

Quel est celui qui, en présence d'un tel spectacle, douterait encore de la possibilité du succès? Quel est celui qui prétendrait ignorer les moyens de l'obtenir? Quelle est l'âme qui pourrait rester indifférente à l'ambition d'exercer une puissance aussi salutaire, et d'acquérir de si beaux titres à l'estime public? Et s'il était un spéculateur que d'aussi nobles motifs ne sauraient émouvoir, nous lui montrerions qu'une telle manière de diriger un établissement est aussi une spéculation très-profitable, qu'elle rapporte plus de 5 p. 100, en supposant toutefois qu'en effet de semblables directions soient possibles à ceux qui n'ont pas une âme capable de se vivifier aux inspirations de la vertu. En suivant ces inspirations, le bien est facile, il s'opère de lui-même.

Publions ces exemples pour l'honneur de l'industrie[1]. Qu'ils encouragent ceux qui sont capa-

---

dans une population nombreuse et agglomérée; aux forges de Fourchambault, célèbre théâtre des créations de M. Boignes, où sa mort prématurée a causé un deuil si profond et juste. Mais évitons une énumération qui serait trop incomplète, et qui deviendrait un tort envers tant de fabricants estimables, qui pourraient y être oubliés.

[1] Si ces vues obtiennent le suffrage de la Société industrielle de Mulhouse, l'auteur pourra lui adresser quelques

Digitized by Google

bles de les imiter, et fassent la confusion des autres!

Au reste, le chef de l'établissement ne peut être de sa personne, à chaque instant, sur tous les points; il n'est pas toujours en contact direct avec les ouvriers. Ses contre-maîtres n'exercent pas une moindre influence, bien qu'elle soit d'une autre nature. Le choix des contre-maîtres n'importe pas seulement à la bonne distribution et direction du travail; il agit essentiellement sur la police de l'atelier, sur les dispositions des ouvriers. Le contre-maître les voit de plus près, obtient leur confiance, leur sert d'intermédiaire vis à vis du chef. Un chef, homme de bien, les animera de son esprit, les associera à ses vues. Sans leur concours, il serait impossible de faire le bien; ils suppléeront, sous quelques rapports, à celui que le chef aurait négligé de faire. Nous en avons rencontré, dans quelques manufactures, qui servaient de guides aux jeunes ouvriers, achevaient leur instruction, les soutenaient dans l'accomplissement de leurs devoirs; qui les conduisaient avec eux le dimanche aux exercices religieux, et qui, en s'en faisant aimer et respec-

---

modèles de règlements de discipline intérieure pour les fabriques.

Digitized by Google

ter, propageaient les traditions vertueuses chez les novices qui, sans cette assistance, fussent restés, non sans danger, livrés à eux-mêmes. On ne saurait trop s'attacher à former, pour ces fonctions, des sujets recommandables par leur caractère et leurs principes. La Société d'encouragement a eu l'heureuse idée de décerner, chaque année, des médailles aux contre-maîtres des fabriques de France, qui lui sont signalés par les manufacturiers et par les autorités locales, comme étant des modèles de conduite. Cette institution, dont on regrette que les effets ne soient pas plus étendus, mériterait d'être plus connue et d'être imitée [1].

Des motifs semblables font désirer que dans les manufactures où se trouve employé un certain nombre de jeunes femmes et de filles, celles-ci soient soumises à quelques surveillantes de leur sexe, et que ces surveillantes soient choisies avec tout le soin possible. Elles auront pour mission de protéger, d'une manière douce et ferme tout ensemble, des êtres inexpérimentés, qui, dans une situation délicate, ne seraient pas toujours en état de se protéger elles-mêmes. A

[1] Nous dirons dans le chapitre dernier, comment ces améliorations pourraient être provoquées.

Digitized by Google

cet effet, il conviendra de leur trouver un emploi dans la sous-direction du travail, afin qu'elles puissent se rendre doublement utiles, se montrer elles-mêmes actives et diligentes, afin que leur surveillance et leur autorité s'exercent d'une manière toute naturelle.

CHAPITRE V.

Des effets qu'on peut espérer de l'association mutuelle entre ouvriers.

Nous ne reproduirons point ici les réflexions que nous avons eu déjà occasion d'exprimer ci-devant sur les graves inconvénients du compagnonage, surtout lorsque, enveloppé de mystères, il échappe à la surveillance de l'autorité, comme au contrôle de l'opinion; nous ne répéterons pas que les corporations d'arts et métiers mêlaient d'assez nombreux abus à de précieux avantages. Incompatibles aujourd'hui, en France, avec l'émancipation de l'industrie, prononcée par nos lois, elles ne sauraient renaître sous la forme de priviléges et de monopoles. Mais les avantages dont elles avaient pu être redevables à l'esprit d'association qui les avait fait naître,

Digitized by Google

ne pourraient-ils être ranimés et revivre dans des combinaisons nouvelles?

Les sociétés amicales *(friendly societies)*, ou clubs de bienfaisance, fondés en Angleterre, vers le commencement du siècle dernier [1], offrent un exemple de ce genre de combinaisons, qui a été plus tard imité en Hollande, en Allemagne, en Belgique, en France, quoique parmi nous cette institution soit beaucoup moins répandue [2]. Indépendamment des secours qu'elles assurent à leurs membres dans la vieillesse, en cas de maladie ou d'accident, comme aussi aux veuves et aux enfants, elles produisent sous le rapport moral plusieurs bons effets. Elles encouragent l'économie et la prévoyance, avec ces qualités l'esprit d'ordre; « elles ont, dit le révérend James Cowe, « quelque chose de sympathique avec l'associa- « bilité naturelle à l'homme; elles excitent sa « compassion pour ses semblables en proie au « malheur ou à la souffrance. » Sir Morton Eden a remarqué que la plupart de ceux qui ont adhéré à ces institutions, sont rangés dans leur con-

[1] En 1706.

[2] Sur les seuls comptes-rendus des caisses d'épargne, en Angleterre, on voit figurer 4,600 de ces sociétés amicales, y possédant ensemble pour plus d'un million sterling, en dépôts.

Digitized by Google

duite, sobres et de bonnes mœurs[1]. Nous ajouterons que ces institutions rappellent par leur but même et recommandent les maximes de prévoyance, les règles de tempérance. Toutefois l'histoire de la législation anglaise nous révèle toute l'étendue des abus qui se sont introduits au sein des *sociétés amicales*, en nous faisant connaître les *moyens* qui ont été successivement tentés pour y *remédier*[2]. Indépendamment de l'imprudence que la plupart d'entre elles avaient commise, en se livrant à des illusions dans le calcul des cotisations et des secours, « il s'en « est trouvé, dit sir Morton Eden lui-même, qui « tendaient à encourager l'ivrognerie, la profu- « sion, les querelles, à favoriser les coalitions « coupables[3]. » « Il y a eu des exemples, dit « Thomas Ruggler, que, dans les assemblées, « les ouvriers ont formé des complots contre « les maîtres; qu'ils y sont convenus entre eux « de ne travailler qu'à un certain prix; qu'en- « fin, le trouble et le désordre peuvent avoir

---

[1] *Essai sur les sociétés amicales*, dans l'*État des pauvres*, etc., tome II, chap. 3. Voyez le *Recueil des établissements d'humanité*, publié par F. de Neufchateau, tome XIII, page 229.

[2] Spécialement les *Bills* de 1793, 1796, 1819, 1827.

[3] *État des pauvres*, page 242.

Digitized by Google

« pris naissance au milieu de ces réunions [1]. » Quelques-uns de ces inconvénients se sont fait sentir aussi en France; mais de sages règlements préviendraient en partie ce danger. La Société de prévoyance mutuelle, établie à Paris, pour les ouvriers de la communauté protestante; celle qui a été établie à Nantes par la Société industrielle, peuvent, sous ce rapport, servir de modèles, et l'expérience y atteste chaque jour les succès qu'on peut attendre de règlements bien conçus [2]. Ces statuts doivent être simples et clairs; ils doivent prévenir les fraudes, les dissentiments, réprimer les désordres de l'intempérance et de la débauche, par de sévères précautions, exciter les membres des sociétés à rechercher leur estime mutuel; qu'on prenne tous les soins possibles, afin d'obtenir le meilleur choix des syndics pour présider à ces communautés. Puisse la confraternité fondée par ces associations, être consacrée par un caractère religieux et par la communauté des bonnes actions. Il est préférable que chacune d'elles ne se compose que d'un nombre de membres, très-limité; qu'elle

---

[1] *Histoire des pauvres,* lettre XL, dans le même recueil.

[2] Ces statuts ont été imprimés; nous renvoyons à leur texte.

Digitized by Google

ne se forme pas exclusivement d'ouvriers exerçant la même profession, et qu'elle comprenne indifféremment tous les états analogues ; de la sorte, elle sera moins exposée à devenir un foyer de coalition. Il est indispensable aussi, sous ce rapport, sous une foule d'autres, et dans l'intérêt même de ces institutions, que leurs statuts soient préalablement soumis à l'autorité publique, et que les réunions qu'elles établissent soient l'objet d'une surveillance tutélaire et prudente, sans être vexatoire. Mais ce qui nous paraît surtout nécessaire, c'est que chacune de ces sociétés soit placée sous le patronage de personnes bienveillantes et éclairées, qui puissent leur servir de guides; et le mode le plus naturel, à cet effet, c'est qu'elles admettent dans leur sein des souscripteurs pris dans une classe supérieure, qui contribueront par leurs dons, sans prétendre à autre chose qu'à la jouissance de leur être utiles. Les *sociétés amicales*, qui, en Angleterre, ont eu un vrai succès, sont précisément celles qui ont eu le bonheur de posséder, dans ces membres honoraires, de véritables patrons, comme, par exemple, celle du comte de Norfolk, et celle que lord Harcourt a fondée dans le comté d'Oxford. Puissent toutes ces institutions naître sous les auspices, marcher sous

Digitized by Google

la direction et la tutelle d'associations généreuses, composées d'amis du bien, ainsi, par exemple, qu'à Nantes, comme on vient de l'indiquer, ainsi qu'à Paris, où la Société philantropique prête une assistance si bienveillante aux associations de secours mutuels, et leur prépare, dans un avenir prochain, des conseils qui seront un véritable bienfait [1].

Les entrepreneurs de *tontines* ne manquent pas d'inscrire sur l'intitulé de leurs prospectus, des prétentions philantropiques; ils veulent verser à flots sur la classe ouvrière, des secours de tout genre, lui ouvrir des chances rapides de fortune, lui tenir lieu d'associations mutuelles, en la réunissant sous leurs bannières dans une sorte de communauté, par la confusion des mises. Préservons les ouvriers de ce piége. Les trésors promis au souscrivant, ne seront, pour celui même qui les obtient, qu'un lot dû à la faveur du hasard; telle n'est point la richesse qui doit récompenser le travail, laquelle ne s'ob-

[1] Cette société avait proposé un prix pour le meilleur ouvrage propre à tracer les conditions les plus utiles aux sociétés de prévoyance et de secours mutuels. Le prix, bien que prorogé, n'a pas été remporté. Mais la société aujourd'hui prépare elle-même des instructions qui rempliront le même but.

Digitized by Google

tient qu'avec lenteur et avec effort. De semblables perspectives ne servent qu'à exalter l'imagination des hommes laborieux, par des rêves propres à dégoûter de la vie réelle et commune. A côté du petit nombre de ceux que favorisera un jour le sort aveugle, par la survie, la multitude des dupes sacrifiera l'épargne de chaque jour, nécessaire à sa femme, à ses enfants, à lui-même. Il dépouillera sa famille au profit d'un inconnu. Le désir de voir ses co-associés le précéder dans la tombe, pour profiter de leur dépouille, entretiendra dans l'âme de l'homme avide, les tristes penchants de l'égoïsme.

CHAPITRE VI ET DERNIER.

Des institutions de patronage en faveur des ouvriers.

Les besoins de l'humanité, les vœux de la civilisation, les intérêts de l'ordre social, d'accord avec l'esprit de l'évangile, sollicitent aujourd'hui en Europe l'organisation d'un vaste système de patronage des classes supérieures en faveur des

Digitized by Google

classes inférieures, patronage bienveillant, spontanément offert, librement accepté.

Si ce patronage ne venait à s'établir, la société européenne courrait risque de périr, par suite même de la prospérité où elle est parvenue.

Si l'alliance n'est contractée, la guerre éclatera, la plus fatale comme la plus universelle des guerres; non plus de nation à nation, mais partout entre celui qui n'a rien et celui qui possède. Qu'on se donne la main, ou bientôt on courra aux armes.

Dans l'Inde, les castes; chez les peuples de l'antiquité, et aujourd'hui encore malheureusement dans quelques régions de l'Asie, de l'Afrique et du Nouveau-Monde, l'esclavage; dans le moyen âge, la servitude de la glèbe et la hiérarchie féodale avaient marqué les distances, placé les barrières, soumis au joug la classe la plus nombreuse. L'esclavage, cependant, la dépendance féodale, assuraient à l'esclave et au serf une sorte de protection en retour de l'obéissance : au premier, la subsistance; au second, la défense contre l'ennemi, l'administration de la justice et l'action de la police. L'immense bienfait de l'émancipation générale qui s'accomplit sous nos yeux, a brisé toutes les chaînes. Il n'a pu encore procurer toutes les sauve-

Digitized by Google

gardes, créer tous les appuis nécessaires à l'ignorance et à la faiblesse. Cette assistance doit venir de qui a reçu de la Providence les dons de la richesse et des lumières.

Ils ne lui ont été confiés que dans ce but, à cette charge.

Déjà un admirable patronage s'est constitué et s'étend chaque jour sous de saints et touchants auspices : il a été créé par la charité; il a donné des pères adoptifs à l'indigence. Voyez ces admirables institutions qui, sous toutes les formes, protégent tous les genres d'infortunes.

Un second ordre de patronage s'est formé depuis peu et se multiplie en ce moment. Il place sous la protection de la vertu les victimes du vice, pour faire germer, pour cultiver le repentir. Tour à tour, il pénètre dans les prisons, il recueille les libérés, il arrache les femmes au libertinage.

Il reste à instituer un troisième ordre de patronage, mais sous d'autres conditions, avec un autre caractère. Il appellera à servir les intérêts de la classe ouvrière, ceux que leur situation en rend le plus capables, à les servir dans les choses pour lesquelles elle ne peut bien se suffire à elle-même.

C'est celui que nous invoquons ici, dans le

Digitized by Google

grand intérêt de la moralité de la classe ouvrière, en faisant remarquer qu'il la servira aussi sous beaucoup d'autres rapports, et puisera même dans cette circonstance des moyens encore plus efficaces de lui être moralement utile.

On voit d'avance par quelles heureuses relations cette institution ralliera la multitude des ouvriers, dont le nombre va toujours croissant, à la société générale. Elle servira d'intermédiaire entre des régions distinctes, aujourd'hui séparées, souvent disposées, l'une à la défiance, l'autre à la jalousie, et, organe à la fois de toutes deux, leur portera des paroles de bienveillance et de paix.

Nous ne voudrions pas que ce patronage fût établi par l'autorité publique. Il doit naître de lui-même, inspiré par des sentiments généreux, comme il en doit être l'expression sincère.

Mais nous désirerions qu'il fût agréé, secondé même par une administration sage et paternelle, afin que des intrigants ou des personnes cupides ne cherchent dans cette institution un voile pour couvrir leurs manœuvres, ou que, même des gens à mauvais desseins, des artisans de désordres, ne s'en emparent comme d'un instrument criminel.

Il serait bien que l'administration publique,

Digitized by Google

en donnant son assentiment à ces libérales institutions, y joignît quelques subventions sur les deniers des départements et des communes, comme elle le fait pour les caisses d'épargnes.

Ces institutions de patronage ont, par leur but et par leur nature, une analogie marquée avec les caisses d'épargnes; elles leur seraient assimilées, sous plusieurs rapports, dans la constitution qui leur serait donnée.

Les comités de patronage seraient, comme ceux qui administrent les caisses d'épargnes, composés de citoyens notables qui, par des dons généreux, auraient contribué à la dotation de l'établissement; ils réuniraient à quelques fabricants distingués, à des négociants, plusieurs de ces amis zélés de l'industrie, qui en secondent les progrès par leurs travaux ou leurs écrits, quelques-uns de ces hommes de bien, que l'on trouve toujours dévoués lorsqu'il s'agit de concourir à soulager le malheur privé, ou à satisfaire les exigences de l'utilité publique.

Ces comités ne constitueraient point une magistrature; ils n'exerceraient aucune juridiction; ils n'auraient pas même un droit d'inspection sur les ateliers; leur puissance pour faire le bien n'en serait que d'autant plus grande.

Digitized by Google

Les ouvriers ne verraient pas en eux une autorité; ils n'y trouveraient que des amis.

Les enfants de la classe ouvrière, les jeunes apprentis des deux sexes, seront l'objet direct et principal d'une sollicitude paternelle pour le comité de patronage; car ce sont eux surtout qui ont besoin d'être protégés; c'est surtout par les soins donnés à leur éducation, que l'amélioration des mœurs peut être obtenue dans la classe laborieuse tout entière. Cependant, cette sollicitude s'étendra aussi sur les ouvriers de tout âge; elle veillera particulièrement sur la situation et la destinée des femmes employées dans les ateliers.

Les opérations auraient un triple but : l'instruction, l'encouragement, la protection.

Les comités de patronage deviendront aussi des comités de secours, en cas de besoin, suivant les beaux exemples donnés à Lyon, à plusieurs reprises, depuis plusieurs années, et pendant le cours de cet hiver.

L'instruction, ce flambeau qui manque trop souvent à la classe ouvrière, et qui lui est plus nécessaire souvent que des secours matériels, sera donnée sous plusieurs formes, en diverses manières, dans un langage plus ou moins général, et quelquefois même par des directions in-

Digitized by Google

dividuelles. C'est une belle mission que d'éclairer les hommes laborieux sur leurs vrais intérêts, et sur leurs devoirs, qui n'en sont pas séparés. Le comité de patronage provoquera, répandra les publications propres à remplir ce but, à détruire des préjugés absurdes, à prévenir des erreurs dangereuses ; il en recommandera la lecture; il aidera à former de petites bibliothèques portatives. Il s'efforcera de faire sentir aux ouvriers les avantages qu'ils peuvent retirer des caisses d'épargnes. Il favorisera la fréquentation des écoles, la propagation des écoles du dimanche et du soir, l'extension d'un enseignement spécial et propre aux besoins de cette classe intéressante de la société. Il rédigera lui-même et répandra des avis utiles, suivant les circonstances; il recueillera avec soin et empressement le récit des bonnes actions, les exemples d'une conduite digne d'être offerte en modèle. A chaque comité sera attachée une bibliothèque, composée d'ouvrages appropriés à la destination qui vient d'être indiquée; un registre sera tenu de toutes les indications qui peuvent être consultées et propagées dans l'intérêt de la population manufacturière.

De la sorte, le comité de patronage deviendra aussi pour chaque ouvrier, quel que soit son

Digitized by Google

sexe, son âge, sa branche de travail, un centre de renseignements, une sorte de bureau d'informations, toujours ouvert pour ceux qui auront besoin d'y recourir. Ils y recourront, en effet, dans leurs embarras, dans leurs doutes, avec une confiance d'autant plus grande, que ces conseils seront toujours donnés gratuitement, et inspirés par la bienveillance la plus sincère.

L'ouvrier n'a pas le temps de tout étudier. Il ignore des faits qu'il lui importerait de connaître. Il ressent les effets des révolutions fréquentes que subit l'industrie, souvent sans avoir pu les prévoir, et sans découvrir les ressources qui peuvent s'offrir pour lui procurer d'autres emplois. Il n'est point à portée de savoir le degré de stabilité qui appartient à telle ou telle entreprise, les avantages ou les dangers que peut lui présenter tel ou tel séjour. Les conseils désintéressés d'hommes plus expérimentés le guideront dans sa carrière. Les chefs eux-mêmes des établissements industriels puiseront plus d'une fois de précieuses lumières auprès du comité de patronage, lorsqu'ils voudront bien y recourir. Ils lui emprunteront, au besoin, de bons modèles pour les règlements intérieurs de leurs ateliers, et des vues précieuses sur les moyens d'y entretenir l'ordre et les bonnes mœurs.

Digitized by Google

Les encouragements distribués par les comités de patronage, exigeront sans doute quelques dépenses; mais ils ne seront pas aussi coûteux qu'on pourrait le supposer. Les plus modestes récompenses pécuniaires reçoivent un très-haut prix de la main qui les donne, lorsqu'elles émanent de juges éclairés, et qu'elles sont une expression de l'estime. Et de quelle valeur ne seraient pas les éloges donnés, par une élite de bons citoyens, à un ouvrier, à une mère de famille, qui seraient dignes d'être jugés pour modèles! Quelle louable émulation ne s'allumerait pas dans l'âme de jeunes apprentis, lorsqu'à des époques périodiques, dans des jours de fête, dans des solennités spéciales à l'industrie, ils seront proclamés comme ayant mérité la satisfaction de leurs maîtres, et qu'on signalera tout ensemble, et leur application au travail, et leur attachement à leurs devoirs! Quelle sécurité pour les ouvriers estimables, lorsque, après avoir bien mérité pendant longtemps dans leur modeste carrière, ils savent que, en cas de malheur, dans une crise qui survient, dans un accident imprévu, ils trouveront, au besoin, un appui dans une réunion d'hommes qui peuvent leur rendre une foule de services! Que de services ils pourront rendre, en effet, à de bons sujets, dans les

Digitized by Google

moindres détails, et surtout dans les circonstances critiques ! Qui peut dire tout ce que suggère une bienveillance éclairée, vis à vis de personnes placées dans une situation difficile ! Nos comités de patronage s'attacheront particulièrement à encourager les contre-maîtres et les surveillantes de fabrique. Ils seconderont les fondations de dots pour les jeunes ouvrières les plus estimables ; les établissements de prêts gratuits pour les cas où cette ressource est indispensable aux ouvriers qui ne peuvent s'établir sans quelques avances ; les combinaisons qui leur préparent des logements plus salubres et plus décents, et qui facilitent pour eux la vie de famille.

En se formant sous les auspices, en marchant sous la direction des comités de patronage, les associations de prévoyance et de secours mutuels entre ouvriers seraient à l'abri de la plupart des inconvénients qui les menacent, et recueilleraient tous les fruits qui leur sont promis ; car, ce qui leur manque surtout, c'est d'être guidées. Le comité de patronage les aidera à se donner des statuts sagement conçus, les assistera dans le cours de leurs opérations, leur accordera quelques primes ou subventions, leur évitera des difficultés avec les tiers, des dissentions intestines.

Digitized by Google

Les coalitions naissent souvent du besoin naturel qu'éprouvent de se protéger eux-mêmes, ceux qui n'obtiennent pas d'autres protections. Telle fut l'origine des corporations de jurandes, comme celle des centuries chez les anciens Francs et des tribus au moyen âge. Les ouvriers trouveront dans le patronage officieux qui leur sera offert, un organe naturel pour exprimer leurs intérêts, faire valeur leurs droits, faire entendre leurs plaintes. Mais fidèles à servir leurs intérêts réels, le comité de patronage, loin de se prêter à devenir l'instrument des passions, des préjugés, des préventions injustes, sera, par ses lumières, en état d'apprécier l'erreur et le danger; par son ascendant, en mesure de dissiper les fausses idées et de calmer les orages à leur naissance. Il remplira bénévolement, auprès de la classe ouvrière, une fonction analogue à celle qu'exercent, vis-à-vis des négociants et des fabricants, les chambres de commerce et les chambres consultatives des arts et manufactures. L'administration publique trouverait dans cette institution un moyen favorable pour connaître les besoins de la classe laborieuse, et un intermédiaire utile pour l'aider à y satisfaire.

On le voit, les comités de patronage agiraient comme un ressort continuel, à la fois puissant

Digitized by Google

et doux, pour réaliser toutes les mesures qui viennent d'être indiquées dans la troisième partie de ce mémoire, et qui tendent à améliorer la condition morale de la classe ouvrière. Le système entier de ces mesures se résume dans la bienfaisante et paternelle institution que nous proposons ici; il trouverait un centre d'unité qui en assurerait l'harmonie. Loin que cette idée soit neuve, elle a déjà été proposée [1]; nous nous félicitons de pouvoir dire qu'elle a déjà été réalisée d'une manière plus ou moins complète par de nobles exemples, et qu'elle a déjà reçu la sanction de l'expérience. N'est-ce pas, en effet, une institution analogue que les sociétés formées à Londres, en faveur des classes ouvrières [2]; que *la Société générale de bienfaisance*, érigée dans le royaume de Wurtemberg, et qui a son centre à Stuttgardt; que *la Société d'encouragement pour le travail*, formée à Aix-la-Chapelle; que *la Société industrielle de Nantes*; que la société, formée à Paris, pour le patronage

---

[1] *Traité de la Bienfaisance publique*, tome III, pages 327 et suivantes.

[2] *La Société pour encourager l'industrie et faire diminuer la taxe des pauvres; la Société pour supprimer la mendicité; la Société amicale de Westminster*, etc., etc. Voyez Higmore: *On public charities*, Since, 1810; Londres, 1822.

Digitized by Google

des jeunes apprentis pauvres [1]? Et la Société industrielle de Mulhouse elle-même, toujours inspirée par un si généreux amour pour le bien, n'a-t-elle pas encore commencé à remplir quelques-unes des fonctions que nous voudrions attribuer aux comités de patronage? Un comité de patronage naîtrait naturellement de son sein, s'animerait de sa vie, et serait l'exécuteur de ses vues.

Oui, elle se réalisera, grâces au concours des gens de bien, cette institution généreuse et pacifique, que nous invoquons ici. Elle préviendra les orages qui menacent l'ordre social; elle préparera le rapprochement, l'alliance si désirable, si nécessaire aujourd'hui, entre les classes supérieures et l'immense multitude des individus déshérités par la fortune; elle prouvera qu'il y a aussi d'étroits liens de fraternité entre les hommes de conditions différentes. A ceux qui sont les plus favorisés, elle enseignera à s'enquérir des besoins de ceux qui sont moins heureux, à s'intéresser à leur sort, à se dévouer pour les servir. A ceux qui vivent à la sueur de leur front, elle inspirera la confiance, la reconnaissance envers les personnes placées dans une situation aisée.

---

[1] Sous le nom d'*Œuvre de St.-Jean*, au Gros-Caillou.

Digitized by Google

Elle répandra de salutaires influences morales dans les classes laborieuses, l'amour des hommes dans la société entière; elle y propagera ainsi les salutaires influences de l'Évangile.

Mulhouse aura encore donné ce bel exemple [1].

CONCLUSION.

Lorsqu'on s'alarme, et avec raison sans doute, des dangers que fait naître, pour les mœurs de la classe laborieuse, l'extension qu'acquièrent de nos jours les entreprises industrielles, et l'agglomération qu'elle amène à sa suite pour les travailleurs, il ne faut cependant pas oublier de tenir compte des dangers d'une autre sorte qui, avec une population toujours croissante, menaceraient aussi l'humanité, si une partie toujours plus nombreuse de cette population se trouvait condamnée à l'oisiveté, faute de trouver de l'emploi dans les ateliers. Examinez les inconvénients des deux systèmes : au lieu de nous alarmer exclusivement sur ce qu'on appelle l'*Industrialis-*

[1] Si cette idée était agréée, l'auteur du présent mémoire soumettrait à la Société industrielle un projet de statuts pour un comité de patronage.

Digitized by Google

me[1], en exagérant les maux qu'il peut produire; comparez ses effets avec ceux de l'état des choses auquel il apporte un remède; vous reconnaîtrez facilement que celui-ci serait mille fois plus funeste. Souvent, hélas! dans les choses humaines, on n'a que le choix entre les inconvénients, et le médecin lui-même ne vous guérit pas sans vous condamner quelquefois à des incommodités ou à des privations d'un autre genre.

Mais les suites funestes qui se produisent dans les contrées où l'industrie a pris un essor très-étendu, ne sont pas toutes inhérentes à l'industrie elle-même; nous l'avons vu : le plus grand nombre tient à des causes qui lui sont étrangères, qui se rencontrent avec elle, mais qui ne dépendent point d'elle.

Heureusement aussi, les conséquences funestes qui trop souvent se manifestent à sa suite, ne sont pas inévitables.

Il est possible d'y remédier; il est possible aussi de les prévenir, au moins en partie, ce qui est toujours préférable.

Il n'y a pas ici, plus qu'en hygiène ou en méde-

---

[1] Nous avons évité d'employer ce terme, parce qu'il ne nous paraît pas encore légitimement naturalisé dans notre langue.

Digitized by Google

cine, de spécifique universel, de moyen dont la puissance soit telle, qu'il suffise à lui seul pour satisfaire à tous les besoins. Les moyens sont divers, ils sont nombreux; chacun a son efficacité propre. Combinez-les tous ensemble; mais rappelez-vous qu'on n'opère jamais le bien sans de grands efforts, sans une extrême persévérance, sans rencontrer de grandes difficultés, ne fût-ce que celles qu'opposent les préjugés, les intérêts privés, les prétentions, les intrigues, et l'indifférence de ceux dont vous deviez attendre le concours.

En tête de tous les préservatifs et des remèdes, figurent l'éducation religieuse et morale de la classe ouvrière. Il est ensuite une institution qui représenterait, en quelque sorte, tous les autres moyens et leur servirait de centre ou de réservoir commun, c'est celle du patronage, confié à des gens de bien, spontanément institué pour offrir à la classe ouvrière l'appui, les directions les plus propres à y développer les progrès de la moralité, première condition du bien-être. Dans le sein des comités de patronage, seront bien mieux approfondies et jugées les questions que que nous avons ici trop imparfaitement traitées. On y réalisera en pratique ce que nous venons d'indiquer d'après nos méditations et notre ex-

Digitized by Google

périence. Si nous obtenons leur création, nous aurons fait mille fois mieux que ne pourraient tous les livres.

Daigne le bienfaiteur suprême répandre sur les champs de l'industrie les rosées célestes de la vertu, afin que le travail de l'homme, en se perfectionnant, réponde toujours mieux aux desseins du créateur! Puisse le zèle si honorable, dont est animée la Société de Mulhouse pour l'amélioration des mœurs de la classe ouvrière, se répandre parmi ceux qui, placés comme elle, auprès de cette classe intéressante et estimable, sont appelés à concourir pour cette grande œuvre, et qui ont reçu mission de la Providence, par leur fortune, leurs lumières, leur pouvoir, par la situation même qu'ils occupent sur la terre!

FIN.

Digitized by Google

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

Extrait du programme des prix proposés par la Société industrielle de Mulhouse. 3

Des progrès de l'industrie, considérés dans leurs rapports avec la moralité de la classe ouvrière. . . 5

Première partie. — Étude des faits.

Chapitre 1er. De la moralité dans les classes ouvrières, à l'époque présente 8

Chapitre 2. De la constance et de la généralité des caractères que présente la moralité des classes ouvrières. 21

Chapitre 3. Des circonstances spéciales qui paraissent affecter la moralité des classes ouvrières. . . . 30

Deuxième partie. — Étude des causes.

Chapitre 1er. De quelques influences de l'industrie, favorables au caractère moral de l'ouvrier. 40

Chapitre 2. De quelques influences de l'industrie, défavorables au travail de l'ouvrier. 49

Chapitre 3. Des influences étrangères à l'industrie, qui agissent sur la moralité de la classe ouvrière. . 61

Troisième partie. — Étude les moyens d'amélioration.

Chapitre 1er. Moyens qui appartiennent à l'autorité publique 70

Chapitre 2. De l'éducation de la classe ouvrière. . . 82

Chapitre 3. De l'esprit de famille et de l'influence des femmes dans la classe ouvrière 91

Chapitre 4. De l'influence des chefs. 99

Chapitre 5. Des effets qu'on peut espérer de l'association mutuelle entre ouvriers. 109

Chpitre 6 et dernier. Des institutions de patronage en faveur des ouvriers 115

Conclusion 128

MULHOUSE. — IMP. DE P. BARET.

Digitized by Google

University of MICHIGAN

No. 2

Die freie Conkurrenz im Transportwesen,

als

unbedingtes Erforderniß

zur

Beförderung

aller Cultur, des Handels, der Industrie und des Nationalwohlstandes.

Von

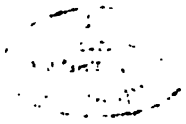
Johann von Herrkeidt.

Anmerkung. Dieses Exemplar kann an Niemand, als mit der immerwährenden Bedingung, dasselbe weder in der deutschen, noch in einer andern Sprache nicht nachzudrucken, oder nachdrucken zu lassen überlassen werden.

Frankfurt a. M. 1839.

In der Textor'schen Buchdruckerei.

Digitized by Google



Digitized by Google

Vorwort.

Die geringe Beachtung, welche die Gesetzgebung und Einrichtung des Post- und Transportwesens im Publikum und selbst im Handelsstande findet, ist die nächste Veranlassung zu dieser kleinen Schrift.

Beförderung, Erleichterung und Befreiung des Verkehrs von allem Zwang ist die Losung des Tages. Wir haben uns endlich in Deutschland überzeugt, daß der hohe Standpunkt der Industrie und des Handels, welchen England, Frankreich und Belgien erreicht hat, vor allem in der freien Concurrenz im Transportwesen begründet ist, wodurch nur allein die höchste Mannigfaltigkeit, Vervielfältigung, Schnelligkeit und Wohlfeilheit des Transportes erzielt werden kann.

Wir geben unser Streben zu erkennen, auch diesen hohen Standpunkt zu erreichen, aber wir bereifern uns nicht die Mittel dazu vollständig herbeizuführen, aus Gewohnheit am Alten oder alter Gewohnheit bleiben wir mit halben Maßregeln auf halbem Wege stehen.

Der Zollverein hat uns allerdings schon einen großen Schritt vorwärts gebracht, Eisenbahn und Dampfschifffahrt werden uns noch weiter bringen, aber dieses bleibt immer nur eine halbe Maßregel, und selbst die erste Grundlage worauf der Zollverein begründet ist, Befreiung des Verkehrs von allen Hindernissen ist nur erst dann vollkommen erreicht, wenn der Transport selbst in freier Concurrenz der Privat-Industrie überlassen wird.

Eisenbahnen und Dampfschifffahrt sind nicht überall anwendbar, und bedarf es noch mehr als ein viertel Jahrhundert bis selbst die großen Handelsstraßen damit versehen sind. Das Haupt-Augenmerk muß sich daher auf das Räderfuhrwerk richten.

Die Oestreichische Regierung, stets darauf bedacht,

Digitized by Google

den Nationals-Wohlstand auf alle Weise, und selbst durch Aufopferung bedeutender Finanz-Erträge zu fördern, hat durch die neue Gesetzgebung über Posten und Eisenbahnen davon einen neuen Beweis gegeben, und sich durch dieses nachahmungswürdige Vorausschreiten den Dank von ganz Deutschland erworben.

Der Verfasser dieser Schrift darf sich die Ehre zurechnen, dieses von der Oestreichischen Regierung aufgenommene neue System zuerst, schon in einem 1836 erschienenen Werke „die Transport-Wissenschaft“ wissenschaftlich aufgestellt und entwickelt zu haben.

Die größte Wohlfeilheit, Schnelligkeit und geregelten Lauf wobei Zeit und Stunde feststehet, sind die Grundlagen, worauf der Landtransport selbst für Frachtgüter begründet werden muß.

Es ist jetzt Sache des Handelsstandes, mit aller Kraft zu Erlangung einer zeitgemäßen Gesetzgebung des Transportwesens zu wirken.

Wie dieses zu erreichen, soll in dieser Schrift gezeigt werden, indeß der Verfasser ein ausführliches Werk über Gesetzgebung und Einrichtung des Transportwesens unverzüglich nachfolgen lassen wird.

Digitized by Google

Erstes Kapitel.

Zweck, Bedürfniß und Nutzen des Transportwesens.

Der Zweck des Transportwesens ist, alle möglicher Weise fortzubewegenden Gegenstände von ihrer Ruhestätte an andere zu schaffen, wo solche auf irgend eine Weise nothwendig sind, oder nützlich verwendet werden können.

Das Bedürfniß des Transportwesens ergiebt sich aus dessen Zwecke.

Auf der hohen Culturstufe wo wir uns befinden, ist das Bedürfniß schriftlicher Mittheilung wohl als ein allgemeines anzunehmen, denn nur wenige Menschen werden dasselbe nie empfinden.

Weniger allgemein in unmittelbarem Verhältniß ist das Bedürfniß sich selbst oder Gegenstände von einem entfernten Ort an den andern zu schaffen, wozu es Transportanstalten bedarf; indeß tritt dasselbe mittelbar durch seinen Einfluß auf das allgemeine ebenfalls als ein allgemeines hervor.

Es kann dasselbe aber auch in Hinsicht auf Schnelligkeit, Gemächlichkeit und Wohlfeilheit sehr verschieden sein, und ist es auch wirklich.

Diese Verschiedenheit entsteht entweder aus der Natur der Gegenstände oder aus dem Willen und dem Bedürfniß der Personen.

Aus den Gegenständen, in sofern dieselben

1) wegen ihrer leichtern Vergänglichkeit die schnellste Beförderung erfordern;
2) einen so geringen Werth haben, daß sie die Kosten der schnellesten Beförderung nicht zu tragen vermögen;
3) wegen ihrer Gebrechlichkeit eine eigene sorgfältigere langsame Beförderung nöthig machen.

Aus dem Willen und Bedürfniß der Personen in sofern

1) dieselben im allgemeinen eine schnelle Beförderung wünschen;
2) die ununterbrochene Beförderung bis an das Endziel oder

Digitized by Google

einen längeren oder kürzeren Aufenthalt an verschiedenen Zwischenorten ansprechen;

3) eine billigere der theueren oder eine gemächliche der ungemächlicheren Beförderung den Vorzug geben.

Aus diesen Verschiedenheiten des Beförderungs-Bedürfnisses ergiebt sich daher die Nothwendigkeit, denselben durch die mannigfaltigsten Beförderungsmittel und Anstalten zu begegnen.

Den Nutzen des Transportwesens erkennen wir aus folgenden Betrachtungen.

Aller Verkehr in schriftlichen wie in dinglichen Sachen ist eigentlich ein Tausch, bei welchen, wo der unmittelbare Betrieb nicht ausreicht, das Transportwesen und der Handel den Vermittler macht.

Geld ist der Werthmesser aller Dinge, das Erleichterungsmittel des Tausches. Der Erzeuger wie der Verzehrer gewinnen durch den Tausch und den Vermittlern fällt von diesem Gewinn eine Provision zu.

Je öfter, wohlfeiler und schneller nun der Austausch vollzogen werden kann, je größer ist der Gewinn für alle Theile, für den Erzeuger indem er seine Erzeugnisse höher verwerthet, für den Verzehrer indem er sie wohlfeiler erhält, für den Handel indem die Vermittelung kein so großes Kapital und nur eine geringe Provision in Anspruch nimmt, da der schnelle und öftere Umsatz doch mehr Gewinn bringt, als das ein, zwei und dreifach größere Kapital und eine höhere Provision bei einem langsamen und seteneren Umsatz.

Auch nicht unbedingt von der Freigebigkeit der Natur ist der Nationalwohlstand abhängig, sondern vor Allem von der Entwickelung der Kräfte bedingt, welche ihn zu begründen im Stande sind, und unter diesen Kräften nimmt das Transportwesen eine der ersten Stellen ein.

Die billige und schnelle Beförderung ruft aber auch Kräfte in das Leben, die ohne dieselbe tod liegen; sie führt Natur- und Kunsterzeugnisse den Märkten zu, wo sie erst einen höheren Werth erhalten und welches beide sonst nicht zu erreichen vermöchten, sie macht den von der Natur vernachlässigten Gegenden den Bezug

Digitized by Google

der Naturprodukte möglich, um durch Kunstfleiß die Natur-Armuth zu ersetzen und Wohlstand zu erringen.

Die Vermehrung der Naturprodukte durch werthvollen Absatz erhöht den Werth des Grund und Bodens in steigendem Verhältniß- und der vermehrte Absatz der Gewerberzeugnisse läßt einen Kapital-Gewinn erübrigen. Ueberall tritt Gewinn hervor, bis zum Taglöhner herab, dessen Lohn mit der Größe des Verkehrs im Verhältniß steht und der Gewinn des Einzelnen begründet den Nationalwohlstand.

Forschen wir in der Geschichte der Völker die Fortschritte der Cultur und des Nationalwohlstandes nach, so werden wir finden, daß beides mit dem Transportwesen gleichen Schritt hielt, und daher von der mehr oder minderen Vollkommenheit des Transportwesens bedingt ist. Darum erblicken wir auch jene Gegenden wenn gleich von der Natur vollkommen vernachlässigt, aber an der Seeküste und schiffbaren Flüssen gelegen, ungleich wohlhabender, als Binnenländer unter gleichen ja selbst unter glücklicheren Natur-Verhältnissen. Holland, England, Frankreich und Nordamerika beweisen den mächtigen Einfluß der Vervollkommnung des Transportwesens durch Kanäle, Chausseen und unbedingte Transportfreiheit, und legten auf diese Weise den Grund zu einem Wohlstand der uns in Erstaunen setzt. Selbst Deutschland liefert den Beweis wenn gleich in schwächerem Maße, wenn wir seinen Zustand vor fünfzig Jahren mit dem heutigen vergleichen und dadurch zu der Ueberzeugung gelangen, daß es vor allem das Entstehen der Kunststraßen so wie überhaupt jede Vervollkommnung des Transportwesens ist, welche alle unsere Culturverhältnisse und unsern Wohlstand gehoben hat.

Wie die Erleichterung der Zufuhr der Erzeugnisse, so ist nicht minder der schnelle und billige Transport der Personen von dem wesentlichsten Einfluß auf Culturverhältniß und den National-Wohlstand.

Wenn dem Fabrikanten und dem Kaufmann die Marktplätze und die Fabrikgegenden nicht mehr so fern liegen, um Zeit und Kosten daran zu wenden, so werden beide von Zeit zu Zeit diese Plätze zu besuchen, unternehmen, um Kenntnisse einzutauschen und

Digitized by Google

Handelsverbindungen) einzuleiten oder zu erweitern; der Landwirth vermag sich persönlich mit den Verbesserungen der Bodencultur bekannt zu machen, oder nach andern Erwerbungen umzusehen, die seinen besonderen Kenntnissen und seiner Thätigkeit zusagen. Der Gewerbtreibende findet denselben Vortheil.

Der Kapitalist wird sich veranlaßt finden, in größerer Ferne Ankäufe zu machen, und Mancher der sonst ein ansehnliches Auskommen hat, wird zu seinem Vergnügen Reisen machen, Sommer-Sitze nehmen, wo er früher nicht daran denken konnte.

Die Belebung der Gewerbe und Fabriken erhöhen die Nachfrage nach Bodenerzeugnisse, die hierdurch hervorgerufene Belebung der Bodencultur vermehrt wieder die Nachfrage nach Gewerbs- und Fabrikerzeugnissen, und von Beiden geht die Nachfrage nach Kapital aus.

Die Cultur der Wissenschaften und der geistige Verkehr überhaupt: hat das Bedürfniß christlicher Mittheilung der Gedanken, Ansichten und Nachrichten über die geistigen so wie über die Verhältnisse und Zustände des praktischen Lebens, ferner des Bücherverkehrs und des Bezuges vieler Gegenstände zur Anschauung oder Verwendung zu wissenschaftlichen Forschungen. Je schneller und billiger diese Mittheilungen geschehen und der Bücher und Sachenverkehr erzielt werden kann, je billiger selbst der Preis der Bücher und Sachen dadurch sich stellt, je größer ist der Gewinn für die Wissenschaften, da hierdurch die öfterste Mittheilung, und dadurch wieder die Ergebnisse der Forschungen am schnellsten zum Schluß und durch den Bücherverkehr zur allgemeinen Kenntniß gelangen, wovon dem Nationalwohlstand der größte Vortheil zufällt.

Der sich den Wissenschaften widmende Jüngling bedarf der Vor- und Ausbildung. Beides kann von der größten Mehrzahl nicht in dem Wohnorte, sondern nur an einem oder mehreren Orten erlangt werden, wo sich die geeigneten Anstalten befinden. Der Besuch dieser Anstalten ist aber mit großen Kosten verbunden, welchen nicht eines jeden Verhältnisse gewachsen sind; mancher muß daher von der wissenschaftlichen Bahn zurückbleiben und oft zum großen Nachtheil der Wissenschaften und des allgemeinen

Digitized by Google

Nutzen. Freistellen, Privatunterstützungen gewähren in einzelnen Fällen Ersatz, aber das Transportwesen kann hier auf eine weit allgemeinnützigere Weise einwirken, wenn es eine Schnelligkeit und Billigkeit gewährt, wodurch zuerst die Reise selbst, dann die Kosten des Aufenthalts am fremden Orte durch manchen Bezug vom Hause zu bestreiten möglich werden, ja selbst der Besuch solcher Anstalten von Haus aus in vielen Fällen nicht zu den Unmöglichkeiten gehört. Für den wissenschaftlich gebildeten Mann ist eine örtliche Anschauung, Land- und Menschenkenntniß zur Vollendung der Bildung nicht nur wichtig, sondern nach dem heutigen Standpunkte der Wissenschaften fast unentbehrlich. Bedarf derselbe zu seiner Existenz einer öffentlichen oder Privatanstellung, einer Verbindung mit Buchhändlern, so hilft ihm das persönliche Nachsuchen und Vorstellen weit leichter und sicherer zum Ziele. Wie unendlich groß der Gewinn ist, welchen eine persönliche Zusammenkunft der in den Wissenschaften lebender Männer für die Wissenschaften, wie für das Allgemeine bringt, ist zu einleuchtend, als daß es näherer Erklärung bedürfte. Dieses alles kann aber nur dann stattfinden, wenn das Transportwesen durch Schnelligkeit, Wohlfeilheit und Gemächlichkeit das Reisen allgemein zugänglich macht.

Der dem Handel, der Kunst, der Landwirthschaft und den Gewerben sich widmende Jüngling findet sich in denselben Verhältnissen, denn auf der jetzigen Culturstufe kann ohne wissenschaftliche Bildung kein Fach mehr mit Erfolg betrieben werden.

Wir müssen daher als unwiederlegbare Wahrheit erkennen, daß alle Culturverhältnisse erst durch die stete Vervollkommnung und Vermehrung der mannigfaltigsten Transportmittel belebt und immer höher gehoben werden, und die Größe des Nationalwohlstandes davon bedingt ist.

Mit der Anwendung der Dämpfe, als fortbewegende Kraft, hat in der Vervollkommnung des Transportwesens ein neuer Zeitabschnitt begonnen; die, man kann wohl sagen, beinahe vollständige Revolution und die Wirkungen, welche diese wichtige Erfindung in allen Verhältnissen hervorbringen wird, je allgemeiner sie Anwendung findet, ist nicht zu berechnen.

Digitized by Google

Alle Enstins, den Handel und Nationalwohlstand hebend, wird sie aber auch manche, jedoch nur vorübergehende Verluste veranlassen, bis die bei dem zeitherigen Transportbetriebe beeinträchtigten, sich bei dem neuen Systeme betheiligt, oder ihre Kapitale und Thätigkeit andern durch das neue System hervorgebrachten Erwerbquellen zugewendet haben.

Als für den Nationalwohlstand von höchstem Belang, hat man in England bereits berechnet, daß der, für jedes Pferd, welches durch die Dampfkraft überflüssig wird, zur Nahrung erforderliche Grund und Boden hinreichend ist, acht Menschen zu ernähren, daß wenn man bei der Abnahme der Pferde nur verhältnißmäßig mehr Ochsen ziehen würde, auch die Armen dann wohlfeiles Fleisch bekommen, und wenn bei wohlfeileren Transportmitteln die uncultivirten Ländereien cultivirt, die cultivirten verbessert, das zum Ankauf der Pferde nöthige Kapital und die zur Pflege der Pferde nöthige Arbeit anderweit verwendet werden könnte, bei allgemeiner Anwendung der Elementarkräfte zum Transport, Bevölkerung, Nationalkraft und Reichthum sich verdoppeln würde.

Nicht weniger wichtig und folgenreich ist die Anwendung der Dämpfe, als bewegende Kraft, für die Militairverfassung und für den Krieg. Eine Armee kann mit wenigen Kosten in größter Schnelligkeit in die weiteste Entfernung versetzt werden. Mann und Roß treffen auf dem Punkte ihrer Bestimmung bei voller Kraft ein, und entbehren nichts von allen für jedes Verhältniß nöthigen Materialen.

Nach Allem, was die Wirkung dieser Erfindung uns zeigt, fordert dieselbe ihre Anwendung gebieterisch, indem sie den Wahlspruch, wer nichts vorwärts schreitet, geht zurück, im Munde führt, welcher sich überall, wo man der einmal begonnenen Bewegung nicht folgt, durch das Uebergewicht, welches die fortschreitenden erlangen, nur zu bald bewahrheiten wird.

Doch eines woran bisher nicht gedacht, dürfen wir bei allen den Vortheilen und Nutzen, welche die Dampfkraft und Eisenbahnen gewähren, nicht unbeachtet lassen, nehmlich: werden wir Eisen und Brennmaterial genug besitzen, um alle Wege mit Bahnen

Digitized by Google

versehen und fortdauernd unterhalten zu können, ohne uns der Gefahr auszusetzen, dieser beiden für so viele andere Verhältnisse unentbehrlichen Gegenstände zu vermissen, und anderweitigen Verlegenheiten entgegen zu gehen, welche selbst schon durch zu hohe Preise derselben eintreten könnten und deren Folgen nicht zu berechnen sind.

Zweites Kapitel.

Dermaliger Zustand der Transport-Gesetzgebung.

Vorerinnerung.

Bei dem Mangel einer reinen Theorie und der richtigen Erkenntniß aller Zweige des gesammten Transportwesens, als eines zusammenhängenden Ganzen, welches auf den Nationalwohlstand den wesentlichsten Einfluß ausübt, konnte die Gesetzgebung ebenfalls noch nicht auf den Standpunkt erhoben werden, um diesem so wichtigen Zweige entsprechende Gesetze zu verleihen.

Die Untersuchung des Zustandes des Transportrechtes zeigt uns zwei Zweige des Rechtsverhältnisses, nehmlich den Völkerrechtlichen und den Staatsrechtlichen; ersteren die Verhältnisse der Staaten unter und gegen einander, letzteren die des Staates gegen seine Bewohner begreifend. Nach diesen zweifachen Verhältnissen müssen wir uns nun auch mit den Bestehenden bekannt machen.

I. Völkerrechtliche Grundsätze.

A. Ueber das Staatsgebiet.

Das Landgebiet der Staaten ist durch seine Grenzmarken bezeichnet, durch die Anerkenntniß seiner Hoheitsrechte über dasselbe begründet, aber die Herrschaft des unbewohnten, nicht zubegrenzenden oder zuschließenden Weltmeeres bedurfte anderer Bestimmungen, wenn es hier nicht das Recht des Stärkeren allein entscheiden und die freie Benutzung nicht gehindert werden sollte.

Digitized by Google

Im Europäischen Völkerrecht sind daher in Bezug auf das Wassergebiet bisher die Grundsätze anerkannt worden, daß:

1. Kleine Meerengen, Meerbusen und alle Theile des Meeres, welche unterhalb den Kanonen, welche an dem Ufer aufgepflanzt sind oder werden können, dem Oberherrn des Ufers unterworfen und sein Seegebiet ausmachen, über welches ihm alle Rechte des Eigenthums zustehen.
2. Das übrige offene Meer als vollkommen frei für alle Nationen angesehen wird.
3. Das Flußgebiet auf analoge Weise der Meerengen ꝛc. beurtheilt, und der Thalweg als Grenzscheide der sich gegenüber liegenden Staaten angenommen wird, alles auf beiden Ufern von demselben Staat begrenzte Flußgebiet aber als geschlossen angesehen wird.

B. Ueber die Schifffahrt.

Das Schifffahrts- und Transportrecht auf diesem Seegebiete und den schiffbaren Flüssen, ist von der Bestimmung des Oberherrn abhängig, wird in vielen Staaten nur Inländern, oder nach besonderen Verträgen, auf eine mehr oder minder beschränkte Weise, auch Unterthanen fremder Staaten gestattet.

In Kriegszeiten wurde und wird noch von den kriegsführenden Mächten die gegenseitige Schifffahrt unterbrochen, Schiffe und Ladungen nicht nur des feindlichen Staats, sondern auch eigener Unterthanen, selbst in offener See genommen, und sogar die Schifffahrt der Neutralen, von einem gegen den andern Theil zu hindern getrachtet.

Die ersten völkerrechtlichen Bestimmungen gibt uns der, bei dem Utrechter Frieden zwischen Frankreich und England vom 18. April 1713 geschlossene Handels- und Schifffahrtsvertrag, welcher verordnet:

Art. 17. Allen Großbrittanischen und Französischen Unterthanen soll frei stehen, nach den Häfen zu schiffen, die mit dem einen oder andern Theile im Kriege begriffen sind, und dies nicht nur aus feindlichen Häfen in einen neutralen, sondern auch aus einem friedlichen Ort an einen feindlichen. Unter

Digitized by Google

dieſer Freiheit der Schiffe ſind auch die darauf befindlichen Menſchen begriffen, wenn ſie keine Soldaten ſind.

Art. 18. Dieſe Freiheit erſtreckt ſich auf alle auf dem Schiffe befindlichen Waaren, wenn auch dieſe dem Feinde zugehören ſollten, die Contrebanden ausgenommen.

Aus dieſen Beſtimmungen wurde nun der Schluß für die Handelsfreiheit der Neutralen, und der völkerrechtliche Grundſatz, „frei Schiff, frei Gut" gefolgert und beſtritten.

In der Praxis hat ſich jedoch die Nichtbeachtung dieſer Grundſätze häufig durch Beſchlagnahme und Confiskationen der Staats- und Privatſchiffe und Ladungen ergeben.

Die Wiener Congreßakte gibt für die Schifffahrt der, verſchiedene Staaten trennenden oder durchſtrömenden Flüſſe eine neue völkerrechtliche Beſtimmung in folgenden Artikeln:

Art. 108 die Mächte, deren Staaten durch denſelben ſchiffbaren Fluß getrennt oder durchſtrömt werden, verbinden ſich, alles auf die Beſchiffung Beziehende durch gemeinſchaftliche Uebereinkunft feſtzuſetzen.

Art. 109. Die Schifffahrt auf dem ganzen Lauf der in vorſtehendem Art. benannten Flüſſe, von dem Punkte an, wo derſelbe ſchiffbar wird, bis zu ſeiner Mündung, ſoll ganz frei ſein, und kann in Bezug auf den Handel Niemanden unterſagt werden, wohlverſtanden, daß die Schifffahrts-Reglements beobachtet werden.

Die der Congreßakte unter Nr. 14. angehängten Artikel, im Betreff der Rheinſchifffahrt, beruhen auf obigen Grundſätzen, und beſtimmen weiter:

Art. 19. Die Aufhebung des Stapelrechtes (Umſchlag) welche ſchon durch die Convention von 1804 erfolgt iſt, wird jetzt auch auf die nachſtehende Orte angewendet.

Art. 21. Keine Geſellſchaft, noch viel weniger eine einzelne Perſon der Uferſtaaten kann ein ausſchließendes Schifffahrts-Recht, weder auf dem Fluſſe, noch auf einem Theile deſſelben ausüben.

Digitized by Google

Art. 24. Die Schifffahrts-Gebühren können niemals weder ins gesammt noch theilweise verpachtet werden.

Art. 26. Im Fall eines Krieges wird die Erhebung der Octroi fortbestehen. Die Ladungen und die Beamten im Octroi-Dienst genießen vollständige Neutralität, und die Büreaux sowie die Kassen, erhalten Schutzwachen.

Bei Gelegenheit des Krieges zwischen Belgien und Holland und der englisch-französischen Intervention erklärte der König von Holland, ein Souverain wegen seiner strengen Gerechtigkeit so hoch geachtet, „daß es ungerecht sei, die Folgen der Streitigkeiten der Gouvernements auf das Eigenthum der Privaten fallen zu lassen, und daß eben so wie eine Landarmee das Privateigenthum achte, so auch die kriegsführenden Mächte ihre Operationen zur See mit Beachtung des Eigenthums der Privaten verfolgen müßten".

Mehrere in der neueren Zeit geschlossene Handels- und Schifffahrtsverträge gestatten daher den Unterthanen, welche vor der Kriegserklärung sich auf feindlichem Gebiete befinden, oder vor Kenntniß derselben dort eintreffen, entweder ungehinderte Rückkehr oder selbst eine bestimmte Frist zum Verkauf der Ladung. Der neueste Postvertrag zwischen England und Frankreich gestattet dieses auch den Staats-Postschiffen.

C. Ueber den Landtransport.

Für den Landtransport entbehren wir der völkerrechtlichen Bestimmungen, doch können folgende Grundsätze als auf Herkommen und Uebung begründet, angesehen werden.

1. Es ist allen Unterthanen fremder Staaten unter Beobachtung der Inländischen Reglements gestattet, Personen und Ladungen ein- oder durchzuführen und Rück- und Weiterfrachten anzunehmen.
2. Im Kriege sind die Transport führenden Personen mit ihren Fuhrwerken und Ladungen, sofern solche Privateigenthum sind, auf den Straßen ebenso geschützt, als das Privateigenthum in den Häusern und Magazinen.

Digitized by Google

Es fehlt übrigens auch bei dem Landtransporte nicht an besonderen Bestimmungen unter einzelnen Staaten.

II. Staatsrechtliche Grundsätze.

Ueber das Transportwesen haben wir nirgend eine eigene umfassende Gesetzgebung, sondern alle gesetzlichen Bestimmungen sind in besonderen Post-, Land-, See-, Fluß- und Straßengesetzen oder Polizei-Anordnungen zerstreut.

Im Allgemeinen können wir den Grundsatz annehmen, daß

„unter denen aus dem Postregale hergeleiteten Beschränkungen es jedermann frei steht, das Transportwesen als Gewerbe, nach den desfallsigen, polizeilichen Bestimmungen zu betreiben."

Das Postregale oder das Recht Posten zu errichten, welches dem Staate vorbehalten und in Regie ausgeübt wird, beschränkt nun die Freiheit des Privattransport-Gewerbes auf verschiedene Weise, und bestehen die der Staatspost-Regie zugetheilten Vorrechte in Folgenden:

1. der ausschließenden Beförderung aller Briefe auf allen mit Posten versehenen Verbindungsstraßen;
2. in der ausschließenden Beförderung aller Geldsendungen unter 50 fl. und aller Sachen unter 10 Pfd. und ist in einigen Staaten der Vorbehalt dieser Geldsendungen auf 100 Rthlr., ja selbst auf alles baare Geld, Kostbarkeiten, sogar auf Waaren von Werth und aller Sachen bis auf 40 Pfd. ausgedehnt.

Uebrigens bestehen diese Vorrechte nur in Deutschland und in den nördlichen Staaten, auch wird denselben in denen Staaten, wo Taxissche Posten bestehen, nicht so strenge Folge gegeben; in Frankreich, Italien, England und Spanien ist aller Personen- und Sachentransport kein Gegenstand der Post-Regie, sondern unbedingt frei gegen Abgabe. In England ist selbst das Recht des Pferdewechsels kein ausschließendes und wird an Private verpachtet, so daß oft in einem Orte mehrere berechtigtigt sind.

3. Die Beförderung an bestimmten Tagen zu vollziehen, welches

Digitized by Google

den Privat-Unternehmern selbst bei nicht Abwechslung der Pferde nur bedingungsweise auf nicht Poststraßen und auf Poststraßen gar nicht, oder nur an nicht Posttagen zugestanden ist;

4. in dem ausschließenden Rechte, Personen und Sachen mit unterlegten Pferden zu befördern, welches in verschiedenen Staaten sogar so weit ausgedehnt wird, daß der Wechsel von Lohnfuhren zu Fortsetzung der Reise, oder die Annahme einer solchen bei dem Abgange von der Post nur erst nach einer Zwischenzeit von ein bis zwei Tagen gestattet wird.

In Bezug auf den Wassertransport bedingt die Postgesetzgebung im Allgemeinen in keinem Staate eine Beschränkung des Transport-Betriebs, es sei dann für Briefe bei dem Bestande eigener Post-Paketbote, und hier nimmt sie nicht einmal immer ein ausschließendes Recht in Anspruch.

In Bezug auf Eisenbahnen und mechanische Beförderungs-Maschinen, ist die Gesetzgebung noch so neu und unentschieden, als diese Gegenstände.

Die meisten Bestimmungen zeigen, wie die vorherrschende Idee vom Postregal hierbei die Begriffe verwirrt und Mißgriffe veranlaßt, welche dem Nationalwohlstand, wenn auch nicht ganz entgegen, doch auch nichts weniger, als entsprechend sind, da durch Vorbehalte die Eisenbahn-Anlagen wo nicht ganz unmöglich, doch für die Unternehmer eben so wenig einladend, als für das Publikum wegen den deßhalb unerläßlich hohen Taxen so gemeinnützig werden, als es die Beförderung des allgemeinen Verkehrs fordert.

Die Oestreichische Regierung hat indeß die Aufgabe einer zeitgemäßen Gesetzgebung theils schon vollständig gelöst, theils zur vollständigen Lösung vorbereitet.

Schon der Kaiser Franz hatte auf eine Beschwerde der Post gegen Privatunternehmungen, entschieden: „daß die Ausübung des Postregals nie bis zu der, eine jede Gewerbs- und Handels-Unternehmung hemmenden Feststellung eines Monopols gesteigert werden dürfte.“

Digitized by Google

Die sich dieser Gewerbs-Ausübung widmenden Postmeister sind überdieß verpflichtet, sie unbeschadet des Postdienstes auszuüben, und hierzu eigene Pferde und Kutschen aufzustellen, welche sich jedoch der Postmontur nicht bedienen dürfen.

Uebrigens werden diese Unternehmungen von den Amtsbehörden genau überwacht, und müssen die, gegen das Publikum eingegangenen Verbindlichkeiten genau einhalten.

Durch diese höchst liberale Unterstützung der höchsten Staatsverwaltung haben sich diese Unternehmungen auf einen wirklich großartigen Standpunkt geschwungen und man kann ohne Uebertreibung annehmen, daß in der einzigen Provinz Böhmen jährlich über 200,000 Reisende in bequemen, ganzgedeckten und eleganten Wagen, sammt ihrem unterbringlichen Gepäcke befördert werden.

Es scheint auf den ersten Blick unbegreiflich, wie die Unternehmer bei einer mit derlei Anstalten unausweichlich verbundenen, sehr bedeutenden Regieauslage, im Stande sind, das Personengeld so beispiellos niedrig zu stellen, daß die Person sammt Gepäck von 30 bis 40 Pfd. nur 12 Kreuzer pr. Meile zu zahlen hat, und dabei alle sich meldenden Reisende befördert werden zu welchem Zweck selbst für eine Person ein bequemer Beiwagen gestellt, und das schwere Gepäck unentgeldlich nachbefördert wird.

Allein hierbei bewährt sich auch die Richtigkeit des Grundsatzes, daß niedere Taxen den Verkehr vermehren und jede Unternehmung fördern.

Im Geiste des Vaters hat nun Kaiser Ferdinand die neuen Gesetze erlassen, welche einen neuen Beweis von dem Geiste, den Grundsätzen und dem richtigen praktischen Blick der Regierung liefern, stets mit den Forderungen der Zeit fortzuschreiten, theils gewährend, theils vorbereitend, damit jede Neuerung auf Erfahrung gestützt ins Leben trete, und die dadurch gestörten Verhältnisse in dem veränderten Zeitbedürfniß sich von selbst wieder ausgleichen.

Die dem Gesetze zufolge von der Hof-Postbehörde erlassene Fahrpostordnung spricht die unbedingte Garantie aus, selbst für

Digitized by Google

jeden Zufall und Gewalt, die bis jetzt noch von keiner andern Postanstalt gewährt wird.

III. Die neuen Oestreichischen Post- und Eisenbahn-Gesetze.

Allerhöchstes Patent.

Wir Ferdinand der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oestreich ꝛc. ꝛc.

In Erwägung der wichtigen Vortheile, welche eine zweckmäßige Einrichtung der Staats-Postanstalt Unseren treuen Unterthanen gewähret, und in der Absicht, die in dieser Anstalt gelegenen Mittel zur Belebung des Verkehres zu vervollkommnen, haben Wir Uns bestimmt gefunden, die auf das Postwesen sich beziehenden Gesetze und Vorschriften einer sorgfältigen Prüfung unterziehen zu lassen.

Wir haben hiernach befohlen, daß nicht nur die gesetzlichen Anordnungen in klare Bestimmungen zusammengefaßt, und die Gränzen der dem Staate vorbehaltenen ausschließenden Rechte, Befugnisse und Vorzüge genau festgestellt werden, sondern daß auch hierbei dem Verkehre und der Erwerbsthätigkeit Unserer treuen Unterthanen jede Erleichterung, die sich mit dem Zwecke und Wesen der Postanstalt vereinigen läßt, zu Theil werde.

Insbesondere haben Wir den Frachttransport von dem ausschließenden Vorbehalte der Postanstalt gänzlich auszuscheiden, und auch in Absicht auf den Umfang, dann die Art der Ausübung der übrigen ausschließenden Rechte der Postanstalt erhebliche Beschränkungen in den bisherigen Bestimmungen Statt finden zu lassen angeordnet.

Nach diesen Grundsätzen ist das beiliegende Gesetz abgefaßt worden, welches das Wesen und den Umfang des Post-Regales bestimmt, und mit dem 1. Julius 1838 in Unseren Staaten, mit Ausnahme von Ungarn und Siebenbürgen, in Wirksamkeit zu treten hat. Von dem Zeitpunkte der Wirksamkeit dieses Gesetzes an, treten die bisher bestandenenen Anordnungen

Digitized by Google

rücksichtlich desjenigen, worüber dieses Gesetz eine Bestimmung enthält, außer Kraft.

Ueber die Art und Weise der Verwaltung und Benutzung des Post-Regales und über die Einrichtung und Tarife der Postanstalten werden die Vorschriften, auf der Grundlage dieses Gesetzes, durch besondere Kundmachung zur allgemeinen Kenntniß gebracht werden.

Bis dahin ist sich in den bemerkten Beziehungen einstweilen nach den bisherigen Anordnungen zu benehmen.

Die den Postmeistern oder anderen Personen auf vorschriftmäßige Art eingeräumten Rechte oder auferlegten Verbindlichkeiten, welche sich auf besondere vor der Wirksamkeit dieses Gesetzes vorschriftmäßig zu Stande gekommene Verleihungen oder Verträge gründen, werden durch dieses Gesetz nicht aufgehoben; vielmehr haben diese Verleihungen und Verträge für die Beurtheilung der gedachten Rechte und Verbindlichkeiten auch künftig, bis ihre Erlöschung den Gesetzen gemäß erfolgt, zur Richtschnur zu dienen.

Gegeben in Unserer kaiserlichen Haupt- und Residenzstadt Wien, am fünften Tage des Monats November, im Jahre nach Christi Geburt Ein Tausend acht Hundert sieben und dreißig, unserer Reiche im dritten.

Ferdinand. (L. S.)

Ant. Friedr. Graf Mittrowsky von Mittrowiz und Nemischl, Oberster Kanzler.

Carl Graf von Inzaghi, Hofkanzler.

Franz Freiherr v. Pillersdorff, Kanzler.

Johann Limbeck Freiherr v. Lilienau, Vicekanzler.

Nach Sr. k. k. apostol. Majestät höchst eigenem Befehle:

Wilhelm Freiherr von Droßdick, Hofrath.

Post-Gesetz.

Erster Abschnitt.

Allgemeine Bestimmungen.

§. 1.

1) Begriff des Postregales.

Die dem Staat in Hinsicht auf Transporte von Sachen und

Digitized by Google

Personen vorbehaltenen ausschließenden Rechte, und die den Anstalten zur Ausübung dieser Rechte zugestandenen Vorzüge und Auszeichnungen begründen das Postregal.

§. 2.

2) Personen, die dem Gesetze unterworfen sind.

a) Regel.

Dem Postgesetze ist Jedermann ohne Unterschied des Standes in den Ländern, für die dasselbe Wirksamkeit erhält, unterworfen.

§. 3.

Ausnahme.

Ausnahmen von den Bestimmungen dieses Gesetzes für Personen oder Sachen werden durch besondere Anordnungen festgesetzt.

§. 4.

3) Pflichten in Absicht auf die Vollziehung des Postgesetzes.

a) Der Aemter und Postbediensteten.

Diejenigen Aemter und Personen, welche die dem Staate vorbehaltenen Rechte in seinem Namen ausüben, sind angewiesen, bei schwerer Ahndung sich in der Vollziehung ihrer Dienstverrichtungen genau nach den gesetzlichen Anordnungen zu benehmen, und den Personen, welche von der Postanstalt Gebrauch machen, mit Anstand und Bescheidenheit zu begegnen.

§. 5.

b) Zur Beistandsleistung.

Den Obrigkeiten, Gemeindevorstehern und Militaircommandanten liegt ob, so oft sie von Postbeamten oder anderen, den Postdienst versehenden Personen zum Behufe der Ausübung ihrer Dienstverrichtungen oder Rechte vorschriftsmäßig um Beistand angegangen werden, denselben unverzüglich und thätig zu leisten.

§. 6.

5) Hülfsmittel zur Kenntniß der Postvorschriften.

Die Postämter, dann Gränz- Zoll- und Contumazämter sind mit Exemplaren dieses Gesetzes, der Posttarife und der durch den Druck allgemein bekannt gemachten Postvorschriften versehen und Jedermann ist berechtiget, von diesen Gesetzen und Vorschriften bei den erwähnten Aemtern Einsicht zu nehmen.

Digitized by Google

Zweiter Abschnitt

Von den dem Staate bei dem Sachen- und Personen-Transporte vorbehaltenen ausschließenden Rechten.

I. Wesen und Umfang dieser Rechte.

1) Sachen-Transport.

§. 7.

a) Sachen, auf deren Transport sich der Staatsvorbehalt bezieht.

Die Sachen, auf deren Transport sich die dem Staate vorbehaltenen ausschließenden Rechte beziehen, sind:

1) Briefe, zu denen überhaupt alle schriftlichen an abwesende Personen gerichteten Mittheilungen oder Nachrichten gezählt werden, und

2) Periodische Schriften, und zwar: Journale, Zeitungen, in Blättern oder Heften, ohne Unterschied des Inhaltes,

die Briefe und periodische Schriften mögen durch Handschrift oder Abdruck dargestellt oder vervielfältiget worden sein.

§. 8.

b) Arten des Transportes.

Bei dem Transport der in dem §. 7. genannten Gegenstände ist zu unterscheiden:

1) ob sie von Ortschaft zu Ortschaft,

2) ob sie in dem Umfange des Ortes selbst, aus einem Theile desselben in den andern (Loco-Transport) gesendet werden.

§. 9.

c) Transport von Ort zu Ort.

aa) Grundsatz.

Bezüglich auf den Transport der ersten Art (§. 8 unter 1) ist es außer den Postanstalten Niemanden gestattet, die in dem §. 7. bezeichneten Sachen aus einem Orte in einen anderen zu befördern, (transportiren), wenn beide Orte mit einander in einer unmittelbaren oder mitelbaren Postverbindung stehen

§. 10.

bb) Postverbindung unmittelbare.

In einer unmittelbaren Postverbindung stehen diejenigen Orte, in welchen für den gegenseitigen Verkehr mit den im §. 7.

Digitized by Google

bezeichneten Sachen Postanstalten (Postämter, Briefsammlungen, Postboten u. dgl.) bestehen.

§. 11.

Mittelbare.

Die einer Postanstalt zur Abholung und Aufgabe der in dem §. 7. bezeichneten Sachen durch besondere Kundmachungen zugewiesenen Orte bilden den Postbezirk dieser Anstalt oder ihres Standortes.

Die zu dem Postbezirke einer Postanstalt gehörenden Orte stehen mit allen denjenigen Orten in mittelbarer Postverbindung:

1) mit denen der Standort dieser Postanstalt in unmittelbarer Postverbindung steht, oder
2) die zu dem Postbezirke eines der unter 1) begriffenen Orte gehören.

§. 12.

cc) Ausnahmen.

Von dem in dem §. 9. ausgedrückten Verbote sind ausgenommen:

1) Frachtbriefe und Urkunden überhaupt, welche Waarenführer zur Ausweisung der Gegenstände, deren Transport sie besorgen, offen, oder von Gefällsämtern unter amtlichem Siegel mitgegeben werden.
2) Die in dem §. 7. unter 2) bezeichneten Schriften, wenn seit ihrer Herausgabe ein halbes Jahr verflossen ist.
3) Briefe und periodische Schriften,
   a) wenn dieselben weder versiegelt, noch auf irgend eine andere Art verschlossen sind, oder
   b) wenn jemand Briefe oder periodische Schriften durch einen Diener, einen eigenen Boten, oder überhaupt durch eine zu seinem oder des Adressaten Hausstande gehörende, oder zu dieser Versendung gedungene Person versendet, oder

wenn in allen diesen Fällen (a) (b) nebst den eben ausgedrückten Bedingungen, derjenige, der den Transport veranlaßte, oder vollzieht, sich dabei nicht mit der Sammlung von Briefen oder Schriften zur Rechnung zweier oder mehrerer Versender oder Adressaten beschäftiget.

Digitized by Google

§. 13.

d) Vorschrift bezüglich auf den Eintritt in das Staatsgebiet.

Reisende, Fuhrleute, Schiffer oder Boten jeder Art, die an der Gränze des Staatsgebiets, in welchem dieses Gesetz Wirksamkeit hat, anlangen, sind verpflichtet, die mitgebrachten Sachen, welche das in dem §. 9. ausgedrückte Verbot betrifft, wenn sie deren Weiterbeförderung innerhalb des oben bezeichneten Staatsgebietes wünschen, und nicht deren Rücksendung in das Ausland oder eine andere erlaubte Verfügung vorziehen, den Gränz- Zoll- oder Contumazämtern zur Versendung durch das nächste Postamt gegen Bezahlung der vorschriftmäßigen Gebühren zu übergeben.

§. 14.

d) Transport im Innern eines Ortes (Locotransport).

Der Transport in dem Umfange eines Ortes selbst (Locotransport §. 8. unter 2) unterliegt nur bei Briefen der Beschränkung, daß für den Ort, für welchen zu dieser Art des Transportes eine Staatspostanstalt besteht, Niemand gestattet ist, eine Anstalt zu diesem Zwecke zu errichten.

2) Personen-Transport.

§. 15.

a) Arten desselben.

Die dem Staate im Personentransport vorbehaltenen Rechte beziehen sich auf den Transport

1) zu Wasser und
2) zu Land.

§. 16.

b) Zu Wasser.

Bezüglich auf den Personentransport zu Wasser (§. 15. ist es Jedermann untersagt, auf dem Meere, auf Seen, auf Flüssen oder Canälen, Anstalten zu einer in bestimmten Zeiträumen Statt findenden regelmäßigen Beförderung von Reisenden zwischen zwei oder mehreren Orten zu errichten oder zu unterhalten, für deren gegenseitige Verbindung in derselben Richtung zur See oder auf derselben Wasserstraße eine Staatspostanstalt zum Personen-Transporte besteht.

Digitized by Google

§. 17.

c) Zu Land.

aa) Grundsatz.

Bezüglich auf den Personentransport zu Land §. 15. unter 2) ist es Jedermann untersagt:

1) auf Straßen, auf welchen Staatspostanstalten zur Beförderung von Reisenden bestehen, Reisende mit Pferdewechsel zu befördern, wenn der Reisende nicht früher in ununterbrochener Fahrt zwölf Meilen mit denselben Pferden innerhalb des Oesterreichischen Staatsgebiets zurückgelegt, oder Falls er noch keine solche Strecke zurückgelegt hätte, nicht wenigstens Acht und Vierzig Stunden an demselben Orte, wo der Pferdewechsel eintritt, verweilt hat.

2) Anstalten, mittelst welcher die Beförderung der Reisenden zu bestimmten Zeitpunkten periodisch wiederkehrend vollzogen wird, zu errichten, oder zu unterhalten, wenn dabei ein unter dem Absatze 1) der gegenwärtigen Bestimmung begriffener Pferdewechsel Statt findet, und schon für den Personentransport zwischen denselben Orten eine von dem Staate errichtete Eilfahrts-Anstalt besteht.

§. 18.

bb) Ausnahme.

Das Verbot des Pferdewechselbs, wie es in dem §. 17. Absatz 1) ausgedrückt ist, bezieht sich nicht auf den Fall, in welchem ein Reisender sich durch Pferde, die sein Eigenthum sind, weiter befördern läßt.

§. 19.

cc) Eisenbahnen.

Die Bestimmung der Verhältnisse der Eisenbahnunternehmungen zum Postregale ist besonderen gesetzlichen Anordnung vorbehalten.

II. Ausübung der vorbehaltenen Rechte.

§. 20.

1) Arten der Ausübung.

Der Staat übt die ihm rücksichtlich des Sachen- und Personen-Transportes vorbehaltenen Rechte aus:

Digitized by Google

1) durch eigene Anstalten (Postanstalten) oder
2) durch die Erhebung einer Gebühr von Privatunternehmern.

§. 21.

1) Durch Postanstalten.

a) Errichtung solcher Anstalten.

Es ist den das Postregale verwaltenden Behörden vorbehalten, an allen Orten, an denen solches zweckmäßig erkannt wird, Postanstalten zu errichten, so lange es angemessen gefunden wird, aufrecht zu erhalten, und für Rechnung des Staatsschatzes verwalten zu lassen, oder deren Betrieb und Verwaltung anderen Personen für ihre Rechnung zu gestatten.

§. 22.

b) Rechtsverhältniß zwischen der Staatsverwaltung und den Postbediensteten.

Das Rechtsverhältniß zwischen der Staatsverwaltung und den Personen, denen die Verwaltung und der Betrieb von Postanstalten im Namen des Staates entweder für Rechnung des Staatsschatzes oder für eigene Rechnung überlassen ist, wird, so weit diese Personen als Staatsbeamte oder Diener bestellt sind, nach den für Staatsbeamte und Diener überhaupt bestehenden Vorschriften, in anderen Fällen aber durch besondere Verleihung oder Uebereinkommen bestimmt. (§. 20 unter 1.)

§. 23.

c) Post-Gebühren.

Die Gebühren, welche für die Benutzung der Staatspost-Anstalt zum Transport von Sachen und Personen zu entrichten sind, bestimmen die hierüber bestehende Tarife. (§. 20 unter 1.)

§. 24.

d) Einrichtung der Postanstalten.

Besondere Einrichtungen (Reglements) setzen die Einrichtung der verschiedenen Postanstalten und das Verfahren fest, das bei ihrer Benutzung zu beobachten ist, und bestimmen die Rechte und

Digitized by Google

Verbindlichkeiten derjenigen, welche die Postanstalten benutzen. (Fahrpostordnung, Briefpostordnung u. dgl. §. 20 unter 1.)

§. 25.

e) Benutzung der Postanstalten.

Es ist außer dem Falle einer ausnahmsweise gesetzlich zugestandenen Gebührenfreiheit Niemanden gestattet, ohne Bezahlung der tarifmäßigen Gebühren und überhaupt ohne Erfüllung der für die Benutzung der Postanstalten vorgezeichneten Bedingungen diese Anstalten zu dem Transporte einer Sache oder einer Person zu verwenden. (§. 20. unter 1).

§. 26.

3) Durch Erhebung einer Abgabe von Privatunternehmungen.

Personentransport mittelst periodischer Fahrten zu Wasser und zu Land, wie sie zu Folge des §. 16. und des zweiten Absatzes §. 17. in dem Staatsvorbehalte begriffen sind, können auch von Privat-Unternehmern betrieben werden, wenn hierzu die Bewilligung der competenten politischen Behörde erwirkt worden ist, und eine Gebühr an die Postkasse bezahlt wird, welche für solche Unternehmungen von Fall zu Fall, nach dem Umfang der Unternehmung an sich und mit Berücksichtigung der Ausdehnung und Beschaffenheit der von der Unternehmung benutzten Straßenstrecke bemessen wird. (§. 20. unter 2).

§. 27.

4) Verfahren über Streitigkeiten in Postsachen.

Ueber die Frage, ob die Postgebühr oder die bei dem Betriebe von Transport-Unternehmungen durch Private zu entrichtende Gebühr richtig bemessen sei, ob das bei der Aufnahme zur Beförderung durch die Postanstalt Statt gefundene Verfahren den Vorschriften entspreche, oder ob die zur Benutzung der Postanstalt oder zum Betriebe von Privat-Transport-Unternehmungen vorgezeichneten Bedingungen gehörig erfüllt worden seien, findet ein gerichtliches Verfahren nicht Statt. Denjenigen, die sich durch die Amtshandlung eines Postamts oder einer zur Handhabung der Postvorschriften bestellten Behörde beschwert glauben, bleibt

Digitized by Google

freigestellt, bei den, die Verwaltung des Postgefälles leitenden Behörden Klage zu führen. Diese Behörden sind verpflichtet, über die genaue Befolgung der Postvorschriften zu wachen, und keine Ueberhaltung oder ungebührliche Behandlung zu dulden.

Dagegen können die Ansprüche, welche aus der Haftnng des Staatsschatzes für die auf Staatspostanstalten zum Transporte aufgegebenen Gegenstände entspringen, im ordentlichen Rechtswege ausgetragen werden.

§. 28.

5) Postgesetz-Uebertretung.

Welche Handlungen und Unterlassungen als Uebertretungen der Postgesetze außer den in den §§. 33 — 36 bezeichneten Fällen angesehen werden, und mit welchen Strafen sie belegt werden, dann das bei der Anwendung der Strafen zu beobachtende Verfahren bestimmt das Strafgesetz über Gefällsübertretungen.

Dritter Abschnitt.

Von den besonderen Vorzügen und Auszeichnungen der Postanstalten.

§. 29.

1) Verbotlegung und Pfandrecht.

a) auf die Befugnisse, Einkünfte und Erfordernisse des Postdienstes.

Die auf den Postdienst sich beziehenden Befugnisse und die aus denselben fließenden Einkünfte der Postmeister, dann die von ihnen für Rechnung des Staatsschatzes erhobenen Gelder, so wie die für den Dienst bestimmten Transportmittel, Vorrichtungen und Geräthschaften können weder mit einem Verbote belegt werden, noch kann auf dieselben ein Pfandrecht erworben werden.

§. 30.

2) Befreiung von öffentlichen Lasten.

Die Posthäuser sind frei von Militair-Einquartirung und die Postmeister und ihre dem Postienste gewidmeten Diener und Pferde dürfen von Gemeinden, Obrigkeiten oder anderen Personen zu solchen Frohn- und anderen Dienstleistungen durch die sie dem Postdienste entzogen werden, nicht verhalten werden.

Digitized by Google

§. 31.

3) Grundlagen.

Die Postmeister haben jedoch die auf ihrem Haus oder Grundbesitze haftenden Steuern, Gaben und anderen Leistungen zu tragen.

§. 32.

4) Abzeichen des Postdienstes.

Nur die Postbediensteten sind berechtigt, sich des Posthorns zu bedienen, und das für diesen Dienst eingeführte Dienstkleid zu tragen.

§. 33.

5) Ausweichen der Wagen.

Allen Wagen, welche durch die Postanstalt gefahren werden, soll jedes andere Fuhrwerk auf den Straßen, wenn es ohne Gefahr geschehen kann, auf ein mit dem Posthorne gegebenes Zeichen ausweichen.

§. 34.

6) Beeinträchtigung dieser Vorzüge.

a) Strafen.

Jede Uebertretung der in dem §. 33. enthaltenen Anordnung wird mit fünf Gulden Conv. Münze bestraft.

Der gegen die Bestimmung des §. 34. Handelnde hat einen Strafbetrag von zwei Gulden Conv. Münze zu erlegen, welcher an den Armen-Fonds des Ortes, wo die Uebertretung Statt fand, abzugeben ist.

§. 35.

b) Strafverfahren.

In den Fällen der §§. 33 — 35 ist das Verfahren der politischen Obrigkeit, welcher obliget, in dem Bezirke, wo die Uebertretung verübt wurde, über Sicherheit, Ruhe und Ordnung zu wachen, mit Freilassung des Recurses zugewiesen.

Digitized by Google

Entwurf der Bestimmungen über das bei Eisenbahnen geltende Concessionssystem in Oestreich.

§. 1.

Eisenbahnen, welche blos für den eigenen Gebrauch des Unternehmers und nicht für jenen des Publikums bestimmt sind, und welche zugleich nur auf eigenem Grunde erbauet werden, bedürfen, außer dem durch die allgemein bestimmten Gesetze vorgeschriebenen Banconcense, keiner besondern eigens hierauf gerichteten Bewilligung der Behörde.

Eisenbahnen dagegen, welche für den allgemeinen Gebrauch des Publikums bestimmt sind, können nur in Folge einer besondern Bewilligung der Staatsverwaltung angelegt werden, welche letztere sich zugleich die besondere Beaufsichtigung dieses Zweiges der Betriebsamkeit vorbehält.

§. 2.

Die Wahl der Richtung und Reihenfolge der zu erbauenden Eisenbahnen wird den Privaten und ihrer Berechnung des Vortheils und Ertrages, welchen sie hiervon mit Wahrscheinlichkeit erwarten können, überlassen, und denselben hierbei keine andere Beschränkung auferlegt, als welche wichtige eigene öffentliche Interesse erheischen. In dem Falle, wo mehrere denselben Bahnzug erwählenden Privatunternehmer zu gleicher Zeit mit ihren Gesuchen um Bewilligung hierzu zusammentreffen, ist sich in der Regel für jenen zu entscheiden, welcher dieselbe Bahnrichtung in einer längern Ausdehnung verfolgen will. Wegen besonderer Rücksichten auf die Persönlichkeit der Bewerber, oder auf die Art wie sie die Unternehmung in Ausführung bringen wollen, kann jedoch einem Einzelnen die Bewilligung entweder ganz versagt, oder nur unter mehreren beigefügten beschränkenden Bestimmungen ertheilt werden.

Den Behörden bleibt es übrigens vorbehalten, bei dem Zusammentreffen mehrerer gleich geeigneter Bewerber um dieselbe Eisenbahnunternehmung die Concurrenz unter denselben zu eröffnen, und jenem Bewerber den Vorzug einzuräumen, welcher die geringste Dauer der Concession oder sonstige mindere Vorrechte anspricht oder sich zur Bestimmung geringerer Tarifpreise anheischig macht

Digitized by Google

§. 3.

Zur Errichtung von Eisenbahnen ist eine zweifache von der Allerh. Schlußfassung abhängige Bewilligung erforderlich.

a) Eine vorläufige provisorische zur Veranstaltung aller Vorbereitungen, die zur künftigen Ausführung der Unternehmung nöthig sind, wobei eine angemessene Zeitfrist gesetzt wird, binnen welcher diese Vorbereitungen vollendet sein müssen.

Diese vorläufige Bewilligung gewährt einstweilen ein Vorrecht vor andern Privaten, welche sich später für dieselbe Unternehmung melden könnten.

b) Eine definitive Bewilligung zur wirklichen Ausführung der Unternehmung.

Die vorläufige Bewilligung wird auch einzelnen Personen, die definitive Concession aber in der Regel nur einer bereits gebildeten Actiengesellschaft oder einer fortdauernden moralischen Person ertheilt.

§. 4.

Um die vorläufige Bewilligung zu einer Eisenbahnunternehmung zu erlangen, müssen folgende Vorbedingungen vorhanden sein.

a) Zur Anlegung der Eisenbahn in der angesuchten Richtung darf zuvor keinem andern Privaten ein ausschließendes Recht verliehen worden sein.

b) Die Herstellung der gewünschten Eisenbahn muß überhaupt nützlich und keinem Bedenken unterworfen sein. Ein solches Bedenken tritt insbesondere auch dann ein, wenn durch die vorgeschlagene Bahnlinie die Errichtung einer andern durchkreuzenden oder parallel laufenden Bahn bedeutend erschwert oder verhindert würde, an deren künftigem Zustandekommen der Staatsverwaltung aus commerziellen oder andern öffentlichen Rücksichten viel gelegen ist.

c) Gegen die Modalität, unter welchen die Bittsteller die Ausführung beziehen, und welche so vollständig, als zur Zeit möglich, anzugeben sind, dürfen in öffentlicher Rücksicht keine Anstände obwalten.

d) Die Bittsteller müssen nach ihren persönlichen und äußeren

Digitized by Google

Verhältnissen dazu geeignet sein, damit ihnen die Veranstaltung der dießfälligen Vorbereitung anvertraut werden könne.

§. 5.

Durch die vorläufige Bewilligung erhalten die Bittsteller das Recht, auf ihre Kosten alle erforderlichen Vorbereitungen in Absicht auf die Aufbringung der nöthigen Geldmittel, die Bildung eines Actienvereins, und die Vorerhebungen für die künftige Ausführung des Baues und des Transportes vorzunehmen, wobei sie über ihr Ansuchen von Seiten der Behörden, durch Mittheilung amtlicher Notizen, jede den bestehenden Verwaltungsgrundsätzen entsprechende Hülfe und Unterstützung erhalten werden. Dagegen übernehmen die Bittsteller nachstehende Verpflichtungen.

a) Sie haben die nöthigen Fonds entweder aus eigenem Vermögen oder durch Privatsubscription aufzubringen, und das Vorhandensein derselben nachzuweisen, nebstbei aber den Actienplan und die einstweilen im Wege eines Vereines der Theilnehmer entworfenen Statuten vorzulegen.

Die von den Bittstellern im Einverständnisse mit ihren Theilnehmern bearbeiteten Statuten sammt Actienplan sind von den Behörden einer allseitigen und gründlichen Prüfung zu unterziehen. Bei dieser Erörterung sind jene Bestimmungen, welche auf die entsprechendste Art der Einrichtung solcher Privatvereine im Allgemeinen schon entweder erlassen worden sind, oder künftig werden gegeben werden, genau zu berücksichtigen und zur Befolgung vorzuschreiben, nebstbei aber auch der Gesellschaft jene Modalitäten zur freiwilligen Annahme anzudeuten, welche von den Behörden für das Gedeihen der Unternehmung, und insbesondere mit Hinsicht auf die besondere Natur der einzelnen Unternehmung als zuträglich erkannt werden. — Rücksichtlich des Actienplanes ist die Zustimmung der Finanzverwaltung einzuholen, die Genehmigung der Statuten und des Actienplanes aber, von der politischen Hofstelle, mit dem Vorbehalte aller jener Aenderungen zu ertheilen, welche durch die später nachfolgende definitive Concession zur Eisenbahn-Unternehmung selbst verfügt oder in deren Folge als zweckmäßig anerkannt werden sollten.

Digitized by Google

Erſt nach dieſer erhaltenen Genehmigung darf der Actienverein in öffentliche Wirkſamkeit treten, und in eigenem Namen handeln.

b) Die Bittſteller und der an ihre Stelle folgende Actienverein haben zu bewerkſtelligen, daß alle erforderlichen Vorerhebungen innerhalb der vorgezeichneten Friſt mit möglichſter Genauigkeit vollendet ſeien, namentlich hat der Actienverein das Geſuch um die definitive Bewilligung zur Ausführung der Unternehmung und um die Ausfertigung einer Conceſſionsurkunde, dann ein näher ausgearbeites Projekt über die ganze Unternehmung, nebſt den Vorauſchlägen über die Koſten und Erträgniſſe zu überreichen.

Vorerwähnte Beſtimmungen finden auch nach Thunlichkeit auf bereits geſetzlich gegründete moraliſche Perſonen, ſo weit ſie eine Eiſenbahn errichten wollen, ihre Anwendung.

§. 6.

Im öffentlichen und in dem eigenen Intereſſe der Privaten haben die Behörden bei Prüfung des Actienplanes und Statuten-Entwurfes ihr Augenmerk dahin zu richten, daß die vorhabende Unternehmung ernſtlich gemeint, und nicht eine Vorſpiegelung ſei, um die Actien zu einem Börſenſpiele zu mißbrauchen; deßhalb ſind folgende Vorſchriften zu beobachten:

a) Der in §. 5. sub. a) ausgeſprochenen Verpflichtung zufolge hat die Behörde für jede einzelne Unternehmung eine Summe feſtzuſetzen, welche durch die Theilnehmer ſchon bei Vorlegung des Entwurfes zu den Actienvereins-Statuten ſicher geſtellt ſein muß.

b) Der Actionair, welcher die erſte Einzahlung geleiſtet hat, bleibt, wenn er auch den erhaltenen Actieninterimsſchein an Jemand andern veräußert, noch immer für die ferneren Ratenzahlungen ſo lange in Haftung, als die definitive Conceſſion der Eiſenbahn-Unternehmung nicht erfolgt, und die Umſchreibung des Interimsſcheines an den neuen Beſitzer von der Geſellſchaft nicht gut geheißen worden iſt, bis dahin bleiben die Interimsſcheine von jeder Notirung auf der Börſe und von dem geſetzlichen Verkehre durch Senſale ausgeſchloſſen.

Digitized by Google

§. 7.

Das von dem Actienvereine oder einer fortdauernden moralischen Person vorgelegte Project zur Erbauung der Eisenbahn selbst, ist, bevor dasselbe zur Erlangung der Concession der Allerh. Schlußfassung überreicht werden kann, einer sorgfältigen Prüfung zu dem Ende zu unterziehen, damit das Bauwerk selbst und dessen Einzelnheiten, so weit letztere bekannt sind, nichts enthalten, was in irgend einer öffentlichen Rücksicht beanstandet werden könne, und hiernach unzulässig oder einer Modification bedürftig sei. Diese Prüfung ist in jedem einzelnen Falle einer eigenen bei der politischen Landesstelle niederzusetzenden Commission mit Zuziehung von technischen und merkantilen Sachverständigen und Abgeordneten der einschlägichen Behörden zu übertragen.

Die Vorsichten, welche von den Behörden mit Hinsicht auf die bereits gemachten Erfahrungen und technischen Entdeckungen als nothwendig oder besonders entsprechend erkannt werden, um die allgemeine Sicherheit zu bewahren und namentlich benachbarte Gebäude, öffentliche Straßen und Brücken oder die von der Eisenbahn Gebrauch machenden Personen vor Beschädigungen zu schützen, sind mit näherer Angabe, oder wenigstens mit allgemeiner Andeutung unter die Bedingungen der Concession aufzunehmen, oder der Eisenbahnunternehmung nachträglich zur Pflicht zu machen.

Dahin gehören insbesondere die Vorsichtsmaßregeln gegen Feuersgefahr, die Bezeichnung der Spur- und Geleisweite, des zulässigen Maaßes der Krümmungen der Bahn ꝛc.

§. 8.

Der Umfang der Rechte, welche durch die Concession mehr oder weniger ausgedehnt zugestanden werden, wird durch nachstehende Bestimmungen bezeichnet:

a) Die Eisenbahnunternehmung erhält das Recht, eine Eisenbahn auf der durch die Anfangs- und Endpunkte bezeichneten und durch die Angabe der wesentlichen Zwischenpunkte näher bestimmten Bahnlinie zu erbauen, wie auch Seitenbahnen, zur Herbeischaffung der Baumaterialien für die Zeit bis zum vollendeten Baue zu errichten, jedoch mit der Verbindlichkeit, die Baupläne der vorläufigen Prüfung und Genehmigung der Behörden zu unterziehen.

Digitized by Google

Demzufolge ist keinem Andern gestattet, eine andere dieselbe Bestimmung habende Eisenbahn für den Gebrauch des Publikums zu errichten, bei welcher es lediglich darauf abgesehen ist, dieselben Endpunkte mit einander in Verbindung zu bringen, ohne auf dem Bahnzuge neue in commercieller Beziehung wichtige Zwischenpunkte zu berühren.

Der Staatsverwaltung bleibt es jedoch ausdrücklich vorbehalten, einer zweiten Unternehmung die Bewilligung zur Anlegung einer Zweig- oder in fortgesetzter Verlängerung laufenden Eisenbahn zu ertheilen, ohne daß dagegen von Seiten der ersten Unternehmung ein Einspruch erhoben, oder eine Ersatzforderung gestellt werden könnte. Solche Unternehmungen haben die Verpflichtung auf sich, wegen der wechselseitigen Benutzung ihrer Bahnen zu dem Transportbetriebe, ein billiges Einverständniß unter sich zu treffen. Sollte ein solches Uebereinkommen nicht zu Stande kommen, so hat die politische Landesstelle, sobald von einem Theile darum nachgesucht wird, als Schiedsrichter einzuschreiten.

b) Einer gemeinnützig erkannten Eisenbahnunternehmung wird das Recht der Expropriation in Gemäßheit des §. 365. A. B. G. B. jedoch nur in Ansehung jener Räume verliehen, welche zur Ausführung der Unternehmung für unumgänglich nothwendig erkannt werden. Das Erkenntniß hierüber steht der politischen Landesstelle zu.

Wegen der angemessenen Entschädigung, welche für das in Anspruch genommene Privateigenthum zu leisten ist, soll vor Allem eine gütliche Ausgleichung versucht werden. Wenn dieses mißlingt, so hat die Eisenbahngesellschaft die gerichtliche Schätzung anzusuchen, und wenn der Grundeigenthümer sich damit nicht zufrieden stellt, den Schätzungsbetrag bei Gericht zu hinterlegen, wonach sie an dem Beginne des Baues in dieser Rücksicht nicht mehr gehindert werden darf. Auch für die blos vorübergehende Benutzung des fremden Eigenthums ist dem an dem Gebrauche seines Eigenthums gehinderten Privaten die angemessene Vergütung zu leisten.

c) Wenn der bewilligte Bahnzug ein öffentliches Gut durch- oder

Digitized by Google

überschreitet, so liegt es der Gesellschaft ob, dieses nach jedesmaliger Anordnung der Behörden mit solchen Bauvorkehrungen zu bewerkstelligen, durch welche der entzogene Theil dem allgemeinen Gebrauche durch eine andere Herstellung wieder vollkommen ersetzt, und sonst allen daraus zu besorgenden öffentlichen Nachtheilen vorgebeugt wird.

d) Wenn die Eisenbahn über eine öffentliche Brücke oder einen öffentlichen Damm geführt wird, so hat sich die Gesellschaft wegen des Gebrauchs dieser Anstalten gehörig abzufinden.

e) Die Unternehmung erhält das ausschließende Recht, auf ihrer Bahn Personen und Sachen aller Art, mit Zugvieh oder anderer Kraft zu transportiren, und die Preise nach Umständen festzusetzen; doch ist der dießfällige Preistarif öffentlich kund zu machen, und bleibt es der Staatsverwaltung vorbehalten, dann, wenn die reinen Erträgnisse der Bahn 15 Proc. der Einlage überschreiten, auf eine billige Herabsetzung der Preise einzuwirken.

f) Die Eisenbahnunternehmung ist verpflichtet, auf Begehren der Postgefällsverwaltung alle Briefe, Schriften und Amtspakete, ohne Vergütung zur Transportirung zu übernehmen. Die Beförderung der übrigen bei den Postämtern aufgegebenen Poststücke, liegt der Eisenbahnunternehmung nur gegen ein Entgeld ob, in Ansehung dessen mit der Postgefällsverwaltung das Uebereinkommen zu treffen, und dabei als Richtschnur anzunehmen ist, daß die Privaten für dergleichen mittelst der Postanstalt aufgegebene Frachtstücke keine größere Zahlung zu leisten haben, als wenn diese Frachtstücke der Eisenbahn unmittelbar zur Beförderung übergeben worden wären, und daß die Eisenbahnunternehmung den 25. Theil (4 Proc.) ihrer hierbei bezogenen Bruttoeinnahme der Postanstalt überlasse.

Ebenso steht es der Finanzverwaltung zu, bei Personentransporten, wenn sie auf Eisenbahnen zwischen solchen Orten stattfinden, welche durch Staatspostanstalten verbunden sind, dann eine mäßige Gebühr und zwar in Form einer Abfindungssumme einzuheben, wenn die Ertragsverhältnisse, mit Rücksicht auf die landesüblichen Zinsen, und den bei andern Industrieunternehmungen vorkommenden Ertrag günstig sind.

Digitized by Google

g) Wenn die Militärverwaltung zur Beförderung von Truppen oder Militärreffekten von der Eisenbahn Gebrauch zu machen wünscht, so sind die Unternehmer verpflichtet, derselben hierzu alle zum Transporte dienliche Mittel gegen Vergütung der sonst allgemein für Private bestehenden Tarifspreise sogleich zur Verfügung zu stellen.

§. 9.

Die Dauer einer Eisenbahnconcession ist in der Regel auf höchstens fünfzig Jahre mit der beigefügten Bedingung festzusetzen, daß verhältnißmäßige Theile der Bahn in gewissen für jede Unternehmung besonders auszumessenden mehreren Jahresterminen bei sonstigem Erlöschen der Concession vollendet sein müssen. — Unternehmungen für Bahnen von sehr langer Ausdehnung kann in besonders rücksichtswürdigen Fällen auch eine 50 Jahre überschreitende Dauer der Concession zugestanden werden.

Nach Ablauf der Dauer, oder bei sonstigem Erlöschen der Concession geht bei jenen Eisenbahnunternehmungen, welchen mittelst der Concession das Befugniß zur Expropriation verliehen worden ist, das Eigenthum an der Eisenbahn, selbst an dem Grunde und Boden und den Bauwerken, welche dazu gehören, sogleich durch das Gesetz ohne Entgeld an den Staat über. In diesem so wie in jedem andern Falle verbleibt aber den Unternehmern das Eigenthum an allen ausschließlich zu dem Transportgeschäfte bestimmten Gegenständen, Fahrnissen, Vorrichtungen und Realitäten.

Die Staatsverwaltung wird jedoch auf den Fall, wenn die Unternehmer in der für die Dauer der Concession bestimmten Zeit, ohne ihre Schuld keinen zureichenden Ersatz für ihre Bau-Auslagen erlangt haben sollten, billige Rücksicht nehmen, und sich geneigt finden lassen, den Unternehmern die Fortsetzung ihres Transportbetriebes, nach Maßgabe des erlittenen Verlustes, eine angemessene Zeit hindurch zu gestatten.

§. 10.

Die nächste Folge der erhaltenen definitiven Concession, mit welcher übrigens die Actienvereinsstatuten auch in genommen Ein-

Digitized by Google

klang zu bringen sind, ist das Recht der Unternehmer zur wirklichen Ausführung zu schreiten, wogegen sie verpflichtet sind, die in der Concession aufgenommenen Bedingungen vollkommen zu beobachten, widrigens bei Nichtbefolgung oder Verletzungen der dießfälligen Bestimmungen und nach vorausgegangener fruchtloser Warnung und Ahndung die Concession erlischt.

Die Behörden haben über die Erfüllung dieser Bestimmungen sorgfältig zu wachen, und sich von dem Fortschreiten der Unternehmung fortwährend in Kenntniß zu erhalten.

Die politische Landesstelle hat für jede von einem Actienvereine besorgte Eisenbahnunternehmung einen Commissair zu bestellen, dessen Bestimmung es ist, jeden statuten- oder vorschriftwidrigen Vorgang der Unternehmung auf geeignete Art zu verhindern. Ohne auf die Leitung der Geschäfte oder auf irgend einen Zweig der Gebahrung einen berathenden oder entscheidenden Einfluß zu nehmen, ist derselbe ermächtigt, allen Berathungen beizuwohnen, alle Acten und Rechnungsabschlüsse einzusehen, und alle ihm dienlich scheinenden Aufklärungen zu verlangen.

Der Aufwand, welcher für die öffentliche Verwaltung aus der Handhabung der besonderen Aufsicht über die ganze Bahn und wegen der diesfalls erforderlichen eigenen amtlichen Vorkehrungen entsteht, ist von der Eisenbahnunternehmung vollständig zu vergüten.

Drittes Kapitel.

Untersuchung, in wie fern der dermalige Zustand der Transport-Gesetzgebung den Zweck und Nutzen erfüllt.

I. Beleuchtung der völkerrechtlichen Grundsätze.

A. Staatsgebiet.

Nach den bestehenden völkerrechtlichen Bestimmungen hat jeder Staat das Recht, sein Land und Gebiet zu öffnen oder zu

Digitized by Google

schließen; der nicht zum Seegebiet gehörige Theil steht allen Nationen offen, ebenso nach den neuesten Bestimmungen der Wiener-Congreßakte jene Flüsse, welche verschiedene Staaten trennen oder durchströmen.

Die Belebung aller Culturverhältnisse und der Ausbildung der Menschen, wobei eine Begrenzung nicht festzustellen ist, erfordert eine allgemeine Verbindung durch wechselseitige schriftliche Mittheilung, eine persönliche Zusammenkunft der Menschen und einen Austausch der Natur- und Kunstprodukte.

Dieses Bedürfniß ist allen Menschen und allen Staaten gleich unentbehrlich, jede Unterbrechung wird von allen gleich nachtheilig empfunden, da der Verkehr wechselseitigen Gewinn giebt, und mithin der Staat, welcher denselben unterbricht, dadurch seinen eigenen Angehörigen einen ebenso und oft noch größeren Schaden zufügt, als den Unterthanen des feindlichen Staates.

Ein weiterer Nachtheil der für beide Theile aus der Unterbrechung hervorgeht, ist die Entstehung des Schmuggel-Verkehrs, welcher nebst dem, daß derselbe einzelne wenige bereichert, während die größere Masse verarmt, die Immoralität hervorruft, deren Folgen sich noch lange nach der Crisis auf eine furchtbare Weise offenbaren.

Die Unterbrechung des Verkehrs durch Schließung des Staats-Gebietes, oder eine Sperrung des feindlichen sollte daher nie oder nur mit aller Schonung der wechselseitigen gleichen Interessen bedingungsweise stattfinden.

Als solche Bedingungen möchten sich dann rechtfertigen lassen die Untersagung des Personenverkehrs im Allgemeinen, unbeschadet jedoch in einzelnen Fällen zu gewährender besonderer Erlaubniß, und die Unterbrechung allen Verkehrs mit in Belagerung befindlichen Plätzen, wie dieses bei dem Landverkehr auch größtentheils in Uebung ist.

B. Transport.

An die Offenhaltung des Staatsgebietes zum allgemeinen Verkehr reihet sich zunächst das Durchzugsrecht, welches der Zweck und Nutzen des Transportwesens wechselseitig für alle Staatsangehörigen in Anspruch nimmt.

Digitized by Google

Es ist dabei nicht allein von dem ungehinderten Durchgang der Personen, welcher gleichwohl für einzelne rechtlich verweigert werden könnte, sondern von dem Durchzug der Sachen die Rede, welche zu größerer Sicherheit gegen Beschädigung, Schnelligkeit und Wohlfeilheit ohne Umladung befördert werden könnten.

Der Grundsatz, von diesem Durchzug durch hohe Besteuerung oder Durchleitung auf bestimmte Straßen einen Vortheil zu ziehen, bleibt immer nachtheilig, da er die Umgehung, oder zu deren Vermeidung Kosten verursacht, und in diesem Falle der Transport sich vermindert oder unterbleibt und der Nachtheil für den Staats- und Nationalwohlstand daher stets größer als der Steuer-Ertrag ist.

Die Gemeinnützigkeit des Transportwesens bedingt die Wohlfeilheit und Schnelligkeit des Transportes sowie die Vervielfältigung der Transport-Gelegenheiten. Durch Verminderung der Transportkosten wird die Wohlfeilheit und durch Rückfrachtrecht die Vervielfachung der Transportgelegenheiten erzielt.

Je weniger, besonders bei der gemeinen Frachtfuhr, die Transportgegenstände umgeladen werden, jemehr vermindern sich die Transportkosten, und wenn der Frachtführer auch eine Rückfracht nehmen kann, also seinen Rückweg nicht ohne Lohn leer machen muß, so wird er dadurch in den Stand gesetzt, eine billigere Frachttaxe zu gewähren.

Die vollständige Erreichung des Zwecks und Nutzens des Transportwesens erfordert daher, daß die Staaten in wechselseitig gleichem Interesse ihren Angehörigen das Recht der Einfrachten und Rückfrachten gestatten.

C. Sicherheit.

Die Bestimmungen des Utrechter Friedens geben dem See-Transport noch nicht jene allgemeine und vollständige freie Bewegung und Sicherheit im Kriege, welche dem Transport auf den Flüssen durch die Wiener Congreßakte gesichert ist und der Landtransport selbst ohne alle gesetzliche Bestimmung in der Praxis genießt. Aber selbst der beschränkte Schutz, welchen der Utrechter Frieden gewähret, fand früher in der Praxis keine Anwendung;

Digitized by Google

nur für dem letzten Kriege zwischen Belgien und den Niederlanden sahen wir von Frankreich und England an der Niederländischen Schifffahrt das Privateigenthum geachtet, jedoch wurde der Verkehr gehemmt. Für den Landtransport hat das Herkommen und die Uebung bisher das Privateigenthum geschützt, ohne jedoch dem Verkehr völlige und ununterbrochene Freiheit zu lassen.

Durch die jetzigen, für den Land- und Seetransport angenommenen Grundsätze, welche sich geradezu entgegen stehen, wird das Prinzip der Rechtsgleichheit nicht nur im Allgemeinen, sondern selbst für die eigenen Staatsangehörigen verletzt, denn die Privaten, welche zur See versenden oder Transport treiben, stehen offenbar gegen jene, welche zu Land versenden und transportiren im Nachtheil. Da ferner in den meisten Fällen die auf dem Transport befindlichen Gegenstände auf Gefahr des Empfängers stehen, oder durch Assekuranz-Gesellschaften oft eben des die Wegnahme verfügenden Staates versichert sind, so beraubt der Staat seine eigenen Unterthanen.

Beachtet man weiter, daß die Unterthanen der kriegführenden Staaten bei dem ungestörten Fortgange ihrer Erwerbsquellen betheiligt sind und durch jede Störung gleich viel leiden, so fällt der Nachtheil ebenfalls mit auf die eigenen Unterthanen des die Verbindung und den Transport störenden Staates zurück. Berücksichtigt man endlich, daß bei den Friedensschlüssen die Beschädigungen gewöhnlich in Anspruch genommen werden, der Ausgang des Kriegs aber stets unsicher und der Vortheil nicht immer auf der confiscirenden Seite ist, daß diese Entschädigung dann gewöhnlich mit einer dem wahren Betrage nie gleichkommenden Aversionalsumme abgefunden und dem Beschädigten demnach nur ein unvollständiger Ersatz geleistet wird, hieraus also eine weitere Rechtungleichheit für die eigenen Staatsangehörigen, in Vertheilung der Kriegslasten erwächst, so ist es auch in dieser Hinsicht nicht geeignet, das Privateigenthum in die Streite der Regierungen hineinzuziehen; sondern es erscheint rechtlicher und geeigneter zugleich, jeder Beschlagnahme und Confiscation des Privateigenthums gleich Anfangs zu entsagen.

Die vollkommene Sicherheit des Privateigenthums auf dem

Digitized by Google

Transport sowohl zu Wasser als zu Lande, im Kriege wie im Frieden, die Neutralität aller sowohl Staats- als Privattransportanstalten und ihrer Beamten, wie solche durch die Wiener Congreßakte für die Schifffahrt der Flüsse festgestellt, zum allgemeinen völkerrechtlichen Grundsatze erhoben, würde von den unberechenbarsten Folgen für die gesammte Menschheit sein.

Einen wesentlichen Bestandtheil der Sicherheit des Eigenthums bildet das Briefgeheimniß.

Das Eigenthumsrecht eines Briefes ist schon an und für sich nach den gemeinen Rechtsbegriffen für den Verfasser begründet, so lange der Brief noch nicht in der Hand des Empfängers oder dessen gesetzlichen Vertreter ist oder gelangen kann.

Aber nicht allein das Eigenthum der Sache selbst muß gesichert sein, sondern auch die Unverletzbarkeit des Siegels als untrennbarer Bestandtheil des Eigenthums, da die Kenntniß des Inhaltes ein eben so unbestreitbares Eigenthum des Verfassers und Empfängers ist, an welches ohne Erlaubniß oder rechtskräftiger Entscheidung kompetenter Gerichte Niemanden eine Theilnahme zustehen kann.

Der Staatsregierung selbst kann daher unter keinem Vorwande das Recht zustehen, Siegel zu öffnen und von dem Inhalte der Briefe Kenntniß zu nehmen. Eher noch erscheint jeder andere Eingriff in bürgerliche Freiheit und Sicherheit weniger nachtheilig, als die Verletzung des Siegels. Ein solches inquisitorisches Verfahren würde für die Familien und Freundschafts-Verhältnisse sowie für den ganzen geselligen Verkehr der Menschheit die nachtheiligsten Folgen haben.

Wenn die Regierungen sich Ungerechtigkeiten erlauben würden, wer würde dann dem Mißbauch neugieriger Beamten zu steuern vermögen? Wer vermöchte die Nachtheile zu ersetzen, welche ein solcher Mißbrauch durch Mißverständnisse und Zwietracht im Familien- und Freundschafts-Verhältnisse stiften könnte, und wer endlich könnte die unabsehbaren Nachtheile abwenden, welche der Moralität dadurch unvermeidlich erwachsen.

Alle diese Gründe reichen hin, die Staatsregierungen zu bestimmen, die Unverletzbarkeit der Siegel auch von ihrer Seite

Digitized by Google

zu achten, und vorbehaltlich gerichtlicher Erkenntnisse zu einem Grundsatze des Völkerrechts zu erheben.

II. Beleuchtung der staatsrechtlichen Grundsätze.

A. Geschichtliche Ansichten.

Das Transportwesen wurde als Privatgewerbe lange vor der Errichtung der Posten betrieben. Die Fürsten, weit entfernt diesen Privat-Erwerbzweig in seinem Wirkungskreise zu beschränken, wären vielmehr darauf bedacht, denselben auf alle Weise zu fördern, da sein Einfluß und Nutzen zur Hebung aller Cultur stets einleuchtender wurde.

Aus diesen Privatgewerben gingen die regelmäßigen Boten hervor, welche sich immer mehr ausbreiteten, und bald zu Privat-Posten ausgebildet haben würde, wenn der, von dem immer höher steigenden Bedürfniß stets gedrängte natürliche Lauf ihrer Ausbildung nicht eben durch die Entstehung der Posten gehemmt worden wäre, und die Fürsten und Regierungen nicht angefangen hätten, diesen Privat-Erwerbszweig in seinem Wirkungskreise zu beschränken.

Der, von Taxis unter Kaiser Maximilian I. errichteten, Anfangs nur reitenden Posten konnten sich auch die Privaten bedienen, und das für die Beförderung der Privatbriefe erhobene Briefgeld war dem General-Postmeister überlassen; es lag daher in dessen Interesse, sich den Alleinbesitz dieser sich immer ergiebiger zeigenden Quelle zu sichern. Die Idee, auf das alte römische Straßenrecht und auf die Rechte des von den Kaisern errichteten Cursus publicus ein neues Kaiserliches Postregal- und Reservat-Recht zu begründen, wurde aufgefaßt und mit solchem Glück ausgeführt, daß die Posten als ein ausschließendes Regal erklärt, und dessen Nutzen bald als ein Kaiserliches Thronlehn, dem Hause Taxis ertheilt wurde.

Nun wurde durch Kaiserliche Patente zuerst alles Botenwesen aufgehoben, dann selbst die Unterdrückung der Landesposten geboten; doch erhob sich dagegen ein starker Widerspruch der Landesherren, die ihre Botenanstalten in Schutz nahmen, noch kräftiger aber

Digitized by Google

gegen die befohlene Unterdrückung oder das Verbot, eigene Landesposten zu errichten, sich aussprachen.

Das Postregale wurde aber bei den damals noch wenig geläuterten Begriffen von der Staatswohlfahrt in mißverstandenem Staatsinteresse nun auch von den Landesherren als eine reiche Quelle zur Vermehrung des Kammergutes angesehen und aufgefaßt. Der Kaiser selbst für seine Erblande und die meisten Fürsten erklärten dasselbe als einen Ausfluß der Landeshoheit; so wie der Kaiser in seinen Erblanden, so errichteten viele Reichsfürsten eigene Landesposten und die Tarisschen wurden in deren Staaten nur noch auf den großen Routen oder gar nicht mehr zugelassen.

Das Postregal wurde darauf der Staatswohlfahrt entgegen, immer weiter und in einigen Staaten selbst auf ausschließende Beförderung der Kaufmannsgüter, Gelder und Prätiosen ausgedehnt.

Unter diesen zahllosen, meist nie beendeten Streiten, Aufrichten und Niederwerfen, und indem man nur die Vermehrung des Postertrags ohne alle höhere Rücksichten der Staatswohlfahrt im Auge hatte und alles Privat-Transportwesen immer mehr zu beschränken, ja selbst darnieder zu werfen strebte, war es eine nothwendige Folge, daß die Posten, indem sie die Ausbildung und Verbreitung des Transportwesens im Allgemeinen in seinem natürlichen Laufe aufhielten, eben so hemmend als fördernd auf alle Culturverhältnisse einwirkten, und daher nur zur Hälfte den Nutzen stifteten, welchen sie ohne das hervorgerufene Postregal geleistet haben würden.

Die Vervielfältigung der Privat-Transportanstalten durch das Postregal gehemmt, beschränkte den Transport größtentheils auf die damals noch so geringe Leistungen und höheren Taren der Posten, wodurch mit der Mannigfaltigkeit der Transportmittel die größere Wohlfeilheit des Transportes und die durch die Concurrenz geförderte Vervollkommnung der Postanstalt selbst verloren ging oder nur sehr langsam vorwärts schritt.

Wie richtig diese Ansicht ist, beweisen die Fortschritte, welche während des Haders und Postzwanges in Deutschland das Transportwesen in Frankreich machte, wo schon der große Heinrich erkannte, daß die Posten für die Gewerbtreibenden zu kostbar

Digitized by Google

seien, und es daher neben den Posten andere billige Transport-Anstalten geben müsse, wo der ihm folgende Ludwig XIII. von dieser Wahrheit überzeugt und das Bedürfniß des Handels und der Industrie erkennend, die Errichtung der Messagerie royale und anderer Privat-Postanstalten gestattete, diesen selbst im Falle der Unzulänglichkeit eigener Pferde den Gebrauch der Postpferde gebot, und später allgemein die Errichtung eigener Relais zugestand, wo endlich der Vervielfältigung und Vervollkommnung des Transportwesens der Staat sich nie entgegen stellte, sondern dieses auf alle Weise förderte. Und England, welches die raschen Fortschritte Frankreichs noch schneller überflügelte, beweist welche bewunderswürdige, wahrhaft Erstaunen erregende Vollkommenheit alle Industrie bei einer ungebundenen Transportfreiheit zu erreichen vermag.

Einen für die deutschen Verhältnisse noch näher liegenden Beweis liefern selbst die Tarisschen Posten; die ohne die Concurrenz ganz zu hindern im Stande, sich dennoch erhielten, ausbildeten und einen stets zunehmenden, außerordentlichen Ertrag lieferten, es ist daher wohl außer Zweifel, daß dieselben und ebenso alle Landesposten sich auch in unbedingter Concurrenz bei einem nicht minder bedeutenden Ertrags erhalten haben würden, das Transportwesen im Allgemeinen aber im natürlichen ungehinderten Lauf und mit diesem Handel, Industrie und Nationalwohlstand einen weit rascheren Aufschwung erhalten hätte.

B. Allgemeine Rechts-Ansichten vom Postregal.

Der Staat bedarf der Transportanstalten zu dem Vollzug seiner Verwaltung, zu der Verbreitung der Gesetze, Einziehung von Nachrichten, Versendung von Personen und Sachen in seinem Innern, und zu seiner Verbindung mit andern Staaten.

Die Privaten bedürfen zu ihrem wissenschaftlichen und freundschaftlichen, sowie zu ihrem Gewerbsverkehrs ebenfalls der Transportanstalten.

Die Transportanstalten sind demnach für den Staat, wie für die Privaten ein unentbehrliches Bedürfniß und erscheinen daher als eine der wichtigsten Anstalten für die Staatswohlfahrt.

Der Staat vermöge seiner Obliegenheit, das allgemeine, so

Digitized by Google

wie das individuelle Wohl zu fördern, muß daher für die vollständigste und zweckmäßigste Befriedigung des zweifachen Bedürfnisses besorgt sein.

Insofern nun aus der Pflicht die Staatswohlfahrt zu fördern, ein Recht hervorgeht, begründet sich das Recht des Transportes oder die Errichtung von Transportanstalten für den Staat.

Aber auch für den Privaten ist das Recht des Transportes geschichtlich in dem ersten Besitz und Staatswirthschaftlich als erstes Mittel zu Beförderung des Nationalwohlstandes begründet.

Es kömmt daher darauf an, zu untersuchen, in wie weit der Staat ein ausschließendes, oder ein beschränktes Vorrecht ohne einigen Nachtheil für die Staatswohlfahrt und den National-Wohlstand in Anspruch zu nehmen berechtigt sein könnte.

Das aus den Pflichten des Staats für die Staatswohlfahrt begründete Recht des Transportes könnte, wollte man das eben wohl begründete der Privaten unbeachtet lassen, zu der weiteren Folgerung veranlassen, dieses Recht unbedingt als ein Staats-Monopolrecht anzusehen, jedoch anders verhält es sich mit dessen Ausübung.

Es kommt nämlich dabei nicht allein auf das unbedingte Rechtsprinzip an, sondern auch auf andere eben so wichtige Gründe der Staatswohlfahrt.

Das erste Erforderniß zur Ausübung eines Monopolrechtes ist die Möglichkeit vollständiger Erfüllung des Bedürfnisses und das zweite, daß dabei der Zweck der Staatswohlfahrt entsprechend erreicht werde.

Wenn wir uns nun die Ausdehnung denken, welche das Transportwesen bei unserm Culturzustande hat, welches ungeheure Bedürfniß von Personen, Pferden, Wagen-, Schiffen u. s. w. die Ausübung erfordert, so muß sich die Erkenntniß von selbst aufdringen, daß schon deßhalb die Unmöglichkeit vorliegt.

Wenn wir dann ferner in Betracht ziehen, wie es ein allgemein anerkannter Grundsatz ist, daß jedes Monopol, es sei in Staats-

Digitized by Google

oder Privathänden, der Staats- und individuellen Wohlfahrt im höchsten Grade nachtheilig ist,

1) da die Tendenz einer jeden Monopolverwaltung stets rein financiel auf Erweiterung des Umfangs zur Vermehrung des Ertrags gerichtet ist,
2) dadurch die Erwerbsmittel beschränkt werden, deren höchste Vermehrung die Staatswohlfahrt unbedingt fordert, damit nicht Einer alles gewinne, sondern der Gewinn unter möglichst Viele getheilt werde, indem der Reichthum eines Einzelnen, wenn auch der Staatskasse kein Ersatz für die Bedrängniß Vieler ist, die Wohlhabenheit der Menge aber den Reichthum des Einzelnen hundertfach überwiegt, und nur allein den Nationalwohlstand zu begründen vermag;
3) das Monopol in der Hand des Staates einen größeren Verwaltungsaufwand erfordert, als Privatanstalten, daher die Frachttaxen schon deshalb nicht so billig gestellt werden können,
4) die unbedingte Ausübung des Transport-Monopols, den ganzen Verkehr auf die Leistungen, bestimmten Zeiten, Orte und Preise der Monopol-Anstalt beschränkt; eine freie Concurrenz hingegen die Verbindungs- und Transportmittel ununterbrochen vermehrt, die vielfachsten Transportgelegenheiten nach allen Orten und die billigsten Frachtpreise gewährt, und daher mächtig belebend auf alle Culturverhältnisse einwirkt,
5) durch ein Transportmonopol die Erfindungen und Entdeckungen im Gebiete der Mechanik, Physik und Chemie, welche in neuerer Zeit mit Riesenschritten vorangeeilt, in ihrer Anwendung auf das Transportwesen alle Erwartungen übertreffen, nie Geahnetes hervorgebracht haben, gehemmt oder gar unterdrückt werden könnten, wenn der Erfinder nicht mehr hoffen darf, den Nutzen davon zu ziehen, sondern denselben dem Fiscus überlassen muß,
6) der Staat die Einkünfte von tausenden entbehrt, so durch

Digitized by Google

die Freiheit des Transportes] erst Erwerb erhalten und dadurch steuerbar werden,

7) der Nationalwohlstand den Zuwachs entbehrt, welchen die materiellen Bedürfnisse sich stets mehrender Privatanstalten durch Belebung der Gewerbe, des Ackerbaues, Handels und Geldumlaufs hervorbringen,

8) der vermehrte und mehr vertheilte Gewinn auch eben so wieder in Umlauf kömmt, und dadurch den Geldumlauf und den Nationalwohlstand noch höher hebt,

so müssen wir uns auch überzeugt finden, daß bei der unbedingten Selbstausübung der Zweck der Staatswohlfahrt entsprechend nicht erreicht werden kann, und die Nachtheile des Monopol-Systems so überwiegend sind, daß sie der reichste Ertrag der Monopol-Anstalt nicht zu ersetzen vermag.

Eine bedingte oder beschränkte Ausübung des Transportrechtes finden wir in dem Postregale.

Wenn der Zweck des Transportwesens und der Gemeinnützigkeit, als dem höchsten Prinzip, eine geregelte Verbindung mit und durch alle cultivirten Staaten und hierzu eine Anstalt in Anspruch nimmt, welche es dem Versender zugleich möglich macht, nach seinem Bedürfniß oder Willen ohne irgend einer zweiten Mittelperson zu bedürfen, die Versendung selbst machen, die Fracht gleich zu bezahlen, oder solche dem Empfänger zu überlassen und eine solche Anstalt nur durch den Staat in Verbindung mit andern Staaten bestehen kann, so darf diese Anstalt aber aus den oben angegebenen Gründen nie als Monopol-Anstalt bestehen, sondern sie muß die Concurrenz gestatten, und selbst nur ein möglichst unbevorrechteter Theilnehmer an derselben bleiben. Ohne diese freie Concurrenz würde selbst die vollkommenste Staatsanstalt eben durch diese Vollkommenheit das Grab aller Privattransport-Gewerbe werden, und daher der Staatswohlfahrt noch weit größeren Schaden zufügen, als der größte Gewinn dieser Anstalt zu ersetzen vermöchte.

Dieses zeigt sich noch deutlicher, wenn wir das Staats-

Digitized by Google

Finanzintereſſe in Anſchlag bringen, wo wir uns leicht überzeugen, daß die Ueberlaſſung des Poſtregals in freie Concurrenz gegen eine Abgabe an die Staatskaſſe einen reinen Ertrag gewinnen würde, welcher den der Poſten vielfach überſteigt. Die dem Staat zur Laſt geſtandenen Beamten ſind der Privatinduſtrie übergeben; die in freier Concurrenz ſich vervielfachenden Privatunternehmungen nehmen noch eine weit größere Anzahl in Anſpruch und vermehren alſo die Erwerbsmittel. Hunderte von Familien, die dadurch theils als Unternehmer, theils als deren Beamten einen Erwerb erhalten, werden in eben dem Maße ſteuerbar, als ſie früher ohne dieſe Erwerbsmittel unbeſteuerbar waren, wodurch dem Staate ein zweiter, ſonſt nie gekannter Gewinn zuwächſt, welcher eben wie der erſte nicht Folge drückender Steuern, ſondern vermehrter Privatwohlfahrt iſt. Es ergiebt ſich dadurch der weitere Vortheil, daß alle dieſe nun erwerbenden Perſonen eine vielleicht noch größere Summe, als der Gewinn der Staatskaſſe in Umlauf bringen, denn je vertheilter der Gewinn und der Erwerb iſt, jemehr wird davon wieder verzehrend und wieder allgemeiner vertheilt in Umlauf gebracht, wodurch alle Erwerbszweige ebenfalls gehoben werden.

Endlich vermehren ſich die materiellen Verwaltungs- und Betriebsbedürfniſſe in gleichem Maße, wie die Unternehmungen, und alles dieſes, wie wir oben ſchon über den Nutzen des Transportweſens gezeigt haben, wirkt wiederum wohlthätig auf die Gewerbe, auf Handel nnd Ackerbau, auf weitere Vermehrung der Erwerbmittel, des Geldumlaufs, der Staatwohlfahrt und des Nationalwohlſtandes.

Wir würden jedoch wieder in einen andern Irrthum verfallen, wenn wir nach dieſen zwei unbeſtreitbaren Grundſätzen eine ganz unbedingte frei Concurrenz annehmen wollen, da es auch noch andere in den Zwecken des Transportweſens ſelbſt gegründete Rückſichten giebt, welche die Staatswohlfahrt nicht außer Acht laſſen darf; wenn ſelbſt das Staats-Finanzintereſſe dabei zurückgeſetzt werden müßte.

Digitized by Google

Eine ſolche weſentliche Rückſicht iſt die Sicherheit und Gewährleiſtung welche in Hinſicht auf Perſonen, Gelder und Sachen auch wohl bei Privatanſtalten durch Real Bürgſchaft zu erzielen iſt.

In Beziehung auf Briefe und überhaupt alle ſchriftliche Mittheilungen, wovon oft alles abhängt, was auf das Wohl des Staats, der Familien und einzelner Perſonen Bezug hat, iſt aber keine Real-Bürgſchaft ausreichend. Dieſe unbedingte Sicherheit des ſchriftlichen Verkehr kann nur der Staat gewähren, durch eigene von ihm angeſtellte, und allein abhängige Beamten, welche dem Staat wie dem Publikum für die Unverletzbarkeit der Siegel und der Geheimhaltung des Verkehrs gegen jeden dritten verpflichtet ſind; welchen außerdem auch noch eine garantirte Unabhängigkeit zugeſtanden, iſt, richterlichen Spruch ausgenommen, ihre Verpflichtung ſelbſt gegen die Staatsverwaltung aufrecht erhalten zu können.

Auch noch ein weiterer Grund der Staatswohlfahrt kommt hierbei in Betrachtung, das nehmlich oft der Fall eintritt, wo zur Belebung irgend einer wiſſenſchaftlichen oder Gewerbscultur oder auch Unterſtützung wohlthätiger Zwecke, ſowohl im Staats- als Privatintereſſe, es der Staatswohlfahrt entſpricht, für den darauf beziehenden ſchriftlichen oder auch perſönlichen und dinglichen Verkehr eine Ermäßigung oder Befreiung der Transporttaxe eintreten zu laſſen, welche ebenfalls nur die Staatspoſtanſtalt ohne Hinderniſſe und Rückſichten gewähren kann, indeß eine Privatanſtalt ſich entweder nie oder nur gegen Vergütung von Seiten des Staats dazu bereit finden laſſen wird. Der im letzten Falle für den Staat erwachſende offenbare Nachtheil entſteht aber bei einer Staatsanſtalt nicht, da dieſer bei der Gewährung einer Befreiung von früher nicht beſtandener Einnahme kein Nachtheil, durch vermehrte Staatswohlfahrt, aber der entbehrende Zuwachs an Transport-Ertrag doppelt erſetzt wird.

C. Beleuchtung der einzelnen Beſtandtheile des Poſtmonopols.

Um die noch immer vorherrſchenden Regalanſichten in ihrer vollen Nichtigkeit zu zeigen, wollen wir die Beſtandtheile des Poſtmonopols zergliedern und ihre nachtheiligen Wirkungen auf Belebung des allgemeinen Verkehrs, auf Hebung aller Cultur-

Digitized by Google

verhältniſſe und des National-Reichthums durch Beiſpiele aus dem praktiſchen Leben nachweiſen.

Die Beſtandtheile des Poſtmonopols ſind folgende:

1) Ausſchließende Ueberlieferung der Briefe.

Dieſer Theil des Poſtmonopols iſt nun wohl der einzige, dem ſelbſt aus Rückſichten des Staats und des individuellen Wohls nachgegeben werden muß, wie aus den allgemeinen Betrachtungen ſich ſchon ergeben hat.

2) Ausſchließende Beförderung aller politiſchen Tag- und Zeitſchriften, welche in einzelnen Blättern oder Heften an beſtimmten Tagen erſcheinen.

Dieſer Vorbehalt ließe ſich aus politiſchen Gründen rechtfertigen, allein abgeſehen davon, ſo wird derſelbe auch als höchſt gemeinnützig gerechtfertigt, wenn die Poſt die billigſte Taxen gewährt, als Vermittler eintritt und den Debit übernimmt, da ihre Wirkſamkeit ſich über den ganzen Staat verbreitet, und der Bezug dadurch Jedermann erleichtert iſt.

3) Ausſchließende oder bis zu einer beſtimmten Zeit vorbehaltene Beförderung aller nicht politiſchen Zeitſchriften, welche Blatt und Heftweiſe an beſtimmten Tagen erſcheinen,

ſcheint eine den geiſtigen Verkehr hemmende Beſtimmung, zumal, wenn die Beförderung durch die Poſt nicht wenigſtens eben ſo wohlfeil iſt, als auf Buchhändler Wege, und in dieſem Falle wird ſie der Poſt eher Laſt und ſelbſt Koſten, nicht aber Vortheil gewähren. Im Intereſſe der Beförderung des geiſtigen Verkehrs ſollte dieſer Vorbehalt daher nicht angeſprochen, übrigens aber bei deſſen Aufgabe die Taxe eben ſo billig als der Bezug durch den Buchhandel bemeſſen werden.

4) Die ausſchließende Ueberlieferung aller Pakete unter 10 — 20 — 30 oder 40 Pfd. oder wie dieſe Beſtimmung in den verſchiedenen Staaten abweichend iſt.

Hierbei tritt nun ſchon ein weſentlicher Nachtheil für die Förderung des allgemeinen Verkehrs und ſelbſt eine Verletzung des Grundſatzes der Rechtsgleichheit hervor, denn jeder, welcher Sendungen über obiges Gewicht zu machen hat, iſt offenbar gegen jenen begünſtigt, der nur Sendungen unter demſelben zu machen

Digitized by Google

hat; und die Post schafft hier neben ihrem Monopol ein neues zu Gunsten derer, die größere Sendungen machen.

In Beziehung der Nachtheile auf den allgemeinen Verkehr ist es zuerst ein Mißstand, daß alle Gegenstände unter dem vorbehaltenen Gewichte mit unterlegten Pferden befördert werden müssen, wenn sie auch keine Eile haben, und mit Privatfuhren weit billiger befördert werden könnten, indeß die Post Sachen von zu großem Umfang zur Beförderung gar nicht annimmt, aber auch den Privaten die Beförderung mit unterlegten Pferden untersagt, wenn solche noch so sehr Eile hat.

Ein weiterer Nachtheil für den allgemeinen Verkehr ist die hohe Posttaxe, welche 3—6mal höher ist, als Privat-Transport-Anstalten fordern würden, und selbst oft den Werth der zu versendenden Sachen übersteigt, wodurch mehr als zweimal so viel Sendungen, als gemacht werden, unterbleiben, und alle Gegenstände geringen Werthes und schweren Gewichtes, wo nicht ganz aus dem Handelsverkehr treten, denselben doch unendlich vermindern. Der geistige Verkehr leidet vorzüglich dabei und die theure Posttaxe hemmt dessen raschen Umschwung, da alle Bücher, wo sie auch erscheinen, erst an den allgemeinen Stapelplatz Deutschlands nach Leipzig wandern, um dort durch das Zusammentreffen Frachtstücke nach den einzelnen Bestimmungen zu bilden, und die theuere Posttaxe zu umgehen.

Der Kaufmann muß, wenn der Waarenbezug wochenlang währt und er sein Kapital nicht so schnell umsetzen kann, höhere Zinsen rechnen, als wenn er den Bezug in wenig Tagen machen könnte.

Er bedarf durch den langsamen Umsatz ein in gleichem Verhältniß größeres Kapital und wird dennoch nicht so viel gewinnen und so billige Preise stellen können. Besonders nachtheilig wirkt der langsame Bezug auf Waaren, deren Preis einem schnellen Wechsel unterliegt, indem der möglichst schnelle und baldige Bezug kleiner Quantitäten dem Fallen und Steigen nachkommen läßt. Der theure Transport hat dieselbe nachtheilige Wirkung für den Consumenten.

Es entsteht dadurch noch ein anderer um so wesentlicher Nachtheil, als er gerade den kleinen Verkehr naher gelegener Orte betrifft, wohin, wenn keine unmittelbare Postverbindung und

Digitized by Google

diese selbst wöchentlich nur ein oder zweimal besteht, die Gegenstände auf Umwegen oft erst nach 8 — 12 Tagen gelangen.

Die Folge von allem diesem ist, daß durch das Postmonopol der Bezug aller Sachen erschwert, vertheuert und oft noch verspätet wird.

5) Die ausschließende Ueberlieferung aller Geldsendungen ohne Ausnahme oder bis zu einem bestimmten Betrage.

Insofern ein bestimmter Betrag der Postbeförderung vorbehalten ist, tritt nun hier ebenfalls die Verletzung der Rechtsgleichheit ein.

Aber der größte, der empfindlichste Nachtheil für die Staatswohlfahrt und den National-Reichthum geht aus diesem Vorbehalt und den hinzutretenden hohen Posttaxen für Geldsendungen hervor.

Der ganze Wohlstand der Nationen beruhet auf dem schnellen Umlauf des Geldes, als dem Zeichen des Werthes aller Dinge. Jede Geldausgabe für einen durch dasselbe bezeichneten Werth-Gegenstand schafft Gewinn und durch einzelnen Gewinn den Wohlstand der Gesammtheit

Der Gewinn vervielfacht sich mit der Vervielfältigung der Ausgabe und Einnahme, und die Beschleunigung des Umlaufs ist daher das Mittel zur Hebung des Wohlstandes. Zehn Million Nationalvermögen sind daher, wenn dieselben einen auf das Doppelte beschleunigten Umsatz erhalten, im Stande, einen mehr als doppelten Wohlstand zu gewähren, als ein doppelt so großes Nationalvermögen bei einem um die Hälfte langsameren Umlauf und so steigt der Wohlstand mit dem vermehrten Umlauf des Geldes in stets gleicher, ja selbst erhöhter Proportion.

Wie sehr die billige und schnelle Beförderung den Geldumlauf vermehrt, beweisen die statistischen Nachrichten über den Postverkehr in Preußen von 1834. In diesem Jahre wurden 28 Million Gold, 94 Million Silber und 87 Million Papier durch die Post befördert. Da nun nur 70 Million Silber und 17 Million Papier in Umlauf sind, so ist im Laufe des Jahres das baare Geld nur einmal, das Papiergeld welches eine bedeutende Taxminderung genießt, aber fünfmal durch die Post in Umlauf gekommen. Es würde 20mal in Umlauf kommen, wenn die Taxe auf den fünften Theil vermindert würde, und die Postanstalt nichts dabei verlieren.

Digitized by Google

Aus dieſem Grunde iſt in Frankreich die Taxe für Poſtkaſſen-Anweiſungen von 5 auf 2 pCt. herabgeſetzt.

Wo iſt aber nun der ſchnelle Umlauf bei den hohen Poſttaxen die 20 — 30 pCt betragen möglich. Im kleinen Verkehr erreicht, ja überſteigt oft das Porto den Betrag.

Der Umlauf durch Wechſel iſt nur in größeren Summen und zwiſchen Handels- oder ſonſt bedeutenden Orten möglich; die Verſendung durch Frachtfuhr, inſofern ſolche geſtattet, unſicher und höchſt langſam. Die Folge daher, daß ſtets viele Millionen, die dem Gewinn zugewandt werden könnten, nutzlos zerſtreut liegen, bis auf vielen Umwegen eine wohlfeile Ueberſendungs-Gelegenheit ſich darbietet.

Ganz anders würde das Verhältniß ſein, wenn der Staat ein Papiergeld ſchaffte, welches zu jeder Zeit in ſeinen Kaſſen gleich baarem Gelde angenommen würde, und durch die Poſt gegen ein halbes Procent ohne Unterſchied der Entfernung verſandt werden könnte; die Poſt würde dann vielleicht den zwanzig und mehrfachen Betrag an Geldſendungen haben, und daraus weit mehr Nutzen ziehen, indeß der Nationalwohlſtand ſich um das ebenſo vielfache hebt, als der Umlauf des Geldes vervielfacht wird.

Wenn der Staat dieſes Papiergeld durch die Poſt gegen baare Einzahlung des zu verſendenden Betrages ausgeben ließe, ſo würde die Poſt bald in Beſitz einer ſolchen Maſſe baaren Geldes ſein, um mit dem Zinsgewinn die Staatsſchulden tilgen zu können.

Das hohe Porto für Geld und Waarenſendungen ſucht man einerſeits durch die Sicherheit zu rechtfertigen, welche die Poſt darbiete, allein wenn wir die Sache beim Lichte betrachten, ſo hält ſie nicht Stand. Welche Garantie gewährt die Poſt, die ein Privater mit hinreichendem Vermögen oder eine Aktiengeſellſchaft nicht ebenfalls leiſten könnte? Alle Poſtanſtalten, mit alleiniger Ausnahme der Oeſtreichiſchen Staatspoſt garantiren nicht vor Raub und offne Gewalt. Jede Privatanſtalt würde nun eben ſo vollſtändige Garantie leiſten, und ſich doch mit 50 pCt. billigeren Taxen begnügen.

Digitized by Google

6) Errichtung periodischer Beförderungsanstalten.

Das Verbot periodische Beförderungsanstalten mit Pferdewechsel auf Poststraßen zu errichten, entzieht dem allgemeinen Verkehr den Vortheil öfterer Transportgelegenheit., als die Post darbietet. Die Ausdehnung dieses Verbotes auf nicht Poststraßen oder auch mit nicht unterlegten Pferden vergrößert diesen Nachtheil; wodurch besonders die nahe gelegenen in steter Verbindung stehenden Orte benachtheiligt sind, deren Bedürfniß meist eine stündliche Transportgelegenheit fordert.

7) Beschränkung der Reisenden, welche sich der Fahr- oder Extraposten bedienen, diese mit einer Privatfuhr zu vertauschen, ohne sich zuvor 24 auch 48 Stunden an dem Ort des Tausches aufgehalten zu haben.

Hier hebt sich zuerst wieder eine Begünstigung der Reicheren gegen die weniger Bemittelten hervor und dann ist der persönliche Verkehr dadurch unendlich gehemmt.

Nehmen wir an, es wollte Jemand ein Geschäft persönlich abmachen, seine Mittel erlauben ihm aber nur auf einen Theil des Weges sich der Fahr- oder Extrapost zu bedienen, und für den Rest eine billige Privatfuhr zu benutzen; nun muß er aber zwei Tage warten, bis er sich letzterer bedienen darf, die Kosten des Aufenthaltes sind außer seiner Rechnung, also muß er die Reise unterlassen; dieser letztere Fall tritt ebenfalls ein, wenn er die Kosten mit allem Wehe aufbrächte, aber nicht zwei Tage zu verlieren hätte.

Auf der anderen Seite ist der Reisende an die Poststunde gebunden, wenn er nicht mit Extrapost fahren kann, keine andere gleich schnelle Gelegenheit zu anderer Stunde bietet sich dar; kann er nun die Poststunde und den Lauf der Post nicht mit seiner Zeit vereinen, und da er keiner anderen Gelegenheit sich bedienen darf, so muß er die Reise unterlassen. Hat der Reisende, welcher sich der Fahrpost bedient, ein Geschäft an einigen Orten einer größeren Route oder auf seitwärts gelegenen Orten, wo die Post gar nicht, oder nicht lange genug anhält, so ist die Eile der Post

Digitized by Google

für ihn ein Hinderniß, da es ihm versagt ist, sich sogleich einer Privatgelegenheit billiger als der Extrapost zu bedienen, und mit dieser die Post an Orten längeren Aufenthaltes einzuholen.

Soll er sich an jedem Orte von einem zum andern Posttage aufhalten, so wird er entweder der Kosten oder des Zeitverlustes halber sich schon nicht zu der Reise entschließen.

Wie wichtig im allgemeinen Verkehr, wie in jedem Cultur-Verhältniß der Zeitgewinn ist, weiß nur der praktische Geschäftsmann gehörig zu würdigen, und aus diesem Grunde, verbunden mit den Beschränkungen und hohen Taxen des Postmonopols, unterbleiben gewiß hundertmal so viele Reisen, als geschehen würden, wenn der Personentransport unbedingt frei, und die Reisenden keinem Zwang unterworfen wären. Fast zu jeder Stunde würde sich dann eine billige und schnelle Fuhrgelegenheit überallhin finden lassen, die hundertfach vermehrten Reisen bringen ebenso vielfach vermehrten National-Reichthum, durch welchen die Staatswohlfahrt höher steigt.

8) Ausschließende Beförderung mit unterlegten Pferden.

Die Nachtheile des ausschließenden Rechtes der Beförderung mit unterlegten Pferden, sind zum Theil schon unter den Nummern 4. 5. 8. angedeutet, indeß hat dieses Recht etwas für sich, wenn es nicht ausschließend angenommen, sondern bedingungsweise dem Bedürfniß des allgemeinen Verkehrs entsprechend frei gegeben, und die Benutzung der Pferde unbedingt gestattet wird.

Der allgemeine Verkehr besonders in Bezug auf den persönlichen Verkehr fordert nehmlich das Vorhandensein von Pferden und Wagen nicht nur in bestimmten Entfernungen gelegenen, sondern an möglichst allen Orten, deren sich die Staatsverwaltung so wie jeder Private zu jeder beliebigen Zeit bedienen kann. Auch ist es fur den Reisenden eine Annehmlichkeit, daß für den Gebrauch eine feststehende, aber die billigste Taxe festgestellt ist.

Die Anordnung dieser Einrichtung muß daher von der Staatsverwaltung ausgehen, und diese muß die Polizei darüber ausüben, damit auf die Pünktlichkeit dieses wichtigen Dienstzweiges mit Sicherheit gerechnet werden kann.

Digitized by Google

Auf allen Straßen, wo aber keine ſolche Staatsanſtalt beſteht, muß die Errichtung der Privatinduſtrie überlaſſen bleiben, damit alle Staatsangehörigen gleicher Vortheile theilhaftig werden.

9) Verbot des Wechſels der Privatfuhrwerke, ohne vorher eine beſtimmte Anzahl Meilen zurückgelegt, oder einen ein und mehrtägigen Aufenthalt gemacht zu haben.

Die Nachtheile dieſes Verbotes fallen mit jenen unter 8 angegebenen zuſammen, indeß ließe ſich die Beſchränkung auf einen Wechſel nach je 12 Stunden die mit Fahren oder Aufenthalt zugebracht, in Bezug auf das unter 8 Geſagte rechtfertigen.

10) Frankirungszwang.

Die gezwungene Bezahlung der Briefe und Sachen bei der Aufgabe iſt zwar niemals als Beſtandtheil des Poſtregals betrachtet, doch bei einigen Poſtanſtalten zur Sicherung des Portoertrages als nöthig erachtet worden.

Dieſe gezwungene Bezahlung iſt aber der Beförderung des Verkehrs weſentlich hinderlich, da unendlich viele Briefe nicht geſchrieben, Sendungen nicht gemacht werden, weil der Verſender dieſelben bezahlen muß, und wenn ſolche in andere Staaten übergehen, dem Empfänger nicht frei zugehen laſſen kann.

Die unbedingte Freiheit die Taxe für Briefe und Sachen bei der Aufgabe ganz oder zum Theil, allenfas bis zur Staatsgrenze, bezahlen zu können, oder die Zahlung dem Empfänger überlaſſen zu dürfen, iſt daher ein weſentliches Erforderniß zur Vermehrung des Verkehrs und der Vollkommenheit der Poſtanſtalten; bei Nichtgewährung dieſer Freiheit würden die Poſten in dieſer Hinſicht ſelbſt dem Güter-Frachtfuhrweſen nachſtehen.

D. Schlußbemerkung.

Faſſen wir nun dieſe aus dem praktiſchen Leben genommene Beurtheilung des Poſtmonopols zuſammen, ſo muß ſich einem jeden die Ueberzeugung aufdringen, daß das Poſtmonopol, ſo wie es beſteht, der Belebung des allgemeinen Verkehrs, aller Culturverhältniſſe und dem National-Reichthum wie der Staats-Wohlfahrt ſtets ein weſentliches Hinderniß war, iſt und bleiben

Digitized by Google

wird, daß es daher an der Zeit, aufzugeben, was für keine Zeit paßte, am wenigsten aber der unsrigen anpassend ist. Nur unter dieser Bedingung können wir hoffen, mit England und Frankreich gleichen Schritt zu halten, und von dem tiefen Norden, wo das Transportwesen von keinem Monopol beengt, sich und alle Cultur so rasch zu entwickeln beginnt, nicht überflügelt zu werden.

Die Staatspostanstalt kann bei der allgemeinen Concurrenz nur gewinnen, da der Verkehr im Allgemeinen dadurch vermehrt wird, und von dieser Vermehrung ihr wieder ein Theil zugeht, wie England, Frankreich und Oestreich beweisen.

Im letztern Staate haben die Privat-Eilwagenunternehmungen im ersten Jahre allein in Böhmen 200,000 Reisende befördert, und der Postverkehr hat sich demungeachtet bedeutend vermehrt, jetzt sind die Posthalter die sich zugleich Privatunternehmungen widmen, sogar verpflichtet, diese unbeschadet des Postdienstes auszuüben, und hierzu eigene Wagen und Pferde zu halten.

Das Dampfschifffahrt- und das Eisenbahn-System hat den Staatsrechtlichen Grundsätzen einen weiteren Zweig zugeführt, dessen bisherige Ordnung aber noch das Unvollkommene und Mangelhafte der Neuheit an sich trägt, wobei in Deutschland, mit Ausnahme von Oestreich, die irrige Begriffe vom Postregal die Sache noch mehr zu verwirren und Mißgriffe zu veranlassen scheinen.

So sehen wir im Gegensatz der für den Wassertransport durch die Wiener Congreßakte anerkannten Schädlichkeit der Monopol-Berechtigung, Concessionen an Einzelne oder Wenige verleihen, welche sich durch Abtretung an mehrere oder zu allgemeiner Theilnahme unter Enthebung alles Risiko durch Agiotage bereichern.

Andrerseits entbehren wir Bestimmungen zur Sicherstellung der Gemeinnützigkeit durch die möglichst billigsten Frachten.

Beides sind wesentliche Lücken der Gesetzgebung, und ihre Folgen wirken höchst nachtheilig auf den Nationalwohlstand zurück.

Nach solchen schlagenden Gründen wird wohl Niemanden behaupten wollen, der Staat und das Publikum sei nur um der Post willen da, nicht aber die Posten zu des Publikums Nutzen.

Wer am Herkommen so fest hält, daß er das Höhere und Bessere verwirft, weil es neu ist, verdient doch wohl keine Stimme.

Digitized by Google

Dem Herkommen gebührt Achtung, aber deßhalb ist das Neue der Verachtung nicht Preiß gegeben. Das Bessere aber ist an keine Zeit und an kein Land gebunden.

Viertes Kapitel.

Entwurf eines allgemeinen zeitgemäßen Transport-Gesetzes.

A. Allgemeine Grundsätze.

Aus der in den vorstehenden drei Kapiteln enthaltenen Darstellung des Zweckes, Bedürfnisses und Nutzens des Transportwesens, so wie des dermaligen Zustandes der Gesetzgebung und Untersuchung ihrer Uebereinstimmung mit den Forderungen des Staats- und Nationalwohlstandes, in Verbindung mit den Rechten und Pflichten des Staats, ergeben sich folgende allgemeine gültige Grundsätze.

Der Staat kann keine andere Rechte haben, als welche aus der Pflicht, das Staats-Interesse, den National- und individuellen Wohlstand zu befördern, hervorgehen.

Das wesentlichste Mittel zu diesem Zwecke ist, die allgemeine Verbindung und den allgemeinen Verkehr allen Völkern möglich zu machen und auf alle Weise zu erleichtern.

Der Staat bedarf dessen nicht nur in seinem Umfange sondern auch wegen seiner Verhältnisse zu andern Staaten, zum Vollzug seiner Verwaltung, welche beide die Verbreitung der Gesetze, Verordnungen so wie der Versendung von Personen, Sachen und Geldern nöthig machen. Jeder Private hat das gleiche Bedürfniß für seine Person und seine Angelegenheiten.

Es ist daher die Pflicht des Staates, Straßen und Wege anzulegen, auf welchen diese Verbindung möglich wird und eine Anstalt, durch welche die Beförderung geschehen kann, zu begründen.

Jeder einzelne Staatsbürger hat ein gleiches Recht auf die Benutzung dieser Straßen, Wege und Anstalten, daher alle einzelne Orte und Wohnstellen durch Wege verbunden sein müssen, die Wirksamkeit der Beförderungsanstalt sich auf dieselbe ausdehnen und deren Verbindung mit den Anstalten anderer Staaten hergestellt werden muß.

Digitized by Google

Der Staat erfüllt diese Pflicht durch Errichtung der Post, einer Anstalt, welche an bestimmten Orten Pferde und Wagen unterhält, deren sich ein jeder nach Verhältniß und Bedürfniß gegen eine bestimmte Taxe ohne alle Beschränkung bedienen kann.

Da die Erleichterung des Verkehrs aber auch die billigsten Transporttaxen, das Vorhandensein einer geregelten an bestimmten Tagen und Stunden auf das schnellste vollzogene Versendung in Anspruch nimmt, so errichtet der Staat zugleich eine Versendungs-Anstalt, durch welche die einzelnen Versendungs-Gegenstände gesammelt und gemeinschaftlich unter Gewährung der billigsten Taxen versendet werden können.

Diese Einrichtug entspricht aber noch nicht jedem Bedürfniß, und da es nicht möglich ist, daß eine einzelne Anstalt alle Verkehr-Bedürfnisse befriedigen kann, jedes Monopol selbst in der Hand des Staats dem Nationalwohlstand nachtheilig ist, die Privaten auch gleiche Rechte haben, für ihr Transportbedürfniß selbst nach Gutfinden zu sorgen, so muß der Privat-Industrie die freie Concurrenz zu Errichtung von Transport- und Versendungsanstalten gestattet werden, damit diese sich dem Bedürfniß entsprechend, auf das mannigfaltigste gestalten und vervielfachen können.

Aber aus eben den vorstehenden Gründen können daher Private weder einzeln noch in Gesellschaften ein Monopol erlangen außer in besonderen Fällen, und dann nur auf eine bestimmte nicht 50 Jahre übersteigende Zeit, wenn die Einführung eines neuen Transportzweiges nur unter dieser Bedingniß möglich ist.

Diese freie Concurrenz muß aber eben so unbedingt sein, als das Recht der einzelnen auf Benutzung aller dieser Anstalten ist, da ohne dieses der allgemeine Verkehr weder vollkommen noch völlig frei und selbst nicht einmal so erleichtert ist, als es die Beförderung des Nationalwohlstandes so wie das Bedürfniß und die Rechte des Einzelnen erfordern.

Jede beschränkende Bedingung in Bezug auf die Einrichtung einer Anstalt, die Beförderung oder den Gebrauch ist daher eben so unstatthaft, als durchaus auf keine Weise selbst nicht mit einem Scheingrunde zu rechtfertigen, da alle diese Anstalten ohne alle

Digitized by Google

Beschränkung oder Vorrecht in freier Concurrenz neben einander bestehen können.

Es muß demnach Jedermann gestattet sein, die Anstalten nach seinem Gutfinden und Bedürfniß zu wechseln und von einer zur andern übergehen, so wie den Privatanstalten sich der Post, oder eigener unterlegter Pferde zur Beförderung zu bedienen.

Auf diese Weise werden mit der Vervielfältigung der Transportanstalten die Frachttaxen billiger, und dadurch der Verkehr und in gleichem Maaße die Erwerbsquellen und der Verdienst für alle Gewerbe vermehrt.

Endlich so bedingt der völlig freie Transport auch vollständige Sicherheit in jeder Beziehung.

Die in der Sache selbst liegenden Grundsätze von Recht und Pflicht dürfen daher nur befolgt werden, um das Staatsinteresse und den Nationalwohlstand mit aller Sicherheit und auf eine Höhe zu fördern, wovon man bis jetzt noch kaum eine Ahndung hat.

Aus diesen allgemein gültigen Grundsätzen lassen sich nun die näher bezeichneten Bestimmungen eines allgemeinen Transport-Gesetzes in Völker- und Staatsrechtlicher Beziehung ableiten.

B. Entwurf eines zeitgemäßen Transportgesetzes.

Erster Theil.

Völkerrechtliche Bestimmungen.

Einleitung.

Da alle cultivirte Staaten das gemeinsame Bedürfniß haben, alle Culturverhältnisse und Industrie so wie den Staats- und National-Wohlstand auf die höchste Stufe möglichster Vollkommenheit zu führen, und die Herstellung eines allgemeinen, wechselseitigen, vollkommen und völlig freien Verkehrs als das wesentlichste Mittel zu Erreichung des Zweckes erscheint, so sind nachfolgende Grundsätze in das Völkerrecht aufgenommen worden.

Digitized by Google

Erstes Kapitel.

Von den Straßen und Wegen.

§. 1.

Landstraßen.

1. Zu Herstellung eines allgemeinen Weltverbandes werden in allen Staaten die erforderlichen Haupt-Straßenzüge auf den geradesten Linien angelegt, und dem Stande der Kunst gemäß ausgebaut und unterhalten.

2. In gleichem Verhältniß alle Orte des Staats durch Straßen und Wege unter einander und mit den Hauptstraßen verbunden, um nach Bedürfniß an dem Weltverbande Theil nehmen zu können.

3. Die sämmtlichen Straßen stehen den Fall vorübergehender örtlicher Kriegsoperationen oder Gefahr für die Staatssicherheit ausgenommen, für den Transport den Angehörigen aller Staaten unter Beobachtung gesetzlicher und polizeilicher Anordnungen offen.

§. 2.

Wasserstraßen.

1. Die Weltmeere, die in dasselbe ausmündenden Ströme und Flüsse, so wie diejenigen, welche mehrere Staaten durchströmen, oder dieselben trennen, und endlich solche, welche in diese Flüsse ausmünden, sind, soweit sie schiffbar dem allgemeinen Verkehr aller Völker zur Benutzung freigegeben, vorbehaltlich der bei den Landstraßen bedungenen vorübergehenden Ausnahmen.

2. Die Uferstaaten werden Sorge tragen, die Schiffbarmachung durch Hinwegräumung aller in den Flußbeeten liegenden Hindernisse zu beseitigen, und der Beschiffung eine größere Erleichterung und Ausdehnug zu verschaffen.

3. Zu Herstellung einer allgemeinen Verbindung aller Wasserstraßen oder Anlage künstlicher wo der allgemeine Verkehr es erfordern könnte, werden die dabei betheiligten Staaten sich zum Canalbau einigen.

§. 3.

Staats-Transportanstalten.

1. In dem Umfange eines jeden Staates wird eine Staats-

Digitized by Google

Beförderungsanstalt, Posten errichtet, wodurch an bestimmten Orten hin und hergehende Pferde und Wagen unterhalten werden, deren sich Jedermann gegen eine feststehende billige Taxe bedienen kann, um seine Person oder Sachen zu befördern.

2. Damit aber auch die Versendung von Sachen durch gemeinschaftliche Beförderung in dem nach Zeit und Stunde geregelten Lauf gegen eine feststehende Taxe erzielt, deren Entrichtung bei der Versendung gemacht oder dem Empfänger bei der Ueberlieferung überlassen werden kann, möglich ist, so wird jeder Staat zu diesem Zweck eigene Versendungs-Anstalten einrichten, welche mit den Posten vereint werden können, und durch alle Staaten in wechselseitiger Verbindung stehen.

§. 4.

Privat-Transportanstalten und Gewerbe fremder Staats-Angehörigen.

1. Um zu Beförderung des allgemeinen Verkehrs die möglichste Vervielfältigung der Transportanstalten zu erlangen, ist es den Angehörigen aller Staaten gestattet, den Betrieb ihrer Privat-Transportanstalten und Gewerbe auch auf das Gebiet aller Staaten auszudehnen.

2. Dieselben haben jedoch in diesem Falle die Verbindlichkeit, auf den Grund der von dem Staate welchem sie angehören, erhaltenen Bewilligung zum inländischen Betrieb, eine gleiche von dem fremden Staate zu erwerben, und zu diesem Zweck einen Angehörigen dieses Staates als ihren Vertreter aufzustellen, auch Falls sie fremder Hülfe zum Betriebe in diesem Staate bedürfen, in sofern Befähigte Angehörige vorhanden, sich dieser zu bedienen.

3. Nach erlangter Bewilligung erhalten sie das Recht, den Transport der Bewilligung gemäß gleich den eigenen Staatsangehörigen zu betreiben.

4. Wenn in einem Staate eine Gesellschaft für eine Transport-Unternehmung sich bildet, und diese auch auf fremdes Gebiet ausdehnen will, so hat sie die Verbindlichkeit, den Unterthanen des fremden Staates die Theilnahme offen zu halten, und diese muß dem Umfang des Betriebes und Ertrages im fremden Gebiete entsprechen.

Digitized by Google

§. 35.

Taxen und Steuern.

1. Die Taxen der Staatstransport- oder Postanstalt für Personen und Sachen, welche von einem Staat in den andern durch die Postanstalten befördert werden, werden allgemein gleich nach dem Gewicht und der Entfernung festgesetzt, und können in keinem Fall die Taxen der Privatanstalten um mehr als 5 Procent übersteigen.

Es sollen bei diesen Taxen auch keine Zusätze und Sportuln für die Beamte stattfinden, sondern für die auf obige Grundlage bemessene Tax die Ueberlieferung erfolgen.

2. Die Privat-Transportanstalten und Gewerbe haben eine Steuer als Beitrag zu den Kosten für Wegbau, Aufsicht und Polizei zu entrichten, welche ebenfalls nach der Entfernung und dem Gewicht mit Berücksichtigung der Einwirkung der Fuhrwerke auf die Straßen in allen Staaten gleichgestellt wird.

3. Bei Wasserstraßen kann eine Steuer für die Benutzung nur dann eintreten, wenn die Anlage und Unterhaltung derselben oder der Häfen, der Landungsplätze und Leinpfade eine solche vorübergehend oder stetsfort rechtfertigt. Außer diesem bleibt die Steuer auf einen Beitrag für die Kosten der Aufsicht und Polizei beschränkt.

3. Die Erhebung von Verbrauchssteuern bleibt als mit dem Transport außer aller Verbindung stehende Sache jedem Staate nach eigenem Ermessen vorbehalten.

§. 6.

Sicherheit.

1. Das Geheimniß der Briefe wird durch Feststellung der Unverletzbarkeit der Siegel gesichert. Richterliche Erkenntnisse jedoch vorbehalten. Zu Aufrechthaltung dieses Grundsatzes wird den mit der Ueberlieferung beauftragten Personen die Versagung der Auslieferung ohne richterliche Entscheidung und weitere Ver-

Digitized by Google

[illegible] über Versendung und Empfang gegen dritte, zur [illegible] gemacht.

2. In Folge dieser Bestimmung steht es allen Staaten zu, die Versendung wechselseitig unmittelbar in geschlossenen Paketen zu machen, wobei jedoch den Staaten durch welche diese Zusendung geschieht, der entsprechende Tar-Antheil vorbehalten bleibt.

3. Die Achtung des Privateigenthums wird im Frieden wie im Kriege anerkannt, so daß im letztern Falle nur erst nach erwiesener Kenntniß von einem vorhergegangenen Transportverbote, die dabei angedrohte Strafe Anwendung, eine Confiscation, dem Feinde zugeführtes Kriegsmaterial ausgenommen, aber niemals stattfindet.

4. Die Staats- und Privat-Anstalten, ihre Kassenbeamte und alle Transportgewerbe treibende Personen, genießen im Kriege die unbedingte Neutralität, damit der allgemeine Verkehr als allen Theilen gleich unentbehrlich, nicht unterbrochen werde, und können dem gemäß, durch örtliche Kriegsoperationen veranlaßte vorübergehende Untersagung ausgenommen, ihren Dienst ungehindert fortsetzen.

5. Die Sicherheit der Land- und Wasserstraßen wird auf das Kräftigste gehandhabt, und dem Transport und seinem Betriebe bei Unfällen aller Schutz und Hülfe welche die Vermeidung des Aufenthalts fordert, wechselseitig gewährt.

Zweiter Theil.

Staatsrechtliche Bestimmungen.

§. 1.

Allgemeine Rechte des Staats.

Die Anlage von Straßen und Wege im ganzen Umfange des Staats und in Folge dessen die Zwangs-Besitznahme von den zu diesem Zwecke erforderlichen Privat-Grundstücken, so wie die Oberaufsicht, Polizei und Leitung des gesammten Transportwesens, die Anlage von Transportanstalten und Steuern, sind unveräußerliche Hoheitsrechte des Staates.

Digitized by Google

§. 2.

Besondere Vorrechte in Bezug auf Transport-Anstalten und Gegenstände.

Dem Staate bleibt als ausschließendes Recht vorbehalten,

1. Die Errichtung von Relaisposten, durch welche an bestimmten Orten Pferde und Wagen zur Abwechslung aufgestellt sind, deren sich Jedermann gegen eine feststehende Taxe zu Beförderung seiner Person und Sachen bedienen kann.

2. Die Beförderung auf irgend eine Art geschlossener mit der Aufschrift des Empfängers versehenen geschriebenen oder auf jede andere Weise ausgefertigten Briefe bis zum Gewichte von vier Loth.

3 In Folge dieses Verbotes ist es Jedermann untersagt, mehrere eigene Briefe in Pakete von größerem Gewichte zusammen zu legen oder fremde zu diesem Zweck zu sammeln, um solche dem Vorbehalte des Staats zu entziehen.

4. Die Beförderung und Ueberlieferung von politischen, in einzelnen Blättern oder Heften an bestimmten Tagen und Zeiten erscheinenden Zeitschriften, bis nach Ablauf von 8 Tagen nach ihrer Ausgabe.

5. Die Beförderung eigener Briefe und Zeitschriften durch eigene Dienstleute und Boten ist von diesem Vorbehalte ausgenommen.

§. 3.

Transportrechte der Privaten.

1. Aller Transport, außer der dem Staate vorbehaltenen Briefe und politischen Zeitschriften ist der Privatindustrie sowohl zu Land als zu Wasser in freier Concurrenz mit einer zu errichtenden unvorberechtigten Staatsanstalt überlassen.

2. Es ist den Einzelnen oder den Gesellschaften welche Transportanstalten errichten, oder Speditionsgewerbe betreiben, gestattet, zu Beförderung ihrer eigenen Transport-Wagen sich der Relaisposten zu bedienen, oder auch eigene Relais zu errichten. Es ist ihnen aber in Folge des Staatsvorbehaltes nicht gestattet, fremde Wägen durch diese Relais zu befördern.

Digitized by Google

3. Es kann weder von Einzelnen noch von Gesellschaften ein ausschließendes Recht für den Land- und Wassertransport erworben werden.

4. Auf den Fall jedoch sich Unternehmungen darstellen, welche, wie auf mechanische und Naturkräfte begründete Beförderungsmittel, bei allgemeiner Concurrenz nicht alsbald ausführbar sein würden, so können die Unternehmer ein bedingtes oder ausschließendes Recht erwerben, dasselbe kann aber nie ein ewiges sein, sondern darf in keinem Falle fünfzig Jahre überschreiten. Es kann ferner nicht die Ausdehnung erhalten, die Concurrenz jedes andern Transportbetriebes auszuschließen. Nach Ablauf der bewilligten Zeit fällt die ganze Unternehmung mit aller Anlage-Einrichtung dem Staate und der Benutzung in freier Concurrenz anheim.

4. Damit dieses ausschließende Recht nicht durch willkührliche Taxbestimmung der Gemeinnützigkeit nachtheilig werde, so muß mit der Bewilligung zugleich ein Maximum des Gewinnes festgesetzt werden, und bei dessen Ueberschreitung eine Minderung der Transporttaxen eintreten.

§. 4.

Transportabgaben und Steuern.

1. Die Privat-Transportunternehmungen und Gewerbe sind einer Abgabe als Beitrag zu dem Straßenbau, Aufsicht und Polizeikosten unterworfen. Diese Abgabe muß aber so billig in Form von Abfindungssummen gestellt werden, daß dadurch die Wohlfeilheit des Transportes nicht leidet.

2. Die Anstalten, welche eigene Relais halten, müssen deßhalb noch besonders dieselbe Abgabe entrichten, welche auch von den Unternehmern der Staatsrelais enrichtet wird.

3. Der Betrieb mit mechanischer oder anderer Kraft schließt die auf den Relais haftende Abgabe nicht aus, sondern wird nach dem sonst erforderlichen Relaisgebrauch bemessen.

§. 5.

Rechte der Privaten auf Benutzung der Tranportanstalten.

1. Auf die Benutzung aller Transportanstalten hat jeder Private ein unbedingtes Recht.

Digitized by Google

2. Es steht demselben daher frei, sich dieser oder jener Staats- oder Privat-Transportanstalt nach Belieben zu bedienen, damit abzuwechseln, und von einer zur andern überzugehen.

3. Ueber die Benutzung der einzelnen Staats- und Privatanstalten und die Rechtsverhältnisse zwischen diesen und den Privaten bestimmen die von jeder zu veröffentlichen besonderen Einrichtungs- und Dienst-Polizeiordnungen.

§. 6.

Aufsicht und Verwaltungs-Behörden.

1. Das gesammte Transportwesen, Straßen, Wege und Anstalten bildet ein eigenes Staatsdepartement, welches mit der Verwaltung der Staatsanstalten wie mit der Leitung und Aufsicht der Privatanstalten beauftragt ist.

C. Schlußbemerkung.

Diese allgemeinen Grundlagen scheinen den Forderungen des Staats- und Nationalwohlstandes gemäß und jeder weiteren zeitgemäßen Ausbildung Raum zu geben.

Die Entwerfung eines umfassenden Transportrechtes und Gesetzbuches für alle einzelne Theile des Transportwesens muß späterer Ausführung vorbehalten bleiben.

Lange noch wird es wohl anstehen, bis eine solche Transport-Gesetzgebung und Einrichtung aus dem Reiche der frommen Wünsche in das Leben tritt, allein dieses soll uns nicht abhalten, stets zur Erreichung vorzuschreiten. In einer Zeit, wo durch unvorzusehende Ereignisse, neue Entdeckungen und Erfindungen das materielle Bessere sich eine Bahn bricht, wird das Ziel vielleicht schneller erreicht, als man hoffen konnte.

Fünftes Kapitel.

Aufforderung zur Bildung von Privat-Transport-Anstalten, der Grundlage ihrer Einrichtung und Gesellschafts-Statuten.

A. Aufforderung.

Eine genaue vorläufige Berechnung hat ergeben, daß der Sachen

Digitized by Google

Transport mit unterlegten Pferden in täglichen Fahrten selbst für den großen Gütertransport um den gewöhnlichen Frachtlohn der Fuhrleute nicht nur möglich, sondern selbst wenn sich dazu der Postpferde bedient, und die volle Extra-Posttaxe bezahlt wird, dabei noch ein Gewinn von mindestens 20 pCt. ergiebt.

Da nun die Postanstalten nirgend eine tägliche Güterbeförderung gewähren und ihre Taxen um das vier und mehrfache höher gestellt sind, für die großen Frachtgüter aber die Beförderung mit unterlegten Pferden ohne Frachterhöhung wie Pag. 6. und 40. nachgewiesen ein wesentliches Bedürfniß ist, so wird es dringend nöthig, diesem Bedürfniß durch Privatunternehmungen zu begegnen.

Das Postregale kann dabei eben so wenig hinderlich sein, als selbst kaum in Frage gestellt werden, da

1) dasselbe Staatsrechtlich selbst nur in sofern zulässig ist, als es dem höchsten Staatszweck und dem Nationalwohlstand nicht entgegen steht.
2) es in Oestreich nun eben so wie schon früher in England, Frankreich und den Niederlanden erwiesen ist, daß die Staats-Postanstalt bei der freien Concurrenz durchaus nichts verliert, vielmehr dabei bedeutend gewinnt;
3) wenn auch selbst der Staat an dem Postertrage einen Verlust erleiden würde, dieser bei andern Einnahm-Quellen doppelt ersetzt wird.

Aber auch abgesehen von diesen unbestreitbaren Thatsachen, so würde selbst auf den Nothfall zugegeben werden müssen, daß

1) es den allgemeinen Rechtsgrundsätzen geradezu zuwider wäre, wenn das Postregale sogar über die Bestimmungen des Postregalgesetzes hinaus ausgedehnt werden wollte;
2) es dagegen eine allgemeines Rechtsregel ist, daß, zumal bei Ausnahm-Gesetzen, alles was darin nicht bestimmt verboten ist, als erlaubt angesehen und nachgegeben werden muß.

Diesen Voraussetzungen zur Folge, wird daher wohl keine Staatsregierung anstehen, dem Beispiel Oestreichs sogleich vollständig nachzufolgen, oder bis dahin, jedenfalls nicht zu hindern, was nach den Postgesetzen erlaubt ist.

Das Oestreichische Postgesetz schließt den Sachentransport von

Digitized by Google

dem vorbehaltenen Rechte des Staats ganz aus, es verbietet den Personentransport in periodischen Fahrten mit unterlegten Pferden nicht, auf Straßen, wo keine Postanstalt besteht, sondern erklärt beides, selbst auf Poststraßen auf Bewilligung der politischen Behörden gegen mäßige Abgabe zulässig.

Die Postgesetze der andern deutschen Staaten behalten der Post den Sachentransport bis zu einem bestimmten Gewicht oder bestimmten Gattung vor. Der Personentransport mit unterlegten Pferden und in periodischen Fahrten auf Poststraßen ist untersagt. Der Transport mit unterlegten Pferden und periodische Fahrten sind aber nicht verboten,

a) für alle Sachen und Personen auf Nichtpoststraßen;
b) für die der Post nicht vorbehaltenen Sachen auf Poststraßen.

Es ist ebenfalls nicht verboten:

a) Zu Beförderung aller erlaubten Gegenstände eigene Relais einzurichten, oder
b) sich zu der Beförderung der Postpferde zu bedienen.

In diesen vier Fällen findet daher die Privatindustrie in allen Staaten eine gesetzliche freie Bewegung und Concurrenz, indeß ihr diese in Oestreich im Allgemeinen geöffnet ist.

Diese zu Errichtung von Privat-Transportanstalten zu benutzen, gehört nun zu den wichtigsten Interessen des Handelstandes, da dadurch der allgemeine Verkehr nicht nur befördert und erleichtert, sondern überdieß ein neuer gewinnreicher Industriezweig nutzbar gemacht wird.

Hierauf gründet sich die Aufforderung zu Bildung von Privat-Transportanstalten, wozu im Nachfolgenden die Grundlagen der Einrichtung und der Statuten gegeben werden.

B. Grundlage der Einrichtung.

a. Für die Einrichtung im Allgemeinen.

1. Die Privat-Transportanstalten werden durch einzelne Private oder Gesellschaften entweder auf einer oder mehreren Straßen errichtet.

2. Die Anstalten betreiben entweder nur den Sachen- oder nur den Personentransport oder beides zusammen.

Digitized by Google

3. Der nach den Postgesetzen erlaubte Transport wird sogleich in Betrieb genommen, und was auf besondere Bewilligung gestattet wird, nächmalen damit verbunden, bis die allgemeine frei Concurrenz überall eintritt.

4. Alle Anstalten setzen sich untereinander in genaue Verbindung, damit wie bei der Post ein allgemeiner Zusammenhang hergestellt wird.

5. Die für die Einrichtung und Verwaltung der Post bestehenden Gesetze und Verordnungen dienen den Privatanstalten in so weit sie anwendbar, zur Grundlage, zu Vereinfachung des Geschäftsganges, des Rechnungs- und Kassenwesens werden die merkantilischen Grundsätze dabei berücksichtigt.

6. Die Beförderung geschieht abwechselnd täglich entweder in Eilfuhr die Meile in einer Stunde mit Inbegriff allen Aufenthalts, oder die Meile in zwei Stunden für Gegenstände deren Gebrechlichkeit einen langsamen Transport fordert, oder welche wegen ihrer Größe als Wolle, große Fässer ꝛc. auf den Schnellwagen nicht verladen werden können. Oder täglich zweimal, das eine mal auf die eine, das andere mal auf die andere Weise. Außerordentliche Beförderungen finden ebenfalls statt.

Bei der Beförderung die Meile in zwei Stunden wird, da diese Tag und Nacht ununterbrochen geschieht, und für Fütterung der Pferde keine Zeit verloren geht, gegen die jetzige Weise dennoch zwei Drittheil der Zeit erspart.

7. Die Frachtaxen sind dieselben wie der dermalige Frachtlohn der Fuhrleute, für die Beförderung mit Eilfuhr aber wie auch jetzt den Fuhrleuten bewilligt ist, um 5 Procent erhöhet.

8. Zur Beförderung werden eigene Wagen gebaut und vorerst Postpferde benutzt, bis die Unternehmung eigene Relais zu errichten für gut und vortheilhaft findet.

9. Die Fuhrleute welche Straßen befahren, wo eine Anstalt errichtet wird, haben bei Bestellung der Relais bei gleichen Bedingungen wie andere sich meldende Unternehmer, den Vorzug.

Eben so werden die in den Orten bei den Transportgewerben beschäftigte Personen zur Verwendung besonders berücksichtigt.

Digitized by Google

b. für den Geldverkehr.

1. Zu Erleichterung des Geldverkehrs in höchst möglichsten Grade selbst nach allen von dem merkantilischen Wechselverkehr nicht berührten Orten, werden bis zu 100 fl. gegen Einzahlung des Betrages und Entrichtung einer geringen Provision Cassen-Anweisungen ausgestellt, und unentgeldlich versandt, wodurch die Baarsendung vermieden wird.

2. Diese Cassenanweisungen werden auf die Expedition ausgestellt, welche sich an dem Orte befindet, oder zu deren Bezirk der Ort gehört, wo die Zahlung geleistet werden soll.

3. Für die Anweisung wird als Provision eine Tare erhoben, welche bis zu 10 fl. 2 kr., von 10 fl. aber nicht über ein pCt. beträgt, welches von 5 zu 5 fl. mit 3 kr. berechnet wird.

4. Auf gleiche Weise übernimmt die Anstalt die Erhebung von Summen jeder Größe, auf die ihr von dem Bezieher übergebenen Anweisungen, leistet jedoch die Zahlung nur bei kleinern Summen an sichere Personen im Voraus, außerdem aber erst nach dem Eingang.

5. Zu noch größerer Erleichterung des Geldverkehrs selbst bei größeren Summen werden an allen Haupt-Handelsplätzen und wo es sonst erforderlich, für den baar eingezahlten Betrag von der Anstalt Centralcassen Anweisungen von 20 — 25 — 50 — 100 — 500 und 1000 Gulden auf ein und drei Jahr laufend, gegen $^1/_2$ % ausgegeben. Die Anweisungen werden während der Dauer ihres Laufes unentgeldlich versendet, und die auf drei Jahre laufenden genießen außerdem noch $2^1/_2$ % zuwachsenden Zins.

Nach Ablauf der Zeit müssen diese Anweisungen eingeliefert und der Betrag dafür erhoben, oder neue gegen Entrichtung von $^1/_2$ % Provision eingetauscht werden.

Dadurch, daß diese Anweisungen auf bestimmte Zeit gestellt sind, wird der wesentliche Vortheil erreicht, daß davon nie mehr im Umlauf sind, als der Verkehr gerade bedarf.

Da diese Papiere allgemeinen Cours erhalten und gesucht sein werden, so wird sich die Anstalt stets im Besitz eines bedeutenden Geldbetrages befinden, durch welchen sie ihren Gewinn außer-

Digitized by Google

ordentlich vermehrt, und ſtets das erforderliche Geld zur Einzahlung bereit haben kann.

C. Grundlage der Geſellſchafts-Statuten.

Die Geſellſchafts-Statuten müſſen durch ihre Beſtimmungen eben ſo gemeinnützig als die Anſtalt werden, und darauf berechnet ſein, auch den minder Bemittelten die Theilnahme möglich zu machen, damit der Gewinn ſich möglichſt vertheilt und die Actien in feſte Hände gelangen. Zu dieſem Zweck werden folgende Grundſätze anzunehmen ſein.

a) Für Unternehmungen auf einzelnen Straßen.

1. Der Betrag der erforderlichen Einrichtungskoſten mit Erhöhung eines Fünftheil als Grundſtock des Garantiefonds und $^1/_{10}$ als Betriebskoſten bildet das Geſellſchaftskapital.

2. Wenn die Unternehmung mehrere Staatsgebiete berührt, ſo wird das Kapital nach der Meilenzahl getheilt, den Angehörigen der betreffenden Staaten vorbehalten.

3. Die Actien werden auf die Summe von 100 bis 500 fl. geſtellt und dergeſtalt ausgetheilt, daß zuerſt alle Zeichnungen von 100 fl. und ſofort jeder höheren Zeichnung 100 fl. weiter zugetheilt werden, damit die geringeren Zeichnungen vor den höheren vollſtändige Befriedigung erhalten.

4) Von der Brutto-Einnahme wird $^1/_2$ % zu der Vermehrung des Garantiefonds ausgeſchieden, ſo lange bis derſelbe durch die Zinſen des Grundſtocks und dieſes Zuſatzes die Höhe des 5. Theils des jährlichen Verkehrwerthes erreicht hat.

5. Ebenſo wird von der Brutto-Einnahme $^1/_2$ pCt. zu Bildung eines Reſervefonds für den Verluſt an Einrichtungs-Kapital ausgeſchieden, welcher jedoch die Hälfte des Einrichtungs-Kapitals nicht überſchreiten kann.

6. Endlich ſo wird ein beſonderer Reſervefond für den Erſatz des Materials angelegt, welcher aus dem Ueberſchuß der jährlich für Ausgabe zu Completirung des Materials ausgeſetzten Summen gebildet wird.

7. Die Actien genießen jährlich 4 pCt. Zinſen in halbjährigem

Digitized by Google

Raten vorab der sich beim Rechnungsschluß ergebenden Gewinn-Dividende.

b) Für große Unternehmungen auf mehreren oder allen Straßen mit dem Geldverkehr.

1. Alle für die Einrichtung der Anstalt unter a. gegebene Bestimmungen mit Ausschluß des Garantiefonds finden auch hier ihre Anwendung.

2. Für die Garantie wird ein besonderes Kapital ausgesetzt, dessen Betrag den sich durchschnittlich ermittelnden monatlichen Gesammtverkehr gleich ist, und für diesen Betrag werden Actien ausgegeben, welche auf 2500 fl. gestellt sind.

3. Von dem Actienbetrage werden aber nur 500 fl. baar eingezahlt, und die übrigen 2000 fl. durch Hipotheken-Sicherheit auf liegende Gründe oder andere annehmbare Gegenstände geleistet.

4. Der baar eingezahlte Betrag wird zum Behuf des Geld-Verkehrs dem allgemeinen Betriebfond zugeschlagen, der hipothekanische Betrag aber bildet den Grundstock des Garantiefonds, welcher mit 1 pCt. aus dem Gewinne der Anstalt und seinen eigenen Zinsen bis zum doppelten Betrage erhöht wird.

5. Der Gewinn der Anstalt wird vertheilt,

a) alle Actien erhalten 4 pCt. Zinsen vorab der Gewinndividende in halbjährigen Raten;

b) die Garantieactien erhalten vorab die Hälfte des mit dem für Anweisungen eingezahlten Geld erworbenen Zinsgewinnes und 1 pCt. der Bruttoeinnahme als Garantie-Prämie, wogegen dieselben allen Ersatz welchen die Anstalt für Verluste zu leisten oder welcher aus dem Geldverkehr entsteht, zu vertreten haben;

c) die Hälfte des Gesammtgewinnes der Anstalt;

d) den Garantieactien fallen aus dem spätern Zinsüberschuß des Garantiefonds und bei Auflösung der Gesellschaft vom Kapital $^2/_3$ zu.

e) die Anlageactien enhalten 4 pCt. vorab aus der Gewinndividende in halbjährigen Raten;

f) die zweite Hälfte des Gesammtgewinnes.

Digitized by Google

6. Der Gesammtgewinn bildet sich aus dem Ueberschuß der Gesammteinnahme und Ausgabe.

Gesammteinnahme ist:

a) der Ertrag der Transporttaxen;
b) die Provision welche für Geldsendungen durch Lokal- und Central-Kassenanweisungen erhoben wird;
c) die Hälfte der Zinsen, welche mit dem für Anweisungen erhobenen Betrag gewonnen werden;
d) zufällige Einnahmen.

Als Gesammtausgabe wird angesehen,

a) der zum Reservefond der Anstalt vorab zu zahlende Betrag;
b) alle Verwaltungs- und Betriebskosten, sie mögen durch feste jährliche Summen oder Antheile an dem Ertrag bestritten werden;
c) die den Garantie-Actien zu vergütende Prämien von 1 pCt. der Bruttoeinnahme;
d) die den Actien zu zahlende Zinsen;
e) alle zufällige Ausgaben, mit Ausnahme von Ersatzleistungen gegen das Publikum.

Der nach Abzug dieser Ausgaben von den Einnahmen sich ergebende Ueberschuß ist der reine Gesammtgewinn, welcher in zwei gleichen Theilen den Garantie- und Einrichtungsactien zufällt.

C. Schlußbemerkung.

Der Verfasser hat die Errichtung von Privat-Transport-Anstalten, namentlich für den Gütertransport mit Relais schon 1824 in einer kleinen Schrift: „Einige Worte über Vervollkommnung des Speditions- und Transportwesens ꝛc.“ in Anregung gebracht und seitdem in dem von ihm begründeten Archiv für das Postwesen nicht aus den Augen verloren. Er hat ferner nach den in frühern 22 jährigen Postdienste und dem nun 16 jährigen Betriebe einer eigenen Handlung im Speditionsfache erworbenen

Digitized by Google

Erfahrungen, alle organische Verordnungen und Dienstinstruktionen für Einrichtung und Verwaltung von Privat-Transportanstalten entworfen, welche in der zweiten Auflage seines Werkes die Transportwissenschaft dem Publikum übergeben werden. Er wird mit Vergnügen jeder Anforderung um weitere Auskunft, sowohl was die Errichtung selbst, als die Ertragsberechnung betrifft, entgegen kommen und ist auch bereit, jede Einrichtung zu übernehmen, wozu ihn die genaue Bekanntschaft mit allen Staats- und Lokal-Verhältnisse vorzugsweise geeignet macht.

Digitized by Google

In unserm Verlage ist von demselben Verfasser erschienen:

Die Transportwissenschaft. 1ter Band. 2te Auflage. Der 2te Band ist unter der Presse und das 1te Heft bereits ausgegeben. 7 kr. oder 2 Sgr. per Bogen.

Der Subscriptionspreis von 3 fl. 30 kr. Rh. 2 fl. 55 C. G. oder 2 Thl. P. C. für den 1. Band bleibt noch bis nach Ausgabe des letzten Hefts vom 2ten Bande offen.

und erscheint fortwährend:

Das Archiv für das Postwesen. Preis in ganz Deutschland 7 fl.

Dieses Blatt ist bestimmt, zum Organ für das gesammte Transportwesen zu dienen, und durch unentgeldliche Aufnahme von Ankündigungen der Abonnenten noch gemeinnütziger zu werden.

Ausführliche Ankündigungen sind bei allen Postämtern und Buchhandlungen zu erhalten.

Digitized by Google

Indus. 32 u D. 2.

Die indirecte Steuer

103

und die

PARSONS LIBRARY University of MICHIGAN

Lage der arbeitenden Klassen.

Eine Vertheidigungsrede

vor dem

K. Kammergericht zu Berlin

gegen die Anklage

die besitzlosen Klassen zum Haß und zur Verachtung gegen die Besitzenden öffentlich angereizt zu haben

von

Ferdinand Lassalle.

Zürich
Verlag von Meyer & Zeller.
1863.

Digitized by Google

Digitized by Google

Meine Herren!

Die aufgeregten Debatten, welche in erster Instanz in diesem Processe stattgefunden haben, werden, wie ich hoffe, heut einer größeren Ruhe Platz machen. Ich kann meinerseits die Hand hierzu reichen, weil ich mich aus mannigfachen Gründen heut in einer weit bessern Lage befinde, als in der ersten Instanz.

Ich brauche die Vertheidigungseinreden erster Instanz heut nicht zu entwickeln, denn ich habe sie in meiner gedruckten Vertheidigungsrede Ihnen als pars integra meiner Appellationsrechtfertigung überreicht, und diese Einreden schützen mich daher hier und würden zu widerlegen sein — falls Sie, ein Verdacht, den ich sehr fern bin, zu hegen, dem ersten Urtheil beitreten wollten — auch ohne daß ich sie wiederhole. Der erste Richter hat eine solche Widerlegung nicht einmal versucht!

Ein zweiter Vortheil meiner heutigen Lage ist der, daß durch das Urtheil erster Instanz das Feld beschränkter geworden ist. In erster Instanz mußte ich noch meinen gesammten Vortrag vertheidigen, Alles decken, da der gesammte Vortrag von der Staatsanwaltschaft angeklagt war. Durch die Motive des ersten Urtheils ist naturgemäß das Feld des Streites begränzt worden. Ich habe jetzt nicht mehr nöthig, Alles zu vertheidigen, wie damals, sondern nur noch die vom Urtheil für strafbar befundenen Punkte.

Ganz besonders ist diese Beschränkung dadurch eingetreten, daß das Urtheil selbst anerkannt hat, mein Vortrag sei im Wesentlichen rein wissenschaftlicher Natur, und ferner, er sei in soweit durch den Art. 20 der Verfassung gedeckt. Hierdurch beschränkt sich die Debatte der Strafbarkeit auf das, was angeblich außer jenem wissenschaftlichen Inhalt noch in meinem Vortrag enthalten gewesen sein soll. Zwar, daß das Urtheil

Digitized by Google

selbst solche Punkte nicht bezeichnet hat, noch hat bezeichnen können, habe ich Ihnen bereits in meiner Appellationsrechtfertigung in den kritischen Randnoten zum Urtheil nachgewiesen. Ich habe Ihnen dort außer der Widerlegung aller einzelnen Gründe, welche das Urtheil geltend macht, drei große Nachweise geführt:

1) den Nachweis, daß das Urtheil selbst mit seinen eigenen Worten Alles das für rein wissenschaftlich und erlaubt erklärt, was es später wieder eben so mit seinen eigenen Worten für strafbar erklärt; daß sich das Urtheil somit in einem fortgesetzten Widerspruch Zeile für Zeile selbst aufißt.

2) daß das Urtheil, statt einen verbrecherischen Thatbestand von Worten in meinem Vortrag aufzeigen zu können, vielmehr nur die unerhörteste Gesinnungsinquisition treibt; daß es in Ermangelung eines solchen verbrecherischen Thatbestandes Schlüsse auf von mir nicht ausgesprochene Gesinnungen macht und in diesen auf dem Grunde meiner Seele ruhenden, nicht ausgesprochenen Gesinnungen den objectiven Thatbestand zur Verurtheilung finden will; ja daß dies Urtheil, wie ich Ihnen die Monumente der Geschichte an der Hand Punkt für Punkt bewiesen habe, in dieser Gesinnungsinquisition noch weit alle Greuel überschreitet, durch welche die heilige Inquisition, die mittelalterlichen Glaubensprocesse und die Schrecken der römischen Kaiserzeit die Mit- und Nachwelt mit Entsetzen erfüllt haben.

3) habe ich Ihnen endlich nachgewiesen, daß auch so noch, auch noch in dieser Verwechslung von Gesinnungsinquisition und criminalistischem Thatbestand, das Urtheil, selbst nach seiner eigenen Ansicht, immer noch nichts fand, worauf es eine Verurtheilung basiren konnte und daß es deshalb dazu übergeht, mir Worte unterzulegen, die ich in meinem Vortrag gar nicht gesagt habe, und Sätze zu verurtheilen, die in meiner Broschüre gar nicht stehen.

Ich erinnere nur an diese Nachweisungen, die ich in meiner Appellationsrechtfertigung geführt habe, ohne näher auf dieselben zurückzukommen. Ich will sie hier nicht wiederholen, denn mein Zweck ist nicht der, wie man irrig von meiner Vertheidigung in erster Instanz angenommen hat, Aufregung hervorzubringen. Sondern ich gehe darin nur eben so weit, daß ich mich auch durch die Rücksicht auf Aufregung, die dadurch hervorgebracht werden könnte, nicht abhalten lassen

Digitized by Google

will, Alles das zu sagen und zu entwickeln, was zu meiner Vertheidigung nöthig oder dienlich ist.

Was ich also in meiner Appellationsrechtfertigung gesagt habe, die furchtbaren Nachweise, die ich Ihnen dort geführt, lege ich Ihnen hierdurch nur nochmals warm, aber gleichsam stumm ans Herz, ohne darauf zurückzukommen.

Ich rechne diesen Umstand, nicht genöthigt zu sein, auf die aufregenden Erörterungen meiner Vertheidigungsrede und meiner Appellationsrechtfertigungsschrift zurückkommen zu müssen, gleichfalls unter die Vortheile meiner heutigen Situation.

Worin ich aber den größten Vortheil derselben finde, ist dies: daß ich heute vor einem höheren Hofe und somit vor einer höheren Intelligenz plaidire. Wir sind alle ganz in unsrer Rolle, meine Herren! Der Hof erster Instanz, wenn er ein der Reform bedürftiges Urtheil fällt, — denn wozu wären sonst die höheren Höfe da, wenn nicht, um die Urtheile der unteren zu reformiren? — ich, wenn ich es schlecht finde, Sie, wenn Sie mir beistimmen und es aufheben!

Endlich aber ist ein letzter Vortheil für die heutige Verhandlung eingetreten, der dieselbe weniger aufregend zu halten verspricht, ein Umschlag in meiner eigenen Stimmung.

Es ist mir in erster Instanz von der Staatsanwaltschaft nicht würdig begegnet worden, und ich hoffe, daß sich das heut nicht wiederholen wird. Es wurde behauptet, daß ich in doloser Weise, um Polizei und Gericht zu täuschen, den Schein der Wissenschaftlichkeit über meinen Vortrag gebreitet habe!

Meine Herren, ich habe es ganz unter meiner Würde gehalten, dem Staatsanwalt hierauf irgend eine andere Antwort zu geben, als diejenige, die in der That lag. Der Hof erster Instanz und eben so Sie selbst werden aus meiner ersten Vertheidigung hinreichend die Ueberzeugung geschöpft haben, wie wenig solche Täuschungen und solche Vorwände in meinem Charakter liegen. Ich bin vielmehr, wie das bei solcher Provocation auch nicht anders sein konnte, in meiner Vertheidigungsrede viel weiter gegangen, viel schonungsloser gegen die Einrichtungen des Staates aufgetreten, als in meinem Vortrag. Es liegt in der Weise tapferer Männer, stärker aufzutreten, wenn sie provocirt werden, nicht sich hinter Täuschungen zu verbergen, und das war die thatsächliche Antwort und die thatsächliche Widerlegung, die ich dem Staatsanwalt auf jene

Digitized by Google

Imputation einer feigen Handlungsweise schuldete. Es ist mir in dieser Hinsicht sogar durch das verurtheilende Urtheil selbst, durch die Anerkennung, daß der Vortrag allerdings und wesentlich ein rein wissenschaftlicher war, aber trotzdem strafbar sein soll, hier also jedenfalls von keinem dolosen Schein die Rede ist, bereits die erforderliche Genugthuung gegeben worden.

Aber selbst abgesehen von dieser besonders unpassenden Weise, in welcher die Staatsanwaltschaft damals und zwar schon im Anklageacte ihren Angriff zu motiviren versuchte, befand ich mich damals in der That, und wohl mit vollem Recht, in einer erregten Stimmung. Versetzen Sie sich einen Augenblick in meine Lage, meine Herren, in die Lage eines Gelehrten. Die Zeit, welche andere dem Genusse und der Sucht nach Bereicherung widmen, wird von ihm mühsamen Studien geweiht. In den langen, bei dem Scheine seiner Lampe verbrachten Nächten hält seinen Körper das Eine wach: der Durst nach Wahrheit und das Bewußtsein, seinen Mitmenschen einen Dienst zu erweisen. Dieser Dienst vergilt sich nicht; weder durch äußere Vortheile, noch durch Anerkennung. Er rechnet auch nicht auf solche und begehrt sie nicht. Er hat aus der Geschichte gelernt, daß die Anerkennung eine Pflanze ist, welche nur auf Gräbern wuchert! Aber während er eben in angestrengte Meditationen verloren, wird er durch den Ruf geweckt und aus seinen Arbeiten aufgeschreckt, daß er vor die Tribunale gerissen ist, daß er für eben das, woran er uneigennützig seine beste Kraft gesetzt, und wodurch er — der einzige Lohn, der ihm wird — in seinem stillen Bewußtsein der Gesellschaft einen Dienst erwiesen zu haben weiß, jetzt als Verbrecher bestraft werden soll! Können Sie sich da wundern, meine Herren, daß der so Aufgeschreckte entrüstet auffährt, die Wissenschaft zu einem blanken Stahle schmiedet und erbittert um sich schlägt?

Das war also die naturgemäße und nothwendige Wirkung jener Anklage. Durch das verurtheilende Urtheil sollte, scheint es, diese Entrüstung sich nur noch gesteigert haben. Statt dessen ist sie gerade dadurch umgeschlagen, umgeschlagen in eine andere Stimmung, die hier näher darzulegen überflüssig ist, da sie, wenn ich anders nicht ein zu großes Vertrauen auf die Macht der Wahrheit setze, noch im Laufe dieses Plaidoyers Sie selbst ergreifen soll, meine Herren!

Wie aus dem Vorhergesagten hervorgeht, werde ich also

Digitized by Google

heut nur solche Punkte und Einreden ausführen, welche ich mir in meiner Appellationsrechtfertigung noch übrig gelassen habe, und hierzu gehe ich jetzt über.

Den Haupttragebalken des Urtheils bildet das, was ich in meinem Vortrag über die indirecten Steuern gesagt habe. Hierdurch soll ich, wie das Urtheil zu wiederholten Malen als sein wahres Fundament hinstellt, zu Haß und Verachtung gegen die besitzenden Klassen angereizt haben.

Sehen wir also zunächst, was ich in meinem Vortrage über die indirecten Steuern gesagt habe. Ich entwickle daselbst die philosophische Thatsache, daß jeder herrschende Stand das Princip, auf welchem er selbst beruht, zum herrschenden Princip aller gesellschaftlichen Einrichtungen macht, ihnen allen das ausschließliche Gepräge seines besonderen Princips aufdrückt. Ich hatte dies p. 6 ꝛc. meines Vortrages bei der Betrachtung der Weltperiode des Adels oder des Mittelalters durch vier große Thatsachen nachgewiesen. Ich gehe in Folge dessen p. 19 ꝛc. meines Vortrags bei der Betrachtung der zweiten, auf den Kapitalbesitz basirten Weltperiode, oder der Herrschaft der Bourgeoisie daran, zu zeigen, daß jenes große, alle historischen Epochen beherrschende Gesetz sich auch hier nicht verleugnet und jetzt die Bourgeoisie genau, und zwar unter Betrachtung derselben vier Thatsachen, an denen ich dies früher von dem Adel nachgewiesen, den Kapitalbesitz mit derselben Consequenz zum herrschenden Gepräge und Privilegium der Gesellschaft macht, wie der Adel früher den Grundbesitz.

Ich zeige dies zuvörderst an dem auf einen Census basirten Wahlrecht, entsprechend der auf den Grundbesitz basirten Reichsverfassung des Mittelalters.

Ich gehe hierauf zur Parallelisirung des zweiten Punktes, der Steuereinrichtung, über und sage darüber wörtlich, wie folgt (p. 26):

„Eben so in Bezug auf alle andern Erscheinungen, bei denen ich Ihnen im Mittelalter den Grundbesitz als das herrschende Princip nachgewiesen habe.

Ich hatte Sie damals auf die Steuerfreiheit des adligen Grundbesitzes im Mittelalter aufmerksam gemacht und hatte Ihnen gesagt, daß jeder herrschende privilegirte Stand die Lasten zur Aufrechterhaltung des öffentlichen Wohles auf die unterdrückten, nicht besitzenden Klassen abzuwälzen sucht.

Ganz ebenso die Bourgeoisie. Zwar kann sie freilich nicht

Digitized by Google

offen erklären, daß sie steuerfrei sein will. Ihr ausgesprochenes Princip ist vielmehr in der Regel, daß ein Jeder im Verhältniß zu seinem Einkommen steuern solle. Aber sie erreicht wiederum, mindestens so gut es geht, dasselbe Resultat in verkappter Form durch die Unterscheidung von directen und indirecten Steuern.

Directe Steuern, meine Herren, sind solche, welche, wie die klassificirte Einkommensteuer oder die Klassensteuer, vom Einkommen erhoben werden und sich daher nach der Größe des Einkommens und Kapitalbesitzes bestimmen. Indirecte Steuern aber sind solche, die auf irgend welche Bedürfnisse, z. B. auf Salz, Getreide, Bier, Fleisch, Heizungsmaterial, oder z. B. auf Bedürfniß nach Rechtsschutz, Justizkosten, Stempelbogen ꝛc. gelegt werden, und die sehr häufig der Einzelne in dem Preise der Dinge bezahlt, ohne zu wissen und zu merken, daß er jetzt steuert, daß es die Steuer ist, welche ihm den Preis der Dinge vertheuert.

Nun wird Ihnen bekannt sein, meine Herren, daß Jemand, der 20-, 50-, 100mal so reich ist, als ein anderer, deshalb durchaus nicht 20-, 50-, 100mal so viel Salz, Brod, Fleisch, 50- oder 100mal so viel Bier oder Wein trinkt, 50- oder 100mal so viel Bedürfniß nach Ofenwärme und also nach Heizungsmaterial hat, wie ein Arbeiter oder Kleinbürger.

Hierdurch kommt es, daß der Betrag aller indirecten Steuern, statt die Individuen nach Verhältniß ihres Kapitals und Einkommens zu treffen, seinem bei weitem größten Theile nach von den Unbemittelten, von den ärmeren Klassen der Nation gezahlt wird. Nun hat zwar die Bourgeoisie die indirecten Steuern nicht eigentlich erfunden; sie existirten schon früher. Aber die Bourgeoisie hat sie erst zu einem unerhörten Systeme entwickelt und ihnen beinahe den gesammten Betrag der Staatsbedürfnisse aufgebürdet.

Ich werfe, um Ihnen dies zu zeigen, z. B. einen Blick auf den preußischen Staatshaushalt des Jahres 1855.

Die Gesammteinnahmen des Staats in diesem Jahre betrugen in runder Summe 108,930,000 Thaler. Davon gehen ab, aus den Domänen und Forsten fließend, also ein Staatseinkommen aus Besitzungen, das hier nicht in Betracht kommen kann, 11,967,000 Thaler. Es bleiben also ca. 97 Millionen anderweitiger Staatseinnahmen übrig. Von diesen Einnahmen

Digitized by Google

würden der Eintheilung des Budgets zufolge ca. 26 Millionen aus directen Steuern erhoben. Dies ist aber auch nicht wahr und scheint blos so, weil unser Budget dabei nirgends nach wissenschaftlichen Grundsätzen verfährt, sondern sich nur danach richtet, in welcher Weise äußerlich die Steuern eingetrieben werden. Von diesen 26 Millionen gehen vielmehr ab 10 Millionen Grundsteuer, die zwar von dem Grundbesitzer direct erhoben, von ihm aber wieder auf den Getreidepreis abgewälzt und somit definitiv von den Getreide-Consumenten bezahlt werden, daher eine indirecte Steuer bilden. Es gehen aus denselben Gründen ab 2,900,000 Thlr. Gewerbesteuer.

An Einnahmen aus wirklich directen Steuern bleiben nur übrig:

2,928,000 Thlr. aus der klassificirten Einkommensteuer,
7,884,000 Thlr. aus der Klassensteuer und
2,036,000 Thlr. aus dem Zuschlag,

zusammen 12,848,000 Thlr.

Also 12,800,000 Thlr., meine Herren, fließen in Wahrheit aus directen Steuern auf 97 Millionen Staatseinnahmen. Was über diese 12,800,000 Thlr. hinaus geht, das wird — man muß hier wieder nicht der unwissenschaftlichen Rubricirung des Budgets folgen, welches z. B. den Ertrag des Salzmonopols von 8,300,000 Thaler oder die Einnahmen aus dem Justizdienst von 8,849,000 Thaler nicht zu den indirecten Steuern rechnet, — was über diese 12,800,000 Thlr. hinausgeht, das wird, sage ich, mit Ausnahme weniger und sehr unbedeutender Posten, mit denen es eine besondere Bewandtniß hat, sammt und sonders aus Einnahmequellen aufgebracht, welche die Natur von indirecten Steuern haben, das wird also durch indirecte Steuern aufgebracht.

Die indirecte Steuer, meine Herren, ist somit das Institut, durch welches die Bourgeoisie das Privilegium der Steuerfreiheit für das große Kapital verwirklicht und die Kosten des Staatswesens den ärmeren Klassen der Gesellschaft aufbürdet."

In dem Gesagten sind also wörtlich folgende Thesen enthalten:

1) daß die indirecten Steuern die Individuen nicht im

Digitized by Google

Verhältniß ihres Kapitals und Einkommens treffen, sondern, zum Unterschiede von den directen Steuern, welche dies Verhältniß innehalten, die ärmeren Klassen über Gebühr belasten;

2) daß der Betrag der indirecten Steuern daher seinem bei weitem größeren Theile nach von den ärmeren Klassen der Nation aufgebracht wird;

3) daß zu den indirecten Steuern nicht blos diejenigen gehören, welche das Budget, das sich blos an den äußeren Erhebungsmodus hält und halten kann, unter den indirecten Steuern aufführt, sondern alle solche Steuern, die den Einzelnen nicht auf Grund seines Besitzes, sondern durch die Vermittlung irgendeines besonderen Bedürfnisses treffen;

4) daß daher zu den indirecten Steuern, in Wahrheit und wissenschaftlich gesprochen, auch die Gewerbesteuern und die Grundsteuer gehören, welche das Budget unter die directen Steuern stellt;

5) daß in Folge alles dessen das von mir in meinem Vortrag betrachtete Budget von 1855 im Betrage von 108,930,000 Thalern sich aus drei Einnahmequellen zusammensetzt: a) aus einem Einkommen von 11,967,000 Thlr., aus Staatsbesitzungen, b) aus einem Einkommen von 12,848,000 Thlr., aus der directen Steuer und c) aus den den gesammten Ueberrest, also circa 85 Millionen ergebenden indirecten Steuern.

Diese Darstellung war es, welche der Staatsanwalt in erster Instanz in folgender Weise angriff. Die Richtigkeit der mitgetheilten Zahlen bestritt er nicht, und konnte sie freilich nicht bestreiten. Denn sie sind aus dem officiellen Staatshaushaltsetat abgeschrieben. Ich überreichte damals ein finanzstatistisches Werk, in welchem derselbe abgedruckt war. Ich überreiche heute zu den Acten des Gerichts den Staatshaushaltsetat selbst in seiner officiellen Form.

Aber, sagte der Staatsanwalt, diese Darstellung beruhe auf einem bloßen Sophisma. „Allerdings — sagt er wörtlich (p. 20 des stenogr. Berichts) — gebraucht der Reiche mehr Salz, Brod, Fleisch, Heizungsmaterial, denn er nährt so und so viel Leute gerade aus den untern Ständen theils an seinem Tisch, theils aber auch durch den Lohn, dessen Höhe nach demselben Verhältniß bemessen ist. Der Angeklagte übersieht außerdem absichtlich, daß die indirecten Steuern nicht blos Salz, Fleisch, Brod und Heizungsmaterial treffen, sondern daß sie auch auf

Digitized by Google

andern Gegenständen liegen, vor allen auf Luxusartikeln. Die Steuern hierauf, z. B. auf Seide und selbst auf Zucker, treffen nicht den Armen. Eben so kommt der Arme selten in die Lage Stempel, namentlich hohe, zu lösen, participirt also auch an dieser — indirecten! — (wie der Staatsanwalt mit ironischer Ausrufung anführt) Steuer nicht. Ich glaube, daß in dieser Beziehung die Sophistik des Angeklagten klar liegt und daß, wenn er in solcher Weise vor Arbeitern spricht, hierin eine Anreizung der Zuhörer zur Störung des öffentlichen Friedens in unerhörtester Art vorliegt."

Ich hielt, meine Herren, dies Raisonnement nicht für geeignet, irgend eine Antwort zu verdienen. Ich überging diesen Punkt in meiner Vertheidigung mit Schweigen. Der Staatsanwalt aber kommt in seiner Replik auf denselben zurück: „In Betreff des anderen Grunds — sagt er (p. 31 des stenographischen Berichts) — daß in der That der Inhalt der Rede rein wissenschaftlich sei, so erlaube ich mir besonders hervorzuheben, in wie wenig wissenschaftlicher Weise Angeklagter zu Werk gegangen ist. Er hat es auch nicht für gut befunden, auf diese meine Behauptung zu erwidern. Ich sagte ihm, daß in dem Vortrag unwahre Thatsachen vorgebracht sind. Ich habe beispielsweise darauf hingewiesen, daß darin ausdrücklich behauptet worden ist, daß die Bourgeoisie die ganze Last der Steuern auf die Schultern des Volkes gewälzt habe, indem sie, wie es wörtlich heißt, das System der indirecten Steuern zu einem unerhörten entwickelte, obgleich es schon früher existirt habe. Wie wunderbar ist es, behaupten zu wollen, daß die indirecten Steuern lediglich vom vierten Stande, von den Armen aufgebracht werden! Der Arme ist factisch nicht in der Lage, solche Beiträge zur indirecten Steuer zu bezahlen. In ausgedehnter Weise bezieht der vierte Stand die der indirecten Steuer unterworfenen Gegenstände von der Bourgeoisie, als der Klasse der Bemittelten, hat also insoweit gar keine Steuer zu entrichten."

Hierauf antwortete ich in meiner Duplik — Sie finden dieselbe p. 34 ꝛc. des stenographischen Berichts — mit wenigen schlagenden Bemerkungen: Was ich über die indirecten Steuern sage, zerfalle in Facta und Deduction. Die Facta — die mitgetheilten Zahlen — greife der Staatsanwalt nicht an; noch weniger aber könne er die Deduction angreifen. Daß die directen Steuern nur einen höchst geringen Theil zu der Einnahme

Digitized by Google

des Staates liefern, stünde ja nach dem officiellen Staatshaushaltsetat selbst fest, da sie nach diesem immerhin nur einen Betrag von 26 Millionen zu der Gesammteinnahme von 108 Millionen liefern. Daß auch die in diesen 26 Millionen enthaltenen Summen für Grundsteuer und Gewerbesteuer auf den Consumenten übergewälzt würden und somit eine indirecte Steuer darstellten, sei ja eine ganz bekannte Thatsache und überhaupt sei in der Wissenschaft gar kein Streit darüber, daß alle durch ein besonderes Bedürfniß vermittelten, statt auf den Besitz gelegten, Steuern die Natur von indirecten Steuern haben. Es blieben somit in Wahrheit nur 12—13 Millionen aus den directen Steuern übrig gegen 84 Millionen indirecter Steuern. Daß die indirecten Steuern blos und lediglich von der ärmeren Klasse bestritten würden, hätte ich nicht gesagt und würde auch ein reiner Unsinn sein, da ja Jedermann consumire. Sondern nur das hätte ich gesagt, daß die indirecten Steuern in einem weit überwiegenden Maße, daß sie ihrem beiweitem größten Theile nach von den ärmeren Klassen getragen werden.

Dies aber folge ja mit Sonnenklarheit schon daraus, daß die indirecten Steuern, was eben das Unverhältnißmäßige bei ihnen sei, den Einzelnen nicht treffen, im Verhältniß zu seinem Einkommen, sondern zu dem sich keineswegs nach dem Einkommen richtenden Bedürfniß nach dem Gegenstande, auf welchen die Steuer gelegt sei. Sowie aber erst feststünde, daß die indirecten Steuern den Einzelnen nicht im Verhältniß zu seinem Vermögen und Einkommen belasten, daß also Jemand, der 20, 50, 100 mal so reich sei, wie ein Anderer, deshalb durchaus nicht 20, 50, 100 mal soviel Salz, Brod, Fleisch, Bier ꝛc. consumire wie ein Arbeiter oder Kleinbürger, so folge ja schon für die bloße rationelle Betrachtung aus der beiweitem größeren Zahl ärmerer Leute mit Nothwendigkeit, daß der größte Theil der indirecten Steuern durch diese gezahlt werde. Ueberdies stünde dies und Alles, was ich hierüber gesagt, durch Wissenschaft und Statistik ja seit länger denn 100 Jahren vollkommen fest und es sei also mehr als überflüssig, über seit so langer Zeit in der Wissenschaft feststehende Thatsachen erst weiter zu dociren. —

Mit diesen kurzen und schlagenden Bemerkungen, mit diesem Hinweis auf das constante und einmüthige Zeugniß der Wissen-

Digitized by Google

schaft begnügte ich mich. Ich hätte es für Unrecht, für meiner nicht angemessen erachtet, mich meiner natürlichen Ueberlegenheit in einer Wissenschaft, in der ich seit langen Jahren zu Hause bin, zu bedienen, um durch detaillirteres Eingehen dem Staatsanwalt peinlich fühlbar zu machen, wie wenig der von ihm zum Zweck einer Anklage etwa gemachte dilettantische Ausflug auf ein ihm fremdes fachwissenschaftliches Gebiet ausreicht, um Jemand in den Stand zu setzen, ein Urtheil in demselben zu haben.

Besonders aber: fast hätte es mir geschienen, eine Art von moralischer Beleidigung gegen das Richtercollegium in sich zu schließen, wenn ich demselben erst eingehendere Beweise über Dinge vortragen wollte, die seit mehr als 100 Jahren in allen Compendien zu lesen sind.

Zwar hatte ich kein Recht bei dem Collegium eine fachwissenschaftliche Kenntniß der National-Oekonomie und Statistik vorauszusetzen. Aber Dinge, die seit undenklichen Zeiten so allgemein anerkannt sind, wie das, was ich über die indirecten Steuern sage, die schienen mir nothwendig, mindestens in ihrem allgemeinen Resultat, durch äußerliches Vernehmen zur Kenntniß des Richtercollegiums gekommen sein zu müssen und ich hielt es daher für eben so überflüssig als absurd, für so triviale Dinge, die längst Gemeingut aller Compendien geworden, erst einen ernsthaften Beweis antreten zu sollen.

Ich hatte Unrecht, meine Herren, und es ist nichts natürlicher, als daß ich Unrecht hatte. Wir, die wir unser Leben den Studien geweiht haben, wissen Manches und Vieles. Aber in Einem Punkte bleiben wir gerade dadurch ewig unwissend wie Kinder: wir haben niemals eine Ahnung davon, wieviel die Andern nicht wissen!

In der That trat das publicirte Urtheil durchaus den Ausführungen des Staatsanwalts bei, indem es ausdrücklich das, was ich über die indirecten Steuern sagte, für nicht wahr erklärte; ausdrücklich erklärte, daß die Last der indirecten Steuern nicht in der Weise die ärmere Klasse treffe, wie ich aufgestellt.

Dies ist zugleich auch der Grund, aus welchem das publicirte Urtheil meinen Vortrag zwar für im Wesentlichen rein wissenschaftlich, aber für nicht durchweg rein wissenschaftlich erklärt, weil er nämlich in dem, was ich über die indirecten

Digitized by Google

Steuern sage, Beweise enthalte, die nicht „wissenschaftlich logisch“ seien. (Stenogr. Bericht p. 51.)

In dem mir ausgefertigten Urtheil ist allerdings auffälliger Weise dieser Widerspruch gegen die Wahrheit dessen, was ich über die indirecten Steuern sage, völlig zurückgenommen. Es steht hier kein Wort mehr, in welchem diese meine Lehre als unwahr oder auch nur ungenau bezeichnet wird.

An und für sich, meine Herren, hat nun schon, wie Sie begreifen werden, das publicirte Urtheil eine größere Wichtigkeit für mich als das ausgefertigte Urtheil; denn das in der Sitzung sofort publicirte Urtheil zeigt mir die wirklichen, psychologischen Gründe, aus denen ich verurtheilt wurde. Das ausgefertigte Urtheil zeigt mir nur die Gründe, mit welchen diese Verurtheilung hinterher vertheidigt wird! Aber selbst abgesehen hiervon: auch in dem ausgefertigten Urtheil ist meine Ausführung über die indirecte Steuer, und obgleich jeder Einspruch gegen die Wahrheit derselben hier fehlt, als das überall wiederkehrende, wahrhafte Fundament der Verurtheilung, als das, wodurch zu Haß und Verachtung angereizt worden sein soll, stehen geblieben!

Es läßt sich also nur annehmen, daß das Urtheil seinen Widerspruch gegen die Wahrheit meiner Ausführung nur äußerlich zurückgezogen hat, innerlich aber nach wie vor an ihm festhält.

Denn von zwei Dingen Eins. Ist meine Lehre über die indirecten Steuern wissenschaftlich wahr — so wird sie auch nicht strafrechtlich angreifbar sein. Ist sie wissenschaftlich wahr, so ist und bleibt sie durch den Art. 20 der Verfassung gedeckt: „Die Wissenschaft und ihre Lehre ist frei.“ Ist sie wahr, so bleibt sie selbst abgesehen von diesem Artikel vollkommen unangreifbar, denn wir leben nicht in einer Zeit, in welcher man die Finanzstatistik und Nationalökonomie, gleichviel wo und wann sie gepredigt würden, für ein Verbrechen erklären kann.

Das hat selbst der Staatsanwalt in erster Instanz anerkannt. Denn sein ganzer Angriff beruhte darauf, daß diese meine Lehre nach ihm „unwahre Thatsachen“, daß sie ein „Sophisma“ enthalte.

Ein Anderer würde Ihnen vielleicht sagen: selbst wenn diese Lehre irrig wäre, so bleibt sie immer noch eine wissenschaftliche irrige Lehre. Seit wann wäre ein wissenschaftlicher Irr-

Digitized by Google

thum strafbar? Aber so schlüssig diese Einrede in jure wäre, ich schleudere sie weit von mir. Mögen Sie immerhin annehmen — ich fordere Sie selbst dazu auf — wenn ich Ihnen die Wahrheit des von mir Gesagten nicht erweise, daß ich dasselbe nur dolose, seine Unwahrheit kennend und also in der Absicht aufzureizen gesagt habe. Aber je liberaler ich hierin bin, je freigebiger ich mich jeder auf irgend welche Schwächlichkeit hinauslaufenden Vertheidigung entäußere, desto ernster muß ich bei dem Satze stehen bleiben: ist das, was ich sagte, wissenschaftlich wahr, so ist nicht die Verkündung dieser wissenschaftlichen Lehre, sondern nur ihre Verfolgung ein Verbrechen!

Diesen Beweis der Wahrheit werde ich Ihnen jetzt erbringen, und verschlungen mit ihm werde ich Ihnen in demselben Material zugleich einen andern Beweis erbringen, nämlich den, wie erstaunlich fern von jeder aufreizenden Absicht ich bei meinem Vortrag war. Ich werde Ihnen nämlich zeigen, daß das, was ich über die indirecten Steuern sagte, nicht nur wahr, sondern nur ein sehr geringer Theil der Wahrheit, daß es nur noch viel zu milde war; daß ich weit schärfere, weit aufregendere Dinge über die Steuern hätte sagen können; daß ich somit keineswegs den Zweck verfolgte, aufzuregen, sondern im Gegentheil nur so wenig als möglich, nur so viel zu sagen, als zur Durchführung des den Vortrag beherrschenden philosophischen Grundgedankens unerläßlich nothwendig war.

Und bemerken Sie wohl, meine Herren, wie und durch wen ich Ihnen diesen wissenschaftlichen Nachweis erbringen werde. Ich werde ihn führen, nicht durch Autoren, welche meiner Richtung in der Nationalökonomie angehören, sondern gerade nur durch diejenigen Männer der Wissenschaft, welche die Bourgeoisie in der Nationalökonomie vertreten; durch die Chefs der herrschenden Schulen, durch die Geständnisse der gefeiertsten und berühmtesten Namen der Bourgeois-Oekonomen werde ich Ihnen diesen Nachweis führen.

Noch eine letzte Vorbemerkung habe ich vorauszuschicken: Die Autoren, die ich anführen werde, zerfallen unter sich in zwei Reihen. In solche, welche die indirecten Steuern um jener Nachtheile willen abgeschafft wissen möchten, und in solche, welche dies nicht wollen. Die indirecten Steuern haben nämlich vom Standpunkte der praktischen Routine aus gewisse große Vortheile. Sie werden entrichtet, ohne daß der Zahlende es merkt

Digitized by Google

und in kleinen Raten. Und besonders: sie bringen erstaunlich große Summen in die Staatskassen, und man weiß nicht, wie man ohne ganz radicale Reformen ihren Ertrag ersetzen sollte. Aus diesen Gründen sind auch viele der anzuführenden Schriftsteller für die Beibehaltung der indirecten Steuern. Alle aber, auch diese Letzteren, erkennen alle die Thatsachen an, welche ich in meinem Vortrag über die indirecten Steuern ausgesagt habe. Hierüber herrscht, wie Sie sehen werden, Uebereinstimmung Aller!

Da mir der Hof erster Instanz auf meine einfache Versicherung nicht hat glauben wollen und es deßhalb mein Grundsatz ist, heut schlechterdings nichts zu sagen, was ich nicht sofort in beweisfähiger Form belege, so will ich zuvörderst den meiner Kritik der indirecten Steuern zu Grunde liegenden Satz, daß jede Steuer ungleich und somit ungerecht sei, welche den Einzelnen nicht im Verhältniß zu seinen Einkünften trifft, daß also nur die verhältnißmäßige Steuer eine gleiche Steuer sei, durch eine Autorität belegen, welche Sie nicht abweisen können, durch die des preußischen Gesetzgebers. Schon im Edict vom 28. April 1743 ist ausgesprochen: „daß in einem Staate, in welchem Alle eines gleichen Schutzes genießen, auch zu den Abgaben, welche darauf verwendet werden, Alle ihren Beitrag zu geben schuldig seien und zwar ein Jeder nach Beschaffenheit seiner Einkünfte*)."

Ich bin in meinem Vortrag, weil ich da ja gar keine Abhandlung der Steuermaterie gebe, sondern diesen Gegenstand nur gelegentlich auf zwei Seiten berühre, — weshalb ich auch viele andere große Nachtheile der indirecten Steuern, z. B. die bei weitem größeren Kosten ihrer Erhebung, mit Stillschweigen übergangen — so milde, anzunehmen, als ob die proportionellen directen Steuern, die in einem gleichen Procentsatz vom Einkommen erhoben werden, diesem Grundsatze entsprächen.

Selbst dies ist nicht einmal der Fall. Hören Sie Say, den Chef der französischen Bourgeois-Oekonomie, unter Louis Philippe Professor der National-Oekonomie am collège de France, den berühmtesten und beliebtesten Namen, welchen die rechtgläubige Bourgeois-Oekonomie in Frankreich aufzuweisen hat. Er

*) Vgl. die schon 1741 den Ständen des eroberten Schlesiens gemachte Regierungsproposition, s. Ranke, neue Bücher preußischer Geschichte II, 467.

Digitized by Google

ſagt in ſeinem Cours complet d'économie politique, VIII. Partie IV. Chap: über die Steuer, ihre Rechtmäßigkeit und ihre Grenzen. p. 495 der Brüſſeler Ausgabe von 1844, wie folgt: „D'un autre côté, une contribution simplement proportionnelle n'est elle pas plus lourde pour le pauvre que pour le riche? L'homme qui ne produit que la quantité de pain nécessaire pour nourrir sa famille, doit-il contribuer exactement dans la même proportion que celui qui grâce à ses talents distingués, à ses immenses biens-fonds, à ses capitaux considérables, non seulement jouit et procure aux siens toutes les jouissances du luxe le plus somptueux, mais de plus accroit chaque année son trésor? Ne trouvez-vous pas dans cette prétention, messieurs, quelque chose qui choque l'équité?“ Zu deutſch: „Iſt eine blos proportionelle Steuer nicht ſchwerer für den Armen als für den Reichen? Derjenige, welcher nur die Quantität Brod verdient, die erforderlich iſt, um ihn und ſeine Familie zu ernähren, ſoll er genau in demſelben Verhältniß ſteuern, wie Derjenige, welcher Dank ſeinen ausgezeichneten Talenten, ſeinen ausgedehnten Beſitzungen, ſeinen beträchtlichen Capitalien nicht nur alle Genüſſe des Luxus ſich und den Seinigen gewährt, ſondern auch noch jedes Jahr ſeinen Reichthum vermehrt? Findet man nicht in einer ſolchen Behauptung etwas, was die Billigkeit empört?“

Say alſo — und wie viele Andere mit ihm! — findet ſelbſt die proportionelle directe Steuer für unverhältnißmäßig belaſtend für die ärmeren Klaſſen und verlangt auch von der directen Steuer, daß ſie um gerecht zu ſein, eine progreſſive Steuer ſei d. h. eine ſolche, welche von dem höheren Einkommen auch einen höheren Procentſatz zu entrichten nöthige, wovon ich — ſo wenig war mein Zweck auf Aufregung und Erbitterung gerichtet — meinem Publikum auch nicht ein Wort geſagt habe!

Was aber ſagt er gar von der indirecten Steuer?

Wörtlich folgendes (p. 496 daſ.):

„L'impôt sur les consommations est nécessairement proportionnel à la quantité de la marchandise consommée, et comme la quantité de la chose consommée ne peut suivre la proportion de la fortune, il s'ensuit que ce genre d'impôt, qui joue le principal rôle dans les pays fortement imposés, tombe sur les contribuables d'autant plus, qu'ils sont moins riches. En effet, un homme qui jouie de trois cent mille francs de revenu, ne saurait consommer trois cents fois plus de sucre ou de vin

Digitized by Google

que l'homme qui n'a que mille francs. Les petites fortunes supportent donc sous ce rapport un impôt véritablement progressif; c'est-à-dire d'autant plus fort proportionnellement que les facultés du contribuable sont moindres. C'est un des grands défauts des contributions indirectes, et dont une progression croissante dans l'impôt direct, ne serait qu'une juste, mais imparfaite compensation."

Zu deutſch: „Die auf die Conſumtionen gelegte Steuer iſt nothwendig proportionell der Quantität der conſumirten Waare; und da die Quantität der conſumirten Waare der Proportion des Vermögens nicht folgen kann, ſo folgt daraus, daß dieſe Art der Beſteuerung, welche in den ſtark beſteuerten Ländern die Hauptrolle ſpielt, auf die Steuerpflichtigen gerade um ſo mehr fällt, je weniger reich ſie ſind. In der That, ein Mann, der 300,000 Frs. Einkommen hat, wird nicht 300 mal mehr Zucker oder Wein conſumiren können, als ein Solcher, der nur 1000 Frs. Einkommen hat. Die wenig Bemittelten ſind es alſo, die in dieſer Hinſicht eine wahrhaft progreſſive Steuer aushalten; d. h. eine ſolche, die gerade um ſo ſtärker wird in demſelben Verhältniß, in welchem die Kräfte der Steuerpflichtigen geringer ſind. Dies iſt einer der großen Fehler der indirecten Steuern, ein Fehler, für welchen eine ſteigende Progreſſion bei der directen Steuer nur eine gerechte, aber noch unvollkommene Compenſation bilden würde."

So Say! Und in dem folgenden Kapitel ſagt er, die Vortheile und die Nachtheile der indirecten Steuern einander gegenüberſtellend (p. 499): „On a dit que les contributions indirectes étaient moins vexatoires et moins pénibles à acquitter que les autres; on a même dit que le contribuable les payait sans s'en apercevoir et confondait leur montant avec le sacrifice, auquel il se résout pour jouir des consommations atteintes par les droits. Il semble pouvoir s'y soustraire, en s'interdisant les actes (les consommations) qui donnent lieu à les exiger. Mais elles sont accompagnées de beaucoup d'inconvénients.

C'en est d'abord un très-grand que de produire et de ne pas consommer ses produits, ou les produits qu'on pourrait acquérir au moyen des premiers. Par la raison même qu'elles ne sont pas susceptibles de réclamations personnelles et que les agents du fisc peuvent répondre à ceux qui s'en plaignent: Vous êtes libres de vous y soustraire, le fisc a pu leur donner

Digitized by Google

une extension scandaleuse, comme dans les droits d'accise en Angleterre et dans la régie des contributions indirectes en France.

Elles ne sont point proportionnées aux facultés des contribuables. Le riche et le pauvre consomment du sel; mais le riche, qui jouit d'une fortune cent mille fois plus considérable que celle du pauvre, ne consomme pas cent mille fois plus de sel que lui. L'impôt sur les boissons fermentées oblige les sept huitièmes des habitants de la France à se priver dans leur vie ordinaire de vin, d'une boisson fortifiante, que leur sol produit en abondance; or c'est une inégalité de répartition que celle qui permet aux uns l'usage d'un produit qu'elle interdit aux autres.

Cet impôt n'est point non plus en proportion des prix. Il ne peut se proportionner ni aux récoltes, ni aux qualités. Trente francs qui sont une taxe d'un dixième sur un tonneau de trois cents francs, sont une taxe de trois cents pour cent sur un tonneau de dix francs; et ce qu'il y a de pis, c'est que la plus forte taxe est payée par l'indigent et la plus faible par le riche.

On peut affirmer que les impôts sur les consommations sont les plus inégalement répartis de tous; et que dans les nations où ils dominent, les familles les plus indigentes sont sacrifiées. C'est une des plaies de l'Angleterre."

Zu deutsch: „Man hat gesagt, daß die indirecten Steuern weniger vexatorisch und weniger peinlich zu entrichten wären als die andern; man hat selbst gesagt, daß der Steuerpflichtige sie bezahle ohne es zu merken und ihren Betrag verwechsle mit dem Opfer, zu dem er sich entschließt um die Consumtionen zu machen, welche durch die Gebühren getroffen sind. Er scheint sich selbst ihnen entziehen zu können, indem er sich die Handlungen, die Consumtionen, untersagt, die zu ihrer Erhebung Anlaß geben. Aber sie sind von großen Nachtheilen begleitet.

Es ist zunächst schon ein sehr großer Nachtheil zu produciren und seine Producte, oder die Producte, die man vermittelst ihrer eintauschen könnte, nicht zu consumiren. Und gerade aus dem Grunde, daß diese Steuern persönlicher Reclamationen nicht fähig sind und die Agenten des Fiskus denen, die sich darüber beklagen, antworten können: Ihr seid ja frei, Euch ihnen zu entziehen, hat der Fiscus ihnen eine scandalöse Ausdehnung

Digitized by Google

geben können, wie in den Acciserechten Englands und in der Regie der indirecten Steuern in Frankreich.

Sie stehen ferner in keinem Verhältniß zu den Kräften der Steuerpflichtigen. Der Reiche und der Arme verzehren Salz; aber der Reiche, der ein hunderttausendmal beträchtlicheres Vermögen hat, als dasjenige des Armen, verzehrt deshalb nicht hunderttausendmal mehr Salz als er. Die Steuer auf die Getränke nöthigt $^7/_8$ der Einwohner Frankreichs sich für das gewöhnliche Leben des Weins zu berauben, eines stärkenden Getränkes, welches ihr Boden in Ueberfluß hervorbringt; und es ist eine ungleiche Steuervertheilung, welche den Einen den Gebrauch eines Productes erlaubt, den sie den Andern untersagt.

Diese Steuer steht ferner in keinem Verhältniß zu den Preisen. Sie kann sich nicht anpassen weder den verschiedenen Jahreserndten, noch den verschiedenen Qualitäten. Dreißig Franken, die eine Taxe von 10 Procent darstellen auf ein Faß Wein von 300 Frs., bilden eine Taxe von 300 Procent auf ein Faß Wein von 10 Franken; und was das Schlimmste ist, ist, daß die stärkste Taxe gerade von dem Bedürftigen bezahlt wird und die schwächste von dem Reichen.

Man kann versichern, daß die Steuern auf die Consumtionen die am allerungleichsten vertheilten von allen sind und daß in den Nationen, wo sie vorherrschen, die bedürftigsten Familien aufgeopfert werden. Es ist das eine der Wunden Englands."

So Say! Ich stehe erst am Anfang, meine Herren, einer endlosen Reihe von Citationen, so endlos, daß ich, wenn ich wollte, vierzehn volle Tage und mehr hier mit Citationen zubringen könnte, ich stehe erst am ersten Anfang derselben und schon wird es Ihnen vielleicht scheinen, als sei durch die bloße Anführung dieses Einen Chefs der herrschenden Bourgeois-Oekonomie das zu Beweisende bewiesen. Denn wie Sie gesehen haben, sagt Say ganz dasselbe was ich, nur noch weit schärfer, nur noch weit schneidender in den Ausdrücken, nur noch weit stärker in dem quantitativen Umfang der Aeußerungen.

Ich sage, die indirecten Steuern treffen die Individuen nicht nach Verhältniß ihres Kapitals und Einkommens; Say sagt, die indirecten Steuern sind sogar eine im umgekehrten Sinn progressive Steuer, die jeden grade um so stärker trifft, je ärmer er ist. Ich sage, die armen Klassen werden dadurch überbürdet. Nein, sagt Say, sie werden dadurch

Digitized by Google

sacrifiées aufgeopfert, zum Opfer geschlachtet. Ich sage, die europäische Bourgeoisie hat die indirecte Steuer nicht erfunden, sie bestand vor ihr, aber sie hat sie zu einem unerhörten System entwickelt. Nein, sagt Say, sie hat ihr eine scandalöse Ausdehnung gegeben!

Ich sage, es ist ein eigenthümlicher Widerspruch und eine eigenthümliche Gerechtigkeit, fast die gesammten Staatshaushaltsbedürfnisse den indirecten Steuern aufzubürden, und zum Maaßstab des Wahlrechts d. h. des politischen Herrschaftsrechts dagegen die directen Steuern zu machen, die nur 12 Millionen zu jenem Gesammtbudget von 108 Millionen liefern. Diese directen Steuern lasse ich also mindestens als gerecht und verhältnißmäßig erscheinen, denn ich war hundert Meilen weit davon entfernt, eine Aufreizung wegen der Steuereinrichtungen zu beabsichtigen. Behüte! sagt Say, die directe Steuer ist gleichfalls ungerecht, wenn sie nicht progressiv ist, und die steigende Progression ihres Procentsatzes wäre nur eine gerechte, aber noch unvollständige Compensation der hohen Unbill, welche die gleichfalls eine progressive Steuer aber nach unten hin darstellenden indirecten Steuern den ärmern Klassen zufügen.

Aber Alles das wußte man nicht, meine Herren, und so wurde ich wegen einer in der Wissenschaft feststehenden Thatsache verurtheilt!

Hören wir einen andern der berühmtesten Gewährsmänner, die angeführt werden können. Ein Mann, eben so groß als National-Oekonom, wie als Historiker, der berühmte Geschichtsschreiber Frankreichs und Italiens, Simonde de Sismondi, Mitglied des Instituts von Frankreich, der kaiserlichen Akademie zu Petersburg, der Kgl. Akademie der Wissenschaften zu Berlin und so vieler andern gelehrten Gesellschaften, daß ich mehre Minuten brauchen würde, sie Ihnen alle aufzuzählen.

„Si l'on se donne la peine — sagt er in seinen Nouveaux Principes d'économie politique, T. II. p. 207 der Pariser Ausgabe von 1819 in dem Kapitel über die Steuer — si l'on se donne la peine de récapituler les différentes parties du revenu du riche qui sont ainsi soustraites à l'impôt, on trouvera que c'est tout au plus sur le dixième de sa dépense qu'il paie quelques droits de consommation; que ces droits s'élèvent toujours plus dans leur proportion avec les revenus à mesure qu'on descend vers les classes plus indigentes, et que la plus malheureuse de

Digitized by Google

toutes, celle des ouvriers manufacturiers, dont la dépense se compose presque uniquement de denrées achetées et introduites dans les villes, n'y échappe pour aucune partie de son revenu.“ Zu deutſch: „Wenn man ſich die Mühe giebt, die verſchiedenen Theile der Einkünfte des Reichen zu recapituliren, die auf dieſe Weiſe der Steuer entzogen ſind, ſo wird man finden, daß allerhöchſtens auf dem zehnten Theil ſeiner Ausgaben irgend welche Conſumtionsſteuern ruhen, daß dieſe Steuern immer mehr ſteigen im Verhältniß zu den Revenüen, je mehr man zu den ärmeren Klaſſen herabſteigt, und daß die unglücklichſte von allen, diejenige der Fabrikarbeiter, deren Verzehr ſich faſt ausſchließlich aus Lebensmitteln zuſammenſetzt, die in den Städten gekauft und eingeführt werden, der Steuer auch nicht für irgend welchen Theil ihres Einkommens entgeht.“

Und Sismondi fährt unmittelbar alſo fort: „C'est donc une proposition très-injuste et très-inhumaine que celle qu'on a souvent répétée, de supprimer toutes les impositions directes et de lever la totalité des revenus de l'État par des impôts sur la consommation, car elle équivaut à peu près à celle-ci de dispenser presque de tout impôt tous les riches et de ne lever les taxes que sur les pauvres. A plusieurs égards ce serait rentrer dans l'ancien système feodal où le noble ne payait rien; mais il y aurait encore dans cette innovation un perfectionnement d'aristocratie, c'est qu'il suffirait de devenir riche, pour être par le fait même, dispensé de payer.“

Zu deutſch: „Es iſt alſo ein ſehr ungerechter und ſehr unmenſchlicher Vorſchlag, jener oft wiederholte Vorſchlag, alle directen Steuern aufzuheben und die geſammten Staatseinnahmen durch indirecte Conſumtionsſteuern zu erheben, denn er läuft beinahe auf den Vorſchlag hinaus, alle Reichen von aller Steuer zu entbinden und die Taxen nur von den Armen zu erheben. In mehrfacher Hinſicht würde das heißen in das alte Feudalſyſtem zurückkehren, wo der Adlige nichts bezahlte; aber es würde in dieſer neuen Weiſe noch eine Steigerung von Ariſtokratie liegen, dieſe nämlich, daß es genügen würde, reich zu werden, um durch dies Factum ſelbſt von der Steuer entbunden zu ſein.“

Sie ſehen alſo, auch dieſer große Gelehrte, Sismondi wie Say, begeht ganz daſſelbe „Sophisma“, erklärt ganz dieſelben

Digitized by Google

„unwahren Thatsachen“, nur in noch weit gesteigerter Weise, welche der Staatsanwalt mir vorwirft und für welche mich das Urtheil verurtheilt. Ich sage wörtlich: „der Betrag der indirecten Steuern wird statt die Individuen nach Verhältniß ihres Kapitals und Einkommens zu treffen, seinem bei weitem größten Theile nach von den ärmeren Klassen der Nation gezahlt.“ Nicht seinem bei weitem größten Theile nach, sondern fast nur von den Armen wird er gezahlt und fast von jedem Beitrag sind die Reichen dispensirt bei den Consumtionssteuern, sagt Sismondi.

Dies stand also schon 1819 in der Wissenschaft fest. Und weil sich ein Staatsanwalt und ein Gerichtshof in der glücklichsten Unbekanntschaft mit den ersten Elementen der Staatswissenschaften erhalten haben, werde ich noch fast fünfzig Jahre später dafür angeklagt, verurtheilt und bestraft!

Es giebt einen Namen in der National-Oekonomie, berühmter noch als derjenige der beiden Vorerwähnten und ihnen zugleich lange vorhergehend in der Zeit. Ich spreche von dem großen Begründer der modernen National-Oekonomie, dem Schotten Adam Smith, geboren 1723, dessen Epoche machendes Werk über den Reichthum der Nationen 1775 erschien. Hören wir also Adam Smith über die in Rede stehenden Punkte.

„Les impôts, sagt er — ich citire hier nach der französischen Ausgabe seiner Werke vom Marquis Garnier, Paris 1822. T. III. p. 82 — les impôts sur les choses nécessaires à la vie ont sur le sort du peuple, à peu près le même effet qu'un sol ingrat ou un mauvais climat. Ces impôts renchérissent les denrées de la même manière que si elles coutaient plus de travail et de dépense qu'à l'ordinaire pour être produites.“ — — „Ces sortes d'impôts quand ils sont montés à un certain point, sont une calamité aussi fâcheuse que la stérilité du sol ou l'inclémence des saisons et cependant c'est dans les pays les plus riches et les plus industrieux qu'en général on les trouve établis. Aucun autre pays ne serait en état de supporter une aussi forte maladie. De même qu'il n'y a que les corps les plus vigoureux qui puissent se maintenir en vie et même en santé avec le régime le plus mal-sain, de même il n'y a que les nations qui sont les plus favorisées dans toute espèce d'industrie par des avantages naturels ou acquis, qui puissent subsister et même prospérer sous le poids de ces sortes d'impôts.“

Digitized by Google

Zu deutsch: „Die Steuern auf die nothwendigen Lebensmittel haben auf das Loos des Volkes fast denselben Einfluß wie ein unfruchtbarer Boden oder ein schlechtes Klima. Diese Steuern vertheuern die Lebensmittel in derselben Weise, als wenn sie mehr Arbeit und Ausgaben als sonst kosteten, um producirt zu werden." ——„Diese Arten von Steuern, wenn sie zu einem gewissen Punkt steigen, sind also eine eben so traurige Calamität, wie die Unfruchtbarkeit des Bodens oder die Ungunst der Witterung und dennoch sind es gerade die reichsten und industriellsten Länder, wo man sie im Allgemeinen vorfindet. Auch würde kein anderes Land im Stande sein, eine so starke Krankheit zu ertragen. Eben so wie es nur die kräftigsten Körper sind, welche sich am Leben und selbst bei Gesundheit erhalten können selbst bei der ungesundesten Lebensweise, eben so sind es nur die in jeder Art von Industrie durch natürliche oder erworbene Vortheile am meisten bevorzugten Nationen, die bestehen und selbst gedeihen können unter dem Druck dieser Arten von Steuern."

Und näher zu der Untersuchung der indirecten Steuern im Allgemeinen und ihrer Einwirkung auf die Lage der arbeitenden Klassen übergehend sagt Adam Smith (lib. V. ch. II. T. IV. p. 377): „Une hausse dans le prix des denrées imposées n'entrainera pas nécessairement une hausse dans le salaire du travail. Un impôt sur le tabac, par exemple, quoique ce soit une chose de luxe à l'usage du pauvre aussi bien que du riche, ne fera pas hausser les salaires. Quoiqu'il soit imposé, en Angleterre, à trois fois son prix originaire et en France à quinze fois ce prix, cependant il ne parait pas que ces droits énormes aient produit aucun effet sur les salaires du travail. On en peut dire autant des impôts sur le thé et sur le sucre qui sont devenus en Angleterre et en Hollande des choses de luxe à l'usage des dernières classes du peuple et de ceux sur le chocolat, qui est devenu la même chose, à ce qu'on dit, en Espagne. Les différents impôts qu'on a établis en Grande Brétagne, dans le cours de ce siècle, sur les liqueurs spiritueuses, ne passent pas pour avoir produit quelque effet sur les salaires du travail. La hausse occasionnée dans le prix du porter par un impôt additionnel de 3 s. par baril de bière forte, n'a pas fait monter à Londres les salaires du travail de manoeuvre."

Zu deutsch: „Die Erhöhung des Preises der besteuerten

Digitized by Google

Lebensmittel wird deshalb nicht nothwendig eine Erhöhung des Arbeitslohns nach sich ziehen. Eine Steuer auf den Tabak z. B., obgleich derselbe ein Luxusgegenstand ist, welcher eben so stark vom Armen wie vom Reichen gebraucht wird, wird den Arbeitslohn nicht steigern. Obgleich er in England zum dreifachen Betrage seines ursprünglichen Preises besteuert ist und in Frankreich zum 15fachen Betrag dieses Preises, scheint es gleichwohl nicht, daß diese enormen Gebühren irgend eine Einwirkung auf die Arbeitslöhne gehabt haben. Man kann dasselbe sagen von den Steuern auf Thee und Zucker, die in England und Holland — (Sie wissen beiläufig, meine Herren, daß der Thee eben so in England allgemein gebräuchliches Lebensmittel des Arbeiters ist, wie bei uns der Kaffee) — Luxusgegenstände im gewohnten Gebrauch der untersten Volksklassen geworden sind, oder von denjenigen auf Chocolade in Spanien, welche dort eben so allgemeines Bedürfniß geworden ist. Die verschiedenen Steuern auf Spirituosa, welche man in Großbrittannien im Laufe dieses Jahrhunderts eingeführt hat, gelten nicht dafür, irgend eine Wirkung auf den Arbeitslohn hervorgebracht zu haben. Die Steigerung, welche durch eine Zusatzsteuer von 3 Schilling per Barrel im Porter verursacht worden ist — (Sie wissen, meine Herren, daß dies in England ein in den untersten Volksklassen zum allgemein üblichen und gewohnheitlichen Bedürfniß gewordenes Getränk ist, welches auch von den portefaix, den Lastträgern, seinen Namen bekommen hat) — hat gleichwohl in London die Arbeitslöhne nicht zu steigern vermocht."

Und eben so sagt er an einer andern Stelle von den arbeitenden Klassen (libr. I. ch. XI. T. II. p. 147): „Ils souffrent bien plus peut-être de cette hausse artificielle qu'ont occasionnée les impôts dans le prix de quelques denrées manufacturées, tel que celui du sel, du savon, du cuir, des chandelles, de la drêche, de la bière et de l'aile etc."

„Sie leiden weit mehr vielleicht — nämlich weit mehr noch als von den Getreidepreisen — von der künstlichen Preiserhöhung, welche die Steuern im Preise einiger Manufacturwaaren verursacht haben, wie z. B. beim Salz, der Seife, dem Leder, den Lichtern, dem Malz, dem Biere, dem Oel ꝛc."

Sie sehen also schon hier, meine Herren, aus diesen unum-

Digitized by Google

wundenen Erklärungen Adam Smiths, es verhält sich nicht so, wie der Staatsanwalt glaubt, daß die arbeitenden Klassen im Arbeitslohn die Steuer, welche auf den Gegenständen ihres Consums liegt, vergütet bekommen; ein Punkt, auf welchen ich übrigens später noch näher eingehen werde.

Wie aber denkt Adam Smith über jenen andern Punkt, darüber nämlich, ob in der That, wie ich in meinem Vortrag behaupte, der Betrag der indirecten Steuern zu seinem bei weitem größten Theile von den ärmeren Klassen aufgebracht wird? Zur Zeit von Adam Smith gab es noch keine Statistik, und hiernach könnte es möglich scheinen, daß er sich in diesem Punkte noch geirrt haben könnte. Aber nein, meine Herren. Dies war doch nicht möglich. Die bloße rationelle Betrachtung mußte, wie ich in meiner Duplik in erster Instanz hervorhob, schon aus aprioristischen Gründen ihm hinreichend das wirkliche Sachverhältniß enthüllen, wenn ihm auch noch keine Colonnen statistischer Thatsachen zu Gebote standen.

Er sagt darüber, wie folgt (ib. libr. V. ch. II. T. IV. p. 413): „Il faut observer que la somme totale de la consommation que font les classes inférieures du peuple, ou celles qui sont au-dessous de la classe mitoyenne, est par tout pays beaucoup plus grande, non seulement en quantité, mais en valeur, que la consommation de la classe mitoyenne et de celles qui sont au-dessus de cette classe. La somme totale de la dépense des classes inférieures est beaucoup plus forte que celle des classes supérieures."

Zu deutsch: „Man muß bemerken, daß die Totalsumme des Consums, welchen die untern Klassen des Volkes machen, oder diejenigen, welche unter der Mittelklasse stehen, in jedem Lande bei weitem größer ist, nicht nur der Quantität, sondern auch dem Werthe nach, als die Consumtion der Mittelklasse und der noch über ihr stehenden Klassen. Die Totalsumme der Ausgabe der untern Klassen ist bei weitem stärker, als die der oberen Klassen."

Und er concludirt hierauf in wörtlicher Uebereinstimmung mit mir (ib. p. 414): „Ainsi, entre les impôts établis sur les dépenses, ceux qui portent principalement sur la dépense des classes supérieures, sur la portion la plus petite du produit annuel, promettent un revenu public beaucoup moindre que ceux qui portent indistinctement sur les dépenses communes à

Digitized by Google

toutes les classes du peuple ou même que ceux qui portent principalement sur la dépense des classes inférieures."

Zu deutsch: „Also, unter den Steuern, welche auf Ausgaben gelegt werden, versprechen diejenigen, welche hauptsächlich die Ausgaben der höheren Klassen, den kleinsten Theil der Jahresproduction treffen, ein weit geringeres Staatseinkommen, als diejenigen, welche ohne Unterschied auf die allen Klassen des Volkes gemeinschaftlichen Ausgaben, oder selbst als diejenigen, welche hauptsächlich nur auf die Ausgaben der unteren Klassen gelegt werden."

Die Sophismen also, die ich aufgestellt, die unwahren Thatsachen, die ich behauptet, sie sind mir in allen ihren Punkten auch mit Adam Smith gemeinschaftlich! Sie stehen schon seit 1770, also seit 100 Jahren in der Wissenschaft fest!

Wollen Sie aber vielleicht statt der Engländer und Franzosen lieber die Vertreter der deutschen Wissenschaft vernehmen? Ich stehe zu Ihren Diensten, meine Herren!

Hören wir also z. B. den Herzoglich-Sachsen-Coburgschen Regierungsrath Lotz, der 1822 ein dreibändiges Handbuch der Staatswirthschaftslehre publicirte.

Der Mann weist wie schon andere vor ihm nach, daß — wovon ich gleichfalls meinem Publikum, weil mir jede Absicht aufzureizen fern lag, nichts gesagt habe — die indirecten Steuern den Consum der ärmeren Klassen nicht nur um den ganzen Betrag der Steuern selbst vertheuern, auch nicht blos um die immensen Kosten ihrer Erhebung, die zehnmal so groß sind, wie bei den directen Steuern, sondern noch weit darüber hinaus, da die Gewerbsunternehmer sich jetzt auch auf den von ihnen zuvörderst vorgeschossenen Betrag der Steuersumme den üblichen Profitsatz im Preise der Dinge vergüten lassen. Er sagt Bd. III. p. 185: „Vorzüglich dieses ist es, was alle indirecten Consumtionsabgaben für den ärmeren und größeren Theil des Volkes stets so drückend macht. Die erhöheten Preise unserer Lebensbedürfnisse, die stets die unausbleibliche Folge eines solchen Abgabenerhebungssystems sind, drücken schon die ärmere und niedere Volksklasse unendlich, noch mehr, oder wenigstens eben so stark, aber drücken sie die Vortheile, welche sie der reicheren Volksklasse für ihre gemachten Vorschüsse zugestehen muß — und Beides zusammen kann denn keine andere Folge haben, als daß bei einem solchen Abgabenerhebungs-

Digitized by Google

ſyſtem ein Aufſchwung der Betriebſamkeit der ärmeren und niederen Volksklaſſen und ihres Wohlſtandes beinahe ganz unmöglich wird."

Welche aufreizende Stärke der Ausdrücke, meine Herren! Wie milde, verſchleiernd, beſchönigend erſcheint daneben Alles, was ich ſagte! Derſelbe Beamte und National-Oekonom fährt fort (ib. p. 186): „Mit einem Worte, die Conſumtionsſteuer wälzt die Abgabe gerade auf diejenige Volksklaſſe, welche zu ihrer Entrichtung am wenigſten Kraft und Fähigkeit hat, und erſchüttert dadurch nicht blos die Gleichmäßigkeit der Vertheilung der öffentlichen Abgaben, ſondern ſelbſt auch die Elemente des allgemeinen Wohlſtandes bis auf ſeine äußerſte Grundlage hinaus."

Und gleich darauf: „Wohl mag der Wohlhabende und Reiche ein ſolches Abgabeſyſtem etwa ohne auffallende Nachtheile für ihn ertragen können. Aber für die niedere und ärmere Volksklaſſe kann es nie ohne offenbaren Verderb bleiben. Schon iſt es drückend genug an ſich. Aber zu dieſem Druck an ſich geſellt ſich noch der zweite Druck, der aus dem Uebergewichte entſpringt, das es dem Reicheren über den Aermeren giebt. Der Hauptgrund dieſes zweiten Drucks und ſeiner Verderblichkeit für den Aermeren liegt in dem bei weitem ſtärkern Gewicht, den das Bedürfniß auf den Aermern hat, als auf den Reichern; vorzüglich darin, daß dieſes Gewicht für den Aermern zugleich den Preis ſeiner Arbeit und ſeiner dem Reichen zu machenden Leiſtungen eben ſo ſehr herabſetzt, als es dem Reichen Gelegenheit giebt, für ſeine Reichniſſe (Darreichungen) für den Bedarf des Armen von dieſem die höchſten Preiſe zu erzwingen. Denn je drückender die Lage des ärmeren Volkes iſt und um ſo empfindlicher ſie durch die Abgabe für den Aermeren verſchlimmert wird, um ſo dringender muß dieſer ſtets fremde Arbeit ſuchen und um ſo drückender wird für ihn ſtets das Uebergewicht des Reichern. Nur dazu, um dieſes ſchon in der Natur der Sache begründete Uebergewicht widernatürlich zu verſtärken und dadurch das nöthige Gleichmaaß des öffentlichen Abgabeweſens durchaus und bis auf das Innerſte zu zerrütten — dazu nur können die Conſumtionsabgaben dienen, und werden ſie beſonders da dienen, wo ſie auf dem indirecten Wege erhoben werden."

Und p. 188: „Und ſo kann es denn ſehr leicht kommen,

Digitized by Google

daß die eben bemerkte Abgabe, die für jeden auf 25 Procent ihres reinen Einkommens veranschlagt ist, den Armen zu 40 und mehr Procent treffen kann, während vielleicht der Reiche 10 oder weniger oder gar nichts zahlt, oder vielleicht durch den niedrigen Arbeitslohn, zu dem sich der Arme jetzt verstehen muß, gegen früher gar noch gewinnt."

Aber wozu, meine Herren, Ihnen einzelne Stellen der National-Oekonomen anführen? Ich müßte Ihnen eigentlich ganze Schriften, ganze Bibliotheken vorlesen. Lesen Sie z. B. die 1813 erschienene Specialschrift des ordentlichen Professors der Staatswirthschaft an der Universität zu Heidelberg Dr. Eschenmaier „über die Consumtionssteuer", worin er unter den elf Gründen, die er gegen sie geltend macht, als zweiten Grund (p. 36) folgenden anführt: „weil sie das gerechte und gleiche Verhältniß der Besteuerung zwischen dem Reichen und Armen nie treffen kann" und als vierten Grund wörtlich folgenden: „weil sie gerade die ärmere Klasse der National-Glieder als die größeste im Staate am meisten und härtesten trifft, wenn sie auch auf die absoluten Bedürfnisse gelegt ist." Oder hören Sie den Großherzogl.-Hessischen Hofkammerrath Krönke, im 4. Theile seiner „Abhandlungen über staatswirthschaftliche Gegenstände" p. 141 ꝛc. Es heißt daselbst in seinem Aufsatz über indirecte Steuern: „Indirecte Steuern nenne ich nach §. 10 solche Abgaben, deren Ertrag nicht gegeben ist und die nicht nothwendig und nach Vorherbestimmungen, sondern nur dann zu entrichten sind, wenn gewisse, meistens der Wahl der Pflichtigen überlassene Bedingungen und Umstände eintreten, woran die Bezahlung der Steuern geknüpft ist." „Die vorzüglichsten sind die Zoll- und Mauth-Abgaben, Consumtionssteuern, das Stempelpapier und die mancherlei Concessions-Gelder." „Es ist klar — sagt er daselbst p. 146 — daß, man mag das positive oder relative Vermögen verhältnißmäßig besteuern wollen, die Abgaben von absoluten Lebensbedürfnissen, oder von Gegenständen, die durch die Gewohnheit auch bei der großen Volksmasse zu Lebensbedürfnissen geworden sind, nicht rechtlich sein können, indem diese Bedürfnisse im Allgemeinen nach der Kopfzahl sich richten, und bei den Aermeren wenigstens nicht geringer, oft aber größer als bei den Reichen sind. Da nun diese Bedürfnisse nicht entbehrt werden können, so wirken Abgaben dieser Art wie Kopfsteuern. Ja, sie

Digitized by Google

sind hinsichtlich der Aermeren noch wohl gar nachtheiliger als Kopfsteuern, indem diese Klasse von Menschen meistens schwer arbeiten muß, dadurch jene Bedürfnisse in größerer Menge gebraucht und sonach, zu der aus dieser Abgabe erfolgenden Staatseinnahme mehr als nach der Kopfzahl beitragen muß."

Er zeigt nun, daß Kaffee, Tabak, Branntwein ꝛc., durch die Gewohnheit gleichfalls zu den unentbehrlichen Lebensbedürfnissen gehören und concludirt (p. 151): „die Kaffee-, Tabaks- und Branntweinaccisen wirken also ebenfalls wie Kopfsteuern ꝛc."

Oder aber lesen Sie von Ulmenstein, über die Vorzüge und Mängel der indirecten Besteuerung, Düsseldorf 1831. Oder aber von Liechtenstern, Aphorismen und Notizen über wichtige Zweige des Finanzwesens, Altenberg 1821. Oder aber die 1822 in Leipzig erschienene „Lehre von der Wirthschaft des Staats" von Dr. Behr, welcher sich p. 151 in folgenden zum Theil übertriebenen Wuthausbruch ergießt: „Wohl mag hierdurch gerechtfertigt sein, was ich bereits im Jahre 1810 öffentlich gesagt und seit dem immer mehr bestätigt gefunden habe, nämlich: „Indirecte Steuern sind entweder von grober Ignoranz oder von bübischer Tücke erfunden, durch Superklugheit und Sophisterei vertheidigt, von der Gemächlichkeit gepflegt, durch Noth vervielfältigt und aus Furcht vor der Mühe der Einführung des Rechten bis zur Stunde noch nicht abgeschafft." Nein, meine Herren, erfunden sind die indirecten Steuern nicht auf diese Weise, wie Dr. Behr meint. Dr. Behr übersieht gänzlich die innere historische und organische Nothwendigkeit, vermöge welcher die indirecten Steuern entstehen und um sich greifen mußten, eine organische Nothwendigkeit, die ich in meinem Vortrag hinreichend im Allgemeinen dargelegt habe. Aber das wirklich berechtigte Fundament, welches diesem Wuthausbruch des Dr. Behr zu Grunde liegt, wird Ihnen jetzt aus den früheren Ausführungen jener übereinstimmenden Zeugnisse der ruhmvollsten Namen der Wissenschaft bereits klar sein.

Ich habe Ihnen aber absichtlich diese Stelle des Dr. Behr angeführt, um Ihnen zu zeigen, welche Preß- und öffentliche Redefreiheit man früher unter dem Absolutismus in Deutschland genoß.

Digitized by Google

Denn wenn ich auf meine so ruhigen, gemäßigten und streng objectiven Aeußerungen hin: die indirecte Steuer treffe die Individuen nicht nach Verhältniß ihres Kapitals und Einkommens und sie bewirke daher, daß der Betrag der indirecten Steuern seinem bei weitem größten Theile nach von den Unbemittelten, von den ärmeren Klassen der Nation getragen würde; sie gebe sich also als das Institut zu erkennen, durch welches das große Capital, so gut es eben geht, sich die Steuerfreiheit sichere, die wir früher in der Adelszeit beim adligen Grundbesitz angetroffen — wenn ich für diese objectiven und unangreiflichen Explicationen mit vier Monaten Gefängniß bestraft werde, — nun so hätte ja jener staatswirthschaftliche Schriftsteller für jenen leidenschaftlichen Ausfall, den er nicht nur in jener Schrift, sondern, wie er selbst constatirt, auch in einer öffentlichen Rede auf die indirecte Steuer vornahm, augenblicklich geköpft werden müssen!

Aber alle die Autoritäten, die ich bisher angeführt habe, sind später als Adam Smith. Sollte die Wissenschaft wirklich der neuen Begründung, welche dieser der National-Oekonomie gab, benöthigt gewesen sein, um so klare und einfache Dinge einzusehen, wie diejenigen, von denen es sich hier handelt? Keineswegs, meine Herren!

Lesen Sie das berühmte Werk Recherches et Considérations sur les Finances de France, welches 1758 in Basel zuerst anonym in zwei großen Quartbänden erschien, aber von Forbonnais, dem General-Inspector der Königlichen Münzen von Frankreich, herrührt. Er gesteht T. I. p. 260, daß die Abschaffung der indirecten Steuern und das Aufbringen der Bedürfnisse des Staats durch eine directe Einkommensteuer das Ziel sein muß, nach welchem um der Gerechtigkeit, des allgemeinen Wohlstandes und um der Vermehrung der Macht des Staates willen alle Finanzmänner streben müssen.

Er beklagt mit Wärme und Wehmuth die Unmöglichkeit zu consumiren, in welche die ärmeren Klassen durch die indirecten Steuern und die durch sie bewirkte Preissteigerung der Waaren versetzt werden. Er sagt, beispielsweise die Provinz Languedoc betrachtend (T. I. p. 319): „Il est un autre vice intérieur en Languedoc, dont les riches gardent le secret et qui doit à la longue porter un grand préjudice à cette Province.“ „Es giebt einen andern Krebsschaden in Languedoc, von welchem

Digitized by Google

unerschwinglichen Preise ist." Er zeigt (cap. 19 p. 200), wie diese Vernichtung der Weinconsumtion Seitens des Arbeiters wieder zehn andere Gewerbe ruiniren muß: „Il en va de même des autres denrées, ruft er aus, n'y ayant aucune dont l'anéantissement de consommation causé par les désordres marqués cidevant ne fasse d'abord cesser dix ou douze sortes de métiers, que roulaient tous sur le même principe et ne rejaillisse ensuite par contre-coup sur le roi et sur tout le reste des professions du corps de l'Etat." „Es geht ebenso zu bei allen andern Waaren. Es giebt keine, bei welcher nicht die Verhinderung des Consums, welche durch jene Mißbräuche verursacht wird, zehn oder zwölf andere Gewerbe außer Thätigkeit setzt, die auf demselben Princip roulirten, und folglich nicht in ihrer Wirkung auf den König zurückfiele und auf alle andern Professionen des Staatskörpers." Er qualificirt jene aides (VI. Part. Ch. IV. p. 212) geradezu als droits effroyables, er beschuldigt sie (chap. XIII. p. 188) de ruiner la consommation et par conséquent le pays, pour une utilité particulière qui ne va pas à la millième partie du mal qu'elles font au corps de l'État, qui est la source générale dont le roi tire tous ses revenus," „die Consumtion und folglich das Land zu ruiniren wegen eines Sonderinteresses, welches sich nicht auf den tausendsten Theil des Schadens beläuft, den diese Steuern dem Staatskörper zufügen, welcher die allgemeine Quelle ist, aus der der König alle seine Revenuen bezieht."

Und er giebt folgenden höchst bemerkenswerthen Grund als den Grund dieser Steuern an (Part. II. ch. 8. p. 225): „On crie de tout temps en France contre les impôts, et les riches bien plus que les pauvres, à cause de cette malheureuse coutume qui s'est introduite, de n'avoir aucune justice dans la répartition des charges publiques; ce qui mettant les choses sur un pied que s'en défend qui peut, plus un homme est puissant, moins il paye, parce qu'il est plus en état de s'en exempter. Et comme entre les moyens dont on se sert pour se procurer ce privilège, le bruit et les plaintes sont un des plus considérables, elles se font bien mieux entendre dans la bouche des riches que dans celle des pauvres, ce qui fait que les derniers sont toujours accablés; ce qui retombant par contre-coup sur les riches, ainsi que l'on a fait voir, ruine enfin les uns et les autres." „Man schreit von jeher in Frankreich gegen die Steuern, und die

Digitized by Google

Reichen schreien weit mehr als die Armen, in Folge jener unglücklichen Gewohnheit, die sich eingenistet hat, keine Gerechtigkeit bei der Vertheilung der öffentlichen Lasten zu haben; so daß, da die Sachen hierdurch auf einen Fuß gekommen sind, daß jeder sich dagegen wehrt, der kann, je mächtiger ein Mann ist, er um so weniger bezahlt, weil er mehr im Stande ist, sich davon zu befreien. Und da unter den Mitteln, deren man sich bedient, um sich dies Privilegium zu verschaffen, das Geschrei und die Klagen eines der beträchtlichsten sind, so machen sich diese weit vernehmbarer im Munde der Reichen als in dem der Armen, was wieder bewirkt, daß diese Letzteren immer erdrückt werden, und dies, durch den Gegenschlag, wie ich nachgewiesen habe, wieder auf die Reichen zurückfallend, ruinirt endlich die Einen und die Andern." „Ainsi donc — sagt er, hierauf zurückkehrend, p. 223 — voilà la malheureuse situation d'un premier ministre, c'est de voir toute la terre en mouvement et toute la faveur en action, non seulement pour le tromper, mais pour l'obliger à immoler et son prince et le peuple à des intérêts particuliers, n'étant applaudi par tous ceux qui prétendent former seuls le monde, qui à proportion, qu'il donne dans cette surprise et il ne pourrait même entreprendre de faire le moindre pas en arrière sans s'attirer tous ceux qu'on vient de dire sur les bras." „Das also ist die unglückliche Situation eines Premierministers, das ganze Land in Bewegung und alle Gunst in Thätigkeit zu sehen, nicht blos um ihn zu täuschen, sondern um ihn zu nöthigen seinen König und sein Volk Sonderinteressen aufzuopfern, da er nur applaudirt wird durch alle die, welche allein die Welt zu bilden behaupten, in dem Maße, in welchem er in diese Falle geht, und da er selbst nicht den geringsten Schritt rückwärts thun könnte, ohne alle diese auf dem Halse zu haben!"

Welche frappante Aehnlichkeit mit den Erscheinungen von heute! Sollte man nicht glauben, diese Worte, die natürlich nicht nur auf Premierminister, sondern auf jeden passen, der zu Gunsten der ärmeren Klassen das Wort ergreift, seien heute geschrieben?

Und er resümirt sich, seine Rede an den König richtend, mit den Worten: Sire, comme vous ne voulez qu'être payé et recevoir le plus d'argent qu'il est possible, la manière dont vous

Digitized by Google

en usez semble être inventée pour nous ruiner et vous aussi; car comme toute notre richesse et la votre ne peuvent provenir que de la vente des biens qui croîtront sur votre terre, ce que vous proposez ferait tout périr; mais que votre majesté compte ce qui lui en viendrait de la façon qu'elle l'entend, et nous le lui doublerons, pourvu qu'elle nous laisse notre liberté de vendre et de consommer ce que bon nous semblera."

„Sire, da Sie doch nichts Anderes wollen, als bezahlt sein und soviel Geld als möglich empfangen, so scheint die Art, in der Sie zu Werke gehen, erfunden zu sein, um uns zu ruiniren und Sie gleichfalls; denn da all unser Reichthum und der Ihrige nur aus dem Verkauf der Güter hervorgehen kann, die in Ihrem Lande wachsen, so würde das, was Sie vorschlagen, alles zu Grunde richten. Aber berechnen sich Ew. Majestät, was Ihnen zukommt, nach der Weise, in welcher Sie die Sache betrachten, und wir wollen Ihnen diese Summe verdoppeln, vorausgesetzt, daß Sie uns unsere Freiheit lassen, zu verkaufen und zu consumiren, was uns gut scheinen wird."

Ich könnte Ihnen nicht wenige Auszüge aus dem berühmten Werk „projet d'une dime royale" von Marschall Vauban verlesen, der, obwohl einer der vornehmsten Männer Frankreichs, gleichwohl ein nicht weniger warmes Herz für die Leiden des Volkes sich bewahrt hatte.

Oder werfen Sie in dieser Völkerschau einen Blick auf die Niederländer. Blos in dem einen Jahre 1748 erschienen in den Niederlanden nicht weniger als acht gegen die Consumtionssteuern gerichtete Schriften, die Sie in der Anmerkung 1012 der von der Fürstlich Jablonowskischen Gesellschaft herausgegebenen gekrönten Preisschrift des Heidelberger Docenten Dr. Etienne Laspeyres „Geschichte der volkswirthschaftlichen Anschauungen der Niederländer" aufgezählt finden können.

Aber ich sehe so eben, daß ich wieder in das 18. Jahrhundert gerathen bin. Machen wir also einen großen Sprung; springen wir um 215 Jahre zurück, in das Jahr 1649! In diesem Jahre veröffentlicht der Spanier Diego Saavedra Fazardo sein Werk Idea Principis Christiano-Politici, in welchem es im 67. Symbolum, p. 557 der Kölner Ausgabe von 1650, nach welcher ich citire, heißt: „Nec imponi debent tributa iis rebus, quae ad vitam praecise sustentandam sunt necessariae; sed iis potius, quae deliciis deserviunt aut curiositati aut ostentationi et pom-

Digitized by Google

pae; sit enim fiet, ut correcto immodico luxu, major oneris pars incumbat in ditiores et magis potentes et subleventur agricolae et opifices, quae communitatis pars vel maxime fovenda et conservanda est in Republica.“

Oder wollen Sie noch um ein Jahrhundert zurück? Nun, so schrieb 1584 Jean Bodinus in seinem berühmten Werke de republica (p. 661 u. 663): „Quod si quis est qui scire de me velit, quodnam genus vectigalium immortali Deo gratissimum, civitatibus pulcherrimum, principibus honestissimum, plebi utilissimum videatur, illud est quod iis rebus imponitur quae ad corrumpendos civium mores, quae ad delicias, quae ad luxum, quae ad libidinem spectant — — — rerum vero civibus utilium aut nulla aut levissima pretia esse debuerunt; ut vectigal facilius dissolveretur et peregrini mercatores ad eas res majore copia advehendas allicerentur. Etenim Romanis legibus vectigalia nulla indicta sunt earum rerum, quae ad vitam commodius honestiusque degendam asportantur.“

Seit drei Jahrhunderten also — und ich könnte diese historische Rückschau noch weiter fortsetzen, aber ich denke, das Bisherige wird Ihnen genügen — seit drei Jahrhunderten also rollen sich diese Sätze in der Wissenschaft von Buch zu Buch! Kein Compendium erscheint, das sie nicht enthielte — und das ist es gerade, meine Herren, was in meinem Fall besonders hart ist!

Jeder Stand bedarf eines ihm eigenthümlichen Muthes. Der Gelehrte muß aus der Geschichte wissen, daß er neue große Entdeckungen sehr häufig auf seine eigene Gefahr macht, daß er deshalb verfolgt, verlästert, bestraft wird. Es ist traurig, daß es so ist, aber es ist so, und man weiß, daß es so ist, und tröstet sich in einem solchen Falle mit seiner Erfinderehre.

Aber gerade für einen Punkt bestraft werden, der sich bereits seit 300 Jahren in der Wissenschaft von Buch zu Buch bis in jedes Compendium geschleppt hat, blos deshalb bestraft werden, weil ein Staatsanwalt und ein Gerichtshof niemals ein Compendium der Staatswirthschaft zur Hand genommen haben — das ist hart, das ist erbitternd! Oder aber — es muß gerade aus demselben Grunde alle Erbitterung beseitigen und den Betroffenen mit einer unbeschreiblichen, verzeihenden Milde erfüllen!

Aber der Staatsanwalt hat mir ja auch einen Grund oder

Digitized by Google

etwas, das wenigstens wie ein solcher aussah, für seine Behauptung angegeben, und die Gerechtigkeit erfordert, daß ich näher auf diesen eingehe.

Der Staatsanwalt hat gesagt (s. p. 31 u. 20 des stenogr. Berichts), die Last der indirecten Steuern, obwohl sie natürlich den Preis der Producte vertheuere, könne dennoch nicht den Arbeiterstand treffen, weil ja „die Höhe des Lohns nach demselben Verhältniß bemessen ist", der Arbeiterstand also, indem der Arbeitslohn sich nach dem Preis der Producte und somit auch nach den indirecten Steuern regle, „insoweit gar keine Steuer zu entrichten" habe.

Es scheint, meine Herren, daß der Staatsanwalt einmal von dem bekannten ökonomischen Gesetz hat reden hören, daß im Durchschnitt der Arbeitslohn immer die zur Lebensfristung nothdürftig erforderlichen Unterhaltsmittel darstelle. Folglich, schließt der Staatsanwalt hieraus, kann es den Arbeitern ja auch gleich sein, wie sehr ihnen durch die indirecten Steuern die Lebensmittel vertheuert werden. Der Arbeitslohn bemißt sich stets nach den Preisen derselben, steigt mit ihnen, und die sie vertheuernden indirecten Steuern werden daher in letzter Instanz doch nur von den Gewerbsunternehmern, nicht von den Arbeitern, gezahlt.

In dieser Ausdehnung hingestellt, beruht diese Folgerung natürlich nur auf der reinen Unkunde. Niemals ist es irgend einem Nationalökonomen eingefallen, mit einer solchen Behauptung aufzutreten. Sie erinnern sich vielmehr, meine Herren, wie ich Ihnen oben die eigenen Worte Adam Smith's darüber angeführt habe, daß die auf Thee oder Kaffee, Bier, Oel, Seife, Lichter, Tabak gelegten Steuern durch die hierdurch hervorgerufene Preissteigerung den Arbeiter empfindlich drücken, folglich also ihm nicht durch einen gesteigerten Arbeitslohn ausgeglichen werden, obgleich alle diese Artikel in der Wirklichkeit und nach Adam Smith's eigener Erklärung zu den allgemein üblichen regelmäßigen Lebensbedürfnissen des Arbeiters gehören.

Die Stelle ist so wichtig, daß ich sie nochmals hier folgen lassen will. „Ils — nämlich die arbeitenden Klassen — souffrent bien plus peut-être — nämlich weit mehr als von den erhöhten Getreidepreisen — de cette hausse artificielle qu'ont occasionnée les impôts dans le prix de quelques denrées manu-

Digitized by Google

facturées, tel que celui du sel, du savon, du cuir, des chandelles, de la dréche, de la bière, et de l'aile etc.

Sie erinnern ſich eben ſo der andern Ihnen eben verleſenen Stelle, worin Adam Smith ſelbſt nachweiſt, daß mit der durch die Steuern hervorgerufenen Preisſteigerung des Tabaks, des Thees, des Zuckers und des Porters, obgleich, wie er ſelbſt ſagt, alle dieſe Gegenſtände zu den regelmäßigen und gewohnheitsmäßigen Lebensbedürfniſſen der unterſten Volksklaſſen in England (des dernières classes du peuple) gehören, dennoch keine Erhöhung des Arbeitslohns eingetreten ſei.

Es iſt alſo Adam Smith natürlich auch entfernt nicht eingefallen, das zu ſagen, was der Staatsanwalt behauptet.

Aber etwas Anderes und damit Verwandtes, was zu dieſer Verwechslung des Staatsanwalts vielleicht Anlaß gegeben hat, hat Adam Smith und ſein noch größerer Nachfolger Ricardo in der That behauptet.

Nämlich von den abſoluten und unerläßlich nothwendigen Lebensbedürfniſſen, worunter er hauptſächlich das Getreide verſteht, behauptet Adam Smith und eben ſo Ricardo, daß, da der Arbeitslohn immer für das ausreichen müſſe, was zur abſoluten Nahrung erforderlich ſei, die durch die darauf gelegten Steuern verurſachte Steigerung des Getreidepreiſes dem Arbeiter ſtets durch den Arbeitslohn erſetzt werde und alſo nicht ihn, ſondern den Unternehmer und Kapitaliſten treffe.

Angenommen nun, dem wäre ſo, ſo wäre dies für den hier vorliegenden Punkt ſogar vollkommen gleichgültig. Denn der Arbeiter lebt ja nicht von Getreide allein, ſondern eben ſo von Bier, Thee, Kaffee, Tabak, Seife, Licht ꝛc., bei welchen Gegenſtänden ſämmtlich die auf ſie gelegte Steuer nach Adam Smith den Arbeiter ſelbſt trifft, und ich ſpreche ja in meinem Vortrage durchaus nicht ſpeciell von den Getreideſteuern, ſondern von den indirecten Steuern überhaupt, und es würde alſo immer, auch nach Smith und Ricardo, vollkommen richtig ſein, was ich hierüber ſagte.

Verhält es ſich denn nun aber ſelbſt nur bei dem Getreide, bei den abſoluten Lebensbedürfniſſen, wirklich ſo, daß der Arbeiter die hierauf gelegte Steuer im Arbeitslohn auf den Unternehmer überwälzen kann, wie Smith und Ricardo ſich noch vorſtellten?

Digitized by Google

Nein, meine Herren! Durchaus nicht! Und in den vierzig Jahren, die seit Ricardo verflossen sind, ist dies in der Wissenschaft zur allgemeinen Anerkennung gekommen. Ja sogar die Smith'sche und Ricardo'sche Schule selbst hat trotz der Zähigkeit, mit welcher die Engländer an der Autorität ihrer großen Lehrer festzuhalten lieben, diesen Irrthum eingestehen und aufgeben müssen.

Ich werde Ihnen einen dreifachen Beweis hiefür führen:

1) den äußeren Beweis durch die neuesten, jetzt lebenden Autoritäten der Wissenschaft.

2) den inneren Beweis durch die Gründe, welche den Irrthum jener Behauptung aufzeigen.

3) den statistischen Beweis, welcher die Richtigkeit dieser Gründe bestätigt.

Zuerst also den Autoritätenbeweis.

Nehmen wir das Lehrbuch der Politischen Oekonomie von Geh. Rath Professor Carl Rau in Heidelberg, dritte Auflage, 1851, zur Hand. Es ist nicht der Zweck des Rau'schen Compendiums, eigene dissentirende Ansichten aufzustellen, und es liegt dies ohnehin nicht in der Natur seines Verfassers. Professor Rau bezweckt in seinem Compendium nur, die zur Zeit herrschenden Meinungen in der Wissenschaft zusammenzustellen. Professor Rau sagt nun über den fraglichen Punkt Bd. III, 2. Abth. §. 421:

„Eine Steuer auf die nöthigen Lebensmittel, als Kartoffeln, Brotgetreide, Brennholz, Leinwand u. dgl. ist sehr einträglich und wirkt ungefähr wie eine Kopfsteuer, weil der Beitrag eines Jeden hauptsächlich von der Zahl seiner Hausgenossen bestimmt wird, aber eben darum verletzt sie den Grundsatz, daß die Steuerfähigkeit den Maßstab der Belegung bilden solle. Man hat solche Steuern in der Hoffnung in Schutz genommen, daß sie auf die Lohnherren übergewälzt werden, weil der Lohn zu jeder Zeit den nöthigen Unterhalt vergüten müsse. Allein diese Ueberwälzung ist nicht mit Sicherheit zu erwarten. Der Lohn entspricht nur dem mittleren Bedarfe, und die Vertheuerung der Lebensmittel wird wenigstens dem Vater einer zahlreichen Familie nicht vergütet. Der Lohn zeigt überhaupt eine geringere Beweglichkeit als die Preise der Waaren. Obgleich für ihn der Preis der Lebensmittel immer einen Anhaltspunkt giebt, so übt doch das Verhältniß des Angebots zu dem Begehr von

Digitized by Google

Arbeit einen mächtigen Einfluß auf die Lage der Lohnarbeiter. So lange der Lohn noch oberhalb der durch den unabweislichen Lebensbedarf bestimmten Gränze steht, kann er bei ungünstigem Mitwerben erniedrigt werden, und die Vertheuerung der Lebensmittel vermag ihn nicht sogleich zu erhöhen. Ist das Kapital des Volkes nicht stärker im Zunehmen, als die Volksmenge, so bleiben die erwähnten Steuern ganz oder zum Theile auf den Arbeitern liegen, bis etwa später eine Verzögerung in der Volksvermehrung einen höheren Lohnsatz bewirkt. In diesem Falle sind also die Steuern der genannten Art sehr nachtheilig."

Sie sehen also, daß Professor Rau vollständig bestätigt, was ich sage. Er constatirt außerdem beiläufig, daß die Getreidesteuern wie Kopfsteuern wirken, d. h. daß Jeder, ob reich, ob arm, denselben absoluten Beitrag zu ihnen zahle, was viel stärker und härter ist, als die Behauptungen meines Vortrags, die nur dahin gingen, daß sie nicht verhältnißmäßig seien.

Oder nehmen Sie das System der Volkswirthschaft von dem Leipziger Professor der Staatswirthschaftslehre Dr. Roscher, dritte Auflage, 1858. Professor Roscher sagt daselbst Bd. I. §. 164: „Wie das Wohlfeilerwerden der Lebensmittel, wenn sich der Bedürfnißkreis des Arbeiterstandes nicht entsprechend vergrößert, ein Sinken des Lohnes zur Folge hat, so muß das Theurerwerden derselben, wenn der Lohn bereits so niedrig stand, um nur die unentbehrlichen Bedürfnisse zu befriedigen, ein Steigen des Lohnes nach sich ziehen. Der Uebergang ist im ersten Falle ein eben so behaglicher, wie im zweiten voll der traurigsten Krisen. Je langsamer die Preiserhöhung der Lebensmittel vor sich geht, um so eher ist zu fürchten, daß ihr die Arbeiter nicht etwa durch Auswanderung, verminderte Ehenzahl ꝛc., sondern durch Erniedrigung ihres Bedürfnißmaßes, Einführung schlechterer Nahrungsstoffe ꝛc. zu begegnen suchen. Uebrigens gilt dies Alles nur von dauernden Veränderungen des Lebensmittelpreises, wie sie z. B. durch die Entwicklung des Ackerbaues, durch Steuern ꝛc. hervorgebracht werden."

Die Lehrbücher von Professor Rau und von Professor Roscher sind bei weitem die angesehensten von den heute bei uns existirenden Compendien. Beide Männer kann ich, nach

Digitized by Google

meiner wahren wissenschaftlichen Ueberzeugung, nur als unverbesserliche Optimisten bezeichnen. Und vielleicht haben Sie das auch selbst bemerkt an dem Ringen und Würgen, mit welchem sie widerwillig und allerlei Verklausulirungen und hypothetische Abschwächungen versuchend, das Geständniß ablegen. Und dennoch ist dies Geständniß in der Sache selbst vollkommen durchgreifend und entscheidend. Es verhält sich nicht so, wie Smith und Ricardo noch glaubten, und ihre Lehre ist in diesem Punkte ein anerkannter Irrthum.

Genug also einstweilen mit dem Autoritätenbeweis. Gehen wir zunächst zu dem Beweis durch innere Gründe über, die in den vorgelesenen Stellen nur theilweise angedeutet sind und die Ihnen die Sache in viel schärferer Weise noch und ganz unzweifelhaft machen werden. Vier Gründe werde ich Ihnen vortragen.

Der erste ist folgender:

Wird durch Steuern der Getreidepreis gesteigert, so bricht nun der allgemeine Kampf zwischen den einzelnen Ständen der Gesellschaft um die Ueberwälzung dieser Steuern aus. Könnten selbst die Arbeiter, die in diesem Kampf am unvortheilhaftesten gestellt sind, da sie auf das tägliche Bedürfniß angewiesen sind, den Sieg davon tragen, so wäre dies jedenfalls nur nach einer sehr langen mit den größten Qualen angefüllten Zeit denkbar.

Wie wäre dieser Sieg aber auch nur möglich, da, wie alle Oekonomen einstimmig anerkennen, die Höhe des Arbeitslohns abhängt von dem Verhältniß von Angebot und Nachfrage nach Arbeit, d. h. von der Menge der Arbeitsuchenden und der Menge des nationalen Kapitals, das auf Arbeit ausgethan werden soll. Das in der Nation vorhandene Kapital, der Arbeitsfonds, wird durch die indirecten Steuern nicht vermehrt, sondern gerade nach der Annahme von Smith und Ricardo nur sehr erheblich verringert. So lange nun die Zahl der Arbeiter nicht verringert ist, kann, da der Arbeitsfonds, das auf Arbeit auszuthuende Kapital, und also die Nachfrage nach Arbeitshänden nicht vermehrt ist, der Arbeitslohn unmöglich steigen. Ja, gerade aus der Theorie von Smith und Ricardo würde folgen, daß der Arbeiter jetzt doppelt gedrückt, zwischen zwei Feuer genommen ist; denn von der einen Seite dringt die gesteigerte Theuerung des Getreides auf ihn ein, und in den Rücken fällt ihm das verringerte Unternehmerkapital, und somit

Digitized by Google

die verringerte Nachfrage nach Arbeit. Wie soll da gar von einem Steigen des Arbeitslohns die Rede sein?

Aber dies ist nur der erste Grund. Der zweite ist folgender:

Ja, wenn irgendwo, wie das z. B. in Irland und beim indischen Ryot der Fall ist, der Arbeitslohn bereits so steht, daß er schlechterdings nur die zur allernothdürftigsten Lebensfristung erforderlichen Gegenstände gewährt, dann muß allerdings die Steigerung des Getreidepreises auch eine Steigerung des Arbeitslohns nach sich ziehen. Das ist wahr. Nur daß die Oekonomen die Vermittlung zu verschweigen lieben, durch welche sich diese Lohnsteigerung in der Wirklichkeit vollzieht. Man spricht nicht mehr gern von diesen Vermittlungen. Es gilt von diesen Vermittlungen, was Mephisto im II. Theil des Faust von den Müttern sagt:

„Von ihnen sprechen ist — Verlegenheit!"

Und wenn ich auch, gleichfalls mit Mephisto, an jener Stelle sagen kann:

„Ungern verrath ich höheres Geheimniß."

so bin ich doch eben so gut wie Mephisto durch den Zusammenhang dazu gezwungen.

Diese Vermittlung ist folgende: Wenn irgendwo, wie bei den Irländern oder den indischen Ryots der Arbeitslohn bereits auf dem alleruntersten Minimum dessen, was zur Lebensfristung erforderlich ist, steht, dann — ich verweise Sie auf Malthus, auf des Abbé Raynal Histoire des deux Indes, auf Mill's History of British India — dann bringt der gesteigerte Getreidepreis die Krankheiten, die Atrophie, den Hungertod unter dem Arbeiterstand hervor. Wir kennen diese Erscheinungen unter dem Namen des schlesischen Webertyphus auch bei uns! Und wenn nun der Würgeengel lange genug unter den Arbeitern gewüthet hat, wenn er sie lange genug niedergemäht und verhindert hat, neue Familien zu bilden, wenn er also durch die „präventiven und die destructiven Hindernisse", wie die Malthus'schen Kunstausdrücke lauten, ihre Reihen hinreichend gelichtet hat — dann allerdings, ja dann, meine Herren, dann wird nun, indem sich jetzt die Arbeiterzahl verringert und also das Angebot von Arbeitshänden sich entsprechend gegen die Nachfrage vermindert hat, auch der Arbeitslohn um die durch die Steuern hervorgebrachte Steigerung des Getreidepreises

Digitized by Google

steigen und wieder das Quantum der unentbehrlichen Lebensmittel darstellen.

Die Wissenschaft kennt diese Vermittelung; sie hat nach langen und heftigen Debatten Act von ihr genommen und sie in gewissen Archiven der Literaturhistorie niedergelegt. Wenn die Auguren der Wissenschaft von einem durch den gesteigerten Getreidepreis und ohne daß das National-Kapital und also die Nachfrage nach Arbeitern vermehrt ist, gesteigerten Arbeitslohn reden, so wissen sie ganz genau, welche Vermittlungen hierbei gemeint sind und durch welche Factoren sich das in der Wirklichkeit vollbringt. Nur daß sie sich hierüber eben nicht gern zu verbreiten lieben und lieber die den Eingeweihten doch sattsam bekannte Ellipse an die Stelle der breiteren Ausführung treten lassen. Ich aber war Ihnen die Aufklärung über die interessanten Factoren, durch welche sich in jenem Falle die Steigerung des Arbeitslohns vollbringt, schuldig, meine Herren!

Noch aber sind wir nicht verirländert, meine Herren! Noch steht der deutsche Arbeiterstand im Allgemeinen nicht da, wo der Irländer oder der indische Ryot oder der schlesische Weber. Noch hat er etwas zu verlieren! Zwar beträgt der Arbeitslohn immer nur den nothwendigen Lebensunterhalt, aber den Unterhalt, wie er gewohnheitsmäßig zur Lebensnothdurft bei uns erforderlich ist. Noch fallen in diese gewohnheitsmäßige Lebensnothdurft bei uns, wie Ihnen dies Adam Smith von England sagte, wenn auch nicht in demselben Maße wie in England, Kaffee (oder Thee), Zucker, Bier, Tabak, Fleisch, Oel, Seife, Licht ꝛc. Noch ist der deutsche Arbeiterstand im Allgemeinen nicht auf die Lebensstufe des Irländers heruntergedrückt, sich fast nur von Kartoffeln zu nähren und mit dem Schweine zu schlafen!

Noch ist also die gewohnheitsmäßige Lebensnothdurft unseres Arbeiterstandes eine solche, daß an ihr auch noch abgezwackt werden kann. Und so lange dies der Fall ist, fällt auch beim Getreide die Wirkung des durch die indirecten Steuern gesteigerten Getreidepreises auf den Arbeiterstand. Sie sind ein Gewicht, welches den standard of life der arbeitenden Klasse, von dem Ihnen alle Oekonomen sagen werden, daß von seiner möglichst großen Höhe alle Cultur und alle Fortschritte eines Landes abhängen, nach unten drückt! Dies war es, was Ihnen Rau und Roscher sagten in den

Digitized by Google

Worten, die ich verlesen. Ich werde jetzt den Beweis einfügen, daß dies auch die englischen Oekonomen selbst, und zwar die heutigen Chefs der Smith'schen und Ricardo'schen Schule anerkannt und den Irrthum ihrer Meister, wenn auch ungern und widerwillig genug, eingestanden haben.

Hören wir zunächst den glänzendsten jetzt lebenden Repräsentanten der Ricardo'schen Schule in England, John Stuart Mill. Er sagt in seinen Grundsätzen der Politischen Oekonomie — ich citire nach der deutschen Ausgabe von Soetbeer — Bd. II, p. 305: „Wenn z. B. eine Steuer auf Getreide gelegt wird und der Preis um den Betrag der Steuer steigt, so kann dieses Steigen der Getreidepreise eine zweifache Folge haben. Erstlich kann es die Lage der arbeitenden Klassen verschlechtern; und für eine Zeit lang wird dieß gar nicht ausbleiben. Vermindert sich dadurch die Consumtion der Bodenerzeugnisse, oder richtet sie sich auf Nahrungsmittel, welche der Boden reichlicher und daher wohlfeiler hervorbringt, so trägt dieß bei, die Landwirthschaft auf fruchtbarere Ländereien oder wohlfeilere Bewirthschaftung zu beschränken, und den Werth und Preis von Getreide hinabzudrücken; dieses wird sich demnach schließlich auf einen Preis stellen, der nicht um den ganzen Betrag der Steuer, sondern nur um einen Theil davon höher sein wird."

John Stuart Mill setzt also hier voraus, daß — wovon wir im dritten Grunde sehen werden, daß es keineswegs der Fall ist — sich die Getreidekonsumtion in Folge der Steuer vermindern werde. Aber selbst noch in diesem Falle wird nach ihm das Getreide, zwar nicht um den ganzen Betrag der Steuer, aber doch um einen Theil derselben theurer bleiben und um diesen Theil dauernd auf den Arbeiterstand drücken. Er erklärt daher auch ausdrücklich Bd. II, p. 340: „Auch sind alle Abgaben von nothwendigen Lebensbedürfnissen, sowie von den Rohstoffen und Werkzeugen, die zur Hervorbringung dieser Bedürfnisse nothwendig sind, auszuschließen; denn solche Abgaben thun leicht demjenigen Abbruch, was unbesteuert bleiben sollte, nämlich dem zu einer gesunden Existenz eben ausreichenden Einkommen." Und in einer andern Stelle Bd. II, p. 293 gesteht er die Wahrheit in einer hypothetischen Form ein: „In einem alten Lande Tagelöhner besteuern wollen, heißt

Digitized by Google

also nur, eine Steuer mehr auf alle Arbeitgeber legen, es sei denn, daß die Steuer die viel schlimmere Wirkung habe, den Maßstab einer eben erträglichen Existenz in den Ansichten der ärmsten Volksklassen auf die Dauer noch tiefer herabzudrücken."

Und noch unumwundener legt das Eingeständniß des Smith'schen und Ricardo'schen Irrthums ein anderer jetzt lebender Chef der Ricardo'schen Schule ab, Mac Culloch, ein in England sehr berühmter, nach meiner Meinung aber sehr unselbstständiger Mann, dessen Eingeständnisse gegen die Autorität seiner Herren und Meister aber eben deshalb um so größere Beweiskraft haben.

Er sagt in seinem Werk: „A Treatise on the Principles and practical Influence of Taxation", London 1845 p. 98 ausdrücklich: „Dr. Smith contends that the labouring classes contribute nothing of consequence to the public revenue, and Mr. Ricardo has expressed his concurrence in this opinion. But, notwithstanding the deference due to their authority, the previous statements show, that this opinion must be received with very great modification. Had it been restricted to the case of household servants, it would have been very nearly correct; but it may be, and we believe most frequently is, very wide of the mark, when applied to the case of out-of-door labourers, whether working by time or by the job."

Zu deutsch: „Dr. Smith behauptet, daß die arbeitenden Klassen nichts Erhebliches zur Steuer beitragen, und Ricardo hat seine Uebereinstimmung mit dieser Ansicht ausgedrückt. Aber ungeachtet der Deference, welche man ihrer Autorität schuldet, zeigen die obigen Daten, daß diese Ansicht mit einer sehr großen Modification aufgenommen werden muß. Wäre sie beschränkt worden auf den Fall von Hauspersonal, so würde sie sich sehr der Correctheit nähern; aber sie mag, und wir glauben, daß dies der bei weitem häufigste Fall ist, sehr weit von der Wahrheit sein, wenn sie angewendet wird auf die Lage der Arbeiter außer dem Hause, sei es daß sie Arbeiter auf Zeit oder auf Accord sind."

Nun freilich, meine Herren, das am Tische seines Herrn essende Hauspersonal drückt der gesteigerte Getreidepreis unmittelbar nicht oder doch weit weniger; aber hiervon kann ja überhaupt nur noch bei gewissen ländlichen Arbeitern und etwa bei einigen Handwerkern die Rede sein. Der große industrielle

Digitized by Google

Arbeiterstand hat — und auch das Handwerk folgt bei größerem Betrieb immer mehr diesem Beispiel — seit langer Zeit aufgehört am Tische seines Arbeitsherrn zu essen, und auch auf dem Lande greift der Geldlohn mehr und mehr um sich.

Ich gehe jetzt zu dem dritten Grunde über, warum jene Ansicht von Smith und Ricardo nothwendig und unbedingt falsch ist. Derselbe besteht in dem directen offenen Widerspruch, in welchem sich diese Männer hierin mit sich selbst befinden.

Die bei Thee oder Kaffee, Tabak, Bier, Seife, Spirituosen, Licht ꝛc. durch darauf gelegte Steuern hervorgerufene Preissteigerung soll nach Smith und Ricardo keinen höheren Arbeitslohn zur Folge haben, obgleich diese Dinge nach ihnen selbst tägliche und regelmäßige Bedürfnisse der Arbeiterklasse sind; hier sollen sie die Preissteigerung nicht auf den Unternehmer durch Steigerung des Arbeitslohnes überwälzen können. Bei den absolut nothwendigen Lebensbedürfnissen aber, beim Getreide, sollen sie dies können. Der Unterschied, der zwischen beiden Fällen zunächst vorhanden zu sein scheint, verschwindet sofort und wenn sie es in dem einen Falle nicht können, werden sie es auch in dem andern nicht. Der Grund, warum sie es angeblich beim Steigen des Getreidepreises können, soll eben darin liegen, daß dies zum Lebensunterhalt unentbehrlich nothwendig ist. Aber dieser Grund wird keine andere Wirkung hervorbringen, als daß der Arbeiter die vom Staat auf das Getreide gelegte Steuer für seine Privatwirthschaft in eine auf Thee, Kaffee, Tabak, Bier, Seife, Licht ꝛc. gelegte Steuer umwandelt; mit andern Worten, der Arbeiter wird an Getreide, trotz des gestiegenen Preises, nicht weniger consumiren. Aber er wird dafür an jenen andern Gegenständen seines üblichen Consums, Kaffee, Tabak, Bier ꝛc. sich soviel abbrechen, als die Steigerung des Getreidepreises beträgt. Und folglich trifft die Getreidesteuer ihn, drückt auf ihn und drückt seinen standard of life hinunter.

Es könnten noch tiefere und entscheidendere Gründe von mir entwickelt werden. Aber dazu müßte ich eben in die ganze Tiefe der nationalökonomischen Theorie hinabsteigen, was hier nicht am Orte wäre und deshalb nicht meine Absicht ist. Die entwickelten drei Gründe genügen dreimal um Ihnen zu zeigen, daß es sich mit den Getreidesteuern und dem dadurch gesteigerten Getreidepreis hierin nur ganz eben so verhält, wie mit den Steuern

Digitized by Google

auf andere Gegenstände des Consums und der Arbeitslohn um dieser Preissteigerung willen nicht steigt.

Aber ich werde Ihnen endlich viertens den historisch-statistischen Nachweis erbringen. Wir besitzen in der englischen Literatur ein Werk, welches ein ehernes Denkmal des menschlichen Fleißes ist, die „Geschichte der Preise von 1793 bis 1857" von Thomas Tooke, ein Werk, an welchem der Verfasser während eines großen Theiles seines ungewöhnlich langen Lebens gearbeitet hat. Tooke war ein großer englischer Kaufmann und zugleich einer der bedeutendsten Nationalökonomen Englands, von solchem Ansehen, daß er von dem englischen Parlament wiederholt als Sachverständiger vernommen wurde, wenn es sich um ökonomische Maßregeln handelte. Sein Werk hat in Bezug auf das darin enthaltene Thatsächliche, in Bezug auf die Angaben über die Höhe und Geschichte der Preise, eine unbestrittene fides in der Wissenschaft. Ueberdies ist Tooke durch und durch Bourgeois-Oekonom und legt die Eingeständnisse, die er macht, widerwillig und mit widerstrebendem Herzen ab, sucht sie deshalb auch, wenn er auch die Wahrheit nicht unterdrückt, doch möglichst stylistisch zu mildern. Und vielleicht würden diese Eingeständnisse noch schwerlich in dieser Weise erfolgt sein, wenn Tooke nicht sein Werk zu einem ganz andern Zwecke geschrieben hätte, nämlich um Sir Robert Peel's Banknoten zu bekämpfen, ein Zweck, der ihn möglichst unbefangen und objectiv machen mußte in Bezug auf das statistische Material, welches er in seiner Geschichte der Preise diesem Zwecke zu Grunde zu legen hatte.

Ich werde Ihnen aus diesem 6bändigen Werke, welches in der deutschen Ausgabe von Dr. Asher, nach welchem ich citiren werde, 2 Bände von fast 1800 Seiten umfaßt, nur einige Stellen beispielsweise anführen.

Bd. I, p. 219 faßt er seine gesammten Untersuchungen über den hier in Rede stehenden Punkt in folgenden Satz zusammen:

„Allen Erfahrungen zufolge, mögen sie aus neueren Beobachtungen oder geschichtlichen Zeugnissen sich ergeben, kann man es als feststehend annehmen, daß Arbeitslohn unter allen Tauschgegenständen der letzte ist, welcher in Folge einer Theuerung oder einer Preisherabsetzung des Geldes im Preise steigt;" und er führt hierbei

Digitized by Google

zustimmend die Worte eines andern englischen Autors an: „eine sorgfältige Untersuchung der Lage des Volkes unter der Regierung Elisabeths, die, hinsichtlich der Preisverminderung des Geldes eine merkwürdige Aehnlichkeit mit der gegenwärtigen hat, würde den Satz bestätigen, daß die Arbeitslöhne mit dem steigenden Preis der Lebensmittel nur schlecht Schritt halten.“.

Von noch viel größerer Wucht aber als dies allgemeine und deshalb stylistisch gemilderte Eingeständniß, sind seine thatsächlichen Constatirungen.

So erklärt er bei Betrachtung der dreijährigen Periode von 1799 bis 1861, Bd. I, p. 111: „Unter den verschiedenen Angaben aus jener Zeit findet sich auch, daß z. B. die Schneidergesellen von 1775—1795 einen Wochenlohn von 1 L. 1 sh. 9 d. erhielten, wofür sie 36 Laib Brod à $7^1/_4$ d. hätten kaufen können; 1801 war der höchste Lohn 27 sh., wofür sie nach den damaligen Preisen nur $18^1/_2$ Brode kaufen konnten.“ Sie sehen also, meine Herren, daß, während der nominelle Lohn etwas gestiegen war, nämlich von ca. 22 sh. auf 27 sh., er durch den gesteigerten Getreidepreis in der Wirklichkeit, nämlich in seiner Kaufkraft sogar um 50 Proc. gefallen war!

Es heißt bei Tooke daselbst weiter: „Eben so wenig ausreichend war die Erhöhung des Lohnes für Setzer, nämlich von 24 sh. auf 30 sh. Nach den Tabellen des Greenwich-Hospitals war der Tagelohn für Zimmerleute und andere Bauhandwerker im Jahre 1801 nur um einige Pence höher als in den 20 Jahren vorher, nämlich für

Zimmerleute	statt 2 sh. 6 d.	3 sh. 2 d.
Maurer	„ 2 „ 4 „	3 „ — „
Steinmetzger	„ 2 „ 8 „	2 „ 10 „
Bleidecker	„ 3 „ — „	3 „ 3 „ ꝛc.“

Und während der Arbeitslohn um einige Pence gegen den früheren Zeitraum gestiegen war, war der Getreidepreis gegen denselben Zeitraum in folgender Weise gestiegen, wie Tooke daselbst (p. 108) constatirt:

Waizen von	49 sh. 6 d.	auf 134 sh. 5 d.
Gerste	„ 29 „ 4 „	„ 69 „ 1 „

also fast um das Dreifache!

Ebenso sagt Tooke Bd. I, p. 150 über die Periode von 1808—1812: „Als daher die Theuerung sich zwischen 1808

Digitized by Google

und 1812 wiederholte, standen schon die Mittel eines großen Theiles der verschiedenen Volksklassen in einem besseren, wenn gleich nicht genügenden Verhältniß zu den höheren Preisen. Anders war es indessen mit den Löhnen der Fabrikarbeiter. Bei einer großen Zahl wurden dieselben gar nicht erhöht, oder, wenn es geschah, durch eine Verkürzung der Arbeitszeit oft mehr als wieder ausgeglichen."

Und noch kategorischer z. B. Bd. I p. 409: „Auch die Lage der arbeitenden Klassen im Jahre 1839 bildet in ihrem Gegensatz gegen den eben geschilderten Wohlstand von 1835 eine neue Bestätigung der Erfahrung, wie die Löhne einem Steigen oder Fallen der Lebensmittelpreise nur nach langen Zwischenräumen folgen und auch dann nicht — hören Sie, meine Herren, auch dann nicht — im Verhältniß zu dem Einen oder dem Andern. Auf dem Lande wurde wohl in einzelnen Fällen der Tagelohn verbessert, aber nur unbedeutend im Vergleich zu den höheren Preisen der Lebensmittel, und auch mehr aus Gründen der Furcht oder der Menschlichkeit, denn als eine sich von selbst verstehende Folge einer stärkeren Nachfrage nach Arbeit. In den Fabrik-Districten dagegen fand nicht nur keine Lohnerhöhung statt, sondern die Arbeit nahm ab, so daß bei fast verdoppelten Lebensmittelpreisen und einer Vertheuerung vieler andern Bedürfnisse, als Thee, Zucker und Tabak, die Arbeiter doppelt schwer betroffen wurden, indem sie auf der einen Seite weniger verdienen, als auf der andern sie für das Verdiente weniger anschaffen konnten."

Sie sehen, meine Herren, wie sich hier durch den Mund der Statistik bestätigt, was ich Ihnen oben darüber sagte, wie der Arbeiter durch das Steigen der Lebensmittelpreise sogar zwischen zwei Feuer genommen wird.

Diese statistischen Zeugnisse mögen, um überflüssige Häufungen zu vermeiden, hier genügen, um zu zeigen, daß es sich auch mit den Preissteigerungen des Getreides so verhält wie mit denen anderer Waaren, und sie keineswegs durch gesteigerten Arbeitslohn vergütet werden.

Ich halte Sie lange auf, meine Herren! Aber die Schuld hiervon liegt nicht an mir. Es ist mir nicht weniger lästig, als es Ihnen sein kann, und selbst noch weit lästiger als Ihnen, eine

Digitized by Google

kostbare Zeit mit der Entwickelung allbekannter ökonomischer Thatsachen zu verlieren, eine Zeit, die Sie besser Ihren vielfachen Amtsgeschäften, die ich besser der Erforschung neuer wissenschaftlicher Wahrheiten gewidmet hätte. Aber ich bin gezwungen durch den Staatsanwalt! Wenn der Staatsanwalt sich erlaubt wissenschaftliche Behauptungen, die ich aufgestellt habe, und die, wie Sie sehen, in jedem Punkte nur der präciseste Ausdruck der Thatsachen sind und auf der concretesten Fülle von Beweisen beruhen, „für unwahr und sophistisch" zu erklären und sie deshalb als strafbar in Anspruch zu nehmen, wenn er die Steuerlehre, die ich aufgestellt, ausdrücklich (p. 31 des stenogr. Berichts) als eine „wunderbare" bezeichnet — nun so bin ich dadurch eben gezwungen, den wissenschaftlichen Beweis der betreffenden Thatsachen in ihren einzelnen Punkten zu erbringen und darzuthun, wie diese angeblich „wunderbare" Theorie eben so wahr als allgemein anerkannt ist. Und noch versichere ich Ihnen, daß ich bei dieser Beweisführung, verglichen mit den Beweisen, die ich erbringen könnte, eine große Selbstbeschränkung walten lasse.

Alle Ungunst also, welche die Länge dieses Plaidoyers bei Ihnen erregen kann, kann nur auf die Staatsanwaltschaft zurückfallen, welche mir mit so hohem Unrecht auf diesem ihr ganz fremden wissenschaftlichen Felde entgegengetreten ist.

Aber, ruft der Staatsanwalt aus (p. 20), der Angeklagte übersieht absichtlich, daß die indirecten Steuern nicht nur die Gegenstände des Bedürfnisses treffen, sondern daß sie auch auf andern Gegenständen liegen, „vor allen auf Luxusartikeln, und die Steuern hierauf, z. B. auf Seide und selbst auf Zucker treffen nicht den Armen"!!

Was gäbe ich wohl darum, meine Herren, wenn ich die paradiesische Unbefangenheit des Staatsanwaltes in dieser traurigen Wissenschaft der Nationalökonomie noch theilen könnte!

Wenn es möglich wäre, durch Steuern auf Luxusgegenstände irgend einen erheblichen, irgend einen nur der Rede werthen Theil der Staatsbedürfnisse aufzubringen — glauben Sie mir, meine Herren, gleichviel ob ich Minister-Präsident wäre oder Herr von Bismark, ob Schulze-Delitzsch oder Herr von Manteuffel, kurz, gleichviel welches die politische Richtung und Ansicht des Staatsleiters wäre, seit lange würde man die Steuern auf Bedürfnißgegenstände in Steuern auf Luxusgegen-

Digitized by Google

stände umgewandelt haben, denn jedem, der dort steht, giebt schon das Amt, und gleichviel welches sonst seine politische Einsicht und Ansicht sei, eine ungefähre Ahnung davon, wie nothwendig es wäre, die über alle Gebühr auf die unteren Volksklassen drückende Steuerlast zu erleichtern, und wenn dies durch eine so leichte und wohlfeile Maßregel geschehen könnte, wie durch die Luxussteuern, — lange würde man zu einer Umwandlung der Steuern auf Bedürfnißgegenstände in Steuern auf Luxusgegenstände geschritten sein.

Aber die sogenannten Luxussteuern leiden an einem eigenthümlichen Dilemma:

Entweder die Luxussteuern sind keine Luxussteuern, d. h. sie liegen auf Gegenständen des auch in den untersten Volksklassen allgemein üblichen Verbrauchs, wie Kaffee oder Thee, Bier, Branntwein, Seife, Licht ꝛc., und würden daher wieder zu ihrem bei weitem größten Theile von den untersten Klassen, dem Arbeiter, Bauern nnd Kleinbürger aufgebracht, —

oder aber sie sind wirkliche Luxussteuern und dann bringen sie Nichts, Nichts nämlich, was im Verhältniß zu den wirklichen Staatsbedürfnissen und Staatseinnahmen auch nur irgend der Rede werth ist und in Betracht kommen kann.

Die Gründe sind sehr klar und einfach. Die wirklichen Luxussteuern stehen stets an folgender Alternative:

Entweder sie sind zu einem mäßigen Satze angelegt — und dann sind sie eine Steuer, welche nur eine Handvoll Leute trifft, auf deren erstaunliche, alle Ihre Vorstellungen übertreffende Geringfügigkeit ich Sie später noch einen Blick werfen lassen werde, und welche diese Handvoll Leute zu einem mäßigen kleinen Betrage trifft, also nichts der Rede Werthes aufbringen kann.

Oder aber sie sind zu einem hohen Satze angelegt.

Und dann bringen sie noch weniger! Denn dann versagt sich auch noch jene Handvoll Leute mit wenigen Ausnahmen diesen erheblich vertheuerten Luxus, lieber zu andern Arten desselben ihre Zuflucht nehmend, und die Steuer wird dann fast ganz ertraglos.

Wo sollte ich das Ende finden, wenn ich Ihnen die unermeßliche Zahl von Zeugnissen und statistischen Thatsachen citiren wollte, welche für das Gesagte zu Gebote stehen!

Digitized by Google

Hören Sie den Vater der officiellen preußischen Statistik, den Gründer des amtlichen statistischen Bureaus, den Wirklichen Geheimen — nicht nur den Geheimen, sondern den Wirklichen Geheimen Oberregierungsrath Hoffmann.

In seinem Werke „die Lehre von den Steuern, Berlin 1840“ sagt er p. 229: „Als die preußische Regierung nach den Erschütterungen, welche der Staat in dem unglücklichen Kriege 1806/7 erlitten hatte, ihr zerrüttetes Finanzwesen wieder einigermaßen zu ordnen suchte und deshalb ein neues Steuersystem aufstellte, ward durch das Edict vom 28. October 1810 über die neuen Consumtions- und Luxussteuern auch eine Reihe directer Luxussteuern von männlicher und weiblicher Dienerschaft, Wagen, Pferden und Hunden eingeführt.

„Wer zu seiner persönlichen Bequemlichkeit männliche Bedienten hielt, sollte jährlich zahlen für einen 6 Thaler, bei zweien für jeden 8, bei dreien für jeden 10, bei vieren für jeden 12, bei fünfen für jeden 15, bei sechs oder mehreren für jeden 20 Thaler. Wer einen Knecht oder Jungen, der zum Betriebe der Landwirthschaft oder eines Gewerbes gehalten wurde, nebenher auch zur persönlichen Bedienung brauchte, zahlte für denselben jährlich 3 Thaler; bei weiblicher Bedienung blieb eine Person stets steuerfrei. Wurde daneben noch eine gehalten, so waren für diese zu zahlen jährlich 2 Thaler; bei zweien darüber für jede 3, bei dreien darüber für jede 4, bei vieren darüber für jede 5, und bei fünfen oder mehr darüber für jede 6 Thaler. — Wer zur persönlichen Bequemlichkeit einen vierrädrigen Wagen hielt, zahlte für diesen 8 Thaler, für einen zweirädrigen 6; es trat dabei eine Steigerung des Satzes um einen Thaler ein, wenn zwei, um 2 Thaler, wenn drei Wagen gehalten wurden u. s. w. Ein Reit- oder Kutschpferd wurde jährlich besteuert mit 6 Thalern, zwei für jedes mit 8 Thalern, drei für jedes mit 10, vier oder mehr für jedes mit 15 Thalern; für jeden Hund sollte jährlich ein Thaler entrichtet werden; nur die Hunde, welche wegen eines Gewerbes gehalten werden mußten, die Hirtenhunde, und die Hunde, welche die Bauern zur Bewachung ihrer Höfe halten, waren steuerfrei. Das Gesetz enthielt in allen diesen Beziehungen sehr strenge Vorschriften und schien wenig Raum zum Umgehen der Steuer unter scheinbaren Vorwänden zu lassen.“

Sie sehen, meine Herren, diese Luxussteuer traf alles Mögliche, Bedienung, männliche und weibliche, Wagen, Pferde,

Digitized by Google

Hunde. Indem sie jede Familie traf, die zwei weibliche Domestiken hielt, ging sie gewiß so weit, wie eine Luxussteuer nur gehen kann. Denn wenn der männliche Diener schon Zeichen eines höheren Einkommens ist, so sind zwei weibliche Dienstleute auch in den Familien des Mittelstandes sehr allgemein verbreitet. Zugleich war die Steuer hoch und progressistisch, und dennoch noch nicht so hoch, daß, um ihr zu entgehen, Jemand, der z. B. bis dahin Pferd und Wagen hielt, veranlaßt sein konnte, diese abzuschaffen.

Und dennoch, meine Herren, was war das Resultat?

„Gleichwohl — sagt Hoffmann weiter — war der Ertrag der Steuer ganz unverhältnißmäßig gering. Es kamen nämlich in dem Rechnungsjahre vom 1. Juni 1811 bis dahin 1812 von dieser Steuer nur wirklich ein — — —" Nun, wieviel meinen Sie wohl?

Nun nicht mehr, als, wie Hoffmann unter Specialisirung des Beitrags der einzelnen Provinzen anführt, die für die Staatsbedürfnisse bis zur Lächerlichkeit geringfügige Summe von 158,828 Thaler. 158,828 Thaler für die vereinigten Steuern auf männliche und weibliche Bedienten, Wagen, Pferde, Hunde!

Hoffmann fährt fort: „In den folgenden Jahren wurde die Steuer noch unergiebiger; dabei häuften sich die Rückstände und besonders die Untersuchungen wegen beabsichtigter Umgehung der Steuer fortschreitend an und bekundeten unwiderleglich, in welcher Allgemeinheit dieselbe lästig und verhaßt erschien. Es ward daher nicht einmal das Ende des wiederausgebrochenen Krieges abgewartet, sondern nachdem derselbe eine entschieden günstige Wendung genommen hatte, noch von dem Hauptquartiere Chaumont in Frankreich aus die Aufhebung der Luxussteuer verfügt. Sie erfolgte durch die Verordnung vom 2. März 1814 mit der Wirkung, daß dieselbe schon für das damals laufende halbe Rechnungsjahr vom 1. Dec. 1813 bis 31. Mai 1814 nicht mehr erhoben, auch alle wegen unterlassener Anmeldung steuerpflichtiger Gegenstände noch schwebenden Untersuchungen gänzlich niedergeschlagen werden sollten."

Wollen Sie ein zweites Beispiel? Hören Sie, was Hoffmann, der Wirkliche Geheime, daselbst weiter sagt:

„Schon vor der Einführung dieser Luxussteuern war durch die Verordnung vom 12. Februar 1809 wegen Ankauf des

Digitized by Google

Gold- und Silbergeräths durch die Münzämter und wegen Besteuerung deſſelben und der Juwelen eine Stempelung alles damals vorräthigen Gold- und Silbergeräths, welches nicht gegen Münzſcheine an die Regierung verkauft werden wollte, eingeführt worden. Es ſollten dabei für den Karat, das iſt $^2/_3$ Loth Gold, 3 Thaler und für das Loth Silber $^1/_4$ Thaler entrichtet werden. Auch wurden alle damals vorräthigen Juwelen und Perlen einer Abgabe von einem Sechstheile ihres Werthes unterworfen. Alles vom 25. April 1809 ab neuverfertigte Gold- und Silbergeräth ſollte vor der Ablieferung an die Beſteller oder Käufer ebenfalls geſtempelt und mit einer Abgabe von 2 Thlr. für den Karat Gold und $^1/_6$ Thaler für das Loth Silber belegt werden." Hoffmann macht nun einige Angaben über die Gewichtszuſätze an unedlem Metall, welche Gold- und Silbergeräthſchaften enthalten, und fährt fort: „Die Steuerſätze ſollten der Verordnung zufolge beziehungsweiſe ein Drittheil und ein Viertheil des Metallwerths betragen; mit Rückſicht auf jene Zuſätze waren ſie jedoch noch beträchtlich höher geſtellt. Die Steuer brachte eben deswegen ſehr wenig ein. Der bei weitem größte, rechtlich geſinnte Theil der Beſitzer von Gold- und Silbergeräth zog es vor, daſſelbe der Regierung gegen Münzſcheine zu verkaufen, wodurch der volle Werth der Geräthſchaften in ſoweit vergütet wurde, als ſie für ihren Nennwerth bei dem Ankaufe von Domainen oder bei der Abzahlung von Steuerreſten anzubringen waren. Andere entzogen ſich der Steuer durch Verheimlichung ihrer Geräthſchaften aus edlen Metallen um ſo leichter, als eine Entdeckung derſelben nur durch ein verhaßtes Eindringen in das Innere des Hausweſens möglich war, wovon die Regierung Gebrauch zu machen billig Bedenken trug. Dieſer Silberſtempel war nicht minder ein Erzeugniß der Noth jener Zeiten, als die Luxusſteuern vom 28. Oct. 1810; er war aber, ſofern ein fortlaufendes Einkommen bezweckt wurde, noch unerträglicher und gehäſſiger als dieſe. Die Deklaration vom 9. Juli 1812 machte daher bekannt, daß der weſentliche Zweck der Verordnung vom 12. Febr. 1809 durch die zum Ankaufe gegen Münzſcheine dargebrachten Geräthſchaften bereits vollſtändig erreicht ſei und von der ferneren Stempelung daher abgeſtanden werde. Auch verzichtete die Regierung auf das Anſtellen nachträglicher Unterſuchungen wegen der goldenen und ſilbernen Geräthſchaften,

Digitized by Google

welche durch Verheimlichung im Jahre 1809 der angeordneten Stempelung entzogen worden waren. Die Gründe gegen alle Steuern dieser Art haben seitdem im preußischen Staat eine so vollständige Würdigung und Anerkennung gefunden, daß an deren erneuerte Einführung seit dem wieder hergestellten Frieden durchaus nicht mehr gedacht wurde."

So Hoffmann! Da haben Sie das ewige Schicksal aller Luxussteuern, gleichviel in welcher Form sie auftreten. Immer die gleiche Ertragloſigkeit! Und warum sind alle Luxussteuern immer von so geringfügigstem Ertrag und warum lastet daher der Betrag des Budgets nothwendig immer in so unendlich überwiegendem Maße gerade auf den Schultern der unteren Klassen? Ich will Ihnen dies gründlich und bis zur compactesten Handgreiflichkeit entwickeln.

Der Staatsanwalt hat ausgerufen (p. 31 des stenogr. Berichts): „Wie wunderbar ist es, behaupten zu wollen, daß die indirecten Steuern lediglich — beiläufig: ich habe nicht gesagt lediglich, was ein Unsinn wäre, sondern ich habe in meinem Vortrag gesagt: „in bei weitem überwiegendem Maße" und ich sage heut: in unendlich überwiegendem Maße — vom vierten Stande, von den Armen aufgebracht werden! Der Arme ist factisch nicht in der Lage, solche Beiträge zur indirecten Steuer zu bezahlen."

Für diesen Einen Satz vergebe ich dem Staatsanwalt Alles, was er sonst gesagt hat. Denn dieser Satz zeigt, daß sein Herz nicht schlecht ist, daß er wirklich an das glaubt, was er da sagt, und es kommt mehr auf das Herz an als auf den Kopf!

Freilich, die Unkunde in allen materiellen Verhältnissen der Gesellschaft, die sich in diesem Satz ausspricht, ist ungeheuer.

Aber das Studium der Strafrechtsparagraphen und das Leben in der bürgerlichen Gesellschaft ist allerdings kein Weg, um die materiellen Mysterien der Gesellschaft kennen zu lernen, und es giebt überhaupt keinen andern Weg hierzu, als einige Jahre seines Lebens der traurigen und ariden Wissenschaft der Zahlen zu weihen. Ich glaube daher, daß auch Sie selbst durch die Reihe von Thatsachen, die ich Ihnen sofort in der beweisfähigsten Form von der Welt mittheilen werde, eben so höchlich als schmerzlich überrascht sein werden!

Treiben wir also einen Moment vaterländische Statistik!

Digitized by Google

Sie wissen, daß das neue Steuergesetz vom 1. Mai 1851 alle Einwohner der Monarchie, welche über tausend Thaler Einkommen haben, der classificirten Einkommensteuer unterworfen hat.

Wieviel Personen glauben Sie nun wohl, sind in ganz Preußen der classificirten Einkommensteuer unterworfen? Wieviel Personen giebt es also in ganz Preußen, die ein Einkommen von über 1000 Thaler haben?

Sie werden vielleicht staunen, meine Herren, aber die Zahlen stehen officiell und authentisch fest. Sie sind in den Mittheilungen des amtlichen statistischen Bureaus von dem Chef desselben, dem vor Kurzem verstorbenen Geheimrath Dieterici, Mitglied der Königl. Akademie der Wissenschaften, nach den amtlichen Listen veröffentlicht worden, Bd. VII (Jahrgang 1854) p. 179 dieser Mittheilungen. 44,407 Personen*) waren hiernach in ganz Preußen zur classificirten Einkommensteuer veranschlagt; in der ganzen Monarchie von über 17 Millionen Einwohnern hatten 44,407 Personen ein Einkommen von über 1000 Thaler. Und von diesen 44,407 Personen standen wieder 14,428, d. h. 32 Procent der ganzen Anzahl, auf der untersten Steuerstufe, d. h. sie hatten ein Einkommen von zwischen 1000 und 1200 Thlr., ein Einkommen, von dem ich Ihnen selbst überlasse sich zu sagen, inwiefern es, da doch davon in der Regel eine ganze Familie unterhalten werden muß, auch nur bereits einen bescheidenen Grad von Wohlhabenheit bezeichnet.

Man wird vielleicht geneigt sein, einzuwerfen, daß vor der Steuer jeder gern sein Einkommen verberge und die Zahl derjenigen, welche über 1000 Thaler Einkommen haben, in der Wirklichkeit daher größer sein müsse, als sie nach den amtlichen Steuerlisten erscheine. Aber dieser Einwurf hat für unsern Zweck kein Gewicht. Zunächst hat der Staat ein großes Interesse daran, nicht zu gering einzuschätzen, da es sich um seine

*) Man vergl. nun mit dieser officiellen Steuerliste und den nachfolgenden genaueren Erörterungen bis p. 66 (vergl. noch p. 84 u. 85) die in meinem „Antwortschreiben" p. 29 aus Bd. III u. IV des Dieterici'schen Statist. Bureaus mitgetheilte Berechnung, nach welcher zwischen 89 und 96 Procent in gedrückter, dürftiger Lage. Man wird daraus ersehen, auf welcher Unkunde der Bevölkerung der Unglaube beruht, welchem diese Dieterici'sche Berechnung im Publikum und bei verschiedenen Blättern begegnet ist.

Digitized by Google

Einnahmen handelt. In der That hört man sehr häufig Beschwerden über erfolglos gebliebene Reclamationen und zu hohe Schätzungen. Wenn mancher zu niedrig eingeschätzt sein mag, so ist es mancher wieder zu hoch, ohne, sei es wegen seines Credits, sei es aus andern Gründen eine Ermäßigung erlangen zu können, und die Zahl der Unter- und Ueberschätzten könnte sich leicht ausgleichen. Zudem: ob Jemand 5000 oder 8000 Thlr. Einkommen hat, mag oft sehr schwer zu bestimmen sein und in dieser Hinsicht kommen gewiß sehr häufig Irrthümer vor. Aber ob Jemand überhaupt auf einer Einkommensstufe von über 1000 Thaler stehe oder nicht — diese Thatsache spricht sich durch zu viele und zu leicht zu controlirende Symptome aus, als daß hierbei ein wesentlicher Irrthum stattfinden könne.

Ueberdieß, nehmen wir einen solchen Irrthum an! Er könnte doch immer nur einen Procentsatz der auf über 1000 Thaler eingeschätzten Zahl betragen. Nehmen wir an, er betrüge 3, 5, ja 10 Procent der ganzen Anzahl, so gäbe das auf die Zahl von 44,000 Personen, sogar bei 10 Procent immer nur die wegen ihrer Winzigkeit für den Zweck unserer Betrachtung gar nicht in Rede kommende Zahl von 4400 Personen!

Die nächste Steuerstufe, die einem Einkommen von 1200 Thaler bis 1400 Thaler entspricht, umfaßt 7355 Personen; die dritte Steuerstufe, die einem Einkommen von 1400—1600 Thaler entspricht, umfaßt 4721 Personen. Die vierte Steuerstufe mit einem Einkommen von 1600 — 2000 Thaler umfaßt wieder 5499 Personen. Von hier ab, von 2000 Thaler ab ist, auch wenn eine Familie von 5 Personen zu erhalten wäre, unbestreitbar wirkliche Wohlhabenheit vorhanden. Aber von hier ab umfassen alle noch übrigen 26 Steuerstufen *nicht mehr als* 11,400 Personen!

Also 11,400 Personen im ganzen Staate mit über 2000 Thaler Einkommen und, diese einbegriffen, 44,400 Personen im ganzen Staate mit über 1000 Thaler Einkommen.

Das ist der Status der gesellschaftlichen Bilanz!

Nicht wahr, meine Herren, das würden Sie nie geglaubt, nie *für möglich* gehalten haben, wenn es hier nicht in amtlichen Publicationen vorläge?

Es ist dieselbe lächerlich kleine Handvoll Menschen mit ihren Familien, die in allen Städten alle Theater, alle Concerte, Gesellschaften, Bälle, Kränzchen, Restaurationen und

Digitized by Google

Weinstuben füllen, vermöge ihrer Ubiquität den Schein einer Wunder wie großen Anzahl erregen, nur an sich denken, nur von sich sprechen, die sich dünken die Welt zu sein, und, indem sie allein über alle Zeitungen und alle Fabrikanstalten der öffentlichen Meinung disponiren, wahrhaftig sogar alle Andern dahin bringen, es zu glauben und sich einreden zu lassen, daß sie, diese 11,000 oder diese 44,000, die Welt sind!

Und unter dieser winzigen Handvoll Leute, die sich allein regt, allein bewegt, allein spricht, schreibt, perorirt, nur ihre eigenen Interessen kennt und verficht und sich so sehr einredet Alles zu sein, daß sie sich wahrhaftig sogar noch einredet, sie sei es, welche die Steuern aufbringe, — unter dieser Handvoll Menschen windet sich in stummer unaussprechlicher Qual, in wimmelnder Zahl das unbemittelte Volk, die 17 Millionen, producirt Alles, was uns das Leben verschönt, macht uns die unerläßliche Bedingung aller Gesittung, die Existenz des Staates möglich, schlägt seine Schlachten, zahlt seine Steuern — und hat Niemand, der an es dächte und es verträte!

Und der Staatsanwalt glaubt wirklich, daß die Bemittelten, jene 44,000 Menschen, die über 1000 Thaler Einkommen haben, die indirecten Steuern aufbringen?

Stellen wir ein einfaches Rechenexempel an.

Wenn der Staat die 96 Millionen Thaler, die er in dem Budget von 1855, das ich in meinem Vortrag betrachtet habe, durch directe und indirecte Steuern zusammengenommen erhebt, von den Bemittelten durch die indirecte Steuer aufbringen wollte, so würde zuvörderst jeder dieser 44,400 Bemittelten durchschnittlich 2186 Thlr. jährlich zur Steuer beizutragen haben, während, wie Sie sahen, 14,428 Personen von jenen 44,400 überhaupt nicht mehr als 1000—1200 Thaler Einkommen und andere 17,575 überhaupt nicht mehr als 2000 Thaler Einkommen haben, und wenn Sie das eingeschätzte Einkommen aller zur classificirten Einkommensteuer Herangezogenen zusammenaddiren und durch die Anzahl dieser Steuerpflichtigen dividiren, jeder derselben überhaupt nur durchschnittlich 2357 Thaler Einkommen hat.

Zweitens aber: damit durchschnittlich jeder dieser 44,400 Bemittelten jährlich 2186 Thaler zur indirecten Steuer beitrage — wie groß müßte da wohl die jährlich von ihm und

Digitized by Google

seiner Familie consumirte Summe sein, mit andern Worten: wieviel müßte der Mann jährlich verzehren, damit von seinem gesammten Consum für die bestehenden indirecten Steuern 2186 Thaler abfallen?

Die Beantwortung dieser Frage hängt natürlich davon ab, einen wie hohen Procentsatz die Steuer von dem consumirten Einkommen beträgt.

Die directe Steuer darf, und zwar auf ihrer höchsten Stufe, nämlich bei der classificirten Einkommensteuer, gesetzlich nie mehr als 3 Procent vom Einkommen betragen.

Wollten Sie nun annehmen, daß die indirecten Steuern 5 Procent von der gesammten Jahresausgabe eines Jeden jener 44,400 Personen wegnehmen würden, so wäre das in dem hier unterstellten Falle schon eine übertrieben hohe Annahme. Denn wenn manche unserer indirecten Steuern auch einen weit höheren Procentsatz des consumirten Werthes betragen, so betragen andere wiederum einen viel niedrigeren; besonders aber die meisten und gerade kostspieligsten Ausgaben der höheren Klassen sind, wie Ihnen schon die obigen Citationen aus den Nationalökonomen gesagt haben, überhaupt keiner indirecten Steuer unterworfen. Rechnet man also die besteuerten und die unbesteuerten Ausgaben der begüterten Klassen durcheinander, so ist es schon eine ganz unzulässig hohe Annahme, daß 5 Procent vom Werth ihrer Gesammtausgabe zu den indirecten Steuern flössen. Sie erinnern sich, daß Ihnen oben Sismondi sagte, daß nicht 10 Procent der Ausgabe des Reichen von der indirecten Steuer getroffen werden, und diese 10 Procent, die von ihr getroffen werden, werden doch erst in einem Procentsatz von ihr getroffen, der sich auf 50 Procent belaufen müßte, damit er 5 Procent von der Gesammtausgabe betrüge.

Machen wir gleichwohl, um jeden Einwurf unmöglich zu machen, diese ganz übertriebene Annahme, daß die indirecten Steuern 5 Procent, ja machen wir lieber die doppelt übertriebene Annahme, daß sie 10 Procent von der Gesammtausgabe der Begüterten in Anspruch nehmen.

Damit durchschnittlich jede der 44,400 Personen jährlich 2186 Thaler zur indirecten Steuer beitrage, müßte, wenn dieser Steuerbeitrag 10 Procent von der gesammten Ausgabe beträgt, der Steuerbeitrag, also die Summe von 2186 Thalern, mit der Zahl 10 multiplicirt werden, um die gesammte durchschnittliche

Digitized by Google

Ausgabe eines Jeden dieſer 44,400 zu finden; d. h. die geſammte jährliche Ausgabe *eines Jeden derſelben* müßte durchſchnittlich 2186×10=21,860 Thaler betragen! So hoch würde ſie ſich aber nur belaufen müſſen, wenn der Staat von den 44,400 Bemittelten jenen *Geſammtſteuerbetrag* von 96 Millionen durch die indirecte Steuer erheben wollte.

Wenn der Staat aber nur die *Hälfte* der 96 Millionen Thaler, die er durch Steuern im Jahre 1855 überhaupt erhob, durch die indirecte Steuer von jenen 44,400 erheben wollte — und ich habe in meinem angeklagten Vortrag ſpecificirt nachgewieſen, daß er die ganzen 96 Millionen minus circa 13 Millionen, daß er alſo ſogar 83 Millionen aus der indirecten Steuer erhob — wenn er aber nur die *Hälfte* der 96 Millionen, alſo nur 48 Millionen durch die indirecte Steuer von jenen 44,400 Bemittelten erheben wollte, ſo würde der durchſchnittliche Beitrag eines jeden derſelben zur Steuer noch immer 1043 Thaler und ſeine jährliche Geſammtausgabe ſomit noch immer 10,430 Thaler betragen müſſen. Und wenn er nur *den 4ten Theil* jener 96 Millionen, alſo 24 Millionen ſtatt 83, von jenen 44,400 Bemittelten durch die indirecte Steuer erheben wollte, ſo würde noch immer die jährliche durchſchnittliche Geſammtausgabe eines Jeden derſelben 5215 Thaler betragen müſſen. Und wenn er endlich nur den 10ten Theil jener 96 Millionen, alſo 9,600,000 Thaler von den 44,400 Bemittelten durch die indirecte Steuer erheben wollte, ſo würde die jährliche Geſammtausgabe eines Jeden derſelben durchſchnittlich immer noch 2186 Thaler betragen müſſen! Statt deſſen haben ja aber 14,428 von dieſen 44,400 überhaupt nur 1000—1200 Thaler Einkommen; andere 17,575 davon nur zwiſchen 1200—2000 Thaler Einkommen. Nur 3340 Perſonen im ganzen Staat haben, wie Sie ſich aus denſelben Liſten bei Dieterici überzeugen können, überhaupt über 4000 Thaler Einkommen und das durchſchnittliche Einkommen aller jener 44,000 Perſonen beträgt, wie bereits angeführt, nur 2357 Thaler. — *Einkommen* iſt aber auch *noch lange nicht identiſch* mit jährlicher *Ausgabe*. Denn gerade die beſſeren Stände haben die Gewohnheit des jährlichen Zurücklegens und Anſammelns eines Theils ihrer Revenuen!

Ich habe Ihnen dieſe Berechnung gemacht, meine Herren,

Digitized by Google

um Ihnen zu zeigen, wie schlechthin unmöglich es ist, daß der Staat durch die indirecte Steuer die Bemittelten treffen und auch nur den zehnten, ja den zwanzigsten Theil ihres Betrages von ihnen aufbringen kann.

Ich habe Ihnen diese Berechnung gemacht, um Ihnen zu zeigen, in welchen wahrhaft abenteuerlichen Vorstellungen sich der Staatsanwalt bewegt, wenn er bona fide glaubt, die indirecten Steuern würden ganz oder zur Hälfte oder zum Drittheil oder auch nur zum zehnten Theil ihres Betrages, ja selbst nur zu $^1/_{20}$ desselben von den Begüterten aufgebracht!

Ich habe Ihnen diese Berechnung gemacht, um Ihnen zu zeigen, woher und aus welcher Klasse das Geld kömmt, mit welchem wir den Staat bilden und die Vortheile der Civilisation erlangen.

Gerechtigkeit also für diese Klasse, meine Herren, und knebeln Sie nicht den Mund Derjenigen, der ohnehin so Vereinsamten, die für sie das Wort ergreifen!

Aber ich will Ihnen einen noch stricteren und kürzeren Beweis erbringen.

Die directen Steuern, welche nach einem Procentsatz vom Einkommen erhoben werden, die directen Einkommen-Steuern treffen doch jedenfalls die Reichen in einem unendlich stärkeren Grade, als die indirecten Steuern. Denn die directen Steuern werden ja eben auf Jeden nach Verhältniß seines Vermögens und Einkommens gelegt, während Sie über die indirecten Steuern von den Nationalökonomen oben gehört haben, daß sie im Allgemeinen, wie die Mildesten sagen, wie eine Kopfsteuer wirken, d. h. jeden Einzelnen mit dem gleichen Betrage treffen, oder wie die Andern sagten, jeden sogar mit einem um so stärkeren Betrage treffen, je ärmer er sei.

Wie kann nun der Staatsanwalt die Behauptung wunderbar finden, daß der Betrag der indirecten Steuern zu seinem beiweitem größten Theile, wie ich in meinem Vortrag sagte, von den ärmeren Klassen aufgebracht wird, wenn dies sogar noch von dem Betrage der directen Steuern gilt?!

Und daß dies selbst bei dem Betrage der directen Steuern der Fall ist, und in einem wie hohen Grade, dafür brauchen Sie nur einen Blick auf die von der Regierung im Staatshaushalt und in jenen amtlichen Veröffentlichungen des

Digitized by Google

statistischen Büreaus mitgetheilten Zahlen zu werfen, blos diese Zahlen zu lesen und zu addiren, ohne jede eigene Berechnung, Veranschlagung u. s. f.

Die classificirte Einkommensteuer, die von allen, die über 1000 Thaler Einkommen haben, im ganzen Staate erhoben wurde, betrug incl. des Zuschlags von 622,000 Thaler laut dem officiellen Staatshaushaltsetat pro 1855 die Summe von 2,928,000 Thaler. Soviel zahlten also zur directen Steuer Alle, die über 1000 Thaler Einkommen haben.

Nun wird aber nach dem Gesetz vom 1. Mai 1851 auch von Allen, die unter 1000 Thaler Einkommen haben, und zwar nicht im ganzen Lande, sondern nur in den nicht mahl- und schlachtsteuerpflichtigen Ortschaften des Landes, eine directe Einkommensteuer, die sogenannte Klassensteuer erhoben. Und diese betrug laut demselben Staatshaushaltsetat 9,920,000 Thaler.

Also auch zu dem Ertrage der directen Steuer trugen die unteren Klassen blos aus den nicht mahl- und schlachtsteuerpflichtigen Ortschaften des Landes zwischen 3 und 4 mal so viel bei, als sämmtliche Wohlhabende des ganzen Landes!

Aber das ist noch nichts, meine Herren! Rücken wir den Zahlen der Klassensteuer noch etwas näher auf den Leib! Sie werden eine beredte Sprache annehmen!

Die nähere Specification dieser Klassensteuerzahlen finden Sie in den bereits angezogenen amtlichen Mittheilungen des statistischen Büreaus von Geheimerath Dieterici, in demselben Artikel Bd. VII. p. 195 auf Grund der amtlichen Steuerveranlagung pro 1853.

Die Summe der gesammten Klassensteuer pro 1853 betrug, ohne Zuschlag, 7,941,915½ Thaler, also ganz eben so viel wie im Jahre 1855 ohne Zuschlag.

Diese 7,941,915 Thaler zerfallen nun in folgende drei Klassen:

Die erste, unterste Klasse besteht aus 3 Stufen mit 4 Steuer-Ansätzen, nach welchen die Haushaltung Klassensteuer zahlt ½—1 Thaler, 2 Thaler und 3 Thaler. Der Geheimerath Dieterici veranschlagt in diesem Artikel, p. 175, die jährlichen Einnahmen dieser 3 Stufen von Steuerpflichtigen auf 100 bis 120 Thaler, 120 bis 180 Thaler, 180 bis 250 Thaler.

Das sind also — und mit diesem Einkommen sind oft

Digitized by Google

auch noch Familien zu unterhalten — die ganz Armen, die Blutarmen der Gesellschaft.

Nun wohl, und gerade diese unterste blutarme Klasse liefert auch zur directen Steuer von allen Klassen der Bevölkerung bei weitem den höchsten Beitrag, denn sie zahlt, wie Sie in der Tabelle bei Dieterici sehen,

3,891,117½ Thaler Klassensteuer,

während alle zur classificirten Einkommensteuer Herangezogenen, also Alle, die über 1000 Thaler Einkommen haben, zusammen nur 2,306,000 Thaler ohne Zuschlag classificirte Einkommensteuer zahlen.

Jene allerunterste blutarme Klasse zahlt aber eben so bei weitem mehr als jede der beiden andern Klassen der Klassensteuer an Steuer bezahlt, ja sie zahlt beinahe so viel als die beiden andern Klassen der Klassensteuer zusammengenommen. Denn während sie 3,891,117 Thaler zahlt, zahlt die 2te Hauptklasse nur 2,625,294 Thaler und die dritte nur 1,425,504 Thlr., also beide zusammen nur circa 4 Millionen Thaler und somit ungefähr eben so viel, wie die unterste Klasse allein.

Aber ferner! Gehen wir zur zweiten Hauptklasse der Klassensteuer über. Sie umfaßt 5 Stufen, welche je 4, 5, 6, 8 und 10 Thaler Klassensteuer zahlen und welche Geheimerath Dieterici (p. 175) auf ein Einkommen von jährlich 250—300 Thaler, 300—320 Thaler, 320—400 Thaler und 400—500 Thaler schätzt. Hatten wir vorhin mit den Blutarmen zu thun, so sind dies jetzt, da von dieser Jahreseinnahme häufig eine ganze Familie erhalten werden muß, immer noch die sehr Armen und Armen. Diese zweite Hauptklasse, innerhalb welcher die unterste der 5 Stufen wieder den größten Beitrag zur Steuersumme, nämlich 747,780 Thaler zahlt — diese zweite Hauptklasse der sehr Armen und Armen trägt 2,625,294 Thaler zur Klassensteuer bei.

Kömmt jetzt die dritte Hauptklasse der Steuer aus 4 Stufen bestehend, welche durch die Circular-Verfügung des Königl. Finanz-Ministerii selbst vom 8. Mai 1851 in Bezug auf ihr Einkommen festgestellt sind. Zur untersten Stufe sollen nämlich mit jährlich 12 Thaler eingeschätzt werden Alle, die ein Einkommen von 500—650 Thaler haben; zur zweiten Stufe mit 16 Thaler Steuer Alle, die 650—800 Thaler, zur dritten mit

Digitized by Google

20 Thaler Steuer Alle, die 800 bis 900 Thaler und zur vierten mit 24 Thaler Alle, die 900—1000 Thaler Einkommen haben.

So viel werden Sie mir nun jedenfalls bereitwillig zugeben, daß die unterste Stufe dieser letzten Hauptklasse, daß also diejenigen, die eine jährliche Einnahme von 500 Thalern bis 650 Thalern zum Unterhalt ihrer und ihrer Familie haben, doch noch durchaus und lange nicht zur Bourgeoisie gehören, daß sie vielmehr zu jenem Kleinbürger-, Bauern- und Arbeiterstand gehören, von dem ich in meinem Vortrag gesprochen habe. Diese unterste Stufe zahlt wieder 534,984 Thlr. zur Klassensteuer. Die zwischen 650 und 800 Thaler Einkommen zahlt 366,832 Thaler, die zwischen 800 und 900 Thaler zahlt 264,080 Thaler und endlich die zwischen 900 und 1000 Thaler zahlt 259,608 Thaler zur Klassensteuer.

Seien wir nun sehr freigebig! Betrachten wir alle solche, die mit ihrer Familie eine Einnahme von über 650 Thaler haben, als nicht mehr zu den unbemittelten und ärmeren Klassen der Nation gehörend, was doch gewiß durchaus unwahr ist, und stellen wir nun hiernach eine einfache Addition an. Diese gestaltet sich hiernach also:

Hauptklasse.	Zahl der Steuerpflichtigen.	Procentsatz von der ganzen Zahl der Klassensteuerpflichtigen.	Jährlicher Steuerbetrag. Thaler.	Procentsatz von dem ganzen Klassensteuerertrag.
I.	4,521,989	89,06	3,891,117½	48,99
II.	464,323	9,14	2,625,294	33,06
III. Hauptklasse unterster Stufe.	44,582	0,88	534,984	6,74
Sa.	5,030,894*)	99,08	7,051,395½	88,79

Dagegen gestalten sich die letzten drei Stufen der dritten Hauptklasse, die wir einmal als bereits zu den wohlhabenden Klassen der Nation gehörig (!) gelten lassen wollen, in folgenden Zahlen:

*) Es sind hierbei nach den gesetzlichen Vorschriften für die Klassensteuer bekanntlich ebensowohl Einzelsteuernde als Familien inbegriffen.

Digitized by Google

Stufe der sämmtlichen 12 Klassensteuerstufen.	Zahl der Steuerpflichtigen.	Procentsatz von der ganzen Zahl der Klassensteuerpflichtigen.	Jährlicher Steuerbetrag. Thaler.	Procentsatz von dem ganzen Klassensteuerertrag.
10.	22,927	0,45	366,832	4,62
11.	13,204	0,26	264,080	3,32
12.	10,817	0,21	259,608	3,27
Sa.	46,948	0,92	890,520	11,21

Rechnen wir zu diesen . . . 890,520 Thlrn.
welche diese letzten 3 Stufen der Klassensteuer zahlen, noch den Betrag der klassificirten Einkommensteuer pro 1855 (ohne die 622,000 Thlr. Zuschlag, da der Zuschlag auch bei der Klassensteuer nicht berechnet worden ist) . 2,306,000 „

so zahlen also sämmtliche nur irgendwie bemittelten Klassen zur directen Steuer 3,196,520 Thlr., während alle ganz unbemittelten Klassen 7,051,395 Thlr., also weit mehr als das Doppelte, ja fast 70 Procent zur directen Steuer beitragen. — Wenn dies aber sogar bei der **directen** Steuer der Fall ist, wie in aller Welt kann es dann der Staatsanwalt „wunderbar“ finden, wenn ich in meinem Vortrag (p. 27) von der indirecten Steuer wörtlich sage, daß ihr Betrag „seinem bei weitem größten Theile nach von den Unbemittelten, von den ärmeren Klassen der Nation gezahlt wird?“

Wenn schon zum Ertrage der directen Steuer, die doch nach Vermögen und Einkommen aufgelegt wird, die ganz Unbemittelten fast an 70 Procent beitragen, nun, wie **unendlich größer** muß dann nicht dieses Verhältniß bei der indirecten Steuer sein, die sich nach dem Verbrauch, und somit nach der Kopfzahl richtet? Was diese Zahl betrifft, so haben wir oben gesehen, daß es im Ganzen 44,407 Personen in Preußen giebt, die über 1000 Thlr. Einnahmen haben und daher etwa als wohlhabend zu bezeichnen wären. Rechnen wir aber jetzt noch die letzten drei Stufen der dritten Klassensteuer-

Digitized by Google

klasse, rechnen wir Alle, die über 650 Thlr. Einkommen haben, dazu, obgleich diese doch gewiß nicht als wohlhabend gelten können, so gäbe dies also 44,407

+ 46,908

Summa 91,315

nicht unbemittelte Steuerpflichtige im Staat. Allein jene 46,908 Steuerpflichtigen, welche zwischen 650 Thlr. und 1000 Thlr. Einkommen haben, beziehen sich nur auf die klassensteuerpflichtige Bevölkerung des Staats. Und wenn diese auch beinahe $^7/_8$ der Gesammtbevölkerung beträgt, so giebt es doch auch noch mahl- und schlachtsteuerpflichtige Ortschaften, die nicht Klassensteuer zahlen. Wir müssen diese also gleichfalls in Rechnung ziehen. Die Bevölkerung der mahl- und schlachtsteuerpflichtigen Ortschaften in Preußen betrug im Jahre 1858 nach dem XIII. Band der amtlichen statistischen Mittheilungen von Geheimrath Dieterici (p. 182) 2,284,745 Seelen, die Gesammtbevölkerung damals nach amtlicher Zählung 17,739,913 Seelen, die klassensteuerpflichtige Bevölkerung also 15,455,168 Seelen. Nehmen wir nun an, wie wir bei einer Durchschnittsberechnung müssen, daß auf die 2,284,745 der mahl- und schlachtsteuerpflichtigen Bevölkerung im Verhältniß eben so viel Leute mit über 650 Thlr. jährlicher Einnahme kommen wie auf die klassensteuerpflichtigen Ortschaften, so ergeben sich weitere 6954 Leute mit über 650 Thlr. Einnahme in den mahl- und schlachtsteuerpflichtigen Ortschaften.

Diese	6,954
hinzu addirt zu den obigen . .	91,315
ergiebt sich eine Gesammtsumme von	98,269

Leuten mit über 650 Thlr. Einkommen in dem ganzen preußischen Staat. Nehmen Sie an, daß jeder derselben eine Familie von 5 Personen darstellt, wie man zu rechnen pflegt, wenn von der gesammten Bevölkerung die Rede ist, wie man aber durchaus nicht rechnen darf, wenn es sich blos um die höhern Stände handelt, in denen die durchschnittliche Kinderzahl in den Familien weit geringer ist als im untern Volk.

Rechnen wir aber immerhin so, — so übertrieben dies auch ist — so repräsentiren jene 98,269 Steuerpflichtige eine Zahl von 491,345 Seelen, also immer noch eine solche Zahl, wie man sie zu vernachlässigen pflegt, wenn man in runden Zahlen die Bevölkerungsstärke großer Nationen angiebt, ja eine kleinere

Digitized by Google

Zahl, als ich sie vernachlässige, wenn ich von 17 Millionen Einwohnern spreche, denn die Bevölkerung in Preußen betrug schon 1858, wie Sie eben gehört haben, über 17,739,000 Einwohner.

Der ganze Rest der 17 Millionen gehört den ganz unbemittelten Klassen an!

Und diese winzige Handvoll Menschen, die nur sich sieht, nur von sich hört und Alles mit ihrem eignen Geräusch erfüllt, treibt dies so weit, daß sie sich sogar noch einredet, sie sei es, welche die indirecte Steuer bezahle!!

Sie sehen also, daß der Staatsanwalt nur die paradiesischste Unschuld in allen Elementen der Staatswissenschaften an den Tag gelegt hat, indem er mir widersprach, mich der Unwahrheit und des Sophisma's beschuldigte, und aus der ganzen Fülle seines guten Herzens ausrief: das arme Volk ist factisch nicht in der Lage solche Beiträge zur indirecten Steuer zu zahlen!

Ehre seinem guten Herzen, meine Herren!

Jene Unschuld des Kopfes aber wäre einem Juristen in solchen Dingen weniger zu verübeln. Nur muß er dann nicht Leute, welche besser Bescheid wissen, der Unwahrheit beschuldigen und ihre Bestrafung verlangen, weil er keine Ahnung von den reellen Zuständen hat!

Trauriger aber ist, daß auch die höheren Gewerbtreibenden, welche vorzugsweise „praktische Männer" zu sein sich einbilden, ganz denselben Irrthum mit dem Staatsanwalt theilen. Verwunderlich ist es nicht, denn ich habe es Ihnen bereits gesagt: um wirklich in den Zuständen der Bevölkerung Bescheid zu wissen, dazu dient kein sich Umschauen im praktischen Leben, sondern dazu führt nur Ein Weg: der Weg durch die traurige und aride Wissenschaft der Zahlen. So kommt es denn, daß auch die höheren Gewerbtreibenden, daß die besitzenden Klassen überhaupt, ganz erfüllt von dem eignen Geräusch, das sie ohne Unterlaß von sich selber machen, in vollständiger Uebereinstimmung mit dem Staatsanwalt annehmen: sie, wahrhaftig sie, die besitzenden Klassen seien es, welche die indirecte Steuer bezahlen!

Ein Kommerzienrath, welcher in Folge meines Processes von meinem Vortrag und meiner Behauptung hörte, daß die ärmeren Klassen den bei weitem größten Theil der indirecten Steuer bezahlen, ein Kommerzienrath, welcher ein schönes Vermögen, ein schönes Haus und eine schöne Frau hat und in Folge

Digitized by Google

alles deſſen zu den höchlich Zufriedenen gehört, rief aus: „was, das will uns Laſſalle einreden? Wer trinkt die Chocolade bei Stehely?“

Es iſt wahr, meine Herren. Der Kommerzienrath und ſeine Standesgenoſſen trinken die Chocolade bei Stehely.

Verweilen wir alſo einen Moment bei der Chocolade.

Nach Humboldt und Bonpland's großem Werke „Reiſe in die Aequinoctialgegenden“ T. III. p. 206 betrug damals — 1818 — die Einfuhr der Cacaobohnen für ganz Europa 23 Millionen Pfund in einem Werthe von 7,360,000 Thlr. — Davon kommt der bei weitem größte Theil auf Spanien und Italien, wo die Chocolade allgemein übliches Getränk iſt. In den deutſchen Zollverein wurden im Jahr 1847 1,143,500 Pfund Cacaobohnen eingeführt.

In Preußen allein wurden, wie Dr. Mitſcherlich in ſeiner Monographie „Der Cacao und die Chocolade“ p. 43 mittheilt, im Jahre 1831 an 500,000 Pfund eingeführt. Der Einfuhrzoll beträgt 6½ Thlr. per Centner. Dies giebt alſo 32,500 Thlr. Steuer für die Geſammteinfuhr an Chocolade!

Sie ſehen, meine Herren, wenn es ein Verdienſt um den pro 1855 108 Millionen betragenden Staatshaushaltsetat ſein ſoll, daß der Kommerzienrath mit ſeinen Standesgenoſſen allein alle Chocolade bei Stehely trinkt, ſo iſt es jedenfalls ein mit unbewaffneten Augen nicht wahrnehmbares Verdienſt!

Betrachten wir einige andere Gegenſtände, welche zum ausſchließlichen Conſum der höheren Klaſſen gehören.

Auſtern und Seefiſche brachten im ganzen Zollverein — nicht in Preußen, ſondern im ganzen Zollverein, meine Herren — wie Geheimrath Dieterici in den Mittheilungen des ſtatiſtiſchen Büreaus Bd. III. p. 110 publicirt, den Zollertrag von 13,000 Thalern ein!

Aber betrachten wir den gleichſam officiellen Hauptluxusconſumtionsartikel der wohlhabenden Klaſſen, den Champagner!

Der Zollverein führt keine beſonderen Liſten über die Einfuhr von Champagner. Nur das Hauptſteueramt in Berlin zeichnet die in Berlin eingehenden Flaſchen Champagner beſonders auf. Nun iſt zu berückſichtigen, daß nach Berlin nicht bloß der Champagner eingeführt wird, der hier getrunken wird, ſondern daß über Berlin auch faſt die ganze Provinz und endlich auch Schleſien den größten Theil ſeines Champagners bezieht.

Digitized by Google

Berücksichtigen Sie nun, daß Berlin die Haupt- und Residenzstadt des Landes ist, eine Stadt von 550,000 Einwohnern. Was wird hier nicht Champagner getrunken! Bei Hofe und bei den Ministern und bei den fremden Gesandten und von der ganzen Aristokratie, und von unsern Dandy's bei Evest und Gerold und Mäder und in den andern Restaurationen und auf allen Bällen und Festen und Hochzeiten! Und wahrhaftig es wird kaum eine Gesellschaft, kaum ein Diner selbst in den Mittelklassen gegeben, wo nicht Ehren- oder Schandenhalber diesem gleichsam ceremoniell und obligatorisch gewordnen Luxus des Champagners gehuldigt wird.

Was muß also nicht der Champagner hier in Strömen fließen!

Und trotz alledem, und trotzdem auch noch die Provinz und Schlesien ihren Champagner meist über Berlin beziehen, sind im ganzen Jahre 1855 hier eingeführt worden — wieviel meinen Sie wohl? Nun, — 148,900 Flaschen, wie Geheimerath Dieterici aus den Listen des Hauptsteuer-Amts in den statistischen Mittheilungen Bd. X. p. 134 bezeugt! Die Flasche Champagner zahlt circa $7^1/_2$ Sgr. Steuer und das gäbe also 37,220 Thlr. Steuer.

Sie sehen, meine Herren, daß wir aus den homöopathischen Dosen nicht heraus kommen.

Aber nehmen wir, um endlich eine beträchtliche Zahl zu gewinnen und da die Champagnereinfuhr für das ganze Land nicht vorliegt, nehmen wir den stärksten Artikel des ausschließlichen Consums der besitzenden Klassen. Es ist das in Preußen der fremde Wein aller Art, den Champagner inbegriffen. Zugleich wird von diesem Artikel eine so starke Eingangssteuer erhoben, daß der Statistiker Hübner in dem Jahrbuch für Volkswirthschaft und Statistik, Jahrgang 1852, p. 120, sie im Durchschnitt auf 56 Procent des Verbrauchswerthes schätzt.

Der Staatshaushaltsetat pro 1855 und seine Anlagen geben die Zolleinnahme für Wein nicht besonders an, sondern dieser Artikel ist daselbst in der allgemeinen Rubrik Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgaben einbegriffen.

Es ist inzwischen leicht, die betreffenden speciellen Zahlen anderweitig her zu ergänzen.

In dem vierten Jahrgang des so eben erwähnten statistischen Jahrbuchs von Hübner, 1856, p. 78—81 sind die Tabellen über die Einfuhr des Zollvereins pro 1854 mitgetheilt. Sie

Digitized by Google

ersehen daraus (p. 80), daß im Jahre 1854 im Zollverein eingeführt wurden:

43,086 Centner Wein in Flaschen mit einem Zollertrag von . . . 344,688 Thlr.
191,236 Centner Wein in Fässern mit einem Zollertrag von . . . 1,147,578 „
also mit einem Gesammtzollertrag von . . 1,492,266 Thlr.

Das ist zunächst wieder die auf den ganzen Zollverein, nicht auf Preußen, kommende Summe.

Sie finden indessen in demselben statistischen Jahrbuch, p. 87, in Decimalen berechnet, welches bei den verschiedenen Artikeln der Steuerertrag auf den Kopf der Bevölkerung des gesammten Zollvereins gewesen ist. Er betrug hiernach beim Wein in jenem Jahr (1854) $1_{/3}$ Sgr. per Kopf.

Berechnen wir nun für den vorliegenden Zweck die preußische Bevölkerung auf 17 Millionen, so giebt das à $1_{/3}$ Sgr. Steuerertrag per Kopf 733,333 Thlr. Steuerertrag von fremdem Wein auf ganz Preußen.

Hierzu könnte man noch verlangen die Steuern vom inländischen Weinbau in Preußen gerechnet zu sehen. Diese beziehen sich hauptsächlich auf die Moselgegenden, und der Moselwein wird keineswegs ausschließlich von den besitzenden Klassen verbraucht. Die niederen Sorten des Moselweins werden vielmehr an der Mosel und in der Rheinprovinz überhaupt auch vom Kleinbürger und Bauern in bedeutenden Quantitäten consumirt. Inzwischen, lassen wir das unberücksichtigt und rechnen wir ihren ganzen Consum den besitzenden Klassen zu gut. Die Steuer vom inländischen Weinbau beträgt, wie wieder der Staatshaushaltsetat pro 1855 selbst angiebt, 73,421 Thaler. Fremder und inländischer Wein — der Artikel, welcher der bei weitem stärkste Artikel des ausschließlichen Consums der Besitzenden ist — geben somit einen Steuerertrag von 806,754 Thlr. ab.

Sie sehen, wir rücken immer nicht von der Stelle.

Der Staatsanwalt hat mit besonderer Betonung der Seide Erwähnung gethan, welche die besitzenden Klassen angeblich allein consumiren.

Es ist das nicht richtig. Manche Köchin, z. B. die meinige, trägt, wenn sie Sonntags ausgeht, ein seidnes Kleid. Seidne Bänder und Halstücher endlich sind in sehr ausgebreiteter Weise in den untern Volksklassen, zumal bei ihren Weibern

Digitized by Google

zu finden. Für Weib und Tochter des Kleinbürgerstandes endlich sind sie bei Spaziergängen und festlichen Gelegenheiten bereits eine sociale Nothwendigkeit.

Inzwischen sehen wir dem Staatsanwalt zu lieb von alle dem ab und lassen wir auch die Seide ausschließlich den besitzenden Klassen zu Gute kommen.

Aus den in dem schon vorhin angeführten statistischen Jahrbuch von Hübner mitgetheilten Tabellen, Jahrgang IV. p. 81, ersehen Sie, daß pro 1854 in den Zollverein eingeführt wurden

rohe Seide 17,896 Centner mit einem Zollertrag von	8948 Thlr.
Seidene Waaren 3913 Centner mit einem Zollertrag von	430,430 „
also mit einem Gesammtzollertrag von . . .	439,378 Thlr.

Und dies ist wieder der Zollertrag für den gesammten Zollverein.

Berechnen wir nun, um Sie nicht mit mühsameren Berechnungen zu plagen, den Antheil der preußischen Bevölkerung hieran mit $^3/_5$, was für unsern Zweck hinreichend und reichlich gerechnet ist, so ergeben sich als von den besitzenden Klassen in Preußen gezahlt Thlr. 236,625.

Addiren wir nun einmal alle die vier Gegenstände des ausschließlichen Consums der besitzenden Klassen, die wir bisher betrachtet haben:

1) die Chocolade des Kommerzienraths mit einem Steuertrag von . . .	32,500 Thlr.
2) die Seide des Staatsanwalts, obwohl die Seide durchaus nicht blos von den besitzenden Klassen verbraucht wird, mit einem dito von	236,625 „
3) den Wein incl. des Champagners und des inländischen Weines, obwohl letzterer auch nicht blos von den besitzenden Klassen getrunken wird . . .	806,754 „
4) die Austern und Seefische im ganzen Zollverein, die ich den besitzenden Klassen in Preußen allein verehren will	13,000 „
so giebt das einen Gesammtbeitrag zur indirecten Steuer von	1,088,879 Thlr.

Digitized by Google

Sie sehen also, meine Herren, wir rücken und rücken nicht vom Fleck! Wir haben durch diese vereinigten vier Ausgaben des ausschließlichen Consums der Reicheren eine Summe erzielt, die, um von allen Staatszwecken ganz abzusehen, noch nicht hinreicht auch nur die Steuerdiener und sonstigen Steuerbeamten selbst nur zur Hälfte zu bezahlen. Denn die Besoldungen der Beamten bei den Zoll- und Steuerämtern betragen allein, wie Sie aus dem ersten Band Anlagen zum Staatshaushaltsetat p. 98 ersehen, die Summe von 2,526,190 Thlr.

Und diese Klasse bildet sich ein, die Steuer zu bezahlen!

Rufen wir dagegen das arme Volk auf! Werfen wir einen einzigen Artikel seines Consums — noch nicht den stärksten — auf den Tisch!

Die Branntweinsteuer und Uebergangsabgabe von Branntwein betrug nach dem Staatshaushaltsetat von 1855 nicht weniger als 5,800,000 Thlr. und rechnen wir die Uebergangssteuer ab, so bleiben, wie Geh.-Rath Dieterici Bd. III. p. 110 constatirt, allein für den im Inland consumirten Branntwein 5 Millionen Thaler übrig.

Was tragen Sie zu dieser Steuer bei, meine Herren? Was consumiren Sie jährlich an Branntwein?

Nichts? — Ich auch nichts.

An diesen Beispielen, meine Herren, hergenommen von Artikeln, welche durch ihre Natur zum ausschließenden Consum der besitzenden und zum ausschließenden Consum der nichtbesitzenden Klassen gehören, an diesem Ertrags-Verhältniß des Branntweins zur Chocolade oder zum Wein oder zur Seide haben Sie zugleich im allgemeinen den besten Maßstab, um abzuschätzen, wieviel auch bei jenen Artikeln, die zum gemeinschaftlichen Consum der nichtbesitzenden Klassen und der besitzenden gehören, von jeder von beiden Klassen zum Ertrage der indirecten Steuer beigetragen wird.

Inzwischen werden wir uns mit diesem allgemeinen Gesichtspunkt nicht zu begnügen brauchen.

Einen der stärksten Einnahmeposten des Budgets bildet die Grundsteuer, die im Staatshaushaltsetat von 1855 mit 10,084,182 Thlr. angeführt ist.

Das Budget führt dieselbe zwar unter den directen Steuern auf. Aber ich habe bereits in meinem Vortrag erläutert und

Digitized by Google

werde es noch später näher belegen, daß unsere Grundsteuer eine Getreidesteuer ist, d. h. daß sie auf den Getreidepreis und resp. bei Häusern auf die Miethe übergewälzt, also von den Consumenten bezahlt wird und folglich eine indirecte Steuer ist.

Was tragen nun wohl die Nichtbesitzenden und was die Besitzenden zu jener Getreidesteuer von 10,084,182 Thlrn. bei?

Die mildesten der Nationalökonomen, Professor Rau u. A., haben Ihnen oben gesagt, daß eine Getreidesteuer wie eine Kopfsteuer wirkt. In der That aber trifft sie die ärmere Klasse in einem noch viel stärkeren Grade. Denn je reicher einer ist, desto weniger sättigt er sich von Getreide allein. Ich habe einen starken Jahresverbrauch. Aber an Getreide consumire ich persönlich täglich nicht 9 Pfennige, eben weil ich eine Masse anderer Speisen esse.

Indeß, bleiben wir immerhin bei der, obwohl durchaus nicht richtigen Annahme, daß sich die Getreidesteuer als Kopfsteuer vertheile.

Wir haben oben bei der Betrachtung der officiellen Einkommensteuerlisten gesehen, daß im Ganzen in Preußen 44,407 Steuerpflichtige existiren, die über 1000 Thlr. Einkommen haben. Rechnen wir nun, daß jeder derselben eine Familie und zwar eine Familie von 5 Personen repräsentirt, eine Annahme, die, ich wiederhole es, hier, wo es sich von den höheren Ständen handelt, sehr übertrieben ist, so giebt das 222,035 Seelen in Preußen, die den wohlhabenden Ständen angehören.

Wenn also die Getreidesteuer als Kopfsteuer sich vertheilt, so kommen von den 10,080,000 Thlr. der Grundsteuer auf die Seelen der besitzenden Klassen ein Beitrag von 126,450 Thlr. und auf die nichtbesitzende Klasse 9 Millionen 953,550 Thaler!

Oder fassen wir alle die über 650 Thlr. Einnahme haben, als zu der besitzenden Klasse gehörig auf. Wir haben oben ihre Zahl gefunden. Sie beträgt, inclusive derjenigen, welche über 1000 Thlr. Einkommen haben und inclusive der Bevölkerung der mahl- und schlachtsteuerpflichtigen Ortschaften, wie ich nachgewiesen habe, 98,269 Personen und wenn wir wieder jede derselben als eine Familie von 5 Personen vertretend auffassen, so ergiebt sich eine Zahl von 491,345 Seelen, also das Verhältniß 17,700,000 : 10,080,000 = 491,345 : x oder 279,200 Thlr., als Beitrag aller nicht gänzlich unbemit-

Digitized by Google

telten Seelen zu dem Ertrage der Getreidesteuer von 10,080,000 Thlr., so daß für die gänzlich Unbemittelten ein Beitrag von ca. 9,800,000 Thlr. zu dem Ertrage der Getreidesteuer von 10,080,000 Thalern fällt.

Und jene Klasse bildet sich ein, daß sie es sei, welche die Steuer aufbringe!

Und immer dieselbe Erscheinung, auf welchen Artikel Sie auch die Augen richten!

Der Staatsanwalt hat vom Zucker gesprochen und die Steuer hierauf als eine solche bezeichnet, welche die ärmeren Klassen nicht träfe. Es ist dies aber ein gewaltiger Irrthum, meine Herren! Es ist wieder nur das gute Herz des Staatsanwalts, welches ihn verleitet, den arbeitenden Klassen sogar den Zucker entziehen zu wollen!

Ich habe Ihnen schon oben aus Adam Smith citirt, daß Tabak, Zucker und Thee, an dessen Stelle bei uns Kaffee tritt, zu den täglichen und gewohnheitsmäßig allgemein üblichen Bedürfnissen der untersten Volksklassen gehören. Es ist dies auch gar nicht anders möglich, weil der Kaffee bei uns eins der unentbehrlichsten Bedürfnisse der unteren Volksklassen ist und zu diesem sogar bei den Arbeitern in der Regel Zucker gebraucht wird.

Sollte Adam Smith zum Beleg nicht ausreichen, so hören Sie den Geheimrath Dieterici. Er sagt in dem III. Bde. der amtlichen statistischen Mittheilungen p. 110: „Ein wichtigeres Bedenken aber noch gegen den Gedanken die indirecten Abgaben noch zu vermehren, ist, daß sie nur erheblich einbringen, wenn sie auf Gegenstände gelegt werden, die allgemein verbraucht werden", und er fährt zum Beleg dessen p. 111 wörtlich fort: „Zucker, Kaffee, Tabak bringen mehr als die Hälfte aller Eingangssteuern. Es sind Verzehrungsgegenstände auch der ärmeren Volksklassen. Wollte man die schon besteuerten Gegenstände allgemeiner Verzehrung im Abgabensatz erhöhen, so wäre zu besorgen, daß die Quanta der Verzehrung sich vermindern würden, jedenfalls träfe man die ärmere Klasse vorzugsweise. Wollte man neue Objecte auswählen, so müßten es wieder nur solche sein, die allgemein verbraucht würden, man träfe vorzugsweise wieder den armen Mann. Es wird nicht möglich sein, ohne die unteren Schichten der Gesellschaft besonders

Digitized by Google

heranzuziehen, eine Erhöhung dieser Abgaben herbeizuführen, ja es ist zu wünschen, daß Herabsetzungen eintreten, um eben die Last des gemeinen Mannes zu erleichtern, die Bedürfnisse des Lebens ihm wohlfeiler zu schaffen."

Der Geheimerath Dieterici, der frühere Chef unseres statistischen Bureaus, hat also, wie es scheint, ein weniger gutes Herz, aber er ist dafür ein besserer Sachkenner, und Sie sehen, daß, welchen Sachkenner Sie auch fragen, wenn er noch so hoch in Amt und Würden stände, Sie immer dieselbe Antwort erhalten.

Und eben so gewahren Sie überall, wo die Natur des Artikels einen näheren Einblick in seine Vertheilung gestattet, denselben immensen Unterschied.

Sie wissen, meine Herren, daß, wenn die besitzenden Klassen auch nicht blos importirte Cigarren rauchen, d. h. solche, die in Amerika fabricirt sind, sie doch nur solche Cigarren rauchen, die entweder dort oder in Hamburg und Bremen fabricirt sind, welche beide nicht zum Zollverein gehören. Was wird nun nicht von früh bis Abends an Cigarren verraucht, sollte man meinen!

Und dennoch ersehen Sie wieder aus den Tabellen in Hübners statistischem Jahrbuch IV. Jahrgang, p. 81, daß 1854 an sämmtlichen Zollstätten des Zollvereins nicht mehr als 235,720 Thlr. Zoll für, sei es nun aus der Havanna oder aus Hamburg und Bremen oder sonst woher eingeführte Cigarren entrichtet wurde. Hiervon kommen also auf Preußen wieder $^{52}/_{100}$, um den Satz festzuhalten, welchen der Geheimerath Dieterici in Bd. IX. p. 54 der statistischen Mittheilungen der Berechnung des Consumverhältnisses von Preußen zum Zollverein zu Grunde legt, und somit 122,574 Thlr. Zoll auf Preußen.

Die nicht besitzenden Klassen dagegen consumiren die im Inland fabricirten Cigarren und eben so bis auf ein minimes Bruchtheil allen Rauchtabak.

An unbearbeitetem und Stengeltabak wurden aber, wie Sie aus denselben Tabellen ersehen, in jenem Jahre im Zollverein eingeführt 367,462 Centner, welche

Steuer entrichteten	1,441,848 Thlr.
Dazu die Steuer für Rollentabak	109,307 „
Summa:	1,551,155 Thlr.

Hiervon auf Preußen $^{52}/_{100}$ oder 786,600 Thlr. Zollsteuer, also nur ungefähr das Sechsfache der von der besitzenden Klasse gezahlten Cigarrensteuer. Und dies ist ohne Zweifel noch das

Digitized by Google

bei Weitem ungünstigste Verhältniß für die besitzende Klasse bei Gegenständen des allgemeinen Consums, und auch nur dadurch ermöglicht, daß der Centner fabricirt eingeführter Cigarren 20 Thlr. Zoll zahlt, der Centner Rollentabak aber nur 11 Thlr. und der Centner unbearbeiteten und Stengeltabaks nur 4 Thlr., eine Differencirung des Steuersatzes, welche bei andern Artikeln des allgemeinen Consums gar nicht oder doch lange nicht in diesem Verhältniß durchzuführen ist.

Zu diesen 786,000 Thlrn. kommt aber noch eine Steuer vom inländischen Tabaksbau, welche der Staatshaushaltsetat mit 140,000 Thlr. aufführt und welche gleichfalls ausschließlich von der nicht besitzenden Klasse getragen wird.

Es verhält sich natürlich ganz eben so und nur noch in einem weit stärkeren Umfang mit der Mahl- und Schlachtsteuer, der Braumalz- oder Biersteuer, der Lotterie und allen Posten, welche einen irgend erheblichen Beitrag zu den Staatseinnahmen gewähren, und ich würde Posten für Posten den gesammten Staatshaushaltsetat mit Ihnen durchgehen, wenn ich nicht fühlte, eine billige Rücksicht auf Ihre Zeit nehmen zu müssen.

Zudem ist der Beweis ein für allemal und für alle Posten geführt, indem ich Ihnen nachwies, daß es im ganzen Staate nur 44,407 Steuerpflichtige — und also allerhöchstens 222,000 Seelen giebt, die sich eines Einkommens von über 1000 Thlr. erfreuen, und diese eingerechnet nur 98,269 Steuerpflichtige oder allerhöchstens 500,000 Seelen, die überhaupt ein Familien-Einkommen von über 650 Thlr. besitzen, diese Handvoll Menschen aber unmöglich einen Consum machen kann, der zu dem Steueraufschlag ein Erhebliches abwirft, wie Ihnen denn auch Geh.-Rath Dieterici so eben eingestanden hat, daß jede indirecte Steuer, sie habe welchen Namen sie wolle, um etwas irgendwie Nennenswerthes einzubringen, gerade die arme Klasse treffen muß.

Ich will daher nur noch einen der stärksten Steuerposten einer näheren Betrachtung in Bezug auf seine Vertheilung unterwerfen, die Salzsteuer.

Das Salzmonopol trägt dem Staate, wie Sie aus dem Staatshaushaltsetat pro 1855 p. 22 ersehen, 8,302,924 Thlr. ein. Hierin sind auch die Erzeugungskosten des Salzes nicht inbegriffen. Diese führt der Staatshaushaltsetat vielmehr (p. 24) unter dem Titel „Einnahmen von den Salinen“ mit 1,190,583 Thlr. besonders auf. Schon in dieser Summe ist

Digitized by Google

ein Fabrikationsgewinn inbegriffen, welcher den Staatskassen nicht als Einkommen aus der Salzsteuer, sondern als Gewinn am Salinenbetrieb zufließt, wie der Wirk. Geh. Rath Hoffmann in seinen nachgelassenen Schriften p. 512. bezeugt und wie auch der Staatshaushaltsetat selbst ergiebt, indem er 1,190,583 Salineneinnahme und in den Anlagen Bd. I. p. 324 nur 1,121,920 Thlr. Kosten der Salinenverwaltung aufführt. Es ist also noch eine Differenz von 70,000 Thlr. vorhanden, die eigentlich zu dem Ertrage des Salzmonopols hinzugerechnet werden müßte, und jedenfalls stellt letzteres eine reine Steuer dar.

Wie vertheilt sich also diese Steuer von 8,302,000 oder 8,372,000 Thlr. unter die Klassen der Bevölkerung?

Wir besitzen gerade beim Salz sehr genaues Material zur Beantwortung dieser Frage.

Meine Herren, ich weiß, daß die Nachweisungen, zu denen ich jetzt übergehen muß, Ihnen Schmerz bereiten werden. Aber ich kann Ihnen diesen Schmerz nicht ersparen. Es ist nothwendig, daß Sie einen ungefähren Einblick in die Motive gewinnen, welche meinem Handeln zu Grunde liegen und es bestimmen.

Es sind wieder amtliche Ermittlungen, die ich Ihnen jetzt vorführen werde, und zwar ist es eines der interessantesten vom Staat publicirten Werke, von dem ich sprechen will. Im Juni 1848 fand es das Kgl. Landes-Oekonomie-Collegium in Berlin an der Zeit und für seine recht eigentliche Aufgabe und Obliegenheit, die Lage der arbeitenden Klassen, so weit diese speciell dem Bereich der Wirksamkeit des K. Landes-Oekonomie-Collegii, also dem Landbau angehörten, näher zu untersuchen.

Das K. Landes-Oekonomie-Collegium erließ daher ein Circular vom 22. Juni 1848 an sämmtliche landwirthschaftliche Vereine, welches mit folgenden Worten beginnt:

„Die Frage wegen Verbesserung der materiellen Lage der arbeitenden Klassen ist an der Tagesordnung und nach der ganzen Richtung der Zeit eine höchst wichtige. Ihre angemessene Erledigung aber wird zunächst davon abhangen, daß sowohl die Zustände, welche man zu verbessern gedenkt, als auch die Bedürfnisse, die man zu befriedigen wünscht, vollständig und genau gekannt sind." Das Landes-Oekonomie-Collegium stellte nun zwei Hauptfragen auf, die erste nach dem wahrscheinlichen Mittelsatz des auskömmlichen Unterhalts einer

Digitized by Google

ländlichen Arbeiterfamilie von fünf Personen in den verschiedenen Regierungsbezirken des preußischen Staats. Die zweite Frage war die: inwiefern jede der folgenden drei Klassen, in welche das K. Landes-Oekonomie-Collegium die ländliche Arbeiterbevölkerung eintheilte, nämlich: 1) Dienstleute oder Feldgesinde; 2) Häusler oder Colonisten, auch Kossäthen genannt; 3) Einlieger oder Heuerlinge im Stande sei, nach jenem durchschnittlichen Mittelsatz auskömmlich und nachhaltig zu existiren.

185 Berichte der landwirthschaftlichen Vereine liefen in Folge dessen bei dem K. Landes-Oekonomie-Collegium ein und wurden von dem K. Landes-Oekonomie-Rath und Generalsecretär des Landes-Oekonomie-Collegiums Professor Alexander von Lengerke zu einem Werke verarbeitet, welches dem Ministerium für die landwirthschaftlichen Angelegenheiten eingereicht und auf Befehl des Ministeriums veröffentlicht wurde, unter dem Titel „Die Ländliche Arbeiterfrage, herausgegeben von Professor Dr. A. v. Lengerke", Berlin 1849.

Nach der Publication liefen weitere 56 Berichte ein, in Folge deren es dem Professor von Lengerke nöthig erschien, eine Umrechnung der Durchschnittssätze vorzunehmen. Er reichte diese Arbeit im J. 1852 dem K. Landes-Oekonomie-Collegium ein, welches die Publication dieser Umrechnung und Berichtigung in den amtlichen Mittheilungen des vom Geh. R. Dieterici herausgegebenen statistischen Büreaus beschloß, wo sie im V. Bde. p. 270—387 erschienen sind.

Die Mittheilungen, die ich Ihnen gemacht, waren nöthig, um Sie das ganze Gewicht der nachfolgenden Angaben ermessen zu lassen.

Aus demselben Grunde ist noch eine andere Bemerkung erforderlich. Das ganze Werk wurde veranlaßt durch den offen eingestandenen Zweck, den damaligen Agitationen der Presse betreffs der Lage des Arbeiterstandes entgegen zu treten und sie möglichst zu widerlegen. Professor von Lengerke erklärt dies ausdrücklich in der Einleitung: „Je lauter — sagt er — sich die allgemeine Stimme und ihr Organ, die Presse, über den Gegenstand vernehmen ließ, desto mehr stellte sich ein großer Mangel thatsächlicher Kenntniß der betreffenden Verhältnisse und Zustände heraus. Die Waffen der Verhandelnden waren überwiegend Raisonnements und Phrasen: statt Principien und

Digitized by Google

Motive sah man vielfach in die Discussion Ungehöriges, Partheigeist und Leidenschaft hineingetragen; so wurden allmählich Zweck und Ziel der Erörterung verrückt und als Früchte derselben wurden zu großem Theile haltungslose Rathschläge und vage Experimente an Stelle praktischer Maßregeln und sicherer Hülfe geboten. Darum erachtete es das Collegium für das Erste und Nöthigste, sich von den wirklichen Zuständen, auf welche die Aufmerksamkeit sich so entschieden gelenkt hatte, eine so umfassende und vollständige Kenntniß wie immer möglich zu verschaffen, um nicht in die Gefahr zu kommen Schlußfolgen zu ziehen, welche nicht mit der Wirklichkeit und Wahrheit übereinstimmten und dadurch zu verleiten, die hochwichtige Sache in einer Weise anzugreifen, welche, statt besänftigend und wohlthätig, beunruhigend und störend wirken könnte."

Der Presse möglichst entgegenzutreten war also der Zweck, der dies Werk veranlaßte. Denn damals war unsere Presse, wenn es ihr auch in der That hin und wieder an der hinreichenden thatsächlichen Kenntniß gefehlt haben mag, noch in ihrer Jugend! Sie hatte noch ein Herz für die Lage und für die Leiden des Volkes! Sie plaidirte noch seine Sache! Sie war noch nicht angelangt bei der routinirten und greisenhaften Stumpfsinnigkeit unserer heutigen Presse, welche nur für die Interessen der Besitzenden Sinn, Ohr und Stimme hat.

Ihr sollte also entgegengetreten werden. Es ist von Gewicht, diesen Zweck hervorzuheben. Denn wenn ich auch keineswegs die Wahrheitsliebe jenes Werkes in Zweifel ziehen will, so werden Sie doch begreifen, daß ein Werk ausdrücklich aus dem Zwecke hervorgegangen, wie Professor von Lengerke sagt, zu besänftigen und zu beruhigen, eher geneigt ist, zu untertreiben als zu übertreiben, eher geneigt ist nach der optimistischen als nach der pessimistischen Seite hin zu fehlen, oder mindestens die Thatsachen selbst, die es constatirt, stylistisch so viel als möglich zu mildern.

Und dennoch von welchen Eingeständnissen wimmelt dieses Buch!

Der wahrscheinliche Mittelsatz des auskömmlichen Unterhalts einer ausdrücklich auf fünf Personen angenommenen ländlichen Arbeiterfamilie wird in jedem Regierungsbezirk aus dem daselbst in der Wirklichkeit gewohnheitsmäßig erforderlichen Auskommen der Bevölkerung ermittelt und beträgt hiernach (s. die

Digitized by Google

tabellarische Aufstellung in den Nachträgen bei Dieterici V. p. 319):

für	den	Regierungsbezirk	Königsberg	109	Thlr. 29	Sgr.
„	„	„	Gumbinnen	85	„ 12	„
„	„	„	Danzig	94	„ 18	„
„	„	„	Marienwerder	105	„ 12	„
„	„	„	Posen	76	„ 19	„
„	„	„	Bromberg	80	„ —	„
„	„	„	Potsdam	94	„ 14	„
			u. s. w.			

Im Durchschnitt im ganzen Staate 105 Thlr. 2 Sgr. 9 Pf. Dies ist der gewohnheitsmäßig übliche Auskommens-Mittelsatz einer Familie von 5 Personen, also 21 Thlr. Jahresconsum per Kopf!

Und dies, meine Herren, ist immer nur erst noch der Soll-etat! Dies Einkommen sollte jede Familie von 5 Personen haben, um nach dem Durchschnitt der üblichen Bedürfnisse existiren zu können, — dies Einkommen hat sie aber noch lange nicht, wie Sie gleich sehen werden. Denn nun wird erst die Frage aufgeworfen: ist dieses Auskommen bei jeder der vorgenannten drei Rubriken: Dienstleute, Häusler und Heuerlinge auch vorhanden? Unter Dienstleuten oder Feldgesinde werden, wie ich größerer Deutlichkeit halber bemerken will, solche Arbeiter verstanden, die, ohne selbst ein Grundeigenthum zu besitzen, in einem contractlichen Dienstverhältniß zu einer Gutsherrschaft stehen und gegen gewisse Natural-Emolumente und ein fixirtes Tagelohn ausschließlich ihrer Herrschaft zur Verfügung sind.

Unter Häuslern, Colonisten oder Kossäthen werden solche Personen verstanden, die zwar ein kleines Grundeigenthum besitzen, Haus, Garten, etwas Ackerland u. s. w., von dem Ertrage allein aber sich nicht ernähren können und deshalb noch Arbeit für Geld suchen müssen.

Unter Einliegern und Heuerlingen endlich solche Personen, die weder in einem festen Dienstverhältniß stehen, noch auch ein eigenes Grundstück besitzen, sondern in den Dörfern oder Colonien zur Miethe wohnen und sich ganz durch Arbeit, welche sie suchen müssen, zu ernähren haben.

In dem zusammenfassenden Résumé wird nun von Professor v. Lengerke die Antwort dahin gegeben, daß nur die erste Kategorie, die kein Eigenthum besitzenden Dienst-

Digitized by Google

leute, im Allgemeinen jenes Auskommen besitzen, keineswegs aber die zweite und dritte Kategorie, die Häusler und die Heuerlinge.

Professor v. Lengerke sagt in dem vorangestellten Résumé p. 14 wörtlich: „Nach allem Obigen sind die Dienstleute in der preußischen Monarchie durchweg im Stande, für ihre Bedürfnisse durch ihren Verdienst auskömmlich, wenn auch nicht überall nachhaltig zu sorgen."

„Wenden wir uns — fährt er fort — jetzt zu der Klasse der sogenannten Häusler (Colonisten), so geht aus unseren Zusammenstellungen hervor, daß die Lage derselben im großen Ganzen weniger günstig als die der Dienstleute, ja daß solche sogar in manchen Gegenden und vielen Fällen keineswegs besser als die der Einlieger oder Heuerlinge ist."

Und welches diese Lage ist, das sagt Professor von Lengerke zu dieser Klasse übergehend, p. 17: „Allgemeiner und entschiedener tritt die Mißlichkeit der Lage des ländlichen Arbeiters jedenfalls bei dem Einlieger und Heuerling hervor — seine Existenz ist weit überwiegend eine dürftige und haltungslose."

Haltungslos und dürftig, meine Herren, immer, wie Sie nicht genug festhalten können, bemessen mit dem Maßstab eines in der einmal vorhandenen Misère üblichen Auskommenssatzes von 105 Thlr. auf 5 Köpfe, bei dessen Vorhandensein eine günstige und gesicherte Lage angenommen wird!

Noch weit nachdrücklicher und wuchtiger sind aber die Eingeständnisse in dem auf das Résumé folgenden Material über die einzelnen Regierungsbezirke.

Ich greife nur einige wenige Beispiele heraus.

So heißt es p. 84 über die Lage der Häusler oder Käthner, die also ein Eigenthum haben, im Regierungsbezirk Marienwerder: „Eigenkäthner und Einlieger befinden sich in fast gleicher Lage, denn die Kathe der ersteren ist in der Regel von sehr geringem Werth und ist allermeist verschuldet; auch stehen beide meistentheils auf einer sehr niedrigen Stufe der geistigen und sittlichen Cultur." Und auf derselben Seite über die Häusler im Kreise Stuhm: „Diese Klasse lebt hier im größten Elend" und bald darauf: „die unglücklichen zu weit gehenden Parcellirungen des Landes vermehren diese Klasse

Digitized by Google

bedeutend und schleunige Abhülfe durch die Gesetzgebung scheint nothwendig."

Und p. 87 von den Einliegern und Heuerlingen im Regierungsbezirk Königsberg, Kreis Memel: „Die Lage dieser Arbeiter — hier Loosleute genannt — ist jedenfalls die unsicherste."

Und als Résumé über die Lage der Heuerlinge im Regierungsbezirk Gumbinnen p. 102: „Denselben Einfluß äußert diese Frucht (die Kartoffel) auf die Lage der vorhandenen Heuerlinge. Diese ist durchgehends immer und überall eine precaire, die schlimmste von allen. Mißräth jenes ihr hauptsächlichstes Nahrungsmittel, so gerathen sie sofort in Noth und Elend."

Und p. 107: „Der Arbeiterstand harrt der Erleichterungen, die ihm werden sollen und werden müssen, wenn eine Aenderung des ihn vorzugsweise bedrückenden Abgabesystems in's Leben getreten sein wird."

Professor v. Lengerke druckt die von mir betonten Worte gleichfalls mit gesperrter Schrift.

Und p. 121 sagt er in zusammenfassender Betrachtung, die er jeder Provinz folgen läßt, über die Provinz Preußen: „Faßt man alles Vorhergehende zusammen, so geht unzweifelhaft daraus hervor, daß die Zustände der ländlichen Arbeiter, welche in keinen festen Dienstverhältnissen stehen, vor allen der Einlieger oder Heuerlinge in den mehrsten, ja allen Beziehungen eine recht betrübende ist. Ihre Lebensweise erscheint durchweg als eine armselige, d. h. mehr als dürftige. Ihre Nahrungsmittel beschränken sich wesentlich auf Kartoffeln, Salz und Branntwein. Eine solche ultrirte Einfachheit der Ernährung muß begreiflich auf die physischen Zustände dieser Bevölkerungsklasse entschiedenen Einfluß äußern; sie ist häufig von schlaffer Natur und so viel minder arbeitskräftig als in andern Gegenden, daß hier bei einem namhaft niedrigen Tagelohn die Arbeit doch oft erheblich theurer zu stehen kommt."

Und bei der Provinz Brandenburg Regierungsbezirk Frankfurt p. 158: „Viel schlechter stehen die eigentlichen Häusler oder Büdner, die außer ihrem Hause an Garten- und Ackerland nichts besitzen. Diese sitzen, da sie in der Regel von Einliegern Miethe erhalten, dadurch selbst meist miethe- und abgabenfrei; fordern indeß ihre Häuser viel Reparaturen, so unterscheiden sie sich nicht viel von den Einliegern. Man kann daher die

Digitized by Google

Verhältnisse jener mit diesen fast gleichstellen ꝛc.“ Und über die Einlieger und Heuerlinge im Regierungsbezirk Potsdam, p. 161: „Im Allgemeinen ist die Lage dieser Leute eine haltungslose.“ Und im Regierungsbezirk Frankfurt, p. 164: „Das Verhältniß zwischen den gutgestellten Dienstleuten und den herrenlosen Tagelöhnern wird ein immer ungünstigeres. Viele von den jüngern Tagelöhnern finden ein festes Unterkommen nicht mehr oder sehr schwer, und die größern und kleinern Grundbesitzervermögen kaum noch allen herrenlosen Tagelöhnern auch nur einiges Kartoffelland zu gewähren oder aber entziehen sich dieser Observanz, weil sie durch baaren Tagelohn ihre Arbeit billiger herstellen und so wird denn die eigentliche Basis für den bisherigen Wohlstand der Tagelöhner, nämlich die Gelegenheit, sich in ausreichendem Maße die nöthigen Naturalien selbst produciren zu können — immer mehr gefährdet. Daher das Drängen der Tagelöhner, sich durch Kauf oder Pacht in den Besitz kleiner Grundstücke zu setzen, wodurch aber theilweise das entgegengesetzte Resultat herbeigeführt worden ist, indem bei zu kleinen Parcellen, oft noch dazu schlechten Landes, die Existenz des Tagelöhners eher gefährdet als gesichert erscheint.“ Und zusammenfassend über die gesammte ländliche Arbeiterbevölkerung im Regierungsbezirk Frankfurt wird p. 172 gesagt: „Die hier ins Auge zu fassenden Zustände im südlichen Theile des Kreises Königsberg anlangend, so kann nicht in Abrede gestellt werden, daß die physische Kraft der dortigen ländlichen Arbeiter im Abnehmen ist, theilweise als nothwendige Folge des vorherrschenden Genusses der Kartoffel und des aus ihr gewonnenen Branntweins, theilweise — und dies ist ausschließlich bei den herrenlosen Tagelöhnern der Fall — in Folge der durch unzureichenden Verdienst bedingten, unzureichenden und schlechten Nahrungsmittel überhaupt.“

Und über die Lage der Häusler und Colonisten in Schlesien, Kreis Neumarkt, p. 261: „Jedenfalls haben diese Leute eine weit unsicherere Stellung als die Heuerlinge.“

Und über die früher Robotpflichtigen p. 265: „Unter diesen Umständen kann diese Klasse dermalen — besonders wenn noch Zins für einige 100 Thlr. Schuld zu zahlen ist — nicht bestehen, sofern sie nicht Gelegenheit hat, Land zuzupachten

Digitized by Google

oder Arbeit beim Dominio zu erlangen. Viele wünschen daher, die ersehnte und erstrebte Freiheit nicht erlangt zu haben."

Und zusammenfassend über die Lage der Häusler in ganz Schlesien, p. 268: „Aus diesen Schilderungen geht hervor, daß die Lage dieser Leute häufig keine bessere ist als die der besitzlosen Arbeiter; nur im Regierungsbezirk Liegnitz gestalten sich ihre Verhältnisse durchweg günstiger. Im Allgemeinen steht sich der Häusler da, wo noch Ueberbleibsel des Dresch- (Robot) Gärtner-Verhältnisses geblieben, besser ꝛc."

Und, um curforischer zu Werke zu gehen, heißt es über die Lage der Heuerlinge, Regierungsbezirk Oppeln, p. 276: „Dermalen befindet sich ein großer Theil der ganz besitzlosen Arbeiterklasse wegen unzureichender Arbeit und weil für sie in keiner Zeit eine Nebenbeschäftigung vorhanden, selbst bei billigen Nahrungspreisen, fast in beständigem Nahrungsmangel."

Und eine allgemeine Schilderung der Lage aller ländlichen Arbeiter im Regierungsbezirk Oppeln gebend sagt Professor v. Lengerke p. 292 mit gesperrter Schrift: „Größtentheils erreicht diese Klasse Menschen kein hohes Alter, woran natürlich die schlechte Lebensweise, übermäßige Arbeit und der Nahrungskummer Schuld ist."

Eben so heißt es von Westphalen, Regierungsbezirk Arnsberg, p. 355: „Auch in diesem Bezirke — (wie nämlich vorher schon p. 354 von dem Regierungsbezirk Münster gesagt worden war) — stimmt die Lage der fraglichen Arbeiterklasse (der Häusler) mit der der dritten Klasse der Heuerlinge im Wesentlichen überein."

Noch schlimmer in der Rheinprovinz, wo es von den Häuslern im Regierungsbezirk Düsseldorf p. 380 heißt: „Die Vorzüge der Lage dieser Leute sind mehr scheinbar, da deren Eigenthum gemeinhin zu einer solchen Höhe mit Schulden belastet ist, daß der Zinsenbetrag dem Belaufe der Miethe, welche ein Einlieger oder Heuerling entrichten muß, mehr oder minder annähernd gleich kommt. Der einzig reelle Vortheil für sie besteht nur darin, daß sie einen festen Grund und Boden haben, wo sie ihre kümmerliche Existenz fristen."

Und von den Häuslern im Regierungsbezirk Coblenz heißt es, wodurch zugleich gelegentlich ein Punkt noch weiter constatirt wird, den ich Ihnen schon früher nachgewiesen habe, p. 381: „Ihre Lage wird noch dadurch verschlimmert, daß

Digitized by Google

die Höhe des Tagelohns auch bei steigendem Brodpreise dieselbe bleibt." Und von den Heuerlingen im Regierungsbezirk Cöln p. 385: „Am beunruhigendsten aber ist der Umstand, daß selbst die besitzlosen Arbeiterfamilien, welche in dem günstigen Verhältniß einer ununterbrochenen Thätigkeit stehen, dennoch nicht im Stande sind, ihr Auskommen durch ihren Verdienst zu sichern."

Und die gesammten Verhältnisse der ländlichen Arbeiterbevölkerung in der Rheinprovinz zusammenfassend, sagt Professor v. Lengerke p. 387: „Nach dem Vorhergehenden und mit Berücksichtigung der dort noch nicht erwähnten Verhältnisse der arbeitenden Klassen läßt sich die Frage wegen des auskömmlichen und nachhaltigen Verdienstes derselben im Allgemeinen nur dahin beantworten:

„Daß der rheinpreußische Arbeiter überwiegend sein hinreichendes und regelmäßiges Auskommen nicht hat, und zwar um so weniger, je mehr es an permanenter Arbeit gebricht und je mehr neuerer Zeit die Vertheuerung der Lebensmittel die Befriedigung seiner nothwendigen Bedürfnisse erschwert hat."

Um aber zu wissen, was mit den vorstehenden thatsächlichen Angaben gegeben ist, müssen wir noch einen Blick auf die Zahlen werfen, welche jede der angegebenen drei Kategorien ländlicher Arbeiter umfaßt.

Die Dienstleute oder das Feldgesinde berechnet Professor von Lengerke daselbst (Nachträge bei Dieterici Bd. V, p. 325) auf 903,181. Das sind also die Leute, welche jenen oben angegebenen Mittelsatz von 80, 90, 100, 110 Thlr. 2c., der sich im gesammten Durchschnitt des Staats auf 105 Thlr. 2 Sgr. 9 Pf. auf die Familie von 5 Personen stellt, wirklich haben, oder wie Professor v. Lengerke sagt, in auskömmlicher aber nicht nachhaltiger Weise haben.

Die beiden andern Kategorien, die Häusler und die Einlieger haben ihn nicht, haben selbst jenen für 5 Personen auf 80, 90, 100, 110 Thlr. 2c. je nach dem üblichen Elend ihres Regierungsbezirks berechneten Mittelsatz von 105 Thlr. im Staatsdurchschnitt nicht einmal, und wie colossal die Anzahl der zu diesen beiden Klassen Gehörigen ist, mag Ihnen wieder Professor v. Lengerke selbst sagen.

Digitized by Google

Er berechnet in den Nachträgen bei Dieterici Bd. V, p. 325 die Zahl der Häusler auf 1,467,440, die Zahl der Heuerlinge auf 749,173. Die Heuerlinge allein schätzt er incluſive ihrer Familienglieder auf 3,745,865 Seelen. Ich überlaſſe Ihnen demnach, ſich zu ſagen, wie groß die Seelenzahl bei den Familien der Häusler ſein mag, deren Zahl bei Lengerke das Doppelte der Heuerlinge beträgt.

Und dabei iſt, wie Profeſſor v. Lengerke p. 324 daſelbſt ausdrücklich erklärt, immer nur von den in ländlichen Erwerbsverhältniſſen beſchäftigten Arbeitern, nicht von den auf dem Lande lebenden, aber in Bergbau, Gewerbe und Fabriken beſchäftigten Arbeitern die Rede.

Das ſind alſo die vom Miniſterium ſelbſt veröffentlichten Thatſachen, veröffentlicht doch alſo eben, um ſie zur Kenntniß der Bevölkerung zu bringen, um das Licht und die Discuſſion der öffentlichen Meinung auf ſie zu ziehen, um ſie den beſitzenden Klaſſen an das Herz zu legen, wenn auch unſere Preſſe in der größten Apathie und Gleichgültigkeit an ihnen vorübergeht.

Die armſelige Frage, ob ich vier Monate innerhalb der Wände meines Bibliothekzimmers oder innerhalb der Mauern eines Gefängniſſes ſtudiren werde, — wohin verſchwindet ſie mir ſelbſt, wohin muß ſie Ihnen verſchwinden vor dieſen gewaltigen Thatſachen, die ich vor Ihnen aufzurollen genöthigt bin, und den gewaltigen Fragen, die ſie in ſich bergen?

Und wie wollte ich mir ſogar Glück wünſchen zu dieſem Proceß, wenn es mir gelänge, in Ihnen, meine Herren, in meinen Mitbürgern überhaupt durch die Aufrollung dieſer Thatſachen die Ueberzeugung zu erwecken, daß dieſe Lage der Dinge nicht ſo bleiben kann und ihre Verbeſſerung das dringendſte Bedürfniß der Zeit iſt!

Kommen wir aber zu dem Punkte, der es erforderlich gemacht hat, auf jenes Werk einzugehen.

Welches iſt der Betrag an Salz, den dieſe Bevölkerung conſumirt?

Das Werk enthält bei jedem Kreis die genaue Specification der dortigen Bedürfniſſe in den acht Colonnen: Wohnung, Feuerung und Erleuchtung, Nahrung, Kleidung, Viehfutter-Mittel, Unterhalt der Arbeitswerkzeuge, Salz und Abgaben. Wie Sie am bequemſten auf der Tabelle in dem berichtigenden Nachtrag bei Dieterici Bd. V, p. 319 zuſammengeſtellt finden,

Digitized by Google

beträgt im Regierungsbezirk Königsberg, wo der Mittelsatz des Auskommens für die Familie 109 Thlr. 29 Sgr. ist, der Bedarf an Salz 3 Thlr. 14 Sgr., in Gumbinnen, wo der Mittelsatz des Auskommens 85 Thlr. 12 Sgr. ist, der Bedarf an Salz 3 Thlr. 21 Sgr., in Danzig, wo der Mittelsatz des Auskommens 94 Thlr. 18 Sgr. ist, der Bedarf an Salz 3 Thlr. 17 Sgr. u. s. w., im ganzen Staatsdurchschnitt, in welchem der Mittelsatz des Auskommens 105 Thlr. 2 Sgr. 9 Pf. für jene ländlichen Arbeiterfamilien von 5 Personen beträgt, beträgt der Bedarf an Salz 2 Thlr. 22 Sgr. 2 Pf., *also beinahe 3 Procent* von dem Einkommen, von dem *Solleinkommen* — mit welchem das factische Einkommen noch lange nicht Schritt hält — jener Familien.

Während diese also von 105 Thalern 2 Thlr. 22 Sgr. auf Salz verwenden müssen, — und dieser Betrag ist noch, wie ich anderweitig nachweisen könnte, hier aber auf sich beruhen lassen will, eher noch zu gering von Professor v. Lengerke angenommen — was beträgt der Salzverbrauch in unsern Ständen?

Ihre Familien zu 5 Köpfen geschätzt habe ich guten Grund anzunehmen, daß Sie — fragen Sie Ihre Hausfrauen, meine Herren, und Sie werden die Rechnung bestätigt finden — *höchstens* aber 1 Thlr. 10 Sgr. auf die Familie an Salz verzehren.

Daß Sie um so viel weniger an Salz verbrauchen, kann Sie nicht überraschen. Es ist eine bekannte Thatsache, daß je ordinärer und weniger nahrhaft die Speisen sind, von denen man sich nährt, ein um so größerer Zusatz von Salz erforderlich ist. Es genüge hierfür das Zeugniß des Wirklichen Geheimraths Hoffmann in seinen nachgelassenen Schriften p. 499: „es (nämlich das Kochsalz) wird dem Aermsten nur um so unentbehrlicher, je gröber und minder nahrhaft die Speisen sind, womit er sich nährt."

Jene 98,269 Familien, die in ganz Preußen über 650 Thlr. Einkommen haben, würden hiernach zu 1 Thlr. 10 Sgr. per Familie im Ganzen 131,355 Thlr. an Salz consumiren. Dies wäre ihr Beitrag sowohl zu den 1,190,583 Thlrn., welche die Salzerzeugung, als zu den 8,302,924 Thlrn., welche die Salzsteuer in jenem Budget beträgt. Den ganzen Rest beider Summen, also circa 9,360,000 Thlr. tragen wieder die ärmeren Klassen.

Digitized by Google

Und bei dieſer Lage der Dinge könnten Sie es mir verdenken, wenn ich öffentliche Meinung für die Sache der unteren Klaſſen zu machen ſuche?

Sie könnten eine aufrühreriſche Geſinnung — immerhin würde ja eine ſolche noch lange nicht ſtrafbar ſein; es handelt ſich um einen aufrühreriſchen Thatbeſtand, nicht um eine bloße Geſinnung — aber Sie könnten ſelbſt nur eine aufrühreriſche Geſinnung darin ſehen, wenn ich mich nicht bei den vulgären Schlagworten des Tages beruhigen kann?

Und warum kann ich dies nicht?

Das publicirte Urtheil ſagt von mir (p. 44 des ſtenogr. Berichts), daß ich mich ſelbſt zu dem Arbeiterſtand zähle. Das Urtheil ſcheint hierbei eine obgleich ſehr deutliche Stelle meines Vortrags ſehr mißverſtanden zu haben. Wir Alle ſind Arbeiter, ſagte ich, in dem Sinne, in welchem ich eben jedes Glied der menſchlichen Geſellſchaft, und auch Sie ſelbſt, das ſich derſelben nützlich macht, zu den Arbeitern zähle. Mich in einem andern äußern oder für mich ſpeciellen Sinne zu den Arbeitern zählen zu wollen, dazu fehlt mir jede Veranlaſſung und jede Möglichkeit. In dieſer Hinſicht bin ich vielmehr durchaus in einer Bourgeois-Poſition, und meine Einkünfte gewähren mir die Mittel ein den Wiſſenſchaften gewidmetes Leben zu führen und dieſem Zwecke erhebliche Opfer zu bringen.

Was zwingt mich alſo dennoch gegen jene Schlagworte anzugehen und die öffentliche Meinung auf die ungerechte und ſchreiende Lage der unteren Klaſſen zu lenken?

Einſam gehe ich meinen Weg durch die Geſellſchaft, von den Staatsanwälten verfolgt, von den Gerichten verurtheilt, und von der heutigen liberalen Preſſe, glauben Sie mir, mit noch größerem inneren Grauen betrachtet, als von Staatsanwälten und Gerichten zuſammen!

Was alſo zwingt mich zu alle dem?

Ich will es Ihnen ſagen, meine Herren!

Weil — denn ich darf es ſagen und bei dieſem Anlaß muß ich es ſagen — weil meine Studien tiefer, meine Kenntniſſe ausgebreiteter und mein Geſichtskreis dadurch weiter iſt, deshalb iſt es mir unmöglich, mich bei den Schlagworten des Tages zu beruhigen.

Die großen und gewaltigen Convulſionen, in denen ſeit Decennien Europa ſich windet und die uns alle gleich ſchmerzlich

Digitized by Google

erfüllen, sie können nicht den Zweck haben, den die Vorurtheile des Augenblicks ihnen zuweisen!

Damit Herr v. Unruh und Herr von Vinke mit dem Könige keifen können und den Ministern, und hommes d'importance, Männer von Wichtigkeit, für diese zu sein sich schmeicheln dürfen, dazu sind diese Umwälzungen nicht eingetreten! Damit die große Bourgeoisie, die Spitze jener 44,407, zu ihren Landhäusern, Theaterlogen, Maitressen und andern Genüssen auch noch die Eitelkeit der Selbstregierung hinzufügen und sich in parlamentarischen Reden das Vergnügen öffentlicher Schaustellung geben kann — dazu kann und darf so viel Blut nicht geflossen, soviel Qualen nicht hervorgebracht, soviel Convulsionen nicht durchgemacht worden sein, deren Resultat der Gesellschaft dann nicht entfernt die verlorene Ruhe vergüten würde!

Soll ich Ihnen den letzten Extract langer und mühseliger Studien in einen Einzigen Satz, in das gemeinsame Ergebniß meiner Forschungen in den verschiedensten Zweigen historischer Wissenschaften zusammenfassen, so lautet dieser Satz also:

Von zwei Dingen Eines. Entweder lassen Sie uns Cyperwein trinken und schöne Mädchen küssen, also nur dem gewöhnlichsten Genußegoismus fröhnen — oder aber, wenn wir von Staat und Sittlichkeit sprechen wollen, so lassen Sie uns alle unsere Kräfte der Verbesserung des dunkeln Looses der unendlichen Mehrheit des Menschengeschlechts weihen, aus deren nachtbedeckten Fluthen wir Besitzende nur hervorragen wie einzelne Pfeiler, gleichsam um zu zeigen, wie dunkel jene Fluth, wie tief ihr Abgrund sei!

Und ich bin nicht der Einzige, meine Herren, den seine Studien zu diesem Endresultate geführt haben.

Hören Sie die melancholischen Worte, in die nach langem Kampf mit sich selber John Stuart Mill, der glänzendste jetzt lebende Repräsentant der Ricardo'schen Schule, also der tiefsten und wissenschaftlichsten Richtung der Bourgeois-Oekonomie, ausbricht: „Wenn die große Masse des Menschengeschlechts — sagt er Bd. I. p. 377 — immer so bleiben sollte, wie sie gegenwärtig ist, in der Sklaverei mühseliger Arbeit, an der sie kein Interesse hat und für welche sie also auch kein Interesse fühlt, sich von früh morgens bis spät in die Nacht abquälend, um sich nur den nothwendigen Lebensbedarf zu verschaffen, mit all den

Digitized by Google

intellectuellen und moralischen Mängeln, die ein solcher Zustand mit sich bringt — ohne eigene innere Hülfsquellen — ohne Bildung, denn sie können nicht besser gebildet, als ernährt werden — selbstsüchtig, denn ihr Unterhalt nimmt alle ihre Gedanken in Anspruch — ohne Interesse und Selbstgefühl als Staatsbürger und Mitglieder der Gesellschaft; dagegen mit dem in ihren Gemüthern gährenden Gefühl des ihnen vermeintlich widerfahrenen Unrechts hinsichtlich dessen, was Andere besitzen, sie aber entbehren — wenn ein solcher Zustand bestimmt wäre, ewig zu dauern, so wüßte ich nicht, wie Jemand, der seiner Vernunft mächtig ist, dazu kommen sollte, sich weiter um die Bestimmung des Menschengeschlechts zu bekümmern. Die einzige Weisheit würde dann darin bestehen, mit epicuräischer Gleichgültigkeit für sich und diejenigen, für die man ein Interesse empfindet, dem Leben so viele persönliche Befriedigung, als es ohne Beeinträchtigung Anderer gewähren kann, abzugewinnen und das bedeutungslose Gewühl der sogenannten civilisirten Existenz unbeachtet vorüber gehen zu lassen."

Der Mann sprach nicht immer so.

Es gab eine Zeit, wo er herbe gegen die polemisirt hätte, die so sprachen; aber fortgesetzte Studien und fortgesetztes Nachdenken haben ihn zu dieser Erkenntniß gebracht.

Und was sagt der preußische Wirkliche Geheime? „So schlich sich — sagt der Wirkliche Geheime Rath Hoffmann p. 224 seiner nachgelassenen Schriften — unter allgemeinem Beifalle der Wohlwollenden und Verständigen ein Mittel zur Verminderung des Lohnsatzes für Handarbeit ein, dessen Folgen Greuel der Entsittlichung wurden, welche allerdings in solchem Umfange nur der neuesten Zeit angehören und namentlich mit den Spinn- und Webemaschinen zu solcher Ausdehnung gelangten, daß jetzt der größte Theil einiger vorzüglich berühmten Fabrikorte darunter erliegt. Nur sehr kräftige Regierungen vermögen hier Einhalt zu thun und nur langsam fortschreitend ist eine Rückkehr zum Bessern möglich. So wie Großbritannien voranging auf dieser verderblichen Bahn, so beginnt es jetzt auch voranzugehen durch Beschränkungen der Befugniß, Kinder und Frauen zu Fabrikarbeiten zu brauchen. Was bis jetzt hierin geschah, ist allerdings noch bei weitem unzureichend, dem Uebel zu

Digitized by Google

steuern, indessen offenbart es doch eine Richtung der gesetzgebenden und vollziehenden Macht, deren endliches Ziel die Befreiung der Gewerbsamkeit von dem schmählichen Vorwurfe sein muß, daß sie die Vermehrung des Wohlstandes der Nation nur mit der Entsittlichung eines beträchtlichen Theiles derselben zu erkaufen vermöge."

Wenn ich das gesagt hätte, meine Herren, daß die jetzige Gewerbsamkeit dem „schmählichen Vorwurf" unterliege, die Vermehrung des Wohlstandes der Nation mit der Entsittlichung eines beträchtlichen Theiles derselben zu erkaufen — welchen Beweis für die unerhörteste Anreizung zu Haß und Verachtung würde der Staatsanwalt nicht darin gefunden haben?

Und während unsere Nichts-als-Freihändler, die Affen der Mancheſter-Männer, diese Lächerlichen, die sich dünken, Oekonomen zu sein, alle Spalten unserer Tagespresse füllen, und dem irregeleiteten Volke ein Hosiannah über die Unverbesserlichkeit und Vortrefflichkeit unserer wirthschaftlichen Zustände singen, während sie den Staat, von dessen Maßregeln, wie der preußische Geheimrath Hoffmann, so auch der englische Nationalökonom John Stuart Mill, übereinstimmend allein die Möglichkeit einer Besserung erwarten, als das Princip des Bösen verschrein, um so jede humanisirende Abhülfe des jetzigen ihnen so profitabeln Schlendrians unmöglich zu machen, während sie sich auf alle Weise bemühen — und an sich selbst wenigstens haben sie es bereits erreicht — die öffentliche Vernunft in einen Todesschlaf zu lullen, wollten Sie, meine Herren, mir es verwehren, öffentliche Meinung zu machen für jenen großen Zweck, über den, wie Sie sehen, trotz alles Protestes profitwüthiger Baumwollenlords und ihrer geistlosen Nachbeter in Deutschland, alle wahrhaften Männer der Wissenschaft den Grundsätzen nach bereits einig sind?

Oder welches andere Mittel hätte ich, für denselben thätig zu sein?

Im patriarchalischen Absolutismus, noch im Anfang dieses Jahrhunderts, reichte man ein Promemoria bei dem König ein, wenn man reformatorische Maßregeln im Staatsleben als nothwendig und heilsam nachweisen zu können glaubte. Und hätte ich damals gelebt, so würde ich wahrscheinlich diesen Weg gegangen sein.

Heute aber, wo König und Minister, selbst wenn sie ändern

Digitized by Google

wollten, machtlos sind, wenn ihnen nicht ein hinreichender Druck öffentlicher Meinung zur Seite steht — ich werde Ihnen noch ein eclatantes Beispiel hierfür im Laufe meiner Rede anführen, meine Herren — heute, was kann ich Anderes und Besseres thun, als zur öffentlichen Discussion schreiten und zu versuchen, diesen Druck der öffentlichen Meinung zu erzeugen?

Doch ehe ich hierin weiter gehe, habe ich Ihnen noch den Nachweis für zwei Punkte meines Vortrags zu erbringen. Denn es soll nicht gesagt werden, daß ich auch nur ein Atom von dem unbewiesen gelassen habe, was der Staatsanwalt bestritten und bezweifelt hat.

Ich habe in meinem Vortrag und in der Verhandlung erster Instanz zum großen Erstaunen des Staatsanwalts erklärt, daß abgesehen von den Domäneneinkünften, welche eine Einnahme aus Besitzungen bilden, alle Steuern, mit Ausnahme der klassificirten Einkommen- und der Klassensteuer, in der Wirklichkeit indirecte Steuern sind, wenn sie auch vom Budget nicht unter dieselben gerechnet werden, oder sogar wie die Gewerbesteuer und die Grundsteuer im Budget unter der Rubrik der directen Steuern erscheinen. Das komme nämlich daher, daß das Budget bei seiner Eintheilung nicht nach wissenschaftlichen Grundsätzen verfahre, noch verfahren könne, sondern sich lediglich an den äußern Executionsmodus halte, nach welchem die Steuern eingetrieben werden. Wissenschaftlich gesprochen und in Wahrheit seien aber nur solche Steuern directe Steuern, welche auf Besitz, respective Einkommen, gelegt seien, wogegen indirecte Steuern alle solche Steuern sind, welche den Einzelnen nur durch die Vermittlung eines besonderen Bedürfnisses treffen, so daß zu diesen Salz-, Post-, Lotterie- und auch alle direct erhobenen Steuern, wenn sie wie die Grundsteuer übergewälzt werden können, kurz bei uns alle Steuern, sie mögen einen Namen haben, welchen sie wollen, mit Ausnahme der Klassen- und Einkommensteuer gehören.

Der Staatsanwalt hat diese Theorie mit allen Geberden des Erstaunens begleitet.

Hören Sie, wie feststehend in der Wissenschaft dieselbe ist.

In der Beilage zur Nro. 304 der officiellen Allgemeinen Preußischen Staatszeitung vom Jahre 1829 publicirte der Wirkliche Geheime Rath Hoffmann einen nachher in seinen nach-

Digitized by Google

gelassenen Schriften p. 461 ꝛc. abgedruckten Artikel, welcher also beginnt:

„Als vor zwanzig Jahren sehr viel allgemeiner und angelegentlicher, als jetzt, auch bei uns über die Vorzüge und Nachtheile der directen und indirecten Steuern gestritten wurde, zeigte sich kein Bedürfniß vorläufig zu erörtern, welchen Steuern diese Benennungen zukämen. Obwohl in Frankreich der Besitz wichtiger politischer Rechte von der Zahlung eines gewissen Betrages directer Steuern abhängt, so scheint auch dort nicht strittig gewesen zu sein, welche Steuern für directe zu halten wären. Insbesondere ward die Patentsteuer dort, wie die verwandte Gewerbesteuer hier, allgemein für eine directe geachtet und nur erst seit Kurzem wollen einige Zeitschriften sie nicht mehr dafür gelten lassen. Besteht auch bei uns durchaus keine Veranlassung einen ähnlichen Streit aufzuregen (— deshalb nämlich, meint Hoffmann, weil damals noch keine politischen Rechte in Preußen daran geknüpft waren —), so scheint es doch nicht ganz überflüssig, an die Begriffe zu erinnern, welche der allgemeinen Eintheilung aller Steuern in directe und indirecte zum Grund liegen."

Beiläufig also: was sagt hier der Wirkliche Geheime? Dann würde erst eine wirkliche Veranlassung vorliegen, den Begriff der directen und indirecten Steuern zu discutiren, wenn politische Rechte an sie geknüpft wären. Dies ist seit 14 Jahren bei uns eingetreten. Ich verfahre nach dem Rathe des Wirklichen Geheimen. Ich discutire jetzt den Begriff der directen und der indirecten Steuern und ihr Verhältniß zu einander — und Staatsanwalt und Gerichtshof sieht hierin eine Aufreizung zu Haß und Verachtung!

Aber weiter in der Sache. Hoffmann zeigt nun, wie die Eintheilung des Budgets deshalb nicht stichhaltig sei und sein könne, weil das Budget nicht entscheiden könne, in wie fern derjenige, der die Steuer zahlt, sie auch definitiv trägt, oder sie überwälzt und somit nur vorschießt.

Als den wahrhaften Unterschied zwischen directen und indirecten Steuern stellt er darauf den Satz auf: „Man besteuert entweder was ist oder was geschieht." Das Erstere seien directe Steuern, das Zweite indirecte. Der Besitz sei etwas, das ist, ein Bestehendes. Eine Handlung etwas, das geschieht.

Digitized by Google

Und so könnte ich Ihnen eine Anzahl von Autoren aufführen, die alle in ähnlichen Wendungen den wahrhaften Unterschied zwischen directen und indirecten Steuern zu definiren suchen. Bei näherer Ueberlegung wird Ihnen einleuchten, daß es nur derselbe schon bei Hoffmann arbeitende Gedanke ist, den ich, wie ich glaube, nur klarer und begrifflicher definire, wenn ich indirecte Steuern alle solche nenne, gleichviel in welcher Form sie der Staat auferlegt und wer sie an diesen vorschießt, welche den Einzelnen nicht um seines Habens willen, sondern vermöge eines besondern Bedürfnisses treffen, durch welches er sich mit ihnen vermittelt.

Gleichviel aber welches die theoretisch am richtigsten gefaßte Definition sei, die ich überdies in meinem Vortrage, wo dies nicht hingehörte, gar nicht discutire, sondern sie nur den dort gegebenen Resultaten zu Grunde liegen lasse, — über diese praktischen Resultate selbst, darüber daß zu den indirecten Steuern alle solche gehören, die — gleichviel ob sie nun das Budget unter den indirecten Steuern oder als Monopole oder als Einnahme aus Zweigen des öffentlichen Dienstes oder unter welcher Benennung immer aufführe — den Einzelnen durch die Vermittlung seiner besondern Bedürfnisse treffen, darüber waltet auch bei den Nationen, die sich nicht wie wir Deutsche mit Definitionen plagen, nicht der geringste Zweifel in der Wissenschaft ob.

Hören Sie z. B. den Baron de Gerando, membre de l'institut de France, Verfasser des großen Werkes: Instituts du Droit administratif français. Er beginnt Bd. IV. p. 100 das Capitel II. des Contributions indirectes mit den Worten §1045: On comprend sous le nom de contributions indirectes une assez grande variété de droits. „Man begreift unter dem Namen der indirecten Steuern sehr verschiedenartige Abgaben." Er beginnt nun, was dem Franzosen näher liegt als das deutsche Definiren, durch Beispiele ihren Begriff klar zu machen. „Quelques-uns sont directement perçus sur certains objets de consommation immédiate. Tels sont les droits sur les boissons, sur les sels, sur les cartes à jouer." „Einige werden direct erhoben auf gewisse Consumtionsgegenstände, wie Getränke, Salz, Spielkarten." § 1046: „Quelques-uns établis sur des objets de consommation sont liés à un monopole en faveur de l'État; c'est ce qui a lieu relativement au tabac, aux

poudres à feu.“ „Einige, die auf Consumtionsgegenstände gelegt sind, sind an ein Staatsmonopol geknüpft, z. B. beim Tabak und Schießpulver.“ §1048: „Quelques-uns sont établis à l'occasion des transports; tels sont les droits de navigation, de passage sur les bacs et bateaux; ceux de la poste aux lettres, ceux sur les voitures publiques.“ „Einige sind auf den Transport gelegt, so die Schifffahrtsabgaben, die Abgaben bei Fähren und Ueberfahrtskähnen, die auf die Briefpost und die Schnellposten gelegten Gebühren.“ §1050: „Quelques-uns enfin sont établis à raison et à l'occasion de certaines actes pour lesquels ils accompagnent certaines garanties; tels sont les droits de greffe, d'enregistrement, de timbre, et ceux de garantie pour les matières d'or et d'argent.“ „Einige sind auf gewisse Acte gelegt, bei welchen sie gewisse Garantien begleiten, so z. B. die Gebühren der Gerichtsschreiberei, der Einregistrirung, des Stempels und diejenigen der Garantie für Silber- und Goldmaterien.“

Sie sehen also, daß trotz der Verwunderung des Staatsanwalts, den Stempel von mir unter die indirecten Steuern subsumirt zu sehen, dies doch für Niemand anders zweifelhaft ist.

Der Staatsanwalt hat bei diesem Anlaß ausgerufen (p. 20 des stenogr. Ber.): „Eben so kommt der Arme selten in die Lage Stempel, namentlich hohe, zu lösen und participirt also auch an dieser — indirecten! — Steuer nicht.“

Zunächst wundert mich bei dem guten Herzen des Staatsanwalts, daß er nicht gesehen hat, wie für den kleinen Handwerker und den kleinen Landmann der Stempel, den er bei einem Darlehen von 200 Thaler bezahlt, eben so drückend und weit drückender wäre, als für den Fabrikanten und großen Grundbesitzer der Stempel von einem hohen Darlehn.

Aber das ist noch nicht die wahrhafte und entscheidende Form der Widerlegung! Diese besteht vielmehr darin, daß der Staatsanwalt, offenbar wieder durch sein gutes Herz verführt, nicht sieht, daß auch die hohen Stempel, welche der Reiche entrichtet, von ihm nur vorgeschossen, in der That aber vom Consumenten und somit auch wieder vom Armen definitiv gezahlt werden. Freilich! Würden Darlehn aufgenommen zum Zweck von Verschwendungen, so würden allerdings die für diese Darlehnsacte und Wechsel erforderlichen Stempel aus dem Vermögen der Darleiher zu bestreiten sein. Aber wir leben

Digitized by Google

im Ganzen in einer sehr wirthschaftlichen Gesellschaft und der Betrag der Darlehn, die jährlich zu Verschwendungszwecken aufgenommen werden, muß ein äußerst geringfügiger sein.

Bei Darlehen aber, welche der Landwirth zu landwirthschaftlichen Anlagen und Verbesserungen, der Fabrikant und der Kaufmann zum Betrieb ihres Geschäftes aufnehmen, fallen die Stempel, welche für die gethätigten Wechsel, Darlehnsacte und Hypotheken eingefordert werden, eben so gut, wie die Zinsen jener Darlehen, unter die nothwendigen Produktionskosten, vertheuern somit die Produktion und sind definitiv vom Consumenten, also auch vom Armen, im Preis der Produkte zu bezahlen.

Um Ihnen einen kleinen Beleg zu geben, zu welchen verwickelten nachtheiligen Folgen, zu welchen Quellen von Verarmung, an die man auf den ersten Blick gar nicht denken würde, Stempel- und Gerichtskosten oft Veranlassung geben, will ich mir nur erlauben, Ihnen eine einzige Stelle aus dem vorhin erwähnten vom Staate publicirten Werk des Professors von Lengerke anzuführen.

Es heißt daselbst von den Häuslern oder Käthnern im Kreis Ragnit p. 79: „Eine große, oft nicht zu erschwingende Last dieser Grundstücke ist das Ausgedinge, das auch den Aufschwung der Bauergrundstücke hindert und zu häufigen Processen und Verarmung Veranlassung wird. Grund zur Verschreibung eines Ausgedinges ist die Furcht vor Einmischung der Gerichte bei Erbschaftsregulirungen und die dadurch entstehenden enormen Kosten. Noch im kräftigsten Mannesalter nehmen die Besitzer eines Grundstücks, wenn sie fürchten sich nicht halten zu können, häufiger noch wenn Mann und Frau einer langwierigen Krankheit unterworfen werden, Veranlassung, das Grundstück einem ihrer Söhne, meist aber einem Fremden, unter der Bedingung, daß er ihre Tochter heirathet, abzutreten. Es wird dann ein Kaufgeld verschrieben und für die Eltern die Hergabe einer Masse von Emolumenten als Altentheil-Ausgedinge. Zuweilen ruhen auf einem solchen Grundstücke 3—4 solcher Ausgedinge. Das Ueble ist nun noch, daß solch junges Ehepaar häufig ein Alter von 16, 20, 22 Jahren hat und vermöge seiner Jugend und Unerfahrenheit zum Erwerbe nicht kräftig und verständig genug ist. Sehr wünschenswerth wäre es, daß dergleichen Verschreibungen,

Digitized by Google

sie mögen in baarem Gelde oder Emolumenten bestehen, künftig nicht gestattet würden; nothwendig wäre dann aber auch unentgeldliche Erb-Regulirung."

Und eben so p. 83 von Gumbinnen: „Ein wesentlicher Uebelstand ist die auch auf den Grundstücken der Käthner haftende Last der sogenannten Ausgedinge" u. a. a. O.

Von alledem, was ich über die indirecten Steuern gesagt habe, wäre nur ein einziger Punkt denkbarerweise angreifbar gewesen. Und gerade ihn hat der Staatsanwalt wegen gänzlicher Unbekanntschaft mit der ökonomischen Wissenschaft unangegriffen gelassen.

Ich muß denselben aber dennoch kurz berühren, weil Sie in dieser Wissenschaft besser bewandert sein dürften, als der Staatsanwalt und daher leicht von selbst auf diesen Einwurf kommen könnten.

Dieser Einwurf besteht darin, daß ich auch die Grundsteuer zu den indirecten Steuern rechne. Man ist nämlich sehr lange in der Wissenschaft der Ansicht gewesen, daß die Grundsteuer eine Steuer von der Rein-Einnahme der Grundbesitzer, daß sie eine Grundrentensteuer sei.

Man ist allgemein dieser Ansicht gewesen bis auf Ricardo.

Aber der große Engländer Ricardo hat nachgewiesen, daß diese Wirkung nur eine solche Grundsteuer haben würde, welche die Aecker unterster Qualität, die noch von der Nation bebaut werden, gänzlich steuerfrei läßt, daß dagegen jede Grundsteuer, welche auch diese Aecker unterster Qualität trifft — und dies ist bei uns wie anderwärts der Fall — gleichviel zu einem wie niedrigen Satze und wenn sie auch bei den Aeckern besserer Qualität proportionell steigt, immer wie eine Steuer auf die Getreideproduktion wirkt und wirken muß, d. h. von den steuerpflichtigen Grundbesitzern auf den Preis des Getreides übergewälzt wird.

Ich will nicht, was ein überflüssiger Angriff auf Ihre Zeit wäre, die Gründe hiervon, die mit innerer Nothwendigkeit in der ganzen Ricardo'schen Grundrententheorie wurzeln, hier entwickeln. Ich will Ihnen nur zum Beleg Ricardo's eigne Worte anführen, die ich nach der großen französischen Gesammtausgabe der Oekonomisten T. XIII. p. 148 citire. Ricardo sagt daselbst (Cap. 12 über die Grundsteuer) zuvörderst, daß eine Grundsteuer, welche die bebauten Aecker unterster Güte völlig frei ließe,

Digitized by Google

wie eine Steuer auf die Grundrente wirken würde, und fährt dann fort: „Mais si l'impôt foncier frappe toutes les terres cultivées, alors, quelque modéré qu'il puisse être, il devient un impôt sur la production et fait par conséquent hausser le prix des produits.“ „Aber wenn die Grundsteuer alle bebauten Aecker trifft, dann, wie niedrig bemessen sie immerhin sei, wird sie zu einer Steuer auf die Production und bewirkt somit eine Steigerung des Preises der Bodenprodukte.“

Und hierauf gerade den Fall in's Auge fassend, der bei uns besteht, daß nämlich die Grundsteuer zwar alle bebauten Aecker aber in einer Proportion zu ihrem Ertrage trifft, sagt er: „Un pareil impôt peut être proportionné à la qualité des terres et l'abondance de leurs produits, et dans ce cas il ne diffère nullement de la dime.“ „Eine solche Steuer kann proportionirt sein der Qualität der Aecker und ihrer Produktivität, und dann unterscheidet sie sich in keiner Hinsicht von einem Zehnten.“

Durch und seit Ricardo ist also die ältere Ansicht, welche der Staatsanwalt hier gegen mich zwar nicht geltend gemacht hat, aber geltend hätte machen können, bereits widerlegt und als irrig verworfen und Sie wissen, daß die Ricardo'sche Schule allerwärts, in England wie in den andern Ländern, die in der heutigen Wissenschaft herrschende ist.

Um zum Ueberfluß zu zeigen, daß auch die deutsche Wissenschaft diese Lehre Ricardo's acceptirt hat, will ich Ihnen daher nur noch in aller Kürze die gelegentlichen Worte des Wirklichen Geheimen Rathes Hoffmann anführen, der in seiner „Lehre von den Steuern“ p. 137 sagt: „Erhöhungen der Grundsteuer streben nach Erhöhungen der Marktpreise. und treffen hierdurch die Gesammtheit der Einwohner.“

Ich komme jetzt zum letzten Punkte meiner Darstellung von den indirecten Steuern, den ich zu berühren habe. Ich habe p. 27 meines Vortrags gesagt: „Nun hat zwar die Bourgeoisie die indirecten Steuern nicht eigentlich erfunden; sie existirten schon früher. Aber die Bourgeoisie hat sie erst zu einem unerhörten System entwickelt und ihnen beinahe den gesammten Betrag der Staatsbedürfnisse aufgebürdet.“

In dieser historischen Behauptung, daß erst die Bourgeoisie die indirecten Steuern zwar nicht erfunden, aber doch zu einem unerhörten System entwickelt habe, hat der Staatsanwalt wiederum etwas äußerst Gravirendes gesehen. Er ist

Digitized by Google

zweimal auf diese meine Behauptung mit großer Emphase zurückgekommen.

Aber ich kann von dieser historischen Wahrheit, eben so wenig wie von den früheren, auch nicht ein Jota aufgeben. Im Gegentheil!

Wäre es mir nicht unmöglich, etwas zu sagen, was nicht durchaus präcis ist, so hätte ich mich sogar mit großer innerer Wahrheit so ausdrücken können: die Bourgeoisie habe das System der indirecten Steuern geschaffen! Freilich, schon die Römer und andere Völker des Alterthums hatten vectigalia. Im Beginn des Mittelalters existirten, wenn auch vorübergehend, unter den Carolingern gewisse Arten von Zölle, wie die Capitularien zeigen.

Aber alles dies und ähnliches hatte ein ganz andres Wesen und eine ganz andere Bedeutung als das moderne System der indirecten Steuern. Gleichwohl war mir dies ein Grund mit der subtilsten historischen Präcision zu sagen, die Bourgeoisie habe die indirecten Steuern nicht erfunden, sondern nur zu einem unerhörten System entwickelt.

Und wie absolut unbestreitbar dies sei, dafür kann ich Sie zunächst an die schon früher von mir angeführten Worte des Bourgeois-Oekonomen Say erinnern: man habe in den modernen Zeiten den indirecten Steuern une extension scandaleuse, eine scandalöse Ausdehnung gegeben. Indeß das ist nur ein Urtheil, und auch Say, obgleich Bourgeois-Oekonom, könnte falsch urtheilen. Hören Sie also die Thatsachen.

Sie brauchen nicht zu besorgen, daß ich irgend wie ausführlicher in diese reiche und mosaikartige Materie eingehen werde, die mich dann wieder mehre Stunden aufhalten müßte. Sehr wenige Bemerkungen und Thatsachen werden vollkommen genügen.

Im früheren Mittelalter erhoben bekanntlich im Allgemeinen die Könige überhaupt nicht Steuern, sondern bestritten die Staats-Ausgaben aus dem Ertrage der Domänen, die ihnen zu diesem Zweck überlassen waren. Außerordentliche Ausgaben machten in gewissen Fällen außerordentliche Zuschüsse nöthig, die adjutoria, oder wie sie in Frankreich hießen, aides, bei uns Beden, was man von beden, bitten oder mit Justus Möser von Bäte, Bat, Hülfe ableitet.

Diese aides oder Beden bestanden im Ganzen nur sehr

Digitized by Google

selten und erst in späterer Zeit in äußerst geringfügigen Accisen oder Consumtionssteuern, die auch dann nur ganz vorübergehende Existenz hatten.

Bei weitem häufiger und weit überwiegend bestanden sie in Schatzungen d. h. directen Steuern, die theils Capitations- oder Kopfsteuern, theils — und zwar war dies der bei weitem häufigste und durchaus überwiegende Fall — äußerst beträchtliche directe Einkommensteuern waren.

Dies ist im Wesentlichen die Steuerphysiognomie des Mittelalters.

Einige wenige Thatsachen nur muß ich Ihnen anführen, theils als historischen Beleg des Gesagten, theils zum Beweis, wie durchaus verschieden von dem heutigen der Geist der Steuermaßregeln im Mittelalter war.

Werfen wir zunächst einen Blick auf England.

Die erste Abgabe, die äußerlich einer indirecten Steuer ähnlich sieht, wird unter Richard Löwenherz erhoben. „It is not a little singular — sagt Sir John Sinclair in seiner History of the Public Revenue of the British Empire, Bd. I. p. 96 — that the reign of this monarch should furnish an example of raising a revenue by means of licenses; a mode which, in modern times, has become so prevalent.“ „Es ist nicht wenig auffällig, daß die Regierung dieses Monarchen ein Beispiel liefern sollte, eine Einnahme aufzubringen durch das Mittel von Licenzen — die bekanntlich zu den indirecten Steuern gehören, meine Herren — ein Modus, welcher in den modernen Zeiten so überwiegend geworden ist.“ Sie sehen beiläufig, daß der Baronet Sinclair diese thatsächliche Bemerkung eben so wenig unterdrücken kann wie der Bourgeois-Oekonom Say. Aber worin bestand jene indirecte Steuer unter Richard Löwenherz? Sie erstreckte sich auf die Turniere.

„It was enacted — fährt Sir John Sinclair fort — by Richard, that every person should pay for a license, before he engaged in such exercises, according to the following rates: every earl, 20 marks of silver; every baron, 10 marks; every knight having lands 4 marks, and such as had no lands, two marks. No person under the rank of a knight was permitted to enter the ranks.“

„Es wurde von Richard verfügt, daß Jedermann eine Licenz bezahlen sollte, ehe er an solchen Waffenübungen Theil

Digitized by Google

nahm, nach folgenden Sätzen: jeder Graf, 20 Mark Silber; jeder Baron, 10 Mark; jeder Ritter, der Ländereien hatte, 4 Mark und ein solcher Ritter, der keine Ländereien hatte, 2 Mark. Niemandem unter dem Range eines Ritters war gestattet in die Turnierlisten aufgenommen zu werden."

Sie sehen sofort, daß diese Licenz wenn auch der Form nach eine Licenz und somit eine indirecte Steuer, dennoch dem Geiste nach himmelweit verschieden und geradezu entgegengesetzt ist dem, was wir heutzutage unter indirecter Steuer verstehen. Sie war eine directe Einkommensteuer in Form einer indirecten Steuer, sie war, statt Consum und Bedürfnisse zu treffen, eine abgestufte Rang- und Vermögenssteuer, auf die standesmäßigen Vergnügungen der vornehmen Klassen gelegt. —

Die erste Subsidie wird unter Richard II. im Jahre 1379 eingeführt.

„The tax, sagt Sir John Sinclair ib. p. 128, known by the name of Subsidy, was first attempted in the second year of his reign. The object of the tax was to save the poor and to lay the principal burden upon the rich. It was levied partly by a poll, and partly by a tax upon income. The dukes of Lancaster and Brittany paid ten marks each; every earl was charged four pounds; every baron forty shillings etc. But the great body of the people, merchands, artificers and husbandmen were assessed a greater or lesser sum, according to the value of their estates." „Die Steuer, welche unter dem Namen Subsidie bekannt ist, wurde zum ersten Male in dem zweiten Jahr seiner Regierung auferlegt. Der Zweck der Steuer war, den Armen zu verschonen und die Hauptlast auf den Reichen zu legen. Sie wurde theils durch eine Kopfsteuer und theils durch eine Einkommensteuer erhoben. Die Herzöge von Lancaster und der Bretagne zahlten jeder 10 Mark; jeder Graf war mit vier Pfund belastet; jeder Baron mit vierzig Shilling u. s. w. Aber die große Masse des Volkes, Kaufleute, oder Handwerker und Bauern waren angesetzt mit einer größeren kleineren Summe in Gemäßheit des Werths ihres Vermögens."

Dies war der Steuergeist des Mittelalters!

Oder sehen Sie auf Frankreich. Im Jahre 1147 erhebt Louis le jeune den 20ten Pfenning Vermögenssteuer von allen Unterthanen, d. h. eine Kapitalsteuer von 5 Procent. Phi-

Digitized by Google

lipp der Schöne beruft zum ersten Mal den tiers état zu den états généraux ein, die ihm im Jahre 1302 eine Einkommensteuer von 20 Procent aller Einkünfte bewilligen.

Was würden wohl heutzutage die besitzenden Klassen sagen, wenn eine Einkommensteuer 20 Procent ihres Einkommens begehrte?

Unter Johann dem Guten wird 1350 von den Ständen eine von den Königlichen Prinzen bis zum Tagelöhner gehende Steuer von 4 Procent des Einkommens bewilligt.

Erst mit Karl VII. wird die taille, die Grundsteuer, zur bleibenden Steuer, wie gewisse andre Steuern in der Mitte des 14. Jahrhunderts seit Philipp VI. von Valois zuerst bleibend geworden waren.

Unter Johann dem Guten hatte man in der Mitte des 14. Jahrhunderts den schüchternen Versuch gemacht, bei allen Victualien und Handelswaaren eine Auflage von 8 Pfennigen auf das Pfund Geldes zu erheben.

Aber diese Steuern waren noch nicht nach dem Geschmack des Zeitalters. Karl VIII. verwandelt 1484 diese Abgaben von Victualien in einen Aufschlag der Taille, die beiläufig, unter den damaligen Productionsverhältnissen etwas ganz anderes war, als unsere heutige Grundsteuer.

Für Deutschland verweise ich Sie der Kürze halber auf das treffliche Werk von Lang „Historische Entwicklung der Teutschen Steuerverfassungen" Berlin 1793, aus welchem ich mir eine einzige Stelle anzuführen erlaube, die Ihnen zeigen wird, wenn und wie unsere Consumtionssteuern entstanden sind und um sich gegriffen haben. Lang spricht von der Zeit des westphälischen Friedens. „Damit verfiel man — sagt er p. 234 — auf die Einführung einer Consumtionssteuer, Accis, Licenz, Aufschlag, Impost, welches man dermalen als gleichbedeutende Wörter gebraucht. Der Name der Accise war schon im 14. Jahrhundert nichts mehr Unbekanntes, jedoch mehr eine vorübergehende Zollauflage als eine beständige Staatsabgabe. In dem nämlichen Gesichtspunkt muß auch schon der a. 1556 im Oesterreichischen gesetzte Aufschlag auf Wein, Mehl, Fische und dergleichen, zur Beihilfe gegen die Türken beurtheilt werden.

„Insgemein glaubt man, der Ursprung der heut zu Tag gewöhnlichen Consumtionssteuern schreibe sich aus den vereinigten Niederlanden her, die für die Erlaubniß (licentia) ihren

Digitized by Google

Feinden, den Spaniern, gewisse Waaren zuführen zu dürfen, eine bestimmte davon benannte Licentabgabe zum ersten eingeführt.

„Von da aus soll die Reichsstadt Cöln als Repressal ein Gleiches eingeführt haben. —

„Die erste Spur eines im Braunschweigischen bezogenen Licents soll sich im Landtagsabschied vom 3. November 1620 finden. Doch ist der anno 1639 bereits zur allgemeinen Einführung gemachte Versuch mißlungen. Diese Schwierigkeiten wurden aber später gehoben ꝛc." „Die erste förmliche General-Consumtions-Accisordnung in Churſachsen ist vom Jahre 1707." „Gleich dem Licent ist auch das Stempelpapier eine Erfindung der Holländer, die sich desselben als eines Impoſts van de bezegelde brieven bedienten. Anno 1682 wurde der Stempeltax nicht nur im Brandenburgischen, sondern auch in Churſachsen, und zwar hier bei Papier, Schuhen, Stiefeln, Pantoffeln, Perruquen, eingeführt!"

So weit Lang. Sie ersehen hieraus, meine Herren, wie jung dies System der indirecten Steuern ist, wie geringfügig und schüchtern seine ersten Anfänge sind, wie es genau in derselben Zeit sich leise einzuführen und immer mehr um sich zu greifen beginnt, in welche, wie ich in meinem angeklagten Vortrag gezeigt habe, die erste Entwicklung der europäischen Bourgeoisie fällt; wie es diese endlich Schritt für Schritt auf ihrem weitern Entwicklungswege zur Macht und Herrschaft begleitet. Sie sehen, wie streng historisch und unantastbar, wie präcis meine Behauptung ist, die Bourgeoisie habe die indirecten Steuern zwar nicht erfunden, aber zu einem unerhörten System entwickelt.

Den innern nothwendigen Grund dieses Zusammenhanges — ich habe ihn gleichfalls in meinem Vortrag kurz, aber in seiner ganzen Tiefe herausgestellt. Indem das Kapital mehr und mehr zur herrschenden Macht wird, muß es sich, so gut es eben geht, auch das zu sichern suchen, was alle herrschenden Stände dem Element, auf welchem ihre Herrschaft beruht, beizulegen pflegen, das Privilegium der Steuerfreiheit.

Dieser Zusammenhang braucht in den Köpfen der Kapitalisten kein bewußter zu sein; er ist dies sogar nur in den allerseltensten Fällen. Aber er ist nichts destoweniger das treibende, producirende Agens dieser Erscheinung. Es giebt keinen

Digitized by Google

Zufall in der Geſchichte, und am allerwenigſten bei ſo großen und auffälligen, Hand in Hand mit einander ſich entwickelnden weltbeherrſchenden Thatſachen.

Einer der ſcharfſichtigſten engliſchen Oekonomen, Sir James Steuart, der noch über zehn Jahre vor Adam Smith, im Jahre 1760 ſchrieb, hat bereits einen hellen Blick in dieſen Zuſammenhang des Steuermodus und der politiſchen Herrſchaft geworfen. „I think — ſagt der engliſche Baronet in ſeinem höchſt verdienſtvollen Werk „an inquiry into the principles of political economy, Bd. II. p. 119 — I have observed one remarkable difference in the point of view in levying taxes in countries where these two forms of government are established. Under the pure monarchy, the Prince seems jealous, as it were, of growing wealth and therefore imposes taxes upon people who are growing richer. Under the limited government they are calculated chiefly to affect those who are growing poorer.“

„Ich glaube einen bemerkenswerthen Unterſchied wahrgenommen zu haben in dem Geſichtspunkt bei der Beſteuerung in Ländern, in welchen dieſe beiden Regierungsformen — nämlich die abſolute und die conſtitutionelle — eingeführt ſind. Unter der reinen (abſoluten) Monarchie ſcheint der Fürſt eiferſüchtig auf den wachſenden Reichthum und legt daher die Steuern auf diejenigen, welche *reich werden*. Unter der conſtitutionellen Monarchie ſind ſie darauf berechnet, hauptſächlich diejenigen zu treffen, *welche arm werden*.“

Die unſichtbaren diamantnen Fäden jenes innern Zuſammenhanges klar zu legen, welcher die welthiſtoriſchen Thatſachen mit einander verbindet, *das* gerade nennen wir *Philoſophie*, nennen wir *Wiſſenſchaft*, nicht die Aufſchüttung von Material und prangender bibliographiſcher Beleſenheit. Sie finden in meinem angeklagten Vortrag ſo wenig äußeres Material wie möglich angegeben. Mit dieſen *Zuſammenhängen* gerade beſchäftigte er ſich, während das Material als ſolches ſtillſchweigend auf ſeinem Grunde lag. Er war deshalb gerade nur von einer *um ſo tieferen* Wiſſenſchaftlichkeit, denn nicht *in* einem Vortrag, ſondern *unter* ihm ſoll bergetief, in „purpurner Finſterniß“ die Maſſe des poſitiven Materials ruhen, deſſen Gedankenextract er zu geben hat.

Und dieſen Vortrag hat der Staatsanwalt den unerhörten

Digitized by Google

Muth gehabt als ein Gewebe von Unwahrheiten und Sophismen darzustellen! Das hat mich gezwungen um Ihret- wie um meinetwillen, Ihnen mindestens einen Theil — und einen wie geringen! — jenes Materials, auf dem er beruht, aufzuschütten und nicht an mich, nur an den Staatsanwalt können Sie sich halten wegen der großen Zeitbeschwer, die Ihnen trotz meiner Selbstbeschränkung dadurch entstehen mußte. Aber Sie haben jetzt gesehen, daß jedes meiner Worte dreimal gepanzert ist in Wissenschaft und in Wahrheit!

Genug also mit den wissenschaftlichen Citationen!

Und dennoch, meine Herren, muß ich Ihnen noch eine Autorität citiren, die Ihnen ganz dasselbe über die indirecten Steuern sagen wird, was ich gesagt habe, aber es soll keine wissenschaftliche Autorität mehr sein.

Welche Autorität also meinen Sie wohl, meine Herren, werde ich Ihnen, um meinen Excurs über die indirecten Steuern abzuschließen, jetzt citiren?

Nun, Niemand anders als den König! Niemand anders als die Staatsregierung! Niemand anders als das wahrhaftig nicht als revolutionär bekannte Ministerium Manteuffel!

Unter dem 21. September 1849 überreicht das Staatsministerium den Kammern eine Allerhöchste Königliche Botschaft, durch welche denselben ein Gesetz-Entwurf zur Einführung einer Einkommen- und Klassensteuer — ein Gesetzentwurf, welcher, wie Sie bald hören werden, nicht zur Annahme gelangte, — unterbreitet wird.

Dieser Gesetzentwurf, in welchem einerseits die Abschaffung der Mahl- und Schlachtsteuer, andererseits dafür die Einführung einer Klassen- und einer dreiprocentigen Einkommensteuer proponirt wird, wird von dem Staatsministerium mit Motiven begleitet, welche wörtlich enthalten, was ich Ihnen heut und in jenem Vortrage gesagt habe. Sie finden dieselben unter Nr. 171 und 172 der amtlichen Drucksachen der 2. Kammer, Bd. II. Jahrgang 1849, und ich werde mir erlauben, nur einige Stellen aus ihnen vorzulesen.

„Die socialen Verhältnisse der Gegenwart" — sagt das Staatsministerium im Eingange dieser Motive, nachdem es hervorgehoben, daß der Gesetzentwurf nicht eine Vermehrung der Staatseinnahmen bezwecke, sondern von dem „kaum einer näheren Rechtfertigung bedürfenden" Grundgedanken ausgehe,

Digitized by Google

eine gerechtere Vertheilung der Steuerlast herbeizuführen — „die socialen Verhältnisse der Gegenwart bedürfen einer Berücksichtigung dahin, daß die ärmeren Klassen des Volkes von denjenigen Staatsabgaben, welche nach ihrer Höhe und nach der Art ihrer Veranlagung eine unverhältnißmäßige Belastung herbeiführen, befreit, beziehungsweise darin erleichtert werden, der dadurch entstehende Ausfall in den Staatseinnahmen aber auf diejenigen übertragen werde, welche im Verhältniß des ihnen aus den Staatseinrichtungen erwachsenden Nutzens, und nach Verhältniß ihrer Steuerkraft bisher bei Vertheilung der Staatslasten nicht entsprechend berücksichtigt worden sind.

„Dem ganzen Gebäude des Finanz-Systems endlich muß eine Grundlage gegeben werden, welche geeignet ist, das Vertrauen des Volkes in die Gerechtigkeit und Unpartheilichkeit der Steuervertheilung zu erwecken."

Die Staatsregierung weist dann darauf hin, daß sie schon 1847 dem Vereinigten Landtage — aber auch damals ohne Erfolg — das Gesetz einer drei- und resp. zweiprocentigen Einkommensteuer, um andere Abgaben aufheben zu können, vorgeschlagen habe.

Die Regierung bevorwortet nun (p. 3), daß sie mit höchster Mäßigung und Vorsicht verfahren wolle, daß sie deshalb nicht damit umgehe, die directe Einkommensteuer „als ein sofort und unbeschränkt anwendbares Ersatzmittel für alle, durch Aufhebung anderer Abgaben eintretenden Ausfälle in den Staatseinnahmen ansehen zu wollen." Sie erklärt, daß sie „nicht mehr als durchaus nöthig" an den Grundlagen des bestehenden Steuersystems rütteln und deshalb auch nicht auf den Gedanken eingehen wolle, „die Aufhebung einer Reihe bestehender Steuern im Gesammtbetrage von ca. 30 Millionen Thaler und deren Ersatz durch eine allgemeine Einkommensteuer" zu verlangen.

Nur die Mahl- und Schlachtsteuer solle von den indirecten Steuern einstweilen aufgehoben und durch eine directe Einkommensteuer ersetzt werden.

„Mag der Gesetzesvorschlag in dieser Beschränkung — sagt die K. Staatsregierung wörtlich — hinter den Erwartungen derjenigen zurückbleiben, welche in einer radikalen Umgestaltung

Digitized by Google

des ganzen bestehenden Finanz-Systems allein das Heil auf diesem Gebiete des Staatslebens finden zu können glauben, so wird ihm wenigstens die Anerkennung nicht versagt werden dürfen, daß er einen Fortschritt zum Bessern im Steuerwesen enthalte, namentlich mit Rücksicht auf die socialen Verhältnisse eine richtigere Vertheilung der Staatslasten, als bis jetzt stattfand, zu erreichen sich bemühe, zugleich aber einen Maßstab schaffe, nach welchem in Zukunft die politischen Rechte der Staatsbürger, gegenüber dem Staat und der Gemeinde in einer der Gerechtigkeit und den Interessen des Ganzen entsprechenden Weise geordnet werden können."

Nach und nach werde sich hoffentlich die Möglichkeit ergeben durch eine erweiterte Anwendung der directen Steuer — ich citire wörtlich — „mit der Ermäßigung und Aufhebung noch mehrerer und zwar solcher Abgaben vorzuschreiten, welche den Anforderungen an eine gleichmäßige, gerechte Vertheilung der öffentlichen Lasten unter möglichster Erleichterung der ärmeren Volksklassen für weniger entsprechend gehalten werden müssen."

Die Staatsregierung begründet nun, warum vor allen Dingen die Mahl- und Schlachtsteuer durch eine directe Steuer zu ersetzen sei, und ich nehme Ihre besondere Aufmerksamkeit für die jetzt folgenden Sätze in Anspruch.

„Es ist hierbei hauptsächlich hervorzuheben — heißt es in den Motiven der Königlichen Botschaft p. 8 — wie sehr durch die Mahl- und Schlachtsteuer in ihrer jetzigen Gestalt, insbesondere durch die erstere, der gemeine Mann gegen den Wohlhabenden überbürdet wird." — Ueberbürdet wird, meine Herren! die Königliche Botschaft sagt es, wie ich es sage. „Schon in der mehrerwähnten Denkschrift — nämlich der von 1847, heißt es weiter —. ist dieser Punkt besonders geltend gemacht. Es sei hier gestattet, des Beispiels wegen hervorzuheben, wie hoch sich diese Ueberlastung der ärmeren Bevölkerung — Ueberlastung der ärmeren Bevölkerung! die Königliche Botschaft sagt, wie ich es sage! — in Berlin gestaltet."

Die Staatsregierung zeigt nun, daß im Durchschnitt eine Berliner Arbeiterfamilie von Mann, Frau und drei Kindern 1100 Pfd. oder 10 Ctr. Roggen im Jahre verzehre, wovon die Mahlsteuer 2 Thlr. 15 Sgr. betrage.

Digitized by Google

„Die ärmere Bevölkerung — fährt die Staatsregierung fort — verzehrt hier von Fleischspeisen vorzugsweise Schweinefleisch. Werden auf eine Arbeiterfamilie nur 6 Pfd. wöchentlich gerechnet, was, wenn sie nicht zu den ganz heruntergekommenen gehört, gewiß nicht zu hoch gegriffen ist, so ergiebt sich daraus ein Betrag von 312 Pfd. jährlich, also eine Quantität, von welcher mindestens . . . . . 4 Thlr. 7 Sgr.
an Steuer entrichtet werden müssen, was, zusammen mit den obigen . . . . . 2 „ 15 „
für Brod, im Ganzen die Summe von . . 6 Thlr. 22 Sgr.
beträgt, welche eine solche Familie jetzt an Steuern entrichten muß, während sie nach Einführung der Klassensteuer (einschließlich eines Kommunal-Zuschlags von 50 %) höchstens . . . . . 1 Thlr. 15 Sgr.
also . . . . . 5 Thlr. 7 Sgr.
weniger als jetzt zu entrichten haben würde. Um wie viel härter — härter, meine Herren — gestaltet sich aber das Verhältniß in der Wirklichkeit; um wie viel drückender — drückender, meine Herren — wenn in Betracht gezogen wird, daß der wohlhabende Mann zu dieser Last nicht in einem höheren, seiner Wohlhabenheit entsprechenden Maße beiträgt; unter Umständen vielmehr in der That viel weniger leisten darf, als der Arme."

Viel weniger leisten darf, als der Arme! — die Königliche Botschaft sagt es, wie ich es sage!

„Mag dagegen auch angeführt werden — fährt die Botschaft fort — daß die indirecte Steuer in kleinen Raten und auf unmerkliche Weise entrichtet werde, immer bleibt die Thatsache bestehen, daß dem kleinen Mann ein Theil seines sauer verdienten Einkommens, welches er bei einer richtigen Vertheilung der Staatslasten auf die Verbesserung seines wirthschaftlichen Zustandes verwenden könnte und wofür ihm keineswegs, wie ebenfalls entgegengestellt worden, ein genügender Ersatz dadurch gewährt werden kann, daß sich der Preis der Arbeit u. s. w. einigermaßen den Preisen der nothwendigsten Lebensbedürfnisse entsprechend regulirt, durch das jetzige Steuersystem entzogen wird."

Also auch dieses Argument des Staatsanwalts, daß die

Digitized by Google

arbeitende Klasse durch den Arbeitslohn für die durch die indirecte Steuer hervorgebrachte Preissteigerung entschädigt wird, wird durch die Königliche Staatsregierung ausdrücklich als unwahr bezeichnet und widerlegt. „Keineswegs," sagen die Motive der Königlichen Botschaft, sei dies der Fall. Sie können sich darüber nicht wundern, meine Herren, daß die Königliche Staatsregierung hierin so sehr mit dem Staatsanwalt aus einandergeht und Dinge sagt, die nach ihm nichts als Sophismen und Unwahrheiten sind. Sie pflegt, ehe sie über solche Materien spricht, andere Sachkenner zu Rathe zu ziehen als den Staatsanwalt.

Die Königl. Staatsregierung schließt ihre Ausführungen hierüber mit den Worten (p. 11): „Der hierdurch herbeigeführte Zustand ist mit den Grundsätzen eines geregelten Staatshaushalts und einer der Gerechtigkeit entsprechenden Steuergesetzgebung auf die Dauer unverträglich, und würde, selbst wenn nicht weitergehende Steuerreformen durch andere Gründe geboten würden, die Aufsuchung eines Ersatzmittels für die gedachten Steuern nothwendig machen."

Ebenso giebt die Botschaft (p. 12) zu, daß die Gewerbesteuer, welche nach dem Budget eine directe Steuer sein soll — ich citire wörtlich — „der Absicht des Gesetzes nur sehr unvollkommen entsprochen, vielmehr überwiegend die Wirkung einer indirecten Steuer nach sich gezogen, indem alle diejenigen Gewerbtreibenden, welche ein nur einigermaßen sicheres Geschäft führen, sich auch in der Lage befinden, die ihnen nach Maßgabe ihres Gewerbebetriebes auferlegte Steuer durch Preiserhöhung von den Käufern ihrer Waaren oder von denen, für welche sie Arbeit leisten, ganz oder doch größtentheils wieder einzuziehen, so daß sie schließlich selbst von den Steuern gar nicht betroffen werden."

Eben so erklärt die Staatsregierung p. 13 der Motive, daß „auch hinsichts der Grundsteuer ein dem eben in Betreff der Gewerbesteuer geschilderten ganz ähnliches Verhältniß" stattfand. Eben so weiß die Staatsregierung sehr genau, daß sogar bei der directen Steuer — und der Staatsanwalt wollte dies nicht einmal von der indirecten gelten lassen — die unteren Klassen wegen ihrer großen Zahl unendlich mehr beitragen als die wohlhabenden Klassen und sie belegt dies damit (p. 14), daß, wie sie nachweist, 4,891,777 Steuerpflichtige

Digitized by Google

im Lande wären, von welchen bei der damaligen Klassensteuer den beiden ersten Hauptklassen nur 86,632 Steuerpflichtige mit einem Steuerertrage von 1,661,509 Thlr. angehörten, während die beiden untersten Hauptklassen 4,805,145 Steuerpflichtige mit einem Beitrag von 6,118,781 Thlr. umfaßten.

Und eben so weiß die K. Staatsregierung natürlich sehr gut, daß dies Verhältniß in einem noch weit höheren Grade bei den indirecten Steuern stattfinde. Denn sie fährt unmittelbar hierauf wörtlich also fort: „Es liegt aber eben dieses Umstands wegen die Anordnung einer durchgreifenden, die untersten Volksklassen mit umfassenden directen Steuer für Stadt und Land im eigensten Interesse dieser Volksklassen, indem es nur dadurch möglich wird, die Erhebung allgemeiner Verbrauchssteuern in den größeren Städten, welche, wie oben ausgeführt, die ersteren viel härter treffen — viel härter treffen, meine Herren; also noch weit mehr von ihnen erheben, als die directen Steuern — entbehrlich zu machen, während andererseits der Umstand, daß jetzt allen Volksklassen durch die Verfassung dem Staate gegenüber unmittelbare Rechte eingeräumt sind, auch deren Verpflichtung, zu den Staatslasten nach Maßgabe ihrer Kräfte beizutragen, noch mehr als bisher zu begründen im Stande sein dürfte."

Ja sogar das gesteht die Staatsregierung ein, daß die directe Einkommensteuer, um gerecht zu sein, eigentlich eine progressive Steuer sein müsse, wovon sie jedoch Abstand nehmen wolle.

Sie sehen also jetzt, meine Herren, handgreiflich, wie die Sache steht. Alles, was ich Ihnen gesagt habe, Sie finden es in den Motiven der Königlichen Botschaft wieder. Die Männer der Wissenschaft haben sich so sehr die Hälse abgeschrieen die Jahrhunderte hindurch, daß es endlich auch bis zu den Ohren der Staatsregierung gedrungen ist. Nur Ein Staatsanwalt und Ein Gerichtshof haben sich unberührt erhalten von dem allgemeinen Geräusch, die Ohren mit Wachs verstopft wie Odysseus vor dem Gesang der Sirenen, und deshalb soll ich ins Gefängniß gehen? Wie unbillig! —

Fragen Sie mich nun: welches war das Schicksal dieses vom Ministerium Manteuffel vorgeschlagenen Gesetzentwurfes?

Infandum regina jubes etc.! Schon in der Kommission der

Digitized by Google

2. Kammer wird nur mit Mühe und Noth die Majorität von 10 gegen 8 Stimmen für den Gesetzesvorschlag erlangt. Umsonst ruft im Plenum der Finanzminister aus (p. 2323 der Stenogr. Protocoll-Session 1849/50): „Die Regierung Sr. Majestät des Königs hat es seit Jahren für eine unabweisbare Forderung der Zeit erachtet", diese Reform vorzunehmen. Ein Abgeordneter von Berlin entgegnet, worüber sich der Regierungskommissar Bitter sehr bitter beschwert (p. 2333 Stenogr. Pr.), der Regierungsvorlage sogar, daß sie „lediglich auf einer hohlen Theorie beruhe", genau so, wie mir der Staatsanwalt sagt, mein Vortrag beruhe darin auf Sophismen und Unwahrheiten.

Endlich wird, wie man in England sagen würde, vom ministeriellen Einpeitscher mit knapper Noth eine äußerst schwache Majorität, eine Majorität von nur 32 Stimmen zu Stande gebracht.

Die höheren Stände erregen aus allen Kräften gegen das Gesetz die öffentliche Meinung, worin sie, denen alle Mittel zu Gebote stehen öffentliche Meinung zu machen, natürlich leichtes Spiel haben, und als der Gesetzentwurf in die erste Kammer kommt — fällt er und wird verworfen!

Dieser Gesetzentwurf, trotz der Richtigkeit und Klarheit seiner Motive, so furchtsam, zitternd und schonend in seinem dispositiven Theil, daß ich ihn niemals unterschrieben hätte, dieser Gesetzentwurf, der übrigens auch, wie die K. Staatsregierung selbst erklärte, nur der erste vorläufige Schritt auf der neuen Bahn sein sollte, er wird von der ersten Kammer verworfen! Es wird gleich beim ersten Schritt die neue Bahn gründlich verriegelt! Ihm entgegen votirt die erste Kammer einen andern Gesetzentwurf, welcher noch jenen so schonenden, so mehr als gemäßigten Gesetzesvorschlag gerade in den wichtigsten und principiellsten Punkten in sein Gegentheil umändert. Die Mahl- und Schlachtsteuer wird beibehalten, an Stelle des reinen Procentsatzes der Einkommensteuer werden weite Stufen gesetzt, für ein sehr großes Einkommen wird ein Maximum eingeführt, so daß ein noch größeres Einkommen unbesteuert bleiben soll u. s. w.

Doch lassen wir wiederum dem Ministerium Manteuffel das Wort!

In der ersten Kammer unterlegen, in der zweiten bei einer

Digitized by Google

mit allen Mitteln des Regierungseinflusses aufgebrachten Majorität von nur 32 Stimmen fast so gut wie unterlegen, von der „öffentlichen Meinung“ gehetzt, tritt das Ministerium Manteuffel am 2. Januar 1851 mit einer neuen Königl. Botschaft vor die Kammern, in welcher es seinen eigenen Gesetzentwurf aufgiebt und das von der ersten Kammer ausgearbeitete Gesetz adoptirt.

„Zwar,“ ruft das Ministerium Manteuffel mit einem tiefen Seufzer in den Motiven zu dieser neuen Botschaft (Kammerdrucksachen Session 1850/51, 1. Bd. Nr. 26, p. 22) aus — ich citire wörtlich: „muß die Regierung auch heute noch bei der Ansicht beharren, daß durch Annahme ihres ursprünglichen Vorschlags, nach welchem eine nach gleichen Grundsätzen veranlagte, alle Klassen der Steuerpflichtigen umfassende, directe Staatssteuer an die Stelle der jetzt bestehenden verschiedenen Steuerformen treten sollte, dem hervorgetretenen und allseitig erkannten Bedürfniß nach einer Steuer-Reform gründlicher und in einer dem inzwischen geschaffenen Staatsorganismus entsprechenden Weise abgeholfen sein würde.“ Aber das Ministerium gesteht, daß es den Widerstand, den ihm Kammer und öffentliche Meinung entgegensetze, nicht zu brechen vermöge!

„Es durfte hierbei nicht unbeachtet bleiben — sagen die Motive zu dieser neuen Königl. Botschaft p. 22 — daß der Beschluß der zweiten Kammer, durch welchen die Annahme der Regierungsvorlage erfolgte, nur mit einer verhältnißmäßig geringen Majorität (von 32 Stimmen) gefaßt ist; daß sogleich nach diesem Beschluß und bis zu den Verhandlungen der ersten Kammer über denselben Gegenstand die Kundgebungen gegen das beabsichtigte, seiner Realisirung schon näher gerückte Steuer-System aus allen Theilen des Landes entschiedener und zahlreicher als je, seit dem ersten diesfälligen Project der Regierung im Jahre 1847 hervorgetreten sind und daß der Beschluß der ersten Kammer daher gewissermaßen nur der öffentlichen Stimmung hierüber, wie sie sehr bestimmt zu Tage gelegt war, Rechnung getragen hat.“

Und die Staatsregierung erklärt in Folge dessen p. 23 wörtlich: „sie darf nach den hervorgetretenen Anzeichen sich doch der Hoffnung nicht hingeben, für ihr Project die öffentliche Meinung, auf deren Unterstützung sie bei dessen

Digitized by Google

Ausführung rechnen mußte, schon jetzt hinlänglich vorbereitet zu finden."

Und mit diesem Seufzer nimmt das Ministerium Manteuffel Abschied von seinem eigenen Gesetzesvorschlage, den der ersten Kammer adoptirend, welcher unser jetziges Steuergesetz bildet, und also ist dieses entstanden!

Wenn jener Gesetzvorschlag und seine Motive dem Ministerium Manteuffel zur Ehre gereichen, so trifft dagegen das Ministerium Manteuffel der schwere Vorwurf, daß es in dieser Frage nicht durchzugreifen wußte gegen den Widerstand der ersten Kammer und der öffentlichen Meinung, die, heutzutage ein Monopol der Besitzenden, in jeder Frage des Interesses den unteren Klassen immer ungünstig sein wird. Warum wußte das Ministerium Manteuffel die öffentliche Meinung hintenanzusetzen, wenn es sich darum handelte, den Belagerungszustand zu proclamiren oder die Geschwornengerichte für Preß- und politische Vergehen aufzuheben oder sonst die öffentlichen Freiheiten zu confisciren?

Sie sehen, meine Herren, es ist immer noch so, wie Ihnen der im Eingang citirte Bois-Guillebert vor fast 200 Jahren gesagt hat: die Stimme der Reichen in Steuersachen und ihre Beschwerden sind lauter, geräuschvoller als die der Armen und machen daher mehr Eindruck als diese.

Aber die Thatsache kann man freilich dem Ministerium Manteuffel nicht bestreiten, die es in dem Satze ausspricht: es könne sich der Hoffnung nicht hingeben, die öffentliche Meinung schon jetzt hinreichend vorbereitet zu finden.

Ich suche dieser Thatsache abzuhelfen, welche die Königliche Staatsregierung mit einem so tiefen Seufzer constatirt, ich suche diese öffentliche Meinung vorzubereiten, welche die Staatsregierung für die Möglichkeit der von ihr als im Interesse der Gerechtigkeit für „unabweisbar" erklärten Maßregel bedauernd vermißt — und die Staatsanwaltschaft mit ehernem Stiefel in meinen Vortrag einbrechend, beschuldigt dies Thun zu Haß und Verachtung anzureizen und qualificirt es als ein Gemisch von Unwahrheiten und Sophismen!

Ich verlasse jetzt das Gebiet der indirecten Steuern; ich verlasse die Ausführungen, durch welche ich das Verbrechen verübt haben soll, und gehe zu dem über, was in den Augen des

Digitized by Google

ersten Richters das innere Verbrechen meines Vortrags bildet: die Gesammttendenz desselben.

Diese Gesammttendenz besteht in der historischen Entwickelung, daß wie im Mittelalter der Grundbesitz, in der neueren Zeit das Kapital das herrschende Princip der Gesellschaft gewesen, so mit dem Jahre 1848 eine dritte und neue Weltperiode eingetreten sei, welche bestimmt sei, die von mir entwickelte sittliche Idee des Arbeiterstandes, das Princip der Arbeit, zum herrschenden Princip der Gesellschaft zu erheben.

Zwar kann sich das Urtheil erster Instanz dem Anerkenntniß nicht entziehen, daß dies eine rein wissenschaftliche Entwickelung der Geschichte, wie es sich ausdrückt, „vom subjectiven Standpunkt des Angeklagten aus aufgefaßt" sei.

Aber indem mich das Urtheil mit diesen Worten selbst frei spricht, kann es sich doch wieder nicht enthalten, mich später gerade deshalb zu verurtheilen, weil ich die gegenwärtige Weltgeschichtsperiode als eine solche darstelle, die berufen sei, das Princip des Arbeiterstandes zum herrschenden Principe zu gestalten, den Arbeiterstand, zu dem ich ausdrücklich in meinem Vortrag alle ohne Ausnahme zähle, die sich in irgend einer Weise der Gesellschaft nützlich machen, also ebenso Sie, wie mich, zum herrschenden Stande der Gesellschaft zu erheben.

Ich habe Ihnen in dieser Hinsicht die entsetzlichen Widersprüche mit sich selbst, in welche das Urtheil erster Instanz verfällt, hinreichend in meiner Appellationsrechtfertigung dargelegt und will das hier weder weiter ausführen, noch wiederholen.

Ich habe Ihnen daselbst gezeigt, wie ich nichts als eine streng objective Entwickelung dessen gegeben habe, was sich nach nothwendigen geschichtlichen Gesetzen, wenn auch sehr langsam und in einem Zeitraum von Jahrhunderten von selbst vollbringt.

Ich habe Ihnen dargelegt, wie mein ganzes Thun kein anderes ist als das rein wissenschaftliche: wie der Naturforscher aus einem Embryo die künftige Gestaltung dieses Organismus vorausbestimmt, so aus dem Embryo der gegenwärtigen Weltperiode, wie man füglich die verflossenen 15 Jahre derselben nennen könnte, die künftige Gestaltung zu erkennen und nachzuweisen, zu welcher sie sich naturgesetzlich von selbst entwickeln muß.

Ich habe Ihnen gezeigt, wie keine Aufforderung an die arbeitenden Klassen, außer der sich zu bilden, in meinem Vortrag enthalten ist, wie sogar jede solche subjective Auffor-

Digitized by Google

derung durch den Inhalt dieser objectiven Geschichtsanschauung selbst nothwendig ausgeschlossen und zum Voraus als unwirksam und thöricht charakterisirt ist.

Ich habe Ihnen endlich bewiesen, wie — horribile dictu! — der erste Richter, um eine Aufforderung in meinem Vortrag zu finden, meine Worte — verändert, und demselben Worte, die ich nicht gesprochen habe, hinzufügt und hinzuthut!

Dies Alles will ich hier nicht weiter wiederholen.

Nur einen einzigen Beweis will ich hinzufügen — aber einen Beweis von erdrückendem Gewicht!

Gleichsam intuitiv habe ich in meiner ersten Vertheidigungsrede ausgerufen: Hätte ich meinen Vortrag etwa in der Singakademie gehalten, vor der sogenannten Elite der guten Gesellschaft, niemals wäre er angeklagt worden!

In der That! Bei dem gewaltigen Aufsehen, das meine Verurtheilung machte, wurde kurz nachher und in Folge derselben ein Vortrag zu meiner Kenntniß gebracht, welcher meiner Aufmerksamkeit entgangen war. Ein Vortrag gehalten in der Singakademie ungefähr gleichzeitig mit meinem angeklagten Vortrag, am 15. Febr. 1862, und später in einem besondern Abdruck veröffentlicht, den ich Ihnen vorlege. Ein Vortrag, gehalten von Niemand anders als von dem Kgl. Preußischen Geheimen Regierungsrath Dr. Engel, dem gegenwärtigen Director des staatlichen statistischen Büreaus, dem anerkannt ersten Statistiker Deutschlands. Der Vortrag führt den Titel: „Die Volkszählungen, ihre Stellung zur Wissenschaft und ihre Aufgabe in der Geschichte."

In diesem Vortrag sagt der Geh. Rath Engel, was folgt. Ich citire wörtlich, p. 5: „Der dritte Stand hat sich emancipirt. Eine neue Aristokratie des Geldes und des Geistes entsteht. Die Gelehrten, Beamten und Kapitalisten werden als Bourgeoisie die herrschende Macht. Indeß, nachdem die geistige vom großen Kapital unterstützte Arbeit ihr Recht erstritten, ringt auch die physische, im Großen und Ganzen kapitallose Arbeit um Anerkennung und Gleichberechtigung. Die arbeitenden Klassen sind unter der Allgewalt des vom Dampfe getragenen Industrialismus bereits zu einem eigenen, zum vierten Stande, zu einer gesellschaftlichen Macht herangewachsen, die naturgemäß ebenfalls nach der Alleinherrschaft im

Digitized by Google

Staate ſtrebt, wie dies der erſte, der zweite, der dritte Stand, ſo lange ſie es konnten, gethan."

Und eben ſo wieder p. 6: „Wie viel nun auch mit dem Siege der Freiheit des Abſatzes für die Production, das iſt die Erzeugung der Reichthümer, errungen ſei, ſo iſt doch der Kampf des vierten Standes damit nicht abgeſchloſſen*). Für ihn handelt es ſich nicht ſo ſehr um die Erzeugung, um die abſolute Maſſe des angeſammelten Reichthums, als um die Vertheilung deſſelben, d. h. um das Verhältniß dieſes Reichthums zur Zahl derer, die daran participiren können und ſollen. Bei einer politiſch und wirthſchaftlich falſchen Leitung der Production iſt die Gefahr crösusartiger Bereicherung einiger Wenigen gegenüber der Verarmung der Maſſen nicht ganz ausgeſchloſſen**) und natürlich wird davon der vierte Stand bei ſeiner fortſchreitenden Atomiſirung am ſtärkſten betroffen***). Dieſer Atomiſirung Einhalt zu thun, die Elemente der in unaufhaltſamer Auflöſung begriffenen alten zwecklos gewordenen Verbände wieder zu ſammeln und aufs Neue in zeitgemäße Formen zu binden, das iſt eine der größten Aufgaben der Zeit. Einer dieſelbe begreifenden ſtaatswirthſchaftlichen Einſicht iſt es, wenn für jetzt auch nur erſt exemplificatoriſch gelungen, neben dem Probleme der rationellſten und größten Production auch das der alle Intereſſen befriedigendſten Vertheilung zu löſen. In der allgemeinen Löſung beſteht der Sieg, die Emancipation des vierten Standes†). Das mächtige Werkzeug dieſes Sieges iſt die ſociale Selbſthülfe, ja nicht zu verwechſeln mit irgend einer Ausgeburt des Socialismus und Communismus, welche nicht eine geſunde wirthſchaftliche Vertheilung, ſondern eine krankhafte oder gewaltſame reinweg phyſiſche Theilung anſtrebten."

Sie haben es gehört, meine Herren! Das, was ich in ausführlicher hiſtoriſcher Entwickelung als die neueſte Phaſe des ſich ſtufenweiſe entfaltenden hiſtoriſchen Proceſſes nachweiſe, das, was eben die verbrecheriſche Geſammttendenz meines Vor-

*) Avis für Herrn Schulze-Delitzſch.
**) Avis für Herrn Schulze-Delitzſch.
***) Immer Avis für Herrn Schulze-Delitzſch.
†) Man vergl. mein genau auf denſelben Gedanken beruhendes „Offnes Antwortſchreiben an das Central-Comité der Arbeiter zu Leipzig."

Digitized by Google

trags bilden soll, der Geheime Rath Engel spricht es mit derselben Bestimmtheit in der schärfsten Weise aus. „Die arbeitenden Klassen — sagt er — sind bereits zu einem eigenen, zum vierten Stande, zu einer gesellschaftlichen Macht herangewachsen, die naturgemäß nach der Alleinherrschaft im Staate strebt, wie dies der erste, der zweite, der dritte Stand, so lange sie konnten, gethan."

Ja, wollte man sich an den bloßen Wortausdruck halten, so ginge der Geheime Rath Engel sogar noch viel weiter als ich. Denn er spricht ausdrücklich von einer Alleinherrschaft, nach welcher die arbeitenden Klassen naturgemäß streben müssen, während ich — und anders meint es freilich auch der Geheime Rath Engel nicht, wie der Gesammtsinn der angeführten Sätze deutlich zeigt — ausdrücklich nur von der Herrschaft der Idee des Arbeiterstandes spreche oder respective den Arbeiterstand in sofern zum herrschenden Elemente berufen darstelle, als er uns Alle, Alle, die sich der Gesellschaft in irgend einer Weise nützlich machen, umfaßt; in sofern als er, wie ich ausdrücklich definire, das gesammte Menschengeschlecht umfaßt und keinen Keim eines neuen Unterschiedes mehr in sich enthält.

Jedenfalls also sagen wir, ich und der Geheime Rath Engel, ganz dasselbe, genau dasselbe.

Welche Uebereinstimmung, meine Herren!

Zur selben Zeit schreiben wir in unserem Studirzimmer, Einer von dem Andern nicht wissend, öffentliche Vorträge, in welchen wir dieselben Dinge mit denselben Worten sagen!

Dieselben Wissenschaften haben uns dieselbe Erkenntniß gegeben!

Warum also, frage ich, steht der Geheime Rath Engel nicht hier an meiner Seite, auf dieser Anklagebank, als mein Complice, desselben Verbrechens beschuldigt? Wo ist die Rechtsgleichheit hingeflohen, meine Herren?

Der Geheime Rath Engel sagt es — und er sitzt, wie ihm gebührt, in allen staatlichen Ehren!

Ich sage es — und die wüthend gewordene Themis wirft mir die Waagschaale ins Gesicht und schlägt nach mir!

Und weiter, meine Herren! Jener vom Geheimen Rath Engel in der Singakademie gehaltene Vortrag ist später in der

Digitized by Google

von ihm seit 1862 redigirten officiellen Zeitschrift des statistischen Bureaus veröffentlicht worden. Diese Zeitschrift wird vom Staate publicirt und verbreitet, aus Staatsmitteln, aus den Steuern der Bürger werden ihre Kosten bestritten. Es ist also geradezu eine Staatsdoctrin, die ich verkünde, eine Doctrin, die der Staat auf seine Kosten und mit seinem Ansehn verbreitet — und ich stehe auf der Anklagebank und bin verurtheilt!

Und noch mehr, meine Herren!

Als mir nach meiner Verurtheilung jener Vortrag des Geheimen Raths Engel zu Gesichte kam, übersandte ich demselben, obgleich ich nicht die Ehre hatte, ihn zu kennen, meine verurtheilte Broschüre mit einigen scherzenden Bemerkungen über den so verschiedenen Erfolg, mit welchem wir dieselbe Theorie entwickelt.

Geheimrath Engel antwortet mir auf diese Zusendung mit einem Brief, den ich, da ich es mit seiner ausdrücklichen Autorisation darf, mir erlauben muß, Ihnen mitzutheilen:

Berlin 14. Febr. 1863.

„Geehrter Herr!

„In ergebenster Erwidrung Ihrer gestrigen Zuschrift spreche ich zuvörderst meinen Dank für die gleichzeitige freundliche Uebersendung Ihrer neuesten Broschüren aus. Der Vortrag über den Zusammenhang der gegenwärtigen Geschichtsperiode mit der Idee des Arbeiterstandes war mir schon im vorigen Sommer bekannt geworden und schon damals gereichte mir es zum Vergnügen und zur Genugthuung, für meine philosophischen und historischen Anschauungen in Ihnen einen der hochbegabtesten Gewährsmänner gefunden zu haben. Dasselbe Vergnügen empfand ich, als ich in Arnold's geistvollem Buche über das Eigenthum einem ähnlichen Ideengang begegnete. Es zeigt sich bei den ökonomischen Wahrheiten dasselbe, was bei den Erfindungen alltäglich bemerkbar ist: sie sind durch die Zeit gereifte Früchte eines Baumes, den man nur zu schütteln braucht.

„Ihren Ausspruch, daß der Richter über fachwissenschaftliche Werke selbst im Besitz der Fachwissenschaft sein sollte, über die zu richten er berufen ist, möchte ich mir erlauben, dahin zu interpretiren, daß in allen, einen fachwissenschaftlichen Ursprung habenden Processen der Schwerpunkt ebenso in das Gutachten

Digitized by Google

der Sachverständigen gelegt werden sollte, wie dies der Fall ist, wenn es sich um den Rechtsspruch in medicinischen, technischen, commerziellen Angelegenheiten handelt ꝛc."

Ich erlaube mir, meine Herren, Ihnen diesen Brief zu den Acten zu reichen.

Haben Sie je einen grelleren, einen schreienderen Widerspruch erlebt, meine Herren?

Während mir die Staatsbeamten, welche vom Staate als die Chefs gerade derjenigen Branchen der Wissenschaft angestellt sind, um welche es sich hier handelt, ihren Dank und ihre Genugthuung für die von mir veröffentlichten Resultate aussprechen, während sie dieselben als ökonomische Wahrheiten bezeichnen, welche durch die Zeit gereifte Früchte des Baumes der Erkenntniß seien, werde ich von den Beamten der gerichtlichen Reihe um derselben Resultate willen verfolgt und verurtheilt!

Gestehen Sie also, meine Herren, was schon durch jenen Vortrag des Geheimen Raths Engel evident ist: es ist hier nicht verurtheilt worden — wozu allein der Strafrichter ein Recht hat — das, was gesagt worden ist, der Inhalt. Sondern es wurde verurtheilt die Person, die es gesagt hat, und der Ort, wo es gesagt wurde!!

Es wurde verurtheilt, weil ich es gesagt habe und weil es vor Arbeitern gesagt worden ist!

Ist das Gerechtigkeit, meine Herren, oder welches äußerste nicht zu benennende Gegentheil derselben?

Die Gerechtigkeit soll geübt werden ohn' Ansehung der Person, und was den Ort betrifft, so darf der Richter nach §. 100 des Strafgesetzbuchs nur darauf sehen, ob er ein öffentlicher ist.

Ein öffentlicher Ort ist die Singakademie wie die Arbeitervereine.

Was an dem einen öffentlichen Ort nicht strafbar ist, darf es nicht an dem andern sein.

Der Richter, welcher, was an einem öffentlichen Ort überhaupt, in einer öffentlichen Versammlung der Bourgeoisie nicht strafbar wäre, für strafbar erklärt in einer öffentlichen Versammlung von Arbeitern — begeht eine Machtüberschreitung ohne Gleichen, schafft ein neues Verbot, welches das Strafgesetz nicht kennt, übt Klassenunterdrückung!

Digitized by Google

Der erste Richter hat sich sogar selbst dem Eingeständniß nicht entziehen können, daß er den Vortrag eben deshalb verurtheile, weil er vor Arbeitern gehalten worden sei. Das Urtheil leitet die Strafbarkeit meines Vortrags ab — ich citire wörtlich — „namentlich aus der Art und Weise, wie der Angeklagte die gezogenen Resultate seiner Reflexionen zusammenstellt, formulirt und einem Publikum vorträgt, welches nicht auf der Höhe der Bildung steht, das mehr Wissenschaftliche in seinem Vortrag zu fassen.“

Also weil die Arbeiter angeblich ungebildet seien, deshalb sei mein Vortrag ein Verbrechen!

Eine brennende historische Erinnerung aus unserer vaterländischen Geschichte fällt mir aufs Herz. Im Jahre 1811 am 9. Mai reichten die Rittergutsbesitzer (Stände) des Lebus'schen, Storkow- und Buskow'schen Kreises eine Vorstellung beim König ein, in welcher sie gegen die revolutionären Maßregeln Hardenberg's Einsprache erhoben, sich gleichfalls darauf beziehend, daß die unteren Stände die ungebildeten seien. Der Staatskanzler Hardenberg, welchem der König diese Eingabe übergiebt, macht zu dieser Stelle den Randvermerk: „Ihr wollt von Ungebildeten reden? Wer sind die Ungebildeten? Könnte man die Rittergutsbesitzer, welche die Anstifter dieser Vorstellung waren, nicht vor allen andern dazu zählen? Das Ganze ist eine Rodomontade.“*) — So Hardenberg!

Was mich betrifft,, so habe ich dem ersten Richter zwei Antworten zu geben, eine Antwort in facto und eine in jure. — Zuerst meine Antwort in facto. Der erste Richter irrt gewaltig, wenn er glaubt, daß die Arbeiter als die Ungebildeten weniger fähig seien, die Lehren der Wissenschaft in sich aufzunehmen, als das „auf der Höhe der Bildung stehende“ Publikum der Singakademie. Handelt es sich um die gesellige Bildung des eleganten Salons, — ei, so ist allerdings ein enormer Unterschied zwischen Bourgeoisie und Arbeiterstand. Handelt es sich aber um die Lehren der Wissenschaft, so stehen die Arbeiter denselben durchaus nicht ferner, als die gebildete Bourgeoisie im Allgemeinen, stehen ihnen eher bei weitem näher. Denn

*) S. die Neuere und neueste Preußische Geschichte, mit Benutzung vieler bisher ungedruckter Quellen ꝛc. von Dr. Fr. Förster. Bd. II. p. 523.

Digitized by Google

schlecht und halb wissen entfernt weit mehr von den Lehren der Wissenschaft und der Fähigkeit, sie aufzunehmen, als gar nicht wissen. —

Freilich sind die Arbeiter noch nicht in dem Sinne gebildet, daß sie die Resultate der Wissenschaft bereits besäßen. Sehen wir doch einen Theil derselben sogar noch die Nichts-als-Freihändler umjubeln, wenn sie ihnen Dinge vortragen, von welchen sich alle, die wahrhaft die Wissenschaft der Nationalökonomie verstehen, verwundert fragen: ist das reine Unwissenheit, oder treiben diese Herren Spott und Hohn mit diesen armen Leuten?

Schließt das aber die Fähigkeit der Arbeiter aus, auch die wahren Lehren der Wissenschaft zu begreifen, sobald sie erst an sie gebracht werden?

Ist das nicht vielmehr gerade ein Grund mehr, ihnen dieselben vorzutragen und sie mit ihren Resultaten zu durchdringen? Blicken Sie auf England! Nichts ist dort gewöhnlicher, als daß selbst Minister in die Arbeiterversammlungen gehen und ihnen Vorträge über die schwierigsten Themata halten. Am 1. Nov. 1854 hält Palmerston den Taglöhnern von Hampshire einen Vortrag gegen das Dogma der Erbsünde. Am 6. Nov. 1856 hält derselbe Arbeitern in Manchester einen Vortrag über die doppelte Natur des Menschen, die intellectuelle und moralische, und über den Charakter unserer Zeit. Im Jahr 1854 hält Lord John Russel den Arbeitern einen Vortrag über die Hindernisse, welche dem Fortschritt der Civilisation entgegenstehen.

Und gerade was das Verhältniß der directen und indirecten Steuern betrifft, wo wäre es mehr am Ort die Lehren hierüber, die gerade das Aufreizende meines Vortrags bilden sollen, zu verkünden, als eben im Arbeiterstande?

Wollen Sie den Hauptgrund wissen, der von den Anhängern der Routine zu Gunsten der indirecten Steuer geltend gemacht wird? Er besteht darin, daß, wie verderblich auch die indirecte Steuer sei, doch die Einziehung eines gleichen Betrages durch die directe Steuer gerade wegen des Widerwillens, auf welchen eine solche Maßregel im niedern Volke stoßen würde, unmöglich sei. Das Volk hasse den Steuerdiener und werde niemals einwilligen eine solche Summe durch die directe Steuer, also mit dem Bewußtsein, daß es steuere, aufzubringen; während es bei der indirecten Steuer dieses Bewußtsein nicht habe

Digitized by Google

und sich einbilde dem Krämer für den Preis der Waare zu zahlen, was es in Wahrheit dem Staate entrichte.

John Stuart Mill nennt diesen Grund einen kindischen und auf Täuschung beruhenden Grund. Aber er kann die relative Wahrheit desselben nicht leugnen, und keiner von uns wird es können.

Das angebliche oder wirkliche Vorurtheil in den untern Klassen des Volkes ist also, wie die Vertheidiger der indirecten Steuern behaupten, der mächtigste Grund, welcher der Umwandlung dieses unfühlbaren Steuerns in das directe und fühlbare Steuern entgegensteht.

Wo also wäre es mehr am Ort, die Natur der indirecten Steuer zu enthüllen, ihre Verderblichkeit für das Volk bloßzulegen, den ungerechten Druck, den sie auf dieses übt, nachzuweisen, als im Arbeiterstande, dessen im Allgemeinen nicht mit Unrecht vorausgesetzter Widerwille gerade als der Grund angeführt wird, welcher diese Reform unmöglich mache? Es ist dies ein im höchsten Grade heilsames, im höchsten Grade staatsmännisches, ein wahrhaft nothwendiges Thun, das durchaus vorausgehen muß, um eine Reform in dieser Hinsicht erst möglich zu machen!

Von Alledem hat der erste Richter keine Ahnung gehabt!

Im Jahre 1856 saß in Brüssel ein internationaler Wohlthätigkeitscongreß (congrès international de bienfaisance) von Nationalökonomen aller Nationen. Deutschland, Frankreich, England waren daselbst vertreten. Die Verhandlungen dieses Congresses sind im Jahre 1857 in Brüssel in 2 Bänden publicirt worden.

Unter den Principien und Maßregeln, die von diesem Congresse beschlossen werden, lautet der erste Beschluß sofort, wie folgt (I. p. 484): Le congrès recommande l'adoption des principes et des mesures qui suivent: 1) Liberté du commerce des denrées et généralement de tous les articles de première nécessité.

„Der Congreß empfiehlt die Annahme der folgenden Grundsätze und Maßregeln:

1) Freiheit des Handels mit Lebensmitteln und im Allgemeinen mit allen Artikeln des unmittelbaren Bedürfnisses."

Insoweit würde dieser Beschluß nur in die Reihe der Autoritäten hineinfallen, welche darthun, wie nachtheilig die

Digitized by Google

indirecten Steuern sind, unter welchen diese Zölle auf Gegenstände des Bedürfnisses eine so bedeutende Rolle spielen, und ich habe Ihnen gesagt, daß ich die Liste der Zeugnisse hierfür nicht weiter vermehren will. Aber die 9. Maßregel, die daselbst von dem Congresse beschlossen wird, lautet: Propagation des doctrines d'économie politique propres à dissiper les préjugés et à démontrer la nécessité de la liberté du commerce des grains et des denrées en général, publications familières destinées à éclairer les populations etc."

„Verbreitung der Lehren der Nationalökonomie, die geeignet sind, die Vorurtheile zu beseitigen und die Nothwendigkeit der Freiheit des Handels mit Getreide und Lebensbedürfnissen im Allgemeinen aufzuzeigen, vertrauliche Publicationen bestimmt die Bevölkerungen aufzuklären."

Aber jener Congreß von Gelehrten aller Nationen hatte seine Rechnung ohne die preußische Staatsanwaltschaft gemacht.

Ich verbreite solche Doctrinen, ich schreite zu solchen vertraulichen Publicationen an die Bevölkerung, wie sie der internationale Wohlthätigkeitscongreß beschließt — und ich werde verfolgt und verurtheilt, weil ich diese Lehren den Arbeitern vorgetragen habe!

Meine Antwort in jure wird wo möglich noch eindringlicher sein:

Ich habe bereits darauf aufmerksam gemacht, daß der §. 100 des St.-G.-B. nur das Kriterium des öffentlichen Orts kennt und somit nicht gestattet, was überhaupt an einem öffentlichen Ort zu sagen erlaubt ist, an einem andern für unerlaubt zu erklären.

Eben so sagt der Art. 4 der Verfassung, alle Preußen sind gleich. Sie müssen also auch gleich sein vor den Motiven des Strafrichters, gleich vor den Lehren der Wissenschaft, die man an sie bringen darf. Es giebt bei uns keine Kastenunterscheidungen, nach welchen es verboten wäre, in der einen Kaste Erkenntnisse zu verbreiten, die in der andern frei cursiren dürfen!

Wie? Der Art. 20 der Verfassung sagt: „Die Wissenschaft und ihre Lehre ist frei" — und Sie wollten den Arbeiterstand von ihr ausschließen?

Aber zu noch viel ernsthafteren Erwägungen giebt das Urtheil Anlaß, über das ich mich beschwere. Es bildet, wie ich selbst kurz ausführen werde, einen schweren Verstoß gegen unser gesammtes öffentliches Recht, einen Verstoß, der, wenn heute die

Digitized by Google

energiſche Conſequenz früherer Zeiten herrſchte, nicht ohne die ernſthafteſten Folgen bleiben würde.

Wenn früher, im abſoluten Staat, der Grund geltend gemacht worden wäre, ein Vortrag ſei deshalb ſtrafbar, weil er vor den Arbeitern als den Ungebildeten gehalten worden ſei, nun, ſo wäre dies zwar auch damals durch und durch unjuriſtiſch geweſen, aber es war mindeſtens begreiflich. Damals herrſchte die Deviſe: Alles für das Volk, Nichts durch das Volk. Die unteren Klaſſen hatten keinerlei Antheil an der geſetzgebenden Gewalt und keinen Einfluß auf dieſelbe. Unter ſolchen Umſtänden war begreiflich, wenn man eine Verbreitung jener wiſſenſchaftlichen Lehren in den untern Ständen nur als eine unnütze Aufregung aufgefaßt hätte.

Aber wie ſteht der Fall heut im conſtitutionellen Staat? Dieſe Ungebildeten — der erſte Richter mag ſagen, was er will — ſind ein Factor der geſetzgebenden Gewalt, beſchließen durch die von ihnen gewählten Vertreter die Geſetze, und mit aus ihren Händen alſo empfängt der Richter das Geſetz, das er anzuwenden hat.

Man mag das gut oder übel finden — gleichviel, es iſt ſo!

Sie ſtehen nicht auf der „Höhe der Bildung", ſagt der erſte Richter. Aber ſie beſchließen durch ihre Wahlen über alle Geſetzgebungsmaterien, erwiedere ich ihm.

Sollen dieſe Ungebildeten, da ſie nun einmal indirecte Geſetzgeber ſind, nicht cum cognitione causae ihr Wahl- und Geſetzgebungsrecht ausüben? Will ſie der erſte Richter zwingen, blind in die Wahlurne zu greifen, ohne zu wiſſen, was und worüber ſie entſcheiden?

Iſt alſo unterrichtet zu werden in allen wichtigen Geſetzgebungsmaterien nicht das abſolute Recht dieſer Ungebildeten, wurzelnd in dem geſammten öffentlichen Recht des Landes und mit ihm zuſammenfallend?

Könnte mir gewehrt werden, eine friedliche und legale Agitation für die Abſchaffung der indirecten Steuern zu eröffnen und dieſen Ungebildeten an's Herz zu legen, daß ſie nur ſolche Leute zu Wahlmännern und Abgeordneten wählen, welche über die indirecten Steuern oder über das allgemeine Wahlrecht denken wie ich?

Dürfen dieſe ungebildeten geſetzgeberiſchen Klaſſen ver-

Digitized by Google

hindert werden, sich von diesen Materien zu unterrichten, um diesen gesetzgeberischen Gebrauch von ihrem Wahlrecht zu machen? Erinnern Sie sich noch jenes Seufzers des Ministeriums Manteuffel, daß die öffentliche Meinung für diese unabweisbare Reform, für diese vom Staat seit 1847 als unabweisbar erkannte Reform noch nicht hinlänglich vorbereitet sei? Erinnern Sie sich, wie die Königliche Botschaft selbst constatirt, sie könne nichts thun, ehe eine solche öffentliche Meinung erzeugt sei? Wo soll sie erzeugt werden? Bei den höheren Ständen der Gesellschaft, die selbst der Königlichen Botschaft gegenüber taub blieben? Oder bei den unteren Ständen, deren eigenes dringendes Interesse hier im Spiel ist, welche aufgeopfert werden jener öffentlichen Meinung, und die in ihren Versammlungen und ihrem Wahlrecht legale Mittel haben, eine andere öffentliche Meinung herbeizuführen?

Das alles hat der erste Richter in seinem Motiv von dem nicht auf „der Höhe der Bildung stehenden" Publikum einfach übersehen. Er ist einfach mit seinem Bewußtsein in die Zeit des Absolutismus zurückgefallen, wo das ungebildete Volk, die misera plebs contribuens, durch solche Belehrung über die Natur der Steuereinrichtungen oder anderer Gesetze, auf die sie einzuwirken kein gesetzliches Mittel hatte, allerdings nur unnütz aufgeregt werden konnte.

Daß ein Richter in seinem Bewußtsein in den Absolutismus zurückfällt, unter dem er groß geworden und erzogen ist, ist sehr natürlich und würde an und für sich ein geringes Unglück sein.

Aber die Sache hat ernsthaftere Folgen.

Ein richterliches Urtheil ist ein Ding, welches durch die öffentliche Gewalt, durch Polizei und Militär vollstreckt wird.

Jedes richterliche Urtheil ist somit eine Gewalt anwendende Handlung, ein Act der Gewalt, und soll dies sein.

Indem nun dies richterliche Urtheil mich, und nicht mich allein, sondern eben so alle, die in gleicher Lage und von gleichem Willen wären, gewaltsam abhält und uns verbietet, die unteren Klassen über jene Gesetzgebungsmaterien zu unterrichten, verhindert es durch eine gewaltsame Handlung das Volk, sein verfassungsmäßiges Gesetzgebungs- und Wahlrecht cum cognitione causae auszuüben. Und es entsteht somit die Frage — oder vielmehr, es würde, wenn heut die herbe Consequenz rö-

Digitized by Google

mischer Juristen herrschte, kaum die Frage sein — ob hier nicht ein gewaltsames Vorgehen gegen die Verfassung des Staates vorliegt!

Ich habe Ihnen gezeigt, meine Herren, und durch die Staatsschriften des Ministeriums Manteuffel, durch die eigenen Motive der Königlichen Botschaften belegt, wie vollkommen legal und erlaubt, ja wie im höchsten Grade verdienstlich und staatsmännisch es wäre, eine friedliche auf die öffentliche Ueberzeugung gerichtete Agitation für die möglichste Aufhebung der indirecten Steuern zu machen.

Habe ich aber selbst auch dies nur gethan? Auch das nicht einmal! Ich that es nicht, nicht deshalb, weil ich nicht eine Umwandlung der indirecten Steuern in directe lebhaft wünschte, sondern deshalb, weil ich mich auf diese Dinge zu gut verstehe, um nicht zu wissen, daß jede durchgreifende Steuerreform vollkommen unmöglich ist, so lange nicht Maßregeln anderer Art vorhergehen, insbesondere so lange nicht aus dem allgemeinen Wahlrecht hervorgegangene gesetzgebende Körper existiren.

Und die vorhin nachgewiesene Thatsache, daß die K. Staatsregierung selbst eingesteht, seit 1847 sogar den ersten Schritt auf der Bahn der erforderlichen Steuerreform trotz aller Anstrengungen vergeblich zu erstreben, wird Ihnen dargethan haben, wie gegründet diese Ueberzeugung ist.

Was ich somit wirklich mit meinem Vortrag bezweckte, war zunächst der rein wissenschaftliche und theoretische Zweck, die arbeitenden Klassen zum Verständniß ihrer Zeit zu bringen.

Ein geistvoller Freund sagte mir später: Sie hätten Ihren Vortrag betiteln sollen: „Der Arbeiterstand und der Stand der Arbeiter in der Geschichte.“ In der That, in diesem epigrammatischen Titel liegt ganz und gar der Grundgedanke meines Vortrags ausgesprochen. Ich war — die Initiative dazu war nicht einmal von mir ausgegangen — aufgefordert worden, einen Vortrag zu halten in einem Arbeiterverein. Worüber sollte ich ihnen lesen? Etwa, wie viel Ballen Baumwolle jährlich von Amerika nach England gehen und ähnliche Dinge, die man am andern Tage vergessen hat? Ich sagte mir: Du wirst in einer Weise, in welcher nur die höchste wissenschaftliche Energie dessen fähig ist, die gesammte reiche Geschichte der modernen Nationen in der Einfachheit ihres inneren Gesetzes darstellen, die inneren Entwicklungsfäden dieser Geschichte bloßlegen und

Digitized by Google

die müden Seelen der Gedrückten mit der Ermuthigung und dem Troste durchdringen, daß ihre Sache vorwärts rückt, wenn auch langsam und unmerklich, so doch unablässig und unaufhörlich.

Und diesen Trost und diese Ermuthigung nennt der Staatsanwalt: Haß und Verachtung!

Wenn mein Vortrag einen hierüber hinausgehenden praktischen Zweck hatte, so war es der, die theoretische Grundlage zu liefern für eine gesetzliche und friedliche Agitation zu Gunsten des allgemeinen Wahlrechts.

Dieser Zweck liegt ganz und gar in dem Satze ausgesprochen, mit welchem ich p. 29 meines Vortrags meine gelegentliche Erörterung der Steuermaterie schließe: „Bemerken Sie zugleich, meine Herren, den eigenthümlichen Widerspruch und die eigenthümliche Gerechtigkeit des Verfahrens, die gesammten Staatshaushaltsbedürfnisse den indirecten Steuern und somit dem armen Volke aufzubürden, zum Maßstab aber und zur Bedingung des Wahlrechts und somit des politischen Herrschaftsrechts die directen Steuern zu machen, welche zu dem Gesammtbedürfniß des Staats von 108 Millionen nur den verschwindend kleinen Beitrag von 12 Millionen liefern!“

Dieser Zweck liegt ganz und gar in den eigenen Worten des Staatsanwalts ausgesprochen, welcher (p. 17 des stenogr. Berichts) ausrief: „Der Angeklagte übersieht, daß die Lasten des Staatslebens in der That sehr ungleichmäßig vertheilt sind und diese Lasten entsprechende Rechte zur Folge haben müssen.“

An diese eigene Rechtsthese des Staatsanwalts klammere ich mich an, an ihr halte ich fest, aus ihr ist auch mein Vortrag hervorgegangen!

Wenn es wahr ist, daß die Lasten entsprechende Rechte zur Folge haben müssen, und wenn es andererseits wahr ist, wie die K. Staatsregierung selbst erklärt, daß sogar bei der directen Steuer die ärmeren Klassen unendlich mehr beitragen als die wohlhabenden und daß dies bei der indirecten Steuer, welche die ärmeren Klassen noch viel härter treffe, also noch in einem unendlich höheren Grade der Fall sei — wenn dies wahr ist, warum üben dann dennoch die ärmeren Klassen nur $^1/_3$ des Stimmrechts, während sie 5, 6, 10 und 20 Mal so viel — und mehr — als die Wohlhabenden steuern?

Digitized by Google

Wo bleibt hier die Gerechtigkeit? Und warum sollte es ein Verbrechen sein, die öffentliche Meinung für die Abänderung eines so ungerechten, durch die Worte der K. Staatsregierung, ja sogar durch die eigenen Worte des Staatsanwaltes selbst verurtheilten Verhältnisses gewinnen zu wollen?

Von zwei Dingen Eins, meine Herren!

Entweder der reine Absolutismus — oder das allgemeine Wahlrecht! Ueber diese beiden Dinge kann man bei verschiedenen Ansichten streiten, aber was zwischen ihnen liegt, ist jedenfalls unmöglich, unfolgerichtig und unlogisch.

Der absolute Eine, durch seine Lage allen Klassengegensätzen entrückt und weit über die Gesellschaft und alle gesellschaftlichen Interessen gestellt, konnte wenigstens möglicherweise dem allgemeinen Interesse, dem Interesse der unendlichen Mehrheit sich widmen. Ob und inwieweit er es that, hing von dem Zufall persönlicher Einsicht, Begabung und Charakterrichtung ab. Er konnte es wenigstens thun und war durch seine Stellung daran erinnert, es zu sollen. Und so war denn in der That die Devise des alten Absolutismus und seiner guten Zeit: Nichts durch das Volk, Alles für das Volk.

Diese Zeit ist vorüber. Es ist die Zeit des Constitutionalismus eingetreten, d. h. die Zeit, in welcher die Gesellschaft, sich für mündig haltend, selbst die Entscheidung über ihre Interessen in die Hand nehmen will.

Von diesem Augenblick an ist es eine logische Unmöglichkeit, ein handgreiflicher Widerspruch, eine brennende Ungerechtigkeit, diese Entscheidung in die Hand der Minorität, in die Hand der wohlhabenden Klassen der Gesellschaft zu legen. Diese nicht über die gesellschaftlichen Interessen hinausgestellten, diese vielmehr gerade in dem Kreuzfeuer dieser Interessen stehenden und in ihrer ganzen Lage durch sie bedingten Klassen können gar nicht anders, als jene Gewalt der Entscheidung in ihrem gesellschaftlichen Interesse anwenden und somit das allgemeine Interesse, das Interesse der unendlichen Mehrheit der unteren Stände, ihrem Eigeninteresse aufopfern, wie ich Ihnen ein kleines Beispiel davon an dem Schicksal des Manteuffelschen Gesetzvorschlages geliefert habe. So wie also der Grundsatz der gesellschaftlichen Selbstregierung eingetreten ist, ist es die schreiendste Ungerechtigkeit, ist es eine logische Unmöglichkeit, diese Gewalt der Entscheidung durch ein Klassenwahlgesetz in die

Digitized by Google

Hand besonderer Klassen statt in die Hand des gesammten Volkes zu legen! Sie als ein bevorzugtes Recht in die Hand gerade derjenigen Klassen zu legen, welche, um wieder auf die eigene These des Staatsanwaltes zu verweisen, den unendlich geringeren Theil zu den Lasten des Staates beitragen.

Es handelt sich darum die öffentliche Meinung über diese Ungerechtigkeit und diese Unmöglichkeit aufzuklären, sie zur allgemeinen Ueberzeugung zu erheben und selbst die widerstrebenden Gemüther mit ihr zu durchdringen. Es handelt sich darum hierdurch die Grundlage zur friedlichen Beseitigung einer Einrichtung zu legen, die gerade, wenn sie fortdauerte, auf die Länge der Zeit Klassenhaß erzeugen müßte.

Es handelt sich darum, vor allem gerade die Bourgeoisie selbst zu überzeugen, daß sie nur zu wählen hat zwischen dem reinen Absolutismus und dem allgemeinen Wahlrecht, daß alles, was dazwischen liegt von dem ehernen Gang der Geschichte zertreten werden muß und daß, wenn sie wirklich auf den Constitutionalismus hält, sie denselben nur retten kann, indem sie ihm das allgemeine Wahlrecht zur Gründlage giebt und diesen Ruf zu ihrem eigenen und aufrichtigen mot d'ordre erhebt.

Ich will der Bourgeoisie das Schicksal ersparen, welches sie in Frankreich unter die Füße Napoleon's getreten hat — und diesen Appell an die öffentliche Vernunft und das öffentliche Gewissen nennt der Staatsanwalt Anreizung zu Haß und Verachtung!

Noch auf zwei Punkte habe ich zu antworten.

Ich hatte in meiner Rede im ersten Theile derselben bei Betrachtung des Mittelalters erwähnt, daß schon im Jahre 1672 auf dem deutschen Reichstag, schon im Jahre 1614 auf den französischen états généraux, die Aufhebung der Zünfte verlangt worden sei. Ich hatte erwähnt, daß im Jahre 1776 der reformirende Minister Turgot in Frankreich die Zünfte aufhebt, der König aber durch das Geschrei der privilegirten Klassen gezwungen wird, wenige Monate darauf sein eigenes Edict zu widerrufen, und daß endlich durch den Bastillesturm in einem Tage erwirkt wurde, was in Deutschland und Frankreich seit fast zwei Jahrhunderten vergeblich erstrebt worden war.

Ich hatte hieran folgende vollkommen objective und historische Betrachtung geknüpft: „Sie ersehen daraus, meine Herren, daß, welche große Vortheile auch dem Reformiren auf

Digitized by Google

legalem Wege zukommen, dieser doch wieder bei allen wichtigeren Punkten den einen großen Nachtheil hat, von einer sich über ganze Jahrhunderte hin erstreckenden Ohnmacht zu sein, und andrerseits daß der revolutionäre Weg, mit wie unleugbaren Nachtheilen er auch verbunden ist, dafür den einen Vortheil hat, schnell und energisch zu einem praktischen Ziele zu führen."

Und in dieser streng objectiven und historischen, die Vortheile und Nachtheile von Revolutionen gleichmäßig constatirenden, bei der geschichtlichen Darstellung der mittelalterlichen Periode gemachten Betrachtung erblickt der erste Richter einen Grund zur Verurtheilung, indem er nämlich annimmt, daß ich folglich den revolutionären Weg dem legalen vorziehe und daß ich folglich wohl auch über die jetzige Geschichtsperiode und die in ihr zu erlangenden Ziele eben so denken und also auf dem Grunde meiner Seele den Gedanken tragen müsse, daß die arbeitenden Klassen jetzt eben so handeln möchten! — Kaum habe ich meinen Augen getraut, als ich diesen Grund der Verurtheilung in dem Urtheil fand!

Abgesehen davon, daß selbst wenn man auf diese Schlußfolgerung eingehen wollte, dann nur eine Anklage auf Aufforderung zur Revolution gegen die Staatsgewalt, nicht aber auf Anreizung zu Haß und Verachtung gegen die Staatsangehörigen möglich wäre — sieht der erste Richter nicht, daß diese Verurtheilung auf Schlußfolgerungen die flagranteste Ueberschreitung aller Rechtsgrundsätze darstellt?

Diese Schlußfolgerungen sind durchaus schief und fehlgehend. Es sind Paralogismen, deren Unrichtigkeit ich Ihnen in meiner Appellationsrechtfertigungsschrift eben so kurz als scharf nachgewiesen habe.

Aber wenn diese Schlüsse auch eben so richtig wären, als sie schief sind, — sieht denn der erste Richter nicht, daß er gar kein Recht hat, solche Schlußfolgerungen anzustellen? daß er sich lediglich an meine ausgesprochenen Worte halten und nicht darüber hinaus in das heilige Asyl meiner inneren Denkfreiheit einbrechen darf? daß er nicht das geringste Recht hat, meine unausgesprochenen Ansichten, selbst wenn er aus dem Ausgesprochenen schließen könnte, daß sie auf dem Grunde meiner Seele vorhanden sein müssen, vor das Forum des Strafrechts zu ziehen?

Mein Erstaunen hierüber ist maßlos gewesen, denn das Urtheil stellt hierin eine Verletzung aller heiligsten Grundsätze

Digitized by Google

des Rechtes dar, eine Verletzung — so schreiend, daß sie selbst noch in den Zeiten höchster Rechtlosigkeit in diesem Grade ohne Beispiel dasteht.

Wissen Sie, meine Herren, welchen Fall die conservativen Geschichtschreiber als den ärgsten Greuel wilder Rechtslosigkeit anführen, welchen die Schreckenstribunale der französischen Revolution auf sich geladen haben? Es ist der Fall einer Verurtheilung, die deshalb erging, weil der Angeklagte überführt war die Arie gesungen zu haben: O Richard, mon roi! „O Richard, mein König!"

Nun wohl! Ich werde verurtheilt, weil der Richter nicht einmal auf meinen Lippen, nein, weil er auf dem Grunde meiner Seele die Melodie gefunden zu haben glaubt: O Révolution, ma reine! „O Revolution, meine Königin!"

Wollen uns die Tribunale wirklich auf den Weg französischer Entwickelung hinzwängen? Sollen wir uns gegenseitig abschlachten um unserer Ansichten willen? Findet der Appell an den germanischen Rechtssinn kein Echo mehr in der Brust unserer Richter? Ist er ausgestorben unter uns? Haben wir den Sinn für das Recht des Individuums, dessen die deutsche Nation sich rühmt, seit sie existirt, uns wirklich schon gänzlich abgearbeitet und abgerieben im historischen Proceß? Sind wir wirklich schon so weit romanisirt, uns um unserer Ansichten willen als Verbrecher zu verfolgen?

Ich werde Ihnen nicht verhehlen, meine Herren, daß unsere Ansichten gar weit aus einander liegen mögen. Ich wünsche gewiß Vieles, was Sie nicht wünschen mögen, und wünsche Vieles nicht, was Sie wünschen.

Aber was hat das mit der Sphäre unseres Rechtes zu thun?

Mehr noch als das, was wir wünschen, trennt uns das, was wir glauben.

Sie glauben an keine Revolution, meine Herren. Mich — ja, mich haben meine Studien dahin gebracht, an eine Revolution zu glauben.

Ich habe mich schon in meiner Vertheidigungsrede erster Instanz darüber ausgesprochen, welches die wissenschaftliche Bedeutung des Wortes Revolution ist, in welcher ich dieses Wort stets fasse.

Diese Bedeutung ist keine andere, als die, daß ein neues

Digitized by Google

Princip an die Stelle eines bestehenden Zustandes gesetzt wird, gleichviel ob mit oder ohne Gewalt.

In diesem Sinne kann ich sagen, daß ich jedenfalls von dem künftigen Eintreten einer Revolution überzeugt bin.

Sie wird entweder eintreten in voller Gesetzlichkeit und mit allen Segnungen des Friedens, wenn man die Weisheit hat, sich zu ihrer Einführung zu entschließen bei Zeiten und von oben herab — oder aber sie wird innerhalb irgend eines Zeitraumes hereinbrechen unter allen Convulsionen der Gewalt, mit wild wehendem Lockenhaar, erzne Sandalen an ihren Sohlen!

In der einen oder andern Weise wird sie kommen, jedenfalls, und wenn ich, mich dem Tageslärm verschließend, in die Geschichte mich vertiefe, so höre ich ihr Schreiten.

Aber sehen Sie denn nicht, daß trotz dieser Verschiedenheit dessen, was wir glauben, unsere Bestrebungen Hand in Hand gehen?

Sie glauben nicht an die Revolution, und wollen sie daher verhindern. Wohl! Thun Sie, was Ihres Amtes ist. Ich — glaube an die Revolution, und weil ich an sie glaube, will ich sie, nicht herbeiführen — ich habe es Ihnen bereits in meiner Urtheilskritik erklärt, daß nach meiner ganzen Geschichtsanschauung die Anstrengungen eines Tribuns nothwendig so ohnmächtig dazu sind, wie der Athem meines Mundes den Sturm auf dem Meere zu entfesseln — sondern für den Fall, daß sie kommt und von unten kommt, will ich sie im Voraus humanisiren, civilisiren!

Und das werde ich Ihnen beweisen gerade an dem letzten Beleg der Anklage, den man gegen mich geltend macht.

Ich habe, wirft mir die Anklage vor, auf die höhere Selbstsucht und also Unsittlichkeit der höheren Stände hingewiesen.

Ich sehe hier ganz davon ab, daß schon Fichte, schon Rousseau, schon das Evangelium dasselbe gelehrt haben.

Aber ich frage zunächst: in welchem Zusammenhange komme ich auf dieses Thema? In folgendem:

„Vielleicht kann — sage ich daselbst — der Gedanke, das Princip der untersten Klassen der Gesellschaft zum herrschenden Princip des Staates und der Gesellschaft zu machen, als ein sehr gefährlicher und unsittlicher erscheinen, als ein solcher, der Sittigung und Bildung dem Untergange in ein „„modernes Barbarenthum““ auszusetzen droht.“ Aber jene

Digitized by Google

Furcht, fahre ich fort, sei nur ein Vorurtheil und es ließe sich im Gegentheil nachweisen, daß dieser Gedanke den höchsten Fortschritt und Triumph der Sittlichkeit darstellen würde, den die Weltgeschichte bis heute kenne. Jene Furcht sei nur ein Vorurtheil und zwar das Vorurtheil der heutigen noch vom Privilegium beherrschten Zeit. Schon habe es eine Zeit gegeben, in welcher sogar das entgegengesetzte Vorurtheil gegolten habe, die Zeit der französischen Republik von 1793.

Sie sehen also, daß ich überhaupt schon nur deshalb auf jenes Thema komme, um meine Ansicht von der Bestimmung, welcher unsere weltgeschichtliche Periode zueilt, gegen den für Viele sehr naheliegenden, obwohl nur sehr scheinbaren Vorwurf der Barbarei und Rohheit zu rechtfertigen.

Schon dieser Zusammenhang, schon diese Absicht nimmt dem, was ich nun über den Zustand der Sittlichkeit in den verschiedenen Klassen der Gesellschaft sage, jeden aggressiven Charakter, jeden animus der Provocation und Aufreizung. Es ist eben nur gesagt, um die wissenschaftliche Entwickelung der Bedeutung unserer Geschichtsperiode durchzuführen und gegen irrige Einwürfe zu befestigen. Das aber muß doch mindestens die Bedeutung des Art. 20 der Verfassung: „die Wissenschaft und ihre Lehre ist frei" sein, daß es der Wissenschaft zustehe, Alles zu sagen, was zur Ausführung und Durchführung ihrer Thesen erforderlich ist, daß es nichts objectiv Verbotenes, nichts culpabel Strafbares für sie gebe, nichts gebe, was sie nicht zu ihrem wissenschaftlichen Endzweck darthun und nachweisen dürfe.

Inzwischen, hierauf wollte ich nur beiläufig aufmerksam machen. Der Nachweis, den ich Ihnen hier zu führen versprochen habe, ist ein anderer.

In welchem Sinne behandle ich nun jenes Thema von der, wie Fichte sagt, mit dem steigenden Stande steigenden Unsittlichkeit, und in welchem Sinne beleuchte ich das entgegengesetzte Vorurtheil des Sanscülottismus?

Ich sage wörtlich: „Damals steigerte sich das entgegengesetzte Dogma sogar so weit, daß fast Jeder, der einen ganzen Rock hatte, eben dadurch verderbt und verdächtig erschien, und Tugend, Reinheit und patriotische Sittlichkeit nur solchen inne zu wohnen schien, die keinen guten Rock besaßen. Es war die Periode des Sanscülottismus. Diese Anschauung, meine Herren, hat in der That zu ihrer Grundlage eine Wahrheit, die

Digitized by Google

aber in unwahrer und verkehrter Form auftritt. Nun giebt es aber gar nichts Gefährlicheres als eine Wahrheit, die in unwahrer, verkehrter Form auftritt. Denn wie man sich zu ihr verhalte, wird man gleich schlecht fahren. Adoptirt man jene Wahrheit in ihrer unwahren, verkehrten Form, so wird dies zu gewissen Zeiten die schädlichsten Verwüstungen anrichten, wie dies im Sanscülottismus der Fall war."

Ich spreche mich also ausdrücklich gegen die sanscülottische Auffassung dieses Grundsatzes aus, ich beschuldige ihn der Unwahrheit und Verkehrtheit, ich erkläre, daß er die schädlichsten Verwüstungen angerichtet habe und sie zu gewissen Zeiten auch bei uns würde anrichten müssen, wenn man nicht im Voraus das Volk von seiner Unwahrheit und Verkehrtheit überzeuge, was aber eben nur dadurch geschehen könne, daß man den relativ wahren Inhalt dieser unwahren Auffassung aufzeige.

Und ich zeige nun, daß die höhern privilegirten Stände nothwendig und ohne individuelle Verschuldung unsittlich sein müssen, weil sie das persönliche Interesse in einen nothwendigen Gegensatz zu der historischen Entwicklung, zu dem Idealismus der Culturentwicklung versetze, welchem sich hinzugeben die Quelle aller wahren Sittlichkeit ausmache. Wegen jenes Gegensatzes zu ihrem persönlichen Interesse könnten dies in den höheren Ständen nur solche, die sich ein für allemal durch einen großen Blick über ihr ganzes persönliches Dasein erhoben und hinweggesetzt haben, und das könnten natürlich nur wenig zahlreiche Ausnahmen sein. Dieser Gegensatz des persönlichen Interesses und der Culturentwicklung der Nation, der die höheren Stände nothwendig und ohne persönliche Verschuldung zu jener historischen Unsittlichkeit zwänge, fehle bei den unteren Klassen zu ihrem Glücke. Denn sie seien vielmehr in der glücklichen Lage, daß bei ihnen jene historische Sittlichkeit zusammenfalle mit ihrem persönlichen Interesse. Sie hätten es darum leicht, sittlich zu sein. Zwar sei auch noch bei ihnen genug Selbstsucht vorhanden, aber bei ihnen sei das, im Gegensatz zu den höheren Ständen, der Fehler der Einzelnen, nicht, wie bei jenen, das nothwendige Produkt ihrer Klassenlage.

Was also sage ich durch diese Entwicklung zu den Arbeitern? Welche Lehre ertheile ich ihnen?

Digitized by Google

Kennen Sie den inneren Zusammenhang der französischen Revolutionsgeschichte, meine Herren? Ich kenne ihn bis in seine inwendigste Fiber!

Welches war der Ursprung der französischen terreur?

Nous battons de la monnaie sur la place de grève, „wir schlagen Münze auf dem Greveplatz (dem Hinrichtungsplatz)," sagte Barrère. Im Namen der „vertu", im Namen der republikanischen Tugend köpfte Robespierre die Reichen, weil sie die patriotische Liebe zur Gleichheit nicht theilten, was nach ihm ein persönliches Verbrechen war. Man verstand nichts an dem objectiven Chemismus der gesellschaftlichen Einrichtungen zu ändern, man verstand nichts an der objectiven Ungleichheit in der materiellen Lage zu bessern, man erkannte dieselbe vielmehr im Princip als ein Dogma an, und zur Wuth getrieben durch den Widerspruch, daß man an einer Lage der Dinge nichts zu ändern vermochte, welche nothwendig und naturgemäß in den Personen eine ihnen entsprechende Gesinnung erzeugen mußte, warf man die Schuld auf die Personen und köpfte die Reichen im Namen der Tugend!

Gewarnt durch diese verhängnißvollen Vorgänge und mir wohlbewußt, wie nahe diese unselige Verwechslung den ärmeren Klassen liegen kann, ruft mein Vortrag indirect den Arbeitern zu: sollten je Ereignisse eintreten, die Euch die Macht in die Hand geben, nun so haltet Euch an die Dinge, sucht da vernünftig zu bessern und ihre chemischen Functionen zu ändern, aber lasset die Personen aus dem Spiel! Jene Unsittlichkeit, jene mangelnde patriotische „vertu", sie ist nicht die Schuld der Personen, sondern der nothwendige Ausdruck ihrer Klassenlage. Ihr wäret nicht ein Haar besser, wenn Ihr in jener Lage wäret.

Es ist dies eine Aufforderung zum Haß und zur Verachtung, genau so, wie z. B. die Aufforderung Christi: wer sich rein fühlt, werfe den ersten Stein auf die Ehebrecherin, eine Aufforderung zum Morde war!

Und während ich aus ganzer Seele den Arbeitern die Lehre einpräge, nicht die Personen anzuklagen, welche nur das unschuldige und willenlose Produkt ihrer Lage seien, werde ich — welch ironischster Gegensatz! — angeklagt zu Haß und Verachtung gegen diese Personen aufgereizt zu haben!

Eine letzte Einrede, meine Herren!

Wie war es möglich diese Anklage gegen mich nur anzu-

Digitized by Google

stellen, wie war es möglich die Absicht zu diesem Verbrechen, die doch ein unumgängliches Kriterium desselben bildet, bei mir vorauszusetzen?

Wie? Es hat sich Jemand in einem faustischen Trieb mit der zähesten, ernstesten Mühe durchgearbeitet von der Philosophie der Griechen und dem römischen Rechte durch die verschiedensten Fächer historischer Wissenschaft bis zur modernen Nationalökonomie und Statistik, und Sie könnten im Ernste glauben, er wolle diese ganze lange Bildung damit schließen, dem Proletarier eine Brandfackel in die Hand zu drücken?

Wie? Hat man so wenig Kenntniß und Einsicht in die sittigende, civilisirende Macht der Wissenschaft, daß man dies auch nur für möglich halten kann?

Sehen Sie denn nicht, daß Sie mit einer solchen Annahme nicht nur mir, sondern sich selbst und der gesammten Wissenschaft zu nahe treten würden?

Was ist denn zuletzt an der Wissenschaft, wenn sie nicht nothwendig eine ethische Richtung des Geistes erzeugte? Was an der Sittlichkeit, wenn sie nicht ein nothwendiger Ausfluß wahrer Wissenschaft wäre? Die ganze Cultur wäre nichts als Eine große Lüge und fortgefallen jedes Band, welches die civilisirte Welt im Innersten zusammenhält, wenn die Annahme, zu der man Ihnen räth, auch nur denkbar wäre!

Das also kann ich nicht wollen!

Was will ich also, wenn ich mich mit einer friedlichen Agitation an den Arbeiterstand wende und auf seine Ueberzeugung einzuwirken suche?

Ich fühle, daß es mir nothwendig ist, Ihnen mit zwei Worten darüber Auskunft zu geben. Ich habe schon in meiner Vertheidigungsrede erster Instanz darauf hingewiesen und seitdem anderwärts weiter darüber Zeugniß abgelegt. Ich will die freiwilligen Associationen der Arbeiter, aber ich will sie verbunden mit dem allgemeinen Wahlrecht, denn ich will sie und halte sie nur für möglich und wirksam unter der hülfreichen civilisatorischen Aegide des Staates!

Dem Staate schreibe ich die hohe gewaltige Aufgabe zu, die Keime des Menschlichen zu entwickeln, wie er dies, seit dem die Geschichte steht, gethan hat und für alle Ewigkeit thun wird, und als das Organ, das für Alle da ist, an

Digitized by Google

seiner schützenden Hand die menschliche Lage *Aller* herbeizuführen.

Diese Doctrin, meine Herren, ist keine Theorie der Zerstörung und der Barbarei, es ist im höchsten Grade eine *Staatsdoctrin*!

Sie, meine Herren, gehören ja nicht den Manchester-Männern an, jenen modernen Barbaren, welche den Staat hassen, nicht diesen oder jenen bestimmten Staat, nicht diese oder jene *Staatsform*, sondern *den Staat überhaupt*! und welche, wie sie das hin und wieder deutlich eingestanden, am liebsten allen Staat abschaffen, Justiz und Polizei an den Mindestfordernden verganten und den Krieg durch Actiengesellschaften betreiben lassen möchten, damit nirgends im ganzen All noch ein sittlicher Punkt sei, von welchem aus ihrer kapitalbewaffneten Ausbeutungssucht ein Widerstand geleistet werden könnte.

Wie breite Unterschiede Sie und mich auch von einander trennen, meine Herren, — dieser Auflösung alles Sittlichen gegenüber stehen wir Hand in Hand! Das uralte Vestafeuer aller Civilisation, den Staat, vertheidige ich *mit* Ihnen gegen jene modernen Barbaren!

Ich schließe. —

Ich habe — Sie werden mir das selbst bezeugen — eine Riesenanstrengung gemacht, um meine Freisprechung zu erlangen! Das Zeitopfer, welches mir meine Appellationsrechtfertigung und diese Vertheidigung auferlegte, überwiegt fast weit die Unbequemlichkeit, die mir eine viermonatliche Haft auferlegen würde.

Aber ich war es *Ihnen* schuldig, den Gegenstand vollständig aufzuklären, um Sie selbst vor einer Ungerechtigkeit ohne Gleichen zu bewahren!

Aber ich war es der Wissenschaft schuldig, ein großes Gebiet geistiger Thätigkeit zu schützen!

Aber ich war es dem Lande schuldig, zu sehen, ob ich noch vor demselben Kammergericht spreche, über welches sich aus Friedrich des Großen Zeit bis nach Frankreich das Sprüchwort verbreitet hat: il y a des juges à Berlin, es giebt *Richter* zu Berlin!

Wie Ihr Urtheil auch ausfalle, es wird ein denkwürdiges werden. Nicht mit dem gleichgültigen Lärm unserer Tagespresse bedrohe ich Sie. Aber die Wissenschaft — und ich bin einigermaßen berechtigt, in ihrem Namen zu sprechen — wird dieses Urtheil in die Annalen der Geschichte eintragen!

Druck von Otto Wigand in Leipzig.

Digitized by Google

Ueber

die wahren Ursachen

der

PARSONS LIBRARY
University of
MICHIGAN

Brodnoth und Theuerung

und die wahren Mittel dagegen

mit

besonderer Rücksicht auf Fabrikorte

und

die Stadt Erlangen insbesondere

von

Dr. Alexander Lips,

ausserordentlichem Professor der Philosophie zu Erlangen.

Erlangen,

bei Carl Heyder.

1817.

Digitized by Google

Nicht Allmosen, sondern Arbeit;

Nicht Brod, sondern Land!

Digitized by Google

1.

Theurung ist ein plözliches, unverhältnißmäßiges, in ausserordentlichen Ursachen liegendes Steigen des Preißes derjenigen Bedürfnisse des Lebens, die unter die ersten unentbehrlichsten desselben gezählt und eben deshalb in der Staatswirthschaft absolute Bedürfnisse, gewöhnlich Lebensmittel genannt werden, und unter diesen wiederum namentlich des Brods.

2.

Theurung in diesem Sinne ist eine abnorme, krankhafte, in einem wohlangebauten, nach den bessern Grundsätzen des rationellen Ackerbaus bewirthschafteten, und von den wohlthätigen Strahlen der Staats-Wirthschaft erleuchteten Lande kaum mögliche Erscheinung. Denn in einem solchen nach nationalökonomischen Grundsätzen regierten Staate ist es keineswegs dem Zufall und Accisesystem überlassen, Handel, Fabriken und Ackerbau zu leiten, sondern von der Vernunft selbst sind die Verhältnisse angeordnet, in welchem nicht nur überhaupt diese drei großen Quellen alles bürgerlichen Einkommens, sondern die einzelnen Zweige derselben, namentlich der Landwirthschaft, selbst wiederum zu einander stehen sollen, als des Forstgrunds zum Ackerland, des Ackerbaus zum Futterbau, des Futterbaus zur Viehzucht, und aller wiederum zur Bevölkerung, so daß eine Laune der Natur diese Ba-

Digitized by Google

sis des Staats so wenig zu erschüttern vermag, als Stürme die Fundamente eines Baues.

3.

So lange indeß die Staatskunst um den Zustand und die Verhältnisse des Bürgers und der bürgerlichen Produktionen sich noch nicht bekümmern kann, werden bald Lähmung des Handels, bald Stockung der Fabriken, bald Katastrophen im Güterwesen das Schicksal der Einzelnen, und Theurung, Geldmangel, oder irgend ein Leiden von Zeit zu Zeit die Geisel des geselligen Zustands seyn, bis endlich Noth und Elend erzwingen, oder die Fortschritte der Aufklärung der Einzelnen, oder der Kultur des Ganzen in den Begriffen von Krieg und Recht den Regierungen gestatten, ihre Aufmerksamkeit und ihre Blicke allein dem innern Zustand ihrer Völker zu schenken.

4.

Theurung als eine solche rein-zufällige, aus dem starr-abgekehrten Blick der Regierungen nach Aussen hervorgegangene blos empyrische Erscheinung kann nur auf 2 Wegen hervortretten, nemlich

1) auf natürlichen, wo ungünstige Witterung Miswachs und Mangel erzeugt;

2) auf künstlichen, wo ihr nicht wirklicher Mangel zu Grunde liegt, sondern soviel Metallreichthum entweder unter den Urproduzenten selbst vorhanden ist, daß diese bei der Einfachheit ihrer Lebensweise und der Lieblosigkeit ihrer Denkart sich eben nicht sehr gedrungen fühlen, mit dem Verkauf ihrer Vorräthe sich zu beeilen, sondern in einer Art allgemeiner stillschweigender Verabredung höhere Preiße erwarten; negativ oder passiv-künstliche Theurung; oder so viel Metallvorräthe unter den übrigen Ständen angehäuft sind, daß diese ihre feiernden

den baaren Summen auf den Ankauf von Getreide verwenden, die Concurrenz konzentriren und dadurch über den Markt gebieten, positiv oder activ- künstliche Theurung.

5.

Man belegt die eine wie die andere Ursache dieser künstlichen Theurung mit dem Namen Wucher, und verbindet mit dieser Benennung die Begriffe von Schändlichkeit und Immoralität; ob mit Recht, das ist höchst zweifelhaft. Denn

1) kennt nur die eine Hälfte der Nation, die Klasse der Konsumenten, diesen Namen, die der Produzenten hingegen gar nicht; und nicht einmal die ganze Klasse der Konsumenten kennt ihn; denn der Kaufmann, der auch Konsument ist, vermißt ihn ebenfalls in sich. Ihm ist Ankauf vom Getreide zum Zweck des Verkaufs Spekulation, wie iede andere Spekulation, und durchaus nichts Unerlaubtes. Einem Begriffe aus dem Gebiet der Moral aber, der sich nicht zur Allgemeinheit erheben kann, fehlt aller Grundcharakter des Moralischen, Universalität, und er bezeichnet weder etwas Moralisches noch Unmoralisches, sondern ist, wie so oft, ein auf der Grundschwäche des Menschen, der vi inertiae aufruhender, dunkler, ununtersuchter Gewohnheits- und mithin, wo nicht falscher, doch gänzlich unstatthafter Begriff.

2) nur die Bewohner eines Binnenlands, von ihren Gebürgen umgeben und dem Vorurtheil getäuscht, daß ihre paar Meilen Festlands die Welt seien, großen umfassenden Gedanken weniger hingegeben, haben diesen Begriff erfunden und mit Selbstsucht genährt; in Ländern, vom Ocean umflossen, in großen Han-

Handelsplätzen, besonders in Seestädten, ist er gar nicht vorhanden. Dort ist Getreide und Holz ein Gegenstand des Kaufs und Verkaufs, wie jeder andere, und man macht darin keinen Unterschied; gerade aber das ist die Ursache, daß Theurung, Getreidetheurung dort unbekannt ist, bekannt nur im Innern der Länder, wohin keine Wasserwege, keine Kanäle führen, und eine furchtbare Höhe der Preiße erforderlich ist, um die Achse des Lastwagens zu vergüten. Denn wo Getraide zu allen Zeiten ein Gegenstand des Handels ist, und nicht der alberne Begriff von Wucher der Spekulazion den Zutritt versagt, da wird regelmäßig (auch in wohlfeilen Zeiten, und nicht erst, wenn die Preiße steigen) gekauft und regelmäßig, d. h. wenn sich das aufgewandte Kapital kaufmannsmäßig verzinnßt, wieder verkauft, weil Kauf und Verkauf die Seele alles Handels ist. Steigen die Preiße fort, so wird fortgekauft und fortverkauft; der Kaufmann schafft, so lange etwas zu verdienen ist.

6.

Denn anders ist die Denkart des Kaufmanns, anders die des bloßen Wucherers; dieser kauft nur, wenn die Preiße steigen, die Gewinnsucht also mächtig gereizt ist; sein Gelddurst kennt keine Gränzen, weil nur sein eigenes Geld risquirt und die Natur des Handels ihm unbekannt ist. Die Maxime des Kaufmanns aber, der oft mit dem Vermögen seiner Freunde kauft, ist die: das Geld oft umzuwenden und bei mäßigem Gewinn sicher zu gehen, nicht aber dem Zufall seine Existenz anzuvertrauen.

7.

Ueberall, wo daher Getraide ein regelmäßiger Zweig des Handels ist, wird zu wohlfeiler Zeit eingе-

Digitized by Google

gekauft, und dadurch auf der einen Seite verhindert, daß der Getraidepreiß zu einer Tiefe herabsinke, der es unökonomistisch macht, Getraide zu bauen, und zum Anbau anderer Pflanzengattungen verleitet; auf der andern Seite aber bewürkt, daß in Mißjahren oder bei Nachfrage Vorräthe vorhanden sind, die beim Steigen losgeschlagen werden, also ein übermäßiges Anschwellen des Preißes verhindern, indem ein Abzug des Bedurfnisses statt findet. Auf diese Weise wird so durch den Kaufmann ein wohlthätiges Ebenmaaß und Gleichgewicht in den Preißen hergestellt und beständig erhalten, welches sowohl den Produzenten beim Anbau des Getraides bestehen, als den Bürger das Produkt genießen läßt.

8.

Die Regierung hat auf diese Weise das Mittel in der Hand, jeder Theurung künstlicher Art oder sogenannter Wuchertheurung vorzubeugen. Statt nemlich den Wucher zu verfolgen und den Ankauf von Getraid als ein durch die allgemeine Meinung geächtetes Gewerbe zu bezeichnen; soll sie vielmehr diesen Ankauf zu allen Zeiten heiligen, und unter den besondern Schutz der Gesetze stellen; soll sie den Getraidehandel als ein zu allen Zeiten erlaubtes, freies und ehrenvolles Gewerb erklären, und eben dadurch den auserordentlichen Aufkauf bei blos theurer Zeit, den wirklichen Wucher, verdrängen, indem sie aus dem Wucherer und blosen Geschäftler den soliden Kaufmann macht, der zu allen Zeiten Vorräthe in seinen Magazinen bildet, bei Wohlfeilheit wie bei Theurung. Das sind dann die wahren und einzigen Magazine der Nation, die es geben soll, die Magazine des Kaufmanns; diese sind es, welche sich bei der Noth öffnen, diese, die Magazine der Kaufleute in den Seehäfen der Ostsee,

des

des Mittelmeers und der Nordsee, welche auch unserer ietzigen Noth abhelfen.

9.

Von dem Augenblicke an, wo die Gesetze den Getraidhandel gegen die öffentliche Meinung schützen, kann die Regierung aller Getraide- und Nothspeicher entbehren, und indem sie einen neuen wohlthätigen Nahrungszweig schafft, zu gleicher Zeit so viele schätzbare Gebäude, die die Vorzeit der Besänftigung der Leidenschaften weihte, oder dem Troz der Stärke entgegenstellte, dem nun nur noch vom Gesez bewachten Eigenthum hingeben und so dem edelsten Zwecke bestimmen. Aber in allen Zweigen des menschlichen Wissens giebt es, so lange sie in der Wiege liegen, Phantome und Gespenster, die erst bei näherer Untersuchung zeigen, daß sie auf Täuschung beruhen; auch in der Staatswirthschaft, wo Wucher, Sperren, Mauthen und Accise so lange die Menschen äffen.

10.

Verbindet sich mit dieser Maasregel hinsichtlich des Urproduzenten auf der einen Seite, Verminderung des Finanzdrucks, dem der Bauer unverhältnißmäßig preis gegeben ist, und vermöge dessen er wieder drücken will, indem er die Schuld seiner Leiden im Allgemeinen auf die Menschheit schiebt und gelegenheitlich es ihr entgelten läßt; und auf der andern Seite eine bessere religiöse und moralische Erziehung, die sein Herz ausbildet, und allein Empfindung für fremdes Wohl und Weh, für Menschenwerth und Würde giebt; so ist weder von Seiten reicher Grundbesitzer noch spekulirender Privatpersonen ie künstliche Theurung zu befürchten. Die Vorräthe des großen Getraidhändler concuriren ihnen beständig und drücken die aufstrebenden Preise herab. Die Natur des Getraids selbst aber,

aber, das bei langen Aufbewahren dem Schwand, dem Geruch, dem Wurm- und Mäusefraß, ja selbst der Entwendung preis liegt, hindert jedes unkluge Aufsparen und beseitigt so jede Furcht vor einem Monopol der Kaufleute, die eben aus der Natur dieser Gattung von Produkten die Maxime nehmen, ihre Vorräthe bei erster günstiger Gelegenheit loszuschlagen und lieber neue anzukaufen.

II.

Freiheit, volle Freiheit des Getraidhandels, und statt Verfolgung vielmehr Schutz, Aufmunterung und Erschaffung des Getraidehandels als eignen Handelszweig auf dem Festlande heißt das große Mittel gegen künstliche Getraideheurung.

Diese Freiheit, das Zauberwort aller großen Erscheinungen, wird auch das Hauptmittel gegen natürliche Getraideheurung, bilden müssen, nur in andern Verbindungen und Modifikationen, weil ihre Ursachen andere sind. Diese Ursachen müssen wir zuerst aufdecken, wenn es gelingen soll, die wesentlichen Mittel aufzufinden.

12.

Die natürliche Theurung, d. h. derjenige hohe und unverhältnißmäßige Preiß des Getraides, der sich auf wirklichen Mangel gründet, kann zwei Ursachen haben *).

1) Mißwachs

*) Hagelschlag, Wetterschlag kann schon einem alten bewährten Sprüchwort zu Folge: Hagelschlag macht keine Theurung, nicht unter die Ursachen der Theurung gezählt werden, weil er in der Regel so partiell ist, daß er mit der Masse des sonst angebauten Landes in gar keinem Verhältniß steht, und einen solchen Land dan elek-

trischen

1) Mißwachs, und dieser Mißwachs kann wiederum aus zwei Ursachen entstehen;

a) durch Witterung, wenn Feuchtigkeit und Wärme, die beiden Hebel aller Vegetation, nicht verhältnißmäßig miteinander abwechseln und entweder durch allzugroße Hitze die Gefässe der Pflanzen verschrumpfen und austrocknen, oder durch allzugroße Feuchtigkeit, Nässe, indem zum Regen nicht die belebende Kraft der Sonne kömmt, Fäulniß eintritt, Unkrautstoff hervorgelokt, oder das Verwehen des Blüthenstaubs gehindert, oder wohl gar die ganze Bestellung und Ernte verspätet wird.

b) Durch Mangel an Kultur. Nicht bloß die Natur, auch der Mensch selbst erzeugt Mißwachs, indem er durch Trägheit, Unwissenheit in dem landwirthschaftlichen Gewerbe der Natur die Blößen giebt, ihre nachtheiligen Einflüsse recht stark zu äussern. Wäre die Natur allein die Mutter des Mißwachses, so würde ein trockues oder nasses Jahr allenthalben improduktiv seyn; allein dasselbe Naturjahr gießt auf einzelnen Theilen desselben Landes, da nemlich, wo sie selbst die Bedingungen eines vernünftigen Anbaues surrogirt, ihr ganzes Füllhorn aus, und sargt nur da, wo weder sie selbst noch der Mensch etwas gethan

trischen Stoff in der Atmosphäre voraussetzt, daß, indem er anderwärts in fruchtbare Erschütterung, Lockerung des Erdreichs und wohlthätigen Regen übergeht, sein Schade überschwenglich vergütet wird. Der daraus höchstens entstehenden Lokalnoth vorzubeugen haben Polizei und Finanz die schönen Mittel der Hagel-Assekuranz und der Staatsbeitragerläße.

gethan hat, den zufälligen Launen der Witterung zu begegnen.

13.

Bei einem auf vernünftigen, rationellen Grundsätzen des Ackerbaus beruhenden Anbau des Landes ist Mißwachs gar nicht möglich. Die Bedingungen dieses vernünftigen, rationellen Anbaus sind nemlich:

1) Mischung des Bodens, damit derselbe auch bei feuchter Witterung und immer bestellt werden kann, und weder das Uebermaaß von Thon theilen das Verschlucken der übermäßigen Feuchtigkeit hindere, noch bei trocknen Jahren das Mißverhältniß von Sand den Wirkungen der Hitze einen zu schädlichen Einfluß gestatte. Da, wo die Natur diese Mischung nicht bereits hergestellt hat, muß der Mensch durch Fleiß und Kunst sie bewirken und dem Thonboden Sand, dem Sandlande aber Thon bis zum glückchen Verhältniß zusetzen. Dieses Mischen, Abheben, Auffahren des Landes sollen die Beschäftigungen des Landmanns im Winter seyn.

2) Düngung, kräftige, starke, jährliche Düngung, damit, wenn die Elemente des Wachsthums, Wärme und Feuchtigkeit, in der Atmosphäre fehlen, die Pflanzen sie im Boden finden; denn Dünger entwickelt Wärme und Wasser wie iede Fäulniß. In einem wohlgedüngten Boden findet die Pflanze also nicht nur Nahrung, sondern, wegen der beständigen Gährung des Düngers auch Wärme, die den überflüssigen Regen verschluckt, und, wenn Hitze den ohne Düngung von Pflanzen entblößten oder kümmerlich besetzten Boden drücken würde, Schatten, den die vom Dünger erzeugten üppigen Ranken und Blätter der Vegetationstheile den Pflanzen

gegen

gegen die allzuheftigen Einwirkungen der Sonnenhitze gewähren. Aber, wie selten ist in Deutschland noch kräftige oder wohl gar jährliche Düngung? Statt den Dünger so stark aufzustreuen, daß die ganze Fläche des Bodens dicht davon bedeckt wäre, breitet man ihn nicht nur höchst sporadisch aus, sondern verlangt noch, daß, während selbst der Mensch täglich und die Pflanze wenigstens jährlich genießen will, die Pflanzen sich drei Jahre in diese kümmerliche Nahrung theilen sollen!

c) Reinheit; Reinheit des Bodens von fremden Stoffen, damit nur die dem Boden bestimmten und nicht fremde Pflanzen, Unkraut, erscheine, welches den eigentlichen beabsichtigten Pflanzen nicht bloß die Nahrung entzieht, sondern bei ungünstiger Witterung wuchert und sie wohl gar unterdrückt. Nur in reines Land säet der rationelle Wirth Getraide!

14.

Diese Reinheit des Bodens hängt aber ab:

a) von Reinheit des Saamens; wie wenig Aufmerksamkeit schenkt ihm aber der gemeine Landwirth*)!

b) Von Reinheit des Düngers, der gänzlich gefault, schwarz und speckartig seyn muß. Fast nirgends aber als etwa im Würtembergischen, der Schweiz versteht man die wahre Bereitung des Düngers; allenthalben sonst findet man bloße Strohhaufen, vermischt mit allen Arten von Unkrautsaamen der vorigen Erndte, den Abfällen des Futters, des Heus.

*) Nur von dem sogenannten Nürnberger Lande ist bekannt, daß im Winterabenden der Saame gelesen (gereinigt) wird, eine Landstrecke, in welcher überhaupt die Kultur der Vollkommenheit nahe ist!

Digitized by Google

Heus. Was Wunder, wenn mitten unter dem Rogken und Waizen auch eine Saat fremder Pflanzen erscheint!

c) Von tüchtiger, kräftiger, tiefer Bearbeitung und Behackung des Bodens mittelst des Fruchtwechsels und der Hackewirthschaft. Auch bei der sorgfältigsten Bereitung des Düngers, bei der größten Aufmerksamkeit auf Reinheit des Saamens bleibt der Boden doch nicht von allen Unkrautstoff frei. Denn das Unkraut hat, wenn auch nicht der Wind den Unkrautsaamen allenthalben immer wieder ausstreute, seine Fexer und Saamen im Boden. Gleich nach der Erndte, oder wenigstens vor Winters noch, muß daher nicht nur iedes Stoppelfeld umgepflügt und mehrmals vor der Saat, damit iede aufgelaufene Unkrautsaat vorher zerstört und zugleich auch der atmosphärische Einfluß auf den Boden begünstigt werde, wieder aufgepflügt, sondern es muß, um nicht alliährlich dasselbe Land mit Getraid zu bestellen, mit Früchten abgewechselt werden, Fruchtwechsel genannt, wodurch diese nicht nur an sich besser gedeihen, sondern auch bewürkt wird, daß das Land auch beim Stand der Pflanzen entweder durch Menschenhände oder eigene Instrumente behackt und von Unkraut gereinigt, so wie das sich anhäufende Wasser in dem lockern und tiefgepflugten Lande versinken und einer trocknern Zeit aufgespart werden kann.

15.

Endlich ist nicht bloß das Materielle, sondern auch die Form des Anbaus ein wichtiger Gegenstand des Rationalism im Ackerbau. Der rationelle Wirth pflügt sein Land nicht in hohe Furchen auf, damit es Kanäle bilde, in welchen entweder das Wasser sich anhäufe und die Seitenwände der Beete zu Grunde gehen oder die

die Luft durchziehe und es austracknet, überdieß aber ein Drittel des Raums durch die Menge Beete verlohren gehe, eine Pflugform, die höchstens in ganz tiefen unentwässerten Boden ihre Vorzüge haben mag; sondern er pflügt sein Land breit, tief und gartenmäßig, damit die Elemente die ganze Basis gleich berühren, und das Land die Eindrücke gleich aufnehme, damit er die Fläche gleichmäßig zum Getraide wie zum Klee und Futterbau benützen, und so sich den nöthigen Viehstappel zur Erzeugung des nöthigen Düngers verschaffen, die Sense wie die Sichel zu Erleichterung und Beschleunigung der Erndte anwenden, und endlich eine Menge Landes benutzen kann, das durch die Menge der Furchen gänzlich verlohren gehen würde.

16.

Dieß sind die wenigen großen Lehren des Ackerbaus, bei deren Befolgung auch eine ungünstige Witterung den Ertrag wenig alteriren kann. Wahrhaftig, der Landbau wäre das unseeligste aller Gewerbe, wenn der Mensch in ihm von Zufall der Natur abhienge und in seinen Grundsätzen es nicht eine feste Schuzwand selbst gegen die Elemente gäbe! Aber beim Mangel dieser Grundsätze muß freilich eine weniger günstige Witterung ihren schädlichen Einfluß doppelt äußern und Mißwachs nicht sowohl in Folge der Natur als in Folge des Mangels wahrer Kultur eintreten.

17.

Die zweite Ursache einer natürlichen Theurung, d. h. eines wirklichen Mangels an hinreichenden Getraid, kann aber auch in einem andern Umstande als Mißwachs liegen, nemlich

2) im Mißverhältniß des angebauten Bodens

zur

zur Bevölkerung eines Landes, also daß wirklich nicht hinreichend Getraid für die Consumzion produzirt wird; und diese Ursache scheint neben der allzugroßen Nässe des Jahrs, dem Mangel der Kultur, welcher in der Entziehung ihrer besten Hände mittelst der langjährigen Kriege und Conscriptionen einige Entschuldigung findet, allerdings stark zu der gegenwärtigen Theurung mitgewürkt zu haben, also daß nicht eine, sondern mehrere Ursachen zusammentrafen, sie hervorzubringen, selbst zufällige, wie z. B. daß die vielen das westliche Europa durchziehenden Heere alle Vorräthe aufzehrten und zwar Silber, aber kein Brod hinterließen, ohne welchen Umstand diese Erscheinung wohl einen weniger ängstlichen und immoralischen Charakter annehmen würde.

18.

Das Mißverhältniß der Größe des angebauten Landes zur Masse der Population in einem Theile von Europa vorhanden sey, ist unzweifelhaft. Man vergleiche nur die Riesenschritte der Bevölkerung mit den schneckenartigen Bewegungen des Anbaus. Während die Staaten ihre Bevölkerung durch alle Mittel der Staatskunst um Millionen vermehren, in ihnen die ganze Kraft ihrer Stärke suchend, während dieses Plus an Bevölkerung und die Genüsse eines immer größern Luxus täglich mehr Fabriken und Gewerbe erzeugen, denen der Ackerbau ihren großen Bedarf an Stoffen, ihre Handels- und Fabrikengewächse nur auf Kosten des Getraidebaus durch Entziehung der ihm bestimmten Fläche liefern kann, sehen wir kaum hier und da ein kleines Flekchen Land, eine kleine Waldparzelle umarbeiten, eine Hecke ausroden, eine trockne Wiese umbrechen! Während wir die Bevölkerung der Menschenmasse täglich in ihren natürlichen und künstlichen Progressionen fortschreiten se-

hen,

hen, und die glücklichen Wirkungen der Vaccine und vernünftigen einfachen Grundsätze der Heilkunde anpreißen, denken wir keineswegs daran, diese größere Menschenmasse zu beschäftigen, zu ernähren, oder doch wenigstens die Masse des urbaren Landes in gleichem Grade zu vermehren. Dieselbe Fläche Landes, die einst die Hälfte Menschen und einfachere Menschen nährte, kann doch jetzt die doppelte Menge mit ungleich größern Bedürfnissen nicht ernähren? Daher rührt es, daß die Getaidepreiße bereits schon vor dem Ausbruch der letzten großen Kriege, vor dem Jahr 1806., eine dauernde Höhe behaupteten, die nur der Krieg beim großen Bedürfniß von baar Geld und der Nothwendigkeit zu kargen, d. h. sich in das Vorhandene einzuthrilen, herabzudrücken vermochte; daher rührt es, daß die Getraidpreise ohne Dazwischenkunft gründlicher Mittel oder außerordentlicher Zeiterscheinungen wahrscheinlich auch in der Zukunft hoch stehen werden, weil die Masse des kultivirten Landes offenbar nicht mehr im Verhältniß mit der Masse der Bevölkerung und des Bedürfnisses zu stehen scheint und also wirklicher Mangel nicht nur des Getraides, sondern aller Naturprodukte, d. h. Theurung, bleibend werden muß.

19.

Nachdem so die wahren Ursachen der natürlichen Theurung aufgefunden sind, wird es nun nicht schwer seyn, auch die wahren Mittel dagegen anzugeben. Sie heißen:

1) erhöhte Kultur des Bodens, welche dem Mißwachs begegnet

2) vermehrter Anbau des Landes, welcher die vermehrten Bedürfnisse der größern Bevölkerung befriedigt.

20.

Digitized by Google

20.

Die Anwendung beider Mittel läßt sich indeß nur durch eine allgemeine Anordnung d. h. vom Staat erwarten, der durch die Bildung eines neuen eigenen Staatshaushaltungszweigs, das Ministerium der Staatswirthschaft, sich um die Bedürfnisse nicht nur des Staats, sondern auch des Volks, als Basis des Staats, bekümmert und somit auch die richtigen Verhältnisse des Landbaus in Beziehung auf die Bedürfnisse der Nation bestimmt, und theils durch Verbreitung besserer Kenntnisse im Landbau mittelst Erziehung, Aufklärung, Ackerbauschulen *), Wandergesetze ꝛc.; so wie durch Erschaffung einer Ackergesetzgebung **) selbst eine höhere Kultur entweder anregt oder erzwingt, theils durch sorgfältige Berücksichtigung der größern Bedürfnisse der Bevölkerung stets eine größere Masse rohen Landes in die Rotation des Anbaus bringt.

21.

Ein solches Ministerium der Staatswirthschaft, das erste Bedürfniß jeder Nation, das schöne Traumbild aller Menschenfreunde, ist indeß noch in keinem europäischen Staate vorhanden; überall und allenthalben ist es noch der Freiheit, d. h. dem Zufall und der Unwissenheit des Bauers überlassen, die Fragen, was, wieviel und wie es erbaut werden soll, diese das ganze Nationalbedürfniß entscheidende Fragen, zu lösen; auch wirken beide Mittel nur künftiger Noth entgegen, nicht momentaner. Dieser augenblicklichen Noth soll aber vorzüglich abgeholfen werden als dem dringendern, die Hy-

*) Ueber die Idee von Ackerbauschule von Dr. Lips. Erlangen 1809.

**) Die Ackergesetzgebung v. Dr. Lips; 1r Th. Nürnberg 1811.

Hyder des Moments soll zugleich beschwichtigt werden; und der Aufsuchung der wahren Mittel gegen den Augenblick gilt es noch vor der Beruhigung der Zukunft.

22.

Während wir in den Anordnungen der Staaten fast gar nichts bemerken, was sich auf Vorbeugung künftiger Noth bezieht, wie der Blick in die Ferne stets das Spätere ist, haben sie desto mehr für den Moment gethan. Die ganze Theurungspolizei bezieht sich auf den Augenblick, nicht auf die Zukunft; ihre Mittel sind also rein palliativ im Allgemeinen. Ein ächtes Mittel; welches den Charakter des Absoluten trägt, muß aber vor allen

1) gründlich, dauernd seyn d. h. den Zustand des Uebels für immer heben, nicht für den Moment.

2) es muß die Freiheit des Bürgers respektiren und sichern, also gerecht seyn.

3) aus der innern Fülle der Nation, der Gesundheit und Kraft des Staats selbst geschöpft, nicht vom Zufall oder von Außen entlehnt seyn; also in die Lebensassimilation des Ganzen eingreifen, etwas schaffen, produktiv seyn, damit die Vegetation desselben befördert, belebt, die Kräfte angeregt und das Uebel aus innerer Kraft des Körpers selbst geheilt werde. —

Ob die gewöhnlichen Mittel gegen augenblickliche Theurung diesen Kritterien aller ächten Mittel zum Zweck an sich tragen, das muß hier zuerst untersucht werden, um zu sehen, ob sie wirklich unzureichend, wie die Erfahrung zu beweisen scheint, unstatthaft aus philosophischen und naturphilosophischen Gründen, mithin neue an ihre Stelle zu setzen seyen. Wie heißen also die gewöhnlichen Mittel gegen Theurung?

23.

Digitized by Google

23.

Die gewöhnlichen Mittel gegen momentane Theurung sind

1) Verbot der Ausfuhr des Getraides oder Sperre; ihr Zweck ist, den vorhandenen Vorrath wenigstens im Lande zu behalten und nicht ins Ausland gehen zu lassen. Wird dieß Mittel in einem ackerbauenden Staate mit inquisitorischer Strenge gehandhabt, und zeitig angewandt, d. h. ehe noch Theurung im Lande vorhanden, dann mag es allerdings einiges wirken. Aber gewöhnlich kömmt es erst dann zur Sprache, wenn bereits die Gefahr, Mangel, vorhanden ist, und diesem hilft keine Sperre ab. Wo nichts ist, setzt auch eine Sperre nichts; sie verschließt uns vielmehr die innern wie die auswärtigen Schätze, indem sie Aufmerksamkeit erregt, und Furcht vor Mangel erweckt, wenn auch noch keiner vorhanden wäre; der Spekulation und dem Wucher einen sichern Fuß leiht, die Vorräthe zurückzuhalten; zu einem kostbaren, verderblichen Spionen- und Cordonsystem führt, das bei aller Strenge die Ausfuhr dennoch nicht zu hindern vermag, so wie endlich andere Staaten zu Repressalien reizt, durch deren Vorräthe wir vielleicht außerdem unserer Noth hätten abhelfen können. Was würde aus uns werden, wenn durch unsere Sperren aufmerksam gemacht, iezt auch Preußen, Rußland und Amerika sich Uns verschlössen? Auch ist das Verbot der Ausfuhr der bürgerlichen Freiheit entgegen; der Bürger muß gebieten können über die Produkte seines Fleißes; die Erde ist nur ein großer Markt, auf denen Menschen die Käufer sind; wo irgend etwas fehlt, d. h. wo am meisten dafür geboten wird, muß es auch hingebracht werden können; dieß macht, daß es nirgends

fehlt; daß es auch dort zum Ueberfluß wird, wie zu Hauße, also Nirgends Theurung statt findet. Aus allen diesen Gründen wird auch dieses sonst so gewöhnliche Mittel, das noch überdieß eben so lähmend auf die innere Produktion zurückwirkt, als Prämien auf die Ausfuhr sie beleben, fast nirgends mehr angewandt; vielmehr von allen in staatswirthschaftlicher Hinsicht nur einigermaßen aufgeklärten Staaten umgangen, und selbst von jedem denkenden Bürger für unzweckmäßig erklärt*).

24.

An die Stelle dieser Sperren ist daher allenthalben

a) Freiheit und Beförderung des Getraidehandels nach Innen und Aussen, Freiheit der Ausfuhr getretten, ja selbst Ermunterung, Belohnung derselben durch Ausfuhrprämien.

In England hat diese Maasregel allein schon einen solchen Anbau des Landes bewürkt, daß Getraidenoth und Theurung von dem Augenblick an seltner zu werden begann, als man sie anwandte. Deutschland hat sie nachgeahmt und dennoch hat sie Deutschland im gegenwärtigen Augenblicke nicht geholfen, weil, wenn einmal das hinreichende Bedürfniß nicht vorhanden ist, auch die Freiheit es nicht herbeizaubern kann; namentlich nicht mehr geholfen, als man die Idee verstümmelte und die freie Ausfuhr, wenn auch

*) Bis zur Evidenz und ad absurdum zurückgeführt, findet sich diese Maasregel in einer noch ungedruckten Abhandlung des Verfassers, die unter dem Titel: Freiheit oder Sperre, demnächst erscheinen wird in dem Werke: kleine staatswirthschaftliche Schriften, von Dr. Lips. Erlangen 1817.

Digitized by Google

auch nicht förmlich verbot, doch einem Verbot ähnlich durch Auflagen und Plakereien zu erschweren anfieng; als die öffentlichen zur Belebung des Verkehrs im Innern angeordneten Getraidemärkte, die lediglich zum Zweck haben können, den Käufer und Verkäufer zusammenzuführen wie alle Märkte, zu Zwangsanstalten wurden, wo allein verkauft und gekauft werden durfte, aus dem kein Wagen mehr zurückkehren konnte, ohne abgegeben zu haben oder am nächsten Markttage abzugeben. Ein Gesetz muß ganz beobachtet oder ganz verworfen werden; Mischungen entgegengesetzter Prinzipe vertragen sich noch weniger als reine Prinzipe mit der Menschheit. Die mindeste Verletzung des Prinzips der Freiheit schreckt ab; aber Freiheit, volle Freiheit macht entschlossen; denn frei, frei bei seinem Eigenthum, will wenigstens der Mensch seyn. Was Wunder, wenn sich die Zufuhren zu diesen Zwangsanstalten verminderten und man nun auf andere Mittel verfiel!

25.

3) Abgabe von Getraide aus den öffentlichen Speichern des Staats, die derselbe regelmäßig jährlich füllt, um bei sich zeigendem Mangel loszuschlagen und durch seine Konkurrenz die Preiße herabzudrücken, also Auffspeicherung des Güldt- und Zehnd-Getraids von Seite des Staats. „Hätten wir iezt, hört man, gefüllte, „mit den Vorräthen einiger Jahre angefüllete öf„fentliche Getraideböden, ließe man die Natural„abgaben nicht in Geld abführen, oder verkaufte „die Vorräthe nicht alljährlich, so würden wir „iezt nicht darben," ohne zu bedenken, daß, wenn diese Vorräthe vorm Jahre schon wären zurückgehal-

halten worden, eben auch vorm Jahre schon die Preiße um soviel höher gegangen seyn würden, als der Konsumzion schon damals entzogen ward. Dieß Aufspeichern des Getraids, welches für Unfälle allerdings sehr willkommen seyn möchte, hat indeß als Regel folgende besondere Nachtheile und muß deshalb umgangen werden:

a) Es ist lästig für den Pflichtigen, der leichter den laufenden Preiß dafür bezahlt, als oft einiger Metzen wegen mit Wagen und Zeug ins entfernte Amt fährt, Zeit und Kosten verschwendet, und häufig selbst der Unbilligkeit gieriger Unterbedienten preis liegt.

b) Es ist eben so unvortheilhaft für den Staat, der dafür Gebäude unterhalten, Diener besolden, und Mäuse und Insekten füttern soll.

26.

Aus diesen Gründen ist man in der Finanz mit Recht von den Naturalschüttungen zurückgekommen; denn um in 20 Jahren einmal Vorrath zu haben, kann man die Vorräthe von 19 Jahren nicht verderben lassen. Auch hat der Staat gar keine Verpflichtung über sich, für die Wohlfeilheit der Preiße zu sorgen; denn indem er den Consumenten zu Hülfe käme, würde er den Produzenten schaden, die beide gleiche Rechte haben. Er gebe Freiheit und Konkurrenz, so werden beide bestehen können, und überlasse es übrigens der Sorge der Bürger selbst, in wohlfeilen Jahren aufzusparen oder aufzuschütten. Die Speicher der Nation sind die besten Getraidekammern; der Handel, der Markt, die Produkzion und die Consumzion sind Sache des Volks.

27.

Digitized by Google

4) Rothspeicher, Natural-Contributionen und Lieferungen, Errichtung von ausserordentlichen Magazinen, aus dem Surplus des eigenen Bedarfs der Produzenten gebildet und mit einem hohen, iedoch nicht übermäßigen Preiße, Maximum, bezahlt. Diese Maasregel, die man in der Voraussetzung, daß Theurungen, troz ihrer Seltenheit, nicht natürliche, sondern künstliche und zwar negativ-künstliche Erscheinungen des menschlichen Herzens seyen, (was wenigstens zur Ehre desselben von der gegenwärtigen Theurung, wo über 100 Regentage in einem Jahre statt fanden, nicht angenommen werden kann, dennoch) iezt vorzüglich anpreißt, wäre in so fern, als der eine Theil der Nation nicht im Elend schmachten soll, während der andere im Ueberfluß schwelgt, und bei der Pflicht der Regierung, immer das Wohl des Ganzen im Auge zu behalten, allerdings populär, und würde sich schon aus dem Begriff von salus publica rechtfertigen lassen. Allein demohngeachtet bleibt diese Maasregel

1) unmoralisch; sie ist ein Zwangsmittel, das wie alle Maxima die menschliche Freiheit vernichtet; ein Eingriff des Staats ins Eigenthum, das bis jetzt noch allenthalben respektirt wurde; ist also an sich unthunlich, weil sie unmoralisch ist, der Staat aber durchaus und nie von der Basis der Moralität abweichen soll und darf, ohne seine ganze Haltung zu verliehren,

2) ungerecht; denn wer entschädigt den Bauer, wer nimmt sich seiner bei unverhältnißmäsig niedrigem Preiße, bei dem er in Vergleich seiner Abgaben und Lasten das Land nicht mehr bauen kann, an?

Ein

Ein momentan hoher Preiß war bis ietzt die Entschädigung des Produzenten für momentan sehr niedrige Preiße, und ihn nun zwingen, wohlfeiler zu verkaufen, als die Umstände wollen, würde auf der andern und zu anderer Zeit auch gleich nothwendig machen, die Konsumenten zu zwingen, theurer zu kaufen als die Umstände wollen. Endlich

3) unpolitisch und unklug. Denn wer bürgt uns denn dafür, daß die Theurung gerade ein Jahr und nicht länger daure? Gerade ein Jahr Mißwachs trägt den Keim zum nächsten und mehrern solchen Jahren in sich, sowohl weil schon einmal eine falsche Disposition in der Natur, als der ausgestreute Saame schwächlicher ist, bis alles allmählig sich wieder erholt und ausgleicht. Wie, wenn also aller Vorrath schon mathematisch berechnet und vertheilt ist, wenn selbst der Habsucht und dem Geiz nicht mehr gestattet blieb, Vorräthe aufzusparen, wo giebt es nun im nächsten Mißiahr selbst um hohe Preiße noch Getraid?

28.

4) Ankauf von Getraide im Ausland und Herbeischaffung desselben; diese Maasregel ist hinsichtlich gänzlichen Mangels allerdings wirksam, aber sie gewährt

1) hinsichtlich des Preißes oder der Theurung selbst wenig Linderung, indem bei der Entfernung dieser Länder, der Kostbarkeit der Landfracht, dem Volumen des Getraides, der schlechten mangelhaften Verbindung Deutschlands durch gute Strassen, geschweige durch Wasserwege, der Preiß gleich hoch kommt als in Deutschland selbst. Die schön-

sten

sten Flüsse im Innern dieses Landes, der Main, die Saale ꝛc. befinden sich hinsichtlich ihrer Beschiffung noch in allzugroßer Unvollkommenheit, und erst Noth und Elend, diese mächtigen Pressen der Menschheit, werden den Menschen auf die Vervollkommnung dieser wohlthätigen Naturstraßen führen müssen! Die Anwendung dieser Maasregel ist

2) auch bedenklich, indem dadurch einem Lande für ein so allgemeines, großes Bedürfniß eine allzubeträchtliche Masse baaren Geldes entgeht, und nothwendig auf Mangel von Brod ein Mangel von Geld folgen lassen muß, der alle übrigen Zweige des Handels lähmt und in den Kanälen der bürgerlichen Industrie fühlbare und bei weitem zu theuer erkaufte Stockungen hervorbringt, die Preiße der Güter herabdrückt, Meliorationen hindert, und so den Nationalreichthum auf die bedenklichste Weise schwächt. Ein so großer, plötzlicher, für immer verlohrner Abfluß von Numerär muß für alle Verhältnisse des Landes dieselben traurigen Folgen haben, die der Abzug der Millionen französischer Kontribution für Deutschland hatte; es also problematisch machen, ob durch Abhülfe einer momentanen Noth nicht ein dauerndes, vieljähriges und viel größerers Uebel geschaffen werde, dem nicht so schnell abzuhelfen ist, als es erzeugt wird. Lieber dem inländischen Produzenten 40 fl. für den Schäffel bezahlt, wenn wir es nur haben und bezahlen können, als dem Auswärtigen 30.; denn iener wendet es wieder an und das Zuvielbezahlte kommt der innern industriellen Produktion wieder zu Gute; bei diesem aber kehrt es nie wieder, sondern ist dem Lande für immer verlohren.

Digitized by Google

29.

Und haben können wir es im Lande, wenn wir es nur bezahlen; noch nie waren die Märkte leer; der Preiß muß nur die Furcht des Produzenten vor eigenem Mangel überwinden und den Wunsch desselben befriedigen, sich mit einemmale, weil nun das Mittel einmal gegeben ist, für so viele Jahre zu entschädigen. Ob wir es aber bezahlen können, das ist eine andere Frage!

30.

Bezahlen kann es der Kaufmann, der Staatsdiener, und überhaupt die höhern Stände, die ein reichlicheres Einkommen haben und deren Hauptausgabe der Artikel: Brod, nicht ist; bezahlen kann es ferner der wohlhabendere Bürger in den Städten; der Bauer braucht es nicht zu bezahlen, er baut es selbst; der Bewohner auf dem Lande überhaupt nicht, denn er ißt mit dem Bauer, dem beim Selbstbedarf der Preiß gleichgültig ist. Bezahlen aber kann es nicht: der ärmere Bürger; der Stadtbewohner, der gemeiner Tagewerker ist, der Mittelstand, die ärmere Volksklasse; diese allein, deren fast einziges Nahrungsmittel Brod und Bier sind, fühlt die Theurung des Getraides auf eine drückendere Weise, und für diese allein haben wir zu sorgen und sie in den Stand zu setzen, daß sie es auszuhalten vermag, dann hat alles Uebrige nichts auf sich. Wie sorgen wir nun dafür?

31.

Das gewöhnliche Mittel, der Noth der Armen bei Theurung abzuhelfen, überhaupt das gewöhnlichste aller Hülfsmittel bei Theurung, ist: Unterstützung durch reichliches Allmosen und Brodvertheilung, sowohl von Seiten des Staats als der Privaten, durch öffent-

Digitized by Google

öffentliche wie Privatvereine, ja selbst durch Gestattung des Bettelns. Es ist dieß dasjenige Mittel, welches wenigstens momentan hilft; der Hungrige, dem wir Brod oder Geld geben, verschwindet aus unserm Anblick, und dem menschlichen Herzen gereicht dieses Verfahren zur Ehre. Aber es ist dieß ohne allen Zweifel das zweideutigste, unzulänglichste und schlechteste von allen Mitteln. Giebt diese Unterstützungen der Staat, wie es billig ist, da er durch seine Einrichtungen die Armen schafft, so kann er, ohne sein Finanzwesen zu zerrütten, nicht viel geben. Giebt der Mitbürger, so wälzt dieß eine neue Last auf die ohnehin schon zum Springen angedehnte Börse der Bürger und schwächt so auch den, der sonst noch etwas hat, während er an dem Zustand dieser Armen ganz schuldlos ist, während der wahrhaft Bedürftige, der verschämte Arme, unberücksichtigt, und der ganz Arme hungrig bleibt. Denn was hilft dem Armen, mag es nun der Staat oder der Bürger geben, alle 3 Wochen, oder wenn auch alle 8 Tage, ein Pfund Brod oder ein paar Maas Kartoffel um den halben Preiß?

32.

Geht dieß Allmosengeben in offene Strassenbettelei über, welcher in Zeiten der Noth die Polizeibehörden absichtlich durch die Finger sehen, dann schneidet diese Maasregel, ausserdem daß Sie uns Menschenelend aufs widrigste beständig vorhält und Uns vor Uns selbst schämen läßt, noch überdieß tief in den Volkscharakter ein und stempelt Müssiggänger und Verbrecher. Denn nur zwei Handlungen wechseln im Strassenbettler ab, betteln und essen, und essen und wieder betteln. Alles sündigt nun auf den Drang der Zeit, und bettelt, wenn betteln eben so erlaubt als commod ist. Bettelei aber ist eine Krankheit des Staatskör-

Körpers schon im gesunden Zustande, sie kann also im ausserordentlichen nicht Tugend werden. Noth heiligt keinen gesezlosen Zustand. Betteln und Allmosengeben ist ein Freibrief zu allen Lastern, die beim Müssiggang beginnen und im Gefängniß enden.

33.

Was aber denn thun mit diesen Armen, wenn Unterstützungen unzulänglich und Allmosengeben unstatthaft ist? Sollen sie verhungern, soll man sie ausstoßen?

34.

Die Anzahl von wahrhaft Armen in einem wohlgeordneten Staate kann nur sehr geringe seyn; denn sie begreift nur diejenigen, welche durch Krüppelhaftigkeit, unheilbare Krankheiten und Alter unfähig sind, sich selbst zu ernähren, und für diese hat der fromme Sinn aller Zeiten durch Spitäler, Siechhäuser und Armenanstalten hinreichend gesorgt; alle Uebrigen, als Kinder, Knaben, erwachsene Personen, fallen der Produktion anheim. In einem wohlgeordneten Staate kann es gar keine sichtbaren Arme geben; denn ieder, der gesunde Arme hat, ist reich, und somit der Arbeit obligat. Nur für diese Armen hat also der Staat zu sorgen, und wie sorgt er für sie? Durch Arbeit!

35.

Arbeit, sagt Adam Smith, ist die Quelle, aus der der Mensch seine Bedürfnisse befriedigt. Wenn ein Volk Arbeit hat, so hat es alles, was zu seinem Daseyn gehört; denn Arbeit verschafft ihm entweder die Bedürfnisse, Produkte unmittelbar, oder mittelbar, indem sie ihm die Tauschmittel giebt, durch welche er die Bedürfnisse erlangen kann. Arbeit also ist die Quelle, aus der Alle ihre Bedürfnisse befriedigen.

36.

Digitized by Google

36.

Arbeit also, nicht Allmosen, nicht Unterstützung, nicht Naturalkontributionen, nicht Ankauf von Getraide im Auslande, nicht Sperren und Ausfuhrverbote, und zwar Arbeit, die entweder mittelbar durch hinreichenden Lohn uns unsere Bedürfnisse verschafft, oder unmittelbar auf die Erschaffung dieser Bedürfnisse geht, heißt das Mittel, welches der Theurung entgegengesetzt werden muß und allein in den Stand setzt, sie auszuhalten und ihr gründlich abzuhelfen.

37.

Für Arbeit und für weiter nichts also hat ein Staat zu sorgen, wenn Theurung eintritt, aber mit desto mehr Kraft zu sorgen, je höher die Pflicht und je größer die Gefahr für ihn selbst bei Theurung ist; denn

1) nur er vermag das Ganze zu überblicken, die Kanäle, wo Arbeit fehlt, zu erkennen; nur er also hat die Mittel in der Hand, Menschen zu beschäftigen,

2) nur ihn trifft die Gefahr, wenn Hunger und Verbrechen zuerst den Zustand des Privateigenthums auflösen, bald aber auch die öffentlichen Verhältnisse ergreifen und mit deren Umsturz enden.

38.

Aber eben diese Arbeit zu finden, diese gut und besser bezahlte Arbeit zu finden, in einer Zeit, wo alles sich beschränkt, und die ganze Konsumtion sich mindert, in einem Augenblick, wo ohnehin die Konkurrenz der feiernden Arbeiter sich mehrt, und der Arbeitslohn eher herabgedrückt wird, als sich steigert, das ist so schwer und fast unmöglich! Welche Arbeit also, welche Beschäftigungen werden auszumitteln seyn, mit

mit was werden wir diese große Masse hinreichend und gewinnreich beschäftigen, das ist die Frage!

39.

Alle Arbeit ist entweder

a) urproduktiv, Ackerbau, Landbau, welche uns die ersten Lebensbedürfnisse unmittelbar verschaft

b) industriell, Fabriken, Manufakturen, Gewerbe, welche erst durch den Vertrieb, Verkauf der Waare uns die Mittel zum Eintausch der ersten Lebensbedürfnisse gewährt.

40.

Wenn bisher auch keineswegs die Wahrheit des Prinzips, daß Arbeit und Beschäftigung der niedern Volksklasse allein das wahre Heilmittel gegen Theurung sey, verkannt wurde, so fiel der Blick der Behörden doch nur stets auf die eine dieser Gattungen von Arbeiten, die industrielle nemlich; die andere ließ man ganz außer Acht, weil in Städten, wo diese feiernden Hände sich vorzüglich finden, gewöhnlich nur Gelegenheit zu industrieller und nicht urproduktiver Beschäftigung sich findet; im industriellen Zweige aber bereits eine solche Ueberfüllung von Händen statt findet, daß die ganze Aussicht auf Arbeit verlohren gieng. Und wahr ist es: die feiernde Menschenmasse mit allerlei mechanischen, industriellen Arbeiten, mit Manufaktur- und Fabrikwaaren, blos in Arbeitshäußern und Arbeitsanstalten beschäftigen zu wollen, ist bei der Ueberfüllung der europäischen Märkte mit Waaren durchaus unthunlich und giebt nichts aus. Damit würde die Masse von Manufakturartikeln nur noch mehr vermehrt werden, für die ohnehin kein Absatz ist, und welchem Mangel an Absatz offenbar bereits ein Mißverhältniß zwischen industrieller Produktion und Konsumtion zu Grunde liegt. Zwar finden sich

sich in jedem Staate noch immer einige Kanäle auch der Industrie, die noch nicht vom inländischen Fleiße besetzt sind; aber deren hat sich bereits der Handel bemächtigt, der diese Artikel vom Ausland gewöhnlich besser und wohlfeiler schafft, als sie im Innern des Landes erzwungen werden.

41.

Mit industriellen Beschäftigungen ist also gar nichts zu machen, und zu unproduktiven fehlt im Moment den Städten die Gelegenheit, indem diese in der Regel mit Ackerland nicht hinreichend versehen sind, wenn sie auch in der Folge damit versehen werden können und müssen.

42.

In dieser Lage giebt es nur einen Ausweg: öffentliche Arbeiten, ausserordentliche Unternehmungen und Operazionen des Staats zum Zweck der Erhöhung des Nationalwohlstands, des Nationalreichthums, des Gesamtwohls, die in einem wohlangeordneten, staatswirthschaftlichen, Staate nie fehlen sollen, und deren Ausführung zur Zeit allgemeiner Noth, so vieler feiernden Hände, so leicht, so wohlthätig ist. Dahin gehören:

1) die Aufführung oder Wiederherstellung beträchtlicher Staatsgebäude zum Behuf öffentlicher Zwecke, als der Dikasterien, Kanzleien, Aemter und Behörden, oder zum Behuf polizeilicher Zwecke, als Arbeitshäuser, Strafhäuser; oder wissenschaftlicher Zwecke, als Museen, Bibliotheken ꝛc. oder der zur Ehre und zur Kultur des Volks erforderlichen Gebäude, als Kirchen, Schauspielhäuser, Denkmäler ꝛc.

2) die

2) die Anlegung neuer Straßen und Wege zum Besten des Handels und zur bessern Verbindung des Landes im Innern.

3) die Anlage von Kanälen, die Schiffbarmachung von Flüssen, die Korrektion ihres Laufes durch Durchstiche, die Eindämmung ihrer Ufer theils zur Verhütung von Ueberschwemmungen, Durchbrüchen ꝛc.; theils zum Flor des Handels und zur Herbeischaffung der Bedürfnisse aus der Ferne zu größerer Wohlfeilheit; die Erbauung von Brücken zur Beförderung der Communikation ꝛc.

4) die Austrokknung von Seen, Sümpfen, Morästen, Mooſen, zur Vermehrung des Ackerlandes und der Verbesserung der Luft.

5) die Ausrodung überflüssiger Wälder und die Kultur von Wildnissen zu gleichem Zweck der Vermehrung des Ackerlands und der Kultur und zur Verschönerung der Erde.

6) die Anlage neuer Städte, Dörfer, Kolonien ꝛc. zu Unterbringung so vieler eigenthumsloser Menschen und zur Belebung unangebauter Strecken.

43.

All die Arbeiten, die diese Unternehmungen veranlassen, sind nicht nur leicht, also daß sie keine besondere Kunstgeschicklichkeit voraussetzen, lediglich gesunde Arme, folglich von jedem gethan werden können, sondern auch von einer solchen Ausdehnung, daß eine große Menge Menschen auf lange Zeit damit beschäftigt werden können, so wie die Gelegenheit dazu so durch den ganzen Staat gegeben und vertheilt ist, daß in allen Gegenden die arme Volksklasse Beschäftigung findet. All diese Arbeiten beschäftigen ferner nicht blos, sondern setzen etwas Nützliches, Neues, das vorher nicht vorhan-

Handen war, sind also wahrhaft produktiv. All diese Arbeiten regen auch die ganze Thätigkeit der Kraft des Landes an und heilen aus Innen. Ein neuer Kanal, ein schiffbar gemachter Fluß erzeugt ganz neue Handelszweige, die man vorher gar nicht ahnete. Diese Arbeiten vermehren also den Nationalreichthum, indem sie Gegenständen den Charakter der Vertauschbarkeit leihen, den sie vorher vermöge ihres Volumens, ihrer Intransportabilität zu Lande nicht hatten. Endlich der größte Theil dieser Arbeiten geht nicht blos auf den Moment, sondern beugt zugleich der Wiederkehr des zu bekämpfenden Uebels in der Zukunft vor. Ein ausgetrokneter See, eine urbar gemachte Wildniß, ein kultivirter Anger geht auf den Zweck selbst zurück und vermehrt in Zukunft die Summe von Genußmitteln, um deren Kostbarkeit sichs gegenwärtig handelt, oder es erleichtert wenigstens in Zukunft bei abermaliger Theurung die Zufuhr aus der Ferne, wenn schiffbare Flüsse, Kanäle allenthalben sich finden.

So entspricht also dieses Mittel in jeder Hinsicht allen Kriterien, die oben von der Natur eines ächten Heilmittels prädizirt wurden.

44.

Aber, entsteht nun die Frage, wer giebt dem Staate die Summen, die solche Unternehmungen kosten, besonders zu einer Zeit, wo langjährige Kriege alle Staatskassen erschöpft haben, und die Zinnßen der Staatsschuld jeden auch noch so geringen Ueberschuß in Anspruch nehmen?

45.

Die Staatsausgaben theilen sich ab:

1) in ordentliche, im gewöhnlichen Lauf der Staatsmaschine alljährlich wiederkehrende Ausgaben der Regie, Verwaltung ꝛc.

2) in **ausserordentliche**, durch den Eintritt ausserordentlicher Erscheinungen, Umstände und Unternehmungen veranlaßte Ausgaben, als Krieg, Theurung, Staatsoperazionen ꝛc.

46.

Nach der Natur der Staatsausgaben müssen sich auch die Staatseinkünfte abtheilen

1) in **ordentliche**, zur Unterhaltung des Staats im Ganzen bestimmte.

2) in **ausserordentliche**, zur Befriedigung der nur von Zeit zu Zeit wiederkehrenden Erscheinungen bestimmten Einkünfte.

47.

Jeder Staat darf und muß daher ausser seinem ordentlichen regelmäßigen Einkommen alljährlich noch ein unvorhergesehenen Zufällen oder außerordentlichen Unternehmungen bestimmtes Einkommen erheben; in iedem wohlgeordnetenStaate soll alljährlich noch eine gewisse Summe überschießen, die, um nicht überrascht oder in Verlegenheit gesezt zu werden, in Kriegszeiten zu Führung des Kriegs, im Frieden aber, wenn der Staat in seiner Kultur fortschreiten und nicht auf einerlei Stufe des politischen Lebens stehen bleiben soll, zu großen ökonomischen Zwecken des bürgerlichen Wohls oder wissenschaftlichen Tendenzen verwandt wird. Die ordentlichen Ausgaben des Staats führen uns nicht weiter, sie erhalten blos das Vorhandene; die ausserordentlichen allein setzen Fortschritte.

48.

Indeß bei dem faktischen Zustande der Finanzen in den europäischen Staaten dürften wir wohl kaum einen*) finden, in welchem solche ausserordentliche para-

te

*) Preußen.

Digitized by Google

te Ueberschüsse vorhanden wären, um sie nun anwenden zu können; sie aber erst in diesem Augenblicke von den erschöpften Bürgern erheben und aufbringen zu wollen, wäre doppelt grausam. Für solche Zwecke darf der Staat die erforderliche Summe geradezu aufnehmen, wenn er sie nicht schon hat, und auf das Unternehmen selbst fundiren, die, da es Operazionen ökonomistischer Art sind, sich überschwenglich verzinnßen und allmählig selbst abzahlen. Z. B. kultivirte Seen, Kanäle ꝛc. Schulden und Ausgaben der Art können nie Klagen, Unzufriedenheit und Verlegenheiten veranlassen.

49.

Gesetzt aber, ein Staat hätte durchaus sogar keinen Sinn für solche Unternehmungen und wäre so ohne alle staatswirthschaftliche Führung, daß er auch nicht einmal die Mühe der Leitung und Comptabilität übernehmen wollte, er kann sie dennoch, nicht nur ohne eines Gulden Geldes zu bedürfen, sondern selbst ohne einen Augenblick von Mühe zu verwenden, zu Stande bringen: er darf sie nur preiß geben, der Nation offeriren, und — tausende von Börsen öffnen sich, sie um den Gewinn der Benützung auszuführen. Allenthalben giebt es große unternehmende Bürger, die nach solchen Gelegenheiten geitzen, ihre Kapitale anzulegen, neue Aussichten ihren Spekulationen zu eröffnen und ihre Kraft zu befriedigen. Und wo die Kräfte eines Einzelnen nicht hinreichen, da finden sich mehrere, die in Gemeinschaft, auf Akkien so etwas unternehmen! Wie ist es in dieser Hinsicht in England; sind nicht alle Straßen, Kanäle, Werke des Privatunternehmungsgeistes, und befinden sich etwa ihre Unternehmer schlecht dabei? Wie ist in Baiern die Kultur des Donaumooses bewirkt worden, dieser ungewöhnlich schwierigen Aufgabe? Wie sind nicht al-

Digitized by Google

lenthalben noch einzelne Männer bereit, Flüsse schiffbar zu machen, und ganze Städte entschlossen, Wälder zu kultiviren, wenn der Staat es nur erlaubt!

50.

So finden sich also in iedem Staat nicht nur reiche Quellen von Arbeiten, als der einzigen wahren Abhülfe der Noth, sondern auch die Mittel, sie zu bezahlen und auszuführen; und es ist nicht zweifelhaft, daß wenn der Staat diesen eben so gründlichen als wohlthätigen Weg einschlägt und benützt, und durch weise Ersparungen in den ordinären Ausgaben, dem Anfang aller Finanzverbesserung, die Minderung oder gänzliche Aufhebung mancher, besonders die niedern Volksklassen treffenden Auflagen, als der Brod- und Fleischaccise, der Tranksteuer oder des Bierumgelds, wodurch allein schon die Preiße der gemeinen Lebensmittel wohlthätig sinken würden, ermöglicht, und so passive Maasregeln mit aktiven Operationen verbindet, das Volk den Moment der Spannung der Preise auszuhalten und zu ertragen vermag, ohne zu allen ienen zweideutigen, bedenklichen und unzulänglichen Mitteln seine Zuflucht nehmen zu müssen.

51.

Die Hülfe für den Augenblick wäre also gefunden. Aber nun ist noch übrig, die Mittel aufzusuchen, um künftiger Ueberspannung der Preiße, künftiger Theurung vorzubeugen.

Von den Mitteln, künftiger Theurung vorzubeugen.

52.

Wichtiger noch als der Augenblick ist dem Staate die Zukunft; er lebt kein individuelles, spezielles, er lebt

Digitized by Google

lebt ein ewiges Leben; die künftigen Generationen sind ihm noch heiliger als die gegenwärtige; denn die Zukunft ist sein Werk, die Gegenwart trägt die Schuld der Vorzeit; was hilft es, wenn wir, augenblicklicher Gefahr mit Mühe und Kummer entronnen, uns schon wieder vor einem neuen Abgrund sehen? Ein solches Leben ist Qual, nicht Freude des Daseyns! Es ist also nicht damit gethan, nur die augenblickliche Gefahr zu beseitigen, sondern dauerndes Elend.

53.

Und diese Gefahr eines dauernden Elendes, einer künftigen, anhaltenden Theurung ist wirklich wahrscheinlich. Denn wäre bloß eine Gattung landwirthschaftlicher Produkte theuer, dann möchte allerdings die Schuld auf zufällige Ursachen, wie Witterung, geschoben werden; aber sie sind es alle, auch die am wohlgerathensten z. B. Kartoffeln, auch die, welche keine täglichen Lebensbedürfnisse sind, z. B. Handelsgewächse *); auch die, welche mehr auf Luxus und Näscherei beruhen und den Hunger nicht befriedigen z. B. Obst. Es müssen also tiefere Ursachen zu Grunde liegen; es muß in den innern Verhältnissen des politischen Lebens der Nation selbst fehlen — es müssen Mißverhältnisse statt finden, denen abgeholfen werden muß, und dieß ist, wie bereits oben gezeigt worden ist, wirklich der Fall.

54.

Mißverhältniß

1) der Produktion zur Konsumtion, d. h. der Konsumtion der Landprodukte zur urproduktiven oder landwirthschaftlichen Produktion, oder der Bevölkerung zur Produktion. Der angebaute Theil der Erde vermag nur noch in sehr fruchtbaren Jahren das Be-

*) Tuchmacher-Karten, Hopfen, Tabak ꝛc.

Digitized by Google

Bedürfniß dieser Menge zu erschwingen. Mißverhältniß

2) in den Ständen der bürgerlichen Gesellschaft, des landwirthschaftlichen zum Gewerbsstande, der Fabriken zum Landbau.

55.

Das Mißverhältniß der Konsumtion zur Produktion landwirthschaftlicher Erzeugnisse liegt theils

1) in der schlechten Qualität des landwirthschaftlichen Betriebs

2) in der unzureichenden Quantität des urbaren, kultivirten Landes hinsichtlich der Bevölkerung.

56.

Das Mißverhältniß in den Ständen der bürgerlichen Gesellschaft, des Bürgers zum Bauer, der gewerbtreibenden Klasse zur urproduktiven, liegt

1) in der Begünstigung und Erzwingung von Fabriken und Manufakturen durch das Merkantilsystem und seine Mittel, Einfuhr- und Ausfuhrverbote, Mauthen, Zölle ꝛc.

2) in der Leichtigkeit des Betriebs von Gewerben, zu deren Anschaffung und Betreibung oft gar kein Material, nur ein unbedeutender Handwerkszeug erforderlich ist,

3) in der Schwierigkeit, Land zu besitzen oder zu erwerben, durch die allzugroße Ausdehnung des Erbeigenthums, vermöge dessen die Güter nie der Nation heimfallen, um sie denen, die noch kein Grundeigenthum haben, überweisen zu können, sondern dem, der entweder schon Grundeigenthümer ist, oder dem Staat, der sie verkauft und dem verkauft, der

sie

Digitized by Google

sie bezahlen kann, d. h. schon Güterbesitzer ist, wodurch sich der Güterbesitz selbst auf immer wenigere zusammendrängt.

57.

Vermöge all dieser Ursachen hat sich der Städter, d. h. der Mensch ohne Land, weit über sein Verhältniß hinaus vermehrt; der Bauer aber weit nicht in dem Grad vervielfältigt, als es die Natur der Sache erfordert. Vermöge dieser Natur der Sache verarbeiten wenige Hände, was zahlreiche Hufen Landes zu produziren vermögen, und vermöge dieses Verhältnisses sollte sich der Stand der Gewerbetreibenden zu den Urproduzenten höchst verschieden verhalten; allein kraft jener Ursachen ist das ganze natürliche Verhältniß umgekehrt worden, und man findet fast gleich viel Städter und Bürger als Bauern; ganz Deutschland mit Städten übersäet, die mit einseitiger Strenge über den Grundsatz halten, daß Städter städtische Gewerbe treiben sollen! Daher jene Ueberfüllung mit industriellen Waaren, jene Klagen über Mangel an Absatz; es fehlt in thesi, in den Grundverhältnissen, und kann bei bleibenden Verhältnissen nicht anders werden.

58.

Diese Verhältnisse müssen wir abändern und können wir abändern. Die im Fabrikwesen überflüssigen Hände müssen und können wir zurückführen zum Landbau; den Erwerb von Grundeigenthum müssen und können wir durch eine Reform unserer Gesetze erleichtern, die Masse von urbaren Land können und müssen wir vermehren, und — der Noth ist auch hier abgeholfen. Die Stockungen in den Fabriken werden aufhören, weil weniger Fabrikwaare produzirt und die Klagen über Mangel und Theurung der Lebensbedürfnisse verstum-

stummen, weil mehr Urprodukte produzirt werden. Es lößt sich alles in Harmonie auf, wenn wir nur auf die Gründe der Erscheinungen zurückgehen und diese entfernen.

59.

Der Grundsatz, daß Städter nur städtische Nahrung treiben sollen, ist nur dann anwendbar, wenn die Zahl der Städte durchaus im natürlichen Verhältniß zur Zahl der Dörfer, oder vielmehr der Städter zum Landmann steht. Dieß ist aber, man darf nur einen Blick auf die Karte von Deutschland, England oder Frankreich werfen, durchaus nicht der Fall; überall steigen Städte und Märkte empor, die alle fabriziren wollen. Natürlich muß bei so vielen Konsumenten natürlicher Produkte, Mangel an Naturprodukten entstehen. Aufheben, rassiren, können wir diese einmaligen Städte nicht; aber Land können wir ihnen geben. Woher aber dieses Land nehmen?

60.

Herrenloses Land, welches bereits noch nicht Eigenthum wäre, giebt es in Europa nicht; Staat und Privaten haben iede Scholle unter sich vertheilt; diese in der Regel zum Zweck der Kultur, iener hingegen überläßt es der freiwilligen rohen Produktion der Natur. Nur an vertheiltes Land können wir uns also halten.

61.

Diese Vertheilung aber zwischen die Hand der Natur und die der Kultur ist höchst zufällig und falsch. Während wir die Erde und die Staaten durchaus angebaut und kultivirt oder doch nur den kleinsten Theil der Natur zu Hervorbringung einzelner Bedürfnisse

wie

Digitized by Google

wie des Holzes, des Wilds ꝛc. überlassen sehen sollten, alles Uebrige hingegen zur künstlichen Hervorbringung der so mannichfaltigen Bedürfnisse des menschlichen Lebens verwandt, finden wir kaum ihre Hälfte kultivirt! Allenthaben trägt die Erde noch das rohe Gepräge der Natur, wie sie aus der ersten Hand der Schöpfung hervorgegangen; Wälder und Wildnisse, mitten unter Fluren, verewigen das Bild der Wildheit neben dem der Civilisation, und machen mit breitem Fusse der Kultur jeden Schritt streitig; in ungeheurer Ausdehnung liegen sie zum Theil noch undurchdringlich unsern Blicken und den Strahlen der Sonne in ihrer schwarzen melancholischen Physiognomie da, in denen sich die kultivirten Striche sporadisch wie Inseln in einem weiten Meere zeigen, die Aufenthaltsorte von Geschöpfen, neben deren Daseyn die Kultur nie bestehen kann. Die fruchtbarsten Strecken, die schönsten Ebenen sind noch der Produktion von Eicheln und Holzäpfeln hingegeben, wo goldene Waizenfelder und schwere Obstbäume prangen könnten. Hülflos darbt so der Mensch, der Herr der Schöpfung, um das Brod, während das Wild reichlich seine Atzung findet, und zitternd friert er selbst beim Ueberfluß, während die schätzbarsten Baumstämme nutzlos verfaulen.

62.

Und dieß wenige, was bereits die Kultur der Wildheit abgedrungen, wie schlecht, wie verkehrt wird es benutzt, wie ganz oft den Winken der Natur entgegen! Wie heißen diese Winke, wie will die Natur die Erdfläche benutzt wissen?

63.

Die Natur hat die äußere Oberfläche der Erde sichtbar abgetheilt

1) in

1) in Thäler,
2) Ebenen und
3) Berge.

64.

Jene, die Thäler, sind der natürliche Schauplatz der Viehzucht; hier gedeihen Waiden, Wiesen und Futteranlagen vorzüglich; die Ebenen und sanften Schwingungen der Hügel sind das natürliche Theater des Ackerbaus; den hier arbeitet die Pflugschaar ohne Widerstand, hier verreißt keine Ueberschwemmung den aufgelockerten Boden, und das Auffahren des Düngers, das Abfahren der Erndte, das Behacken des Landes geht Alles mit leichterer Mühe von statten. Die Gebürge mit ihren kalten und schroffen Abhängen endlich sind der natürliche Standpunkt des Holzes, der Wälder. Wo strebt die Fichte mächtiger himmelan als an der Seite einer nebenbuhlerischen Gebürgswand, um die verkümmerten Genüsse von Licht, Luft und Wärme zu beziehen? Wo entsproßen dem Schooß der Erde angestauntere Eichen und Buchen, als in dem Ritzen der Felsen und Klüfte? Wo kann die Forstwirthschaft schöner thronen und von der Kultur unbeneidet und unverfolgt sicherer ihre großen Pläne erreichen, als auf diesen unzugänglichen Höhen? Wo kann sie leichter ihrer voluminösen und gewichtvollen Schätze sich entledigen, als da, wo sie schon durch ihr natürliches Gewicht herabrollen, und von tausend Bächen aufgenommen werden, die aus allen Klüften hervorrieseln und Ströme bilden, welche sie in den Schooß bedürftiger Ebenen führen.

65.

Wie finden wir aber den Menschen mit der Natur beschäftigt? Am schroffen Abhang, kaum zu stehen vermögend, die Sonne senkrecht auf dem Scheitel, und

schon

schon durchs Hinansteigen erschöpft, die Hacke in der Hand, Steine und Gesträuche ausrodend, die das wenige Land bisher hielten, das ein einziger Platzregen nun herabschwemmt; mit dem Pflug im Thale, den Rasen aufwühlend, der von der nächsten Ueberschwemmung fortgeführt wird; mit der Sense, den leichten Faum zusammenscharrend, den trockne Ebenen zu geben vermögen; oder das ganze flache weite Land von einem undurchdringlichen Walde bedeckt, dem nur die eigene Wildniß ein Mittel werden kann, schlankes und brauchbares Holz zu geben, während ein großer Theil der Gebürge nakt, entblößt und unfruchtbar vor unserm Blicke liegt!

66.

Es bedarf also einer gänzlichen Revision und Untersuchung der Benützung der Oberfläche der Erde in iedem Staate, sowohl im Allgemeinen, d. h. des Verhältnisses der Summe des kultivirten Landes zum unkultivirten überhaupt, als der Art der Benutzung ieder einzelnen Erdform hinsichtlich des kultivirten Theils nach ienen Winken der Natur insbesondere.

67.

Das letzte, die Herstellung der natürlichen Benützung der Erde nach den verschiedenen Formen der Oberfläche, ist eine Aufgabe, welche die Staatswirthschaft nur allmählig und langsam zu lösen vermag; das erste aber, die Herstellung des richtigen Verhältnisses der Acketmenge zur Volksmenge, die Untersuchung der Kultur zur Unkultur und die Beschränkung der letzten zum Vortheil der ersten im Allgemeinen ist dringend und unerläßlich. Wie heißt nun das Prinzip oder der Maasstab, nach welchem die Regierung bei Lösung dieses Problems zu verfahren hat?

68.

Digitized by Google

68.

„Die Summe des urbaren Landes in einem „Staate muß so groß seyn, oder in einem solchen „Verhältniß zur Summe seiner Bewohner stehen, „daß auch bei Mißwachs oder halber Erndte das „jährliche Bedürfniß dennoch gedeckt sey, in guten „Jahren hingegen soviel überschieße, daß auf den „Böden der Produzenten stets ein jährlicher Vorrath „vorhanden sey.“

69.

Halten wir den faktischen Zustand der Dinge an diesen Maasstab, vergleichen wir den vorhandenen Mangel an Getraide und die Summe des Forstgrunds in Deutschland mit dem aufgestellten Prinzip, so ergiebt sich offenbar das Resultat, daß die Masse des kultivirten Landes in keinem Verhältniß zur Masse des unkultivirten, des Forstbodens, stehe. Ein Blick auf Deutschland zeigt notorisch dieses Mißverhältniß zu Gunsten des Forstbodens. Nicht nur das Hochland von Deutschland, Thüringen, die böhmischen Gebürge, fast die ganze Oberpfalz, das Fichtelgebürg, die Gebürge von Eichstädt, die schwäbischen Alpen, der Schwarzwald, (die Vogesen), der Spessart, der Harz, ganz Tyrol, der Steigerwald und eine Menge anderer weniger hohe Berge sind mit Holz bedeckt, sondern die ausgedehntesten Ebenen im Herzen von Deutschland sind Tagereisenweit damit überzogen und leihen Deutschland häufig das Bild des unbewohnten Pohlens. Man betrachte die Gegend um Nürnberg, um Anspach und so vieler anderer Städte; man vergleiche nur den Preiß des Holzes, der selbst noch in diesem Augenblick wenig mehr als den Arbeitslohn und die Fuhrkosten vergütet; man betrachte die Masse von überständigen Holz in den Wäl-

Digitized by Google

Wäldern des Hochlandes und es springt von selbst in die Augen, daß Mißverhältniß statt findet.

70.

Man darf aus dem Gesagten wohl annehmen, daß noch die Hälfte von Deutschland Wald ist; dieß ist aber für ein Bedürfniß, während die Landwirthschaft mit der andern Hälfte so viele Bedürfnisse des Menschen decken soll, offenbar zu viel. Eine Reduktion des Forstgrunds also auf sein natürliches, wahres Verhältniß zur Kultur ist billig; und nicht nur billig, sondern auch möglich. Dieß natürliche Verhältniß des Forstlands zur Kultur, nur approximativ bestimmt, möchte seyn wie 1 : 3, oder das Drittel von allem vorhandenen Lande.

71.

Dieß Drittel von Land möchten nun so ziemlich die Gebürge von Deutschland einnehmen, und darauf ausschließend muß die Forstwirthschaft reduzirt werden. Dahin, auf diesen der Kultur ewig unzugänglichen, natürlichen Standpunkt des Holzes verweise man die Wälder, und lasse sie räumen die großen schönen Ebenen und Auen, die die Natur dem Menschen als Aufgabe vorbehalten hat, um sie in Gärten und Fluren zu verwandeln.

72.

Nicht also eine gänzliche Ausrottung der Wälder und des wild wachsenden Holzes, nur eine gerechte Beschränkung auf ihr natürliches Verhältniß kann der Zweck dieser vernünftigen Maasregel seyn.

73.

Wälder sind schon aus physikalischen Gründen in dem Lande unentbehrlich; ihr Daseyn ist in den großen kosmi-

kosmischen Verhältnissen der Erde begründet. Ohne Wälder würde die Atmosphäre bald entmischt werden und jene Proportion von Lebensluft entbehren, welche die Blätter, besonders des Laubholzes, beständig entwickeln; ohne Wälder würden Regen und Wolken nur über unsern Horizont hinfliegen, ohne angezogen zu werden und ihre Segnungen auf das dürre Land herabzuträufeln. Ohne Wälder würde bald der ganze Prozeß der Vegetation, die ganze Cirkulation des Einsaugens der Feuchtigkeit durch die Wurzeln, und der Verdünstung durch die Blätter, aufhören, und ein sonst blühendes Land, (wie Palästina durch die Fällung des Libanons), zur unfruchtbaren Wüste werden.

74.

Wälder sind auch als die großen Magazine des Bau-, Brenn- und Werkholzes, eines gleich großen und gemeinen Bedürfnisses als Brod und andere Lebensmittel, der Civilisation unentbehrlich und werden ewig ihren Werth behaupten. Aber die Reduktion derselben und ihre Verweisung auf die Gebürge schließt ja ihr Daseyn nicht aus, sondern beschränkt ihre Macht nur und verweißt sie dahin, wo sie der Kultur, der öffentlichen Sicherheit ꝛc. unschädlich sind. Auf ihrem natürlichen Standpunkt wird sich die Forstwirthschaft vielmehr nur desto fester setzen und durch die Wiederaufforstung so vieler kahler, durch schlechte Wirthschaft entblößter Gebürgswände nicht nur den durch Entsagung ihrer Ansprüche auf Ebenen verlohrnen Raum wieder gewinnen, und desto schöneres, festeres Holz ziehen, sondern ihrer Kunst und ihrem Verdienste um die Menschheit und Natur zugleich das schönste Monument setzen.

75.

Digitized by Google

75.

Es ist also kein Einwand gegen die Idee der Revision und Beschränkung des Forstgrunds, „daß wir alsdann kein Holz hätten.“ Die Gebürgsländer bleiben stets die Magazine der Holzproduktion. Man öffne nur diese Schätze, man mache sie zugänglich durch gute Land- und Wasserwege, durch Flößbarmachung der Flüsse, die aus den Gebürgen hervorgehen, durch Kanäle ꝛc. dann haben wir Holz genug; dann werden endlich auch diese armen Gebürgsbewohner Gelegenheit erhalten, ihr Hauptprodukt, Holz, nicht mehr verfaulen zu lassen, sondern zu verwerthen und sich Getraide dafür einzutauschen. Menschen, die bisher, mit dem armseeligen, verächtlichen Namen: Kohlenbrenner belegt, halb verhungern mußten, werden nun mit ihren Erzeugnissen hinaus in die Ebenen der Kultur strömen, ganz neue Zweige des Handels begründen, und eine bloße Holzprovinz für ihre Bewohner gleich einträglich seyn, als Getraideland.

76.

Und dann verschwindet mit der Verdrängung der Forstwirthschaft aus dem Gebiete der Kultur keineswegs alles Holz, nur das wilde; das übrige bleibt. Jeder Fluß, jeder Bach kann mit Ellern und Weiden, dem besten Nutzholze, schon zur Befestigung der Ufer; jede Straße, jeder Weg mit Eichen *), dem festesten Bauholze; jedes Feld mit Obstbäumen, dem besten Brennholze, besezt seyn. Getraide läßt sich nicht in Wälder säen, aber umgekehrt: Holz sich zu-

*) Frankreich hat in seinen schlanken Eichen- und Nußbaumalleen, auf viele Meilen langen Chausseen, einen Schatz des schönsten Bau- und Werkholzes, eine Einrichtung, die statt unserer Pappelpflanzungen alle Nachahmung verdient.

Digitized by Google

zugleich mit Getraide und auf einerlei Raum pflanzen und produziren, wenn die Bäume nur gehörig weit auseinandergesezt und hochgezogen sind, damit nicht zu viel Schatten für die untere Produkzion entstehe, vielmehr durch dem Abfall von Laub und Gesträuch der Boden befruchter werde. Man gebe also nur die hiezu erforderlichen Gesetze, besonders das, daß ieder ausgerodete Morgen Waldboden sogleich und zugleich wieder mit Obstbäumen angepflanzt werde, dann werden wir nicht nur das abgetriebene Holz ersetzen, sondern neben dem Obst und der untern Frucht eine doppelte, ja eine dreifache Benützung des Bodens bewürken. Ist dann iedes Ackerfeld ein Baumfeld, ieder Bach im Thale eine Holzpflanzung, iede Straße, ieder Weg eine Allee, stehet überall wo ein Baum stehen kann, auf allen Matten und Wiesen ein Baum, sind die Gränzen aller Aecker umpflanzt *), bietet so die ganze Natur das Bild eines Gartens dar, dann, und dann nur erst ist der Zenith der Kultur erreicht, und die Aufgabe gelößt, die die Natur dem Menschen für sein Daseyn vorgelegt hat.

77.

Ferner, am Holz läßt sich sparen durch besser eingerichtete Feuerungen; der Ofen läßt sich verkleinern, aus besserm Material bilden, und die Anschaffung derselben, die sich in wenig Jahren bezahlt, aus Unterstützungskassen, die zu geringen Prozenten verleihen, erleichtern; aber der Magen läßt sich weder verkleinern, noch in seiner Natur abändern. Erst, wenn wir überall Spaar-Kochöfen aus Eisenblech sehen und dennoch kein Holz besitzen, dann erst, aber auch nicht eher, ist es Zeit, über Holzmangel zu klagen.

78.

*) Es giebt Orte, z. B. Marlofstein, Gendelbuch, Boxdorf, Effelterich, die fast ihren ganzen Brennholzbedarf aus ihren Gärten beziehen, weil alles Land Garten ist.

Digitized by Google

70.

Endlich, um die Furcht vor Holzmangel auch für die entferntesten Zeiten zu beseitigen: für Holz giebt es Behelfe, Surrogate, als Torf, Steinkohlen, deren unermeßliche Lager sich allenthalben finden und bei Uns noch gar nicht berührt sind; aber für den Magen nicht; Steine und Baumrinde kann er nicht vertragen.

79.

Demnach können es nur noch Scheingründe seyn oder eine höchst verzeihliche Vorliebe der Forstmänner für ihren einmaligen Beruf und ihre ihnen zur Gewohnheit gewordenen Wälder, wenn sie all diesen Gründen ihr Ohr verschließen und sich den Fortschritten und Bedürfnissen der Kultur entgegenstemmen wollen. Sie sollte, sie darf man deshalb auch gar nicht fragen; denn sie sind Parthei. Wem indeß ein Haase oder ein Reh nicht der höchste, lezte Zweck der Schöpfung dünkt, sondern der Mensch, der kann ohne Gefahr für seinen Verstand wohl allen diesen Bemerkungen seine freudige Zustimmung nicht versagen.

80.

Ausser dem Forstgrunde des Staats findet sich auch sonst noch eine Menge Lands, welches der Kultur noch nicht hingegeben ist. Allenthalben und überall sieht man noch große Massen von Gründen, Aengern, Triften, Sümpfen, Moosen ꝛc. die noch im ersten rohen Zustande der Natur sich befinden, und, bald dem Staat, bald Communen angehörend, bei gemeinschaftlicher Waide oder Abholzung eine höchst unbedeutende Nuzung abwerfen, während bei Theilung und Kultur unermeßliche Vortheile daraus gezogen werden könnten. Wo dieß lezte der Fall ist, hungert man mit dem Brode in der Hand, und dürstet, während man vor der Quelle steht.

81.

Dieß traurige Schauspiel menschlicher Noth gewähren vorzüglich solche Orte, die, ursprünglich auf Fabriken begründet, bei späterm Sinken ihrer Manufakturen, dennoch des Kämmerns und Darbens gewohnt, unbekannt mit dem Gewinne des Ackerbaus und gleichgültig und blind gegen seine Segnungen sind, während es nur der Oeffnung ihres Verstandesauges bedarf, um Arbeit und Eigenthum zu finden, oder vielmehr ihr Eigenthum zu vindiziren. In diesem Falle bedarf es nur des vernünftigen Entschlusses der Bürger zur Theilung der Gemeinheit, dem wenigstens in Baiern durch den Geist und die Liberalität seiner Kulturgesetzt alle Hindernisse aus dem Weg geräumt sind, und sie sehen künftig, beim Anbau ihres Gebiets, gleichgültig dem Steigen der Preiße zu.

82.

Auf diese Art wären denn die Mittel gefunden, durch welche sowohl der Moment der Theurung und zwar mittelst Arbeit und Beschäfftigung überwunden, als künftiger Noth, und zwar mittelst Vermehrung des Ackerlands, der Urproduktion, gründlich vorgebeugt werden kann; Mittel, die aus dem Innern des Staatskörpers und der Anregung seiner Kraft selbst genommen sind, aus der allein gründliche Heilung hervorgehen kann. Die Anwendung dieser Mittel aber wird schlechterdings durch das Daseyn eines Staatswirthschafts-Ministeriums oder wenigstens eines staatswirthschaftlichen Departements im Ministerium des Innern (d. h. der Polizei) oder der Finanzen bedingt, dessen endliche Erscheinung der Wunsch aller Menschenfreunde ist.

An-

Anhang.

83.

Wenden wir nun diese allgemeinen Sätze auf einen besondern Fall, die Fabrikstadt Erlang an. (Neu-) Erlangen stieg vor einem Jahrhundert wie hervorgezaubert auf einer unbewohnten, öden Strecke auf. Das Edikt von Nantes hatte tausende von industrieusen Familien aus Frankreich vertrieben, die im Brandenburgischen überhaupt und auch im Fürstenthum Baireuth eine Freistätte fanden, auf der sie, bei der damaligen Seltenheit von Fabriken in Deutschland, sogleich ihre Manufakturen gebrauchen konnten. Baumwollen-, Huth- und Handschuh-Fabriken waren die vorzüglichsten Gattungen derselben.

84.

Die Leichtigkeit dieser Beschäftigungen, der starke Absatz dieser Waaren, der gute Arbeitslohn, der daraus resultirte, verbunden mit der Wohlfeilheit der Lebensmittel, führte auch die Bevölkerung der Altstadt großen Theils diesen Manufakturen zu, so daß bald fast die ganze Masse von schlichten Bürgern zu industrieusen Fabrikanten wurde, und sich von dem Betrieb des Landbaus entfernte.

85.

So lange die Preiße der Lebensmittel nicht stiegen, so lange der Absatz sich immer mehr ausdehnte und die Märkte von Frankfurt und Leipzig in diesen Artikeln fast allein von Erlangen besetzt wurden, gieng es vortrefflich und gut, und die Menschen lebten bei dieser Lebensart glücklich und zufrieden. Als aber das Merkantilsystem auch in Deutschland um sich griff und

Digitized by Google

ein Staat dem andern sich verschloß; als fremde Waaren nirgends mehr frei eingelassen wurden, um diese Fabrikate im Innern zu erzwingen; als diese Waaren bald allenthalben gemacht zu werden anfiengen, da fielen zuerst die Huthfabriken; dann, als das linke Rheinufer von Frankreich abgerissen und in die Douanenlinie dieses Staats gezogen wurde, fieng auch der Absatz der Baumwollenwaaren an zu stocken; seitdem aber vollends Spinnmaschienen und die Einfuhr des englischen Wollengespinnsts Menschenhände zur Bereitung desselben entbehrlich machen, während die Preiße der Lebensmittel rasch steigen, findet sich eine große Menge von Menschen entweder ganz unbeschäftigt, oder doch um einen solchen Lohn beschäftigt, der nicht mehr absehen läßt, wie Menschen, die alles, selbst das Stroh zum Lager kaufen müssen, Brod, Holz, Miethe und so viele andere Bedürfnisse des Lebens davon bestreiten können. Nur die größten Entbehrungen*), die Ertragung von Hunger und Kälte, die Entblößung von Kleidern und Bedeckung, die bleichen Körper, welche durch die Straßen schwanken und Arbeit suchen, ohne sie zu finden, die Schaaren von Kindern, welche gleich Schmarotzer-Pflanzen uns und das platte Land überziehen, nur diese Erscheinungen erklären uns, wie es trotz dem möglich ist, ein Leben zu fristen, dem alles mangelt, warum es wünschenswerth ist, ohne zu Lastern und Verbrechen überzugehen, und ohne Auswege und Beschäftigungen zu versuchen, die statt Mangel Ueberfluß gewähren könnten.

86.

Dieselbe Stadt, die in ihrem Innern dieses Bild des Elends darbietet, trägt in ihrem Aeußern das Gepräge üppiger Fülle und Reichthums. Ge-

*) Die ganze Woche Kartoffeln und Wasser; zu einem Trunk Bier langt es nicht mehr — und doch vom grauen Morgen bis 10 Uhr Nachts den Stuhl schütteln; welche Existenz!

Digitized by Google

Gegen 1000 Morgen Gemeindeland umkreißen hart vor den Thoren in einem Halbzirkel die Stadt, das zum Theil den trefflichsten Boden enthält, aber, der schlechtesten aller Nutzungen des Landes hingegeben, bloß Wald ist.

87.

Es ist allgemein bekannt, daß es keine weniger einträgliche Benützung des Bodens giebt als die zu Holz, und keine einträglichere als die, das Holz auszuroden und zu verkaufen, wobei der Boden gewöhnlich als reiner Gewinn übrig bleibt. Warum geschieht das bei dem großen Bedürfniß der Stadt Erlang, deren kultivirtes Stadtgebiet kaum einige 100 Morgen beträgt, auf dessen Erweiterung so viele thätige Bürger warten, nicht? Warum wird das Land den Bürgern nicht vertheilt und der Kultur heimgegeben? Warum nicht eine bessere Benutzung dieses Landes um so mehr herbeigeführt, ie geringer der Ertrag desselben ist?

88.

Der jährliche Ertrag der beiden Erlanger Stadtwaldungen ist nemlich gegenwärtig folgender:

1) ungefähr 90 Klafter Scheidholz; ohne Hauer- und Fuhrlohn à 5 fl. . . . . 450 fl.

2) 300 Schock Bündel } 400, à 1 fl. 12 kr.
100 Klafter Stöck } im Durchschnitt. 480 fl.

3) 380 Fuhren Rechstreu à 40 kr. 253 fl. 20 kr.

4) An Bauholz, Bruckriegeln ꝛc. für das Communbedürfniß höchstens der Werth von . . . . . 250 fl.

1433 fl. 20 kr.

89.

89.

Die jährlichen Ausgaben dieses Gemeindeeigenthums sind

	fl.
1) die Besoldung der Förster, die Kosten der Kultur, mäßig berechnet . . .	250
2) die Grundsteuer	250
	500.

90.

Diese 500 fl. Ausgabe von jener Einnahme 1433 fl. 20 kr. abgezogen bleibt reiner Ertrag 933 fl. 20 kr., der hinsichtlich der Streu, des Bündelholzes und der Stöcke den wenigen waldberechtigten (181) Bürgern zufließt, auf deren einen etwa $1\frac{1}{2}$ Schock Bündel und ein baar Füderchen Streu trift, der ganze Nutzen dieser ungeheuren Strecke! Die ganze übrige Commune und selbst nicht einmal die Communkasse, hat hiebei, zwar keinen Verlust, aber auch gar keinen Gewinn. Denn rechnet man das Holz, welches für Gymnasium, Schulen und Thurmwacht abgegeben wird, sodann Bauholz, Bruckriegel ꝛc. nach den obigen Maasstab zu Geld an, so wird die ganze Einnahme für allgemein-städtische Bedürfnisse absorbirt und Einnahme und Ausgabe balanciren. Die Bürgerschaft selbst hat also von dieser ganzen Masse Land gar keinen Nutzen, sondern sie dient bloß allgemeinen Zwecken der Stadt. Lassen sich aber diese Bedürfnisse nicht auf andern Wegen aufbringen?

91.

Nimmt man die 250 fl., welche die Besoldung der Förster und der Lohn der für den Zweck der Waldkultur erforderlichen Taglöhner wegnimmt, so läßt sich dafür das Holz für Gymnasium, Beamte und Thurmwacht mehr als kaufen; läßt man von der steilsten Höhe oder dem

dem sandigsten Boden etwa 100 Morgen stehen*), so läßt sich davon, wenn jährlich ein Morgen für Bruchriegel und Bauholz abgetrieben wird, auch das allgemeinstädtische Bedürfniß nachhaltig befriedigen; die Abgabe von Rechstreu bleibt den Berechtigten, soweit die bleibenden 100 Morgen sie liefern; die Entschädigung für das wenige Büschelholz aber finden diese in dem Ertrag der ihnen zur Kultur zugetheilten 900 Morgen mehr als überschwenglich, so wie sie darauf auch die Grundsteuer pro Rata übernehmen.

92.

„Auf diesem Grundstücken haftet aber hypothekarisch theils speziell, theils generell eine Schuld von „20,000 fl.!" Diese 20,000 fl. und nicht nur diese, sondern auch die übrigen Communschulden, (die die Bürger keineswegs zu übernehmen brauchen, was an und für sich gar nicht unbillig und bei der Vertheilung des Landes statt Beibehaltung der Gemeinschaft noch immer vortheilhaft wäre), bezahlt das abzutreibende Holz; denn sie verlangt nur den Boden, nicht das Holz. Dadurch würde das Stadtärar zugleich um mehr als 1000 Thaler jährlicher Zinnsen erleichtert werden, das übrige Grundvermögen als städtische Gebäude und andere Grundstücke frei besitzen, und deren Erträge theils zu städtischen Verbesserungen, als steinernen Brücken, und Verschönerungen, als Spaziergängen ꝛc. verwandt, theils der Wohlthätigkeitskasse zufließen, und namentlich in diesen Augenblick zu Errichtung eines Arbeitshauses benuzt werden können, wodurch liederliches arbeitsscheues Gesindel, das durchaus zu freier Arbeit in der Natur sich nicht bequemen will, sondern durch Herumziehen in den Straßen dem ordentlichen und arbeitsamen Bürger zur Last fällt, zu Zwangsarbeiten angehalten werden könnte, und um so mehr sich zu freiwilliger Arbeit entschließen würde.

92.

*) Die schöne Eichenpflanzung ohnweit des Welfischen Gartens wird auch keine Art berühren. Welche schöne Anlage ließe sich hiermit wenig Kosten nur durch Anlegung mehrerer Gänge machen!

Digitized by Google

93.

Hält man den gegenwärtigen, obigen, reinen Ertrag dieser 1000 Morgen Landes von nicht 1000 fl., also 1 fl. pro Morgen, mit dem zusammen, der durch die Vertheilung und den Anbau, die Kultur dieses Landes, möglich wäre, und schlägt den Morgen nur zu 10 fl. im Ertrag an, so resultiren daraus schon 10,000 fl. jährlichen Einkommens. Schlägt man aber, da ein großer Theil des Landes zur Anlage von Hopfen und Obstgärten, die so große Renten gewähren und wozu die Hopfenstangen und Baumpfähle sogleich bei der Abtreibung des Holzes angeschafft werden könnten, geschickt ist, während der andere wenigstens Korn und Kartoffel trägt, und nimmt den Morgen im Durchschnitt nur zu 25 — 30 fl. an, so ist der ganze Ertrag 25 bis 30,000 fl., die jetzt ganz verlohren gehen.

94.

Dieses Plus des bürgerlichen Einkommens würde nun die Masse des cirkulirenden Geldes in der Stadt vermehren und allen Nahrungen und Gewerben zu Gute kommen; die gewonnenen Produkte an Hopfen, Obst, Getraid und Kartoffeln die Masse der Produkte vermehren und den Bedürfnissen der Stadt abhelfen; die zum Anbau des Landes erforderliche Arbeit aber in Hopfengärten, Baum- und Kartoffelfeldern, der Saat und Erndte, die jetzt müssigen Hände ihrer Bewohner beschäftigen, das Anspann- und Milchvieh, die Scheuern, Magazine und Gebäude vermehren, und so in kurzer Zeit neben die Stelle des Fabrikwesens zugleich ein ganz anderer, landwirthschaftlicher Geist treten, der, wenn Mangel andere Fabrikorte drückt, hier wenigstens nicht Hunger und Elend, sondern Wohlstand und Ueberfluß herrschen läßt.

95.

*) Erlangen wäre bald aufgebaut!

Digitized by Google

95.

Und warum wird diese wohlthätige Operation, die selbst wie aller bürgerliche Wohlstand den Staatskassen frommen würde, nicht ins Werk gesetzt, warum ist nicht längst getheilt und kultivirt?

1) Haben die Bürger bisher selbst den Werth von Grundeigenthum zu wenig gefühlt und nicht kräftig genug auf Theilung angetragen. Jetzt erst, nachdem man sieht, daß die Fabriken nimmermehr sich heben; jetzt erst, wo eine enorme Theurung der Urprodukte die Sehnsucht nach ihrem Besitz erregt, und entdeckt hat, daß man sich dieselben verschaffen könne, wenn man nur wolle, da man Land und Hände besitzt; jetzt also erst, wo die Noth den Preßer macht, die alles erdringt, ist man auf diesen Gegenstand aufmerksam geworden und will ihn mit Ernst. Und jetzt auch ist der Moment, wo der Bürger sein Recht selbst vom Unbarmherzigsten fordern kann.

96.

2) Mehrere Schein- und andere Gründe erschweren die Theilung und zwar

a) der Vorwand, „daß es dann künftig am Holz fehlen werde.“ Wenn nun aber nicht schon gezeigt wäre, daß der ganze Stadtwald keine 100 Klafter Holz jährlich erträgt, die bei dem Bedürfniß der Stadt von mehrern 1000 Klaftern gewiß keinen Ausschlag geben; wenn auch nicht oben schon gezeigt wäre, daß wir durch Sparsamkeit in der Construktion unserer Oefen und Benützung der Surrogate, durch Anpflanzung von Obstbäumen dieß Deficit ersetzen könnten; so zeigt schon ein Blick auf die ganze Physiognomie der Gegend von Erlangen, daß

daß es ihr unmöglich am Holz fehlen könne. Vor den Thoren der Stadt beginnt östlich ein Wald, der unter den Namen des Nürnberger (St. Sebald und St. Lorenzer) Walds 12 Stunden, bis in die Gegend von Neumarkt, fortläuft, und den man durchgehen kann, ohne daß man auf kaum 100 Schritt kultivirtes Land tritt, (da, wo man das enge Pegnitzthal überschreitet). Und eben so eröfnet sich westlich der Stadt ein Wald, der unter den Namen der Marktwaldung, der Menau und anderer Benennungen, fast den ganzen Raum zwischen der Aurach, Aisch und Rednitz ausfüllt, also gleichfalls mehr als 10,000 Morgen zählt. Eine Gegend, wo eine solche Masse von Wald auf ebenem Land zusammengedrängt ist, giebt es vielleicht in Deutschland nicht wieder, u. bei ihrem Besitz kommt es gewiß auf einige 100 Morgen mehr oder weniger nicht an, die das rechtliche Eigenthum von Bürgern und der Kultur so dringend erforderlich sind. Furcht vor Holzmangel bei diesem Zustand ist also eine Chimäre.

27.

b) „Der Boden sey der Kultur nicht fähig." Wahr, die Hälfte dieses Landes ist Sand, wie die ganze Gegend. Aber ist denn Sandboden der Kultur unfähig? Baut Altdorf in demselben Sande nicht seinen Hopfen, Elsaß nicht seinen Krapp, Kleinlaukheim seine Zwetschgen? War nicht einst das ganze Nürnbergerland derselbe Sand? Waren nicht einst alle unsere Gärten innerhalb der Stadt derselbe Sand, der sich noch gegenwärtig einen Schuh tief unter der schwarzen Oberfläche zeigt? Sind nicht alle unsere übrigen Felder noch dieser Sand und doch werden sie angebaut?

98.

98.

Der Sand hat vielmehr, wie iede Bodengattung, seine ihm eigenthümlichen Gewächse, die nur ausschliessend in ihm gedeihen und in keiner Andern. Dahin gehören alle Wurzelgewächse, die sich in ihm mehr bewegen können als in Thonboden, z. B. Kartoffel, Rüben, Krapp, Meerrettich ꝛc. Unter den Getraidgattungen gedeiht, wenn auch nicht Waizen und Gerste, doch Rogken, Hirsen und Buchwaizen ganz vorzüglich in ihm, namentlich in naßen Jahren, und für trockne Jahre läßt sich ihm durch Baumpflanzungen Schatten geben. Unter den Handelsgewächsen aber ist Tabak ein so einträgliches Produkt für Sandboden; unter den Obstbäumen aber gehören, (wie Aepfel und Birnen, dem Thon-, und Kirschen dem Kalk-, so) Zwetschgen vorzüglich dem Sandboden an.

99.

Abwechslung genug also, wenn auch der ganze Stadtwald blos Sandboden wäre, dessen Natur aber ia überdieß durch Mischung und Dünger, der freilich nicht mehr auswärts verkauft werden darf, sondern den Feldern zufließen muß, verbessert werden kann. Ertrags genug, wenn auch blos Korn und Kartoffeln in ihm gedeihen, deren Werth wir dieß Jahr kennen gelernt haben. Allein die größere Hälfte dieses Stadtwalds ist der fruchtbarste Thonboden*), in dem alle Gattungen von Obst, Getraide und besonders Hopfen gedeihen, und ungeheure Summen nach Erlang bringen würden. Kein Einwand also, daß dieses Land der Kultur unfähig sey.

100.

*) Der Beweiß davon ist, daß einst eine Ziegelhütte, die Waldhütte genannt, in diesem Wald stand, die vor 30 Jahren abbrannte und nicht wieder aufgebaut wurde. Ziegelhütten legt man aber bekanntlich nicht an, wo es keinen Thon giebt.

Digitized by Google

100.

c) „Man bedürfe dieses Gemeinlandes zur Hypothek „der Schulden. Auf was wolle man künftig städ„tische Schulden fundiren, wenn der Wald weg „sey? Worauf wolle man Geld aufnehmen, wenn „die Stadt wieder in ähnliche Verlegenheiten und „Lagen käme?" Antwort: auf den Credit, die Unterschrift ihrer Bürger; auf dasselbe Land, auf dem ietzt diesen Schulden haften. Denn, verschwindet denn dieser Boden? Wird er vielmehr durch die Kultur zu Hopfen- und Gartenland, nicht eine bei weiten bessere Hypothek?

101.

d) „Uneinigkeit der Bürger im Theilungsprinzip, „Prozeß!" Allerdings findet auch hier wie bei allen Gemeindetheilungen, Verschiedenheit der Ansicht hinsichtlich der Theilnahme statt. Gegenwärtig genießt nur die Altstadt Erlangen, und diese nicht ganz, sondern nur die Zahl von 181 Bürgern, das Waldrecht; mithin scheinen auch nur diese Ansprüche auf Eigenthum daran zu haben. Allein die Gemeinde-Ordnung sagt anderwärts aus: alle, die ein Hauß besitzen und bürgerliche Nahrung in der Altstadt treiben, sind Bürger und genießen bürgerliche Rechte! Demnach formiren auch diese Ansprüche. Die bairischen Kultur-Gesetze, deren Tendenz ist, nicht den schon Begüterten durch die Theilung zu bereichern, sondern den noch ganz Grundeigenthumslosen vorzüglich mit Land zu versehen und dadurch an das Vaterland zu knüpfen, würden selbst die Neustädter Bürger von der Theilnahme nicht ausschließen, weil sie gleiche Lasten tragen und beide Städte neuerlich in ieder Hinsicht mit einander

förme

förmlich verschmolzen und zu einer Stadt gebildet worden sind; wären nicht durch eine eigene Verordnung die bairischen Kulturgesetze für unanwendbar auf das Fürstenthum Bairenth erklärt worden. Dem sei nun wie ihm wolle: können die Partheien nicht verglichen oder wenn nicht, kann nicht auch diese Frage, wer theilnehmen soll, wie ieder Prozeß entschieden werden? Denn, wenn nur getheilt wird; wenn nur Kultur, Produkte und Gelegenheit zu Arbeit erscheinen, mögen die Besitzer seyn, wer sie wollen; der Zweck ist erreicht!

102.

c) „Endlich wenn auch die Bürger vereint sind, wenn „auch der Boden an sich nicht unfruchtbar ist, die „Schulden mit dem Holz abbezahlt werden können, mit „einem Worte: wenn nun auch getheilt ist, die „Bürger werden das Land doch nicht anbauen, „ein großer Theil es gar nicht besitzen mögen! Der „Manufakturist verläßt so leicht seinen Stuhl nicht, „der Fabrikant wird nicht Bauer; es fehlt schon „der ganze Sinn dafür."

103.

Diese psychologische Einwendung würde einigen Werth haben, wenn die Erfahrung nicht das Gegentheil zeigte. Ueberall waren die Bürger früher blos Bürger, keine Landbebauer. Seitdem aber die Fabriken überall stocken, hat man allenthalben getheilt, und alles geht dem Landbau zu. Neustadt an der Aisch, Langenzenn hatten einst ihre Wollenzeug-Manufakturen, Leder und andere Gewerbe; iezt baut alles Hopfen und Getraid. Göttingen zählte um die Zeit des 30jährigen Kriegs 800 Tuchmacherstühle, iezt keinen einzigen, sondern baut seine Kartoffeln und Ge-

Getraide, nachdem durch die frühere Verbindung der Niederlande mit Spanien und die leichte Beziehung der spanischen Wolle die Fabriken von Verviers, Montjois, Achen ihm den Rang abgelaufen hatten. Der Geist einer Korporation ändert sich mit dem veränderten Bedürfniß und giebt ihm leicht eine andere Wendung; diese Wendung kann er aber nicht eher nehmen, als bis ihm die Gelegenheit dazu gegeben und er, ohne alle andere Aussicht, nicht mehr blos an den Stuhl gefesselt ist. Eine landwirthschaftliche Basis darf seinem, auch dem Fabrikort, nicht fehlen!

104.

Vielmehr wird gerade dieser Landbesitz sich ganz vorzüglich mit der sitzenden Lebensart des Fabrikanten verträgen und ihn gesund erhalten. Er wird des Winters auf dem Stuhle sitzen und weben; den Sommer aber mehr mit der Feldarbeit hinbringen; er wird wenigstens die lezten Stunden des Tags die Hacke zur Hand nehmen und noch ein Stück in seinen Kartoffeln, seinem Hopfengarten ꝛc. behacken und sich durch Einathmung der frischen Luft für die schreckliche Stickluft in dem Zimmer entschädigen.

105.

Und wenn auch *einige* hartnäckig bei ihrem sitzenden Geschäfte verbleiben und die auf sie kommenden Theile nicht besitzen wollen, so verpachten oder verkaufen sie solche eben. Allenthalben warten schon unternehmende, thätige, einsichtsvolle Bürger auf diesen Fall, um diese Theile anzukaufen und sich mehr, als es bisher möglich war, dem Landbau zu widmen.

106.

Digitized by Google

Künftig mag dann das Schicksal der Stadt seyn, welches es wolle, Brodtheurung, Mangel an Arbeit und Verdienst wird den Bürger nicht mehr erschrecken; das Gerücht von Aufhebung ihrer Institute oder der Ruf von Stockung der Fabriken ihn weniger erschüttern; denn er gründet nun auf die Fundamente der Natur, die nie wanken; er eröfnet seiner Thätigkeit Arbeitsquellen, die nie versiegen; er wandelt im Schatten seiner Gärten und lebt unter Beschäftigungen, die nie ermüden und ihn gesund erhalten.

107.

Geschieht namentlich und wenigstens die Vertheilung des sandigen Theils, des Stubelohs, der ohnehin nur Storren von Bäumen hat, zeitig und noch heuer, so können bei der Naturkraft des Bodens und der leidigen Aussicht auf ein zweites nasses Jahr wenigstens im künftigen Herbst der ganze Bedarf von Kartoffeln und auch einen Theil des Getraids (durch Sommerrogken) erbaut werden; abgetheilt ist ia bald und die Entscheidung der Frage, wem das Eigenthum sey? kann im Lauf der iuristischen Formen nachzügeln! Um den Jahrsertrag wird ieder gerne die Bäume ummachen und das Land bearbeiten, wenn überdieß ihm etwa noch das kleine Holz bleibt. Wenigstens könnte das Land einstweilen zur Kultur verpachtet und nachher zu Eigenthum gemacht werden, wie beim Brucker Anger der Fall ist.

108.

Möchten alle Fabrikorte, in Deutschland, wie in Frankreich und England, die in einer ähnlichen Lage sich befinden, die Land haben und nicht vertheilen, möchten alle diesem Beispiel folgen, und ihre Noth wird aufhören! Ruhm und

und Dank dann jedem Staate, der seine Bürger nicht abhält von diesem Quell des Reichthums und des Ueberflusses; Ehre und Dank auch jedem einzelnen Organe des Staats, das, von Vorurtheilen oder Leidenschaften ungeblendet, sie öffnen hilft und nicht länger verschließt.

Digitized by Google

LA QUESTION DE L'EAU-DE-VIE.

Digitized by Google

Digitized by Google

no. 5

PARSONS LIBRARY University of MICHIGAN

LA QUESTION DE L'EAU-DE-VIE

CONSIDÉRÉE AU POINT DE VUE DE

L'ÉCONOMIE SOCIALE

ET PRINCIPALEMENT

PAR RAPPORT A L'IMPÔT

PAR

ANTOINE NAGÓRNY.

Le texte polonais, redigé par l'auteur, a paru simultanément.

VARSOVIE.

Imprimerie de Joseph Unger.

—

1864.

Digitized by Google

Wolno drukować, pod warunkiem złożenia w Komitecie Cenzury po wydrukowaniu, prawem przepisanéj liczby egzemplarzy.

Warszawa dnia 16 (28) Czerwca 1864 roku.

Cenzor
Stanisławski.

Digitized by Google

Avant-propos.

Les plus contestés de tous les impôts sont assurément les impôts de consommation; ils sont aussi en principe les plus contestables, comme atteignant les contribuables sans proportion aucune à leurs moyens, voire même, dans bien des cas, en raison inverse de leur fortune.

En pratique cependant, où le nécessaire et le possible l'emportent si souvent sur le vrai et le juste, ces impôts faisaient de tout temps l'une des principales ressources financières, qu'on n'a pas encore trouvé le moyen de remplacer.

Certains économistes n'ont pas, du reste, renoncé à justifier cette pratique, et à défaut de base matérielle, ils lui en trouvent une immatérielle, savoir: la proportionnalité de l'impôt au degré d'intensité de la volonté du contribuable. Voici ce qu'en dit

Digitized by Google

Germain Garnier (1): „*En attachant l'impôt à la chose consommable,... en faisant que le paiement de la dette et la jouissance soient un seul et même acte, on fait en quelque sorte participer l'impôt à l'attrait de la consommation et l'on fait naître dans l'esprit du consommateur le désir d'acquitter l'impôt. C'est au milieu de la profusion des repas que se paient les taxes sur le vin, la bière, le sucre, etc.*"

Nous ne croyons pas trop à ce désir de payer l'impôt; bien au contraire, le désir serait naturel, même dans les fêtes, de moins dépenser à gaîté égale. Le désir réel,— celui de la jouissance, — est donc, à un certain dégré, reprimé par l'impôt. Et c'est justement dans cette circonstance que se trouve la véritable justification de quelques impôts de consommation,— de quelques uns seulement, car l'imposition d'objets de première nécessité ne saurait être justifiée; la consommation de la viande par la masse du peuple devrait même être encouragée de tous les moyens possibles.

Parmi les objets de consommation imposables on donne généralement la préférence aux tabacs *et aux* boissons, *dont l'usage, sans être indispensable, est général, entraîne et dégénère facilement en habitude nuisible, et même, quant aux boissons, ruineuse et démoralisante. Aussi les gouvernements se*

(1) *Préface à la traduction de Smith „Wealth of Nations.*"

Digitized by Google

sont-ils à juste titre réservé, par rapport à ces consommations, certains droits spéciaux,— droit régaliens (1) *en quelque sorte, exercés au moyen de monopoles, ou de prohibitions, ou d'autres restrictions fiscales.*

La monopolisation est plus facilement applicable au tabac, aussi ce monopole existe en Autriche et en France; mais pour les boissons, elle est bien plus difficile,— et nous n'en voyons plus en Europe. La vente monopolique existait seulement en Russie,— et là, depuis l'année dernière, elle fut abandonnée (2).

Les moyens d'exercer le dit droit réservé de l'État sur les boissons, et sur l'eau-de-vie en particulier, sont très-variés dans les différents États de l'Europe; mais ils se réduisent à deux expédients: la prohibition douanière et la réglementation de la fabrication et de la vente.

Ayant en vue la question spéciale de l'alcool ou eau-de-vie, nous allons jeter un coup d'oeil sur les différentes lé-

---

(1) *Les régales, selon* Rau, *sont des droits réservés (Vorrechte) de l'État sur certaines branches d'industrie, en vertu desquels il exclut ou limite la concurrence des particuliers* — Finanzwissenschaft I. §. 83.

(2) E. de Parieu *cite le fait qu'il existait dans quelques provinces de l'ancienne France un monopole de la fabrication de l'alcool. Il mentionne aussi l'établissement récent d'un pareil monopole dans la république de San Salvador.* Traité des impôts III, 35.

Digitized by Google

gislations européennes sur cette matière, en nous étendant un peu sur les législations: danoise, suédoise et prussienne, que nous avons eu l'occasion d'étudier sur les lieux. Passant ensuite à la législation de notre pays, la Pologne, nous en indiquerons l'incompatibilité avec les principes économiques et les nouvelles conditions de ce pays. Nous tâcherons enfin de rapprocher et comparer les différentes données pour en tirer quelques observations.

Varsovie, Avril 1864.

A. N.

Digitized by Google

APERÇU

DES

LÉGISLATIONS EUROPÉENNES

SUR

L'EAU-DE-VIE.

I. Danemark.

Vers le commencement du XVII siècle la distillation de l'eau-de-vie était déjà assez répandue en Danemark,— dans les villes comme une branche d'industrie et dans les campagnes plutôt comme moyen d'approvisionnement. C'est alors qu'elle devint l'objet d'une réglementation spéciale et la source de revenu pour l'État.

L'ordonnance du 16 mars 1621 établit un impôt de 4. Skillings par tonne (1) de malt ou blé employé dans les

(1) 1. Rigsdaler = 96 skillings = 2,^{821} fr. = 70,^{9} copeks; 1. sk. = 2,^{95} centimes = 0,^{73} cop.

1. tonne (Tönde) = 136 pots (Potter) = 1,^{317} hectolitres; 1. Potte = 0,^{9661} litres.

Digitized by Google

distilleries urbaines appartenant aux gens *non libres.* Ce n'est qu'en 1657 que l'impôt a été généralisé, appliqué à toutes les distilleries urbaines et rurales; il fut en même temps élevé à 12 sk. par tonne de blé.

Depuis 1665, l'impôt devient double: au précédant impôt sur la matière première, on ajoute un autre sur le volume de l'alambic — 2 Rigsdalers par tonne. Le résultat n'ayant pas été satisfaisant, le gouvernement essaya (en 1671) d'affermer ce revenu pour 5 ans, — ce qui n'a pas été plus avantageux.

En 1688 on est revenu à la taxe unique sur la matière première en établissant un impôt sur la farine (Meelskat), qui a duré presque sans changement au-delà d'un siècle. En 1804, une partie en fut reportée sur l'appareil (cuve et alambic); en 1837 cette partie fut établie sur le volume de la cuve-guilloire seule et portée à 46 sk. par tonne pour Copenhague et à 24 pour les autres villes — par 4 jours d'opération.

L'insuffisance du contrôle, surtout pour les campagnes, éveilla l'attention de l'autorité. Il fut notoire qu'une grande quantité d'eau-de-vie y était fabriquée sans payer l'impôt. Pour y remedier, on imagina la suivante mesure fiscale: un décret rendu en 1689 défend aux paysans la distillation de l'eau-de-vie et en restreint le débit. Plus tard cette mesure a été renforcée: *le décret du 2 septembre 1773 porte une défense expresse de la distillation pour les campagnes,* — sauf quelques exceptions ou priviléges, réels ou personnels, dans la seule province de Seeland. Cette disposition, maintenue dans la loi de 1786, imprima un caractère particulier à la distillerie danoise en la séparant de

Digitized by Google

l'agriculture. Celle-ci s'en plaignait, et en 1824 une commission d'enquête fut chargée d'étudier la question. Dans son rapport, présenté deux ans plus tard, la commission fait ressortir la solidarité des villes et des campagnes sous le rappot du bien-être, et conclut à la révocation de la défense concernant les campagnes. Néanmoins, l'intérêt des villes a encore prévalu, — et ce n'est qu'en 1835 (19 août) qu'un décret royal permet l'établissement des distilleries rurales; mais chaque fois en vertu d'une autorisation spéciale, dans les conditions d'avantages incontestables pour l'agriculture, sans préjudice aux villes et d'une grandeur déterminée par 8 tonnes *minimum* de contenance de la guilloire. La même loi porte l'impôt pour ces nouvelles distilleries à 48 sk. par tonne et par 5 jours d'opération — taux élevé plus tard (1838) à 56 sk. par 4 jours, tandis que les anciennes distilleries privilégiées jouissaient de notables avantages et furent imposées d'après une base différente— celle du volume de la cucurbite.

Ces priviléges ne pouvaient plus être tolérés eu égard à l'imposition des nouvelles distilleries rurales. Aussi le gouvernement procéda à leur suppression. Une résolution royale du 9 mai 1838 en révoqua quelques-uns (personnels) et chargea une commission spéciale de préparer un arrangement amiable avec les titulaires de tous les autres. Les efforts de la commission n'ayant pas abouti, un décret du 14 juin 1841 trancha la question par le rachat de 5 priviléges réels moyennant une somme de 82,500 Rds. et d'un privilége personnel pour 1,500 Rds, — et par l'échange de 7 autres priviléges réels contre de nouvelles autorisations avec une indemnité de

Digitized by Google

19,400 Rds. Quelques uns des privilégiés enfin se sont désistés volontairement ou soumis au réglement général, — et le privilége a disparu.

Nous citerons encore une expérience faite par le gouvernement danois, expérience qui ne manque pas d'intérêt. Une commission d'enquête fut chargée en 1801 d'étudier l'état de la distillation dans le pays et de rechercher les moyens de son perfectionnement possible. La commission proposa l'établissement aux frais de l'État d'une *distillerie modèle* où chacun puisse s'instruire sur les meilleurs procédés. Le projet fut adopté et une distillerie modèle établie. Il fut même ordonné en 1812, que tout distillateur, avant d'exercer son métier, pratiquât dans cette fabrique ou y produisît les preuves des connaissances nécessaires acquises ailleurs. Cet établissement remplit très utilement pour le pays son rôle d'initiateur du progrès; mais comme entreprise industrielle, il partagea le sort de toutes les entreprises de l'État de ce genre en ce qu'il ne pouvait pas se soutenir en concurrence avec les particuliers, — et une fois l'assimilation des progrès nouveaux dans le pays accomplie, il fut supprimé après 15 ans d'existence.

La distillation des pommes de terre, introduite peu avant 1840, fut d'abord très-favorisée: au lieu d'impôt sur la farine, les pommes de terre n'acquittaient qu'une faible taxe de consommation à l'entrée des villes. On a voulu un certain temps encourager l'introduction d'appareils à vapeur que cette fabrication exige. Mais une fois répandue et devenue écrasante par une concurrence trop facile, elle a été imposée en 1841 d'une taxe de 64 sk. par tonne de trempe à Copenhague et de 42 dans les autres villes,

Digitized by Google

c'est-à-dire plus haut que la distillation des grains. En 1847 cette taxe fut encore portée à 70 et 46 sk.

Toutes les dernières dispositions ont été prises dans le but d'équilibrer les différentes conditions de la distillation dans le royaume propre. Quant aux duchés, la distillation y jouissait d'une complète immunité d'impôt et de toute restriction, dans le Slesvig jusqu'en 1850, dans le Holstein jusqu'en 1853 — époques de l'introduction de l'impôt. Mais sauf l'impôt, cette industrie reste encore dans les duchés libre de toute entrave. Aussi le nombre rélatif des distilleries rurales y est considérable, — il égale celui des distilleries urbaines, tandisque dans le royaume il ne fait que le dixième du nombre total. (v. le tableau ci-après).

Tandisque la distillation à la campagne était d'abord absolument interdite par la loi de 1773, et puis entravée, même après le décret de 1835, par une singulière parcimonie que l'administration mettait systématiquement à la délivrance des concessions nouvelles, — la distillation clandestine y fut largement pratiquée, surtout dans la province de Jutland. Après avoir usé, pour la réprimer, de moyens sevères de perquisitions et d'amendes, on imagina le procédé suivant qui a mieux réussi: Par une proclamation du 23 février 1843, le gouvernement invita tous les distillateurs secrets à lui livrer au 1 mai leurs appareils de distillerie moyennant remboursement de leur valeur et avec garantie d'impunité pour le passé. Le résultat fut surprenant: on a livré à l'administration des douanes (1) dans le

(1) Le contrôle des distilleries en Danemark est attaché à l'administration des douanes.

Digitized by Google

Jutland seul environ onze mille appareils plus ou moins complets. On ne supposait nullement à cette fraude de limites aussi étendues.

Depuis, on considère la distillation illicite comme réduite à des proportions minimes, et l'administration en prévient l'extention à l'aide de douaniers ambulants.

Plusieurs fois la représentation des provinces du royaume et l'administration des douanes demandaient au gouvernement une plus grande liberté par rapport à l'établissement des distilleries rurales, en se prévalant de l'entière liberté dont à cet égard jouissent les duchés; néanmoins le système d'adjudication n'a pas changé.

Malgré tous les efforts de la législation en vue d'égaliser les charges de la distillation, ce but ne pouvait être atteint tant qu'on a laissé subsister pour les villes la double assiette de l'impôt, tandisque le contrôle de la farine dans les distilleries rurales étant très-difficile, elle n'y était pas imposée. Cet inconvénient a été écarté par la loi provisoire du 15 septembre 1850 et la loi définitive du 7 février 1851, fixant un impôt unique sur le volume de la guilloire. La même loi supprime la ligne douanière entre le Jutland et le Slesvig,—mesure devenue possible après l'imposition des distilleries du Slesvig par la loi du 7 septembre 1850.

La loi du 7 février 1851. est celle qui, sauf une modification apportée en 1853, régit jusqu'à présent la distillation dans toute la monarchie, après avoir été depuis 1853 appliquée au Holstein. Voici les principales dispositions de cette loi concernant la distillation:

Digitized by Google

L'impôt est perçu uniquement d'après la contenance des guilloires, sans égard à la quantité ni qualité des matières incuvées, uniformement dans les villes comme dans les campagnes, 64 skillings par tonne,(1) et d'après l'une des deux bases suivantes, choisie à volonté par le distillateur: 1° d'après le *temps* arrêté, pendant lequel on est libre d'employer son appareil comme on l'entend, en fixant 3 jours pour un acte de distillation sur un appareil composé, avec chauffe-moût etc., et 4 jours avec un appareil simple; ou bien 2° d'après un *plan d'opération* (Driftsplan), qui ne peut embrasser moins de 15 jours.

A l'exportation l'impôt est restitué dans la proportion suivante: 2 skil par pot d'eau-de-vie de 4° (25° centigrade)(2) et ⅛ sk. pour chaque ¼ de degrés en sus. Pour l'eau-de-vie de force inférieure à 4°, il n'est alloué aucune restitution. Pour les eaux-de-vie sucrées et liqueurs la décharge est de 4½ sk. par pot. On ne restitue pas les sommes moindres d'un Rd.

Aucune guilloire ne peut contenir moins de 8 tonnes. La forme et le nombre de différents vases ne sont pas déterminés, seulement la grandeur rélative en est prescrite.

Les cuves, chaudières, chauffe-moûts, réfrigérants etc. doivent être jaugés et marqués par un contrôleur.

Pendant le chômage, les alambics et les guilloires sont mis sous scellés. Si le chômage n'est que partiel, les vases vacants sont seuls scellés et l'impôt réduit à proportion.

---

(1) Nous recevons en ce moment de Copenhague une nouvelle loi provisoire (forelöbige Lov) du 19 février 1864, élevant l'impôt de l'eau-de-vie de 50% c'est-á-dire à 1 Rigsd. par tonne. Mais cette surtaxe ne sera que passagère; la loi même lui donne le nom *d'impôt de guerre* (Krigsskat).

(2) L'alcoomètre usité en Danemark est celui de Spendrup, praticien du pays. L'échelle en est divisée en 16 degrés.

Digitized by Google

Avant de commencer la distillation, on doit en déclarer l'intention au bureau des douanes, présenter un plan d'opération, si l'on a choisi le système du plan, et payer l'impôt. Avant la fin de l'opération on est tenu de faire nouvelle déclaration et de payer l'impôt pour une nouvelle période ou un nouveau plan, ou bien de demander l'apposition des scellés à tout ou partie de l'appareil. En cas contraire, les scellés sont mis d'office et des amendes infligées.

Les autres dispositions de la loi contiennent des détails, des règles de surveillance et des pénalités.

La loi du 28 mai 1853 supprime pour la fixation de l'impôt la base du *temps* et reconnait comme base unique celle du *plan*.

La *vente* de l'eau-de-vie est reglée par la *loi du 29 décembre 1857 sur l'industrie* (1). Les distillateurs ont le droit de vente illimité, sans cependant pouvoir laisser consommer chez eux. Les vendeurs en demi-gros et revendeurs débitant à pot et à pinte, les aubergistes et cabaretiers paient une licence de 10 à 200 Rds. Cette redevance est fixée tous les 3 ans, dans les villes par la municipalité, dans les campagnes par le conseil d'arrondissement (Amtsraadet), sauf approbation du ministère de l'intérieur.

Le produit de ces patentes est partagé par moitié entre les communes et l'État.

Le tableau suivant donne le nombre des distilleries urbaines et rurales, le montant de l'impôt et la quantité de l'eau-de-vie distillée et exportée pour l'année 1862.

---

(1) Lov om Haandværks- og Fabrikdrift samt Handel og Bevärtning.

Digitized by Google

Tiré du „*Statistisk Tabelvärk*“ (*III. Rökke 25 Bind*).

	Nombre des distilleries		Montant de l'impôt en Rigsdalers		Eau-de-vie distillée reduite à 8° (50° centig.) en pots		Eau de-vie et liqueurs exportées — en pots
	dans les villes	dans les campag.	villes	campagnes	villes	campagnes	
Royaume (provinces)	298	38	786,669	122,989	20,002,398	3,295,704	642,522
Copenhague . .	90	4	427,852	18,026	10,268,446	432,620	833,060
a. Royaume . . .	388	42	1,214,521	141,015	30,270,844	3,728,324	1,475,602
	430.		1,355,536.		33,999,168.		
Slesvig	44	47	127,932	75,425	2,888,066	1,783,780	132,033
Holstein	62	59	102,611	62,497	2,289,404	1,373,550	115,755
b. Duchés	106	106	230,543	137,922	5,177,470	3,157,330	247,808
Monarchie (a+b)	494	148	1,445,064	278,937	35,448,314	6,885,654	1,723,410
	642.		1,724,001.		42,333,968.		

Digitized by Google

II. Suède.

En Suède le développements de la distillation a pris une direction tout-à-fait opposée à celle de la distillation en Danemark. Longtemps cette industrie y fut abandonnée au libre élan de l'activité individuelle. Elle s'associa à l'agriculture et des petites distilleries rurales se sont répandues d'une manière prodigieuse (1). Malheureusement cette succursale de l'agriculture en est devenue le fléau par son action fatale sur la morale publique: l'usage facile de l'eau-de-vie entraînait et abrutissait la population rurale, moins éclairée, et par conséquent plus facile à l'entraînement que les habitans des villes.

La réglementation de la distillation date, à proprement parler, de 1851, et déjà en 1855 elle atteint un degrés de perfection notable. La législation arrive tard, mais elle arrive armée d'expérience et de science et, en outre, presque libre de tradition, de précédents, qui gènent bien souvent le progrès parcequ'on n'aime pas à revenir sur ses pas. Aussi elle arrive promptement au système le plus juste en principe et le plus efficace en pratique et en recueillit un double fruit: une restriction de l'abus dans la consommation et une augmentation au-delà du décuple du revenu de l'État de cette source.

---

(1) Avant la réforme de 1855 plus de 35 mille; mais dans un temps plus reculé, on en donne le chiffre exorbitant de 160,000.

Digitized by Google

La loi du 10 octobre 1851, n'est cependant pas celle qui ait produit ces résultats. Elle n'était qu'un prélude à la réforme ultérieure. Les restrictions qu'elle a apportées étaient insuffisantes et la base de l'impôt peu rationnelle. Voici en quoi consistaient ses principales dispositions:

> Le droit de distiller a été limité par la condition de posséder une terre à la campagne ou un immeuble en ville d'une valeur cadastrale d'au moins 450 rds.(1). La grandeur admise de la cucurbite est graduée d'après cette valeur, de sorte que la loi établit 17 degrés de volume depuis 10 jusqu'a 90 kannes (2) pour les terres taxées de 450 à 21,000 riksd. et au-delà. La distillation permise pendant 6 mois, divisés en 3 termes. L'impôt assis sur le volume de la cucurbite et gradué d'après 5 classes d'appareils et d'après 2 catégories de chauffage—à nu et à la vapeur. De cette manière le tarif (§ 28 dela loi) contient 7 degrès pour chaque grandeur de l'ambic de 10 à 90 k. (81 grandeurs) et l'impôt oscille dans les 567 taxes entre 4 rds 70 öre et 6,480 rds.

La loi du 18 janvier 1855 apporte dans les conditions de la distillation une réforme radicale au point de vue économique et financier. Tandisque d'une part cette loi satisfait aux exigences de la science économique et de la justice, en rendant la fabrication de l'eau de-vie accessible à chacun quiconque a droit à l'exercice d'une industrie en général, — elle avise d'autre part aux moyens de sa limitation; et quant à l'impôt, elle lui donne, bien qu'encore incomplètement, une assiette naturelle et solide, et lui crée une importance sérieuse dans le budget de l'État.

---

(1) 1. riksdaler = 100 öre = 1,43 fr. = 35,7 cop. L'ancien rd = 1 ½ rd. actuel.

(2) 1. kanna = 2,617 litres.

Digitized by Google

Les dispositions essentielles sont les suivantes :

La distillation de l'eau-de-vie est permise à chacun à qui sert le droit d'exercer une industrie ou qui possède une terre taxée séparement, excepté les employés et fonctionnaires publics. Le temps de distillation est réduit à 2 mois. Il est fait distinction entre les grandes et les petites distilleries: les grandes doivent déclarer 300 à 1000 kannes de 50° à distiller par jour; pour les petites, le volume de la cucurbite est limité entre 10 et 18. k.

L'impôt est fixé à 50 öre par kanna d'eau-de-vie de 50° et assis sur deux bases différentes, selon la catégorie de l'établissement: pour les grands sur la quantité du produit immédiatement mesuré, pour les petits sur la faculté distillatoire de l'alambic. Les grandes distilleries sont assujetties à un contrôle permanent; le récipient de l'eau-de-vie et le compartiment où il est placé sont fermés à clef par le contrôleur.

Les résultats de cette ordonnance de 1855 ont été consignés dans plusieurs documents ou mémoires, entre autres dans la *Statistique officielle de la Suède* pour la période quinquennale $18^{56}/_{60}$ (1) et dans la *Revue Suédoise* (2)

Nous en rapportons les traits principaux :

1° Le nombre des distilleries a rapidement diminué : — de 670 grandes et 35,172 petites avant la réforme, il n'en est resté en 1855 que 391 grandes et 4,091 petites. C'est la nouvelle taxe et la limitation du temps qui ont écrasé cette masse de petites distilleries rurales surtout.

---

(1) Bidrag till Sveriges officiela Statistik för åren 1856—1860 utgifvet af Statistiska byrån.

(2) N° 7—9, 1859: Des résultats principaux de l'ordonnance royale de 1855. p. 164—175.

Digitized by Google

2° La production de l'eau-de-vie a été réduite à $^1/_3$ (de 43 à 13 — 14 millons de kannes), — ce qui fut autant de gagné dans la sobriété du peuple.

3° Le revenu public monta prodigieusement: de 750,000 rds. en moyenne avant la réforme, à 4,857,337 en 1855, puis, par l'augmentation de l'impôt en 1857, jusqu'à 7 millions, et enfin le budget pour 186$^4/_6$ le porte à 8,400,000 par an.

La comparaison de l'impôt nouveau avec l'ancien n'est pas facile à cause de la différence de l'assiette; mais d'après un calcul approximatif, on trouve l'impôt de 50 öre par kanne au moins 30 fois plus fort que l'ancien, qui atteignait à peine $1^1/_2$ öre.

Malgré ses mérites et son efficacité, la loi de 1855 renfermait cependant quelques clauses onéreuses et irrationnelles, comme la limitation du temps de distillation à 2 mois et la distinction entre les grandes et les petites distilleries avec admission de différentes bases d'impôt, — clauses dont les inconvénients sont justement appréciés dans l'article précité de la Revue Suédoise. Ces inconvénients ont été depuis écartés ou modifiés. Après la loi de 1857 qui éleva la taxe à 60 öre par k. et augmenta la faculté distillatoire des chaudières pour les petites distilleries, vient celle *du 26 octobre 1860*, supprimant la distinction par rapport à l'impôt entre les grandes et les petites distilleries et augmentant d'un mois le temps de distillation; enfin la dernière *loi du 18 décembre 1863*, qui règle (§ 2.) le temps de distillation comme suit:

> La distillation est permise (si les circonstances de force majeure ne s'y opposent) pendant 5 mois et en 6 termes suivants:

Digitized by Google

du	15 janvier	midi	au	15 février	midi
„	15 février	„	„	15 mars	„
„	15 mars	„	„	15 avril	„
„	15 octobre	„	„	15 novembre	„
„	1 novembre	„	„	1 décembre	„
„	15 novembre	„	„	15 décembre	„

La fabrication peut s'exercer pendant 1, 1 ½, 2, 2 ½ ou 3 de ces termes, c'est-à-dire pas moins d'un mois, pas plus de 3.

Ceci est la seule modification importante que la loi de 1863 apporte à la législation antérieure. Elle donne assurément certaine latitude au choix des termes dans l'espace de 5 mois, mais le maximum de 3 termes peut occasioner des gênes sérieuses et ne paraît être motivé que par les difficultés du contrôle. En effet, les contrôleurs étant très nombreux et payés par jour, tant que dure la campagne, il est dans l'intérêt de l'ordre et de l'économie de concentrer l'opération. C'est grâce à ce système que les frais de contrôle et d'administration sont minimes — de moins de 4 ½ % du revenu (v. p. suiv).

L'effet de la suppression en 1860 de toute distinction entre les grandes et les petites distilleries a été une nouvelle réduction très-considérable du nombre de ces dernières: en 1860 il y avait 244 grandes et 2645 petites; en 1861, il ne reste en tout que 579 distilleries, sans cependant que la production de l'eau-de-vie fût sensiblement diminuée.

Malgré cette concentration de la distillation, elle conserve toujours en Suède son caractère d'industrie éminemment rurale: à Stockholm il se trouvait en 1858 trois distilleries, en 1859 une seule, maintenant il n'y en a plus.

Digitized by Google

La *vente* de l'eau-de-vie, en gros et en détail, est réglée par la *loi du 18 décembre 1863, „sur les conditions de la vente etc.“*—**Elle est imposée par** un système de patentes assez fortes (1) au profit des communes ($^3/_5$), des sociétés d'économie rurale ($^1/_5$), et des assemblées provinciales ($^1/_5$).

Tableau indiquant le nombre des distilleries, la production et le revenu.

	Nombre des distil'eries		Eau-de-vie produite en kannas	Revenu de l'impôt en riksdalers.	
	grandes	petites			
w r. 1852.	670	35,172	43,000,000	753,335	Dépense environs 50,000 rds.
„ 1855.	391	4,091	11,444,000	4,857,837	Revenu moyen annuel= 5,774,291, rds.
„ 1856.	380	5,138	12,513,000	5,360,435	
„ 1857.	400	5,482	14,980,000	6,385,548	Dépense moyenne en frais de contrôle et d'administration = 255,132 rds. — C'est moins de $4^1/_2$ % du revenu.
„ $18^{58}/_{59}$	393	2,481	14,446,137	7,042,913	
„ $18^{59}/_{60}$	353	2,824	14,913,551	6,782,499	
„ 1860.	244	2,645	9,914,541	4,216,513	*(Sveriges officiela Statistik, p 54).*
„ 1861.	579		14,007,107	„	
„ 1862.	590		14,376,299	„	
„ 1863.	„		16,202,557	„	

(1) **Le montant du revenu des patentes pour 1860 s'élevait à 1,214,043 rds. 27 öre sans compendre les deux provinces de Södermanland et de Östergötland (Sv. off. Statistik p. 56).**

Digitized by Google

En *Norvège* la distillation est permise pendant 7 mois $\frac{\text{Oct.bre}}{\text{Avril}}$. L'impôt fixé par la loi de 1848 à 4 skillings species (1) par pot, fut porté en 1854 à 6 sk. sp. (29 centimes). En 1833 il y avait 5,677 alambics; en 1852 le nombre des distilleries n'était que 33. La production de 14 millions de pots fut réduite à 6,363,000 p.; le revenu de 1852 était de 318,200 sp. dalers (1,821,376 fr.)

(1) 1 Specicsdaler = 4 riksd.

Digitized by Google

III. France.

Les premiers droits sur l'eau-de-vie connus en France datent du milieu du XVIIme siècle: c'étaient une taxe de débit en détail et une *subvention* payée à l'entrée des villes. Ces taxes furent supprimées en 1791 avec toutes les taxes de consommation, mais bientôt rétablies. En 1804 on essaya d'imposer les distilleries; mais ce système a paru onéreux à l'agriculture et la loi de 1806 le remplace par un droit de vente en gros et en détail.

En 1808 on est cependant revenu à imposer les distilleries, et on taxa la *contenance de la chaudière* à 20 fr. par héctolitre et par mois. En outre, on a établi les droits de circulation et d'entrée.

Cette législation évidemment casuistique fut rapportée en 1810 et l'impôt sur la chaudière a été remplacé par un impôt sur l'eau-de-vie fabriquée, à raison de 1, 2 et 3 fr. par héctolitre, suivant la force. Pour parer à la fraude, la même loi établit un contrôle permanent et de fortes pénalités. En 1816 toute la législation des boissons a été remaniée; mais cette réforme concernait moins l'eau-de-vie que les vins, les cidres etc.; quant à l'eau-de-vie, la vraie réforme date de 1824.

Digitized by Google

La loi du 24 juin 1824 remplace tous les droits sur l'eau-de-vie, excepté celui d'entrée, par un *droit unique de consommation*, fixé à 50 fr. par hectolitre *d'alcool pur*, perçu au mouvement ou à l'expédition. Cet impôt est depuis maintenu en principe; le chiffre a seulement subi quelques modifications: il fut réduit ou élevé, pour arriver enfin, en vertu *de la loi du 26 juillet 1860*, à 75 fr. et 91 pour Paris.

Le droit d'entrée est réglé pour la dernière fois par la loi du 12 décembre 1830: il varie de 4 à 16 fr. par hectolitre, suivant la population des communes, à commencer par 4,000 habitans. Le chiffre de la production et à peu près celui de la consommation, en 1861 de 832,946 héc. d'al. pur (1) — 2,^{22} litres par tête, — reste presque immobile pendant les 6 années 18$^{56}/_{61}$ malgré l'élévation de l'impôt (2). *L'alcool dénaturé* (destiné pour l'industrie) est imposé d'après la quantité d'essence et le chiffre de la population, de 9 fr. à 22,^{00} (ordonnance du 19 août 1845).

Outre les impôts de comsommation et d'entrée, la vente de l'eau-de-vie est frappée du droit de patente. Les débitants et marchands d'eau-de-vie et liqueurs appartiennent au 5 premièresclasses (sur 8) du tarif, et sont taxés d'un droit fixe de 7à 300 fr. (3).

---

(1) Sur cette quantité la distillation de la betterave, qui prend en France un développement considérable, donne 320,000 hectolitres.

(2) Voir pour plus amples détails — E. *de Parieu* Traité des impôts, III p. 39 — 47. *Rau.* Finanzwissensch. II § 439 note c.

(3) *Vignes* — Tr. élem. des impôts en France, — Tarif, page 336 et suiv.

Digitized by Google

IV. Angleterre.

Nulle part la législation de l'eau-de-vie n'est à ce point fiscale qu'en Angleterre: l'énormité de l'impôt l'a rendu nécessaire.

Les restrictions dans la fabrication, ayant en vue de faciliter le contrôle et la perception de l'impôt, ont été principalement appliquées à l'Angleterre propre. Les distilleries ne peuvent y être établies que dans les villes ou à un quart de mille de distance des villes, et pas plus petites qu'avec un alambic de 1800 litres, tandis qu'en Écosse et en Irlande l'alambic de 180 litres est admis. De là ce trait caractéristique des distilleries anglaises, qu'elles sont peu nombreuses et constituent de grandes entreprises industrielles (1), tandisque les distilleries écossaises et irlandaises sont nombreuses, beacoup plus petites et situées pour la plupart dans les campagnes.

L'histoire de l'impôt sur l'eau-de-vie en Angleterre est très-instructive. On y puise, en faits et en chiffres, une démonstration flagrante de cette vérité en finance, que tout impôt a ses limites naturelles, qu'on ne saurait franchir sans risquer de marcher juste à l'encontre du but.

---

(1) 10 énormes distilleries dont la production donne 4 millions liv. sler. d'impôt.

Digitized by Google

L'abus de l'eau-de-vie par le bas peuple au commencement du XVIII siècle a provoqué de nombreuses protestations des philanthropes et du clergé et la détermination du gouvernement de déraciner la mauvaise habitude par l'enchérissement de la boisson. Il fut rendu en 1736 un acte remarquable par ses motifs, ses clauses et ses conséquences. Voyant dans l'usage trop répandu des boissons fortes la ruine non seulement des individus, mais des générations et du pays, cet acte frappe l'eau-de-vie d'un impôt de 20 shillings par gallon et chaque détaillant d'un droit de licence de 50 £. Les conséquences étaient funestes: les détaillants honnêtes se retirèrent et furent remplacés par des hommes dépravés; la fraude démoralisait plus que l'ivrognerie; le revenu de l'impôt diminuait sans que la consommation réelle fût réduite. Les officiers de l'excise, dit Mac Culloch, étaient assaillis dans les rues de Londres et les indicateurs maltraités comme des bêtes sauvages (1). Dans l'espace de 2 ans, 12,000 personnes ont été punies pour vente illicite des spiritueux. A Londres seulement il se vendait clandestinement 7 millions de gallons. — Le gouvernement s'est vu forcé d'abandonner la lutte inégale et en 1842 l'acte fut révoqué.

En Irlande les rigueurs allaient jusqu'à l'atrocité: amendes solidaires (town-land fines) imposées sur les paroisses pour des fraudes individuelles, poursuites de la police spéciale (revenue police), scènes publiques, découverte des milliers de distilleries illicites, destruction des matériaux etc.— tout celà fut impuissant (2). En Ecosse un exer-

(1) Taxation 354.

(2) *Bailly*. Finances du Royaume-Uni, I 443 — 4.

Digitized by Google

cice permanant n'a pas empêché que la vente de l'eau-de-vie se fit publiquement au dessous de l'impôt (1).

Mac Culloch (2) donne des tables du nombre de gallons taxés et du revenu depuis 1791 jusqu'en 1850 ainsi que des modifications de l'impôt, et fait remarquer, qu'après la réduction de l'impôt en 1823 en Irlande et en Écosse et en 1826 en Angleterre le phénomène était partout le même, que dans 2 ans la quantité d'eau-de-vie imposée a doublé, même triplé (en Irlande) et le revenu s'est considérablement accrû. Il démontre aussi, d'après le témoignage des commissionnaires de l'accise, que la consommation n'avait pas diminué sous le régime des taxes plus élevées, bien que la quantité imposée fut réduite.

Les taxes des trois contrées furent rapprochées en 1826: tandis que pour l'Angleterre elle fut réduite, en Écosse et en Irlande elle subit une légère augmentation. Depuis, les taxe anglaise et écossaise ont été deux fois élevées — en 1830 et en 1840, et enfin portées uniformément à 8 sh. par gallon en 1855; la taxe irlandaise a subi plusieurs modifications pour arriver en 1858 au même taux de 8 sh. (v. le tableau ci-après).

La législation actuelle se résume en ceci: impôt uniforme de 8 shil par gallon d'eau-de-vie à 50°, calculé sur la matière première et sur le malt, sauf un correctif d'après les résultats, garanti par un contrôle incessant; restitution de l'impôt à l'exportation avec une indemnité de 2 à 3 pences en sus pour compenser la gène de la perception (3); fran-

(1) M. Culloch cite le passage suivant d'une lettre aux commissionnaires: „Smugled whisky is often carried to market by armed men in defiance of the law" (Taxation p. 360).

(2) Ibid p. 358 et suiv.

(3) Loi du 28 août 1860.

Digitized by Google

chise pour les alcools dénaturés (1); exercice permanent très-onéreux.

Outre cet impôt de fabrication qui rapporte au-delà de 9 millions de £, l'eau-de-vie est frappée d'un droit de licence (de 2 £ 4 sh. à 14 £ 6 s. 7 d.) pour distillateurs, rectificateurs, détaillants etc. La somme totale de ce droit atteint 1. million de £.

Tableau indiquant les changements de l'impôt, le revenu et la quantité de l'eau-de-vie imposée depuis 1811.

	Impôt par gallon			Revenu en liv. ster.	Eau-de-vie imposée en gallons
	Angleterre	Écosse	Irlande		
	de 8 shil. 1/2 d.	Lowl. Highl			
1811 . .	10 — 2 3/4	8s 1/4 d—6s 7 1/2 d	2 s 6 1/2 d	2,969,136	13,105,901
1817 . .	„	6 s 2 1/2 d	5 — 7 1/2	3,745,375	9,616,945
1819 . .	11 — 8 1/4	„	„	3,908,433	9,948,171
1823 . .	„	2 — 4 3/4	2 — 4 3/4	3,398,388	9,696,974
1826 . .	7 —	2 — 10	2 — 10	4,118,951	18,230,859
1830 . .	7 — 6	3 — 4	3 — 4	5,205,534	22,744,271
1834 . .	„	„	2 — 4	5,243,066	23,397,806
1836 . .	„	„	„	5,485,582	26,745,300
1840 . .	7 — 10	3 — 8	2 — 8	5,207,267	21,859,337
1855 . .	8 —	8 —	„	8,736,000	21,957,275
1858 . .	„	„	8	9,195,154	23,212,612
1861 . .	„	„	„	9,225,538	23,280,000

(1) Loi du 26 juin 1855.

Digitized by Google

V. Prusse.

La distillation s'était d'abord établie dans les villes, où elle fut déjà imposée, lorsque les distilleries rurales d'abord à peine remarquées, comme n'ayant pas d'importance, sont restées libres d'impôt, même lorsque plus tard elles se sont largement répandues, grâce à leur liaison avec l'agriculture. C'est le décret du 28 octobre 1810 qui appliqua aux distilleries rurales le même impôt que payaient les distilleries urbaines. La même loi supprima les priviléges (Bannrechte)(1) de mouture et des boissons, sauf une indem-

(1) Il existait en Prusse, comme dans l'Allemagne du Nord en général, certains droits exclusifs (Bannrechte), sur quelques branches d'industrie rurale, réservés aux propriétaires du sol. Ils consistaient à exclure toute concurrence et obliger les habitans du lieux à n'user pour leur approvisionnement que d'établissements locaux. Parmi ces droits celui de mouture et celui de fabrication et de débit des boissons étaient les plus importants. Hoffmann explique l'origine et la signification de ces priviléges: Ils étaient justifiés, dans le temps, par le besoin de garantie pour des établissements utiles mais chanceux. Mais ensuite, lorsque le développement de l'industrie rendait ces précautions superflues, ces droits sont devenus un anachronisme et un mal comme toute entrave portée à la libre concurrence industrielle.

Voici la nomenclature des *Bannrechte: Mühlen-, Getränke-, Schank-, Schmiede-, Kelter-, Backofen-Zwang.* — (*Hoffmann-Befugniss zum Gewerbbetriebe, 29 et suiv*).

Digitized by Google

nité dans les cas d'une perte imméritée (falls unverschuldeter Verlust) et suffisamment démontrée. Ces cas étaient fort rares, car le gouvernement a jugé nécessaire de restraindre la multiplication d'établissements pouvant porter ombrage aux anciens, surtout des distilleries et des débits de l'eau-de-vie. La loi du 7 Septembre 1811 interdit l'établissement de nouvelles distilleries rurales sur des terres d'une valeur cadastrale inférieure à 15,000 thalers. L'établissement des débits ou cabarets ne devait être autorisé par la police que dans les cas de nécessité démontrée. La concurrence étant ainsi toujours limitée, on considérait que tout établissement qui se trouverait en défaut l'aurait mérité.

Comme faisant suite au décret de 1810, nous citerons la loi du 13 mai 1833, le Règlement sur l'industrie (Gewerbe-Ordnung) du 17 janvier 1845, abrogeant encore quelques droits et prestations en faveur des propriétaires, et la loi y annexée sur l'indemnité (Entschädigungs-Gesetz.) La loi de 1833 précisément supprime moyennant indemnité certains droits, celui des boissons entre autres, des propriétaires de quelques villes de Posnanie (Mediatstädte). Ce que cette loi a de remarquable, c'est le moyen de déterminer l'indemnité, basé sur les déclarations des propriétaires (1). Le règlement de 1845 contient entre autres l'abrogation de la clause de 1811, portant limitation de l'établissement des distilleries aux propriétés taxées à 15,000 th. La loi sur l'indemnité alloue des rentes en compensation du revenu dont l'abrogation des priviléges a entraîné la

(1) *Lette und Rönne* — Landes-Kultur-Gesetzgebung, I. 85 — 7.

Digitized by Google

perte. La rente peut être rachetée, en temps opportun, moyennant paiement de 25 fois son montant.

La réglementation fiscale de la distillation commence, à proprement parler, par la loi *du 8 février 1819*. Cette loi établit un impôt sur la capacité de l'alambic et le temps de distillation (Blasenzins) à 15 pfennigs anciens = $18^3/_4$ nouveaux ou $1^9/_{16}$ gros pour chaque 4 quartes de cette capacité et par jour, supposant ainsi imposer 1 quarte d'eau-de-vie de 50°. Cette assiette rendait l'impôt très-inégal et fut surtout désavantageuse aux petites distilleries incapables d'appliquer des procédés améliorés.

Une *loi provisoire du 1 décembre 1820* inaugure le système aujourd'hui en vigueur, système d'impôt sur le volume de la guilloire (Maischsteuer ou Maischraumsteuer) à raison de $18^3/_4$ pf. = $1^9/_{16}$ gros par 25 quartes de ce volume, supposés productifs d'un q. d'eau-de-vie, — c.-a.-d. au même taux que l'ancien. L'ordonnance du 10 janvier 1824 établit deux taux différents: $1^1/_2$ gros pour les grandes distilleries et $1^1/_3$ pour les petites par 20 qu. (1). Ces taux ont été successivement élevés à 2 gr. et $1^2/_3$ par l'ordonnance du 16 juin 1838 et enfin a 3 et $2^1/_2$ — taux actuel — par la *loi du 19 avril 1854*.

L'impôt est payé d'avance, sauf si le crédit est demandé, ce qui a rarement lieu à cause de formalités.

Une remise inférieure à l'impôt est allouée à l'exportation.

---

(1) Comme petites distilleries sont regardées celles qui opèrent sur le cru, seulement 6 mois, et dont la guilloire ne dépasse pas 900 quartes. Elles ne comptent que pour $^1/_{11}$ du produit de l'impôt. (Rau, II § 438 note-f.)

Digitized by Google

La réglementation du *débit* est comprise dans la loi spéciale du 7 février 1835 (1) et dans le Réglement général sur l'industrie (Allgemeine Gewerbe-Ordnung) du 17 janvier 1845.

Les licences (Erlaubniss-Scheine), toujours personnelles et locales, de cabaretier et aubergiste sont délivrées par la police dans les villes et par le Landrath dans les campagnes, pour l'espace d'une année, sauf renouvellement, et chaque fois du consentement de l'autorité communale. L'établissement de nouveaux débits n'est admis que dans les cas de nécessité démontrée.

Le décret du 16 nov. 1846 interdit le débit aux fabricants eux-mêmes dans leur fabrique et à une lieue de distance.

Les détaillants sont imposés par la loi de l'impôt sur l'industrie (Gewerbesteuer-Gesetz) du 30 mai 1820.

Nous donnons dans le tableau ci-après quelques chiffres tirés des relevés officiels pour l'Union d'impôt (Steuerverein (2).

---

(1) Allerhöchste Kabinets-Order in Betreff des Kleinhandels mit Getränken etc.

(2) Cette union comprend une population de 22 millions d'habitans, dont 18 1/2 pour la Prusse et 3 1/2 pour les petits États.

Digitized by Google

		Nombre des distilleries					Revenu de l'impôt en thalers	Restitution pour l'eau-de-vie exportée	Revenu net par tête
		dans les villes	dans les campagnes	Total	distillant pommes de terre	distillant autres matières			
1831	Distilleries existantes	7,183	15,786	22,969					
	Distilleries actives	4,407	9,399	13,806	.	.	.	.	.
1840	„ existantes	.	.	.					
	„ actives	.	.	.	.	.	7,051,476	205,666	12 gr. 2 pf.
1853	„ existantes	1,864	8,679	10,543					
	„ actives	1,455	5,987	7,442	4,157	3,285	5,825,921	515,769	7 — 9,6
1860	„ existantes	1,467	6,815	8,282					
	„ actives	1,164	5,164	6,328	3,326	3,002	9,630,770	1,578,593	11 — 4,4

Digitized by Google

La question de l'eau-de-vie en Prusse a été récemment débattue au sein du Collége économique (Landes-Ökonomie-Kollegium). L'initiative de ces débats venait du ministre des finances. Dans une lettre en date du 11 avril 1862, adressée au ministre de l'agriculture, M. de Heydt, se prévalant de la nécessité de trouver un revenu nouveau de 4 millions de thalers pour les besoins d'une flotte prussienne à créer, indique l'impôt de l'eau-de-vie comme passible d'augmentation suffisante pour donner cette somme.

Après avoir comparé l'impôt prussien à celui de Hollande, de France et d'Angleterre et montré qu'il se rapporte à ceux-ci àpeuprès comme 1 à $3^1/_2$, 5 et 22, il conclut à une augmentation de la taxe de 3 grôs sur 20 quartes de trempe à 5 gr. ou du moins à $4^1/_2$, affirmant que ce taux correspondrait parfaitement au taux normal établi par la loi de 1819, eu égard aux progrès de la distillation.

Le ministre de l'agriculture, après avoir demandé l'opinion des comices agricoles et des autorités provinciales, a soumis la question aux délibérations du Collége économique. Deux faces de la question y ont été érigées en deux questions distinctes: 1° celle de l'augmentation de l'impôt, 2° celle du changement de son assiette par l'imposition directe de l'alcool.

D'après le rapport de M. Elsner von Gronow, rapporteur, les Comices se sont prononcés unanimement contre la hausse de l'impôt, les autorités provinciales se sont partagées.

Parmi les arguments négatifs très-faibles comme: la prétendue pression directe de l'impôt sur la production

Digitized by Google

seule, la dépendance des prix de l'eau-de-vie à l'intérieur du marché universel, l'assimilation de cette denrée aux objets de première nécessité, la position précaire des propriétaires obérés, le dépérissement de la distillation à la campagne au détriment de l'agriculture, etc. nous trouvons un argument remarquable : c'est que la province du Rhin qui distille beaucoup plus de grains que de pommes de terre, et qui tire à peine 5% d'alcool pur de la trempe de seigle et seulement 6 à 7% de la trempe de pommes de terre, serait surchargée d'impôt, — et qu'en général l'inégalité de la pression que l'impôt exerce déjà dans les diverses localités serait augmentée par son élévation.

Mais si cet argument est juste, il prouve moins contre la hausse de l'impôt que contre son assiette elle-même.

Le rapporteur insiste sur le caractère de *taxe de consommation* que l'impôt des boissons doit affecter, et qu'il a effectivement en Angleterre et en France ; il relève la nécessité d'affranchir toute quantité d'alcool qui n'est pas consommée comme boisson et dans le pays même, indique les franchises anglaises, — et évaluant les pertes de magasin (jusqu'à consommation) à 7%, l'exportation à 20% et autant l'alcool employé en industrie et à la fabrication du vinaigre, demande que toute cette quantité c.-a.-d. 47% soit entièrement affranchie.

L'insuffisance de la remise à l'exportation amène en Prusse une étrange combinaison : on exporte les pommes de terre dans le Meklembourg, le Hanovre et à Hambourg pour les y distiller. Il est clair que dans ce cas la différence entre la remise et l'impôt couvre l'excès des frais de transport des pommes de terre.

Digitized by Google

M. Elsner exprime l'appréhention que lui inspire la concurrence imminente pour la distillation prussienne de la part de l'Amérique, de la Russie du Sud — où il croit voir mille distilleries nouvelles en construction, — et même de la nouvelle invention, de l'alcool extrait de la houille. Il considère l'eau-de-vie comme nécessaire à l'ouvrier, nie que la distillation ait depuis 1854 beaucoup amélioré ses procédés, et n'admet que 7½ % d'alcool de la trempe de pommes de terre(1); insiste sur la nécessité d'épargner les distilleries rurales, déplore la perte du capital productif par la ruine d'établissements montés (14,700 distilleries disparues depuis 1831 auraient anglouti dans leur ruine au moins un capital de 7,350,000 thalers — à 500 th. chacune).

Après cette exposition des faits, opinions et motifs le rapporteur conclut à la réprobation de toute idée d'élever l'impôt.

Un autre rapporteur, M. Lüdersdorf, praticien éminent, compare l'impôt aux prix du marché et constate que ceux ci varient du simple au triple sans égard à l'impôt; que le rapport de l'impôt au prix varie de 16 à 52%. Il donne aussi un relevé des frais de production qui dépassent le prix vénal de l'eau-de-vie: ce seraient donc les résidus et l'engrais qui sauveraient la distillerie d'une ruine certaine. Après quoi, — se faisant fort de la conviction que l'impôt grève la production seule sans atteindre

(1) Voici cependant un fait que nous tenons de M. Lüdersdorf, propriétaire près Berlin: Dans sa distillerie de Weissensee, qu'il a eu la complaisance de nous faire voir, sur une capacité de la guilloire (Maischraum) de 4,490. quartes il obtient 500 qu. d'eau-de-vie à 86°, ce-qui donne 9,57% da'lcool ($\frac{500 \times 86}{4,490} = 9,57$.)

Digitized by Google

le consommateur et que les prix à l'intérieur ne sont réglés que par le marché universel, M. Lüdersdorf arrive à la conclusion de son collègue.

Plusieurs membres, délégués des provinces, ont parlé dans le même sens. Peu de voix ont soutenu la thèse de l'augmentation de la taxe, si ce n'est les membres de l'administration.

Un délégué de la province de Saxe a énoncé des arguments solides que voici: Pour que l'impôt puisse être élevé et qu'il se reporte sur le consommateur, il faut *changer son assiette — au lieu de la trempe imposer l'alcool* (Fabrikatsteuer), *augmenter la remise à l'exportation et frapper de taxes prohibitives l'alcool étranger.*

Après une allocution du président sur l'écrasante action de fréquentes modifications des charges imposées sur l'économie rurale, qui ne saurait changer subitement de conditions, comme le peuvent d'autres industries,— il proposa la résolution suivante que le Collège adopta à l'unanimité.

> Dans l'état actuel de la distillation, intimement liée à l'agriculture, le Collège croit inadmissible toute élévation de l'impôt sur la trempe (Maischsteuer).

Le Collège passa ensuite à la seconde question — celle de *l'imposition directe de l'alcool.* On a d'abord produit un communiqué du ministre de l'agriculture, daté du 3 octobre 1862. Le ministre rappelle que déjà en 1860 le Collège a été saisi de cette question, mais sans qu'il ait prononcé une opinion arrêtée; il déclare que depuis, son ministère l'a étudiée dans le pays et en Angleterre (1), et que,

(1) MM. Elsner et Salviati ont été dans ce but envoyés en Angleterre.

Digitized by Google

sans vouloir imiter le système anglais, il tient au principe, et engage le Collège à y réfléchir. Il appelle son attention sur le différent rendement en alcool de la trempe selon les matières: 8% pour les pommes de terre, 4% pour les betteraves, 2% pour les navets et tournips, — et s'appuyant sur le témoignage du professeur Eichhorn et les expériences agricoles, indique jusqu'à quel point les conditions de la distillation seraient égalisées par le système d'impôt proposé. Il démontre enfin que le résultat financier qu'on cherche serait atteint sans dépasser le taux normal de 1819.

Les mêmes rapporteurs, MM. Elsner et Lüdersdorf ont pris la parole et, tout en reconnaissant la justesse en principe de l'assiette proposée, — sans même nier sa grande portée économique en ce qu'elle livrerait à la distillation des matières moins essentielles à l'alimentation du peuple ou de qualité inférieure, — ils ont cependant reculé devant les inconvénients pratiques et surtout devant l'appréhention du préjudice que la réforme porterait aux provinces orientales de la Prusse, provinces productives des pommes de terre et peu propres à d'autres cultures (1), — et se prononcèrent contre la réforme.

La province de Saxe, la Prusse Orientale et la Poméranie se sont déclarées pour l'impôt direct sur l'alcool, — ce qui, pour les deux dernières, a produit quelque sur-

---

(1) M. Lüdersdorf va jusqu'à pretendre que la betterave écraserait la pomme de terre; — voici son calcul :

Sur 1. Morgen on obtient:

140 ctn. de betteraves—à 12 livr. de sucre p. Ct et 25% alc. p. liv. = 42,000 al.
72 „ „ pom. de ter.— 17 „ d'amidon „ „ „ „ „ = 30,600 „

Annalen der Landwirtschaft. t. 41 *Suppl. p* 151.

Digitized by Google

prise. Le délégué saxon M. Beurmann proposa, pour le cas si la réforme manque, un système de péréquation consistant à proportionner l'impôt à la productivité relative de la trempe de diverses matières distillables.

Plusieurs résolutions ont été proposées; l'assemblée, après en avoir écarté quelques-unes, adopta celle de M. Sänger, dont voici l'essence:

> Bien que l'impôt sur l'alcool (Fabrikatsteuer) présente de notables avantages sur le système du Maischraum, le Collège reserve son jugement définitif sur la préférence à lui donner, jusqu'à ce qu'il ait connaissance de dispositions législatives de nature à lui faire apprécier: 1° jusqu'à quel point la réforme amenerait la concentration de la distillation dans de grands établissements au détriment de l'agriculture, 2° si les procédés de contrôle, au lieu d'être adoucis, ne seraient au contraire rendus plus oppressifs.

La question ainsi laissée en suspens n'a plus été soulevée.

Digitized by Google

VI. Autriche, Belgique, Espagne etc.

En Autriche on a récemment remplacé la Maischsteuer par un système mixte d'impôt. La loi du 9 juillet 1862 établit l'impôt directe sur l'alcool pour les grandes distilleries seules; la Maischsteuer est maintenue pour les petites, et la distillation d'approvisionnement (pour les besoins de la maison) est affranchie. En outre, pour la Gallicie l'impôt se réduit de $7^1/_2$ %, pour la Hongrie de 15%.

Le taux du nouvel impôt est de 6 kreuzers (7,[2] surtaxe comprise) par 1° et par seau (Eimer).

Un règlement spécial prescrit un contrôle minutieux et de fortes pénalités.

Excepté l'Autriche, le système du Maischraum domine en Allemagne, surtout dans le Zollverein. La Saxe royale et l'Union thuringienne ont même adopté le règlement prussien. La Hollande a adopté le même système en 1816, la Belgique en 1833.

L'impôt en *Belgique* n'était d'abord que de 22 centimes par héctolitre de trempe, il fut élevé par degré jusqu'à $1^1/_2$ fr. pour les grains et 2,[36] pour les matières sucrées, sauf réduction de 15% pour les petites distilleries rurales. Le crédit d'impôt est admis pour 3 termes trimestriels;

Digitized by Google

la décharge à l'exportation est fixée à 22 fr. par héctolitre à 50°. La production s'élevait en 1842 à 6 millions d'héctolitres de trempe; le revenu qui fut alors de 3,323,000 fr. monta en 1854 à 6,577,973.

En 1838 le débit de l'eau-de-vie fut frappé d'un droit de patente dans le but de restreinde le trop grand nombre de cabarets; en 1849 ce droit fut proportionné à la quantité débitée. On comptait pendant les 3 années 185$^{7}/_{9}$ en moyenne 58,578 débits dont les patents produisaient 912,121 fr.

En *Espagne* la perception de l'impôt des boissons en général varie de province à province et même de ville à ville. Dans les chefs-lieux c'est une espèce d'octrois perçus par l'État; dans les autres villes c'est un droit de consommation sur les quantités destinées à la vente, perçu à l'entrée par la municipalité et partagé entre la commune et l'État. Dans les villages et petits bourgs la vente en détail est monopolique et administrée par amodiation sous la surveillance de la municipalité. Le droit varie de 8 fr. 10 cent. à 32 fr. 40 c. par héctolitre.

Digitized by Google

VII. Russie.

La nouvelle législation russe sur les boissons (décret du 4 juillet 1861), remplaçant pour l'eau-de-vie l'ancien monopole de vente, est mise en vigueur du 1er janvier 1863. En voici les principales dispositions:

L'impôt consiste en une *accise* perçue à mesure de la vente, sur les manquants du magasin et en deux sortes de *patentes* — pour le droit de distillation et pour celui du débit.

Les esprits exportés ou dénaturés sont affranchis.

La distillation est permise toute l'année; chaque terme déclaré doit contenir l'espace d'au moins 14 jours. Le minimum de la cuve à fermentation est de 540 védros (66,^{00} héctolitres). On doit préciser la quantité de chaque matière distillable en correspondance avec la grandeur des cuves, d'après la proportion de 9 védros d'espace pour 1 poude de farine de blé, 3 1/2 pour 1 p. de pommes de terre, 2 1/2 pour la betterave.

Digitized by Google

L'accise est payée sur la quantité normale d'alcool, calculée d'après la double échelle du rendement des matières que voici :

	Catégorie supérieure	C. inférieure
	Grades = centièmes de védro	
De 1 poude de farine de seigle	31%	32%
„ „ „ de froment	36	34
„ „ „ d'orge . . .	31	29
„ „ „ d'avoine . .	25½	24
„ „ de pommes de terre	8½	8
„ „ de betteraves. . . .	7	6½

Les fabricants sont libres de choisir entre ces deux catégories. L'impôt normal ainsi établi est payé sans égard au déficit du produit; le surplus est libre d'impôt pour la catégorie supérieure et taxé de moitié pour la catégorie inférieure.

La vente des boissons est libre quant au prix; mais pour obtenir une patente de débit on doit avoir le consentement de la commune ou du propriétaire du lieu. Dans les provinces occidentales et baltiques, le droit de vente est reservé aux propriétaires. Le taux de l'accise est de 4 copeks par 1° (1/100 de védro) d'alcool pur, ou 4 rbles par védro.

La tarif des patentes pour les distilleries est simple: 10 rs. pour chaque 540 v. de volume des guilloires. Les patentes de débit varient d'après leur importance et les 3 catégories de localités entre 5 et 200 rbles.

Digitized by Google

VIII. Pologne.

La fabrication de l'eau-de-vie dans le royaume de Pologne était toujours attachée à la terre, et par suite de dispositions administratives prises depuis 40 ans, elle est définitivment confinée aux campagnes (1). Elle n'était pas imposée jusqu'uen 1844: le seul droit que supportait l'eau-de-vie était jusque-là le *droit de consommation*, établi par une décision de la Diète du 23 décembre 1811, pour les villes seulement.

En 1822 la vente des boissons à Varsovie et dans 20 villes de l'État fut rendue monopolique; mais ce monopole ne durait que jusqu'en 1830. Depuis 1831 l'impôt de consommation est gradué d'après la population des villes (5 classes). Le mode de perception de cet impôt est de deux sortes: il est administré par l'État à Varsovie et affermé dans les autres villes.

Le décret impérial du $^{5}/_{17}$ juillet 1844 établit un *impôt sur la fabrication* ou accise, tout en laissant subsister l'ancien droit de consommation. Enfin la *loi du* $^{4}/_{16}$ *mai 1848* a définitivement réglé la distillation et le débit dans les conditions jusqu'ici en vigueur et dont voici la substance:

---

(1) En 1822, la distillation fut interdite à Varsovie, et depuis 1832 dans les villes de l'État. Dans les autres villes, bien qu'elles sont libres de pareille interdiction, il n'y a cependant que 4 distilleries.

Digitized by Google

Le droit de *distillation* est conféré aux propriétaires fonciers possédant un bien d'au moins 20 vlouks (1) de sol arable ou de 20 foyers de paysans (art. 52). La distillation est permise pendant 7 mois choisis dans l'espace de 8 $\frac{\text{octobre}}{\text{mai}}$ (art. 1). Les licences d'établissement sont taxées de 150, 300 et 600 rs. suivant la grandeur de l'appareil (art. 7).

L'impôt était d'abord gradué ou progressif pour les petites, moyennes et grandes distilleries — de 23, 45 et 90 cop. par védro à 78°; mais le décret du $^{1}/_{28}$ octobre 1862 l'a rendu uniforme — de 34 cop.

L'assiette de l'impôt ressemble à celle adoptée en Russie: il y a deux échelles ou catégories de productivité des matières. Celui qui se déclare pour la catégorie supérieure ne subit que le contrôle de la trempe; dans la catégorie inférieure on est, en outre, soumis à un second contrôle — celui du produit en alcool (2) (art. 3, 4, 5).

L'impôt est perçu par trimestre: les trois premiers d'après la déclaration, le 4e d'après le compte définitif de la campagne (art. 48.)

A l'exportation pour l'étranger, il est restitué 30 cop. par védro. Toute exportation d'alcool du royaume dans l'empire russe et réciproquement est prohibée.

La *vente* de l'eau-de-vie a été réglementée par la même loi avec une tendance restrictive quant au débit en détail.

L'entrepôt n'est permis qu'aux propriétaires des distilleries ou aux licenciés spéciaux, et la vente au prix du marché y est limitée au minimum de 3 védros. Les auberges et cabarets ne sont admis que là, où la nécessité en est pa-

(1) Vlouka = 15 hectares.

(2) Du nombre de 1897 distelleries actives en 1860, il y vait 1808 dans la première catégorie et seulement 89 dans la seconde.

Digitized by Google

tente et precisément dans les propriétés comptant au moins 5 foyers ou 30 habitans majeurs, ou sur la voie publique de 1re ou 2e classe. Dans les villes de plus de 6,000 h. la proportion normale est de 1 cabaret par 500 h; dans les autres 1 par 300 h. (art. 76, 77, 78).

Dans les villages appartenant à plusieurs propriétaires, 40 foyers comportent 1 cabaret au bénéfice commun des propriétaires: ils partagent le revenu en raison du nombre d'habitans de chaque lot (art. 110).

Il est défendu au détaillant— sous amende, confiscation ou destruction de l'eau-de-vie et retrait de licence, — de vendre l'eau-de-vie plus forte que de 46,$^{8}_{4}$% ou au-dessous de 1 r. 50 c. par védro, ou d'ajouter gratis quoi que ce soit pour masquer le rabais (art. 72, 93, 94).

Les licences de détaillant sont taxées de 10 rs. à Varsovie, de 3 rs. à la campagne; dans les autres villes le revenu des licences appartient aux communes, sauf un droit de timbre de 30 cop.

Telle est la législation actuelle. Nous allons indiquer les points où elle est en contradiction avec les principes économiques et avec la nouvelle phase du droit public du pays.

La fabrication de l'eau-de-vie est réservée aux propriétaires fonciers. C'est un privilége qui a, entre autres, l'inconvénient d'imprimer à la distillation une direction forcée en l'attachant à l'agriculture. En parlant de la Prusse et dans nos considérations générales, nous faisons ressortir ces inconvénients.

Le débit en détail, reservé aussi aux propriétaires sur leur terres, est un autre monopole, rendu très-important par la réglementation du prix. La disposition de l'art. 72 de la loi, statuant *le prix minimum* et la *qualité maximum* de l'eau-de-vie débitée, est une véritable

Digitized by Google

anomalie au point de vue de la science économique et de la pratique industrielle et commerciale. En principe, c'est la concurrence qui règle le prix et la qualité des marchandises. Il arrive cependant que pour le bien des consommateurs, dans l'intérêt du grand public, on y apporte des limites légales, ordinairement temporaires. Mais alors c'est précisément le contraire qu'on stipule, savoir le maximum du prix et le minimum de la qualité, — et cette infraction à la règle est dans ces cas justifiée par la grande cause d'utilité publique. Mais comment justifier la disposition inverse, qui constitue un privilége au profit de la minorité des citoyens et en dépit de l'intérêt public? — On a récemment supprimé un abus nommé *contrainte de boissons* (przymus trunkowy), mais la contrainte existe dans le prix normal.

La réforme sociale inaugurée par le décret impérial du $\frac{19 \text{ février}}{2 \text{ mars}}$ 1864, qui rend les paysans propriétaires du sol, met en évidence, à côté d'inconvénients économiques des deux priviléges, encore leur côté faible politique. L'article 17 du décret pose en principe l'abrogation de ces priviléges. Il s'agit maintenant d'asseoir le plan de cette réforme sur des bases solides, car elle touche à de grands intérêts de la société, — à celui du trésor, celui d'une branche d'industrie affiliée à l'agriculture, celui enfin de la justice.

Nous touchons à la question de droit; mais ici, puis que le gouvernement y avise, nous devons couper court à nos investigations...

Le chiffre de la production moyenne de 10 dernières années,—qui, à défaut d'exportation, est aussi celui de la consom-

Digitized by Google

mation, — est de 4,000,000 védros à 78,° soit 3,000,000 v. (369,000 héctolitres) d'alcool pur (1).

Les deux principaux impôts actuels (la patente est de peu d'importance) donnent pour 1862 le résultat suivant:

Accise ou impôt sur la production... 1,145,569 rs. 38 c.
Droit de consommation dans les villes 1,560,028 „ 72 „ (2)

Total... 2,705,598 rs. 10 c.

(1) 7,62 litres par tête d'habitans, — c'est à peu près la proportion du Danemark et 3 fois et demie celle de la France (v. table ci-après).

(2) Le droit de consommation sur l'eau-de vie, étant dans les villes de province affermé en bloc avec un pareil droit sur la bière et la viande, ne peut être calculé avec précision; mais puisqu'à Varsovie le rapport de ces droits au total est de 61% pour l'eau-de-vie 10% pour la bière et 29% pour la viande, et que la consommation de la viande dans les villes de province est beaucoup moins considérable, — on peut sans exagération reporter 9% de la viande à l'eau-de-vie et établir le rapport comme 70 : 10 : 20%, — ce qui sur le revenu total de 2,228,612 rs. 46 3/4 c. donne pour l'eau-de-vie 1,560,028 rs. 72 c.

Digitized by Google

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

La question des boissons en général n'est ni locale ni futile. Elle a son importance économique et financière, son côté moral et même politique; elle a ses précédents, son histoire; elle a maintefois soulevé des émeutes en Angleterre et contribué aux révolutions en France. Nous avons vu quelle importance on attache à la question de l'eau-de-vie en Prusse.

S'il existe une question spéciale de l'eau-de-vie, c'est que cette denrée présente surtout une source respectable de revenu public et qu'on n'est pas d'accord sur la meilleure manière d'user de cette source. Toute la question gît en deux points principaux: dans l'assiette de l'impôt et dans l'élévation de son taux. Vient après la réglementation de la fabrication et du débit, comme garantie d'une part de l'intérêt du fisc, de l'autre de l'équilibre de la production et de la consommation, comme garantie enfin de la morale publique que menace l'abus facile des boissons.

Digitized by Google

Quant à *l'asiette*, nous demandons: puisqu'on se propose d'imposer l'eau-de-vie, est-il rationnel de s'attaquer à la cucurbite, à la cuve, à la trempe, au malt, à la farine, etc? Ce sont là de véritables fausses attaques contre le contribuable; or, c'est tout au plus si en tactique de guerre de pareilles manœuvres peuvent avoir leur raison d'être. Et si l'on prétend procéder par induction, il est à remarquer, que ces méthodes artificielles ont été autant que possible abandonnées même dans les sciences d'observation,— et si la statistique en use, c'est qu'elle est encore trop jeune pour que ses observations lui suffisent, ou qu'elle cherche l'absolu dans la vie sociale. Mais la pratique fiscale ne saurait s'excuser de sa trop tendre jeunesse, ni de spéculations abstraites. La précision est son principal caractère; elle est aussi sa bonne politique; ici s'applique le mieux cet adage: „*bons comptes font bons amis.*" Or, quel est le moyen d'être précis dans l'imposition de l'eau-de-vie, si l'on impose l'appareil ou les matières premières?—A moins quon ne change la législation à tout changement de procédé, à toute découverte en chimie ou en physique, à tout perfectionnement en mécanique, et qu'on n'établisse des droits différentiels pour les distilleries de différente force et jusqu'aux cas isolés. Autrement, cette législation est incessamment exposée à se tromper, souvent du simple au double et quelque fois dans une proportion monstrueuse.

Comme exemple, nous citons le procédé, raconté par Mac Culloch, des distillateurs écossais, frères Sligo, qui se sont ingéniés à éviter l'impôt assis alors sur la cucurbite. En élargissant le fond et diminuant la hauteur de la cucurbite, ils ont réussi à terminer dans quelques heures l'opération qui auparavant durait huit jours. Le gouvernement éleva succes-

Digitized by Google

sivement l'impôt, de $1^{1}/_{3}$ £. par gallon de volume de la cucurbite jusqu'à 54 £, — et les Sligo sont parvenu à achever la distillation dans 8 minutes, et enfin dans 3 (1).

Il est donc évident que l'assiette naturelle — l'alcool lui-même, est la seule juste et solide. Mais si même on l'accepte en principe, reste encore la question pratique de perception. Les rigueurs et les tracasseries de l'exercice, inséparables de l'exagération du taux en Angleterre et du système de droit de consommation en France, seraient de nature à décourager, si l'on ne connaissait pas le moyen de les éviter ou modifier. Or, ce moyen est simple et paraît être le mieux compris et pratiqué en Suède: il consiste à *frapper directement et modérément l'alcool à la production et n'en plus géner la circulation.* Mais ici encore on oppose les difficultés du contrôle; on voudrait attendre l'invention d'un atermo-alcoomètre parfait (2). Le gouvernement suédois a cependant trouvé le moyen d'exercer le contrôle par des termo-alcoomètres vivants — des contrôleurs attentant inséparablement le cours de distillation, tout en le secondant d'instruments imparfaits, — et nous avons vu que ce contrôle

---

(1) M. Culloch — Taxation 151, 152. Remarquons que Mr Culloch se saisit de ce fait pour justifier sa prédilection pour les impôts indirectes, comme d'une preuve qu'ils stimulent l'esprit d'invention. Selon nous, le monde possède d'autres stimulants que la fraude; mais n'en eût-il pas, qu'il vaudrait encore mieux renoncer au progrès matériel que de le chercher dans la dépravation: *pereat mundus, fiat justitia!*

(2) En Autriche on éprouve trois instruments: l'un de Stumpe, l'autre de Rettinger et le troisième de Jacquier; en Russie plusieurs. M. Nycander à Stockholm a publié des tables explicatives pour l'usage d'un pareil instrument: *Om bränvinsprofvaren — Stockh. 1858.*

Digitized by Google

coûte à peine 4 1/2 % du revenu. Ce système devrait mieux encore réussir en Angleterre vu l'extrême concentration de cette industrie, et si ce n'est pas le cas, c'est uniquement grâce à l'exagération de l'impôt donnant un attrait particulier à la fraude.

En fait du *taux* de l'impôt, si l'exagération en est onéreuse aux producteurs, aux consommateurs, au commerce, et peu pratique pour le fisc, on ne saurait cependant justifier sa trop grande faiblesse. Si les besoins du budget sont irrévocables, il est clair que toute diminution dans un titre de revenu entraîne nécessairement une augmentation dans d'autres. Or, quelle source croit-on moins digne d'être épargnée que la consommation de l'eau-de-vie? Il est donc essentiel de trouver ce taux en quelque sorte naturel, conforme aux conditions économiques du pays, capable de concilier les deux considérations opposées.

Le tableau suivant donne, pour quelques pays, un parallèle de la production de l'alcool, du montant et du taux de l'impôt et des relations au chiffre d'habitans — tous ces chiffres réduits aux mesures et monnaies métriques.

Digitized by Google

l'assemblée des propriétaires d'adopter ; sans nouvelle combinaison, la répartition normale a raison de 60. cop.

Les localités exceptionnelles, dont le revenu surpasse le maximum de 1,50. seraient indemnisées en raison de ce maximum sur le contingent de l'arrondissement et pour le surplus sur un fonds spécial porté au budget à l'au[illegible] le 2e cas d'amortissement (avec 2 %) ce fonds se trouverait dans le reliquat de 189000. rs.

Déduction faite du fonds d'indemnité et d'amortissement et des impôts actuels, les 7 millions contiennent encore la somme de 1.515.0[illegible] remplaçant le revenu du débit dans les domaines de l'État et de quelques communes urbaines, — résultat plus que suffisant pour rendre possible la suppression de l'impôt de consommation sur la viande, suppression que conseillent l'économie politique et l'hyg[illegible]

Pour le règlement du débit en détail nous indiquons le système suédois de licences affermées à l'enchère au bénéfice des communes et institutions locales. Seulement en Pologne il y aurait deux catégories de licences : 1° celles des communes ou communau[illegible] (gromady) auxquelles le système suédois est parfaitement applicable, et 2° celles des propriétaires actuels, qui, après l'a[illegible]quittement d'un simple droit de patente, leur seraient abandonnées, pour être exploitées à leur gré, — ce qui représentera un équivalent du tiers retranché sur le fonds d'indemnité.

C'est ainsi qu'il nous paraît possible d'établir avec justice le droit du débit, connu jusqu'ici sous le nom de propinacja et le partage de ce droit prononcé par l'article 17. du décret de 2 mars.

Varsovie
Avril 1864.

A. M[illegible]

de faire avancer l'impôt par les producteurs et rendrait à cet impôt son caractère naturel de droit de consommation. Le paiement d'avance ne serait que facultatif, en vue d'éviter le contrôle du magasin.

En revenant au chiffre de 7 millions, remarquons qu'il n'est pas tout-à-fait de bonne prise pour le trésor : il porte dans son sein une question grave de l'ordre économique et judiciaire, — la question d'indemnité. Si la suppression du privilège est un acte juste en principe, le mode de suppression est loin d'être indifférent, — bien plus, il décide de la valeur de l'acte lui-même. Le cas, du reste, est d'une nature bien déterminée en jurisprudence et connu sous le nom d'expropriation pour cause d'utilité publique. Ce principe, comme nous l'avons vu dans les titres respectifs, a été reconnu lors de l'abrogation de pareils privilèges en Danemark et en Prusse.

Une indemnité aux propriétaires est donc de droit (a); mais elle est aussi de bonne politique : les conditions économiques d'une société ne sauraient être cassées d'un coup, sans produire dans son organisme une perturbation incalculable dans ses conséquences, — conséquences économiques du déplacement violent des éléments

---

(a) C'est le cas de ces droits réservés (Vorrechte) de l'État, que Rau assimile aux régales.

(b) On sait que le principal titre de l'impôt foncier nommé offre (ofiara) établi en 1789. est assez non seulement sur les produits agricoles, mais aussi sur le revenu du débit des boissons (propinacja) —

vente de l'eau-de-vie oscille entre 30. copeks et 1. roubl 50. c. par tête d'habitant des propriétés respectives, sauf quelques localités exceptionnelles, où il s'élève à plus de 2. roubles. Par conséquent si l'on adopte la moyenne de 90. cop. et qu'on rapport ce chiffre à la population entière du pays 4.840.000. h., on trouve la somme de 4.356.000. rbls qui représente les profits tirés du débit de l'eau-de-vie par les domaines (particuliers, État et ses fermiers, certaines communes urbaines) — ci, chiffre rond 4.350000.

En y ajoutant le montant (moyen de 3 ans) des deux impôts :

a. le droit de fabrication, ou accise	—	1.100000	= 2.650000
b. " de consommation dans les villes	—	1.550000	
Le total			7.000000.

représente la somme des charges que subissent la fabrication et la consommation de l'eau-de-vie par suite de dispositions législatives. Or, en principe, un revenu réalisé sur l'industrie et la consommation à l'aide d'une action législative, d'une réglementation, n'est légitime que lorsqu'il entre dans le domaine public, comme élément du budget (a). Rien donc de plus juste que de faire entrer cette somme de 7. millions dans le trésor public sous forme d'impôt, — (qui alors, sur la production annuelle de 3½ à 4 millions védros a,78 s'élèverait à 2.rs par v. de cette force, ou 2,56 par v. d'alcool pur, soit 83,36 francs par hectolitre).

Quant à l'assiette et le mode de perception de cet impôt, nous ne saurions mieux recommander que d'adopter le système pratiqué en Suède : impôt unique ou accise sur l'alcool fabriqué, perçu à la fabrication, — sauf une modification qui consisterait

de richesse, — conséquences financières du tarissement des sources inséparable de la stagnation qui produit dans tout mouvement un frottement excessif, — enfin conséquences morales de l'atteinte portée au droit, si m contestable en principe, néanmoins acquis de bonne foi et d'une manière régulière et légale.

Le chiffre de l'indemnité, à raison de 90. cop. sur la population des domaines particuliers de 3.150000 ha serait de 2.835000. rs. de rente. Mais considérant que les propriétaires, restant toujours en possession du dr de débit sur leurs terres, ne perdraient pas tout leur revenu, même sous le régime de libre concurrence, on sans injustice réduire ce chiffre d'un tiers, — ce qui donnerait, à 60. cop par tête, une somme d'indemnité en ra de 1.890000. rs. représentant (à 5%) un capital de 37.800000 - rs.

Le tiers retranché 945000. rs fournirait un fonds d'amortissement de 2½%, ou bien de 2% et un surpl de 189000. à l'avantage immédiat du budget. Dans le premier cas la période d'amortissement embrasse 22½ ans. dans le 2e 25⅔, après quoi toute la somme de 2835000. serait gagnée au budget.

La répartition des fonds d'indemnité pourrait être effectuée d'après le système suivant: On fixerait les contingents des districts, ou mieux encore des plus petites circonscriptions — arrondissements, d'après le coefficient normal de 60. c par habitant; ensuite la répartition individuelle, dans l'arrondissement, serait faite par une délégation élue de entre les propriétaires eux-mêmes, et en raison des chiffres déclarés et vérifiés du revenu [illegible]

	Quantité produite d'alcool hectolitres	Montant de l'impôt francs	Taux de l'impôt par hectolitre fr.	Par tête d'habitans	
				Alcool litres	Impôt fr.
Angleterre. . .	516,676 (1)	231,483,577	445,50	1,78 (1)	8,31
Russie . 1862	„	520,000,000	„	„	8
Russie . 1863	3,120,000	„	130,09 (2)	4,43	„
France	832,946	71,200,000	75 - à 91	2,22	2 *
Suède : 1859	195,143	9,705,755	65,61	„	„
Suède : 1863	211,978	1,200,000		5,71	3,23
Norvège. . . .	30,736	1,821,376	59,20	2,31	1,31
Autriche 1861	„	35,366,000	„	„	0,96
Autriche 1863	„	„	39,03 — 47,09	„	„
Pologne. . . .	369,000	10,822,389*	32,22 *	7,62	2,23
Belgique 1840	300 000	„	„	6 62	„
Belgique 1851	„	6,577,973	22	„	1,47
Prusse. l'Union d'impôt compris	„	29,984,707	„	„	„
Prusse. seule .	1,178,261	25,924,500	21,70	5,38	1,42
Danemark . . .	204,510	4,890,986	20,54	7,85	1,87
Bade.	„	„	„	„	0,13

Nous voyons que l'échelle du taux descend de 445,50 fr. à 20,54 (c'est comme 21,7 : 1), le chiffre de l'impôt par tête d'habitans — de 8 à 0,7 (11,43 : 1) — et plus bas, si l'on con-

(1) Ces chiffres sont loin de représenter la consommation, l'excédant de l'importation sur l'exportation étant (1862) d'environ 200,000 héct. On peut donc évaluer la consommation à 700,000 hect. c.-à-d. 2,43 litres par tête.

(2) Après la nouvelle hausse de 1/4 (c.-à.-d. jusqu'à 5 cop. par 1° ou 5 rbs. p. védro) que nous apprenons au moment d'imprimer, c'est 162,60 fr. par héct.

* Nous donnons ici les résulats des deux impôts réunis (accise et dr. de consommation). L'accise seule donnerait à peine 14 fr. par héctolitre d'alcool.

Digitized by Google

sidère quelques petits États allemands, comme l'indique le chiffre minime donné par Rau sur le Gr. D. de Bade. Au contraire la production par tête monte de 1,^{78} litres à 7,^{85}. Cette variété seule prouve jusqu'à quel point les diverses législations marchent au hasard. Mais il est une chose constante, que la coïncidance des faits met en évidence,—c'est que la production rélative est en raison inverse du taux de l'impôt.

Quant à la réglementation de la fabrication et du débit, nous n'avons qu'une observation à faire. Cette réglementation se conçoit bien lorsqu'elle a en vue de garantir l'intérêt du fisc ou de sauvegarder la morale publique; mais lorsqu'elle poursuit un but économique, elle risque de tomber dans l'absurde. Bastiat a irrévocablement fait justice de pareilles prétentions de la législation industrielle.

Les protecteurs acharnés des distilleries rurales les voudraient privilégiées, moins imposées, *parce qu'elles sont avantageuses à l'agriculture.* Eh bien, que cet avantage leur suffise; on a peine à comprendre un avantage qui demande une prime pour se soutenir.—Mais si l'on veut l'utlité à l'agriculture, rien ne lui est utile comme le guano. On le fait venir d'Amérique, soit; mais que dirait-on de cet agriculteur entêté, de ce gouvernement surtout, qui voudrait faire venir les oiseaux de Pérou pour produire cet excellent engrais?

En Prusse la législation a une prétention encore plus étrange que celle de favoriser les distilleries rurales: La *Maischsteuer* favorise uniquement celles qui distillent les pommes de terre, et l'on se vente que les provinces orientales s'en trouvent bien. Mais pourrait-on dire quel mal ce

Digitized by Google

privilége fait aux autres provinces, et même — ce qui est plus grave — si en retenant dans celles-là par des moyens artificiels une industrie qui ne leur convient pas naturellement dans une telle mesure et en détournant leur activité des voies plus naturelles, on ne leur prépare une catastrophe dans l'avenir?

La réglementation du débit doit avoir principalement en vue la morale publique, en rendant, en concurrence avec un certain renchérissement par l'impôt, l'usage de l'eau-de-vie aussi régulier que possible. Si les restrictions ne guérissent pas de vielles habitudes, elles peuvent en prévenir de nouvelles; or le préservatif vaut bien mieux que le remède. Ce moyen cependant, comme toutes les mesures négatives, n'est pas bien puissant; le vrai préservatif, le moyen positif contre l'abus des boissons est *l'instruction populaire.* Le Danemark en présente un exemple éclatant. Tandis que l'eau-de-vie y est le moins imposée et qu'on y en consomme rélativement la plus grande quantité, comme nous l'avons vu dans le tableau ci-dessus, — on n'en fait qu'un usage raisonnable et point d'abus. La sobriété du peuple danois est connue; nous pouvons ajouter notre témoignage: nous n'y avons pas rencontré d'hommes ivres (1).

(1) Voici encore un témoignage tout récent apporté par *le Times.* Son correspondant, dans une lettre datée du 27 mars de Sondenrbourg (camp danois) écrit entre autres:

„Je n'ai jamais rencontré de soldat de mauvaise humeur, grossier, bourru on mal élevé.... J'ai vu une fois dans la rue un homme ivre; mais ce n'était là qu'une exception unique donnant plus de force à la règle, — et la manière dont ses camarades lui témoignaient leur mépris et leur indignation prouvait que l'ivrognerie est aussi impopulaire parmi eux que parmi les anciens Spartiates."

Digitized by Google

Nous tenons de M. David, éminent statisticien (1), ce fait remarquable, que dans les 50 ans qu'embrassent ses observations personnelles, la moralité et la bonne tenue du peuple allaient en croissant et l'abus des boissons disparaissait, bien que l'usage s'en répandait. Où est donc l'explication de ce phénomène? Elle est selon nous et selon M. David dans la *loi du 29 juillet 1814, sur l'instruction élémentaire dans les villes et dans les campagnes* (2), — loi qui rend l'instruction populaire strictement *obligatoire*. C'est sous le régime de cette loi et grâce à sa bonne exécution que durant la période de 50 ans la morale et le bien-être (3) du peuple danois ont fait des progrès incontestables.

Le même phénomène s'est produit en Prusse et nous sommes heureux d'en alléguer le témoignage de l'illustre M. Engel dont la sagacité est bien connue. Le peuple doté depuis un siècle d'une instruction obligatoire (4) progresse en morale et en bien-être; la sobriété augmente malgré le progrès constant de la consommation des boissons. Les dépôts des

---

(1) depuis ministre des finances du cabinet Bluhme.

(2) *Om Almueskoleväsenet i Kjöbstäderne og paa Landet.* Cette loi bien qu'elle soit plus récente que la loi prussienne, a cependent mieux pénétré dans la vie du peuple: les conscrits savent tous sans exception lire et écrire, tandis qu'en Prusse la proportion d'ignorants est de 5%; en France elle est de 25%.

(3) Un syptôme incontestable de bien-être présente la situation des caisses d'épargne. Il existait en 1862 dans la monarchie 171 caisses avec une somme de dépôts de 48,561,307 Rds; c'est 18,65 Rds ou 53 fr. par tête d'habitans.

(4) Edit de Frédéric le Gr. du 12 août 1763 — servant de base à la loi en vigueur du 5 février 1794.

Digitized by Google

caisses d'épargne sont, il est vrai, faibles en comparaison des dépôts des caisses danoises (1); mais il faut considérer que les paysans prussiens poursuivent encore l'opération du rachat de leur terres en achetant des lettres de rente (Rentenbriefe) qui présentent pour leurs épargnes une location plus avantageuse.

Nous ne saurions mieux finir que par ce plaidoyer en faveur de l'instruction populaire, — ce pivot de la civilisation moderne.

---

(1) Dans 460 caisses environ 40 millions de thalers — c'est 2,22 th. ou 8 fr. par tête.

Digitized by Google

Digitized by Google

Die Associationen

in ihrer

gewerblichen, mercantilen und sittlichen Bedeutung.

Digitized by Google

Digitized by Google

PARSONS LIBRARY
University of
MICHIGAN

no. 6

Die Associationen

in ihrer

gewerblichen, mercantilen und sittlichen Bedeutung

oder

wie kann dem deutschen Handwerker und Arbeiter gründlich geholfen werden?

Ein Beitrag

zur Lehre der Volkswirthschaft

von

Ferdinand Schrader.

Leipzig und Heidelberg.
C. F. Winter'sche Verlagshandlung.
1859.

Digitized by Google

Digitized by Google

Vorwort.

Das Associationswesen hat durch den im September 1858 in Gotha versammelt gewesenen „Congreß deutscher Volkswirthe“ und namentlich durch die dort gehaltenen Reden eines Schulze-Delitzsch und eines Huber eine neue mächtige Anregung erhalten. Da nun auch der Verfasser des vorliegenden Schriftchens der Sache der Association sich mit Eifer und Hingebung gewidmet hat, so war es sein innigster Wunsch, zur Verbreitung dieser das Wohl der Handwerker und Arbeiter befördernden Vereine ebenfalls sein Scherflein beizutragen, wozu er um so mehr sich berufen glaubte, als das von ihm Mitgetheilte auf praktischen Erfahrungen beruht.

Die Associationen bieten das bis jetzt einzige Mittel zur Wiederaufhülfe und Unterstützung des leidenden Handwerker- und Arbeiterstandes und das Mittel ist um so schätzbarer, als es diese Leute auf ihre eignen Kräfte verweist und sie nicht von den Wohlthaten Anderer abhängig zu sehen wünscht. Und bei dem tiefwurzelnden Ehrgefühl und dem unverkennbaren Streben des deutschen Volkes nach einem höheren, geistigen und materiellen Aufschwunge bedarf es wohl blos einer Anregung, um sie zu veranlassen, kräftig Hand an's Werk zu legen und Associationen zur Beschaffung billiger Lebens-

Digitized by Google

bedürfnisse, Vorschußvereine und Handwerkervereine zum Ankauf von Rohmaterial in's Leben treten zu lassen.

Die in diesem Schriftchen niedergelegten Erfahrungen dürften daher Allen, welche sich für das Associationswesen interessiren, eine willkommene Gabe sein; denn bei der Neuheit der Idee kann es nur wünschenswerth erscheinen, wenn zur Warnung und Vermeidung von Mißgriffen die auf dem Associationsgebiet gemachten praktischen Versuche mit ihren Mängeln und Vorzügen der Oeffentlichkeit übergeben werden, damit Andere bei Bildung von solchen Vereinen die zu Tage getretenen Klippen klüglich vermeiden können.

Möchten darum die in dem Büchlein enthaltenen Fingerzeige die gewünschte Beherzigung finden und diese Blätter dazu beitragen, in allen größeren und kleineren Städten des deutschen Vaterlandes zur Gründung von Associationen anzuregen, deren glückliches Gedeihen nicht verfehlen wird, in Haus und Hütte Glück und Segen zu verbreiten und den Namen des geistvollen Schöpfers dieser Idee, des Herrn H. Schulze in Delitzsch, mit Hochachtung und Verehrung zu nennen.

Naumburg an der Saale im November 1858.

Der Verfasser.

Digitized by Google

Inhalt.

Erster Abschnitt. Seite.

Consumvereine 1

Zweiter Abschnitt.

Vorschußvereine 11

Dritter Abschnitt.

Consum- und Vorschußvereine 21

Vierter Abschnitt.

Handwerkervereine 38

Fünfter Abschnitt.

Die materielle und sittliche Bedeutung der gewerblichen Associationen 50

Sechster Abschnitt.

Winke und Rathschläge 60

Siebenter Abschnitt.

Ein englischer Consumverein 74

Digitized by Google

Digitized by Google

Erster Abschnitt.

Consumvereine.

Deutschland leidet nun schon seit länger als zehn Jahren an einer Theuerung, welche von allen Ständen empfunden wird. Wie sie entstanden ist, gehört nicht hierher. Für uns muß die Thatsache genügen, daß die Theuerung wirklich vorhanden und namentlich im Jahre 1847 einen hohen Standpunct erreicht hatte. Inmitten dieser Theuerung fiel das Jahr 1848, in welchem die socialen Ideen sich regten und die Träger derselben mancherlei Versuche machten, sie praktisch in's Leben einzuführen. Diese Ideen waren aber meist Erzeugnisse überrheinischer Geister und fanden in Deutschland bei ihrer praktischen Verwirklichung keinen geeigneten Boden. Herrn Schulze in Delitzsch war es vorbehalten, ein System zu erdenken, das in volkswirthschaftlicher Beziehung von großer Bedeutung ist und sogar bei seinen erbittertsten Gegnern volle Anerkennung gefunden hat: es ist das System der Association zur Vermehrung der Volkswohlfahrt oder mit andern Worten: die Gründung von Consumvereinen, von Vorschußvereinen und von Vereinen zum Ankauf von Rohmaterialien.

Mit Gründung von Consumvereinen sind schon früher mehrfache Versuche gemacht worden. Sie reüssirten auch eine zeitlang, wurden aber theils durch die Macht des Privilegien- oder Zunft-

Digitized by Google

zwanges in ihrer Blüthe erstickt, theils fehlte ihnen der rechte Kitt, um die Mitglieder an einander zu halten, kurz sie konnten zu keinem frischen, fröhlichen Gedeihen gelangen. Diesem Uebel hat Schulze durch den originellen Einfall abgeholfen, daß er bei Gründung derartiger Vereine die solidarische Haft als den ersten und vornehmsten Grundsatz aufstellte, nach dem Einer für Alle bürgt und Alle für Einen. Es ist ein verwegener Satz, aber er hat sich praktisch bewährt und kann als das eigentliche Bindeglied aller derartigen volkswirthschaftlichen Vereine angesehen werden.

Vermöge des Grundsatzes der solidarischen Haft können selbst unbemittelte Leute, wenn sie zu einem Vereine zusammentreten, sich Credit verschaffen, denn wenn auch jeder Einzelne von ihnen kein unbewegliches Eigenthum besitzt, so besitzt doch jeder selbstständige Hausvater eine Wirthschaft oder Handwerkszeug von mehr oder weniger hohem Werthe. Je mehr nun solcher unbemittelter Leute zu einem Vereine zusammen treten, desto höher steigt auch der Werth des gesammten Besitzthums, welches durch die solidarische Haft dem Creditor gleichsam zum Pfande gestellt wird. Wenn also hundert solcher unbemittelter Leute zusammentreten, deren jedem Einzelnen man vielleicht nicht ohne Bedenken einen Thaler creditiren würde, so sind sie durch Annahme des Grundsatzes der solidarischen Haft vollkommen creditfähig, weil unter einer größeren Anzahl doch wohl Einer oder der Andere ist, der ein bewegliches Vermögen von etwas größerem Werth, als das der Andern, besitzt und indem nun Jeder mit seinem Besitzthum für das Ganze sich verbürgt, fällt jedes Bedenken einer Creditverweigerung hinweg und jeder Kaufmann wird gern geneigt sein, mit solchen Vereinigungen in Geschäftsverbindung zu treten.

Schreiber dieses spricht aus eigner Erfahrung, indem er vor Jahresfrist selbst einen solchen Consumverein gründete und zwar

Digitized by Google

in einer preußischen Beamtenstadt von etwa 15000 Einwohnern, in welcher schon mehrere Unternehmungen vorher gegangen waren, die durch schlechte Verwaltung ein schlimmes Ende genommen hatten. Das Terrain war daher ein äußerst ungünstiges, indem es von dem Unkraut des Mißtrauens weithin überwuchert war, wozu noch kam, daß der Anreger selber nicht vermögend war und nur wenig mehr besaß, als seinen geistigen Fonds und den Ruf anerkannter Volksthümlichkeit.

Mit diesen geringen Eigenschaften begabt, trat er vor das Publicum und forderte dasselbe zur Bildung eines Consumvereins auf, nachdem er es vorher schon durch die Localpresse mit der Idee einigermaßen vertraut gemacht hatte. Er wußte, mit welchen Hindernissen er zu kämpfen haben würde, und bereitete sich im voraus darauf vor. Und wie vorher gesehen, so geschah es auch. Das im Volke herrschende Mißtrauen verzögerte das Zusammentreten zu einem Vereine viele Wochen und es wurden nicht selten die lächerlichsten Einwände geltend gemacht, die grundlosesten Bedenken aufgestellt. Erst nach zehn öffentlich abgehaltenen mündlichen Vorträgen über die Bedeutung der Associationen, wodurch mehr Klarheit in die verworrenen Köpfe kam und ein lichtvolleres Verständniß der Sache im Publicum sich verbreitete, gelang es mit großer Mühe etwa siebenzig der Anwesenden zur Unterschrift des Statuts zu bewegen, und mit dieser geringen Anzahl von Mitgliedern constituirte sich der Verein.

In Preußen, wo die ausgedehnteste Handels- und Gewerbefreiheit herrscht, hängen derartige Vereine nicht von der Genehmigung der Regierung ab. Sobald sie sich constituirt haben, reichen sie das Statut mit dem Namensverzeichniß der Mitglieder zur Kenntnißnahme bei der Ortsbehörde ein und damit ist die Sache abgethan. Selbstverständlich übernimmt die Ortsbehörde aber auch keine Garantie wegen der Solidität solcher Vereine, ja sie kümmert sich auch nicht darum, wenn Zwietracht und

Digitized by Google

Selbstsucht unter den Mitgliedern waltet oder wenn Unregelmäßigkeiten in der Verwaltung vorgehen. Das Alles ist Sache des Vereins und er hat das unter sich selber abzumachen. Der Polizei liegt nur die Pflicht ob, daß die öffentliche Ruhe nicht gestört wird; für grobe Verletzungen der Statuten oder für sonstige Vorkommnisse kann gerichtliche Hülfe angerufen werden. Ein Hinderniß von dieser Seite stand demnach der Gründung des in Rede stehenden Vereines nicht im Wege; es wurde vielmehr derselben von der Ortsbehörde der möglichste Vorschub geleistet.

Als nächsten Zweck des Vereines bezeichnete das Statut die Anschaffung der nöthigsten Lebensbedürfnisse im Großen und Ganzen, um sie im Einzelnen gegen baar zum Einkaufspreise an die Mitglieder zu verkaufen und zwar mit Anrechnung eines Aufschlags von 8 Procent im Allgemeinen, welcher zur Deckung der Verwaltungskosten und zur Ansammlung eines Betriebsfonds dienen sollte. Außer einem Locale, worin der Waarenverkauf stattfinden sollte, war gar nichts vorhanden. Die nöthigen Mittel sollten aufgebracht werden durch Aufnahme von Darlehnen gegen solidarische Haftung, durch Antrittsgelder à Person 10 Sgr., durch monatliche Beiträge von mindestens $2^1/_2$ Sgr., sowie durch Einrichtung einer Sparcasse zu beliebigen Einlagen für die Kinder der Mitglieder. Die monatlichen Beiträge konnten aber von jedem Mitgliede nach beliebiger Höhe beigesteuert werden, nur durften sie die Höhe von 25 Thalern nicht übersteigen, denn die monatliche Beisteuer blieb Eigenthum der Mitglieder, und sie sparten sich das Gesteuerte nur auf, während die Antrittsgelder Eigenthum der Casse verblieben und zur Bildung eines Reservefonds bestimmt waren. Der vom Geschäft sich ergebende Reingewinn sollte am Schlusse des Verwaltungsjahres theils als Dividende den Mitgliedern berechnet und gutgeschrieben, theils zur Vervollständigung des Reservefonds verwendet werden. Haben die monatlichen Beiträge mit dem jährlichen Zuschlage der Divi-

Digitized by Google

denbenantheile die Summe von 25 Thalern erreicht, so können die Eigenthümer beliebig darüber verfügen. Sie können sie zurückfordern und im eignen Interesse verwenden, oder sie dem Vereine als Darlehn gegen landesübliche Zinsen überlassen, oder sie zum Ankauf von Actien der Vorschußbank verwenden, ein Institut, das ebenfalls mit dem Consumverein verbunden ist und auf dessen Einrichtung und segensreiche Wirksamkeit wir später näher eingehen werden. Der Zurücknehmer dieser Summe bleibt aber Mitglied wie zuvor und fängt seine Monatsbeiträge wieder aufs neue an zu steuern.

So standen die Dinge bei Constituirung des Vereins. Es wollte nicht vorwärts und nicht rückwärts gehen. Die kleine Anzahl Mitglieder in einer so volkreichen Stadt flößte nur wenig Muth ein, wozu noch kam, daß ein Volksfreund sein Versprechen, dem Vereine nach seinem Zusammentritt ein Darlehn von einigen hundert Thalern vorzustrecken, zurücknahm. Man verlor aber bei alledem den Muth nicht. Der Vorstand, bestehend aus dem Verwaltungsrathe und dem Director, regte unablässig zum Vorwärtsschreiten an. Das Eincassiren der Antrittsgelder und Monatsbeiträge ergab eine Summe von 35 Thalern. Was nun damit anfangen? Es reichte weder zu einem Wispel Korn noch zum Ankauf eines Rindes. Endlich wurde aber doch Hand ans Werk gelegt und ein Rind angekauft; das Fehlende legten die Vorstandsmitglieder hinzu. Man hielt das Schlachten für das Zweckmäßigste, indem über die Güte des Fleisches bei sehr hohen Preisen viel geklagt wurde. Das Resultat war ein überraschendes. Das Pfund Fleisch konnte 1 Sgr., Talg $1\frac{1}{2}$ Sgr. billiger als auf der Fleischbank an die Mitglieder verkauft werden und doch blieb noch ein Gewinn von beinahe 10 Thalern für die Casse. Der Jubel war groß. Der günstige Ausfall verbreitete sich im Nu durch alle Theile der Stadt und es strömten nun neu sich anmeldende Mitglieder in Massen herbei. Manche Woche waren

Digitized by Google

20, 30, ja einmal sogar 42 Anmeldungen erfolgt. Es herrschte eine wahrhafte Begeisterung für den Verein und er bildete längere Zeit hindurch das einzige Tagesgespräch. Es wurde nun zum Ankauf eines zweiten Rindes geschritten und auch ein Wispel Roggen gemahlen. Der Verein hatte besonderes Glück. So wie das Fleisch des ersten Rindes vorzüglich fett und wohlschmeckend war, von eben so vorzüglicher Güte und Billigkeit war das Mehl und seine Beschaffenheit trug ebenfalls nicht wenig dazu bei, den Ruf des Vereins zu vergrößern und die Lust zum Beitreten zu vermehren. Die Mittel mehrten sich nun zusehens. Es kamen nicht nur erhebliche Summen ein durch die Beiträge der neu beigetretenen Mitglieder, sondern das Geschäft selbst gewährte schon mit den beiden Artikeln, Fleisch und Mehl, einen nicht geringen Abwurf, und dann auch flossen ihm Darlehne von allen Seiten zu, wie auch die Sparcasse ein Mittel zum Aufbewahren kleiner Summen bot.

Das Geschäft schritt nun mit Riesenschritten vorwärts. Außer dem Fleisch- und Mehlverkauf wurde ein förmliches Waaren-Verkaufs-Magazin eingerichtet, in welchem sich die Hausfrauen mit allem Möglichen versorgen konnten. Erbsen, Linsen, Bohnen, Kaffee, Zucker, Cichorie, Reis, Graupen, Hirse, Gries, Gewürz, Seife, Oel, Photogène, Nordhäuser Branntwein u. s. w. bildeten stehende Artikel und alle diese Gegenstände waren von besonderer Güte und oft bedeutend billiger als im Kaufladen. Außer Rindern wurden nun auch Schweine, Schöpse und Kälber geschlachtet, die von dem Vereinsfleischer verfertigte Wurst übertraf an Wohlgeschmack jede andere und doch war das Pfund ebenfalls einen Silbergroschen billiger als auf der Fleischbank. Die Brode, welche der Verein backen ließ, waren oft 1 — 1½ Pfund schwerer als das bei den Bäckern und von einer Güte und einem Wohlgeschmack, wie man lange zuvor keines genossen hatte. Schon nach einigen Monaten seines Bestehens zählte der

Digitized by Google

Verein nahe an 500 Mitglieder und hatte eine monatliche Geschäfts-Einnahme bis zu 1600 Thalern. Sein Waarenlager ist gegenwärtig mit 1000 Thalern gegen Feuersgefahr versichert und außerdem besitzt er ein Inventarium von einigen hundert Thalern an Werth.

Von allen diesen Dingen war anfangs gar nichts vorhanden und mußte Alles erst angeschafft werden. Ebenso mußte auch erst ein Schlachthaus gebaut werden und alle diese Utensilien machten große Ausgaben nöthig. Das Geschäft leitet der Director; ihm zur Seite steht ein Rendant, welcher die Cassengeschäfte besorgt und ein Buchhalter. Sie sind gleichsam nur Beauftragte des Verwaltungsrathes, welcher sich wöchentlich einmal an einem bestimmten Abende versammelt und die nöthigen Beschlüsse faßt. Den Verkauf besorgt der Waarenverkäufer und ist das Geschäft den ganzen Tag offen. Der Waarenverkäufer bekam anfangs von jedem Centner Waare ein bestimmtes Verkaufsgeld und außerdem noch Gutgewicht: vom Centner Fleischwaaren 8 Pfd., vom Centner Roggenmehl 3 Pfd., Weizenmehl 5 Pfd. und so von jedem Artikel nach Verhältniß. Diese Art Berechnung machte aber viele Schwierigkeiten und man mußte auf eine einfachere Weise zum Ziele zu kommen suchen. Gegenwärtig besorgt den Fleischverkauf der Fleischer gegen eine Provision von 8 Sgr. für den Centner und 8 Pfd. Gutgewicht. Den Verkauf der übrigen Artikel besorgt der Waarenverkäufer und erhält derselbe von hundert Thalern Einnahme 3 Procent o h n e Gutgewicht. Das Einwiegen ist jedoch, wie die Erfahrung gelehrt hat, kaum der Rede werth und es wird daher die Verkaufsprovision von 3 auf 2 Procent künftig herabgesetzt werden können.

Die wöchentlichen Versammlungen des Verwaltungsrathes sind öffentlich, d. h. die Mitglieder, welche Interesse dafür haben, können ihnen beiwohnen. Aller drei Monate findet eine Generalversammlung statt, in welcher den Mitgliedern über den Gang

Digitized by Google

des Geschäfts Mittheilung zu machen und das Resultat der Einnahme und Ausgabe vorzulegen ist. Der Verein ist in Bezirke eingetheilt; von diesen wählt sich jeder einen Vorsteher, welcher die Monatsbeiträge einzucassiren und den Mitgliedern sonstige Mittheilungen zu machen hat. Die Bezirksvorsteher bekleiden Ehrenämter. Sie liefern die Gelder an den Cassirer ab, welcher mit ihnen genaue Abrechnung hält, und dann erst fließen sie in die Casse des Rendanten. Außerdem ist noch ein Vereinsbote angestellt, welcher die nöthigen Gänge zu machen hat.

Der Verein hat sich als ein höchst segensreicher herausgestellt, indem die Ersparnisse mancher Familie bis auf 16 Sgr. wöchentlich berechnet werden, wozu noch kommt, daß sämmtliche Waarenartikel von vorzüglicher Beschaffenheit, rein und unverfälscht verabfolgt werden. Auf das bürgerliche Leben im Allgemeinen ist dieser Verein nicht ohne Einfluß geblieben. Sogleich bei seinem Auftreten mäßigte er die bis dahin herrschende Theuerung und er bildet gewissermaßen den Regulator. Das Fleisch auf der Fleischbank ist nicht nur besser als früher, sondern auch die Preise sind abgeschlagen, wie das bei einer so starken und gefährlichen Concurrenz, die der Verein bildet, nicht anders zu erwarten war. Ebenso sind die Brode der Bäcker größer an Gewicht und von besserer Beschaffenheit als früher.

Im Publicum spricht sich daher über den Verein allgemeine Zufriedenheit aus; die Gewerbetreibenden dagegen, welche davon betroffen werden, möchten, wenn es möglich wäre, ihn mit Feuer und Schwert vertilgen und man bietet Alles auf, um im Innern des Vereins Zerwürfnisse herbeizuführen. Diese Bestrebungen sind auch leider nicht ganz ohne Einfluß geblieben und einige der letzten Generalversammlungen ziemlich stürmisch verlaufen. Indeß beruht der Verein nach seinem kaum einjährigen Bestehen bereits auf so sicherer Grundlage, daß derartige Einflüsterungen nur dazu beitragen können, seine innere Einrichtung zu verbessern, nicht

Digitized by Google

aber sie zu zerstören; denn durch die monatlichen Beiträge und durch den Geschäftsgewinn mehrt sich sein Betriebscapital auf eine unglaubliche Weise.

Eine Schattenseite bieten diese auf rein volksthümlicher Grundlage errichteten Vereine, wie alle solche Einrichtungen: sie gewähren ihren Beamten für große Mühewaltungen eine unverhältnißmäßig geringe Entschädigung, wodurch Mißmuth entsteht, der zuletzt dahin führt, daß diese Beamten abdanken und dadurch nicht selten das Ganze gefährden. Wollten aber solche Vereine ihre Beamten nach Gebühr besolden, so würden sie nicht im Stande sein, ihren Zweck, die nöthigsten Lebensbedürfnisse gut und so billig als möglich zu liefern und den Gewinn als Dividende unter die Mitglieder zu vertheilen, zu erfüllen, da sie, wie jedes andere Geschäft, auch Verluste zu erleiden haben. So ist namentlich der Verlust beim Schlachten während der Sommermonate bei dem in Rede stehenden Vereine sehr erheblich gewesen, indem er gegen 300 Thaler sich beläuft. Auf den Bestand oder die Creditfähigkeit des Vereins hat jedoch dieser Ausfall durchaus keinen Einfluß.

Es giebt daher auch Associationen anderer Art, wie z. B. die in Erfurt, welche mehr eine Handelsgesellschaft bilden und bei gleichem Zweck für die Unternehmer einen beträchtlichen Gewinn abwerfen. Bei dieser Art von Associationen treten eine Anzahl, vielleicht 12—16 Capitalisten zusammen, welche die nöthigen Capitalien vorschießen und gleichzeitig den Vorstand bilden; diese wählen aus ihrer Mitte den Befähigtsten zum Director, einen andern zum Rendanten, einen dritten zum Buchhalter u. s. w. Auch sie kaufen die Waaren im Großen und Ganzen ein und verkaufen sie im Einzelnen wieder mit einem Aufschlag von einigen Procenten an die Mitglieder. Mitglied kann bei derartigen Gesellschaften Jeder werden, der sich eine Karte für einige Groschen löst. Den Gewinn vertheilen die Vorstandsmitglieder gleichmäßig

Digitized by Google

unter sich als Dividende, so wie sie im andern Falle auch den Verlust tragen. Derartige, mehr auf Speculation beruhende Associationen sind von eben so großem, vielleicht noch größerem Einfluß auf das örtliche Gewerbsleben, als jene mehr volksthümlichen, weil sie ihr Geschäft offen betreiben und sonach für Jedermann zugänglich sind. Die Erfurter Association ist besonders dem Publicum sehr nützlich insofern, als sie hauptsächlich ihre Sorge auf billigeres Brennmaterial richtet, das vorher kaum noch zu erkaufen war. Dagegen würde sie mit dem Schlachtgeschäft weniger reüssiren, da in diesem Fache die Concurrenz ohnehin schon groß genug ist. Darum müssen sich Consumvereine, wo immer sie zusammentreten mögen, stets nach den örtlichen Verhältnissen richten und darnach muß auch das Statut abgefaßt werden; denn überall sind die Sitten und die Bedürfnisse andere. So viel aber ist gewiß, daß die Gründung von Consumvereinen in großen wie in kleinen Städten eine Wohlthat nicht nur für die Mitglieder, sondern für die Gesammtbewohner ist und unternehmende Männer, welche Liebe für ihre Mitmenschen empfinden und ihr Glück in wohlthätigen Schöpfungen suchen, sollten nicht säumen, ihre Mitbürger mit solchen den Wohlstand fördernden Instituten zu beglücken. Nicht minder wichtige Hebel für die Volkswohlfahrt sind die Vorschußvereine, deren Einrichtung die Aufgabe unseres nächsten Abschnittes sein wird.

Digitized by Google

Zweiter Abſchnitt.

Vorſchußvereine.

Die bisherigen Theuerungsverhältniſſe wurden namentlich von dem kleinen unbemittelten Handwerker und Arbeiter am ſchwerſten empfunden, der ohnehin bei der Ueberhandnahme großer induſtrieller Unternehmungen von Seiten der Capitaliſten in eine ſorgenvolle Lage gerathen iſt. Der Handwerksmann, welcher mit ſeinen Erzeugniſſen auf feſte Kundſchaft beſchränkt iſt, befindet ſich in ſolchen ungewöhnlichen Zeitverhältniſſen in ebenſo drückenden Umſtänden als derjenige, welcher neben ſeinem Handwerk noch ein offenes Geſchäft betreibt. Sie litten gleichmäßig an Nahrungsmangel und der Betrieb ihres Geſchäfts wurde ihnen um ſo mehr erſchwert, als ſie die Rohmaterialien zu hohen Preiſen einkaufen mußten, während die Preiſe für die von ihnen gefertigten Artikel durch übermäßige Concurrenz herunter gedrückt wurden. Dazu kommt noch der Umſtand, daß der Handwerker durch ein zielloſes Creditgeben öfterem Geldmangel ausgeſetzt iſt, indem er wohl Hunderte von Thalern in ſeinem Buche eingetragen hat, in ſeiner Caſſe aber gewaltige Ebbe herrſcht.

Das rückſichtsloſe Borgen bei dem Handwerker hat im Laufe der Zeit ſo übermäßig überhandgenommen, daß ſchon zuweilen öffentliche Stimmen laut geworden ſind, um von dieſer Unſitte

Digitized by Google

abzumahnen. Ein solches Beginnen war jedoch ebenso fruchtlos als die mancherlei Vorschläge von Mitteln, die in der Anwendung theils nicht durchführbar waren, theils gescheuet wurden in Folge der Besorgniß, man könne sich dadurch seine Kunden abwendig machen. Eines der am leichtesten ausführbar scheinenden Mittel war der Vorschlag zur Gründung einer Handwerkerbank, deren Fonds durch Ausgabe von Actien zu 5 und 10 Thalern oder durch bestimmte monatliche Beiträge sich leicht aufbringen ließe. Jeder Gewerbtreibende nun, der seine Waaren Kunden auf Credit giebt, könnte dadurch seine Lage verbessern, daß er den Entnehmer der Waare ohne Geld einen Schein, vielleicht eine Art Wechsel unterschreiben ließe, auf welchem das Ziel der Zahlung bestimmt angegeben ist. Diese Wechsel müßten zu jeder Zeit bei der Bank gegen mäßige Provision in baares Geld umgesetzt werden können und würden am Tage ihrer Fälligkeit von dem Acceptanten eingezogen. Im Fall die Zahlung dem Schuldner unbequem wäre, könnte der Wechsel auf Wochen oder Monate prolongirt werden, dann aber müßte die Bank die Zahlung mit allen Mitteln zu erzielen suchen. Ist der Acceptant zahlungsunfähig, dann würde der betreffende Handwerker den Wechsel selber wieder einzulösen und die aufgelaufenen Kosten zu tragen haben. Gleichzeitig könnte auch für die Bank ein Fonds gegründet werden, aus welchem die Gerichtskosten in Klagefällen bestritten würden.

So annehmbar dieser Vorschlag erscheint, so hat er doch im Handwerkerstande mancherlei Bedenklichkeiten erregt. Hauptsächlich fürchtet man, sich durch Anwendung solcher Mittel die Kundschaft zu verscheuchen und sie solchen Handwerkern in die Hände zu treiben, die an der Handwerkerbank nicht betheiligt sind. Es ist allerdings möglich, daß dies anfangs der Fall sein könnte; aber allmälig würde die Nützlichkeit eines solchen Instituts mehr und mehr eingesehen werden und sämmtliche Gewerbtreibende

Digitized by Google

demſelben als Mitglieder beitreten. Am Ende bleibt doch den Gewerbetreibenden nichts anderes übrig, wenn ihre im Buche eingetragenen Außenſtände ſich immer mehr vergrößern und ſie zu der Einſicht gelangen, daß ſie zu Grunde gehen müſſen, wenn dem Verborgen nicht Einhalt gethan wird. Was kann einem Handwerker auch an einem ſchlechten Kunden viel gelegen ſein? Und würde er beim Erſuchen der Unterſchrift unter einen Wechſel nicht thun, was unter Kaufleuten längſt ſchon gäng und gäbe iſt? Warum alſo an einer ſo übertriebenen Zartheit feſthalten, ſo ungegründete Beſorgniſſe hegen?

Durch das maß- und zielloſe Creditgeben verſchlimmert der kleine Handwerker ſeine ohnehin durch die Zeitverhältniſſe verkümmerte Lage noch viel mehr und wie groß auch die Wohlthat der allgemeinen Wechſelfähigkeit iſt, indem dadurch der unbemittelte Gewerbsmann ſich auf leichte Weiſe einen größeren Credit verſchaffen kann, ſo wird dieſe Wohlthat doch auch nicht ſelten die Quelle namenloſer Sorgen und Kümmerniſſe und mehr als ein braver Mann hat darin ſchon ſeinen Ruin gefunden, daß er den fälligen Wechſel nicht decken konnte, während er zehn Mal mehr Außenſtände in ſeinem Buche hatte, als die zu zahlende Wechſelſumme betrug. Der ſchlichte Mann geräth in ſolche Verlegenheiten oft durch ſeine Gutmüthigkeit und Leichtgläubigkeit leichtfertigen Kunden gegenüber. Wie oft hört man nicht die ſtereotype Redensart: „Sie können ſich auf mein Wort verlaſſen, lieber Meiſter, bis zu dem und dem Tage erhalten Sie Ihr Geld.“ Der Handwerker, welcher den Betrag zur Deckung eines Wechſels beſtimmt hat, rechnet nun darauf und läßt ſich um das Weitere unbekümmert. Der Tag, an welchem er die Zahlung erhalten ſoll, um den ihm ſchon präſentirten Wechſel zu decken, kommt, er geht zu dem Kunden, um das Geld zu holen, hört aber zu ſeinem Erſtaunen, daß derſelbe auf einige Wochen verreiſt ſei. Jetzt iſt für den armen Geſchäftsmann

Digitized by Google

guter Rath theuer. Er läuft nun, das Herz voll Sorgen und die Stirn voll perlenden Angstschweißes, von einem guten Freunde zum andern, um ein Darlehn zur Deckung des fälligen Wechsels aufzutreiben, aber alle seine Bemühungen schlagen ihm fehl. Der Eine ist nicht zu Hause, der Andere befindet sich in gleicher Verlegenheit, der Dritte meint, wärst Du gestern gekommen, hätt' ich Dir helfen können, ich habe eben einige hundert Thaler verborgt, und der Vierte vertröstet ihn mit einem „Vielleicht" auf übermorgen. Das Alles kann dem armen bedrängten Gewerbsmanne aber nichts nützen; wenn ihm geholfen werden soll, muß ihm schleunig geholfen werden, damit sein Credit nicht gefährdet, seine Existenz nicht bedroht wird. Was nun anfangen? Es bleibt ihm nichts Anderes übrig, als zum Wucherer zu gehen oder das einzig Werthvolle, das er noch besitzt, zu versetzen. So wird dem Armen zwar geholfen, aber — du guter Gott! — zu welchen Bedingungen! Und wenn er das Darlehn zu dem bestimmten Tage nicht pünctlich wieder zurückerstattet, ist noch obendrein das für ihn vielleicht so werthvolle Pfand verfallen.

In solche Verlegenheiten kommt der kleine Handwerker oftmals. Sei es, daß er zur Messe gehen und sich Waare einkaufen will, sei es, daß er einen Rathkauf machen könnte, wenn ihm ein Vorschuß gewährt würde. In solche Verlegenheit gerathen oft Leute, die Haus und Hof besitzen und denen es doch zuweilen schwer wird, ein Darlehn aufzutreiben in dem Augenblicke, wo sie es brauchen. Darum ist unter den Volkswirthen ernstlich die Frage in Anregung gekommen: Wie kann dem unbemittelten Arbeiter am leichtesten geholfen werden? und die Antwort lautet: durch die Gründung von Vorschußvereinen. Aber wie soll das möglich gemacht werden? wird Mancher fragen. Dazu gehört Geld, viel Geld, und wer soll ihnen dazu verhelfen? Die Gewerbtreibenden unter sich selber

Digitized by Google

müſſen ſich zu helfen ſuchen und vermittelſt ſolcher Vereine geht das ſehr leicht. Zur Beſchaffung der nöthigen Geldmittel giebt es zweierlei Wege. Entweder man verfährt ganz in derſelben Weiſe, wie wir bei der Gründung von Conſumvereinen angedeutet haben und welche darin beſteht, daß man den Beitretenden 10 Sgr. Antrittsgeld und monatlich einen beliebigen Beitrag zahlen läßt, oder, was noch empfehlenswerther iſt, man giebt Actien aus zu je 5 und 1 Thaler, damit auch die gänzlich Unbemittelten an dem Vereine ſich betheiligen können. Am zweckmäßigſten bewährt ſich die letztere Einrichtung, wenn der Vorſchußverein mit dem Conſumvereine verbunden werden ſoll, wie es bei dem in Rede ſtehenden Vereine der Fall iſt. Um ſich daher ein deutliches Bild von der Organiſation machen zu können, laſſen wir das Reglement behufs Gründung einer Vorſchußbank hier folgen.

Reglement behufs Gründung einer Vereins-Vorſchußbank.

§. 1. Behufs Gründung einer Vereins-Vorſchußbank werden 500 Stück Actien zu je 5 Thalern und 500 Stück Actien zu je 1 Thaler ausgegeben.

§. 2. An dieſer Actienausgabe können nur Mitglieder des Vereins ſich betheiligen.

§. 3. Der Betrag dieſer Actien wird in dreimonatlichen Raten ausgeſchrieben, wobei jedesmal 25% oder der vierte Theil erhoben wird. Derſelbe kann aber auch mit einem Male erlegt werden.

§. 4. Von den durch die ausgeliehenen Vorſchüſſe gewonnenen Zinſen, welche für jeden Thaler die Woche einen Pfennig betragen, werden am Jahresſchluſſe zwei Drittheile als Dividende nach Verhältniß der eingezahlten Raten an die Actien-

Digitized by Google

inhaber vertheilt, während der Ueberschuß für den Reservefonds und zur Deckung der Verwaltungskosten verwendet wird.

§. 5. Die Actien werden nach der Nummer auf den Namen des Inhabers eingetragen; sie können jedoch aus der Hand ihres ursprünglichen Besitzers in andere Hände übergehen. So lange aber ihr Betrag noch nicht vollständig eingezahlt ist, hat dasjenige Mitglied, auf dessen Namen sie eingetragen sind, für die noch zu leistenden Beiträge zu haften.

§. 6. Die Actien werden den Mitgliedern behändigt, sobald der Betrag derselben voll eingezahlt worden ist. Bis dahin erhalten die Actienzeichner Interimsscheine, auf welche jeder zu erlegende Beitrag von dem Rendanten des Vereins quittirt wird.

§. 7. Wenn ein Actieninhaber die ausgeschriebenen Beiträge zwei Mal hinter einander nicht entrichtet hat, so verliert er sein Anrecht auf die Actie und letztere fällt der Vereinscasse anheim. Die etwa darauf gezahlten Beiträge gehen für den Inhaber verlustig.

§. 8. Die Actieninhaber sind unzertrennbar mit den Mitgliedern des Consumvereins verbunden. Doch haben erstere das Recht, aus ihrer Mitte einen Ausschuß von drei Personen zu wählen, welchen wiederum drei aus dem Verwaltungsrathe (des Consumvereins) zu erwählende Mitglieder zur Seite gesetzt werden. Dieser „Vereins-Actienausschuß" tagt wöchentlich ein Mal unter dem Vorsitze des Vereinsvorstehers, um die Geldangelegenheiten zu berathen. Er hat die Actienbeiträge auszuschreiben, für sichere Unterbringung der disponiblen Gelder zu sorgen, so wie die nachgesuchten Vorschüsse zu bewilligen oder nach Befinden auch zu verweigern.

§. 9. Die drei aus der Mitte der Actieninhaber gewählten Ausschußmitglieder haben den Berathungen des Verwaltungsrathes beizuwohnen und es steht ihnen in Vorschußsachen Sitz und Stimme zu.

Digitized by Google

§. 10. Die vom Ausschusse bewilligten Vorschußgesuche sind in der nächsten Sitzung dem Verwaltungsrathe zur Kenntnißnahme vorzulegen. Vorschußnachsuchende können, wenn sie vom Ausschusse abschläglich beschieden worden sind, ihre Gesuche bei dem Verwaltungsrathe erneuern und hat derselbe das Weitere endgültig zu beschließen.

§. 11. Von den ausgegebenen Actien wird, nachdem der Betrag derselben vollständig eingezahlt worden ist, alljährlich zu einer bestimmten Zeit eine Anzahl von der Vereinscasse eingelöst und zwar im ersten Jahre 15 fünfthälerige und 75 einthälerige. In den folgenden Jahren steigert sich die Zahl der einzulösenden Actien im Verhältniß zu den vorhandenen Geldmitteln, so daß in dem Zeitraume von 5 bis 6 Jahren die Vereinscasse einzige und alleinige Eigenthümerin der ausgegebenen Actien wird. Auch tritt sie in den Zinsgenuß der von ihr erworbenen Einzelactien ein und ist in dieser Beziehung wie jeder andere Theilhaber zu betrachten.

§. 12. Mit Einlösung der Actien erlischt das Recht fernerer Zinserhebung der bisherigen Inhaber.

§. 13. Für die Sicherheit der eingezahlten Actienbeiträge und die pünctliche Gewährung der Gewinnantheile haften sämmtliche Vereinsmitglieder solidarisch.

§. 14. Die Vereinsvorschußbank beginnt ihre Thätigkeit, sobald die Hälfte der auszugebenden Actien untergebracht ist.

§. 15. Die Höhe der zu gebenden Vorschüsse richtet sich nach den Cassenverhältnissen.

§. 16. Um Erlangung eines Vorschusses kann jedes Vereinsmitglied nachsuchen, wenn es drei Monatsbeiträge gestenert hat. Zur Sicherstellung der Vereinscasse hat jeder Vorschußnachsuchende einen zahlungsfähigen Bürgen zu stellen, welcher den Schuldschein mit zu unterzeichnen hat. Der Bürge braucht nicht Mitglied des Vereins zu sein.

Digitized by Google

§. 17. Der Vorsteher und der Rendant dürfen keine Bürgschaft für einen Dritten übernehmen.

§. 18. Stirbt ein Bürge während der Zeit, für welche er die Verpflichtung der Bürgschaft übernommen hat, so ist der Vorschußempfänger vom Vorsteher anzuhalten, einen andern Bürgen zu stellen oder den Vorschuß binnen 8 Tagen zurückzuzahlen.

§. 19. Der Verein creditirt seinen Mitgliedern kleine Vorschüsse auch ohne Bürgschaft eines Dritten, wenn sie eine verhältnißmäßige Summe an Monatsbeiträgen in die Casse eingesteuert haben; das Wieviel hängt von dem Ermessen des Ausschusses ab.

§. 20. Die Vorschußgesuche sind bei dem Vorsteher anzubringen, welcher sie dem dazu erwählten Ausschusse vorzulegen und die Namen der gestellten Bürgen mitzutheilen hat.

§. 21. Wenn gegen das um einen Vorschuß nachsuchende Mitglied keine erheblichen Bedenken vorliegen und der zu stellende Bürge als zahlungsfähig erachtet wird, so können in dringenden Fällen Vorschüsse unverzögert ausgezahlt werden, wenn der Vorsitzende und noch drei Ausschußmitglieder dazu ihre Genehmigung ertheilt haben.

§. 23. Etwa entstehende Verluste durch Nichtzurückbezahlung ausgeliehener Vorschüsse werden, nachdem alle Zwangsmittel gegen die säumigen Vorschußempfänger erschöpft sind, aus dem Reservefonds gedeckt und bleiben die Actieninhaber davon gänzlich unberührt.

§. 22. Gegen Vorschußempfänger, welche nach abgelaufener Frist mit ihrer Rückzahlung im Rückstande bleiben, wird, wenn sie auch die äußerste Frist fruchtlos haben verstreichen lassen, mit aller Strenge der Gesetze verfahren werden.

§. 24. Die Namen derjenigen Vorschußempfänger, durch welche der Verein absichtlich in Schaden gebracht werden sollte,

Digitized by Google

werden in der Generalversammlung von der Tribune und durch das Localblatt zur öffentlichen Kenntniß gebracht.

§. 25. Gegenwärtiges Reglement bildet ein Seitenstück zum Statut des Vereins und ist mit derselben Gewissenhaftigkeit wie jenes in Ausführung zu bringen.

Welch eine Wohlthat für den kleinen Handwerker, wenn er in Geldverlegenheit seine Zuflucht zu einem Vereine nehmen und sich aus der Noth helfen kann! Dabei fällt auch alles Demüthigende, Beschämende hinweg, denn er borgt ja das Darlehn von einem Vereine, welcher zu diesem Zwecke gegründet worden ist, ja er borgt es zum Theil von seinem eigenen Gelde, das er beigesteuert hat. Er entnimmt das Darlehn auf eine bestimmte Zeit; kann er es an dem versprochenen Tage nicht wieder zurückzahlen, so prolongirt er den Schuldschein bis dahin, wo er denkt, Zahlung leisten zu können. Diese Prolongationen können bis auf sechs Monate ausgedehnt werden, dann aber muß die Rückzahlung erfolgen.

Auf diese Weise können sich Hülfe verschaffen nicht nur kleine Handwerker, sondern Alle, die dem Vereine als Mitglieder beitreten. Als ein echt volksthümlicher Verein umfaßt er alle Stände vom Beamten herab bis zum Tagelöhner und ist für Alle gleich vortheilhaft und Segen bringend. Nun könnte zwar der etwas hohe Zins, wöchentlich ein Pfennig vom Thaler, einige Bedenken erregen, indem dies das Jahr hindurch $14^1/_3$ % ausmacht. Allein man darf dabei nicht außer Acht lassen, daß der Ueberschuß, welcher am Schlusse des Jahres gut gemacht worden ist, unter die Mitglieder als Dividende wieder vertheilt, resp. denselben gut geschrieben wird. Der hohe Zinssatz ist demnach nur scheinbar und dient dazu, den Fond zu verstärken.

Den Volksbanken und Vorschußvereinen ist auf dem Congresse der Volkswirthe zu Gotha besondere Aufmerksamkeit geschenkt

Digitized by Google

worden und der Gegenstand verdient es auch. Die Vorschußvereine sind namentlich in der Provinz Sachsen, dem Sitze ihres Gründers, schon zahlreich verbreitet und wo sie bestehen, haben sie sich so tief eingebürgert, sind sie zu einem so unentbehrlichen Institut geworden, daß ihre Auflösung als eine Calamität für den Gewerbsstand zu betrachten sein würde. Aber nicht nur in der Provinz Sachsen allein, sondern in der ganzen preußischen Monarchie und den deutschen Nachbarländern, ja sogar über Oesterreich bis nach Ungarn, Siebenbürgen und Polen hinein haben sich die Vorschußvereine verbreitet und ihre Zahl wächst noch immer mehr und es dürfte bald dahin kommen, daß jede Stadt und jedes Städtchen seinen Vorschußverein besitzt. Die Verwaltung der Vorschußvereine ist mit weniger Schwierigkeiten verknüpft als die der Consumvereine und darum sind dieselben auch leichter ins Leben zu rufen.

Die volkswirthschaftlichen Bestrebungen haben in der neuesten Zeit einen so hohen Aufschwung genommen, daß von der Humanität der Regierungen aller deutschen Staaten wohl mit Recht eine ungestörte Entwickelung solcher die Wohlfahrt der Staatsangehörigen bezweckender Vereine erwartet werden kann. Eine gründliche Anweisung über die Einrichtung von Vorschußvereinen enthält die Schrift von Schulze-Delitzsch: „Die Vorschußvereine als Volksbanken," Leipzig bei E. Keil. 1855.

Digitized by Google

Dritter Abschnitt.

Consum- und Vorschußvereine.

Bei näherem Insaugefassen wird man finden, daß die Consumvereine für eine städtische Bewohnerschaft eben so nützlich und unentbehrlich sind als die Vorschußvereine und daß man daher wohlthun wird, beide mit einander zu verbinden und zwar in der Weise, daß Mitglieder des Consumvereins gleichzeitig auch Mitglieder des Vorschußvereins sind, ohne daß dadurch die Antrittsgelder und monatlichen Beiträge erhöht zu werden brauchen. Obschon beide Vereine nur von einem Vorstande verwaltet werden, so sind doch für jedes dieser beiden Institute besondere Bücher zu führen und die Cassenverhältnisse getrennt zu verwalten.

Die Verschmelzung dieser beiden Vereine hat zwar einen gewichtigen Gegner in der Person des Herrn Schulze-Delitzsch, allein ich glaube mit Unrecht, denn die Erfahrung spricht dafür, daß die verschiedenartigen Institute sich recht gut mit einander vereinigen lassen und eine solche Vereinigung sogar Manches für sich hat. Wenn man zugiebt, daß der Consumverein eben so nützlich und unentbehrlich ist als der Vorschußverein, so würde man, wollte man jeden dieser Vereine als ein besonderes Institut für sich bestehen lassen, den Theilnehmer am Consumverein, welcher auch Mitglied am Vorschußverein zu sein wünscht, zu größeren

Digitized by Google

Ausgaben veranlassen, indem er das Antrittsgeld und auch die monatlichen Beiträge doppelt zu erlegen haben würde. Dazu kommt noch, daß die Verwaltung des Consumvereins höchst mühevoll und zeitraubend ist, wenn sie sorgfältig geführt werden soll, und daß sie deshalb mehrere besoldete Personen erfordert, namentlich einen Vorsteher, einen Rendanten und einen Buchhalter. Dieses Beamtenpersonal muß täglich gewisse Stunden im Dienst sein, um die laufenden Geschäfte zu besorgen, und wenn man nun auch von dem Gedanken ausgeht, daß ein solcher Verein ein gemeinnütziges Unternehmen ist, dem man aus Gemeinsinn kleine Opfer zu bringen habe, so kann man doch nicht verlangen, daß Jemand umsonst Tage lang sich abmühen und eine große Verantwortlichkeit auf seine Schultern laden soll. Am Ende würden sich ohne Vergütigung auch die geeigneten Persönlichkeiten nicht finden, wie sie ein derartiges Geschäft erfordert, und so wird man durch die Nothwendigkeit gezwungen, das eigentliche Verwaltungspersonal für seine Mühewaltung angemessen zu entschädigen. Will man das aber, will man den Vorsteher, den Rendanten und den Buchhalter angemessen salariren und außerdem auch noch einen Cassirer und den Vereinsboten besolden, so reicht der Gewinn am Consumgeschäft kaum hin, um diese Ausgaben zu bestreiten, und an die Vertheilung einer Dividende unter die Mitglieder am Jahresschlusse ist unter solchen Umständen nicht zu denken. Man wird an dieser Behauptung um so weniger Ursache haben zu zweifeln, wenn man den Zweck des Vereins, die Waaren gut und billiger als Andere zu verkaufen, scharf in's Auge faßt. Befände sich ein Geschäft, wie dasjenige eines Consumvereins ist, welcher mehr als 500 Mitglieder zählt, in der Hand *eines* Privatmannes, so würde man es bei einem Umsatze von 12,000 Thalern jährlich gewiß ein brillantes Geschäft nennen können. In seiner Eigenschaft als Verein aber würde der Gewinn nicht ausreichen, die Verwaltungskosten zu decken, wenn mit diesem Con-

Digitized by Google

sumvereine nicht ein Vorschußverein verbunden wäre, welcher von demselben Personale mit verwaltet wird und dessen Ueberschüsse mit dazu dienen, die unabweisbaren Ausgaben zu bestreiten. Ein für sich bestehender Vorschußverein würde, so lange er nicht einen mäßigen Umfang überschreitet, nur einen geringen Aufwand erfordern und von Geschäftsmännern nebenbei mit verwaltet werden können. Sobald er aber eine gewisse Höhe erreicht, was in größeren Städten in kurzer Zeit sicher geschieht, so werden die betreffenden Personen in ihrem Geschäft so häufig unterbrochen, daß die Nothwendigkeit ein ständiges Verwaltungspersonal einzusetzen und zu besolden mehr und mehr hervortritt. Und dann muß auch in dem Vorschußvereine ein sehr umfangreiches Geschäft gemacht werden, wenn die Verwaltungskosten gedeckt, die Zinsen für Darlehen bestritten und noch eine Dividende für die Mitglieder übrig bleiben soll.

Eine größere Stadt, deren Bewohner das Bedürfniß nach Associationen empfinden, würde sich daher bald in eine Menge von Vereinen zersplittern, welche ganz bequem in einem Vereine sich concentriren lassen. Bei einer tüchtigen, vom volkswirthschaftlichen Geiste durchdrungenen Verwaltung würden sich mit dem Consum- und dem Vorschußvereine auch verschiedene Handwerkervereine zum Ankauf von Rohmaterialien, auf welche wir in unserem nächsten Abschnitte zurückkommen werden, verbinden lassen, so daß unter der Firma „Association" alle derartigen Vereine verschmolzen sein würden, jedoch in der Weise, daß alle zwar nur von einem Directorium geleitet, aber jeder für sich getrennt verwaltet werden würde. Bei einer solchen großartigen Vereinigung müßte jedoch der Grundsatz festgestellt werden, daß kein Mitglied gezwungen sei, bei jedem dieser Vereine seine Bedürfnisse entnehmen zu müssen, es müßte das dem freien Willen eines Jeden überlassen bleiben. So müßte z. B. Jemand nur Vorschüsse entnehmen können, ohne deshalb auch seine Bedürf-

Digitized by Google

nisse bei dem Consumverein kaufen zu müssen. Sich Vortheile zu verschaffen, liegt zu sehr im Interesse eines jeden Einzelnen, als daß man zu Zwangsmitteln seine Zuflucht zu nehmen braucht. Zugleich muß man berücksichtigen, daß die bürgerlichen Verhältnisse so allseitig mit einander verbunden sind und im bürgerlichen Leben der Eine von Jenem und Jener wieder von einem Andern abhängt, daß daher beim besten Willen eine allgemeine Betheiligung nicht zu erzielen sein würde, wollte man den Mitgliedern irgend welchen Zwang anthun. Die Erfahrung hat auch bewiesen, daß Vereine, in welchen der freie Wille der Mitglieder unbeschränkt bleibt, besser gedeihen als solche, in welchen den Theilnehmern irgend welche Verpflichtungen auferlegt werden.

Wir glauben durch die Mittheilung der Statuten in unserem vorigen Abschnitte zur Gründung eines Vorschußvereins ein klares Bild von der Organisation eines solchen Vereins gegeben zu haben und säumen daher nicht, auch über die organische Einrichtung eines Consum- und Vorschußvereines in den nachfolgenden Statuten zum besseren Verständniß ein Schema aufzustellen, das, auf Erfahrung gegründet, gleichsam als Muster betrachtet werden kann. Diese Art Einrichtung hat übrigens in entfernten Kreisen eine so ungewöhnliche Sensation erregt, daß den zahlreichen Wünschen um Uebersendung des Statuts kaum entsprochen werden konnte. Das meiste Verlangen darnach zeigte sich in dem Lande Hannover und es sind daher in mehrere Städte desselben Exemplare versendet worden. Da sich nun annehmen läßt, daß auch anderwärts ein gleich großes Interesse für dergleichen Associationen rege ist, so glauben wir um so mehr der Sache zu nützen und zur Gründung von Consum- und Vorschußvereinen beizutragen, wenn wir die Statuten hier ebenfalls folgen lassen.

Digitized by Google

Statut der Vereins-Vorschußbank und des Waaren-Verkaufs-Magazins.

Zweck.

§. 1. Die Unterzeichneten sind zu einem Vereine zusammengetreten, um sich gegenseitig durch gemeinschaftlichen Credit theils die zu ihrem Gewerbs- und Geschäftsbetriebe erforderlichen baaren Geldmittel zu beschaffen, theils nöthige Lebensbedürfnisse gut und billig im Ganzen anzukaufen.

Betriebscapital.

§. 2. Die hierzu erforderlichen Capitalien werden aufgebracht

a) durch Eintrittsgelder,

b) durch Beiträge der Mitglieder,

c) durch Darlehne, welche dieselben durch solidarische Haftung Aller aufnehmen,

d) durch Actien von 1 Thlr. und 5 Thlr.

Verwaltung.

§. 3. Der Verein ordnet seine Angelegenheiten durch Mehrheitsbeschlüsse in Hauptversammlungen. Die ordentlichen Hauptversammlungen finden aller drei Monate statt und sind jedem Mitgliede Tags zuvor bekannt zu machen.

Außerordentliche Hauptversammlungen kann der Verwaltungsrath im Einverständniß mit dem Vorsteher bei besonderen Veranlassungen jederzeit anberaumen, er ist aber dazu verbunden, wenn mindestens der vierte Theil der jedesmaligen Vereinsmitglieder schriftlich darauf anträgt. Kommt der Verwaltungsrath innerhalb 14 Tagen dem Antrage nicht nach, so haben die Antragsteller das Recht, selbst eine Hauptversammlung auszuschreiben.

§. 4. Die Verwaltung überträgt der Verein einem Vorsteher und sechs Mitgliedern gemeinschaftlich, welche zusammen

Digitized by Google

den Verwaltungsrath bilden. Außerdem werden noch sechs Mitglieder zu Stellvertretern gewählt, welche in Behinderungsfällen die Mitglieder des Verwaltungsrathes zu vertreten haben.

§. 5. Der Verwaltungsrath wird unmittelbar von den Vereinsmitgliedern und zwar vorläufig nur auf ein Jahr gewählt. In der ersten Hauptversammlung nach dem Schlusse des Verwaltungsjahres werden über die fernere Einrichtung des Verwaltungsrathes nach den bis dahin gemachten Erfahrungen weitere Beschlüsse gefaßt. Wenn der erwählte Vorsteher das in ihn gesetzte Vertrauen nicht rechtfertigt, d. h. wenn er sich ehrverletzender Handlungen schuldig macht, so kann derselbe auch vorher in einer ordentlichen Hauptversammlung durch Mehrheitsbeschluß seines Amtes enthoben und durch sofortige Neuwahl eines andern Vorstehers ersetzt werden.

§. 6. Der Verwaltungsrath hat die Vereinsbeschlüsse in Ausführung zu bringen und über genaue Beobachtung des Statuts zu wachen. Er bleibt dem Vereine verantwortlich und ist verpflichtet, demselben jederzeit Aufklärung und Rechenschaft zu geben. Die Verantwortlichkeit erstreckt sich jedoch nicht auf Wiedererstattung der etwaigen Ausfälle und Verluste, welche der Verein ohne Schuld des Verwaltungsrathes erleidet.

§. 7. Der Verwaltungsrath erledigt die Vereinsangelegenheiten in regelmäßigen wöchentlichen Sitzungen an voraus festgesetzten Tagen, in welchen mindestens 5 Mitglieder anwesend sein müssen.

§. 8. Dem Verwaltungsrathe liegt vor allen Dingen ob:

a) die Anmeldungen zur Mitgliedschaft zu prüfen und darüber zu entscheiden;

b) die Gesuche um Vorschüsse zu prüfen und zu entscheiden, so wie über die zu leistende Sicherheit und Bürgschaft das Nähere zu bestimmen;

c) für Beschaffung der erforderlichen Darlehne und Beitreibung der Ausstände zu sorgen (die Höhe, bis zu

Digitized by Google

welcher er Darlehne aufnehmen kann, beschließt die erste Hauptversammlung nach Gründung des Vereins);

d) für den Ankauf von Waaren Sorge zu tragen, welche der Verein anzuschaffen beschließt, deren Verkaufspreis festzusetzen und auf richtiges Maß und Gewicht zu sehen;

e) die Verwaltungskosten zu bestimmen, die in die Reservefonds fließenden Antheile vom Reingewinne festzusetzen und die Dividende auszuwerfen;

f) nach dem Schlusse des Verwaltungsjahres der Hauptversammlung vollständigen Rechenschaftsbericht abzulegen;

g) die ordentlichen Hauptversammlungen einzuberufen und in denselben jedesmal den Gang der Geschäfte genau darzulegen, sowie eine Uebersicht über Einnahme und Ausgabe zu geben;

h) über die passendste und leichteste Art des Waarenverkaufs das Genauere zu bestimmen und zur Ausführung zu bringen;

i) den Vorsteher oder Rendanten zur gerichtlichen Einklagung der über die festgesetzte Zeit im Rückstande verbliebenen Vorschüsse zu bevollmächtigen und das Nähere darüber durch besondern Vertrag mit ihm festzusetzen.

§. 9. Zur Führung der Geschäfte im Einzelnen wählt der Verwaltungsrath aus sich einen Rendanten und einen Schriftführer, sowie je einen Stellvertreter für Beide und für den Vorsteher. Der Rendant hat für die durch seine Schuld entstandenen Verluste einzustehen und deshalb vorher die nöthige Bürgschaft zu leisten.

Außerdem hat der Verwaltungsrath einen zuverlässigen Cassirer zur Einsammlung der Beiträge und einen Vereinsboten zu wählen, und überdies ernennt er einen Rechenkundigen zum Revisor, welcher die Casse beaufsichtigt und die Monatsabrech-

Digitized by Google

nung prüft. Zu solchem Zweck hat er ein besondres Buch zu führen und seinem jedesmaligen Nachfolger zu übergeben.

Endlich bestimmt der Verwaltungsrath den Verkäufer für die angekauften Waaren, welcher angemessene Sicherheit zu bestellen hat.

§. 10. Der Vorsteher, Rendant und Schriftführer haben den Verein nach Außen zu vertreten.

§. 11. Der Vorsteher hat die laufenden Geschäfte zu besorgen, insbesondere

a) die Sitzungen des Verwaltungsrathes und die Hauptversammlungen zu leiten;

b) alle eingehenden Vorschußgesuche und Anträge jeder Art entgegen zu nehmen und darauf Bescheid zu ertheilen;

c) die Statuten und Waarenempfangskarte auszufertigen und an den Cassirer abzuliefern;

d) die Oberaufsicht über den Waarenverkauf zu führen und so oft es ihm beliebt aus dem Verwaltungsrathe eine Commission zu ernennen, um mit derselben die Casse des Rendanten zu revidiren;

e) den nöthigen Briefwechsel zu besorgen;

f) im Auftrage des Verwaltungsrathes Processe zu führen, Wechsel zu acceptiren und Verträge zu unterzeichnen;

g) die eingehenden Rechnungen zu prüfen und zur Auszahlung zu autoristren;

h) die Vereinsacten aufzubewahren und in Ordnung zu erhalten.

§. 12. Der Rendant hat

a) die eingehenden Gelder an sich zu nehmen und die angewiesenen auszuzahlen, sowie die nöthigen Bücher anzulegen und gewissenhaft zu führen;

Digitized by Google

b) dem Verwaltungsrathe monatlich Rechenschaft über den Bestand der Casse zu ertheilen, Bericht über die im Rückstand verbliebenen Monatsbeiträge zu geben und ein Verzeichniß über die nicht gezahlten Vorschüsse einzureichen;

c) die über die festgesetzte Zeit im Rückstande verbliebenen Vorschüsse nach einem besonderen mit dem Verwaltungsrathe abzuschließenden Vertrage gerichtlich einzuklagen;

d) am Schlusse des Verwaltungsjahres dem Verwaltungsrathe vollständigen Rechnungsabschluß über dasselbe vorzulegen;

e) bei den Einkäufen von Waaren mit zur Hand zu gehen.

§. 13. Der Schriftführer hat in den Sitzungen des Verwaltungsrathes und in den Hauptversammlungen das Protokoll zu führen und dasselbe bei Beginn einer jeden Sitzung vorzulegen und nebst dem Vorsteher und dem Rendanten zu unterschreiben.

§. 14. Sämmtliche Aemter sind vorzugsweise Ehrenämter. Nur der Vorsteher, der Rendant, der Waarenverkäufer, der Cassirer und der Vereinsbote erhalten für ihre größere Mühewaltung eine angemessene Entschädigung, welche der Verwaltungsrath nach den Verhältnissen zu bestimmen hat. Baare Auslagen und etwa verursachte Reisekosten werden natürlich jedesmal zurückerstattet.

§. 15. Die Vorschußbank wird von dem Waarenverkauf getrennt verwaltet. Für jedes der beiden Geschäfte existirt eine eigne Casse und werden besondere Bücher geführt und hat jedes seinen eigenen Reservefond. Beide Cassen unterstützen sich aber gegenseitig durch unverzinsliche Darlehne.

Digitized by Google

Rechte und Pflichten der Mitglieder.

§. 16. Jedes Mitglied hat das Recht:

a) bei allen Vereinsbeschlüssen und Wahlen mit zu stimmen;

b) bei dem Verwaltungsrathe Anträge zur Geschäftsverwaltung und zur Anschaffung von Waaren zu stellen, doch müssen dieselben, wenn sie der Hauptversammlung zur Entscheidung vorgelegt werden sollen, wenigstens von 10 Mitgliedern unterstützt sein;

c) bei dem Vereins-Actien-Ausschusse um Vorschüsse aus der Vereinscasse nachzusuchen;

d) unter den festgesetzten Bedingungen eine Dividende vom Reingewinn zu beanspruchen;

e) Waaren gegen Vorzeigung der Vereinskarte von dem ernannten Verkäufer zu den festgesetzten Preisen, aber nur gegen baare Zahlung zu entnehmen;

f) Beschwerden aller Art bei dem Verwaltungsrath einzureichen und wenn sie nicht berücksichtigt werden, in den Hauptversammlungen zur Sprache zu bringen;

g) an der im §. 25 genannten Sparcasse sich zu betheiligen;

h) beim etwaigen Ausscheiden aus dem Vereine eine Abrechnung zu verlangen, worüber §. 26 das Weitere besagt.

Dagegen ist jedes Mitglied verpflichtet:

a) bei der Aufnahme in den Verein ein Eintrittsgeld von 10 Sgr. zur Gründung eines Reservefonds für die Vorschußbank zu zahlen, welches Eigenthum der Casse verbleibt;

b) einen fortlaufenden Monatsbeitrag von wenigstens $2\frac{1}{2}$ Sgr. in die Vereinscasse zu steuern und sich wo möglich mit einer Actie zu je 1 oder 5 Thlr. zu be-

Digitized by Google

theiligen. Weitere Beiträge werden überdies jederzeit angenommen und können bis zu der Höhe von 25 Thlr. auch im Ganzen eingezahlt werden;

c) die solidarische Haftung für die von dem Vereine aufgenommenen Darlehne zu übernehmen und die betreffenden Schuldscheine zu unterschreiben;

d) alle zu machenden Anträge und Beschwerden, sowie alle Gesuche um Vorschüsse über 5 Thaler schriftlich einzureichen;

e) dem gegenwärtigen Statut, so wie den Vereinsbeschlüssen nicht entgegen zu handeln, sondern jederzeit das Interesse und den Nutzen des Vereins nach Kräften zu wahren und zu fördern.

Dauer der Monatsbeiträge.

§. 17. Die Monatsbeiträge werden so lange fortgezahlt, bis sie mit der jährlich darauf gefallenen Dividende die Höhe von 25 Thalern erreicht haben. Ist diese Summe bei dem Einzelnen voll, dann hören die Monatsbeiträge für ihn auf und die Dividende wird ihm nunmehr alljährlich baar ausgezahlt. Wer Monatsbeiträge fortzahlen will, der hat die 25 Thaler entweder aus der Casse an sich zu nehmen, oder dem Vereine als Darlehn zu gewöhnlichen Zinsen zu übergeben.

Verzinsung der Vorschüsse.

§. 18. Jeder Vorschußempfänger hat die Woche von jedem Thaler einen Pfennig Zinsen zu entrichten. Die Zinsen werden bei Auszahlung der Vorschüsse gleich in Abzug gebracht.

§. 19. Von den Zinsen, welche die Vorschußempfänger zu zahlen haben, werden zunächst die Zinsen für die von dem Vereine aufgenommenen Darlehne entrichtet, das Uebrige wird

Digitized by Google

von dem Verwaltungsrathe in besonderen, nach den Verhältnissen zu bestimmenden Antheilen zur Bestreitung der Verwaltungskosten, zur Ansammlung des Reservefonds und zur Vertheilung der Dividende verwendet.

Aufschlag beim Waarenverkauf.

§. 20. Die angekauften Waaren werden mit einem nach den jedesmaligen Verhältnissen vom Verwaltungsrathe zu bestimmenden Aufschlage wieder verkauft, doch darf derselbe im Allgemeinen die Höhe von 8 Procent nicht übersteigen. Der dadurch erwachsene Gewinn wird theils zur Bildung eines besonderen Reservefonds, theils zur Entschädigung für den Waarenverkäufer und zur Bestreitung der Verwaltungskosten des Vereins verwendet.

Dividende.

§. 21. Was von den Zinsen der Vorschußempfänger nach Deckung der Zinsen für die von dem Vereine aufgenommenen Darlehne, nach Bestreitung der Verwaltungskosten und nach Abzug des auf den Reservefond fallenden Antheils übrig bleibt, das wird am Schlusse des Verwaltungsjahres als Dividende unter die Mitglieder nach Verhältniß ihrer Einzahlungen vertheilt, d. h. theils gut geschrieben, theils baar ausgezahlt. Hierbei werden nur volle Thaler berücksichtigt und die während des laufenden Verwaltungsjahres aufgesammelten Monatsbeiträge erst zur Vertheilung der Dividende des darauf folgenden Jahres herangezogen.

Reservefond.

§. 22. Zur Deckung etwaiger Ausfälle, welche die Vorschußbank erleidet, wird ein Reservefond bis zu 300 Thalern gebildet, und stets in dieser Höhe erhalten. In ihn fließen sämmtliche Eintrittsgelder und der vom Verwaltungsrathe ausgeworfene

Digitized by Google

Antheil vom Jahresgewinne. Ebenso wird zur Deckung der Verluste, welche beim Waarengeschäft entstehen können, ein besonderer Reservefond bis zu derselben Höhe gebildet und zwar aus den von dem Verwaltungsrathe zu bestimmenden Procenten.

Höhe der Vorschüsse und deren Rückzahlung.

§. 23. Es werden Vorschüsse von einem Thaler an gewährt. Bis zu welcher Höhe sie gehen können, darüber hat der Verwaltungsrath nach dem Cassenbestande und den obwaltenden Verhältnissen zu bestimmen. Frühere und geringere Vorschußgesuche haben dabei in der Regel vor allen jüngeren und höheren den Vorrang.

In der Regel werden alle Vorschüsse nur auf drei Monate bewilligt. (S. das Reglement der Vorschußbank.) Dem Verwaltungsrathe bleibt es überlassen, in besonderen Fällen die Rückzahlungsfrist zu verlängern, in keinem Falle aber über weitere drei Monate. Die Zeit, auf welche Vorschüsse gewährt worden sind, wird allemal auf dem betreffenden Schuldscheine bestimmt ausgedrückt. Die Rückzahlung der entnommenen Vorschüsse kann auf besonderes Nachsuchen auch in mehreren Abschlagszahlungen erfolgen, welche jedoch vorher genau bestimmt werden müssen. Uebrigens werden bei allen Rückzahlungen die rückständigen Zinsen in Abrechnung gebracht.

Erfordernisse der um Vorschüsse Nachsuchenden.

Wer einen Vorschuß haben will, der muß

a) wenigstens drei Monate als Mitglied gesteuert haben;
b) in keinem Rückstande auf frühere Vorschüsse sein, noch einen etwaigen Bürgen in Schaden gebracht haben, und
c) dem Vereine die nöthige Sicherheit und Bürgschaft für sichere Rückzahlung bieten.

Digitized by Google

Die Art und Weise der Sicherheit und Bürgschaft, welche der Einzelne zu bestellen hat, bestimmt ein besonderes Reglement für die Vorschußbank.

In einzelnen, besonders dringenden Fällen kann der Vorsteher dem Bittsteller einen Schein ausstellen, auf welchen aber nicht eher eine Auszahlung erfolgen kann, bis die Mehrheit der Mitglieder des Vereins-Actien-Ausschusses schriftlich ihre Zustimmung darunter gesetzt hat. Bis zur Höhe seines Guthabens kann natürlich jedes einzelne Mitglied Vorschüsse ohne weiteres erhalten.

Wenn ein Bürge die Schuld eines Andern übernehmen muß, so werden ihm die aufgelaufenen Zinsen blos zu 5 Procent auf das ganze Jahr berechnet. Beschwerden über Vorschußgesuche, welche von dem Vereins-Actien-Ausschusse sowohl als von dem Verwaltungsrathe abgewiesen wurden, können nur bei der nächsten Hauptversammlung angebracht werden.

Sparcasse.

§. 25. Mit der Vereins-Vorschußbank wird zugleich eine Sparcasse verbunden, in welcher Einlagen von 1 Sgr. an bis zu beliebiger Höhe angenommen, den Einlegern aufgespart und mit 4 Procent verzinst werden. Jeder Sparer erhält ein besondres Buch, in welchem der Zu- und Abgang eingetragen wird. Das Aufgesparte kann zu jeder Zeit wieder zurückgenommen werden.

Erlangung und Erledigung der Mitgliedschaft.

§. 26. Wer einen eignen Hausstand hat und im Vollgenusse der bürgerlichen Rechte ist, kann sich zum Eintritte in den Verein melden. Ueber die Aufnahme selbst entscheidet der Verwaltungsrath durch Ballotage; die wirkliche Mitgliedschaft

Digitized by Google

beginnt erst mit der eigenhändigen Unterschrift des Vereinsstatuts. Beschwerden über Abweisungen gehören vor die Hauptversammlungen.

Die Mitgliedschaft hört von selbst auf:

a) durch den Tod des Mitgliedes;

b) nach schriftlicher Abmeldung bei dem Vorsteher mit dem ersten Tage des darauf folgenden Monats;

c) wenn zwei Monate hinter einander die Monatsbeiträge nicht gezahlt sind;

d) wenn es wegen Rückzahlung der erhaltenen Vorschüsse zur gerichtlichen Klage gekommen ist.

e) Wenn ein Mitglied ehrverletzender Handlungen sich schuldig gemacht, oder aus Uebelwollen unwahre, dem Vereine zum Nachtheil gereichende Gerüchte über den Geschäftsgang oder die Cassenverhältnisse desselben in Umlauf gesetzt, oder sich Beleidigungen gegen den Vorsteher oder ein anderes Mitglied des Verwaltungsrathes erlaubt hat, kann dasselbe von dem Verwaltungsrathe auf eine beliebige Zeit der Mitgliedschaft des Vereins für verlustig erklärt werden. In solchen Fällen sind Gesuche um Wiederaufnahme vor Ablauf eines Jahres unzulässig.

Jedes ausgeschiedene oder ausgeschlossene Mitglied hat, wenn es nicht vom Verwaltungsrathe seiner Verpflichtung überhoben wird, noch ein Jahr lang für die vom Vereine während seiner Mitgliedschaft aufgenommenen Darlehne mit zu haften. Am Ende des Verwaltungsjahres rechnet der Verein mit jedem Ausscheidenden oder Ausgeschlossenen ab. Die eingelegten Monatsbeiträge mit der bereits gut geschriebenen Dividende werden darauf unverkürzt zurückgezahlt. Weitere Ansprüche können an den Verein nicht gemacht werden.

Digitized by Google

Die Erben verstorbener Mitglieder haben mit dem Ausscheidenden gleiche Ansprüche an den Verein.

Streitigkeiten.

§. 27. Bei allen etwaigen Streitigkeiten in Vereinssachen entscheidet ein aus 6 Mitgliedern bestehendes Schiedsgericht, von denen die eine Hälfte der Kläger, die andere Hälfte der Beklagte zu wählen hat; dabei gilt der Grundsatz der Stimmenmehrheit; bei Stimmengleichheit entscheidet der Vorsitzende des Vereins. Nur wenn durch den Spruch eines solchen Schiedsgerichts eine Beruhigung der einen oder der andern Partei nicht zu erzielen ist, findet eine Berufung an den bürgerlichen Richter statt.

Auflösung des Vereins.

§. 28. Zur Auflösung des Vereins gehört die Zustimmung von zwei Dritttheilen der Vereinsmitglieder. Wird die Auflösung des Vereins ausgesprochen, so sind zunächst alle Verpflichtungen, welche der Verein nach Außen hat, abzuwickeln. Was dann noch als Vereins-Vermögen übrig bleibt, wird unter die Mitglieder nach Verhältniß ihrer Ansprüche an den Verein vertheilt.

§. 29. Gegenwärtiges Statut, einen Anhang zum Quittiren für die zu machenden Einzahlungen und eine Vereinskarte zur Entnahme von Waaren enthält jedes Mitglied unentgeltlich. Die Vereinskarte darf keinem Nichtmitgliede überlassen werden bei Verlust der Mitgliedschaft.

§. 30. Vor Ablauf eines Verwaltungsjahres kann gegenwärtiges Statut nicht abgeändert werden.

Dieses Statut hat sich in der Praxis ganz gut bewährt. Einige Abänderungen, welche durch die gemachten Erfahrungen am Jahresschlusse nöthig wurden, haben bei der gegenwärtigen

Digitized by Google

Mittheilung bereits Berücksichtigung gefunden. Und so glauben wir, daß es auch an andern Orten als praktisch sich bewähren wird. Wer noch gründlicher über den Gegenstand sich zu unterrichten wünscht, dem empfehlen wir: „Das Associationsbuch für deutsche Handwerker und Arbeiter" von Schulze-Delitzsch, Leipzig bei E. Keil. Preis 1 Thlr.

Digitized by Google

Vierter Abschnitt.

Handwerkervereine.

Die Zünfte, jene Ueberreste mittelalterlichen Glanzes, gleichen nur noch den Ruinen verfallener Burgen, es ist weder Geist noch Leben mehr darin. Soll ein Gewerbe frisch und fröhlich gedeihen, so muß es frei sein von allen beengenden Fesseln und nach allen Seiten hin sich beliebig bewegen können. Ist das ein naturgemäßer Zustand, wo, wie in Bayern, nur einzelne Bevorzugte im erblichen Besitz des Meisterrechts sich befinden, während die andern weniger Begünstigten als bemooste Häupter auf der Wanderschaft sich herumtreiben und außerhalb ihres Vaterlandes eine Stätte suchen müssen, um einen häuslichen Heerd aufzurichten, was ihnen, obschon sie vielleicht die geschicktesten und ausgebildetsten Arbeiter sind, in ihrer Heimath nicht gestattet ist? Den Inhabern solcher Privilegien mögen solche Zustände freilich wohl behagen, aber was haben die andern Söhne des Landes gesündigt, daß man sie wie Paria's behandelt? Sie, die Bevorzugten, mögen fürchten, durch die Einführung der Gewerbefreiheit in ihrer Bequemlichkeit gestört, in ihrem Einkommen geschmälert zu werden, und zum Theil mag dies auch der Fall sein, zum Theil aber ist die Befürchtung übertrieben. Sobald Handel und Gewerbe der freien Bewegung

Digitized by Google

überlassen ist, regt sich in den gewerblichen Schichten ein neues Leben, durchströmt sie ein anderer Geist, nämlich der Geist der Speculation und des Rivalisirens. Es kommt dann darauf an, daß etwas Tüchtiges geleistet werde, daß die gefertigten Gegenstände von gefälliger, eleganter Form sind und den Liebhaber zum Kauf reizen. Ist man bestrebt, diese Forderungen zu erfüllen und verbindet man mit der Eleganz dem Gegenstande angemessene billige Preise, so ist nichts gewisser als daß der Absatz der gewerblichen Erzeugnisse unter den Fittigen der Handels- und Gewerbefreiheit ein weit größerer sein wird als im umgekehrten Fall. Denn in Ländern, welche noch mit den alten Zunftgesetzen gesegnet sind, wo also nur eine bestimmte Zahl von jedem Gewerbe in der Weise bevorzugt ist, daß sie das Meisterrecht erlangen und mit ihren Artikeln Handel treiben können, befriedigen die Erzeugnisse entweder nicht wegen ungefälliger Formen, die man anderwärts besser findet, oder die Preise dafür sind zu hoch und so warten viele die Gelegenheit ab, bis sie mit der Eisenbahn einen Ausflug machen und sich dann mit ihren Bedürfnissen in der Fremde versorgen können. Also schon die Nothwendigkeit, d. h. Zeit und Umstände selber treiben die in der gewerblichen Gesetzgebung zurückgebliebenen Länder dahin, daß sie, wenn ihre Angehörigen nicht verkommen sollen, früher oder später sich entschließen müssen, die Handels- und Gewerbefreiheit einzuführen. Die Regierungen an sich sind auch einsichtig genug, den Uebelstand zu erkennen, und sie erwarten nur den Moment, daß der Impuls zur Einführung einer freieren Gewerbeordnung vom Volke gegeben wird, um darin vorgehen zu können. Bei Gelegenheit der Versammlung der Gewerbevereine in Celle zu Anfang des Monats October v. J. ward daher einmüthig folgender Beschluß gefaßt: „Der Gewerbevereinstag erklärt sich für möglichst rasche und vollständige Einführung einer freien Gestaltung des Gewerbewesens und

Digitized by Google

der damit zusammenhängenden staatlichen Einrichtungen, zu welchen ohne gesetzliche Zwischenzustände der Uebergang von den Handwerkern selbst zu nehmen ist, einerseits durch bessere Bildung namentlich in wirthschaftlicher Hinsicht, andererseits durch Vergesellschaftung zum Ankauf von Rohstoffen und Haushaltsmitteln, zur Anschaffung von Capital und Credit zum Absatz und zur Arbeit."

Noch auffälliger ist es aber, die Gewerbetreibenden in solchen Ländern, wie in Preußen, wo die ausgedehnteste Gewerbefreiheit herrscht, noch nebenbei in die Formen veralteten Zunftzwanges einengen und die Schranken aufrecht erhalten zu wollen, die ein liberaler Geist mit sanfter Hand niedergelegt hat. Auch in Preußen ist bei Einführung der Handels- und Gewerbefreiheit von einzelnen Gewerken und Händlern viel geklagt und gejammert worden, indem man meinte, nun müsse man zu Grunde gehen. Es war dies eine übertriebene Befürchtung, weil man die Sache noch nicht klar und vollständig begriff. Allerdings gilt es, rühriger zu sein, wenn ich mich von einem Kreise speculativer Concurrenten umgeben sehe, als wenn ich mich im Besitz eines gesicherten Privilegiums weiß. Wenn in einer Stadt von 10,000 Seelen vielleicht nur 6 Backhäuser sich befinden dürfen, so kommt es nicht darauf an, wenn dem einen Bäcker die Waare auch einmal mißrathen ist, das Publicum ist doch gezwungen, sie zu kaufen. Anders ist es aber, wenn in einer Stadt von gleicher Größe statt sechs Bäcker zwölf sich befinden. Wer sich da nicht bestrebt, eine gleichmäßig gute, vollwichtige Waare zu liefern, der würde sie nicht los werden; denn die Käufer würden zu dem andern nächstwohnenden Bäcker gehen und sich dort mit dem Nöthigen versorgen. Und so wie hier das Verhältniß mit den Bäckern ist, so würde es auch bei den übrigen Gewerbtreibenden sein. Sie müssen eine gute und preiswürdige Waare liefern, wenn sie bestehen wollen. Das

Digitized by Google

Publicum kann aber nur dabei gewinnen, denn für sein gutes Geld hat es am Ende das Recht, auch gute Waare zu verlangen, und die bekommt es nur da, wo eine freie Concurrenz herrscht, wo jeder Gewerbtreibende Alles aufbietet, um Hahn im Korbe zu sein.

Eine Schattenseite bietet die Gewerbfreiheit allerdings auch: sie begünstigt vorzugsweise das Capital. Ein Gewerksmann, der nicht eben sehr viel gelernt zu haben braucht, aber Geld hat, kann ein großer Kauf- und Handelsmann werden, wenn er die Courage dazu hat, während der Minderbemittelte, aber Geschicktere, das Zusehen hat und zuletzt froh sein muß, wenn er für jenen auf Stück arbeiten kann. Es ist daher in Ländern, wo die Handels- und Gewerbfreiheit gesetzlich besteht, gar nichts Seltenes, daß Jemand, welcher weder Schneider, Schuster noch Handschuhmacher ist, aber Geld hat, einen Laden herstellt, wo Jeder von Kopf bis zu Fuß sich ausstaffiren kann. Da hört man freilich den und jenen Zünftigen schreien über den schnöden Eingriff in alte wohlerworbene Rechte, aber der Mann ist im Besitz eines Gewerbscheins und seinem Unternehmen steht sonach kein Hinderniß entgegen. Sind die Handwerker im Ort in ihrem Fach tüchtig, so ist das Unglück noch zu übersehen, sie können dann für das Magazin arbeiten; wo dies aber nicht der Fall ist, dann müssen es sich die Handwerker sogar gefallen lassen, wenn der Magazinhalter seine Artikel von auswärts kommen läßt und dann ist es allerdings schlimm für sie.

In Ländern, wo die Gewerbfreiheit eingeführt ist, spielen die Magazine überhaupt eine größere Rolle als in solchen Ländern, wo keine Gewerbfreiheit herrscht. Man findet in letzteren wohl, daß die verschiedenen Handwerker neben ihrem Handwerk auch ein offenes Geschäft betreiben, dasselbe enthält aber immer nur solche Artikel, die in das betreffende Fach einschlagen, wäh-

Digitized by Google

rend in gewerbfreien Ländern Jeder feil halten kann was er will. Dem Gewerbtreibenden und dem Speculationslustigen ist daher in gewerbfreien Ländern ein weit größeres Feld für ihre Thätigkeit geöffnet als in solchen, wo noch die strengen Zunftgesetze gelten. Leugnen läßt sichs freilich nicht, daß diese dem großen Ganzen gewährte Handels- und Gewerbfreiheit besonders solchen Personen eine reiche Ausbeute gewährt, welche im Besitz von Mitteln sind; die Lage des unbemittelten Handwerkers wird durch sie nur wenig gebessert, ja er befand sich vorher unter dem Schutze des Zunftzwanges vielleicht noch wohler, weil er da hinsichtlich seiner Erzeugnisse mehr geschützt war, und wer von seinen Artikeln etwas bedurfte, der mußte wohl zu ihm kommen, weil sie kein Anderer außer ihm verkaufen durfte, und nebenbei konnte er auch ein größeres Stück Geld dafür verlangen, denn es gab ja keinen Concurrenten, der die Preise herabsetzte.

Das Alles ist aber nur scheinbar. Der speculative talentvolle Handwerker, aus denen meistentheils die gegenwärtige Generation besteht, wird sich immer unter den Fittigen einer vollen Gewerbfreiheit wohler fühlen als da, wo er in jeder Weise sich gehemmt sieht, seine Geschicklichkeit und seine Talente gehörig zu verwerthen. In gewerbfreien Ländern stehen auch selbst dem Aermsten Mittel zu Gebote, sich selbstständig zu erhalten und das Nöthige sich durch sich selber zu verschaffen, nämlich durch das Zusammentreten mit Andern, durch die Gründung von Associationen.

Wir haben schon in den vorhergehenden Abschnitten gezeigt, wie leicht es ist, sich gegen Uebervortheilungen beim Einkaufen der zum Leben unentbehrlichen Bedürfnisse am besten schützen zu können, nämlich dadurch, daß eine Gesellschaft zusammentritt, die Waaren im Ganzen ankauft und im Einzelnen unter sich wieder verkauft; ferner haben wir gezeigt, wie der unbemittelte

Digitized by Google

Handwerker und Arbeiter auf eine leicht zu bewerkstelligende Weise sich aus allen Geldverlegenheiten helfen kann, ohne nach oben hin irgend welche demüthigende Schritte thun zu müssen: nämlich durch die Gründung von Vorschußbanken. Nunmehr handelt es sich um die Frage, wie ist es möglich, daß der unbemittelte Gewerbtreibende mit den reich bemittelten Magazinhaltern erfolgreich wetteifern kann, oder mit andern Worten, welche Kraft ist der Macht des Capitals entgegenzusetzen, um dasselbe für die unbemittelten Arbeiter unschädlich zu machen? und die Antwort lautet einfach: die Arbeitskraft.

Jeder, auch der ärmste Arbeiter besitzt ein Capital, an das er bisher kaum gedacht hat, nämlich die Kraft, sich durch seiner Hände Arbeit seinen Lebensunterhalt zu verdienen. Aber leider geht es ihm, der ohne Mittel dasteht, meist sehr knapp und der Unmuth darüber läßt ihn manchmal in die Worte ausbrechen: „Du bist nun so geschickt, verstehst dein Handwerk meisterhaft und doch gleichst du einem armen Stümper und mußt mit deinem sauern Schweiß dazu beitragen, Andere, die ohnehin schon genug haben, reich zu machen, blos aus dem Grunde, weil dir die Mittel fehlen, das nöthige Rohmaterial anschaffen zu können!“. Ein Anderer ist nun zwar glücklicher wie dieser, er arbeitet für sich und hat seine Selbstständigkeit gewahrt; aber auch er nagt am Hungertuche, denn er muß den Bedarf seiner Zuthaten im Einzelnen, oft erst aus dritter, vierter Hand kaufen und ob er auch von früh bis Abends spät so fleißig arbeitet, daß ihm der Schweiß von der Stirn rinnt, er kann es doch nur für sich und seine Familie bis zum trockenen Brod bringen, denn er muß ja die Producte übertheuer bezahlen und es bleibt ihm daher für seine eigene Mühe nur blutwenig übrig. Ja, wird man sagen, das ist nun einmal so im Leben, der Reiche hat's Geld und der Arme muß sich plagen und hat wenig dafür. Das sind aber Redensarten noch aus den Zeiten

Digitized by Google

unserer Urväter her und haben jetzt keine Geltung mehr. Der Handwerker und der Arbeiter sollten doch niemals vergessen, daß sie bei aller Armuth reicher sind wie mancher Andere, dem nur das Geld der Mammon ist und der, wenn er durch einen Unfall ihn verliert, unglücklicher ist als der ärmste Tagelöhner; denn der Tagelöhner kann arbeiten, jener aber nicht.

Also die Arbeitskraft eines jeden einzelnen Menschen, sei er Handelsmann, Handwerker oder Arbeiter, ist gar nicht so ganz gering anzuschlagen. Es fragt sich nur, wie diese Arbeitskraft am besten zu verwerthen sei. Bisher freilich kam es oft vor, daß mancher Handwerker und Arbeiter bei allem Fleiß und aller Geschicklichkeit mit seiner Familie schmale Bissen essen mußte, weil es ihm entweder an den zu seinem Geschäft nöthigen Zuthaten fehlte, so daß er sich als Gesell bei einem der Meister verdingen mußte, oder wenn er ja noch so glücklich war, sich das unentbehrliche Rohmaterial verschaffen zu können, so mußte er es auf Credit nehmen oder aus dritter, vierter Hand kaufen und die höchsten Preise dafür zahlen. Von einem ausreichenden Verdienst konnte daher unter solchen Umständen keine Rede sein und der arme Handwerker hatte deßhalb fortwährend mit Noth und Sorgen zu kämpfen. Was ist da zu thun, um einem solchen dürftigen Dasein der Handwerker abzuhelfen? Giebt es überhaupt ein Mittel zur Abhülfe, wird man fragen, und welches? O ja, es giebt dagegen ein sehr probates Mittel, nämlich die Gründung von Handwerkervereinen behufs Ankaufs von Rohmaterialien im Großen und Ganzen, um dieselben zum Einkaufspreise an die Mitglieder gegen baar wieder zu verkaufen mit einigen Procent Aufschlag zur Deckung der Verwaltungskosten, die übrigens nur gering sind.

Man bildet einen solchen Verein ganz in derselben Weise wie die Consum- oder Vorschußvereine und wo dergleichen bereits bestehen, lassen sich die Handwerkervereine mit den Con-

Digitized by Google

sum- und Vorschußvereinen in der Weise leicht verbinden, daß sie von einem Directorium gemeinschaftlich geleitet werden; jeder Verein aber wird getrennt für sich verwaltet und hat seine eigene Casse und seine eigene Buchführung.

Es treten z. B. die Schuhmacher zu einem Handwerkerverein zusammen, mag nun ihre Zahl so groß oder so gering sein wie sie will, und wählen sich einen vom Geiste der Association durchdrungenen Mann zum Vorsteher, dem vielleicht noch drei erfahrungsreiche und geschäftskundige Männer durch Wahl an die Seite gestellt werden. Sie erlegen ein Antrittsgeld von 5, 10 oder 15 Sgr. und verpflichten sich außerdem zu einer geringen Monatssteuer, damit ein Band unter den Mitgliedern hergestellt und der Betriebsfond verstärkt wird. Der Betriebsfond ist am leichtesten aufzubringen, wenn Actien zu 1 und zu 5 Thalern angefertigt werden, so daß jedes beitretende Mitglied sich verpflichtet, je nach seinen Verhältnissen eine oder mehrere Actien zu zeichnen. Der Betrag für diese Actien ist entweder sogleich baar zu erlegen oder in vierteljährigen Raten abzuzahlen und sie werden bei ihrer Vollzahlung mit 5 pCt. verzinst. Auf diese Weise erhält man leicht und schnell ein Betriebscapital, das durch Aufnahme von Darlehen bei solidarischer Haftung noch verstärkt werden kann. Durch die monatlichen Beiträge erhält dasselbe einen steten Zuwachs; die Antrittsgelder können zur Anschaffung der nöthigen Utensilien verwendet und dann zu einem Reservefond angesammelt werden.

Hat der Betriebsfond eine solche Höhe erreicht als nothwendig ist, um die ersten Bedürfnisse zu befriedigen, so schreitet man zum ersten Ankauf, was durch den Vorstand geschieht. Ist das Leder gekauft, so werden ein oder zwei Mann als Ausschneider gewählt, um es nach seiner Güte und Stärke zu zerlegen und zu berechnen, wie theuer das Pfund von dieser oder jener Sorte zu stehen kommt und zu welchem Preise dasselbe an

Digitized by Google

die Mitglieder abgelassen werden kann. Die Niederlage oder das Verkaufslocal ist täglich zu bestimmten Stunden offen zu halten. Den Erlös nimmt der Rendant in Empfang, welcher ein angesessener zuverlässiger Mann sein muß oder Caution zu erlegen hat. Die Mühewaltung der Ausschneider oder Taxatoren, so wie die Versäumniß und Reisekosten, vielleicht nach einem entfernten Meßplatz, werden angemessen vergütet.

Der Preis für das Rohmaterial ist jederzeit bei Empfangnahme der Waare baar zu erlegen. Fügt sich's, daß ein Mitglied nicht bei Geld ist, aber doch nothwendig Waare braucht, so hat sich dasselbe an den Vorschußverein zu wenden, sofern ein solcher Verein bereits besteht. Wo das nicht der Fall sein sollte, ist mit dem Rohmaterialien-Verkaufsverein eine Vorschußcasse aus dem gelösten Geld für Materialien zu errichten, um daraus den Mitgliedern Vorschüsse auf eine bestimmte Zeit vorstrecken zu können. Bis zur nächsten Messe, wo wieder neue Vorräthe anzuschaffen sind, müssen jedoch die geliehenen Vorschüsse nebst Zinsen wieder zurückgezahlt werden.

Die Einkäufe sind jedoch nicht nur auf Leder zu beschränken, es kann vielmehr Alles angeschafft werden, was zum Schuhmacherhandwerk nöthig ist, wie z. B. Leisten, Stifte, Hanf, Handwerkszeug u. s. w.

Ist das Capital durch die gesteuerten Monatsbeiträge und den mäßigen, durch den Aufschlag einiger Procente auf die Materialien erzielten Gewinn zu einer gewissen Höhe herangewachsen, so werden jährlich eine bestimmte Anzahl Actien ausgelooft, wodurch für die Casse abermals insofern ein Gewinn erwächst, als sie die eingelooften Actien nicht mehr zu verzinsen braucht und die Vereinscasse nach und nach alleinige Eigenthümerin der ausgegebenen Actien wird.

Auf diese Weise kann auch dem Aermsten unter den Handwerksgenossen geholfen werden. Man kann mit dem Lederwer-

Digitized by Google

kaufsgeschäft ein Schuh- und Stiefelmagazin verbinden, indem man diejenigen dafür arbeiten läßt, welche keine ausreichende Kundschaft für sich selber haben. Man kann Messen und Märkte beziehen, ohne das Verkaufsgeschäft daheim zu unterbrechen. Zur Besorgung des Verkaufs im Schuh- und Stiefelmagazin wird ein Geschäftsführer aus der Zahl der Mitglieder ernannt, welcher der Controlle des Vorstehers und des Rendanten unterworfen ist. Die ihm übergebenen Waaren sind zu festen Preisen berechnet, so daß bei einer Revision leicht nachzukommen ist, wie viel verkauft und wie viel noch Bestand ist. Die Cassaeinnahme ist jeden Abend bei Schluß des Geschäfts an den Rendanten abzuführen. Die in das Magazin gelieferten Arbeiten werden nach den üblichen Lohnpreisen berechnet, der durch den Verkauf übrig bleibende Gewinn wird am Jahresschluß den Mitgliedern als Dividende gutgeschrieben und zur Vergrößerung des Geschäftsfonds verwendet.

Auf gleiche Weise können Associationen mit allen andern Gewerken gebildet werden, namentlich u. a. mit dem Schneider-, Tischler-, Klempner- und Buchbinder-Gewerk. Höchst wohlthätig und segensreich würde die Association der Kleidermacher sein, welche durch die errichteten Magazine in die übelste Lage gekommen und gleichsam zu Tagelöhnern der Magazinhalter herabgesunken sind. Die armen Schneidermeister, denen durch das Eröffnen der Magazine die Kundschaft entgangen ist oder die durch mißliche Verhältnisse in die Lage gerathen sind, nicht mehr für Kunden arbeiten zu können, weil sie nicht im Stande sind die Auslagen zu bestreiten, — diese armen Schneidermeister sitzen und stochern mit den Ihrigen Tag und Nacht und verdienen bei allem Fleiß nicht viel mehr als das liebe trockene Brod, während die Inhaber der Magazine dick und fett von ihrem Schweiße sich mästen.

Digitized by Google

Und wie leicht ist es doch, dieser jammervollen Lage abzuhelfen und sich eine bequemere, selbstständige Existenz zu verschaffen. Das einzige Mittel dazu bietet die Association. So gut wie die Schuhmacher können auch die Schneider zusammentreten, durch Ausgabe von kleinen Actienscheinen einen Fond zusammenschießen und sich vorerst im Ganzen die nöthigen Zuthaten kaufen. Einer von ihnen übernimmt den Verkauf gegen eine mäßige Provision. Durch die solidarische Haftung eröffnen sie sich den Credit der Tuchfabrikanten und Schnittwaarenhandlungen und bei einem energischen Betreiben der Sache kann es gar nicht schwer halten, unter sich selber ein Magazin herzustellen, das bei Fleiß und Mühe die andern Magazine bald in Schatten stellen muß. Da sind sie nun ihre eigenen Herren; sie können für Kunden arbeiten, wenn sie wollen, denn die Zuthaten können sie sich im Verkaufsgeschäft holen, oder sie können fürs Magazin arbeiten, wo ihnen die üblichen Arbeitslöhne gezahlt werden und sie von dem durch den Verkauf erzielten Gewinn am Jahresschluß noch eine gewiß ansehnliche Dividende zu erwarten haben. Sie können Messen und Märkte beziehen ganz so wie die Association der Schuhmacher, und Glück und Wohlstand wird unfehlbar in solche Familien einkehren, wo früher Mangel und Elend herrschten. Sie werden bald alleinige Herren des Platzes sein; denn als Selbstverfertiger der Arbeiten bilden sie den Magazinhaltern gegenüber eine mächtige Concurrenz; diese letzteren werden Noth haben, noch Arbeiter zu bekommen und sind nothgedrungen das Arbeitslohn erhöhen zu müssen, während die Association der Schneider billiger arbeiten kann und deßhalb auch leicht im Stande ist, durch einen billigern Verkauf der Kleider sich eine große Kundschaft zu erwerben. Einheit ist Macht und das zeigt sich am deutlichsten bei den Handwerker-Associationen dem Capital gegenüber. Auf die angedeutete Weise dürfte es dem zahlreichen Schneidergewerk nur

Digitized by Google

ein Leichtes sein, den nöthigen Fond aufzubringen. Man gebe gegen solidarische Haftung Actienscheine aus zu je 5 Thlr. und lasse diese Summe nach und nach einzahlen, außerdem erlege man monatlich noch einen kleinen bestimmten Beitrag von vielleicht $2^1/_2$ Sgr. und von den ärmeren Schneidern wird sich kein einziger ausschließen. Vielleicht giebt es auch einige darunter, welche ein kleines Darlehn gegen Zinsen vorschießen, so daß, wenn nur erst der Anfang gemacht ist, dann Eines zum Andern hilft. An dem Gelingen des Unternehmens ist um so weniger zu zweifeln, weil die Genossen sich unter einander persönlich kennen, die Arbeitskraft eines Jeden zu schätzen wissen und demnach einen Jeden auch nach seinen Leistungen beschäftigen können. Legen die Schneidermeister ernstlich Hand ans Werk, dann werden sie in kurzer Zeit im bürgerlichen Leben eine Stellung einnehmen, die ihrer würdig ist; sie werden sich wieder als selbstständige Männer wohl und glücklich fühlen und bei nur einiger Umsicht und Geschäftsgewandtheit über alle Magazinhalter triumphiren können!

Digitized by Google

Fünfter Abschnitt.

Die materielle und sittliche Bedeutung der gewerblichen Associationen.

Die in der angedeuteten Weise eingerichteten volksthümlichen Associationen können nicht verfehlen, zur Hebung des materiellen Wohlstandes der Handwerker und Arbeiter beizutragen; sie müssen auch ganz besonders darauf hinwirken, das Selbstgefühl der Mitglieder anzuregen, Charaktere zu bilden und das sittliche Wohlverhalten fördern; denn es ist eine allbekannte Thatsache, daß in solchen Familien, wo Noth und Elend vorherrschend sind, nicht selten die guten Sitten Schiffbruch leiden und zu Handlungen veranlassen, die unter andern Umständen nicht begangen werden würden. Durch die Gründung von Associationen aber wird dergleichen Uebelständen nach jeder Seite hin vorgebeugt und schon das Bewußtsein des gänzlich unbemittelten Arbeiters, Mitglied eines großen Vereins zu sein, wird sittlich erhebend auf ihn einwirken und ihn abhalten, unredliche Handlungen zu begehen, weil er weiß, daß er sich dadurch der Mitgliedschaft verlustig machen würde.

Nun denke man sich aber eine Association, welche einen Consumverein, einen Vorschußverein und Vereine zum Ankauf von Rohstoffen für die verschiedenen Handwerker in sich vereinigt und

Digitized by Google

man wird das Nützliche ſolcher Inſtitute ohne Mühe begreifen. Nicht allein, daß ein Familienvater, welcher Mitglied der Aſſociationen iſt, ſich ſeine Lebensbedürfniſſe gut und billig einkaufen kann, iſt ihm auch Gelegenheit gegeben, in Zeiten des Geldmangels beim Vorſchußverein einen ſeinen Bedürfniſſen angemeſſenen Vorſchuß entnehmen zu können, und wenn er irgend einem Handwerk angehört, kann er ſich auch aus dem Magazin die zu ſeinem Geſchäft erforderlichen Materialien zu dem Fabrikpreiſe verſchaffen. Iſt er Schneider, Schuhmacher oder Tiſchler und hat für ſich keine ausreichende Arbeit; ſo arbeitet er für das Magazin der Aſſociation, bekommt bei Ablieferung eines jeden Stückes das übliche Lohn und iſt nebenbei auch noch Theilhaber an dem Gewinn, welcher der Aſſociation das Jahr hindurch durch den Verkauf der verſchiedenen Gegenſtände erwächſt. Dabei iſt noch gar nicht genug hervorgehoben, welcher Ausdehnung die Aſſociationen in gewerblicher Beziehung, namentlich die Conſumvereine, fähig ſind. Es können, wenn Mittel genug vorhanden ſind, Brauereien und Ziegeleien angelegt, es können Mühlen zur eignen Fabrikation des Mehlbedarfs erworben, ja ſelbſt eigne Backhäuſer nach der neueſten Conſtruction mit Dampfheizung können erbaut werden. Am ausgedehnteſten ſind derartige Aſſociationen in den engliſchen Fabrikdiſtricten; dort zählt eine ſolche Vereinigung oft Tauſende von Mitgliedern, welche ſich alle ihre Bedürfniſſe, auch ſelbſt Kleider und Wäſche nicht ausgenommen, im Ganzen einkaufen und im Kleinen wieder unter ſich vertheilen. Ja, dort iſt das Aſſociationsweſen ſo meiſterhaft ausgebildet, ſo ſtreng geregelt, ſo weiſe berechnet, daß manche dieſer Geſellſchaften ſogar ihre eignen Pachtgrundſtücke beſitzen, auf welchen ſie das nöthige Getreide bauen, in eigne Scheuern ſchaffen, auf eignen Mühlen mahlen und den Teig auch in eignen Backhäuſern backen; dort exiſtiren derartige Vereinigungen ſchon ſeit langen Jahren, weil die engliſche Geſetzgebung ihnen nicht ent-

Digitized by Google

gegentrat, und eine dieſer Aſſociationen hat vor Kurzem ſogar den Jahrestag ihres 50jährigen Beſtehens feſtlich begangen.

Die gewerblichen Aſſociationen ſind franzöſiſchen Urſprungs und entſtanden nach der Februarrevolution aus den großen Nationalwerkſtätten, welche nach dem Junikampfe geſchloſſen worden waren. Dies war wenigſtens der Fall mit der Aſſociation der Kleidermacher, welche in eine Art von Handelsgeſellſchaft zuſammentrat, Actien ausgab, deren Betrag nach und nach erlegt wurde, und Darlehne aufnahm. So brachten die Unternehmer ein Betriebscapital von 37,000 Francs zuſammen und eröffneten die Aſſociation am 1. September 1849. Schon im erſten Jahre brachte der Verkauf mehr als 100,000 Franken und der Activbeſtand des Geſellſchaftsvermögens erreichte die Höhe von 66,482 Franken, während nur 21,000 Fr. Schulden an Fremde abgingen, indem die Mehrzahl der Gläubiger die Arbeiter ſelbſt waren. Die activen Mitglieder erfreuten ſich einer gewiſſen Behaglichkeit, indem jedes derſelben 900 Franken Arbeitslohn ausgezahlt erhielt und außerdem noch jedem eine Dividende von 100 Franken gut geſchrieben wurde. Gleichzeitig war dieſe Aſſociation mit andern Gewerben in laufende Rechnung getreten und die Arbeiter erhielten, wenn ſie ein Bedürfniß hatten, von der Verwaltung Anweiſungen, um die benöthigten Gegenſtände, z. B. Schuhe, Hüte, Möbel, Brennmaterial u. ſ. w., bei den anderen Verbänden zu kaufen. Dieſe entnahmen wieder Kleider aus der Aſſociation und am Jahresſchluſſe wurden die Rechnungen ausgeglichen. Aehnliche gewerbliche Aſſociationen exiſtiren mehrere in Paris mit gutem Erfolge. So namentlich die der Klempner, der Seſſelſchreiner, der Feilenhauer, der Pianofortemacher, der Stuhldrechsler, der Sattler u. m. a.

Was die Vorſchußvereine anlangt, ſo ſind ſie ein rein deutſches Product und ganz beſonders für deutſche Verhältniſſe berechnet. Sie ſind eine Schöpfung des bekannten, um die Volks-

Digitized by Google

wirthschaft wohlverdienten H. Schulze in Delitzsch, welchem auch das unbestreitbare Verdienst gebührt, sie, sowie die Consum- und gewerblichen Vereine hier und da unter seiner spirituellen Leitung in's Leben gerufen und praktisch erprobt zu haben. Alle derartigen Vereine sind Kinder der neuesten Zeit und datiren erst aus dem Anfange des gegenwärtigen Jahrzehents; aber trotz ihrer Jugend haben sie nicht nur in der Provinz Sachsen, wie in der Monarchie überhaupt, sondern auch in andern deutschen Ländern, ja sogar bis nach Oesterreich, Ungarn, Siebenbürgen, Galizien und Polen hinein, eine zahlreiche Verbreitung gefunden.

Fragt man sich, wie es komme, daß die Vorschuß-, Consum- und gewerblichen Vereine in so kurzer Zeit eine so rasche Verbreitung gefunden, einen so gedeihlichen Aufschwung genommen haben, so gelangt man zu der befriedigenden Antwort: weil sie auf volksthümlicher Grundlage beruhen. Die hauptsächlichsten Bedingungen sind: 1) Aufnahme Aller, sofern die Aufzunehmenden das Interesse der Gesellschaft zu fördern vermögen; 2) gemeinsame solidarische Haftung, d. h. Einer bürgt für Alle und Alle bürgen für Einen; und endlich 3) niedrige Beitrittsgelder. Wollte man von einer dieser Bedingungen willkürlich abweichen, so würde man einen argen Verstoß gegen das volksthümliche Wesen der Associationen begehen, ja man würde sogar den Bestand dieser Vereine gefährden, wie die Erfahrung anderwärts sattsam gelehrt hat; denn überall, wo man den Beitritt der Mitglieder von der Erlegung höherer Beiträge abhängig machte, bestanden derartige Vereine nur eine kurze Zeit oder sie mußten, um sie vor gänzlichem Verfall zu sichern, neu organisirt werden, und dann erst nahm das Gedeihen der Associationen einen erfreulichen Aufschwung.

Man übersehe darum nicht, bei Entwerfung eines Statuts den Grundsatz fest im Auge zu behalten, die Associationen wo möglich für Alle zugänglich zu machen, für den Beamten und

Digitized by Google

den Gewerbsmann sowohl als für den ärmsten Tagelöhner, wenn seine Verhältnisse dem Vereine die nöthige Sicherheit darbieten. Man vergönne ihm den Vortheil, in Zeiten der Noth einen kleinen Vorschuß aufzunehmen und sich seine Lebensbedürfnisse zu billigen Preisen zu verschaffen. Versetzt man sich in die Lage eines armen Tagelöhners, welcher durch seiner Hände Arbeit nur so viel verdient, um damit kümmerlich sein und der Seinigen Dasein zu fristen, so wird man das Wohlthätige einer solchen Einrichtung gebührend zu schätzen wissen. Die Noth in solchen Fällen übersteigt oft das Erträgliche und doch kann einem solchen armen aber braven Arbeiter mit einem kleinen Vorschusse zuweilen das Glück seines Lebens begründet werden.

Aber schlimmer noch als die Lage des Arbeiters ist die Lage des kleinen Handwerkers und es sind mehrere Beispiele vorhanden, daß in den Zeiten der Theuerung unbemittelte Gewerbsgenossen ihr Handwerk mit Hacke und Schaufel haben vertauschen müssen, blos deshalb, weil sie im geeigneten Augenblicke nicht mit einem benöthigten Vorschusse unterstützt wurden. Ihr Fall würde verhütet worden sein, wenn in ihrem Orte ein Vorschußverein bestanden hätte; denn durch die Vorschußvereine sollen ja eben dem kleinen Handwerker Mittel in die Hand gegeben werden, sein Gewerbe ungestört fortbetreiben, sich Hülfe verschaffen zu können.

Dieselbe Wohlthat soll aber auch dem niedern Beamten gewährt werden, wenn er durch unvorhergesehene Ausgaben in Verlegenheit gerathen ist; denn bei dem kärglich zugemessenen Gehalte ereignet es sich in Zeiten der Theuerung nicht selten, daß schon in der Mitte des Monats die baaren Mittel aufgezehrt sind, so daß sie, um nicht dem Hunger ausgesetzt zu sein, ihre besten Besitzthümer verkaufen oder dem Wucherer in die Hände fallen und Darlehne zu übermäßig hohen Zinsen aufnehmen müssen. Nun könnte man zwar auch derartigen Vor-

Digitized by Google

schußvereinen ebenfalls den Vorwurf machen, daß sie Wucher treiben, weil bei einem Zins von einem Pfennig für den Thaler auf die Woche der Zinssatz die Höhe von 14 1/3 % jährlich erreicht; aber man vergesse dabei nicht, daß die überschießenden Gelder am Jahresschlusse nach Deckung der nöthigen Ausgaben den Mitgliedern als Dividende wieder gut geschrieben werden. Was sie also auf der einen Seite geben, das bekommen sie auf der andern Seite wieder zurück und genießen dabei doch die unsägliche Wohlthat, sich in hülfsbedürftigen Augenblicken schnell und ohne Umstände helfen zu können und zwar, was nicht außer Acht zu lassen ist, sie helfen sich durch ihre eignen Mittel.

Allen derartigen volksthümlichen Vereinen liegt ein tiefes sittliches Prinzip, das Prinzip des Satzes: „Hilf dir selber, so wird Gott dir helfen" zum Grunde. Es braucht darum Niemand sich zu schämen oder ein demüthigendes Gefühl zu empfinden, wenn er in die Lage kommt, bei dem Vorstande des Vereins um einen Vorschuß nachsuchen zu müssen, denn zu dem Vereinsfond, bei welchem er borgen will, hat er ja selbst seinen Antheil beigetragen und er nimmt daher den benöthigten Vorschuß zum Theil aus seinen eignen Mitteln. Auch wird ihm dieser Vorschuß ja nicht geschenkt, so daß ihm auch insofern keine eigentliche Wohlthat erwiesen wird, er muß vielmehr das empfangene Darlehn pünctlich wieder zurückzahlen, wenn der Verein bestehen und derselbe für alle Mitglieder nützlich sein soll. Es können demnach solche Vereine nur dazu beitragen, den sittlichen Charakter, das Selbstgefühl des gemeinen Mannes zu heben und ihn seinen Werth als nützliches Glied in der Kette der menschlichen Gesellschaft erkennen zu lassen, indem er auf eigne Kraft sich stützend seinen Unterhalt erwirbt. Darum verdient die Art der Einrichtung dieser Vereine den Vorzug vor vielen andern ähnlichen Instituten, welche zum Theil auf Mildthätigkeit sich gründen und mit den empfangenen Vorschüssen den Mitgliedern

Digitized by Google

ein Geschenk machen, wenn sie zu der bestimmten Zeit den Vorschuß nicht gleich zurückzahlen können. Solche Anstalten gereichen dem Volke mehr zum Verderben als zur Abhülfe, denn es fehlt ihnen der Sporn, die Mitglieder zum Fleiß und zur Ordnungsliebe anzutreiben und nur in seltenen Fällen wird es dahin kommen, daß die Vorschüsse an solche Institute wieder zurückgezahlt werden. Dadurch ist aber ihr Fortbestehen schon im Voraus in Frage gestellt und sie werden niemals im Stande sein, ihren Zweck zu erfüllen, schon darum nicht, weil Jemand, dem mit einem erlangten Vorschusse ein Geschenk gemacht worden ist, in einer zweiten Verlegenheit nicht den Muth haben wird, sich noch einmal an ein derartiges Institut um Hülfe zu wenden, von dem er schon im Voraus ahnen kann, daß ihm sein Begehren nicht gewillfahrt werden wird. Und darum ist der Zweck solcher Wohlthätigkeitsanstalten gleich von Haus aus ein verfehlter.

Es muß überhaupt als eine grundfalsche Ansicht betrachtet werden, wenn Leute, die in ihrem Hausstande zurückgekommen sind oder in übler Lage sich befinden, meinen, da müsse die städtische Verwaltung oder der Staat ihnen helfen und darauf hin die betreffenden Behörden mit Bittgesuchen behelligen. Weder die Staatsbehörde noch der Magistrat können aus eignen Mitteln einem Dritten die nöthigen Beträge zu seiner Wiederaufhülfe vorstrecken; in dem erstern Falle würde die Unterstützung auf Kosten der gesammten Steuerpflichtigen, im letztern Falle auf Kosten der Bürger des betreffenden Wohnortes geschehen müssen, und im Grunde genommen würde die Erfüllung des Bittgesuchs doch nur eine Almosenunterstützung sein. Wenn man nun annehmen wollte, die Staats- oder die Stadtbehörde habe die Verpflichtung, wenn Jemand zu Grunde gegangen sei, ihm wieder aufzuhelfen, oder wenn ein Bürger oder Bauer zu irgend einer Unternehmung eines Fonds bedürfe, so müsse man ihm denselben aus öffentlichen Mitteln darreichen, so würden die Steuerpflich-

Digitized by Google

tigen im Vergleich zu der jetzigen Steuerquote eine dreifache zu entrichten haben und doch würde man damit noch lange nicht ausreichen, die Wünsche der Bittsteller zu befriedigen. Nein, der Mann, welcher noch einen Funken Ehrgefühl hat, muß sein ganzes Streben darauf richten, sich selber zu helfen, und auf diesen sittlichen Grundsatz hin sind die gewerblichen Associationen errichtet, von welchen in diesen Blättern die Rede ist.

Man denke sich einen armen familienlosen Handwerker oder Arbeiter, der Mitglied einer solchen Association geworden ist und monatlich seinen geringen Beitrag erlegt, welche Vortheile er sich schon durch den Consum- und Vorschußverein, sowie durch den Verein zur Beschaffung von Rohmaterialien verschaffen kann. Durch seine monatlichen Einlagen legt er sich gleichsam ein Sparcapital an — wozu es ohne diese Veranlassung wohl schwerlich gekommen sein würde —, das durch die darauf fallende jährliche Dividende sich um 15 bis 20 % vermehrt. Nach einem Zeitraume von 10 bis 12 Jahren sind diese monatlichen Zweigroschen-Beiträge mit Hülfe der darauf gefallenen Dividende zu einem kleinen Capital von 25 Thalern herangewachsen, worüber er nunmehr verfügen kann. Er vertraut die kleine Ersparniß nun einem der bestehenden Vereine an und bezieht vielleicht 6 Procent Zinsen, während er seine monatlichen Beiträge vor wie nach fortsteuert. Wie lange währt's, so ist sein Sparsümmchen zu einem Capital von 50 Thalern herangewachsen und kann es unter günstigen Verhältnissen zu einer noch höheren Summe bringen. Angenommen nun, daß die betreffende Person ohne nahe Blutsverwandte dasteht, so findet dieselbe gewiß in ihren alten Tagen, wo sie sonst eine Versorgung im Hospital erwartet hätte, eine bereitwillige Aufnahme und Verpflegung in irgend einer befreundeten Familie, wenn sie derselben ihr Erspartes gerichtlich als einstiges Erbe vermacht. Namentlich unverheiratheten Frauenzimmern, die ihren Unterhalt mühsam mit den Händen verdienen

Digitized by Google

müſſen, bieten derartige Aſſociationen eine vortreffliche Gelegenheit, ſich in der eben gedachten Weiſe in ihren vorgerückten Jahren ein bequemes Unterkommen zu verſchaffen; denn das unterliegt keinem Zweifel, daß man Leute, die über kleine Summen zu verfügen haben, gern in Familien aufnimmt und verpflegt, wenn ihnen darauf eine ſichere Anwartſchaft nach dem Hinſcheiden eingeräumt wird.

Aber nicht nur für familienloſe Leute ſind die Aſſociationen eine Wohlthat, ſondern auch ganz beſonders für unbemittelte mit Kindern geſegnete Aeltern. Man denke ſich eine arme, bei der Aſſociation betheiligte Familie mit einigen Knaben oder Mädchen geſegnet. Welche Hülfe würde es für die Aeltern ſein, wenn ſie ſo fleißig beigeſteuert hätten, daß ſie bei der Confirmation eines Kindes, oder bei Beginn des Knaben Lehrzeit, oder bei der Verheirathung eines Mädchens hingehen und das aus ſo kleinen Beiträgen erſparte Capital von 25 Thalern in Empfang nehmen und verwenden könnten. Aber auch abgeſehen davon, treten nicht im Leben oft Fälle ein, die es wünſchenswerth machen, über eine kleine Geldſumme verfügen zu können?

Darum kann der materielle und ſittliche Nutzen, den die Aſſociationen gewähren, nicht genug hervorgehoben werden; denn auf der einen Seite tragen dieſe Vereinigungen dazu bei, den Wohlſtand zu vermehren, während ſie auf der andern Seite ein vortreffliches Mittel bieten, zur Sparſamkeit anzuregen und gute, ſittſame Menſchen zu bilden, wohl wiſſend, daß ſie, wenn ſie ſich einen Fehl zu Schulden kommen laſſen, der Mitgliedſchaft für verluſtig erklärt werden.

Noch iſt die Idee der Aſſociationen neu, aber das Intereſſe für dieſelben iſt ein ſo lebendiges, daß die beſten Männer der Nation dafür in die Schranken treten, um ſie zu einem Gemeingute des deutſchen Volkes zu machen. Auf dem Congreſſe der deutſchen Volkswirthe zu Gotha zumal bildete das Thema der

Digitized by Google

Associationen einen hervorragenden Gegenstand des Interesses, und es dürften kaum 10 Jahre in's Land gehen, so werden die Associationen über alle große und kleine Städte des deutschen Vaterlandes sich verbreitet haben, denn sie sind das einzige Mittel, den gesunkenen Wohlstand der Bürger wieder zu heben, dem Ueberhandnehmen des Proletariats Schranken zu setzen und den sittlichen Charakter und die Manneswürde im deutschen Volke wieder empor zu richten.

Jeder Einsichtige, dem das Volkswohl nur einigermaßen am Herzen liegt und der sein Vaterland nicht mit gleichgültigen Blicken betrachtet, sollte es sich daher zur Aufgabe machen, dazu beizutragen, daß in seinem Kreise eine Association in's Leben gerufen würde. Einer muß natürlich den Anstoß dazu geben, mehr wird es kaum bedürfen, um eine größere Zahl seiner Mitbürger dafür empfänglich zu machen. Wer aber dieser Eine auch immer sein mag, er wird sich gewiß ein Verdienst um die Menschheit, den Dank seiner Mitbürger erwerben, die er mit den Segnungen der Association vertraut gemacht hat; man wird ihn hoch verehren und sein Name wird lange mit Ruhm genannt werden.

Digitized by Google

Sechster Abschnitt.

Winke und Rathschläge.

Unter den verschiedenen Associationen ist die Association zur Beschaffung billiger Lebensbedürfnisse diejenige, deren Einrichtung und Verwaltung am schwierigsten ist, eine ungewöhnliche Umsicht und die mannigfaltigsten Geschäftskenntnisse erfordert, wenn sie gedeihen soll. Gleichwohl ist sie aber auch wieder die am leichtesten ins Leben zu rufende Association, weil sie verhältnißmäßig nur geringe Mittel erfordert und bei dem raschen Umsatz der Waaren sich bald von selber trägt. Sie ist aber auch wiederum diejenige, welche im Vergleich zu den Vorschußvereinen und den gewerblichen Associationen einen größern Aufwand hinsichtlich der Geräthschaften, Räumlichkeiten und Verwaltungskosten nöthig macht, weßhalb eine größere Vorsicht und Ueberlegung bei Gründung derartiger Associationen gerathen sein dürfte.

Eigenthümlich waren die Umstände bei Gründung einer solchen Association in Naumburg, welche der Verfasser dieser Zeilen ins Leben rief und leitete. Bei der Neuheit der Idee dauerte es sehr lange, ehe die Bürger zur Theilnahme zu bewegen waren; endlich aber traten, wie oben erzählt, einige 70 Mitglieder zu einem Vereine zusammen und schritten zur Wahl der

Digitized by Google

Vorstandsmitglieder. Die Wahl konnte als eine glückliche bezeichnet werden, denn es befanden sich unter den gewählten Vorstandsmitgliedern mehrere, welche ihre ganze Zeit und alle ihre Kräfte dem Vereine zuwenden konnten. Leider aber konnte der Verein über keine andern Mittel verfügen als diejenigen waren, welche aus den Antrittgeldern à 10 Sgr. und den monatlichen Zweigroschen-Beiträgen entsprangen, denn ein Darlehn von einigen Hundert Thalern, welches in Aussicht war, wurde im entscheidenden Augenblicke verweigert. Trotzdem drängte Alles zum Beginn des Geschäfts und bei dem Eifer und der Begeisterung der Mitglieder ließ sich die Sache auch nicht länger verzögern. Die Vorstandsmitglieder selber schossen unter sich eine kleine Summe zusammen, um ein Rind ankaufen zu können. Der Kauf gelang, die Schlachtung wurde unternommen und siehe da, die Association konnte das Pfund gutes saftiges Rindfleisch für 3 Sgr. verkaufen und hatte dabei noch immer einen recht hübschen Gewinn für die Casse, während auf der Fleischbank das Pfund Fleisch 4 Sgr. 4 Pf. kostete und kaum von gleicher Güte war.

Mit diesem glücklichen Anfange war nunmehr die Idee der Association handgreiflich geworden und da nur gegen baar verkauft wurde, so erhielt der Verein die nöthigen Mittel zu weiteren Ankäufen. Die Mitglieder strömten nun haufenweise herbei und halfen durch die Antrittsgelder und Monatsbeiträge die Mittel vermehren. Nebst einem zweiten Rind wurde nunmehr zum Ankauf eines Wispels Roggen geschritten; der Ankauf war ein so glücklicher als nur jemals erwartet werden konnte. Die Association hatte ihren eigenen Müller und das gelieferte Mehl war von so vorzüglicher Beschaffenheit, daß es allgemein belobt und unglaublich rasch umgesetzt wurde; das Verkaufslocal war gleichsam umlagert, denn das war bisher noch gar nicht dagewesen, daß man so gute unverfälschte Waare billiger

Digitized by Google

kaufen konnte, als sonst die geringere und verfälschte. Dazu kam noch, daß die Association einen gewandten Verkäufer gewonnen hatte, der, selbst Geschäftsmann, sich mit Leichtigkeit in den Verkauf finden konnte. Je größer aber der Umfang des Geschäfts wurde, desto größer wurden die Anforderungen an die Vorstandsmitglieder. Noch war kein verschlossenes Behältniß zu einem Verkaufslocal vorhanden; es fehlte an Kisten und Kasten, um die Waaren zu bergen, kurz es fehlte nur an allem Möglichen, um ein solches Geschäft zu betreiben. Aber bei der großen Liebe zur Sache, welche die Mitglieder bethätigten, war es leicht, das Fehlende anzuschaffen. Es fehlte nun auch nicht mehr an Mitteln. Von allen Seiten wurden dem Verein Darlehne von 25, 50, 100, 200 Thalern angeboten, die mit 6% jährlich verzinst wurden, und es dürfte nicht leicht ein Verein wieder entstehen, der sich eines so unbeschränkten Vertrauens, eines so raschen Aufschwungs wird rühmen können. Der Grund davon lag in dem Widerstreben der Gegner, die Alles aufboten, den Verein nicht zu Stande kommen zu lassen.

Da die Schlachtungen bisher in dem Locale einer kleinen Brauerei vor sich gingen, wo gleichzeitig auch der Verkauf stattfand, so mußten bauliche Veränderungen vorgenommen werden, die auch glücklich durchgeführt wurden. Es währte auch nicht lange, so wurde in demselben Hause ein verschließbares Verkaufslocal für die andern Waaren beschafft, indem ein Miether aus Gefälligkeit für die Association und gegen eine kleine Entschädigung ein im Parterregeschoß innegehabtes Local räumte. Dasselbe wandelte sich alsbald in ein Waaren-Verkaufsmagazin um, in welchem alle zum Leben nöthigen Bedürfnisse für die Mitglieder aufgeschichtet wurden. Da gab es Weizen- und Roggenmehl, reines Roggenbrod, Erbsen, Linsen, Bohnen, Nordhäuser Branntwein, Hirse, Graupen, Reis, Gries, Seife, Kaffee, Zucker, Cichorie, Gewürzwaaren, Photogène, Oel und

Digitized by Google

vieles Andere und der Umsatz war ein so bedeutender, als sich bei den anfänglichen geringen Mitteln wohl kaum Jemand hätte träumen lassen: die Einnahme überstieg monatlich die Summe von tausend Thalern. An Brod allein wurde wöchentlich für 50 bis 60 Thaler verkauft.

Die laufenden Geschäfte wurden von den Verwaltungsrathsmitgliedern regelmäßig in den Sitzungen am Donnerstag Abend berathen und beschlossen. Sie fanden in demselben Hause, in welchem das Verkaufslocal eingerichtet war, statt und waren den Mitgliedern zugänglich. Die Oeffentlichkeit ist aber bei derartigen Vereinen, wo meist geschäftliche Dinge verhandelt und Firmen genannt werden, der Sache nicht zuträglich, indem mißverstandene oder halbverstandene Dinge auf Gassen und Straßen ausgetrompetet, andere wieder vielleicht absichtlich verdreht unter's Publicum gebracht werden, wodurch Klätschereien entstehen und dem geschäftlichen Gange des Vereins unsäglich geschadet wird. Es herrschte übrigens in den abendlichen Versammlungen dieses Vereins die strengste parlamentarische Ordnung und die umsitzenden Zuhörer verhielten sich so ruhig wie in der Kirche. Bei den Verhandlungen war folgende Geschäftsordnung im Gebrauch:

Pflichten der Mitglieder.

§. 1. Die Mitglieder des Verwaltungsrathes haben sich zu den im §. 7 des Vereinsstatuts bestimmten wöchentlichen Sitzungen im Vereinslocale oder an jedem andern von dem Vorsitzenden zu bestimmenden Orte pünctlich einzufinden.

§. 2. Wer durch irgend einen Umstand verhindert wird, an diesen Versammlungen Theil zu nehmen, hat sein Nichterscheinen mit Angabe des Grundes vorher dem Vorsitzenden mündlich oder schriftlich anzuzeigen. Tritt das Hinderniß unmittelbar

Digitized by Google

vor der zur Versammlung bestimmten Zeit ein, so hat die Entschuldigung wegen des Wegbleibens am folgenden Tage zu geschehen und ist dieselbe im Protokoll der nächsten Sitzung zu vermerken.

§. 3. Wenn ein Mitglied zwei Mal hinter einander ohne genügenden Grund von den Sitzungen fern bleibt, so hat der Vorsitzende dasselbe vorerst brieflich an seine Pflicht zu erinnern und wenn auch diese Mahnung fruchtlos bleiben sollte, so sind die Vereinsmitglieder der nächstfolgenden Generalversammlung davon in Kenntniß zu setzen und ist nach Befinden der Antrag zu stellen, daß statt des säumigen Mitgliedes ein anderes gewählt werde.

Verhaltungsregeln während der Sitzung.

§. 4. Die Sitzungen des Verwaltungsrathes sind insofern öffentliche, als Mitglieder des Vereins, welche ein besonderes Interesse dafür haben, denselben beiwohnen können. Bei Besprechungen über Familienverhältnisse gelegentlich der Vorschußgesuche und der Abstimmung über neu aufzunehmende Mitglieder ist die Oeffentlichkeit ausgeschlossen.

§. 5. Den wöchentlichen Sitzungen haben außer den Mitgliedern des Verwaltungsrathes auch der Buchhalter und die Bezirksvorsteher des Vereins mit berathender Stimme beizuwohnen. Sämmtliche Mitglieder, welche an den Versammlungen des Verwaltungsrathes Theil zu nehmen berechtigt sind, geloben sich gegenseitig, von den etwa vorkommenden Besprechungen über Personal- und Familienverhältnisse öffentlich keinen Gebrauch zu machen.

§. 6. Während der Berathung findet eine streng parlamentarische Ordnung statt. Ist von dem Vorsitzenden oder einem andern Mitgliede des Verwaltungsrathes ein Antrag gestellt oder eine Frage in Anregung gebracht worden, so haben die-

Digitized by Google

jenigen Mitglieder, welche an der Debatte des fraglichen Gegenstandes sich betheiligen wollen, um das Wort zu bitten und der Vorsitzende hat ihnen dasselbe der Reihe nach zu gewähren. Handelt es sich um einen Gegenstand von höherer Bedeutung, so findet die Debatte in der Weise statt, daß ein Redner für, der andere gegen den fraglichen Gegenstand zum Wort gelassen wird. Scheint der Gegenstand genügend besprochen, so kann auf Schluß der Debatte angetragen werden.

§. 7. Die zu verhandelnden Gegenstände sind der Reihe nach auf die Tagesordnung zu setzen und in der Sitzung nach dieser Reihenfolge vorzunehmen. Ueber die Sitzungen ist genau ein Protokoll zu führen; dasselbe ist vor Beginn der nächsten Sitzung vorzulesen und, wenn von keiner Seite eine Bemerkung dagegen vorgebracht worden ist, von dem Vorsitzenden, dem Rendanten und dem Schriftführer zu unterzeichnen.

§. 8. Wenn bei Abstimmungen durch Abwesenheit eines Mitgliedes Stimmengleichheit vorhanden ist, so entscheidet der Vorsitzende.

§. 9. Den Anordnungen des Vorsitzenden ist pünctlich Folge zu leisten und hat derselbe bei etwaiger Widerspenstigkeit des einen oder andern Mitgliedes die Entscheidung der Versammlung anzurufen. Bei Zuwiderhandlungen gegen die Geschäftsordnung während der Sitzung oder bei dem Gebrauch von unparlamentarischen Ausdrücken hat der Vorsitzende das betreffende Mitglied zur Ordnung zu verweisen. Im Fall hartnäckigen Widerstandes oder in Momenten der Aufregung, des Zwistes u. s. w. hat der Vorsitzende, je nach Umständen, die Versammlung auf kurze Zeit zu vertagen oder auch für geschlossen zu erklären.

§. 10. Von gegenwärtigem Statut ist jedem Verwaltungsrathsmitgliede eine Abschrift zuzufertigen. Die Bezirksvorsteher und der Buchhalter, so wie die als Stellvertreter gewählten

Digitized by Google

Mitglieder haben, falls sie ebenfalls ein Exemplar zu besitzen wünschen, für die Abschrift selber zu sorgen. Das Statut ist von sämmtlichen Mitgliedern zum Zeichen der Genehmigung zu unterschreiben.

So lautete die Geschäftsordnung und man wird dadurch auf den Gang der Verhandlungen selber schließen können. Jedermann wohnte diesen Sitzungen mit Vergnügen bei und Viele freuten sich die ganze Woche hindurch auf den Donnerstag Abend. Da war Leben und Bewegung und das rege Interesse verband sich mit der musterhaftesten Ordnung. Der Anblick einer solchen Berathung hatte, ohne daß man es wollte, etwas Feierliches, Bewältigendes. In einem langen schmalen Zimmer saßen um eine Tafel herum die 12 Mitglieder des Verwaltungsrathes nebst dem Vorsitzenden und dem Buchhalter; im Hintergrunde befanden sich die Bezirksvorsteher und rings herum standen Mitglieder des Vereins, welche dem Gange der Verhandlungen mit Aufmerksamkeit folgten. Auf der Mitte der Tafel erhob sich thurmartig der Balletagekasten mit zwei trichterförmigen Oeffnungen, denn an jedem Gesellschaftsabende war über die Aufnahme einer größeren Anzahl neu angemeldeter Personen zu entscheiden; vor jedem sitz- und stimmfähigen Mitgliede stand ein schäumendes Seidel Bier zur Labung des dürstenden Gaumens. Aber so ordnungsmäßig diese Sitzungen auch verliefen, so waren sie doch meist sehr aufregender Natur und endigten nicht selten stürmisch.

Ein gleiches Interesse, wie sich für die Berathungen kundgab, belebte auch den geschäftlichen Bereich des Vereins. Der Vorsteher, der Rendant und der Buchhalter waren täglich in fast ununterbrochener Thätigkeit; es kamen des Tages tausenderlei Dinge vor, die ihre Anwesenheit nothwendig machten. Da wurde bald Vieh zum Schlachten, bald Getreide angeboten, bald

Digitized by Google

nach diesem oder jenem Verhältniß gefragt, es waren Geschäfte abzuwickeln, Berechnungen anzustellen, Calculationen über neu angekommene Waaren vorzunehmen. Die Buchführung, die Seele des Geschäfts, welche dem Rendanten und dem Buchführer oblag, war vom Anfange herein nicht mit der Accurateſſe und Zuverläſſigkeit geführt worden, wie es wünſchenswerth gewesen wäre und es entſtand dadurch im Laufe der Zeit manche Irrung, bis endlich durch eine Generalreviſion mehr Tact und Ordnung hineingebracht wurde. An Büchern waren vorhanden: ein Einnahme-Journal, ein Ausgabe-Manual, ein Calculationsbuch, in welchem die Preiſe berechnet wurden, zu welchen die angeſchafften Waarenartikel an die Mitglieder verkauft werden konnten; ferner ein Einnahme- und Ausgabebuch über die Spareaſſe, ein Conto mit Soll und Haben für die Bäcker, welche Mehl aus dem Magazin erhielten und Brod für den Verein buken, ein Inventarienverzeichniß und ein Hauptbuch, in welches aus dem Einnahme-Journal und Ausgabe-Manual die einzelnen Poſten herausgezogen und in beſondere Rubriken eingetragen wurden. In dieſe Arbeiten theilten ſich der Rendant und der Buchhalter, ſie durften aber in der letztern Zeit nur in Gegenwart und unter Aufſicht des Vorſtehers vorgenommen werden. Einen großen Theil der Zeit nahm die Correſpondenz und die Ausfertigung der Quittungsbücher für die neu aufgenommenen Mitglieder in Anſpruch, wie überhaupt die Eintheilung der Mitglieder in Bezirke und die Führung der Liſten viel Zeit und Aufmerkſamkeit erforderten. Für dieſe unendliche Mühe konnten die leitenden Vorſtandsmitglieder aber nur kärglich belohnt werden, und da ſie nebenbei noch eine große Verantwortlichkeit den Vereinsmitgliedern gegenüber zu tragen hatten, mitunter für ihre Mühe und Aufopferung auch wohl ſchnöden Undank und bittere Vorwürfe einernteten, ſo mußte dadurch der Eifer dieſer Männer nothwendig geſchwächt werden, wenn nicht die Liebe

Digitized by Google

zur Sache das Feuer der Begeisterung immer wieder angefacht hätte. Wie gering die leitenden Personen für ihre Mühewaltung bedacht wurden, kann man daraus ersehen, daß dem Vorsteher eine monatliche Gratification von 6, dem Rendanten eine dergleichen von 5 und dem Buchhalter gar nur eine von 3 Thalern zuerkannt wurde. Bei dem immer mehr sich erweiternden Geschäftsbetriebe und der zunehmenden Mitgliederzahl des Vereins ließ sich übrigens eine Erhöhung der Gehalte sicher erwarten. Viel höher konnten sie aber niemals werden, weil die Handlungsunkosten einen großen Theil des Gewinnes wieder aufzehrten und der Verein meist mit erborgtem Gelde arbeitete, das mit 6% verzinst wurde. Da es nun Grundsatz war, stets die besten Waaren anzuschaffen, dieselben aber gleichwohl auch wieder billiger als im öffentlichen Verkehr an die Mitglieder zu verabreichen, so liegt es nahe, daß der Gewinn mitunter sehr unbedeutend war, ja nicht selten in Verlust überging.

Das Alles hätte aber bei dem raschen Umsatze der Waaren nichts ausgemacht, wenn nur die Störungen und der Unfrieden aus dem Vereine fern geblieben wären. Aber wie könnte man das von einer Vereinigung deutscher Landsleute verlangen? Gerstäcker erzählt, daß er auf seinen überseeischen Reisen nur einen Ort angetroffen habe, wo die Deutschen vollkommen einig gewesen wären, nämlich die Südseeinseln, wo nur ein einziger Deutscher sich angesiedelt gehabt hätte. Wären zwei dagewesen, so würden sie sicher in Uneinigkeit gelebt haben. Und so war es auch bei der in Rede stehenden Association. Der Hauptgrund liegt zum Theil mit im Statut, welches 12 Verwaltungsmitglieder und einen Vorsteher an die Spitze des Vereins stellt. Von diesen Vorstandsmitgliedern bringt natürlich Jeder seine eigene Meinung mit und es erfüllt sich dann in solchen Berathungen das Sprichwort: „Viele Köpfe, viele Sinne.“ Eben so wahr ist der Spruch: „Viele Köche verderben den Brei,“

Digitized by Google

und das war hier in der That der Fall. Die Vorstandsmitglieder, meist Handwerker, brachten oft die absurdesten Dinge zu Tage und wenn sie wußten, daß ihnen vom Vorsteher Widerstand entgegengesetzt werden würde, traten sie zu Fractionen zusammen, conspirirten mit einander und suchten auf diese Weise, wenn auch nur aus Eigensinn, die Majorität zu erlangen. Sechs Mitglieder mit einem Vorsteher dürften daher vollkommen ausreichend sein und da ein Consumverein ein rein kaufmännisches Geschäft ist, so ist bei der Wahl der Vorstandsmitglieder auch hauptsächlich auf solche Personen Rücksicht zu nehmen, bei welchen man die erforderlichen Eigenschaften zu einer richtigen Beurtheilung voraussetzen kann.

Ein anderer Uebelstand bestand darin, daß dem Vorsteher des fraglichen Vereins so wenig Spielraum zu eignem Handeln eingeräumt war, so daß es nach dem Statut nothwendig gewesen wäre, zu jeder Vornahme erst die Erlaubniß des Verwaltungsrathes einzuholen. Im Laufe einer Woche kommen aber in einem solchen Vereine so verschiedenartige Dinge, die sich gar nicht vorhersehen lassen, vor, daß diese Bestimmung ohne Nachtheil für den Verein sich gar nicht festhalten läßt. Es wird zum Beispiel irgend ein Waarenartikel zu einem billigen Preise von einem Manne angeboten, der sogleich Geld braucht. Hat in solchen Fällen der Vorsteher nicht die Vollmacht zur Abschließung dergleichen Verträge, so geht dem Vereine der Vortheil verloren, billige Einkäufe zu machen.

Aehnliche Erscheinungen kamen öfters zu Tage. Wollte der Vorsteher im Interesse des Vereins handeln, so mußte er zuweilen von der Regel abweichen, wodurch er sich aber bei dem Verwaltungsrathe den Vorwurf der Eigenmächtigkeit zuzog, was die Ursache zu Reibungen wurde. Zu solchen Reibungen wurde von Außen nach Kräften geschürt, indem die in ihrem Gewerbe

Digitized by Google

betroffenen Bürger einzelne Mitglieder des Verwaltungsrathes aufhetzten und auf den Vorsteher noch aufsässiger machten, mit dem Hindeuten, daß solche Eigenmächtigkeiten nicht geduldet werden dürften. Solchen Aufhetzereien gab man den Anschein, als ob sie im Interesse des Vereins geschähen, für den scharfblickenden Beobachter konnte es aber kein Geheimniß bleiben, daß die einzige Triebfeder der Egoismus war. Der Vorsteher, das wußte man nur zu gut, war der Träger des Ganzen, welcher den kaum vollendeten Bau zusammenhielt. Konnten die Gegner es dahin bringen, ihn zu beseitigen, so hatten sie natürlich gewonnenes Spiel, denn einen zweiten gab es nicht, der die Vereinssache so gründlich verstand und zu leiten wußte. Ist der beseitigt, mochte man denken, so ist der Verein unhaltbar. Ob sie richtig calculirt hatten, wird die Zukunft lehren.

Der Stand des Vorstehers wurde von dieser Zeit an immer schwieriger; im Verwaltungsrathe bildete sich eine ihm feindselige Partei, die nur dahin strebte, ihm das Leben sauer zu machen und ihm sein Amt zu verleiden; diese Partei stach Alles auf, machte Mücken zu Elephanten und trieb es so weit, daß sie die in vertraulichen Sitzungen gepflogenen Verhandlungen den betreffenden Personen mittheilte. Die Sitzungen boten von jetzt ab nur noch ein Bild des Hasses und der Leidenschaft und vergingen unter endlosen Zwistigkeiten. Sie waren indeß noch besuchter als zuvor und zwar meist von Personen, die ein Vergnügen an solchen Zwistigkeiten fanden und dazu beitrugen, die Kluft des Zerwürfnisses noch zu erweitern. Der Verein selber litt in Folge dieser feindseligen Auftritte. Es verbreiteten sich die nachtheiligsten Gerüchte im Publicum über schlechte Verwaltung u. s. w., welche die Gegner erfunden hatten; es erfolgten nur selten noch Anmeldungen zum Beitritt, während die Zahl der Ausscheidenden von Woche zu Woche zunahm, eine Erscheinung, die bis dahin noch gar nicht vorgekommen war. Der

Digitized by Google

Vorstand wurde im Juni zur Aufnahme der Lagerbestände und zur Rechenschaftsablage gedrängt, was erst im Juli hätte zu geschehen brauchen. Die Inventur wurde am 3. Juni und folgende Tage vorgenommen und sie ergab folgendes Resultat:

Einnahme von verkauften Waaren	5719 ℳ	11 ₰	3 ₰
Einnahme an geliehenen Capitalien	255 =	— =	— =
Einnahme für Antrittsgelder . .	160 =	— =	— =
Einnahme an monatlichen Beiträgen, abzüglich der zurückgezahlten Beträge an die ausgeschiedenen Mitglieder	204 =	29 =	— =
Summa sämmtlicher Einnahmen	6339 ℳ	10 ₰	3 ₰
Die Ausgaben betrugen in Summa-Summarum	6081 =	13 =	2 =
Es verblieb demnach ein Cassenbestand von	257 ℳ	27 ₰	1 ₰
Bei Aufnahme der Inventur fand sich ein Waarenlager im Betrage von	557 ℳ	26 ₰	8 ₰
Cassenbestand	257 =	27 =	1 =
Für angeschaffte und bezahlte Handlungs-Utensilien	84 =	5 =	3 =
Für bezahlte Handlungsunkosten .	148 =	22 =	3 =
	1043 ℳ	21 ₰	3 ₰
Der Betrag der außenstehenden Creditores ist einschließlich der Antrittsgelder und Monatsbeiträge, welche als schwebende Schuld anzusehen sind	983 =	23 =	1 =
Es bleibt daher für die Casse ein Gewinn von	59 ℳ	28 ₰	2 ₰

Digitized by Google

Das Resultat, in einer bald darauf anberaumten Generalversammlung vorgetragen, beruhigte die Mitglieder vollkommen und es erwies sich dadurch haarklein, daß alle in Umlauf gesetzten Gerüchte ein Werk der Gegner waren. Es trat nun wieder eine günstigere Wendung für den Verein ein, das Mißtrauen wurde allmälig beseitigt, die Zahl der Ausscheidenden verringerte sich, während Anmeldungen zum Beitritt wieder häufiger eingingen; kurz es hätte die Krisis glücklich überwunden werden können, wenn ein friedlicherer Geist im Verwaltungsrathe vorherrschend gewesen wäre. Dort aber sollte es zum Bruch kommen. Einem Beschlusse des Verwaltungsrathes in Bezug auf die Bäcker, welche das Brod für den Verein lieferten, verweigerte der Vorsteher die Ausführung, weil eine solche Veränderung in einer Zeit, wo der Brodverkauf einen der stärksten Absatzartikel bildete, voraussichtlich einen empfindlichen Verlust für die Vereinscasse herbeiführen mußte. Der Weigerung folgte die Trennung beider Theile. Der Verwaltungsrath trat zu einer geheimen Sitzung zusammen und beschloß die Anberaumung einer außerordentlichen Generalversammlung. Sie erfolgte und mit ihr das Ausscheiden des Vorstehers.

Der Verwaltungsrath wirthschaftete nun mit einem interimistisch ernannten Vorsteher aus seiner Mitte und schon nach Verlauf von 4 Monaten zeigte sich bei Ablage des Rechenschaftsberichts ein Deficit von nicht weniger als 310 Thalern. Möchte dieser Vorgang andern Vereinen zur Warnung dienen. Das Vertrauen ist seitdem von dem Vereine gewichen und er selbst in allmäliger Auflösung begriffen. Dennoch hat es den Anschein, als ob Muth, Entschlossenheit und Ausdauer einiger Vorstandsmitglieder ihn über die Krisis hinwegbringen wollten. Gelingt es, so wird seine Existenz im Volke um so tiefere Wurzeln schlagen.

Digitized by Google

Wir glauben das vorliegende Schriftchen nicht würdiger schließen zu können als mit einem Hinweis auf einen englischen Consumverein, aus dessen steigendem Verbrauch zu ersehen ist, welcher unglaublichen Ausdehnung derartige Vereine bei zuverlässiger Buchführung und umsichtiger Leitung fähig sind.

Digitized by Google

Siebenter Abschnitt.

Ein englischer Consumverein.

In Rochdale in England, Grafschaft Lancaster, nicht weit von Manchester, florirt ein Consumverein eigenthümlicher Art. Es fehlt dort wie in Deutschland ein richtiger Name für diese Art von Vereinen; die Mitglieder derselben nennen ihn sehr unverständlich „Cooperation" und sich selbst „Equitable Pioneers", was etwa so viel heißen soll, als daß sie Bahnbrecher für Wohlfeilheit erster Lebensbedürfnisse sein wollen. Diese Gesellschaft giebt ein eigenes Jahrbuch heraus, welchem der Londoner Correspondent der „Nationalzeitung" die nachstehenden Angaben entlehnt hat.

An einem traurigen Novemberabende, in einer englischen Fabrikstadt unendlich trauriger, als die lebhafteste Phantasie des Festlandes sich vorstellen kann, im Jahre 1843 beriethen in Rochdale einige arbeitlose, halbverhungerte Weber, was zu thun: Sollten sie auswandern, ohne die Mittel dazu und gleichsam zur Strafe? Sollten sie in das Armenhaus gehen, in das Fegefeuer? Sie beschlossen Capitalisten zu werden. Ihrer ein Dutzend unterzeichneten 2 Pence (1 Sgr. 8 Pf.) wöchentlich. Nach und nach traten bis zu 40 hinzu. Mit 52 Einzahlungen begannen sie das Geschäft. Die Stiftungsurkunde, bei der betreffenden

Digitized by Google

Behörde registrirt am 24. October 1844, bezeichnet als Zweck der Gesellschaft: die Einrichtung eines Vorrathshauses für Lebensmittel, Kleider u. s. w., die Erbauung einer Anzahl von Wohnhäusern für die Theilnehmer, die Anlage einer Fabrik zur Beschäftigung der Mitglieder, den Ankauf von Ländereien und „so bald als thunlich einer auf sich selbst bestehenden Inlandscolonie".

Von diesem Programm ist so viel ausgeführt, daß die Unterzeichner heute Miteigenthümer an Werkstätten und Speichern sind, und Theil haben an einem Ladengeschäfte, durch dessen Casse jährlich 70,000 Pf. Sterl. (à 6½ Thlr.) laufen. Die Zahlen für den Beginn des Geschäfts wird man ohne Belege für richtig annehmen; in Betreff des gegenwärtigen Vermögenszustandes werden die Abschlüsse der Gesellschaft durch zahlreiche, vollkommen glaubwürdige Zeugnisse von Nichtmitgliedern bekräftigt. In der That ist Rochdale um dieses Unternehmens willen ein Wallfahrtsort für viele ernste Männer geworden.

Der Laden, in dem das Geschäft begann, lag in Toadlane, der Krötengasse, und kostete 10 Pf. Sterl. Jahresmiethe. Ein erhaltenes Protokoll vom December 1844 — denn es ging alles parlamentarisch zu — specificirt die Vorräthe von Mehl, Butter, Hafermehl und Zucker, mit denen der Laden ausgestattet war. Sie hatten einen Werth von 14 bis 15 Pf. Sterl. Das ganze Unternehmen und die wenig einladende Straße hatte den eifersüchtigen Krämern und den gedankenlosen Spöttern schon im Voraus viel Stoff zu Witzeleien gegeben und es gehörte eine längere, zagende Berathung und endlich ein desperater Entschluß dazu, am 21. December Abends die Fensterladen herabzunehmen und das dürftige Innere den jugendlichen Flaneurs (Gaffern) der Fabrikbevölkerung und ihrer Kritik preis zu geben. Das Local sollte nämlich nur am Montage und am Sonnabend Abend auf einige Stunden geöffnet sein.

Digitized by Google

In den Sitzungsprotokollen des Verwaltungsausschusses läßt sich das Unternehmen durch alle seine kleinen Schwierigkeiten und Gefahren Schritt für Schritt verfolgen, und was nächst dem commerciellen Gelingen des Ganzen uns mit immer steigendem Interesse und mit einer Befriedigung erfüllt, die über weite Gebiete der Dinge und des Denkens reicht, sind die Zähigkeit, mit der die Mitglieder an ihrer schwerfälligen, demokratischen Controle und Selbstregierung festhalten, die zögernde, tastende Vorsicht, mit der sie nach und nach nicht Gewalten, sondern Functionen, z. B. das Syrupabziehen an einen Jungen übertrugen, die Festigkeit, Geduld und Zuversicht, womit sie allen Versuchungen, durch Majoritätsbeschlüsse Tyrannei gegen wankelmüthige oder unverständige Mitglieder zu üben, wacker widerstreben, und das richtige Maß von Functionentheilung und Controle, die glückliche Vereinigung von kaufmännischem Geist und Bürgersinn, woraus ihr fabelhafter Erfolg allmälig erwachsen. Wir lasen eine erhebliche Debatte darüber, ob für einen Besen 9 Pence oder 13½ Pence zu bewilligen. Ein andermal wird beschlossen, daß „dem Verkäufer eine Schürze und ein paar Ueberärmel zu verabfolgen, in Erwägung, daß er mit falschem Gelde Schaden gemacht". Beschlossen als das Resultat vielfacher Reden und Amendements, daß „wir zwei Patentsachen, eine Kelle zu Zucker und eine zu Korinthen anschaffen und die Stiege repariren werden". Indessen muß wohl die Bemerkung eingeschaltet werden, daß diese Arbeiter nicht etwa darüber debattiren, was andere Leute, etwa eine hohe Regierung oder der Weltgeist zu thun habe, sondern über etwas, das sie selbst thun wollen, thun können und thun.

Ein Fundamentalsatz war: kein Credit, so wenig bei'm Verkauf als bei'm Einkauf. So wurden die Mitglieder von dem strap-book frei, dem Contobuche des Krämers, dessen Duplicat an einer ledernen Schlinge befestigt ist, um den Kindern um den

Digitized by Google

Hals gehängt zu werden. Aber das forderte Selbstverleugnung; auch waren die Artikel im Anfange nicht immer so gut wie in den gewöhnlichen Läden, weil man die besten Bezugsquellen noch nicht kannte, ein andermal auch ein wenig theurer, weil man die Kunst des Verfälschens, „Verlängerns", nicht kannte oder kennen wollte. Manche Hausfrau wurde ungetreu und eifrige Mitglieder schlugen Conventionalstrafen, Ausschließung von den Dividenden und ähnliche Zwangsmaßregeln vor.

Aber auch die Krämer wurden unruhig und fingen hin und wieder an, die Gesellschaft zu überbieten, um sie todt zu machen. Viele Fabrikherren sahen mit Mißtrauen auf diese „sociale Bewegung". Viele Arbeiter erinnerten sich mit Scheu der Verfolgungen, welche die Leiter früherer Unternehmungen zu erdulden gehabt. Endlich fehlte es innerhalb der Gesellschaft nicht an Männern der absoluten Kritik oder des absoluten Quengelns. Die Standhaftigkeit der ersten Unterzeichner half über alle diese Gefahren hinweg und nach 2 oder 3 Jahren half die Sache sich selbst. Die Frauen kehrten zu einem Institute zurück, das Dividenden gab, die Krämer wurden müde, mit Verlust zu verkaufen, oder wurden dabei ertappt, den Verlust, den sie an einem Artikel machten, an anderen wieder einzubringen; die Fabrikherren fanden heraus, daß die Cooperators die zuverlässigsten Arbeiter seien und damit verschwand allmälig die Furcht vor ihren Verfolgungen. Die inneren Kritiker steckten seufzend und uneigentlich den Profit in die Tasche, der eigentlich unmöglich war, und am längsten hielten die äußeren Kritiker in Zweifeln, zuletzt sogar in Feindschaft aus, die kein anderes Interesse hatten, als daß ihre Prophezeihung in Erfüllung gehen sollte.

Einen großen Zuwachs an Mitgliedern erhielt der Verein im Jahre 1849, als die Sparcasse in Rochdale trotz der Regierungscontrolle zusammenbrach; von den 100,034 Pf. Sterl. Einlagen hatte ein Beamter 71,717 Pf. Sterl. unnütz angelegt bei

Digitized by Google

sich selbst. Die Mitgliederzahl betrug Ende 1848 140, 1849 390 und 1850 600. Dafür brachte das folgende Jahr eine furchtbare Krisis. Der Verein hatte einer von andern Werkbündnern — so können wir das großartige Wort wohl übersetzen — errichteten Kornmühle einige hundert Pfund vorgeschossen, die in Mehl abgetragen werden sollten, und hatte dabei die Erfahrung zu machen, daß das Creditgeben eben so seine Unannehmlichkeiten hat, wie das von ihnen so ängstlich vermiedene Creditnehmen. Die Mühle gerieth in Schwierigkeiten; es drohte Sequestration, Concurs. Die Pioniere wollten ihr Geld und ihren Namen, Bahnbrecher, nicht sitzen lassen, brachten die Mühle an sich, wozu es beträchtlicher Vorschüsse der Mitglieder bedurfte, wickelten die Schulden ab und machten das Geschäft rentabel. In dieser Krisis und ihrer Ueberwindung zeigt sich am deutlichsten, wie sehr der beispiellose Erfolg des Vereins von der Thatkraft und Umsicht eines seiner Mitglieder abhing. Auf der andern Seite ist in einer so großen Zahl ein solcher Mann nicht so selten als das Geschick, ihn herauszufinden, und der gute Sinn, ihm zu folgen.

Außer der Mühle, die ganz getrennt gehalten wird, umfaßt das Geschäft jetzt sieben Zweige: Colonialwaaren, Schnittwaaren, Schlächterei, Schuhmacherei, Pantoffelmacherei, Schneiderei, Engrosgeschäft (um Mitglieder und andere Vereine mit großen Quantitäten zu versehen) Dazu kommt seit 1855 eine Weberei, die 96 Stühle beschäftigt. Auch hat man so wenig eine Mäßigkeitshalle vergessen als ein Zeitungszimmer und eine Bibliothek, an die sich, wie anderwärts in England, Abend- und Sonntagsklassen ansetzen, eine kleine Universität von Lesenden und Lernenden.

Von dem Ladengeschäfte in seinen sieben Departements und mit mehreren Zweiglocalen, ohne die Mühle und die Fabrik, sind dieses die Abschlüsse:

Digitized by Google

Jahr.	Mitglieder.	Capital. Pf. St.	Sch.	D.	Jährlicher Umsatz. Pf. St.	Sch.	D.	Jährlicher Gewinn. Pf. St.	Sch.	D.
1844	28	28	—	—	—	—	—	—	—	—
1845	74	181	12	5	710	—	—	32	17	6
1846	80	252	7	1½	1,146	17	7	80	16	3½
1847	110	286	5	3½	1,924	13	10	72	2	10
1848	140	397	—	—	2,276	6	5½	117	16	10½
1849	390	1,193	19	1	6,611	18	—	561	3	9
1850	600	2,299	10	5	13,179	17	—	889	12	5
1851	630	2,785	—	1½	17,638	4	—	990	19	8½
1852	680	3,471	—	6	16,352	5	—	1,206	15	3½
1853	720	5,848	3	11	22,760	—	—	1,674	18	11½
1854	900	7,172	15	7	33,364	—	—	1,763	11	2½
1855	1400	11,032	12	10½	44,902	12	—	3,106	8	4½
1856	1600	12,920	13	1½	63,197	10	—	3,921	13	1½
1857	1850	15,142	1	2	79,788	—	—	5,470	6	8½
		Summa:			303,852	—	—	19,888	16	11½

Wir schließen diese Darlegung mit folgenden Sätzen: Equitable Pioneers co-operative storet. — Registrirt dem Gesetze gemäß. — Zweck: den gesellschaftlichen und den häuslichen Stand der Mitglieder zu verbessern. — Actien mit 5 Proc. verzinst. — Der überschüssige Gewinn an die Kunden vertheilt nach Verhältniß der Einkäufe, die sie gemacht. — Feste Preise. — Waaren und Geld Zug um Zug. — Dividenden vierteljährlich.

Diese Sätze stehen verzeichnet auf den Thürpfosten des alten Mutterhauses in der Krötengasse in Rochdale.

Welch ein erhabenes Vorbild für die Gründer ähnlicher Vereine in Deutschland! Es giebt wohl kein schlagenderes Beispiel, als das eben mitgetheilte, um zu beweisen, welcher Ausdehnung dergleichen Vereine fähig sind, wenn die Mitglieder Umsicht und Zähigkeit genug besitzen, um über die ersten Anfänge hinauszukommen. Aus dem Mitgetheilten ergiebt sich, daß vorzugsweise Fabrikörter geeignet sind zur Gründung von Associationen, wodurch die Arbeiter auch dem hie und da unter verschiedenen Formen noch bestehenden Truckſystem nicht mehr aus-

Digitized by Google

gesetzt sein würden, jenem wucherischen System, nach welchem auf Anregung und im Interesse des Fabrikherrn Kaufläden im Fabrikgebäude errichtet werden, wodurch die Arbeiter gezwungen sind aus denselben für ihr gutes Geld oft theure und schlechte Waaren zu entnehmen.

Aber nicht nur Fabrikörter allein, sondern jede Stadt, jeder Flecken, jedes Dorf sind zur Gründung von dergleichen Associationen geeignet und sie werden überall einen guten Boden finden. Es fehlt nur, daß einige Männer sich dazu aufwerfen, den Anstoß dazu geben und die Sache in die Hand nehmen. Wie aus kleinen Anfängen Großes geschaffen werden kann, davon giebt der englische Verein den sichersten Beleg. Niemand, die Unternehmer wohl selber nicht, hätte wohl jemals geglaubt, daß der fragliche Verein mit so kärglichen Mitteln in einem so kurzen Zeitraume über Hunderttausende von Thalern zu verfügen haben würde, und doch ist es so. Darum nur frisch die Hand an's Werk und Vereine gegründet zum Wohl und zum Segen unserer Zeitgenossen und ihrer Nachkommen!

Gedruckt bei E. Polz in Leipzig.

Digitized by Google

no. 7

Der Schutzzoll

auf

fremde

PARSONS LIBRARY
University of
MICHIGAN

in die deutschen Zollvereinsstaaten eingehende

Baumwolltwiste,

aus dem Gesichtspunkt der Weberei und Spinnerei beleuchtet.

Berlin,
Verlag von Duncker und Humblot.

1842.

Digitized by Google

Berlin, gedruckt bei J. Petsch.

Digitized by Google

Der seit ohngefähr zwei Decennien wahrzunehmen gewesene, allmälige Verfall der Baumwollspinnerei, eines der wichtigeren Industriezweige Deutschlands, welcher vorzugsweise in den dermaligen Zollvereinsstaaten einheimisch geworden ist, hat in den letzten Jahren so rasche Fortschritte gemacht, daß die gerechte Besorgniß einer mehr oder minder nachtheiligen Rückwirkung auf den Nationalwohlstand dadurch hervorgerufen worden ist. Dieser Umstand, sowie die beklagenswerthe Erscheinung überhaupt, dürften die größte Aufmerksamkeit nicht allein der zunächst dabei Betheiligten, sondern auch der deutschen, namentlich der Zollvereins-Regierungen erheischen. In der That hat man sich auch von dieser, wie von jener Seite angelegen sein lassen, die Ursachen dieses Ereignisses zu erforschen, und die zweckentsprechendsten Mittel aufzufinden, durch welche entweder völlige Heilung des Uebels herbeigeführt, oder doch wenigstens dem weiteren Umsichgreifen desselben ein Ziel gesteckt werden könnte. Betrachten wir vorerst, was in dieser Beziehung von Seite des Fabrikstandes, soweit solcher der Baumwollmanufaktur angehört, geschehen ist.

Schon während der Zollvertrags-Verhandlungen zu Berlin im Jahre 1833, kamen die Spinner der damals contrahirenden Staaten bei ihren Regierungen mit Vorstellungen ein, in welchen sie sich darzuthun bemühten, daß ihr Gewerbe völlig zu Grunde gehen müsse, wenn nicht der immer mehr überhandnehmenden Concurrenz fremder Staaten, insbesondere Englands, durch einen Schutzzoll von mindestens 4 Thlr. für den Centner baumwollener Garne entgegen gewirkt und der bis dahin bestandene Eingangszoll der preußischen Heberolle (2 Thlr. pr. Centner Baumwollgarn)

Digitized by Google

auf jenen Satz erhöhet werde. Diese Erhöhung wurde daher nicht nur damals, sondern auch kurz darauf, in Folge einer, von den rheinpreußischen Spinnern im Jahre 1834 zu Godesberg gehaltenen Berathung, wiederholt beantragt, zuletzt mit der Modification, daß dagegen den, in rohem oder verarbeitetem Zustande wieder ausgehenden fremden Garnen, ein gleichhoher Rückzoll gewährt werden möchte.

Gleichzeitig traten jedoch auch die Baumwoll-Manufacturisten der übrigen Branchen, Weber, Wirker, Drucker ꝛc. auf, und stellten ihren Regierungen vor, daß schon durch einen Garnzoll von 2 Thlr. das Fortbestehen und Gedeihen ihrer Geschäfte aus den von ihnen entwickelten Gründen gefährdet sey, daß sie sich demnach in die Nothwendigkeit versetzt sähen, eher eine Herabsetzung dieses Satzes zu beantragen; wenigstens aber jeder Erhöhung desselben zu widersprechen.

Es kam also darauf an, die von beiden Seiten für diese, einander direct entgegentretenden, Anträge vorgebrachten Gründe näher zu prüfen. Die der Spinner liefen ganz einfach auf den Satz hinaus, daß an ihrer mißlichen Lage einzig und allein die sich fortwährend steigernde Einfuhr fremder Garne und die Unmöglichkeit, mit solcher ihre eigenen Fabricate in Concurrenz zu halten, die Schuld tragen sollten. Hierbei wurde von den Antragstellern der Fehler begangen, daß sie diese Behauptung nicht — wie doch nothwendig geschehen mußte — als Schlußsatz, sondern vielmehr als Vordersatz, als ein Axiom, welches gar keines nähern Beweises bedürfe, hinstellten und sich dadurch dem Verdacht der Princippetition blosgaben. Denn überall wird in jenen Gesuchen eine lichtvolle, gründliche Darlegung der Ursachen, warum die vereinländischen Spinnereien außer Stand gesetzt seyen, mit den fremden Concurrenz zu halten, vermißt. Freilich hätte dies ein tieferes Eingehen auf die inneren Verhältnisse der ersteren, eine Vergleichung des Zustandes derselben mit dem der letzteren, eine

Digitized by Google

Qualitätsprüfung des eigenen, gegenüber dem fremden Fabricat u. s. w. erfordert, und alles dies zu vermeiden, mochte man wohl damals seine guten Gründe haben. Eben so vergeblich sucht man in jenen Vorstellungen nach einem überzeugenden Beweis, daß die Behauptung, als werde die vermehrte Einfuhr fremder Baumwollgarne durch erhöheten Bedarf derselben hervorgerufen, auf einem Irrthum beruhe, daß vielmehr die inländischen Spinnereien diesen Bedarf vollständig zu befriedigen im Stande seyen, daß ferner ein erhöheter Eingangszoll die übrigen Baumwollmanufacturzweige nicht im mindesten beeinträchtige, zumal da der vorgeschlagene Rückzoll practisch eben so leicht ausführbar sey, als er theoretisch empfehlungswerth erscheine und daß endlich auch in finanzieller Hinsicht ein erhebliches Bedenken nicht entgegenstehe. Alle diese wichtigen, die Zulässigkeit des erbetenen Schutzzolles motivirenden Momente blieben von Seite der Spinner unerörtert, vielmehr überließ man dies den Regierungen. Diese scheinen indeß die Sache etwas genauer genommen und von einem höhern Standpuncte aus betrachtet und erwogen zu haben. Denn es blieb bei dem Eingangszoll von 2 Thlr. pr. Centner und zwar um so mehr, als die Weber, Wirker u. s. w. ihren Widerspruch gegen eine Erhöhung fraglichen Zollsatzes besser zu begründen gewußt hatten, und als es überhaupt sehr zweifelhaft erscheinen mochte, ob der begehrte Schutzzoll dasjenige bewirken werde, was man sich von ihm versprach, nämlich: wesentliche Besserung der Lage der Spinner.

Bei Gelegenheit des Zollvereins-Congresses im Jahre 1839 wiederholten Letztere ihre Anträge auf jenen Zollschutz. Ob sich aber schon einige Regierungen geneigt zeigten, unter gewissen Modificationen darauf einzugehen und dagegen die übrigen dabei betheiligten Fabrikzweige durch Rückzölle sicher zu stellen, so fand man doch auf anderer Seite Widerspruch, und die ganze Angelegenheit wurde bis zum nächsten Congreß vertagt. Es ist demnach

Digitized by Google

nur zu bemerken, daß die Königlich Sächsische Regierung vorgeschlagen hatte, den Garnzollsatz von 2 Thlr. bis auf 4 Thlr. zu erhöhen und dagegen auf jeden Centner ausgehender baumwollener Waare eine Ausfuhrprämie von 2 Thlr. zu vergüten.

Inmittelst hatte sich, in Folge eines vom Herrn Vetter-Köchlin zu Ettlingen um die Mitte des Jahres 1841 an die Baumwollfabrikanten des Zollvereins erlassenen Aufrufs, eine verhältnißmäßig sehr kleine Anzahl der letzteren in Frankfurt a. M. Anfangs Septembers 1841 versammelt, um einen Verein zu errichten, welcher angeblich sämmtliche Zweige der Baumwoll-Manufactur in dem Zollverband vertreten und deren Interessen wahrnehmen sollte [1]). Man beschränkte sich indeß bei jener Versamm-

[1]) Nach der Köchlin'schen Idee sollte dieser Verein der ganzen deutschen Industrie einen höheren Aufschwung, angemessenen Schutz gegen überlegene, auswärtige Eingriffe, und vorerst eine feste Basis verleihen, demnächst ein aus seiner Mitte gewählter, ständiger Vertretungsrath sich unausgesetzt mit den Interessen des Landes beschäftigen, alle darauf bezüglichen Aufklärungen und Mittheilungen empfangen und gehörigen Orts die nöthigen Reclamationen erheben, auch endlich von den Staatsregierungen jedesmal vorher consulirt werden, ehe letztere Handels- und Zollanschluß-Verträge mit fremden Mächten errichten.

Abgesehen jedoch davon, daß es keineswegs in der Macht eines bloßen Privatvereines liegt, der gesammten deutschen Industrie das von Herrn Köchlin geträumte Protectorat zu gewähren, und daß ein solcher Verein schon mit den größten Schwierigkeiten zu kämpfen haben würde, wenn er sich auch hierbei nur auf einen einzelnen Industrie-Zweig eines einzigen Staates von Deutschland beschränken wollte, so muß auch jeder Unbefangene in dem Verlangen nach einer Stellung, welche jener Vertretungsrath, den Zollvereinsregierungen gegenüber, in Bezug auf Abschlüsse von Handels- und Zollverträgen mit fremden Staaten einnehmen soll, die höchste Potenz von Anmaßung und Selbstüberschätzung erblicken. Wir können doch bei den Mitgliedern aller unserer hohen Vereinsregierungen mit vollem Fug und Recht wo nicht mehr, doch mindestens eben so viel Intelligenz voraussetzen, als bei den Individuen jenes Fabrikantenvereines sammt seinem Vertretungsrathe. Unbezweifelt aber haben erstere, vermöge ihres höheren Standpunctes einen umfassenderen Ueberblick dessen, was in so wichtigen Dingen, wie Zoll- und Handelsverträge sind, zu thun oder zu lassen ist. Findet sich eine Regierung veranlaßt, über irgend einen Gegenstand das

Digitized by Google

lung vorzugsweise auf fragliche Angelegenheit der Spinner [2]) und faßte in dieser Beziehung folgende Beschlüsse:

Gutachten Sachverständiger zu hören, so wird sie solche, wie zeither schon geschehen, so auch künftig befragen lassen, insbesondere, wenn es sich dabei um wichtigere Interessen vereinländischer Industriezweige handelt. Wir glauben jedoch annehmen zu dürfen, daß dergleichen Befragungen von ihr stets und mit Recht unterlassen werden möchten, wenn es sich um Dinge handelt, welche entweder völlig außerhalb der Sphäre des zu Befragenden liegen, oder über welche von letzterem nur ein einseitiges, durch das eigene Interesse desselben beherrschtes, folglich partheiisches Urtheil voraussichtlich erwartet werden muß. — Ohnstreitig lag diesem exorbitanten Vorschlag des Herrn Vetter-Köchlin die schlecht verborgene Absicht zum Grunde seinem Vereine die Eigenschaft einer halbofficiellen Behörde, den Vereinsregierungen gegenüber, zu verschaffen, und letztere, die bekannte holländische Vertragsangelegenheit nach seiner Weise benutzend, zu verdächtigen, ein Bestreben, bei welchem er durch Herrn Heinrich Pütter insofern unterstützt wird, als dieser in einem besonderen Vortrage (s. ob. den Contert) von Mißleitungen der Staatsregierungen durch irrige Theorieen spricht. Wir sind uns jedoch keines Beispiels erinnerlich, wo sich die Zollvereinsregierungen durch theoretische Mißleitungen hätten irre führen lassen, selbst den holländischen Vertrag nicht ausgenommen. Denn was diesen betrifft, so erheben sich schon jetzt gewichtige Stimmen gegen den raschen Bruch mit den Niederlanden. Die beiläufig 26 Millionen Zuckerconsumenten der Zollvereinsstaaten wollen nicht recht begreifen, warum zu ihrem evidenten Nachtheil den übertriebenen Klagen einiger Zuckersieder Gehör geschenkt worden ist, und warum man die Vortheile, die ein Vertrag mit den Niederlanden in anderer Beziehung gewähren würde, so ganz aus der Hand gegeben hat. Jenes Geschrei der Zuckersieder war nichts weniger als Volksstimme, wofür man es gern ausgeben möchte, und wahrhaft abgeschmackt erscheint die Püttersche, hyperbolische Phrase, daß jener holländische Vertrag allen unsern Fabriken (!) den Stab gebrochen haben würde. Der Vertrag war auf kurze Zeit und gewissermaßen versuchsweise abgeschlossen. Lehrte die Erfahrung, daß aus dessen Stipulationen unseren Zuckersiedereien Gefahr drohe, so konnte man im Wege der Verhandlung bei Fortsetzung des Vertrags angemessene Modificationen eintreten lassen, ohne deshalb das ganze Verhältniß aufzulösen. Es dürfte eine Zeit kommen, (vielleicht liegt sie nicht so fern) wo man, dies berücksichtigend, mit Holland wieder Verhandlungen anknüpfen wird. Rücksichtlich des Baumwollbezugs aus holländischen Seeplätzen läge dies selbst im Interesse der Spinner.

[2]) Ueberhaupt ist der in Rede stehende Vetter-Köchlin'sche Verein thatsächlich nur ein Spinner-Verein, wie aus Nachstehendem klar hervorgehen

Digitized by Google

1) Antrag auf Erhöhung des Eingangszolles für geschlichtete Zeddel von 2 bis zu 16 Thlr. pr. Centner noch im Laufe der Tarifperiode,

---

dürfte. Dem Aufrufe des Herrn Vetter-Köchlin folgten 26 Fabrikanten, welche theils aus Spinnern und Maschinenwebern, theils aus Druckern und Rothfärbern bestanden und am 4. September 1841 die erste Versammlung zu Frankfurt a. M. hielten. In dieser gab Herr Heinrich Pütter einen Vortrag zum Besten, dessen Flachheit hinter hochtrabenden Phrasen schlecht verborgen war, und sodann schied man nach einigen allgemeinen Besprechungen für diesmal aus einander. Am 6. September 1841 fand die zweite Berathung statt, bei welcher sich jedoch nur 17, sage siebenzehn Personen einstellten, die übrigen 9 aber — meist Drucker und Färber — ausgeblieben waren. Jene 17 Individuen enthielten zwar einige Maschinenweber, dieselben waren aber gleichzeitig auch Besitzer ansehnlicher Baumwollspinnereien, die Anderen bestanden blos aus Spinnern, die Weberei war demnach gar nicht repräsentirt, am allerwenigsten die, der Maschinenweberei in jeder Hinsicht überlegene, Handweberei. In dieser zweiten Versammlung nun wurden eben die im Contexte erwähnten Beschlüsse gefaßt, welche klar an die Hand geben, daß lediglich das Interesse der Spinner ins Auge gefaßt, das der Weber aber in den Hintergrund gestellt wurde. Demnächst schritt man zur Constitution eines „Vereins der Baumwollen-Fabrikanten" für das ganze Zollvereinsgebiet und zur Wahl eines Ausschusses, und dirigirenden Ausschußmannes (des Herrn Vetter-Köchlins) dem man das Prädikat „Direction der Spinnerei und Weberei" beilegte.

Kein Vernünftiger wird sich mißbilligend darüber aussprechen, wenn aus der Mitte der Angehörigen irgend eines Industriezweigs verständige und wohlerfahrne Männer zusammentreten und sich über die Mittel berathen, welche dazu dienen dürften, nicht allein diesen Industriezweig vor dem, ihm etwa drohenden Verfall zu bewahren, sondern auch demselben eine festere Begründung, größere Ausbreitung, technische Vervollkommnung und lebhaften Aufschwung zu geben. Dagegen erscheint es unbedingt tadelnswerth und arrogant, wenn sich dergleichen Individuen, ohne allen Auftrag und vermöge selbstgeschaffener Autonomie, auch noch als Vertreter und Organe der Industriellen aus anderen Branchen, deren Interessen von den ihrigen ganz verschieden und — wie im vorliegenden Falle — letzteren geradehin entgegengesetzt sind, geriren wollen. Darum wird die vereinländische Weberei in jenem Frankfurter Verein niemals ihren Vertreter und ihr Organ erblicken, noch weniger aber seinen Ausschuß als das Directorium der zollvereinländischen Weberei anerkennen.

Digitized by Google

2) Bequemung zu dem, von der Königlich Sächsischen Regierung ausgegangenen Vorschlag einer Erhöhung des Garn-Eingangszolles von 2 bis auf 4 Thlr. pr. Centner und dagegen

3) eines Rückzolles von 2 bis 4 Thlr. auf jeden Centner in das Vereinsausland ausgeführter rein baumwollener Fabrikate aller Art.

Ein weiterer Beschluß, nämlich bei den Vereinsregierungen zu beantragen, daß sie die Schutzmaßregeln gegen das Einschmuggeln gedruckter und gefärbter Baumwolltücher einer genauen Revision unterwerfen und deren Vollzug einschärfen möchten, gehört nicht zu dem in der Ueberschrift dieser Abhandlung bezeichneten Gegenstand unserer Betrachtungen [3]).

War nun auch damals den Herren Vetter-Köchlin und Genossen die schicklichste Gelegenheit dargeboten, den Vereinsregierungen durch eine sorgfältige und umsichtige Motivirung ihrer Anträge zu zeigen, daß von ihnen der Gegenstand ihrer Berathungen gründlich erwogen, von allen Seiten beleuchtet und demnach vollständig begriffen worden sey, so ließen sie sich solche dennoch völlig ungenützt entwischen, und wir sehen uns in ihren Vorträgen und Protocollen vergebens nach Gründen um. Denn wir wollen doch nicht

---

[3]) Dieser Antrag ist übrigens sehr zweideutiger Natur. Entweder weiß der Frankfurter Spinnerverein wann, wo und woher dergleichen Artikel wegen mangelhafter Aufsichtsführung der Grenzbeamten eingeschmuggelt werden konnten, oder er weiß es nicht. Ersteren Falls war es, wenn er deshalb einen Antrag an die Regierungen zu machen gedachte, seine Schuldigkeit, diesen Antrag durch Angabe der Thatsachen gebührend zu rechtfertigen, widrigenfalls fällt er in den Verdacht einer Verläumdung gegen das Zollbeamten-Personale. Im letzteren Falle hingegen mußte er gerechtes Bedenken tragen, die Regierungen mit einem solchen Antrag auf Grund unerwiesener, von Hörensagen kommender, angeblicher Ereignisse zu behelligen. Endlich sieht die ganze Geschichte wie eine captatio benevolentiae der Drucker und Weber aus, von welchen solche auch nach Gebühr gewürdigt werden wird.

Digitized by Google

fürchten, daß die höchst seltsame Geschichte einer Verschwörung der englischen gegen die deutschen Baumwollenspinner, mit welcher uns Herr Pütter in seinem durchdachten Vortrage auf einige Secunden damals unterhielt, für baare Münze gelten, und jedes tiefere Eingehen in die Sache überflüssig machen sollte?! Gesetzt aber auch, dies wäre in vollem Ernst so gemeint gewesen, so erscheint uns doch jene, den Character müßiger Erfindung an der Stirn tragende Erzählung so abgeschmackt, daß wir uns einer besonderen Widerlegung hier im Context unbedenklich entheben und das Nähere in die Anmerkungen verweisen zu dürfen glauben *).

*) Da nicht Jedem der geehrten Leser der oft erwähnte Püttersche Vortrag zur Hand seyn dürfte, so geben wir das in Rede stehende Curiosum hier mit den eigenen Worten des Erzählers wieder, welche so lauten:

„Eben so, meine Herren, hat sich bei einem, neulich in Manchester „ausgebrochenen Fallissement' aus den Büchern des Fallirten, von „welchem wir die Namenangabe haben, herausgestellt, daß derselbe „in Gemeinschaft mit anderen Interessenten in den letzten Jahren „ungeheure Quantitäten Twiste über Hamburg nach Sachsen gesandt „und dort absichtlich unter dem Einkaufspreis hat verkaufen lassen, „um die sächsischen Spinnereien dadurch zu ruiniren. Erwähntes „Haus hat bei diesen Operationen, insoweit es für sich dabei betheiligt war, etwa 30,000 Pfd. Sterl. verloren, was aus den Büchern „desselben bekannt worden ist, nicht aber, wie viel andere Personen „noch ein ähnliches Spiel getrieben, und eben so wenig, wie viel „Entschädigung alle diese betrügerischen Spieler von sämmtlichen Eig„nern der Spinnereien in Manchester, deren Werkzeuge sie nur ge„wesen zu sein scheinen (!) erhalten haben, die aber zuverlässlich „der Einbuße gleich gewesen sein müssen, da es namentlich bei dem „hier angeführten Falle heißt, daß der Fallit sein Schäfchen dabei „geschoren habe."

Aus dieser etwas verworrenen Erzählung erfahren wir nun in einem Zuge folgende interessante Neuigkeiten. Erstens, daß in England zwischen Fabrikant und Händler Garnkäufe geschlossen werden, wobei Ersterer, als Verkäufer, alle Verluste im voraus übernimmt, die Letzterer beim Weiterverkauf etwa haben dürfte; zweitens, daß der Händler, ungeachtet eines so außerordentlich vortheilhaften Geschäfts, dennoch einen Propreverlust von beiläufig 30,000 Pfd. Sterl. dabei erleiden, ja sogar dadurch fallit werden könne; drittens, daß

Digitized by Google

Nicht lange nach Errichtung des Frankfurter Spinnervereins waren auch die Spinner des Königreichs Sachsen zu einer Besprechung über ihren Nothstand und die Mittel zu dessen Abhülfe zusammengetreten und hatten zur weitern Verfolgung dieser Angelegenheit aus ihrer Mitte einen, aus 8 Spinnereibesitzern bestehenden Comité erwählt. Dieser machte durch eine gedruckte Mittheilung, welcher die Protocolle des Frankfurter Vereins, so wie eine von ihm selbst an das Königlich Sächsische Ministerium des Innern gerichtete Vorstellung beigedruckt waren, im October 1841 seinen übrigen Gewerbsgenossen über die gethanen Schritte Mittheilung, und vermehrte in nurgedachter Vorstellung die bereits

---

die Engländer in ihren Büchern jeder Post des Sollens und Habens eine ausführliche, historische Glosse über Entstehung, Zweck und sonstige Umstände beizufügen pflegen, also z. B. 30,000 Pfd. Sterl. von Herrn N. N. zu übernehmender Verlust an den von ihm erkauften, durch mich in Sachsen unter dem Einkaufspreis verschleuderten Garnen, um, der mit den Herren N. N. N. u. s. w. genommenen Abrede gemäß, die dortigen Spinnereien zu Grunde zu richten ꝛc. ꝛc. ꝛc.; viertens, daß die Engländer in ihren Büchern notiren, wenn andere Häuser ähnliche Geschäfte treiben, daß sie aber in ihren Büchern nicht notiren, was für Summen diese Häuser dabei verloren haben; fünftens, daß man dort, trotz aller Propreverluste, sein Schäfchen scheren könne, und endlich sechstens: daß eben darum, weil man das Schäfchen geschoren, dennoch die etwa vom Spinner, als erstem Verkäufer der Garne, übernommene, Entschädigung der **Einbuße** des Händlers zuverlässig gleich gekommen seyn müssel!

Die Engländer sind nun einmal das wunderlichste Volk Europa's und da noch überdies Herr Pütter die Sache erzählt, so giebt es vielleicht Leute, die ihm Glauben schenken. Wir, unsern Theils, halten die ganze Geschichte für eine Mystification, durch die sich wahrscheinlich Herr Pütter selbst verblenden ließ. Wäre sie aber wahr, so könnten wir darin nur einen einzeln dastehenden Fall erblicken, in welchem der Spinner N. N. zu Mancheſter von dem Schwindelkopf N. N. daselbst betrogen worden ist. Eine förmliche Verschwörung der Spinner zu Mancheſter gegen ihre deutsche Gewerbsgenossen dahinter wittern zu wollen, würde in der That einen hohen Grad von Conspirationsriecherei verrathen. Die Engländer sind zu klug, um einem **ungewissen** Erfolg Millionen und ihre eigene Existenz zum Opfer zu bringen.

Digitized by Google

vom Frankfurter Verein beschlossenen Anträge, welchen man beigetreten war, durch einen weiteren, dahin lautenden:

4) daß die zweidrähtigen (doublirten), imgleichen die zweifach gezwirnten baumwollenen Twiste anstatt, wie jetzt, mit 2 Thalern — künftig mit 8 Thalern — Eingangszoll pr. Centner, gleich den gezwirnten überhaupt, belegt werden möchten [5]).

Endlich erneuerte die Königlich Sächsische Regierung auf dem Zollcongreß zu Berlin im Jahre $\frac{1840}{1841}$ ihre Anträge und motivirte solche durch eine ausführlichere Denkschrift [6]). Da jedoch

---

[5]) Der Comité der sächsischen Spinner hält dafür, daß in den zu Frankfurt a. M. gehaltenen Versammlungen der Spinner die Garnzollfrage durchaus nicht als Partheisache, sondern als eine gemeinsame Angelegenheit der vereinsländischen Baumwollmanufactur behandelt worden sei. Wir sind jedoch nicht dieser Meinung, haben uns auch in dieser Beziehung bereits oben ausgesprochen. Denn daß der dabei in Vorschlag gebrachte Rückzoll die Weber keineswegs sicher stelle, werden wir weiter unten aus einander setzen. Die Lage der Sache ist ganz einfach folgende: Die Spinner sind bei den Vereinsregierungen dringend um Erhöhung der Tarifsätze auf baumwollene Garne eingekommen. Die Weber u. s. w. im Gegentheil haben bei den nämlichen Regierungen wider jede Erhöhung dieser Sätze nicht minder dringend protestirt. Was ist es also anders als eine Partheifrage, welche hier vorliegt? Ist sie aber dies, so kann sie auch nicht anders, als eine solche behandelt und entschieden werden.

Demnächst macht genannter Comité auf Einschmuggelung fremder Gewebe durch Verpackung derselben in die Garnballen aufmerksam. Hier aber befindet er sich im Irrthum. Auf eingezogene Erkundigungen bei sachkundigen Zollbeamten ist uns versichert worden, daß dergleichen Manipulationen weder in Berlin noch Magdeburg, Cölln, Leipzig, Cottbus, Zittau, Dresden u. s. w., wo sehr bedeutende Massen englischer Garnballen lagern und zur Revision gelangen, vorzukommen pflegten. Auch ist dies schon aus folgendem Grunde unglaublich, weil diese Garne für die Webereiverleger, Garnhändler und größerer, für eigene Rechnung arbeitenden Weber größtentheils eingehen, in deren Interesse es selbstredend nicht liegen kann, fremde Gewebe auf jene Weise einschmuggeln zu lassen und sogar selbst dabei hülfreiche Hand zu bieten.

[6]) Diese von der Großherzoglich Badischen Regierung dem Frankfurter Spinnerverein mitgetheilte Denkschrift liegt uns nun ebenfalls vor. Ob wir

Digitized by Google

auf der einen Seite sich immer noch abweichende Ansichten herausstellen und vielleicht die Regierungsbevollmächtigten damals durch die Verhandlungen über die Fortdauer des Zollvereins überhaupt zu sehr in Anspruch genommen sein mochten, so wurde die Garnfrage wiederholt bis zu der im Jahre 1842 abzuhaltenden Zollconferenz vertagt, wo überhaupt eine Tarifs-Revision vorgenommen werden dürfte.

Ehe man sich mit den Mitteln beschäftigt, durch deren Anwendung der allerdings nicht zu verkennende Nothstand der Baumwollspinnereien, wo nicht ganz entfernt, doch gemildert werden dürfte, muß man sich vorerst bemühen, die wahre Quelle des Uebels kennen zu lernen, damit man nicht der Gefahr ausgesetzt ist, sich in der Wahl der Mittel zu vergreifen. Von Seiten der Spinner hat man es bis jetzt bequemer gefunden, in dieser Be-

---

schon mit deren Tendenz uns keineswegs einverstanden erklären können, so müssen wir doch offen bekennen, daß dieselbe die erste, uns zu Gesicht gekommene Schrift über fraglichen Gegenstand ist, welche letztern im Interesse der Garnspinner mit einer, bis in das Detail gehenden Gründlichkeit und Sachkenntniß gleichzeitig aber auch mit einer Umsicht und Gewandtheit aufgefaßt hat, daß jene Parthei, wenn anders die Vereinsregierungen auf ihre Anträge mehr oder minder günstig beschließen sollten, diesen Erfolg lediglich gedachter Denkschrift zu danken haben würde. Ihr kernhafter Inhalt im Gegensatz der, von den Spinnern selbst, laut ihrer Schriften, Mittheilungen, Vorträge und Protocolle, zur vermeintlichen Unterstützung und Rechtfertigung ihrer Anträge ausgegangenen, seichten und durch nichtssagende Floskeln verbrämten Raisonnements, liefert den schlagendsten Beweis gegen die unüberlegte Aeußerung Herrn Pütters, daß die Männer unserer Regierungen unter dem Einfluß theoretischer Mißleitungen ständen und das praktisch Richtige nur vom Ausschuß des Frankfurter Spinner-Vereins erfahren könnten. Läge im Bezug auf die Streitfrage zwischen Spinnern und Webern nichts weiter vor, als die bisherige Behandlung des Gegenstandes von Seiten der Spinner, so würde es keiner großen Divinationsgabe bedürfen, das Schicksal der jenseitigen Anträge mit Gewißheit vorauszusagen, und wir würden uns nicht die Mühe genommen haben, eine Feder zur Widerlegung jener Anträge in Bewegung zu setzen. Erst die Denkschrift der Königl. Sächs. Regierung konnte uns veranlassen, aus der Passivität herauszutreten.

Digitized by Google

ziehung sich auf sehr oberflächliche Hindeutungen zu beschränken, welche sämmtlich darauf hinauslaufen, daß lediglich die überwiegende Concurrenz des Auslandes an ihrer traurigen Lage schuld sei. Die Königlich Sächsische Denkschrift erwähnt zwar auch noch einige andere Ursachen, geht jedoch über dieselben leicht hinweg und neigt sich, im Interesse der Spinner, mehr zu deren Ansicht hin, die sie mit Gründlichkeit und Gewandtheit vertheidigt, ohne die unübersehbaren Nachtheile genug hervorzuheben, welche die Weberei unfehlbar treffen würden, wenn man, dieser Ansicht folgend, in einem erhöheten Schutzzoll auf Baumwollgarne das wahre Mittel gefunden zu haben glauben sollte. Den Industriellen, welchen zu Herstellung ihrer Manufacte große Massen baumwollener Garne von guter Qualität und feinen Nummern unentbehrlich sind, mag es unter diesen Umständen nicht verargt werden, wenn sie sich einer solchen Schutzmaßregel zu Gunsten der Spinner auf das Lebhafteste widersetzen, wenn sie ferner deren Zwecklosigkeit und Gefährlichkeit darzulegen und die jenseits vorgebrachten Behauptungen und Gründe zu widerlegen versuchen, mit einem Worte: wenn sie ihre bedrohte Existenz vertheidigen. Denn die Interessen der Spinner treten denjenigen der Weber im Hinblick auf die Garnzollfrage so unmittelbar entgegen, daß überhaupt so lange, als nicht von Ersteren der Garnbedarf der Letzteren, sowohl der Quantität, als der Qualität nach, vollständig befriedigt werden kann, eine Ausgleichung derselben zu den unausführbaren Dingen gehören dürfte. Die geringste Erhöhung der Garnzölle gefährdet den älteren und weitumfassenderen, auch besser begründeten Industriezweig der Weberei, und wie alle die zur Abwendung dieser Gefahr bis jetzt vorgeschlagenen Maßregeln unzureichend befunden werden müssen, so dürfte es auch unfruchtbare Mühe sein, eine irgend zweckmäßige aufzusuchen. Zwei entgegengesetzte Elemente lassen sich nie vereinigen. Das Experimentiren hilft zu nichts, schwächt die

Digitized by Google

Kraft des einen oder des andern oder beider, und ist daher doppelt gefährlich. Ruin der Weberei hat den der Spinnerei im Gefolge, nicht aber umgekehrt.

Forscht man den Ursachen des Verfalls unserer Maschinenspinnerei näher nach, so wird man sich überzeugen,

daß die primären Ursachen dieses Siechthums viel tiefer liegen und ganz andere sind, als diejenigen, welche theils von den Spinnern selbst, theils von anderer Seite dafür ausgegeben werden, und welche entweder an jener Erscheinung ganz unschuldig sind, oder höchstens nur secundär dazu mitgewirkt haben, daß aber auch jene Primärursachen fast durchgängig sich als selbstverschuldete darstellen.

Werfen wir einen kurzen Ueberblick auf die Geschichte der Maschinenspinnerei in Deutschland, so dürfte uns die Wahrheit vorstehenden Resultates noch klarer werden.

Die Britten hatten die sinnreiche Erfindung Richard Arkwrights (1769), welche nachgehends durch Samuel Crompton (1779) noch erweitert wurde, bereits 22 Jahre benutzt, als man erst in Deutschland auf die wichtigen Vorzüge derselben und auf den Umstand hingeleitet wurde, daß die damals schon beträchtliche Einfuhr englischer Maschinengarne die Handspinnerei (mittelst des einfachen Spinnrades), welche viele Tausende nährte, mit gänzlicher Vernichtung bedrohe, und sehr bedeutende Summen aus den deutschen Fabrikgegenden nach England ziehe. Die Idee lag daher sehr nahe, den Untergang der Handspinnerei wenigstens dadurch minder fühlbar zu machen, daß man jene Summen dem Lande zu erhalten suchen müsse, indem man sich die Erfindung der Maschinenspinnerei ebenfalls zu eigen mache, und das Baumwoll-Maschinengarn selbst erzeuge. Die Ausführung derselben war jedoch mit großen Schwierigkeiten verknüpft. Das Feld der Mechanik lag damals in Deutschland noch sehr öde und wüste,

Digitized by Google

und an eigentlichen, wissenschaftlich gebildeten Mechanikern für die gewerbliche Technik fehlte es gänzlich. Wäre es daher auch möglich gewesen, der eifersüchtigen und argwöhnischen Geheimhaltung der Construction jener Maschinen von Seite der englischen Spinnherren ungeachtet, genaue Beschreibungen und Zeichnungen, einzelne Bestandtheile oder wohl gar vollständige Modelle zu erlangen, so war es doch keine geringe Aufgabe, bei dem gänzlichen Mangel wohl eingerichteter Maschinenbau-Anstalten dergleichen Spinnmühlen in der nämlichen Vollkommenheit nachzubauen, in welcher sie England damals schon besaß. Zudem fehlte unseren Fabrikanten der großartige Unternehmungsgeist und die glückliche Speculationsgabe, durch welche sich die Britten stets ausgezeichnet haben, und endlich gebrach es auch der Mehrzahl unserer Industriellen an den Geldkräften, die unabweislich zu dergleichen Unternehmungen gehören, um solche, ungeachtet der anfänglich wohl immer damit verknüpften Verluste, mit Muth und Ausdauer bis an das vorgesteckte Ziel durchführen zu können. Unter den Regierungen, welche es damals an Aufmunterungen und Unterstützungen nicht fehlen ließen, zeichnete sich vorzugsweise die des Königreichs (zu jener Zeit noch Kurfürstenthums) Sachsen aus und in der That fanden sich dort einige talentvolle, autodidactisch gebildete Mechaniker, welche es unternahmen, einen vollständigen Spinnmaschinenapparat zu bauen, und denen es im Jahre 1792 gelang, damit glücklich zu Stande zu kommen. Waren auch diese ersten Handspinnmaschinen nicht ganz vollkommen, so leisteten sie doch hinsichtlich quantitativer Production unendlich mehr, als das gewöhnliche Spinnrad und verbreiteten sich daher sehr bald in Sachsen. Die Erbauer derselben waren auch bemüht, diese ihre Erstlinge immer mehr durch Entfernung sich zeigender Mängel zu verbessern. Endlich faßten zwei wohlhabende Fabrikhäuser in Chemnitz den Entschluß (i. J. 1798), größere Spinnfabriken zu errichten, deren Maschinerie durch Wasserkraft in Bewegung ge-

Digitized by Google

setzt werden sollte. Das Werk begann und wurde im Jahr 1800 vollendet. Das eine dieser Häuser, Wöhler u. Lange, richtete mit Hülfe eines englischen Mechanikers, Namens Whitfield, seine Maschine auf Water-Twist, während das andere, Gebrüder Bernhard, Mulespinnmaschinen, (mule spinning frame, mule jenny) wählte [7]). Gleichzeitig war eine Spinnfabrik von dem dänischen Minister Schimmelmann auf seinem Gute Arensburg bei Hamburg errichtet worden, die jedoch nur aus Handmaschinen bestand. Von nun an gewann die Maschinenspinnerei immer mehr Terrain in Deutschland und bildete sich auch in technischer Hinsicht mehr aus. Zwar hatte sie damals — ohne durch Schutzzölle gesichert zu seyn — mit der immer noch ziemlich weit verbreiteten Handspinnerei, noch mehr aber mit der weit vorgeschrittenen englischen Maschinenspinnerei zu kämpfen, hielt sich jedoch, suchte sich zu vervollkommnen und warf nicht unbedeutenden Gewinn ab, obschon sie bei weitem noch nicht im Stande war, ein Garn zu liefern, welches dem englischen Halbfabrikat in der Beschaffenheit gleichgekommen wäre. Hätte jedoch dieser neu gepflanzte Industriezweig den Gang seiner allmälig fortschreitenden Entwickelung und technischen Ausbildung ungestört und Schritt vor Schritt fortsetzen können, so ist fast mit Gewißheit anzunehmen, daß er sich auf dieselbe Stufe von Umfang und Vollkommenheit erhoben haben würde, auf welcher wir ihn in seiner eigentlichen Heimath, in England, erblicken. Leider! sollte er aber

---

[7]) Auch die Gebrüder Bernhard bedienten sich bei diesem ihrem Unternehmen eines englischen Mechanikers Namens Watson, der aber, weil er zwar mit dem Mechanismus der Maschinen und deren Bau, keineswegs aber mit dem Fabrikbetriebe selbst vertraut war, späterhin durch einen andern Engländer, Evan Evans, ersetzt wurde. cf. F. G. Wieck, industrielle Zustände Sachsens, Chemnitz 1840, 8., ein Werk, welches überhaupt Jedem, der sich für Industrie interessirt, wegen seiner gründlichen und lichtvollen Darstellung empfohlen zu werden verdient. Möchte es dem Herrn Wieck gefallen, etwas Aehnliches in Bezug auf den ganzen Zollverein zu schreiben!

Digitized by Google

aus dieſer, zum ſicheren Ziele führenden und eben deshalb natürlichen Bahn durch ein Ereigniß geworfen werden, mit deſſen Eintritt eine neue Periode in der Geſchichte der deutſchen Maſchinenſpinnerei beginnt.

Durch das berüchtigte, von Berlin aus erlaſſene Decret vom 21. November 1806 verſchloß der Kaiſer Napoleon der engliſchen Flagge alle Häfen des Continents, ſo weit ſich letzterer damals unter ſeiner Gewalt befand. Gleichzeitig wurde von ihm in jenem Decret die Beſchlagnahme aller engliſchen, auf dem Feſtlande lagernden oder dahin kommenden Ganz- und Halbfabrikate jeder Art, folglich auch der engliſchen Twiſte, ausgeſprochen und durchgeführt. Dieſe, unter dem Namen des franzöſiſchen Continentalſyſtems bekannte, gewaltſame Maßregel mußte nothwendig auf die Induſtriezweige des Feſtlandes, namentlich auch auf die Maſchinenſpinnerei, mächtig zurückwirken und ihnen einen Aufſchwung verleihen, den man vorher nicht geahnt hatte. Die Weberei, ſchon damals auf ſolider Baſis ruhend und einen hohen Standpunkt im Bereich des deutſchen Gewerbfleißes einnehmend, entwickelte, nachdem ſie auch noch von der engliſchen Concurrenz befreit worden war, ein noch regeres Leben. Sehr natürlich war hieraus ein viel ſtärkerer Begehr nach baumwollenen Twiſten hervorgetreten. Die geringen Vorräthe engliſcher Garne, in deren Beſitz einige deutſche Handelshäuſer durch Loskauf von der franzöſiſcher Seits decretirten Confiscation geblieben waren, wurden ſehr bald aufgeräumt; die Menge derjenigen Garne aber, die man, der franzöſiſchen Wachſamkeit ungeachtet, entweder gleich von vorn herein zu verheimlichen, oder ſpäterhin einzuſchmuggeln gewußt hatte, reichte bei weitem nicht aus, den Bedarf auch nur zum hundertſten Theil zu befriedigen. Hierzu kam, daß die Handſpinnerei ſchon damals ihrem völligen Ende nahe ſtand und die Anzahl der deutſchen, franzöſiſchen und ſchweizeriſchen Spinnmühlen noch viel zu ſchwach war, um dem allgemeinen Garnmangel auf fühlbare Weiſe abzu-

Digitized by Google

helfen. Alles dies zusammengenommen trieb die Garnpreise auf eine unerhörte Höhe, so daß solche — gleiche Nummern vorausgesetzt — damals bis auf das 12fache der gegenwärtigen Preise nach und nach hinanstiegen.

Bei weiser und umsichtiger Benutzung dieser goldnen Conjunctur von Seite der Maschinenspinner hätte sich ihr Gewerbe damals unerschütterlich fest begründen und, wo nicht auf einen höheren, doch mindestens auf gleich hohen Grad technischer Vollkommenheit schwingen können, welchen die englische Maschinenspinnerei allmälig erlangt hat.. Das industrielle Streben nahm jedoch von diesem Augenblick an eine ganz einseitige und höchst beklagenswerthe Richtung. Der reißende Absatz der Baumwollgarne und der dabei zu machende enorme Gewinn ließen in der Maschinenspinnerei das untrüglichste Mittel erscheinen, auf die leichteste und schnellste Art große Reichthümer aufzuhäufen. Eine förmliche Manie bemächtigte sich der Leute. Alles wollte spinnen, viel spinnen, folglich reich werden. Menschen ohne allen Fonds, aus den heterogensten Classen der Gesellschaft und ohne die mindeste kaufmännische Vorbildung und Kenntniß des Maschinenwesens und Geschäftsbetriebes, drängten sich zu dem in Rede stehenden Industriezweig, zur vermeintlichen Goldgrube hin. Kaum vermochten die Maschinenbauer und diejenigen, welche sich — meist ohne Beruf — als solche etablirt hatten, den Bestellungen neuer Maschinen zu genügen, und man kann sich unter diesen Umständen leicht vorstellen, von welcher Beschaffenheit diese Machwerke alter Construction mitunter gewesen sein mögen. Dies kümmerte jedoch die Unternehmer wenig. Wenn nur die Maschine Garn lieferte, ob schlechtes oder gutes, so war man schon befriedigt. Denn der gewinnreiche Absatz blieb in jedem Falle gewiß, wäre auch das Gespinnst von der schlechtesten Qualität gewesen. Wie durch eine Zauberei entstanden überall Spinnfabriken und theils die Eile, mit welcher man bei deren Errichtung zu Werke ging,

Digitized by Google

theils der Mangel an den erforderlichen Geldmitteln, theils endlich die völlige Unbekanntschaft der Unternehmer mit den Ansprüchen, welche an eine zweckmäßig eingerichtete Maschinenspinnerei gemacht werden müssen, gestatteten nicht immer einen solid und dauerhaft ausgeführten Bau der Fabrikgebäude *). Eben so wenig Sorgfalt wurde bei der Wahl unter den Triebkräften beobachtet. Viele wählten zwar die wohlfeilste und beste, nämlich die Wasserkraft, gingen aber zum Theil so sorglos hierbei zu Werke, daß sie darüber, ob auch das Wasser das ganze Jahr hindurch nachhaltig sei, völlig hinwegsahen. Häufiger wurden Thier- und Menschenkräfte benutzt, und die Dampfkraft unseres Wissens nur in seltenen Fällen angewendet. Niemand dachte daran, einen kleinen Theil des überreichlichen Gewinnes auf die allmälige Verbesserung der Betriebs-Oekonomie und des Mechanismus der verschiedenen, zur Spinnerei erforderlichen Maschinen zu verwenden, Niemandem fiel es ferner ein, geschickte Mechaniker herbei zu ziehen und solche durch Prämien aufzumuntern, und eben so wenig bemühten sich die bereits vorhandenen Maschinenbauer — meist nur Empiriker — den Mechanismus ihrer Producte zu vervollkommnen. Denn diese Leute hatten alle Hände voll zu thun, und wenn es auch Männer von Talent unter ihnen gab, so gebrach es ihnen doch

*) Diese, größtentheils noch heutigen Tages zu bemerkenden Fabrikgebäude gleichen in der That den Laternen. Aus bloßem Fachwerk bestehend ist ihr ganzer Bau so leicht, daß das ganze Gebäude erzittert, sobald sich die Maschinerie in Bewegung setzt. Diese Fibration theilt sich nothwendig den Maschinen mit und macht eine gleichmäßige Bewegung derselben rein unmöglich. Deshalb ist auch niemals ein gutes Garn auf denselben zu erzielen. Vielmehr wird solches stets mehr oder minder rauh, von ungleichem Draht, und von schlechter Haltbarkeit sein, Fehler, welche durch schlechtes, unreifes und nicht sorgfältig vorbereitetes Material und unzweckmäßigen Mechanismus der Maschinen sehr natürlich verschlimmert und durch knötige Eigenschaft des Gespinnstes noch vermehrt werden müssen. Ganz eiserne Spinnmaschinen darf man in einem solchen Fabrikgebäude gar nicht einmal aufzustellen wagen.

Digitized by Google

damals an Muße zum Nachdenken über neue Erfindungen. Ja, wäre ihnen sogar auch diese vergönnt gewesen, so würden sie doch lieber das Gewisse für das Ungewisse genommen, d. h. lieber Maschinen nach altem Muster gebaut und zu hohen Preisen verkauft, als Mühe, Zeit und Geld auf mechanische Studien und Versuchsbaue verwendet haben. Kein Spinnereibesitzer Deutschlands war darauf bedacht, nach dem Vorbild des englischen Geschäftsbetriebes die so höchst zweckmäßige und auch in weniger günstigen Zeitperioden Nutzen bringende Theilung der Arbeit zu beobachten. Vielmehr wollte Jeder die verschiedenartigsten Nummern, insoweit dies auf den mangelhaften Maschinen und bei dem nicht immer sorgfältig gewählten Material, so wie bei der unzweckmäßigen Oekonomie des Betriebes überhaupt möglich war, hervorbringen *). Dadurch sah man sich fortwährend genöthigt, mit den einzelnen Maschinentheilen zu wechseln und so den steten, regelmäßigen Gang der Maschinen selbst, der doch zur Hervorbringung guter Twiste unabweislich erfordert wird, jedesmal zu stören.

Nur wenige Spinnerei-Inhaber zahlten mit den ungeheuren Summen, welche sie gewannen, ihre Passiva zurück. Vielmehr verwendeten Viele, von dem unseligen Wahne befangen, daß die damalige Herrlichkeit niemals ein Ende erreichen könne, diesen Gewinn zu größeren, oft unüberlegten Speculationen an, und dies noch zu einer Zeit, wo die große Catastrophe, welche jenes goldene Zeitalter der Baumwollspinnerei Deutschlands mit einem Schlage vernichten sollte, bereits drohend vor den Thoren stand.

Betrachten wir die Wirkungen des Continentalsystems auf

*) Ueber die Garn-Nummern 40 und 50 hinaus konnten sich damals sicher nur wenige Spinnmaschinen versteigen, und das Höchste, was ein deutscher Spinner hervorzubringen vermochte, dürfte sich auf Nr. 60 beschränkt haben. Erst spätern deutschen Etablissements war es vorbehalten, höhere Nummern zu spinnen, obschon es auch diese noch nicht bis zu demjenigen Grad der Feinheit gebracht haben, den man in England erzielt.

Digitized by Google

unsere Baumwollenspinnerei, oder, besser gesagt, die Art und Weise, wie jene Wirkungen von den Baumwollenspinnern benutzt worden sind, aus einem höhern Gesichtspunkte, so muß sich uns die Ueberzeugung aufdringen, daß — wie barock es auch klingen mag — den gedachten Industriezweig in der That kein größeres Unglück hätte treffen können, als eben dieses Continentalsystem. Denn weit entfernt, die natürliche Entwickelung der Maschinenspinnerei auf deutschem Boden zu begünstigen, hat im Gegentheil erwähntes System auf solche störend eingewirkt, den ächten, wahren Gewerbsfleiß, der stets nach dem Vollkommenen strebt, zum Stillstand gebracht, unterdrückt und ihn sogar beklagenswerthe Rückschritte thun lassen. Diese Erscheinung darf uns übrigens nicht befremden. Sie ist eins von den Uebeln, welche jede Maßregel monopolistischer Tendenz erfahrungsmäßig in ihrem Gefolge hat. Die vis inertiae ist eine Krankheit, welcher auch der Fabrikant unterliegt, sobald das Gegengift der Concurrenz fehlt, und das weiche Kissen des Monopols zur Ruhe einladet. Emsiges Arbeiten, wie wir es allerdings in jener sogenannten Glücksperiode an unseren Spinnern zu bemerken Gelegenheit gehabt haben, macht für sich allein den Begriff des kleinen Wörtchens „Industrie" bei weitem noch nicht aus, vielmehr gehört dazu auch noch das ernste, umsichtige Streben nach allmäliger Vervollkommnung in technischer und betriebsökonomischer Hinsicht. Dieses Streben, welches eigentlich das vornehmste und charakteristische Kennzeichen wahrer Industrie bildet, wird aber stets durch Monopole und übertriebene Schutzzölle eingeschläfert oder ganz vernichtet. Darum finden wir auch die Maschinenspinnerei Deutschlands im Jahre 1814 sogar auf einem niedrigeren Standpunkte wieder, als derjenige war, auf welchem wir sie im Jahre 1806 verlassen hatten. Denn ihre weitere Ausbreitung, welche sie inmittelst gewonnen hatte, war nur eine quantitative, keineswegs qualitative, folglich etwas, wodurch der pseudoindustrielle Zustand, in welchem sie sich am Schluß die-

Digitized by Google

ser ihrer vermeintlichen Glanzperiode befand und die Lage, in welche sie sich durch das Aufhören der monopolistischen Aegide plötzlich versetzt sah, nur verschlimmert werden mußten.

Mit der Vertreibung der Franzosen aus Deutschland im Jahre 1813 änderte sich auf einmal die Scene. Die bis dahin verschlossenen Häfen der Nord- und Ostsee öffneten sich den englischen Schiffen und Manufacten wieder, und die Britten, dies unverzüglich benutzend, warfen bedeutende Massen ihrer Fabrikate, namentlich baumwollene Twiste, auf den deutschen Markt. Die bis dahin auf enorme Höhe getriebenen Garnpreise fingen in Folge dessen an, wieder herabzugehen, und der unerhörte Gewinn unserer Spinnfabrikanten mußte natürlich vermindert werden. Mit dem Jahre 1814 beginnt daher eine neue Periode in der Geschichte der deutschen Baumwollspinnerei und zwar die ihres allmäligen Verfalles, welche wir bis mit dem Jahre 1836 fortführen können. In den ersten Jahren derselben wurde, wenn auch nicht so viel, als während der Continentalsperre, doch immer noch ansehnlicher Gewinn bei dem Geschäft erzielt [10]). Nichts desto weniger traf aber der nicht geahnte Schlag viele Spinnereibesitzer so hart, daß sie bald darauf genöthigt waren, ihre Zahlungen einzustellen. Namentlich erreichte dieses Schicksal alle diejenigen, welche entweder von vorn herein mit Schulden angefangen, oder kurz vor dem Eintritt dieses Zeitabschnittes ihre Kräfte durch großartige Erweiterungen der Fabrikanlagen überschritten hatten, oder endlich deren Fabrikanstalten überhaupt so mangelhaft beschaffen und verwaltet waren, daß sie nicht einmal mit den inländischen, geschweige denn nunmehr auch noch mit den englischen Gewerbsgenossen Concurrenz zu halten vermochten. Die übrigen

[10]) Ein großes Fabrikhaus im Königreiche Sachsen, welches um das Jahr 1816 zu Grunde ging, soll nach Ausweis seiner Bücher noch im vorhergehenden Jahre gegen 40,000 Thlr. reinen Gewinn mit seiner Spinnfabrik gemacht haben, ohne sich mit solchem vor seinem Fall retten zu können.

Digitized by Google

Spinnereien, welche sich bei einem bald steigenden, bald fallenden Verdienst bis an das Ende dieser Periode erhielten, befanden sich theils in den Händen bemittelter Personen und arbeiteten solchenfalls für eigene Rechnung, theils waren ihre Inhaber ohne ausreichende Geldmittel und daher genöthigt, sich durch Lohnspinnerei hinzufristen.

Man hätte erwarten sollen, daß sämmtliche deutsche Spinnfabrikanten nach diesen ersten, bittern Erfahrungen ihre prekäre Lage begriffen und darüber nachgedacht haben würden, wie den oben angedeuteten Mängeln ihres Maschinenwesens und ihrer Betriebsökonomie abzuhelfen seyn möchte. Dem war jedoch nicht so [11]). Vielmehr arbeitete man auf den alten Maschinen und in dem alten Schlendrian fort. Ja sogar die in dieser Periode und zwar noch am Schlusse derselben zahlreich gegründeten neuen Etablissements wurden mit Maschinen alter Construction ausgestattet. Nur einige intelligente Männer unter ihnen fingen ohngefähr um die Mitte der Periode an, ihren Gewerbsgenossen mit gutem Beispiel voranzugehen, ihre alten durch neue Maschinen zu ersetzen oder ihre neu errichteten Fabriken gleich mit Maschinen besserer Construction zu betreiben. Leider fanden sie aber nur wenig Nachahmung, obschon die fast gleichzeitig entstandenen grö-

[11]) Damals war es an der rechten Zeit, Spinner-Vereine zu stiften, deren Aufgabe es hätte seyn müssen, die Krebsschäden, an welchen der in Rede stehende Industriezweig laborirte, mit der Wurzel auszurotten. Damals hätte man tüchtige Leute nach England senden sollen, um sich von den Fortschritten des dortigen Maschinenbaues, von den technischen und betriebsökonomischen Einrichtungen der dortigen Spinnfabriken und den Handgriffen der in denselben beschäftigten Arbeiter zu unterrichten. Man hätte Prämien auf die besten im Lande nach englischen Mustern erbauten Maschinen aussetzen sollen! Egoismus, Brodneid und Indolenz ließen es jedoch nicht zu gemeinsinnigen Schritten kommen. Vielleicht erwartete man alles dies von den Regierungen, ohne zu überlegen, daß diese zu jener Zeit, wo die den Ländern durch Krieg geschlagenen Wunden noch bluteten und alle Staatscassen erschöpft waren, sich außer Stand gesetzt sahen, einem einzelnen Fabrikzweige solche Opfer zu bringen.

Digitized by Google

ßeren und mit allen Hülfsmitteln ausgerüsteten Maschinenbauanstalten, in welchen meist nach englischen Modellen gearbeitet wurde, die beste Gelegenheit darboten, dergleichen Fortschritte der Spinnerei zu erleichtern und zu begünstigen. Darum gehören dergleichen verbesserte Spinnfabriken bis auf den heutigen Tag noch zu den lobenswerthen Ausnahmen von der tadelnswürdigen Regel, und dieses Stabilitätsprincip der Spinner hatte wiederum die nachtheilige Folge, daß sich die Thätigkeit der Maschinenbau-Werkstätten von der Fertigung neuer Spinnmaschinen allmälig zurückzog und andern Gegenständen zuwendete, wobei sie indeß weniger ihre Rechnung fand. Die Anstalten gingen aus diesem Grunde theils gänzlich wieder ein, theils befinden sie sich in einer bedrängten Lage, welche ihnen nicht gestattet, den besten Willen durch die That zu bekräftigen, und die Spinner haben sich auf diese Weise eines mächtigen Alliirten gegen das Ausland beraubt, mit dessen Hilfe es ihnen allmälig gelungen seyn würde, ihre Maschinerie, wo nicht auf dieselbe hohe Stufe, auf welcher wir die englische erblicken, doch gewiß der letztern möglichst nahe zu bringen [12]).

---

[12]) Man hat den Zeitraum von 1811 öfters die Periode naturgemäßer Entwickelung unserer Baumwollspinnerei genannt, jedoch mit Unrecht. Denn die naturgemäße Entwickelung eines Industriezweiges setzt als nothwendige Bedingung voraus, daß das Ganze oder doch der größte Theil seiner Angehörigen vom gemeinsamen Geist des Vorwärtsstrebens beseelt und völlig durchdrungen seyn müsse, und deshalb sich nicht blos quantitativ, sondern auch qualitativ immer mehr und mehr ausbilde, d. h. auf der Leiter der Vollkommenheit eine Stufe nach der andern erklimme. Von diesem ist jedoch überall nichts wahrzunehmen gewesen. Zwar sind in jener Periode viel neue Spinnereien entstanden, theils aber haben nur wenige derselben bessere Maschinerie erhalten und sich auch nur auf diese einzige Vervollkommnung beschränkt, theils gleichen sie in der Mehrzahl den älteren derartigen Etablissements mit allen ihren Mängeln, wie ein Ei dem andern. Hätte sich der fragliche Industriezweig damals wirklich naturgemäß ausgebildet, so war in der That die Periode lang genug, um den Standpunct zu erreichen, den die ausländischen Spinnereien im Jahre 1835 einnahmen. Wir können daher, eingedenk des Sprichwortes:

Digitized by Google

Spinnereien, welche sich bei einem bald steigenden, bald fallenden Verdienst bis an das Ende dieser Periode erhielten, befanden sich theils in den Händen bemittelter Personen und arbeiteten solchenfalls für eigene Rechnung, theils waren ihre Inhaber ohne ausreichende Geldmittel und daher genöthigt, sich durch Lohnspinnerei hinzufristen.

Man hätte erwarten sollen, daß sämmtliche deutsche Spinnfabrikanten nach diesen ersten, bittern Erfahrungen ihre prekäre Lage begriffen und darüber nachgedacht haben würden, wie den oben angedeuteten Mängeln ihres Maschinenwesens und ihrer Betriebsökonomie abzuhelfen seyn möchte. Dem war jedoch nicht so [11]). Vielmehr arbeitete man auf den alten Maschinen und in dem alten Schlendrian fort. Ja sogar die in dieser Periode und zwar noch am Schlusse derselben zahlreich gegründeten neuen Etablissements wurden mit Maschinen alter Construction ausgestattet. Nur einige intelligente Männer unter ihnen fingen ohngefähr um die Mitte der Periode an, ihren Gewerbsgenossen mit gutem Beispiel voranzugehen, ihre alten durch neue Maschinen zu ersetzen oder ihre neu errichteten Fabriken gleich mit Maschinen besserer Construction zu betreiben. Leider fanden sie aber nur wenig Nachahmung, obschon die fast gleichzeitig entstandenen grö-

[11]) Damals war es an der rechten Zeit, Spinner-Vereine zu stiften, deren Aufgabe es hätte seyn müssen, die Krebsschäden, an welchen der in Rede stehende Industriezweig laborirte, mit der Wurzel auszurotten. Damals hätte man tüchtige Leute nach England senden sollen, um sich von den Fortschritten des dortigen Maschinenbaues, von den technischen und betriebsökonomischen Einrichtungen der dortigen Spinnfabriken und den Handgriffen der in denselben beschäftigten Arbeiter zu unterrichten. Man hätte Prämien auf die besten im Lande nach englischen Mustern erbauten Maschinen aussetzen sollen! Egoismus, Brodneid und Indolenz ließen es jedoch nicht zu gemeinsinnigen Schritten kommen. Vielleicht erwartete man alles dies von den Regierungen, ohne zu überlegen, daß diese zu jener Zeit, wo die den Ländern durch Krieg geschlagenen Wunden noch bluteten und alle Staatscassen erschöpft waren, sich außer Stand gesetzt sahen, einem einzelnen Fabrikzweige solche Opfer zu bringen.

Digitized by Google

ßeren und mit allen Hülfsmitteln ausgerüsteten Maschinenbauanstalten, in welchen meist nach englischen Modellen gearbeitet wurde, die beste Gelegenheit darboten, dergleichen Fortschritte der Spinnerei zu erleichtern und zu begünstigen. Darum gehören dergleichen verbesserte Spinnfabriken bis auf den heutigen Tag noch zu den lobenswerthen Ausnahmen von der tadelnswürdigen Regel, und dieses Stabilitätsprincip der Spinner hatte wiederum die nachtheilige Folge, daß sich die Thätigkeit der Maschinenbau-Werkstätten von der Fertigung neuer Spinnmaschinen allmälig zurückzog und andern Gegenständen zuwendete, wobei sie indeß weniger ihre Rechnung fand. Die Anstalten gingen aus diesem Grunde theils gänzlich wieder ein, theils befinden sie sich in einer bedrängten Lage, welche ihnen nicht gestattet, den besten Willen durch die That zu bekräftigen, und die Spinner haben sich auf diese Weise eines mächtigen Alliirten gegen das Ausland beraubt, mit dessen Hilfe es ihnen allmälig gelungen seyn würde, ihre Maschinerie, wo nicht auf dieselbe hohe Stufe, auf welcher wir die englische erblicken, doch gewiß der letztern möglichst nahe zu bringen [12]).

---

[12]) Man hat den Zeitraum von 1811 öfters die Periode naturgemäßer Entwickelung unserer Baumwollspinnerei genannt, jedoch mit Unrecht. Denn die naturgemäße Entwickelung eines Industriezweiges setzt als nothwendige Bedingung voraus, daß das Ganze oder doch der größte Theil seiner Angehörigen vom gemeinsamen Geist des Vorwärtsstrebens beseelt und völlig durchdrungen seyn müsse, und deshalb sich nicht blos quantitativ, sondern auch qualitativ immer mehr und mehr ausbilde, d. h. auf der Leiter der Vollkommenheit eine Stufe nach der andern erklimme. Von diesem ist jedoch überall nichts wahrzunehmen gewesen. Zwar sind in jener Periode viel neue Spinnereien entstanden, theils aber haben nur wenige derselben bessere Maschinerie erhalten und sich auch nur auf diese einzige Vervollkommnung beschränkt, theils gleichen sie in der Mehrzahl den älteren derartigen Etablissements mit allen ihren Mängeln, wie ein Ei dem andern. Hätte sich der fragliche Industriezweig damals wirklich naturgemäß ausgebildet, so war in der That die Periode lang genug, um den Standpunct zu erreichen, den die ausländischen Spinnereien im Jahre 1835 einnahmen. Wir können daher, eingedenk des Sprichwortes:

Digitized by Google

Die Handels-Crisis, welche mit Jahre 1836 begann, durch die Maßregeln des Präsidenten Jackson gegen die nordamerikanischen Banken vorbereitet oder — woran kaum zu zweifeln — hervorgerufen wurde, und sich durch eine allgemein verbreitete Stagnation des großen Geld- und Handelsverkehrs auszeichnete, bildet den Anfangspunkt einer neuen und zwar der neuesten Periode in der Geschichte der deutschen Baumwollspinnerei. Denn sie wirkte, wie auf alle Industriezweige, so auch auf diesen insofern störend zurück, als sie den Absatz der Erzeugnisse der letzteren erschwerte und die Preise herabdrückte. Unglücklicherweise war diese Crisis keine schnell vorübergehende und wurde der Baumwollspinnerei hauptsächlich durch den hinzutretenden Umstand verderblich, daß plötzlich die Preise der Baumwolle in die Höhe gingen, während die Garnpreise gedrückt blieben. Dies ereignete sich in den Jahren 1835/1836, und es liegt auf der Hand, daß eine so allgemein verbreitete Conjunctur ihren schädlichen Einfluß eben so allgemein fühlbar machen mußte. Darum seufzten nicht allein die deutschen,

---

„eine Schwalbe macht noch keinen Sommer", in jenen rhapsodischen Maschinenverbesserungen nichts weniger, als eine naturgemäße Entwickelung erblicken. Vielmehr glauben wir mehr fundirt zu seyn, wenn wir jene Periode als „Stadium des Stillstandes" bezeichnen. Denn sehr viele deutsche Maschinenspinnereien befinden sich gegenwärtig — im Jahre 1842 — noch auf dem nämlichen Puncte ihres technisch-ökonomischen Zustandes, auf welchem sie bereits im Jahre 1814 gestanden hatten. Stillstand in der Industrie ist aber in Hinblick auf seine Wirkungen sogar Rückgang, dafern die Rivalen in andern Ländern unterdessen vorwärts schreiten. Dadurch wird die Kluft zwischen den Zurückbleibenden und den Vorwärtsgehenden zum offenbaren Nachtheil der ersteren nur noch mehr erweitert. Daß aber der Abstand zwischen unseren und den englischen Spinnfabriken von 1814 bis 1836, ja sogar bis zum heutigen Tage, sich nur wenig vermindert hat, ist eine erfahrungsmäßige, sonnenklare Thatsache, welche kein Unbefangener wegzuleugnen vermag. Denn nur einzelne bayerische, sächsische, badische und württembergische Etablissements haben Fortschritte gemacht und liefern Twiste, die von der Weberei für geringere Waarensorten sogar als Kette gebraucht werden können.

Digitized by Google

sondern auch die englischen, französischen und schweizerischen Maschinenspinnereien unter ihrem Druck. Wenn aber letzterer kein regelmäßiger im Hinblick auf seine Wirkungen war, vielmehr sich in dieser Beziehung für die deutschen Baumwollspinnereien vernichtender als irgendwo zeigte, so liegt der einfache Grund hiervon darin, daß dieselben, wie wir bereits oben gesehen haben, ohnehin schon auf schwachen Füßen standen, folglich einem solchen Stoß weniger zu widerstehen vermochten, als die auf soliderer Basis ruhenden englischen, französischen und schweizerischen Etablissements. Viele Spinnerei-Inhaber mußten daher in Deutschland ihre Zahlungen einstellen, während die ausländischen Gewerbsgenossen in der Regel nur genöthigt waren, den Betrieb ihrer Fabriken zu mäßigen oder für kurze Zeiträume ruhen zu lassen. — Nun hat zwar jene Mißconjunctur in neuerer Zeit wieder nachgelassen, so wie denn überhaupt dergleichen Ereignisse und Verhältnisse blos vorübergehender Natur zu seyn pflegen; es ist aber, ohne gerade besondere Divinationsgabe zu besitzen, doch leicht vorauszusehen, daß der geringste Windstoß hinreichend seyn dürfte, das leichtfertig aufgeführte Gebäude des fraglichen deutschen Industriezweiges bis in seine Grundfesten zu erschüttern und wohl ganz umzustürzen, dafern unsere Spinner nicht ernstlich darauf bedacht sind, demselben durch radicale Ausrottung jener von uns gerügten Krebsschäden größere Haltbarkeit und festeren Grund zu geben.

Ehe wir unser Thema weiter verfolgen, sei es erlaubt, die aus vorstehend gezeichneter, historischer Skizze hervorgehenden Primär-Ursachen des allmäligen Verfalles und der jetzigen Calamität unserer Spinnereien kurz zu recapituliren. Sie sind nämlich folgende:

1) Mangel an den erforderlichen Fonds. Wer nicht hinreichende Geldmittel besitzt, um eine Baumwoll-Spinnfabrik in möglichster Vollkommenheit errichten und solche

Digitized by Google

nach den besten Vorbildern in Betrieb zu setzen und darin erhalten zu können, oder wer diesem Mangel an eigenem Vermögen durch Intelligenz, Unternehmungsgeist, beharrliches Streben nach dem Bessern und durch wissenschaftliche nebst praktischen Kenntnissen zu ersetzen nicht vermag, der sollte sich niemals einfallen lassen, eine Maschinenspinnerei zu errichten. Denn unter solchen Verhältnissen wird das Unternehmen, — wenn er es dennoch wagt — von keinem glücklichen Erfolg begleitet seyn, sich immer nur in niedriger industrieller Sphäre bewegen und jeder Mißconjunctur unterliegen. Dem Unternehmer selbst aber läßt sich mit Fug und Recht vorwerfen, daß er sich an dem, ihn sodann treffenden Mißgeschick die Schuld beizumessen habe, weil er sich vernünftigerweise den schlechten Erfolg selbst hätte voraussagen können. Blicken wir nun im weiten Kreise unserer deutschen Spinnfabrikanten umher, so machen wir, leider! die niederschlagende Erfahrung, daß sich die große Mehrzahl derselben in diesem Falle befindet.

2) Mangel an ächt industriellem Geist. Was wir unter letzterem verstehen müssen, ist von uns in dieser Abhandlung schon mehrfach angedeutet worden. Er ist unerläßliche Vorbedingung jeder Fabrikunternehmung. Ohne dieses Lebensprincip vermag keine derselben zu prosperiren. Daß aber dasselbe der Mehrzahl unserer Spinner abgehe, ist Thatsache.

3) Unvollkommenheit des Maschinenwesens. Dieses Uebel folgt unmittelbar und nothwendig aus den beiden nächst vorhergehend erwähnten. Nur von sehr wenigen unserer Spinner sind die neueren Erfindungen und wesentlichen Verbesserungen an den Vorbereitungs- und Spinn-Maschinen benutzt worden. Die meisten arbeiten noch auf Maschinen älterer Construction oder — was noch übler

Digitized by Google

ist — auf einem Flickwerk von Maschinen alter und neuer Construction, von welchen keine zur anderen paßt.

4) Fehlerhafte Oekonomie im Fabrikbetriebe und im Fabrikhaushalt. Es würde uns zu weit von unserem Thema abführen, wenn wir alle die Fehler einzeln aufzählen wollten, welche in unseren Spinnereien vom Einkauf, der Reinigung und Mischung der Wolle an gerechnet bis zur Bearbeitung auf der Feinspinnmaschine begangen werden. Wer sich hiervon näher unterrichten will, darf nur den Geschäftsgang in einer englischen Fabrik mit dem in einer deutschen vergleichen.

5) Schlechte Beschaffenheit der deutschen Baumwollgespinnste. Dieselbe ist absolut nothwendige Folge aller vorstehend bereits angedeuteten Mängel und notorisch. Die Gleichheit, Glätte, Feinheit und Festigkeit des englischen, ja selbst des französischen und schweizerischen Gespinnstes gehen dem deutschen mehr und minder ab, und dieser Mangel macht letztere zu den meisten Gattungen von Ganzfabrikaten, z. B. zu Kattunen, in der Regel untauglich. Die Weber können daher dergleichen Garne zu den feineren Kattunsorten gar nicht, zu den gröberen Sorten höchstens als Einschuß gebrauchen. Eben das gilt auch von Bunt- und anderen feineren Geweben. Nur zu Strumpfwaaren gröberer oder mittelfeiner Sorte qualificiren sich solche Twiste, und dies ist in der That noch ein Glücksumstand für die deutschen Spinner. Eine ehrenvolle Ausnahme machen die Garne der mit Weberei verbundenen Spinnereien zu Augsburg und Ettlingen, ferner der Fabrik zu Kaufbeuern und einiger Chemnitzer und schwarzwälder Spinnereien.

Dies sind die wahren Primärübel, die faulen Flecke, welche an dem Lebenskeim der deutschen Maschinenspinnerei nagen, und

Digitized by Google

durch die unkluge Handlungsweise eines großen Theiles ihrer Angehörigen selbst hervorgerufen, ingleichen durch unverzeihliche Sorglosigkeit derselben, wenn auch nicht völlig unheilbar gemacht, doch unleugbar so verschlimmert worden sind, daß ein langer Zeitraum vergehen dürfte, ehe sich dieser Industriezweig von ihnen gänzlich befreit und wieder so viel Kraft erlangt haben wird, um es mit dem stärksten Rival des Auslandes aufnehmen und selbst augenblicklichen Mißconjuncturen Trotz bieten zu können. Es liegt jedoch einmal in der menschlichen Natur, die eigene Verschuldung von sich ab auf Andere zu wälzen, und die Ursachen eines Uebels, welches uns betroffen, eher außerhalb, als in uns selbst zu suchen. Hätten wir sie aber auch wirklich in unserer eigenen Handlungsweise gefunden, so verhindern doch nicht selten falsche Schaam oder ein gewisser Dünkel solches offen und frei zu bekennen.

Darum darf es keineswegs befremden, wenn die deutschen Spinnfabrikanten gegenwärtig den Versuch machen, ihren Nothstand den Engländern in die Schuhe zu schieben, und in dieser Absicht mit der Behauptung hervorzutreten, daß vorzugsweise die Concurrenz derselben, begünstigt durch die präponderirende fabrikökonomische Capazität Britanniens die mißliche Lage der deutschen Maschinenspinnerei veranlaßt habe. Wir können nicht umhin, dieser Behauptung einige Aufmerksamkeit zu schenken, weil sie die wichtigste Motive bildet für das daran geknüpfte Verlangen nach einem Schutzzoll.

Im allgemeinen müssen wir vorausschicken, daß die von den Spinnern hier angegebenen, vermeintlichen Ursachen ihrer Calamität eben so, wie die Conjunctur von $\frac{1838}{1840}$ [13]) nur secundär

[13]) Seltsamer Weise wollen die deutschen Spinner nicht zugeben, daß die fragliche Mißconjunctur zu ihrem Verfall etwas beigetragen habe. cf. Wieck a. a. O. S. 79 und die dort abgedruckte Beilage B. S. 94 u. folg. Sie haben darin Recht, insofern diese Mißconjunctur nicht als Primärursache des

Digitized by Google

zu ihrem Fall beigetragen haben könnten, wenn man sie anders für gegründet annehmen wollte. Die ganze Behauptung enthält jedoch eben so viel Wahres als Unwahres, wie wir sogleich näher auseinander setzen werden. Was nämlich zuvörderst

A. die Concurrenz der englischen Spinner betrifft, so kann solche nicht geleugnet werden. Wir müssen aber geradezu widersprechen, wenn dieselbe als ein den Flor der deutschen Maschinenspinnerei untergrabendes und deren Existenz bedrohendes Uebel dargestellt werden soll. Denn abgesehen von dem erfahrungsmäßigen, unbestrittenen Satz, daß die Concurrenz in gleichnamigen, gewerblichen Erzeugnissen, möge sie nun einem in- oder ausländischen Rival gegenüber stattfinden, den industriellen Geist weckt und fortwährend in Thätigkeit erhält, denselben anspornt, alles aufzubieten, um sich entweder auf gleicher Linie mit dem Gegner zu halten, oder diesen sogar noch zu übertreffen, und daß demnach solche die Industriellen auf der Bahn technischen und betriebsöconomischen Fortschreitens unaufhaltsam fortreißt, dafern es ihnen nur nicht an guten Willen gebricht, den Kampf mit dem Gegner ernstlich aufzunehmen und consequent fortzusetzen; so ist auch der thatsächlichste Umstand nicht zu vergessen, daß diese Concurrenz der Engländer schon seit der Entstehung der Baumwollspinnerei in Deutschland

---

schlechten Zustandes unserer Maschinenspinnerei betrachtet werden darf, vielmehr derselben nur eine secundäre Mitwirkung einzuräumen ist, Unrecht aber muß man den Spinnern geben, wenn sie auch diese secundäre Wirkung jener Conjunctur absprechen wollen. Diese hat sich, wie bereits früher im obigen Context erwähnt worden ist, auf sämmtliche Spinnereien Deutschlands, Englands, Frankreichs und der Schweiz erstreckt, auf die des erstgenannten Landes, insbesondere der Zollvereinsstaaten, aber um so vernichtenderen Einfluß geübt, als sie an solchen bereits einen siechen Industriezweig vorfand, welcher ihrem Angriff wenig Widerstand entgegenzusetzen vermochte, und deshalb eine größere und vollständigere Niederlage erlitt, als das gleichnamige Gewerbe des Auslandes.

Digitized by Google

vorhanden war. Nur während der Periode der Continentalsperre trat sie in den Hintergrund und sofort zeigte sich auch die schädliche Wirkung dieses Zurücktretens. Denn, wie schon gesagt, der ächte industrielle Geist unserer Spinner verfiel damals in eine Lethargie, aus welcher er sich bis zu dieser Stunde noch nicht völlig wieder ermuntert hat. Wir halten daher die englische Concurrenz gerade für das sicherste Heilmittel gegen diese Krankheit. Aber, wird man einwenden, die Concurrenz vermag die vorstehend angedeuteten, wohlthätigen Wirkungen nur unter der Bedingung hervorzubringen, wenn die Rivalen mit gleichen Waffen kämpfen, und in dieser Beziehung soll eben — wie unsere Spinner behaupten wollen — Deutschland, insbesondere soweit es zum Zollverband gehört, England gegenüber im Nachtheil stehen. Hier nun kommen wir zu dem zweiten Punct, nämlich:

B. zu dem vorgeblichen Mangel an fabrikökonomischer Kapazität Deutschlands. Dieses etwas preziös klingenden Ausdrucks bedient sich Wieck in seinem bereits angeführten Werke (s. o. Anmerk. 7). Er bezeichnet jedoch nicht alles, was die Spinner in ihren Auseinandersetzungen eigentlich sagen wollen. Denn diese sind bemüht, den Satz aufzustellen und durchzuführen,

daß Deutschland, insbesondere die Zollvereinsstaaten, im allgemeinen derjenigen natürlichen und künstlichen Vortheile entbehren, welche der Industrie Englands, vermöge der Eigenthümlichkeiten der dortigen Verhältnisse, zur Seite ständen, und eben darum diesseits niemals zu erreichen seyen.

Dieser Satz ist theils von den Spinnern selbst, theils für dieselben von Anderen in nachstehender Weise zu begründen versucht worden.

Digitized by Google

1) „England, sagen sie, erfreue sich in fast allen Zweigen seines „Handels und seiner Industrie eines entschiedenen Ueber„gewichts über das Festland, namentlich über Deutschland, „um deswillen, weil es durch seine geographische Lage, seine „Eisen- und Kohlen-Schätze, seine Commerzial- und Colo„nial-Politik, sein Navigations- und Mercantil-System, „seine Macht zur See, seinen Capitalreichthum, so wie „durch das Alter seiner Industrie und einen beinahe 200jähri„gen inneren Frieden vor allen Continentalstaaten begün„stigt sey."

Wir vermögen jedoch nicht, diesen Grund durchweg anzuerkennen. Theils ist er nicht überall richtig, theils beweist er zu viel, theils unterläßt er die Vortheile in die andere Wagschale zu legen, welche der Continent vor England voraus hat, theils endlich übergeht er gerade die Hauptursache der augenblicklichen Ueberlegenheit Englands, den ächt industriellen Geist der Britten, welcher jedoch Gemeingut aller Nationen ist oder werden kann.

Wenn wir auch zugeben wollen, daß England in manchen Industriezweigen den Continent überflügelt habe, so müssen wir doch in Abrede stellen, daß dies in allen Branchen oder doch in der Mehrzahl derselben der Fall sey. Vielmehr lassen sich eine Menge von Industriezweigen nennen, in welchen der Continent, einschließlich Deutschlands, jenen Staat nicht allein erreicht, sondern auch sogar noch übertrifft. Beispielsweise gedenken wir hier nur der Baumwoll- und Leinenweberei, der Tuchweberei, der Seidenweberei, der Druckerei, der Strumpfwirkerei. Ja sogar im Hinblick auf den jetzt in Rede stehenden Industriezweig, die Garnspinnerei, läßt sich mit Recht behaupten, daß die französischen, schweizerischen und einzelne deutsche Maschinenspinnereien den englischen an die Seite gesetzt werden dürfen. Dies wäre aber eine reine Unmöglichkeit gewesen, wenn zur Erreichung eines solchen Ziels die jenseits gerühmten, natürlichen und selbst geschaffenen

Digitized by Google

Vorzüge Englands unbedingt erforderlich sein sollten! Diesem klar in die Augen springenden, a posteriori geführten Gegenbeweis tritt überdies noch hinzu, daß in obigem Beweissatz, rücksichtlich einiger der dort bekannten Vorzüge Britanniens, augenscheinlich die Wirkung mit der Ursache verwechselt worden ist. Denn weder das Navigations- und Mercantilsystem, noch die Commerzial- und Handelspolitik, noch die Seemacht, noch endlich der Capitalreichthum Englands haben dessen Handel und Industrie geweckt und gehoben, sondern umgekehrt, diese haben erst jene geschaffen, wobei natürlich die geographische Lage und die unterirdischen Schätze des Landes nebst einem langen innern Frieden zu Hülfe kamen. Der rege Geist der Britten, namentlich ihrer Kaufleute und Fabrikanten, ist daher der eigentliche Urquell ihres Uebergewichts im Handel und in gewissen Zweigen der Industrie.

Beschränken wir uns demnächst bei weiterer Behandlung vorliegenden Gegenstandes lediglich auf den brittischen Gewerbsfleiß und vorzugsweise auf das eigentliche Thema unserer Betrachtungen — den Zweig der Baumwollspinnerei — so muß sich uns die Bemerkung aufdringen, daß man bei obiger Aufzählung der auf Natur, Geschichte und Politik sich gründenden Vorzüge Albions in dieser Beziehung wirklich zu weit gegangen seyn dürfte. Den sprechendsten Beweis für diese unsere Ansicht bietet die Schweiz dar, welche der meisten jener Vorzüge entbehrt und in der Maschinenspinnerei es doch mit England aufzunehmen wagen darf. Zudem ist von den Vertheidigern der Schutzzölle für Baumwollengarne auf mehrere, weiter unten specieller zu erwähnende natürliche Vortheile des Continents, insbesondere Deutschlands, viel zu wenig Gewicht gelegt und dabei übersehen worden, daß wir an Eisen und Kohlen ebenfalls nicht arm sind [14]). Was ferner den

[14]) Es ist zwar nicht in Abrede zu stellen, daß das englische Eisen und die englischen Steinkohlen von besserer Güte und dennoch wohlfeiler sind, als

Digitized by Google

Capitalreichthum betrifft, welcher den englischen Spinnherren zur Seite steht, so ist derselbe eine Sache, welche für Andere keineswegs zu den Unmöglichkeiten gehört, vielmehr von Jedem erworben werden kann, welcher sein Geschäft mit Intelligenz, Umsicht, kluger Benutzung günstiger Momente und industriellem Eifer betreibt. Dies läßt sich aber freilich von der Mehrzahl unserer Spinner nicht behaupten, wie aus der oben gelieferten geschichtlichen Darstellung zur Genüge hervorgeht. Dagegen sind uns mehrere Spinnfabrikanten Englands bekannt, welche früher ihre Etablissements mit geringen Mitteln gründeten und gegenwärtig über bedeutende Geldkräfte disponiren. Das Alter der englischen Maschinenspinnerei ist auch kein großer Vorzug vor der unsrigen, denn es überragt das der letzteren nur um beiläufig 20 Jahre. Der beinahe 200jährige innere Friede Englands endlich verliert an seinem Gewicht in vorliegender Angelegenheit bedeutend, wenn man dagegen in Erwägung zieht, daß die auswärtigen Kriege diesem Staate nur desto mehr gekostet, und seine Staatsschuld bis ins Unglaubliche gesteigert haben, und daß die immer und ewig wiederkehrenden Arbeiter-Coalitionen und Auflehnungen der Industrie Englands weit mehr schaden, als eine feindliche Armee im Innern des Landes. Uebrigens gebühren der englischen Maschinenspinnerei an jener langen Periode inneren

---

die derartigen Erzeugnisse Deutschlands. Auf der andern Seite darf jedoch auch nicht außer Acht gelassen werden, daß letztere nicht allein schon jetzt für die Zwecke des Spinnmaschinenbaues und Betriebes vollkommen ausreichend und brauchbar befunden worden sind, sondern auch bei den Fortschritten, welche man neuerdings im Eisenhüttenwesen, und in Auffindung reicher Kohlenlager, so wie in dem Vercoaksen der Kohlen gemacht hat, allen Anforderungen künftig noch mehr entsprechen dürften. Soviel steht jedenfalls fest, daß in Bezug auf die Maschinenspinnerei, jenem Vorzug Englands kein so großes Gewicht beigelegt werden möchte, als in den Vorstellungen der Spinner versucht worden ist.

Digitized by Google

Friedens nur etwa 60 Jahre, während welcher jedoch auswärtige Kriege mit wenigen kurzen Unterbrechungen geführt worden sind. Deutschland hat dagegen nunmehr einer beinahe 30jährigen inneren und äußeren Ruhe genossen, ohne daß seine Spinnereien wesentliche Fortschritte deshalb zu machen im Stande gewesen sind.

Einen ferneren Grund des englischen Uebergewichtes glaubt man demnächst zu finden

2) in dem Umstande, daß England, welches einen so großen Theil seiner Fabricate, in Folge seines Schutzzolles, mit Sicherheit und Vortheil im Innern absetze, den Rest desto leichter für die billigsten Preise immer noch mit Gewinn in das Ausland verkaufen könne, weil es die Generalspesen, als durch den Vertrieb im Innern und nach den Colonien bereits gedeckt, auf den Export ins Ausland nicht zu calculiren brauche.

Für diese Behauptung mangelt es an allem Nachweis, welcher um so mehr erforderlich gewesen wäre, je unwahrscheinlicher es klingt, daß die englischen Spinner an nicht ganz $\frac{2}{3}$ ihrer gesammten Garnproduction schon so viel gewinnen sollten, daß die Generalunkosten damit gedeckt würden und solche auf die Preise der ausgeführten Twiste nicht geschlagen zu werden brauchten, obschon dieser Export an ungezwirnten und gezwirnten Garnen mehr als $\frac{1}{3}$ der Gesammtproduction ausmacht. Dem widerspricht aber überdies noch die Thatsache, daß dem deutschen Baumwollwaarenfabrikant oder Garnhändler, welcher seinen Bedarf unmittelbar aus England bezieht, die Twiste zu den nämlichen Preisen notirt zu werden pflegen, wie dem Engländer, welcher solche von seinen Landsleuten entnimmt. Denn in Manchester ist förmlicher Garnmarkt. Die Spinner erscheinen zu bestimmten Tagen, an der dortigen Börse und schließen da ihre Verkäufe. Für die Ausländer

Digitized by Google

besorgen bei dieser Gelegenheit die Commissionäre das Geschäft, wobei der Tagespreis überall leitend ist, und der Inländer vor dem Ausländer nicht die geringste Begünstigung genießt. Wir haben in letzterer Hinsicht niemals von zweierlei Preisen etwas gehört, und dürfen wohl mit Gewißheit annehmen, daß man uns den Beweis obiger Behauptung schuldig bleiben wird.

Demnächst will man noch als einen unerreichbaren Vortheil Englands hervorheben,

3) daß dieser Staat im eigenen Besitz des größten Wollmarktes sich befinde und dadurch seine Spinnfabrikanten in den Stand setze, die Baumwolle direct aus erster Hand, in der besten Qualität, zur rechten Zeit und ohne bedeutende Landtransportspesen einzukaufen und zu beziehen, auch die durch Zeitverlust und Gefahren mancher Art, ingleichen durch hohe Assecuranzprämien ꝛc. erschwerte und vertheuerte Fahrt durch den Canal und die Nord- auch resp. Ostsee hierbei ganz zu vermeiden.

Wir wollen nicht untersuchen, ob die allerdings häufig zu vernehmenden Klagen der deutschen Spinner, daß sie von ihren Commissionären bei den Wolleinkäufen auf den englischen Märkten schlecht bedient würden, gegründet seyn mögen oder nicht, ja wir wollen es für einzelne Fälle sogar zugeben. Im allgemeinen aber und in der Regel dürfte sich diese Beschwerde nicht bestätigen. Denn es ist kein Grund vorhanden, alle diese Commissionäre ohne Ausnahme für so unzuverläßig und noch nebenbei für so unklug zu halten, daß sie sich durch ein solches Verfahren fernere Aufträge und ihre Provisionen verscherzen, ja sogar noch Schädenansprüchen aussetzen und z. B. anstatt der bestellten Sea-Island nur Tenessee, oder anstatt der verlangten prima nur secunda zu kaufen und abzusenden sich versucht fühlen sollten. Die diesfälligen Klagen dürften daher auf ein leeres Vorurtheil hinauslaufen, ge-

Digitized by Google

nährt durch den leicht erklärbaren Umstand, daß der englische Spinnfabrikant auf seinen Maschinen aus der nämlichen, ja sogar um eine Nummer schlechteren Wollsorte, dennoch ein besseres und feineres Garn zu erzeugen vermag, als der deutsche Spinner. Angenommen aber, die Klagen des letzteren wären durchgängig gegründet, so bleibt es kaum erklärbar, warum die deutschen Spinner nicht schon längst die englischen Märkte bei ihren Wolleinkäufen verlassen und sich nach Hamburg, Bremen, Amsterdam, Rotterdam, Antwerpen, Triest, Havre u. s. w. gewendet haben. Für den Umfang unserer Spinnerei-Industrie sind diese Wollmärkte vollkommen ausreichend assortirt und würden sich mit dem wachsenden Begehr auch noch erweitern. Einige süddeutsche Spinnereien kaufen schon jetzt ihren Wollbedarf mehrentheils in Havre, wo häufig besseres und billigeres Material zu bekommen ist. Vermöge der Elbe mit ihren Nebenflüssen, der Havel und Saale nebst einigen Canälen, ferner der Weser und des Rheins mit seinen Nebenflüssen (Lippe, Mosel, Main, Neckar) nicht minder vermittelst der sich immer mehr ausbreitenden Eisenbahnverbindungen ist dem deutschen Spinner der Transport der Baumwolle von gedachten Seeplätzen ab bis zur Stelle des Spinnerei-Etablissements verhältnißmäßig eben so sehr erleichtert, als dem englischen. Die Realisirung liegt nach unserm Dafürhalten lediglich in der Hand des deutschen Spinnfabrikanten oder noch besser eines Gesammtvereines derselben. Denn die Verkäufer der Baumwolle werden sich dahin wenden, wo sie Käufer zu finden gewiß sind. —

Was demnächst die Zeitverluste, Gefahren, hohen Assecuranzprämien, höheren Transportspesen bei der schwierigen Fahrt der Wolle durch den Canal in die Nordsee- und Ostseehäfen betrifft, so befinden sich die Engländer beim Transport ihrer Twiste nach Deutschland ganz in dem nämlichen Falle. Ja das Risiko und

Digitized by Google

die Assecuranzprämien stellen sich um deswillen weit höher heraus, weil der Werth des Garnes, dem gleichen Gewicht Baumwolle gegenüber, ein um 100% höherer ist. Nur an den Transportspesen im engeren Sinne (an der Fracht) wird bei den englischen Garnen auf gleichem Wege verhältnißmäßig erspart. Diese Ersparniß ist aber unbedeutend, wird also durch die bedeutenderen Assecuranzprämien bei weitem überwogen, und tritt überhaupt gar nicht ein, wenn die Garne ihren regelmäßigen Weg von Manchester über Hull nehmen. S. w. u. Seite 44. Nr. IV.

Endlich werden für die Ueberlegenheit der englischen Spinnmanufactur noch

4) solche Vorzüge derselben angeführt, welche lediglich als nothwendige Folge des englischen Industriefleißes und der damit verknüpften umsichtigen Speculation der Britten betrachtet werden müssen, folglich für unsere Spinnereibesitzer um so weniger unerreichbar sind, als ihnen darin nicht nur jene, sondern auch zum Theil die Franzosen und Schweizer mit gutem Beispiel vorangegangen sind. Dahin gehören:

a. die Theilung der Arbeit. Die Vortheile, welche mit derselben, namentlich bei dem in Rede stehenden Industriezweig, verknüpft sind, haben wir bereits oben kurz berührt. Sie bestehen nämlich in gleichmäßigerem Gang der Maschinen, folglich quantitativ und qualitativ erhöheter Befähigung derselben zur Garnproduction, in der dadurch gegebenen Möglichkeit für die Spinnarbeiter, sich die Fertigkeit und Geschicklichkeit in Behandlung der Maschinen schneller und vollkommener anzueignen, folglich in einer bestimmten Zeit mehr und besseres Garn zu liefern, so wie endlich in einem gesicherten Vertrieb der Garne zu besseren Preisen, mit höherem Gewinn, als nothwendige Folge ihrer größeren Menge und besseren Qualität.

Digitized by Google

Sehr wahr wird von allen intelligenteren Sachverständigen behauptet, daß das große Geheimniß des Engländers, auf welchem dessen Ueberlegenheit hauptsächlich beruhe, darin bestehe, in einer gegebenen Zeit mit gleicher Spindelzahl beinahe dreimal mehr Garn von besserer Qualität hervorzubringen, als der deutsche Spinner vermag, und daß der Schlüssel zu diesem Geheimniß, neben dem vollkommeneren Mechanismus seiner Maschinerie, vorzugsweise in dem Princip der Arbeitstheilung zu suchen sey.

Da nun dieser wichtige Umstand unseren Spinnern ebenfalls zur Genüge bekannt ist, so muß es in der That befremden, daß es bis jetzt noch Keinem eingefallen ist, jenes Princip zu befolgen. Fragt man nach dem Grund dieser Verabsäumung, so heißt es: theils gehört ein bedeutendes Capital dazu, theils gestatten es unsere hiesigen Einrichtungen und Verhältnisse nicht! Diese Antwort genügt jedoch keineswegs. Capital ist zu jeder Gründung einer Spinnfabrik erforderlich, und dasselbe wird um so bedeutender seyn müssen, wenn die Maschinerie dergestalt eingerichtet werden soll, daß auf solcher 5—10 und wohl noch mehr verschiedene Garnnummern gesponnen werden können. Die Erfahrung lehrt uns aber, daß eine solche Einrichtung fehlerhaft seyn würde, dafern sie nicht in der Art bewirkt wird, daß für jede der zu spinnenden Garnnummern besondere Maschinensätze und besondere Arbeiter bestimmt werden. Letzteres wäre jedoch schon ein Unternehmen, dem allerdings viele unserer Spinnfabrikanten nicht gewachsen seyn dürften. Gut! so beschränke man sich vorerst darauf, mit sämmtlichen Maschinen, aus welchen die Spinnfabrik besteht oder bestehen soll, nur eine Garnnummer, diese aber in möglichster Vollkommenheit zu produciren. Dazu gehört mindestens kein größeres Capital, als zur Errichtung und zum Betriebe einer deutschen Spinnerei in ihrer dermaligen Gestalt, wobei man alle obengedachte Vortheile der Arbeitstheilung völlig aus dem Auge

Digitized by Google

verloren, folglich das Capital schlecht angelegt hat. Sollte aber auch der Unternehmer nicht so viel eigenes Capital besitzen, als erforderlich ist — ein Fall, der übrigens bei einer sehr großen Anzahl unserer Spinnerei-Etablissements bereits stattfindet — so kann er doch das Werk mit festerem Vertrauen, und begründeterer Hoffnung auf reichlichen Verdienst dann beginnen, wenn er bei Anlegung und Einrichtung der Spinnerei alle erfahrungsmäßigen Vortheile in technischer und betriebsöconomischer Hinsicht benutzt, insbesondere auch jenes Princip der Arbeitstheilung nicht vernachlässigt. Ein colossaler Absatz, wie Manche wähnen, gehört keineswegs zu den Bedingungen der Arbeitstheilung, und ist überhaupt ein sehr relativer Begriff. Vielmehr genügt es vollkommen, wenn der Absatz gerade dem Quantum entspricht, welches man bei aller industrieller, ununterbrochener Thätigkeit hervorzubringen vermag. Daß dieses Ziel — die Erzeugung besseren Garnes vorausgesetzt — ohne Anstrengung von unseren Spinnern zu erreichen sey und erreicht werden müsse, ist eine unbestreitbare, auf dem thatsächlichen Umstand beruhende Wahrheit, daß z. B. in den Zollvereinsstaaten die Garnproduction höchstens den 4ten Theil der Consumtion beträgt. Wären auch unsere sämmtlichen Spinnereien auf der nämlichen Stufe der Vollkommenheit, wie die englischen, so würden sie doch nur $\frac{3}{4}$ des Bedarfs befriedigen können, folglich würde selbst unter dieser Voraussetzung, und abgesehen von einem sich dann etwa bildenden Garnhandel ins Ausland, die Anzahl der vereinländischen Spindeln sogar noch um ein Viertheil vermehrt werden können, ohne Mangel an Absatz befürchten zu müssen. Denn kein Manufacturist in baumwollenen Waaren, wird so thöricht seyn, seine Garne aus England oder der Schweiz u. s. w. zu beziehen, wenn er solche im Vereinslande eben so gut und eben so billig erhalten kann.

Was die fernere Entgegnung betrifft, daß die hiesigen Ver-

Digitized by Google

hältnisse und Einrichtungen das Princip der Arbeitstheilung nicht wohl gestatteten, so ist dies in Wahrheit nur eine leere, mit Nichts unterstützte Ausflucht, welche höchstens die Beschuldigung rechtfertigen dürfte, daß unsere Spinnherren gerne schwimmen möchten, gleichwohl aber das Wasser scheuen!

Ein zweiter, jedoch ebenfalls keineswegs unerreichbarer Vorzug, dessen sich der Engländer gegenwärtig noch erfreut, besteht

b. in der größeren Geschicklichkeit seiner Spinnerei-Arbeiter, den Deutschen gegenüber.

Den Grund dieser Erscheinung darf man indeß keineswegs in einem geringeren Grad von natürlicher Anlage und Fähigkeit des Deutschen zu dergleichen Arbeiten suchen, denn letzterer befindet sich in dieser Beziehung mit dem Engländer mindestens auf gleicher Linie. Vielmehr erklärt sich jener Umstand aus folgenden Verhältnissen.

Der englische Spinnereiarbeiter, vom Wollklopfer bis zum Feinspinner, steht von seinem ersten Eintritt an unter der speciellen Leitung und Beaufsichtigung von Männern, (Directoren, Unteraufsehern, Krempelmeistern, Spinnmeistern u. s. w.) welche mit ihrem Fache in technischer und betriebsöconomischer Hinsicht bis in das kleinste Detail ganz vertraut sind. Er hat daher nicht nur eine vortreffliche Schule durchzumachen, in welcher ihm alle möglichen Vortheile und Handgriffe gelehrt werden, sondern er ist auch gleichzeitig einer so vollständigen und sicheren Controlle unterworfen, daß er sich in dieser Beziehung nicht die geringste Nachlässigkeit ungerügt erlauben darf. Diese Heranbildung der Arbeiter liegt aber in den meisten unserer Spinnereien noch sehr im Argen, weil die Directoren und Aufseher selbst ihrem Fache bei weitem noch nicht in dem Maße gewachsen sind, wie die in den englischen Fabriken. Hierzu kömmt noch die Vortrefflichkeit der englischen Maschinerie, welche dem Spinner die Arbeit nicht

Digitized by Google

nur unendlich erleichtert, sondern ihn auch in den Stand setzt, in einer gegebenen Zeit weit mehr Garn zu spinnen und viel mehr zu verdienen, als es dem deutschen Arbeiter bei der mangelhaften Maschinerie jemals möglich ist. Dieser höhere Verdienst des englischen Arbeiters ist für letzteren ein mächtiger Sporn zu angestrengter Thätigkeit. Er arbeitet mit Lust und Liebe, weil er seine Mühe reichlich belohnt sieht, und wird sich nur durch die dringendsten Veranlassungen genöthigt entschließen können, eine Beschäftigung zu verlassen, bei welcher er mit seiner Familie gutes Auskommen findet. Der häufige Arbeiterwechsel, über welchen unsere Spinnereiinhaber zuweilen klagen, kömmt unter diesen Umständen dort nicht vor. Letztere dienen also dem deutschen Fabrikant als Fingerzeig, wie er es anzufangen habe, sich gegen solchen Wechsel seines Arbeiterpersonals sicher zu stellen.

Es ist hieraus zu entnehmen, daß man es vorzugsweise den höheren Kenntnissen der Directoren, Aufseher, Krempel- und Spinnmeister in den englischen Fabriken und demnächst der Vollkommenheit des dortigen Spinnmaschinenwesens und Betriebssystems beizumessen hat, wenn die Geschicklichkeit des englischen Arbeiters in einem glänzenderen Licht erscheint, als die des deutschen, daß folglich der deutsche Spinnereiunternehmer auf jene Vorbedingungen sein Augenmerk zuerst und hauptsächlich richten muß, um sich eben so geschickte Arbeiter heranzubilden.

Fassen wir sämmtliche, bisher besprochenen Momente zusammen, so dringt sich uns die Ueberzeugung auf,

daß die gerühmten Vorzüge Englands rücksichtlich des Industriezweigs der Baumwollspinnerei nichts weniger, als auf eigenthümlichen, für Deutschland unerreichbaren Bedingungen beruhen, daß vielmehr auch dem deutschen Spinner die Möglichkeit, sich, dafern er nur den gu-

Digitized by Google

ten Willen zeigt und mit Ernst und Beharrlichkeit Hand ans Werk legt, auf die nämliche Höhe zu schwingen, um so mehr gegeben ist, als ihm bei seinem Bestreben allerdings Vortheile zur Seite stehen, deren der englische Spinner entbehren muß.

Diese Vortheile, welche von den Spinnern selbst als solche erkannt und zugegeben worden sind, bestehen hauptsächlich in folgenden.

I. Der in Deutschland mindestens um 100 % wohlfeilere Lebensunterhalt

bewirkt, daß der deutsche Spinner die Anlage einer Fabrik verhältnißmäßig mit geringerem Kostenaufwand zu unternehmen, und dieselbe mit geringeren Arbeitslöhnen im Betrieb zu erhalten vermag, als es dem englischen Spinner möglich ist. Namentlich sind die Spinnlöhne in England absolut höher, als bei uns. Denken wir uns zwei Spinnereien, eine englische und eine deutsche, jede derselben mit gleichviel Leuten der nämlichen Categorien besetzt, aus der nämlichen Art von Maschinen bestehend und gleichviel Garnzahlen der nämlichen Nummern jährlich producirend, so verhält sich der deutsche Löhnungsmaßstab zu dem englischen wie 8 : 15,7 d. h. wenn der deutsche Spinnherr jährlich 5000 Thlr. Löhne an seine Leute auszuzahlen hat, so kosten solche dem englischen Spinnherrn 9812½ Thlr. = ca. 1385 L. – s. – d., also beinahe das Doppelte. Dieses außerordentlich günstige Verhältniß kann und wird aber seine siegreiche Kraft gegen die englische Concurrenz erst dann vollständig entwickeln, wenn es dem deutschen Spinner durch eigene Anstrengung einmal gelungen ist, auf besseren Maschinen mit wenigeren Arbeitern, dennoch ein größeres Quantum Garn von guter Qualität in der nämlichen Zeit zu erzeugen, auf diese Weise die Arbeitslöhne im Verhältniß zum

Digitized by Google

Werth der Garne noch mehr zu vermindern, und sich demnach mit dem Engländer auf gleiche Linie oder noch höher zu stellen. Sodann

II. erfreut sich Deutschland eines Reichthums an vortrefflicher Wasserkraft, während England mit solcher von der Natur sehr karg bedacht ist,

ein Umstand, vermöge dessen der deutsche vor dem englischen Spinner insofern viel voraus hat, als diese bewegende Kraft an Wohlfeilheit alle anderen übertrifft. Erfolgt ihre Anwendung mit umsichtiger Auswahl des fließenden Wassers und mit sorgfältiger Beachtung der hydraulischen und mechanischen Gesetze beim Bau des Triebwerkes, so steht sie an gleichförmiger und nachhaltiger Wirkung der Dampfkraft mindestens gleich, verlangt aber dagegen weniger Beaufsichtigung, als diese, ist gefahrloser und in der Anlage sowohl, als in der Unterhaltung bei weitem billiger als die letztere, wäre auch das Feuerungsmaterial überall so beispiellos wohlfeil, als in England. Diese Eigenschaften der Wasserkraft überwiegen die der Dampfkraft nicht abzusprechende Transportabilität und allseitige Anwendbarkeit um vieles, und stellen letztere völlig in Schatten.

Zu vorgedachten, für den englischen Spinnfabrikant unerreichbaren Vorzügen Deutschlands treten aber auch noch folgende.

III. Die Eingangszollfreiheit der Baumwolle in den Vereinsstaaten und der daselbst auf fremde Twiste gelegte Schutzzoll von 2 und resp. 8 Thlr. pr. Centner.

Die in England zum Verbrauch eingehende Baumwolle unterliegt einem Zoll von $\frac{5}{16}$ d. pr. 1 Pfd. avoir du poids. Ferner ist zwar daselbst auch auf der andern Seite ein Garnzoll von 10 % ad valorem eingeführt, allein es werden, (was in der Wirkung einem Einfuhrverbot gleichsteht) fremde Baumwollgarne wohl

Digitized by Google

dort in der Regel gar nicht eingebracht. Was dagegen die englische Concurrenz innerhalb des Zollvereinsgebietes betrifft, so muß unsere Eingangsabgabe auf Baumwollgarn allerdings hierbei mit in Anschlag gebracht werden. Daß dieselbe vollkommen ausreiche, die vereinsländische Spinnerei gegen das Ausland zu schützen, werden wir weiter unten auseinandersetzen. Bringt man hierzu noch:

IV. die höheren Bezugsspesen der englischen Twiste, gegenüber denen der Baumwolle[15])

in Rechnung, so ergiebt sich klar, daß der vereinländische Spinner vor dem englischen ungleich mehr im Vortheil steht, und zwar — wie leicht zu ermessen — in einem Vortheil, der sich noch erhöhen muß, wenn die Baumwollbezüge aus hanseatischen oder niederländischen Seeplätzen erfolgen. Demnächst sind

V. Deutschland, insbesondere die Zollvereinsstaaten, glücklicherweise von einer Pest frei geblieben, welche in England einheimisch ist, und dessen Industrie auf sehr empfindliche Weise beeinträchtigt — nämlich von den bereits oben berührten Arbeiter-Coalitionen zum Zweck der Erpressung höherer Löhne oder anderer von den Fabrikherren zu gewährender Vortheile.

---

[15]) Es muß in der That befremden, daß unsere Spinner in ihren Darlegungen und Vorstellungen diesen Umstand theils mit Stillschweigen übergehen, theils ableugnen und sogar auf das umgekehrte Verhältniß insofern hindeuten, als von ihnen unter andern behauptet wird, sie müßten beim Baumwollbezug auch den sogenannten Wollabgang (den bei der Reinigung, Vorbereitung und dem Verspinnen der Wolle abfallenden Schmutz nebst unbrauchbaren Wolltheilen) unter den Frachtlöhnen und Spesen mit bezahlen, während der Weber beim Garnbezug reine Waare bekomme, folgeich diesen unnützen Kostenaufwand nicht habe und deshalb hierunter besser gestellt sei. Es dürfte demnach erforderlich sein, der Sache näher auf den Grund zu gehen und das Unwahre

Digitized by Google

Die Spinnereibesitzer werden dadurch von ihren Arbeitern in höherem oder minderem Grade abhängig und von ihrer Gesetzgebung und Verfassung so gut wie gar nicht gegen dieses Unwesen geschützt, folglich in die Nothwendigkeit gesetzt, den Forderungen der Arbeiter nachzugeben, mit ihnen deshalb in förmliche Unterhandlungen sich einzulassen, oder den Betrieb ihrer Fabriken in Folge der Arbeitsverweigerung zeitweise gänzlich einzustellen. Sodann

VI. ist die Arbeitszeit in den deutschen Spinnereien keineswegs gesetzlich normirt, wie in England.

Der deutsche Spinner kann vielmehr mit seinem Fabrikherrn in dieser Beziehung eine beliebige Uebereinkunft treffen und rechtsgültiger Weise sich zu einer größeren Anzahl von Arbeitsstunden für jeden Tag der Woche verbindlich machen. Endlich

VII. bleibt dem vereinsländischen Spinnfabrikanten der Absatz seiner Twiste weit sicherer, als dem englischen.

Hat es ihm schon bisher, ungeachtet der Unvollkommenheit seiner Maschinerie und Betriebsweise, an diesem Absatz nicht gefehlt, so wird er sich dessen um so mehr zu erfreuen haben, je weiter er in dem technischen Theile der Fabrikation vorwärts

---

dieser auf den ersten Anblick wichtig scheinenden Schlußfolgerung durch Zahlen nachzuweisen, was wir ganz einfach durch Zusammenstellung zweier Facturen bewirken. Wir nehmen an, ein vereinländischer Spinnfabrikant und gleichzeitig einer seiner Gewerbsgenossen aus Manchester habe Jeder 100,000 Pfd. Zollgew. Baumwolle in Liverpool zum Verspinnen gekauft. Ersterer läßt nun seine Wolle den gewöhnlichen Weg, nämlich von Liverpool seewärts direct nach Hamburg und von hier ab bis Magdeburg gehen. Letzterer hingegen bringt die Baumwolle von Liverpool nach Manchester, verspinnt solche dort und sendet die nach 15 ℔ Abgang (die englischen Spinner nehmen nur 10—12 ℔ dergleichen) gewonnenen 85,000 ℔Pfd. Twiste Nr. 40 von Manchester über Hull nach Hamburg und von da ebenfalls nach Magdeburg. In beiden Fällen stellen sich die Bezugsspesen, wie folgt:

Digitized by Google

a) Für die Baumwolle.	Werth.			Kosten.		
330 Ballen Georgia Baumwolle						
Brutto 1081. 3. 9 Gutgew. 5. 3. 16.						
p. Stricke p. 5. 3. 16.						
Tara 38. 2. 24.						
ab: 50 – –						
Netto 1031 3. 9. = 115565 ℔. à 6 d.						
Werth in Liverpool = ... Lst.	2889	2	6	—	—	—
Courtage ½ %	14	9	11	14	9	11
Zollangabe, Connaissementstempel, Wechselcourtage und Stempel	29	4	11	29	4	11
Assecur. Lst. 3200 1½ % 48 – –						
Polize 2. 6. 8						
	50	6	8	50	6	8
Lst.	2983	4	—	94	1	6
Commission 2 %	59	13	3	59	13	3
Lst.	3042	17	3	153	14	9
auf Hamburg gezogen:						
1 Lst. = 13 mk. 12 s. . . . . Bmk.	41839	6	—	2113	14	—
Accept, Porto . . . . . "	142	4	—	142	4	—
Fracht Liverpool/Hamburg pr. 1082 ℔.						
à 1½ s. = Lst. . . . . 135 5 –						
Caplacken 10 % . . . . . 13 11 –						
Lst. 148 16 –						
Bmk. 2046 — –						
Staberzoll . . . . . " 123 — –						
Empfang, Wiegen, Arbeitslohn u. Spedit.-Provision à Ballen 12 s. = ... " 247 — –						
	2416	9	—	2416	9	—
Bmk.	44398	3	—	4672	11	—
300 Bmk. = 152 Rthr. . . . Pr. Crt. Rthr.	22495	2	6	2367	15	—
Fracht Hamburg/Magdeburg . . pr. 1062 — – Zoll ℔.						
à 5 Sgr. = Pr. Crt. Rthr. 177 — – " "						
Elbzölle à 6½ Sgr. " " 221 7 6 " "						
Assecur. à 10 pf. " " 29 15 – " "						
	427	22	6	427	22	6
Pr. Crt. Rthr.	22922	25	—	2795	7	6
330 Ball. = Netto 1000 Z. ℔. Baumwolle rendiren:						
Werth pr. Z. ℔. pr. Crt. Rthr. 22. 28 Sgr. – pf.						
Kosten " " " " 2. 24 " – "						
" pr. Zollpfd. " " — — " 10 "						

Aus diesen beiden Conti geht klar hervor, daß die auf den Twisten haftenden hiervon ist, abgesehen von den Zöllen, in dem verhältnißmäßig höheren Werthe, und

Digitized by Google

b) Für die Twiste.	Werth.			Kosten.		
330 Ballen Baumwolle Georgia wie vorstehend: = 115565 ℔.						
Eingangszoll pr. ℔ $\frac{5}{16}$ d. . . . . Lst.	—	—	—	150	9	6
Spesen, Assecuranz ꝛc.	—	—	—	125	8	1
Fracht $\frac{\text{Liverpool}}{\text{Manchester}}$	—	—	—	32	19	7
85 Ballen = 94234 ℔ engl. Twist Lst.	4122	14	9	—	—	—
Emballage, Fracht $\frac{\text{Manchester}}{\text{Hull}}$	164	18	2	164	18	2
Etiquetten und Briefporto	7	7	7	7	7	7
Assecuranz Lst. 5000 ℔ ℔	31	5	—	31	5	—
Polize	3	1	—	3	1	—
Lst.	4329	6	6			
Provision 2 ℔ . . . . . "	86	11	9	86	11	9
Lst.	4415	18	3	602	—	8
Auf Hamburg gezogen:						
1 Lst. = 13 mk. 12 s. . . . . Bmk.	60718	13	—	8277	15	4
Fracht $\frac{\text{Hull}}{\text{Hamburg}}$ pr. 906¼ Ztr. engl. = 5437½						
Cubik Fuß à 2 d. = Lst. 45 6 3						
Caplacken 10 ℔ " = " 4 10 6						
Lst. 49 16 9						
Bmk. 664 9 –						
Staderzoll . . . . . " 106 4 –						
Aufbringen, Wiegen u. Spedit.-Provision " 96 6 –						
	867	3	—	867	3	—
Bmk.	61586	—	—	9145	2	4
300 Bkm. = Pr. Crt. Rthr. 152 . . . . Rthr.	31203	17	—	4633	16	3
Fracht $\frac{\text{Hamburg}}{\text{Magdeburg}}$ pr. 878¼ Zoll Ztr. à 5 Sgr. = Pr. Crt. . . . . Rthr. 146 12 6						
Elbzölle " . . . . . " 183 — –						
Eingangszoll v. 850 Ztr. Nto. à 2 " 1700 — –						
Assecuranz à 10 pf . . . . . " 24 12 –						
	2053	24	6	2053	24	6
Pr. Crt. Rthr.	33257	11	6	6687	10	9
85 Ballen = 850 Zoll Ztr. Netto Twiste Nr. 40 rendiren:						
Werth pr. Zoll Ztr. Pr. Crt. Rthr. 39. 3. 9						
Kosten " " " " 7. 26. –						
" " ℔ " " — 2. 4						

Bezugsspesen gegen 180 ℔ mehr betragen, als diejenigen der Baumwolle. Der Grund n der wohl viermal theurern Verpackung der Garne, auch endlich in dem Umstande

Digitized by Google

schreitet. Denn der Garnbedarf überbietet in den Vereinsstaaten die Garnproduction beinahe um $\frac{2}{3}$. Von einer Einholung oder Ueberschreitung des ersteren durch die letztere innerhalb des Vereinsgebietes kann und wird daher noch lange nicht die Rede seyn [16]).

---

zu suchen, daß ein Theil der Wollbezugspesen dem englischen Spinner ebenfalls zur Last fällt, und von ihm auf den Preis der Twiste übergetragen werden muß. Diese zum Nachtheil der vereinländischen Baumwollenwaaren-Manufacturisten hervortretende Spesendifferenz steigert sich natürlich beim Bezug solcher englischen Garne, welche dem Eingangszoll von 8 Thlr. pr. Cntr. unterliegen, beinahe auf das Doppelte, weil mit dem höheren Werthe außerdem auch noch die Assecuranz-Prämien und Speditions-Provisionen wachsen. Ferner müssen die Garne in der Regel über Hull bezogen und *deshalb mit bedeutenden* Canalspesen erst von Manchester nach dem letzteren Orte transportirt werden. Hiernächst sind zwar die Frachtlöhne zwischen Hull und Hamburg, vermöge der bekanntlich vor einiger Zeit zwischen beiden Plätzen entstandenen Rivalitätsstreitigkeiten, von 4 d. bis auf 1 d. pr. Cubikfuß herabgedrückt worden, aber in diesem Augenblick schon wieder auf 2 d. hinaufgegangen — auf wie hoch wir sie oben berechnet haben — und werden sehr bald auf den alten Stand von 4 d. pr. 1 Cub.-Fuß zurückkommen. Was in öffentlichen Blättern von der Verpackung der Twiste mittelst hydraulischer Pressen und der dadurch erzielten, bedeutenden Verminderung des Volumen der Colli gesagt worden ist, beruht zwar in Wahrheit, ist aber eine alte, längst befolgte Verpackungsmethode, die wir in obiger Berechnung ebenfalls berücksichtigt haben, und die *seit 20 Jahren* keinen Einfluß mehr auf die Frachten zwischen Hull und Hamburg *ausübt, folglich* obige Verhältnisse nicht mehr alteriren kann.

[16]) Bei dieser Gelegenheit sei es uns erlaubt, eine in der oben erwähnten Denkschrift der Königl. Sächs. Regierung enthaltene Ansicht zu erwähnen, welche dahin geht, daß der Höhepunkt der Weberei von der Spinnerei im Jahre 1836 erreicht und im Jahre 1839 überschritten worden sei. Allerdings schienen für diese Ansicht auf den ersten Blick mehrere Umstände zu sprechen, (cf. Wieck a. a. O. S. 80 flgde.) insofern dabei lediglich der Umfang der Production ins Auge gefaßt wurde. Die nächstfolgenden Jahre 1840 und 1841 haben jedoch schon gelehrt, daß an eine Ueberproduction von Twisten noch keineswegs zu denken ist, und daß jene Erscheinungen, aus denen man auf eine solche schließen zu dürfen glaubte, in der That zu den verschiedenartigen Wirkungen der allgemeinen Handelskrisis vom Jahre 1837 gezählt werden müssen. Ueberhaupt könnte eine Zuvielproduction — deren Existenz vorausgesetzt — lediglich England treffen. Auf Deutschland würde solche weniger influiren, weil alle dahin kommende englische

Digitized by Google

Eine Verdrängung der inländischen durch ausländische Garne ist selbst unter den gegenwärtig bestehenden Mißconjuncturen und bei der tieferen Stufe der Ausbildung unserer Spinnereien nicht wahrzunehmen gewesen, auch in der nächsten Zeit nicht zu befürchten, dafern die Behauptung der Spinner, daß ihre Garne von den Strumpfwirkern vorzugsweise gesucht würden, gegründet seyn sollte, was wir indeß nicht bezweifeln, vielmehr sehr gern hiermit einräumen wollen.

Ist endlich von unsern Spinnern der Höhepunct des englischen Industriezweiges in technischer und betriebsökonomischer Hinsicht erreicht, dann — wir wiederholen es nochmals — werden sie im Gegentheil ihre Rivalen von dem vereinsländischen Garnmarkt allmälig ganz verdrängen, und auf diese Weise ihres Absatzes stets gewiß sein, ja sogar Garngeschäfte nach dem Auslande machen können.

Das bisher Gesagte dürfte ausreichen, jeden Unbefangenen die faulen Flecke erkennen zu lassen, welche den eigentlichen Sitz der fraglichen Spinnerei-Krankheit bilden. Zugleich dürften aber auch dadurch die specifischen Heilmittel angezeigt seyn, welche angewendet werden müssen, wenn ein gesunder kräftiger Zustand des siechenden Industriezweiges wieder herbeigeführt werden soll. Palliativmittel, deren wohlthätige, momentane Wirksamkeit überdies noch höchst zweifelhaft erscheint, während ihr schädlicher Einfluß nach anderer Richtung hin sofort einleuchtet, wie z. B. die begehrte Schutzzollerhöhung, sind durchaus verwerflich. Damit man uns aber nicht den Vorwurf machen kann, als seien die wahren und

---

Baumwollgarne bestellte Waare sind. Commissionslager für Rechnung englischer Spinner dürfte man wenige oder gar keine auf dem Continent finden, und haben es einmal unsere Spinner dahin gebracht, eben so gute, verhältnißmäßig eben so viele und eben so billige Garne zu liefern, als die englischen, so werden sie vollauf zu thun haben, um nur den Bedarf der vereinländischen Weberei und Wirkerei befriedigen zu können.

Digitized by Google

einzigen Heilmittel von uns nur oberflächlich angedeutet worden, so erlauben wir uns, solche in Nachstehendem kurz zu recapituliren und zusammen zu stellen.

1) Nur Männer, welche vermöge ihrer gründlichen, sowohl technischen und betriebsökonomischen, als auch kaufmännischen Kenntnisse sich hierzu berufen fühlen, dürfen die Errichtung von Spinnfabriken unternehmen, damit etwaiger Mangel an materiellen Mitteln durch intelligente Kräfte ersetzt werde.
2) Der Unternehmer muß mit der umsichtigsten Beachtung aller industriellen und örtlichen Verhältnisse bei Auswahl der Gegend und des Platzes, wo die Fabrik ins Leben treten soll, zu Werke gehen, kostspielige Bauten, deren Zweck auf wohlfeilere Weise zu erreichen ist, vermeiden, ohne deshalb unsolider zu bauen, auch aushaltende Wasserkraft und rücksichtlich der Maschinerie die besten und neuesten Erfindungen und Erfahrungen Englands benutzen.
3) Bereits bestehende Etablissements sind wenigstens in der letzteren Beziehung zu verbessern.
4) Beim Wolleinkauf wähle man vorzugsweise die deutschen und niederländischen Seeplätze [17]).

---

[17]) Sollten die deutschen Hansestädte dem Zollvereine beitreten und sollte mit den Niederlanden wieder ein Handelsvertrag abgeschlossen werden, vermöge dessen die Vereinsstaaten Erleichterungen hinsichtlich der holländischen Transitabgaben erlangen, so wird sich der Baumwollbezug aus den oben im Context bezeichneten Seeplätzen noch vortheilhafter gestalten, als er es schon in diesem Augenblick ist. Letztere reichen schon jetzt für den vereinländischen Baumwollbedarf aus, und erweitert sich derselbe allmälig, so wird auch, in Folge der vermehrten Nachfrage, die Einfuhr in jenen Häfen steigen. Es kömmt demnach nur darauf an, daß unsere Spinner ihren alten, kostspieligeren Gewohnheiten und Verbindungen neue und wohlfeilere substituiren.

Digitized by Google

5) Rücksichtlich der innern, ökonomischen und technischen Einrichtungen des Fabrikbetriebes nehme man die englischen Spinnereien zum Muster.

6) Insbesondere wähle man zu Directoren, Aufsehern, Krempel- und Spinnmeistern nur thätige, geschickte, mit dem Fach ganz vertraute Personen, und fehlt es in Deutschland an solchen, so ziehe man sie aus England, Frankreich oder der Schweiz herbei. Je vorzüglicher diese Spinnereibeamten in der Unterweisung und Beaufsichtigung der gewöhnlichen Arbeiter sind, desto mehr wird das Fabrikgeschäft prosperiren.

7) Vor allem vermeide man den Fabrikationsfehler, alle mögliche Garnnummern auf den nämlichen Maschinen spinnen zu wollen. Diese von unsern Spinnern an den Tag gelegte Sucht der Vielerleimacherei ist eine Hauptursache von der schlechten Qualität unserer deutschen Garne. Man spinne daher — gleich den weit erfahrnern Engländern — auf dem nämlichen Maschinensatz immer nur die nämliche Garnnummer. Endlich

8) beziehe man aus dem Auslande die Muster von Maschinen neuer und bewährter Construction, um solche im Inlande nachbauen zu lassen und auf diese Weise die vereinländischen Maschinenbauanstalten wieder zu ermuthigen, auch um dergleichen Verbesserungen, mit Hintansetzung des, leider! hie und da auftauchenden, gegenseitigen Brodneides, so wie egoistischer Geheimnißkrämerei, zum Gemeingut sämmtlicher Angehörigen des Industriezweigs zu machen.

Fehlt es dem Einzelnen an zureichenden Mitteln zur Ausführung aller dieser hier vorgeschlagenen Maßregeln, so mögen sämmtliche Spinnereibesitzer der Vereinsstaaten zusammentreten und mit vereinten Kräften dahin wirken, unserm Spinnfabrikwesen besseren Aufschwung in der angedeuteten Weise zu verschaffen. Es wird dies ihrem ernstlichen und ausdauernden Bestreben um so

Digitized by Google

sicherer gelingen, als ihnen dabei die bereits oben erwähnten Vortheile des deutschen vor dem englischen Spinner hülfreich zur Seite stehen [19]).

Dem aufmerksamen, unpartheiischen Beobachter hat sich längst die Ueberzeugung aufgedrungen, daß der vorstehend bezeichnete Weg der einzig richtige ist, auf welchem unsere Spinner das vorgesteckte Ziel einer behaglicheren und fester begründeten Existenz erreichen werden, welche keine fremde Concurrenz zu fürchten braucht. Wir sind nicht die Ersten, von welchen auf diesen Weg hingewiesen wird, vielmehr ist dies von anderen sachverständigen

---

[19]) Es leuchtet ein, daß sich einem solchen, von verständigen Männern geleiteten Vereine ein sehr weites Feld zur Thätigkeit darbietet, wenn er seine Wirksamkeit lediglich auf die Zustände seines eignen Industriezweigs beschränkt und ihr diejenige Richtung giebt, welche als die wahre von Jedermann erkannt werden muß, nämlich die Gebrechen des Spinnereiwesens aufzusuchen und solche durch geeignete Maßregeln mit der Wurzel auszurotten. Soll ein derartiger Verein seinem wichtigen Zweck und Beruf vollkommen entsprechen, so verlangt er nicht allein ein fest begründetes, obligatorisches Verhältniß der Mitglieder unter sich und die Unterstützung von Seite der Regierungen, sondern auch die Bildung eines ausreichenden Fonds theils zur Bestreitung der Ausgaben, ohne welche mehrere der oben im Context angedeuteten Maßregeln nicht durchgeführt werden können, theils zu Vorschüssen an unvermögendere Spinnereibesitzer. Er muß demnach gleichzeitig den Character eines Creditvereins annehmen. Demnächst ist es unerläßlich, daß er sich in mehrere Zweigvereine theile, um das Interesse aller Industriegenossen in den verschiedenen Zollverbandstaaten wahrnehmen und gleich kräftig fördern zu können. Endlich muß die innere Organisation und Geschäftsordnung desselben mit Fleiß und Umsicht geregelt seyn. — Man wird leicht begreifen, daß der von Vetter-Köchlin veranlaßte Verein diesem Vorbild keineswegs entspricht, folglich auch der Spinnerei-Industrie wenig Nutzen bringen wird. Ihm fehlt nicht nur das feste Band, sondern auch eine rationelle Organisation und sachgemäße Tendenz. Die Spinner haben mit sich selbst alle Hände voll zu thun, und würden thörig handeln, sich auch noch in andere Angelegenheiten, z. B. die der Weber, zu mengen. Endlich ist mit leeren, von hochtönender Phraseologie strotzenden Reden nichts ausgerichtet, wohl aber gelangt eine geräuschlose, zweckmäßig geregelte Thätigkeit gewiß immer zu dem gewünschten Ziel, wäre letzteres auch noch so weit gesteckt und noch so mühsam zu erringen.

Digitized by Google

und umsichtigen Männern vor uns schon vielfältig geschehen. Um so mehr muß es daher befremden, wenn die deutschen Spinnfabrikanten bisher verschmäht haben, ihn zu betreten und mit allem Ernst und Eifer anhaltend zu verfolgen; wenn sie vielmehr, anstatt ihre eigene Kraft zu versuchen und auf solche zu bauen, gleich dem Versinkenden, nach dem Strohhalm haschen, und ihr einziges Heil, ihre einzige Rettung in einer Schutzzollerhöhung zu finden wähnen, welche doch ihren Untergang nicht um eine Secunde länger aufzuhalten vermöchte, ja sogar, in Folge der daraus entspringenden nachtheiligen Rückwirkungen auf die Weberei, noch beschleunigen würde.

Dies nun giebt uns Veranlassung, dem eigentlichen Zweck vorliegender Abhandlung näher zu rücken und uns zu den Gründen zu wenden, aus welchen sich die von den Spinnern beantragte Erhöhung der im Vereinszolltarif auf ausländische Baumwollgarne gelegten Eingangszollsätze in jeder Beziehung als eine **verwerfliche** Maßregel darstellt.

Diese Gründe zerfallen theils in allgemeine, theils in besondere, je nachdem sie die Zollerhöhung überhaupt, oder die Modalität und das Quantitative derselben, so wie die verschiedenen Garngattungen betreffen.

Betrachten wir demnach den Gegenstand vorerst im Allgemeinen, so finden wir,

daß ein Schutzzoll auf Baumwollgarne, welchen Betrag er auch erreichen mag, **zwecklos, unpolitisch** in nationalökonomischer Hinsicht, und endlich auch **unnöthig** seyn würde.

Zwecklos nämlich erscheint die Maßregel in den Augen jedes Unbefangenen, weil durch dieselbe die ausländischen, namentlich englischen Twiste von unseren Vereinsgrenzen nicht im mindesten abgehalten werden würden. Denn die Weberei-Fabrikan-

Digitized by Google

ten und Fabrikverleger, ingleichen die Garnhändler, welche wiederum ihre Twiste in kleineren Mengen an einzelne Weber, Färber, Posamentiere u. s. w. verkaufen, beziehen ihren Garnbedarf auf vorgängige Bestellung vom ausländischen Spinner für eigene Rechnung und Gefahr. Darum ist nicht der ausländische Spinner, sondern der inländische Weber oder Händler der eigentliche Einbringer, und nicht jener, sondern dieser hätte in gedachter seiner Eigenschaft den Schutzzoll zu erlegen [19]). Unter diesen Verhältnissen kann es demnach z. B. dem englischen Spinner ganz gleichgültig seyn, ob der Vereinsunterthan für das von ihm erkaufte Garn beim Eingang 2 Thlr. — oder 20 Thlr. — pr. Ctnr. an Zoll bezahlen muß. Dieser wichtige Umstand ist von den Vertheidigern des fraglichen Schutzzolls aus aller Acht gelassen und dabei gänzlich übersehen worden, daß nicht ein einziger Fall aufzuweisen ist, in welchem ein englisches Fabrikhaus seine Twiste jemals für eigene Rechnung in das Vereinsgebiet gebracht und daselbst ein Lager zum feilen Verkauf gehalten hätte. Der vereinländische Weber muß schon jetzt den tarifmäßigen Eingangszoll an 2 resp. 8 Thlr. für seine Twiste aus der Tasche entrichten, folglich würde dies auch bei erhöhter Abgabe der Fall seyn, ohne daß er auch nur ein Loth weniger vom Auslande entnehmen könnte. Sein Bedarf steht fest, und der inländische Spinner vermag solchen weder quantitativ noch qualitativ [20]) zu befriedigen, folglich müßte der deutsche

[19]) Der deutsche Weber, Händler ꝛc. ist nicht nur Einbringer, sondern auch Eigenthümer der Twiste von dem Augenblicke an, wo sie für ihn verladen wurden. Die englischen Spinner befolgten früher sogar die Maxime, die Garne an den deutschen Käufer nicht eher abgehen zu lassen, als bis sie oder ihre Commissionäre die Rimessen dafür in den Händen hatten. Erst seit wenig Jahren haben sie sich bequemt, bekannten Häusern dreimonatlichen Credit zu bewilligen.

[20]) Was die quantitative Unzulänglichkeit der in den Zollvereinsstaaten gesponnenen Garnmasse für den Verbrauch der Weber, Strumpfwirker, Posa-

Digitized by Google

Weber u. ſ. w., ungeachtet des erhöheten Zollſatzes, dennoch fortwährend fremde Twiſte in der nämlichen Menge, wie vorher, beziehen. Was würde dann aber der Spinner unter dieſen Umſtänden aus der Zollerhöhung für Vortheile ziehen? Gewiß gar keine! Die Unzweckmäßigkeit der begehrten Maßregel liegt demnach ſonnenklar am Tage. Es muß um ſo mehr befremden, daß die Antragſteller eben ſo, wie die Vertheidiger derſelben dieſes Verhältniß nicht berückſichtiget haben, als ihnen doch einige der neueſten Erfahrungen in dieſer Beziehung ſehr nahe lagen. Wir meinen die Erſcheinungen, daß die franzöſiſchen Spinner, ungeachtet des Garneinfuhrverbots, und die öſterreichiſchen Spinner, ungeachtet des hohen Schutzzolles (15 Fl. — kr. Conv. pr. Entr. fremder Twiſte), nichts deſto weniger unter dem Druck der letzten Mißconjunctur, gleich den vereinländiſchen, ſeufzten, daß namentlich die öſterreichiſchen Spinn-Fabriken dieſen Druck in gleich hohem Grade,

---

mentire u. ſ. w. betrifft, ſo erhellt ſolche aus nachſtehender, auf amtlichen Notizen gegründeter Zuſammenſtellung:

	Jahre.	Rohe Baumwolle.	Baumwollene Garne. a. ungebleichtes, ein- und zweidrähtiges.	Baumwollene Garne. b. ungebleichtes, zwei- und mehrdrähtiges, gezwirntes, gebleichtes, gefärbtes.	Baumwollene Waaren.
		Entr.	Entr.	Entr.	Entr.
Eingang.	1836	248838	400473	10720	72744
	1837	304569	431962	10696	69695
	1838	284319	468561	11471	67726
	1839	250661	452874	12825	60907
	1840	407792	524555	11752	75753
	Summa	1496179	2278425	57464	346825
	Durchſchn.	299236	455685	11493	69365
Ausgang.	1836	35494	27942	11855	84322
	1837	35929	28162	16802	75193
	1838	49410	27382	20043	88001
	1839	45819	34898	26153	100766
	1840	72237	27702	22371	97768
	Summa	238889	146086	97224	446050
	Durchſchn.	47778	29217	19445	89210
Verbleiben durchſchnittlich		+ 251458	+ 426468	— 7952	— 19845

Digitized by Google

wie die unsrigen, empfinden mußten und noch empfinden, weil sie in technischer und betriebsökonomischer Hinsicht mit letzteren auf gleich niedriger Stufe stehen [21]). Den Spinnern jener Staaten haben demnach die Einfuhrverbote und beziehentlich hohen Schutzzölle nicht das Mindeste geholfen. Gerade so würde es auch unseren Spinnern ergehen, folglich würden deren sanguinische Erwartungen von der verlangten Erhöhung der Baumwollgarnzölle unerfüllt bleiben. Kann und wird unter solchen Umständen die fragliche Maßregel den Absatz der vereinländischen Garne nicht vermehren, also auch zur Erweiterung und Ausbreitung des in Rede stehenden Fabrikzweiges ganz und gar *nichts beitragen*, so ist sie noch viel weniger geeignet, die Qualität unserer Maschinen und der auf solchen gesponnenen Twiste, ingleichen die Oekonomie des Betriebes zu verbessern, im Gegentheil: je höher der Schutzzoll, desto größer die Gefahr für die Industriellen, allmälig in völlige Indolenz zu verfallen. Nur Rivalität erhält den ächten industriellen Geist. Wäre letzterer Eigenthum unserer Spin-

---

Die Spinner der Vereinsstaaten liefern daher aus der Wolle nach 15 % Abgang ohngefähr 213739 Centner Garne, während die Weberei ꝛc. 426468 — 7932 + 213739 = 632055 Centner im Durchschnitt jährlich bedarf. Die letzte Spalte vorstehender Uebersicht werden wir weiter unten benutzen. —

Rücksichtlich der Qualität des vereinländischen Garns ist schon oben bemerkt worden, daß dasselbe an Gleichheit, Glätte, Feinheit und Festigkeit dem englischen weit nachsteht, höchstens nur bei der Strumpfwaaren-Fabrikation Verwendung findet, von der Weberei aber über Nr. 60 hinaus gar nicht und in niedrigeren Nummern nur bei gröberen Waarengattungen als Einschuß, in der Regel nie als Kette gebraucht werden kann.

[21]) In die Districte der österreichischen Monarchie, wo die Baumwollweberei einheimisch ist, gehen ungeachtet des hohen Schutzzolles verhältnißmäßig eben so viel englische und schweizerische Garne, als in die Zollvereinsstaaten.

Der Schutzzoll bringt daher der österreichischen Spinnerei keinen Nutzen, hindert aber die dortige Weberei, sich emporzuschwingen. Nur in denjenigen Grenzdistricten steht sie etwas im Flor, wo dem Weber Gelegenheit zu einer Schmuggelprämie durch Umgehung des hohen Grenzzolles geboten ist.

Digitized by Google

ner, so müßten sie durch die Concurrenz Englands schon längst zu weiteren gewerblichen Fortschritten angespornt worden seyn, um sich nicht überflügeln zu lassen. Man blicke nur auf die österreichischen Spinnereien hin! Die Fabrikate derselben sind um keinen Gran besser, als die vereinländischen, und dennoch stehen sie unter der Aegide eines sehr hohen Schutzzolles [22]). Dagegen betrachte man die schweizerischen Twiste, welche den englischen wenig nachgeben und nichts desto weniger ohne allen anderen Schutz dastehen, als denjenigen, den ein Fabrikat, welchen Namen es auch tragen mag, unter allen Verhältnissen in seiner eigenen Vorzüglichkeit finden wird und muß. Fast möchte man glauben, daß schon der gegenwärtige Vereinszolltarif die Eingangssätze auf Baumwollgarn zu hoch gegriffen und somit die industriellen Fortschritte unserer Spinner gehemmt habe, zumal wenn man berücksichtigt, daß die vereinländische Spinnerei in der That keinen Mangel an Absatz leidet, daß sich folglich der niedrige Gewinn, den sie bei letzterem macht, nur aus dem Mißverhältniß der Production zu dem Aufwand an Zeit und Arbeitskräften, und aus der schlechten Qualität der Producte selbst erklärt, keineswegs aber auf Rechnung eines zu geringen Schutzzolls gebracht werden darf. Demnach würde eine Erhöhung des letzteren ohne alle nationale Tendenz und in eben erwähnter Beziehung nicht minder zwecklos erscheinen, als in der vorher angedeuteten. Man möge doch nie

---

[22]) Oesterreich hatte früherhin die ausländischen Twiste sogar außer Handel gesetzt, d. h. deren Eingang verboten, lernte aber sehr bald das Gefahrvolle hiervon, sowohl in finanzieller als gewerblicher Hinsicht erkennen. Die Weberei konnte aus dem schlechten inländischen Gespinnst keine gute Waare zu Stande bringen, verlor deshalb an Credit und Absatz und ging rückwärts. Sie fing zwar an, sich fremde Garne durch Schmuggelei um jeden Preis zu verschaffen, konnte aber unter diesen drückenden Verhältnissen, die durch den hohen, an die Stelle des Verbots späterhin getretenen Eingangszoll um nichts gebessert wurden, seitdem nicht wieder in Flor kommen. Die österreichische Regierung soll daher auf Herabsetzung der Garnzölle bedacht seyn.

Digitized by Google

vergessen, daß sich gerade diejenige Periode, in welcher unsere Spinnereien den höchstmöglichen Schutz gegen die englischen genossen, — die Zeit des Continentalsystems — durch Production der schlechtesten Twiste ausgezeichnet hat!

Ergiebt sich ferner das Unpolitische einer Zollerhöhung auf Baumwollgarne zum Theil schon aus dem Vorhergehenden, so tritt dasselbe nur noch greller hervor, wenn man berücksichtigt, daß man dadurch gegen eine der ersten Regeln der Staatswirthschaftslehre in Bezug auf Besteuerungs- und Gewerbspolitik verstoßen würde. Diese Regel ist: daß Urproducte und Halbfabrikate, deren ein Staat nothwendig bedarf, die er aber in der erforderlichen Menge und Güte selbst zu erzeugen nicht vermag, entweder gar nicht oder doch nur möglichst niedrig besteuert werden dürfen! Man würde ferner dem weit älteren, einheimischeren, umfassenderen und fester begründeten Industriezweig der vereinländischen Baumwollwaaren-Manufactur mit allen ihren verschiedenen Abstufungen dadurch eine Wunde schlagen, welche unheilbar und der Existenz dieses Industriezweigs gefährlich zu werden droht. Die überwiegende Wichtigkeit des letzteren, gegenüber der Spinnerei, ist notorisch und muß deshalb auch von den Spinnern anerkannt werden. Abgesehen von ihrem höheren Alter und ihrer vollständigen Naturalisation in den Vereinsstaaten bieten die verschiedenen, dahin gehörenden Gewerbe, als Handweberei, Druckerei, Strumpfwirkerei, Färberei u. s. w. einer weit größeren Anzahl von Menschen den nöthigen Lebensunterhalt dar [22]). Alle diese Zweige der vereinländischen Baumwollwaaren-Manufactur

[22]) Während die Baumwollspinnerei, alles in allem gerechnet, höchstens 50000 Menschen in den Vereinsstaaten ernährt, kann man die Anzahl derer, die ihren Unterhalt bei sämmtlichen übrigen Branchen der Baumwollwaaren-Manufactur finden, auf mindestens 1,500000 Köpfe veranschlagen.

Digitized by Google

haben in diesem Augenblick eine so hohe Stufe der Vollkommenheit erreicht, daß sie mit ihren Fabrikaten selbst auf dem ausländischen Markt fremde Concurrenz auszuhalten vermögen. Fassen wir aber zunächst die wichtigste Branche — die Handweberei — ins Auge[24]), so ist sie gerade diejenige, welche von einer Zollerhöhung auf Twiste am härtesten getroffen werden müßte. Denn

1) sie kann der ausländischen, namentlich der englischen Twiste nicht entbehren, weil — wie von uns schon oben mehrmals angedeutet worden ist — aus vereinländischen Garnen feine, gute Gewebe nicht herzustellen sind. Twiste der letzteren Art benehmen dem Gewebe gutes Aussehen, Haltbarkeit und demnach auch die Preiswürdigkeit, Dinge, welche allein im Stande sind, unsere Handweber gegen die Rivalität Englands, Frankreichs und der Schweiz aufrecht zu erhalten, und deren Verlust durch keinen Schutzzoll, selbst nicht durch Einfuhrverbote ersetzt werden könnte. Ein weiterer, sie unfehlbar treffender Nachtheil würde sich ferner herausstellen
2) durch den Zeitverlust, welcher stets mit der Verarbeitung vereinländischer Twiste im Verhältniß zu der von englischen Garnen unausbleiblich verknüpft ist. Denn die Unhaltbarkeit der ersteren, ihre Ungleichheiten und das unaufhörliche Reißen ihres Fadens bei der Verarbeitung erfordern eine viel aufhältlichere Behandlung derselben vom Anfang bis ans Ende, als die englischen Twiste. Hieraus aber
3) entspränge für die armen, ohnehin schon hart gedrückten Lohnweber eine indirecte Abminderung ihres kärglichen Verdienstes, wodurch die Lage dieser Classe von gewerbfleißigen

[24]) Die Handweberei ist und bleibt immer ungleich wichtiger, als die Maschinen-Weberei. Letztere ist kostspieliger in der Anlage und Unterhaltung und nur auf glatte Waare beschränkt, während Erstere weit mehr Menschen beschäftigt und ausschließend befähigt ist, künstliche Dessins bei ihren Geweben auszuführen.

Digitized by Google

vergessen, daß sich gerade diejenige Periode, in welcher unsere Spinnereien den höchstmöglichen Schutz gegen die englischen genossen, — die Zeit des Continentalsystems — durch Production der schlechtesten Twiste ausgezeichnet hat!

Ergiebt sich ferner das Unpolitische einer Zollerhöhung auf Baumwollgarne zum Theil schon aus dem Vorhergehenden, so tritt dasselbe nur noch greller hervor, wenn man berücksichtigt, daß man dadurch gegen eine der ersten Regeln der Staatswirthschaftslehre in Bezug auf Besteuerungs- und Gewerbspolitik verstoßen würde. Diese Regel ist: daß Urproducte und Halbfabrikate, deren ein Staat nothwendig bedarf, die er aber in der erforderlichen Menge und Güte selbst zu erzeugen nicht vermag, entweder gar nicht oder doch nur möglichst niedrig besteuert werden dürfen! Man würde ferner dem weit älteren, einheimischeren, umfassenderen und fester begründeten Industriezweig der vereinländischen Baumwollwaaren-Manufactur mit allen ihren verschiedenen Abstufungen dadurch eine Wunde schlagen, welche unheilbar und der Existenz dieses Industriezweigs gefährlich zu werden droht. Die überwiegende Wichtigkeit des letzteren, gegenüber der Spinnerei, ist notorisch und muß deshalb auch von den Spinnern anerkannt werden. Abgesehen von ihrem höheren Alter und ihrer vollständigen Naturalisation in den Vereinsstaaten bieten die verschiedenen, dahin gehörenden Gewerbe, als Handweberei, Druckerei, Strumpfwirkerei, Färberei u. s. w. einer weit größeren Anzahl von Menschen den nöthigen Lebensunterhalt dar [23]). Alle diese Zweige der vereinländischen Baumwollwaaren-Manufactur

[23]) Während die Baumwollspinnerei, alles in allem gerechnet, höchstens 50000 Menschen in den Vereinsstaaten ernährt, kann man die Anzahl derer, die ihren Unterhalt bei sämmtlichen übrigen Branchen der Baumwollwaaren-Manufactur finden, auf mindestens 1,500000 Köpfe veranschlagen.

Digitized by Google

haben in diesem Augenblick eine so hohe Stufe der Vollkommenheit erreicht, daß sie mit ihren Fabrikaten selbst auf dem ausländischen Markt fremde Concurrenz auszuhalten vermögen. Fassen wir aber zunächst die wichtigste Branche — die Handweberei — ins Auge[24]), so ist sie gerade diejenige, welche von einer Zollerhöhung auf Twiste am härtesten getroffen werden müßte. Denn

1) sie kann der ausländischen, namentlich der englischen Twiste nicht entbehren, weil — wie von uns schon oben mehrmals angedeutet worden ist — aus vereinländischen Garnen feine, gute Gewebe nicht herzustellen sind. Twiste der letzteren Art benehmen dem Gewebe gutes Aussehen, Haltbarkeit und demnach auch die Preiswürdigkeit, Dinge, welche allein im Stande sind, unsere Handweber gegen die Rivalität Englands, Frankreichs und der Schweiz aufrecht zu erhalten, und deren Verlust durch keinen Schutzzoll, selbst nicht durch Einfuhrverbote ersetzt werden könnte. Ein weiterer, sie unfehlbar treffender Nachtheil würde sich ferner herausstellen
2) durch den Zeitverlust, welcher stets mit der Verarbeitung vereinländischer Twiste im Verhältniß zu der von englischen Garnen unausbleiblich verknüpft ist. Denn die Unhaltbarkeit der ersteren, ihre Ungleichheiten und das unaufhörliche Reißen ihres Fadens bei der Verarbeitung erfordern eine viel aufhältlichere Behandlung derselben vom Anfang bis ans Ende, als die englischen Twiste. Hieraus aber
3) entspränge für die armen, ohnehin schon hart gedrückten Lohnweber eine indirecte Abminderung ihres kärglichen Verdienstes, wodurch die Lage dieser Classe von gewerbfleißigen

[24]) Die Handweberei ist und bleibt immer ungleich wichtiger, als die Maschinen-Weberei. Letztere ist kostspieliger in der Anlage und Unterhaltung und nur auf glatte Waare beschränkt, während Erstere weit mehr Menschen beschäftigt und ausschließend befähigt ist, künstliche Dessins bei ihren Geweben auszuführen.

Digitized by Google

Staatsbürgern, so wie diejenige der Fabrikverleger so sehr verschlimmert werden müßte, daß man für den Nationalwohlstand und andere Staatsinteressen, bei dem beträchtlichen, gegen 20,000000 Thlr. betragenden Weberlohn und bei der verhältnißmäßig großen Anzahl der von der Weberei sich nährenden Familien, wohlgegründete Besorgnisse hegen könnte. Demnächst

4) würde endlich dem vereinländischen Weber nicht allein der Bezug des fremden Garns vertheuert, sondern auch der Einkauf inländischer Twiste insofern erschwert werden, als sich deren Preis unter jenem Zollschutz zu einer, im Hinblick auf ihre schlechte Qualität, unverdienten Höhe schwingen dürfte.

Man hat dies gefühlt und daher nicht allein bezüglich der rohen Gewebe, sondern auch überhaupt für alle baumwollene Ganzfabrikate, nur mit Ausschluß der gemischten, einen Rückzoll von 2 Thlr. pr. Centner beim Ausgange vorgeschlagen. Abgesehen jedoch von der practischen Unausführbarkeit eines solchen Rückzolles sowohl in finanzieller, als auch in administrativer Hinsicht — ein Gegenstand, auf welchen wir weiter unten zurückkommen werden — so geht aus Nachstehendem auch das *völlig Unzulängliche* einer solchen Entschädigungs-Modalität bis zur Evidenz hervor.

Laut der bereits oben in der Anmerkung litt. 20 gegebenen Uebersicht werden schon jetzt in den Vereinslanden durchschnitts jährlich 426468 Centner ausländischer Baumwolltwiste à 2 Thlr. Eingangszoll verarbeitet. Bleiben wir vorerst hierbei stehen und lassen wir die dem Zoll von 8 Thlrn. pr. Centner unterworfenen Garne unberücksichtigt — obschon die dort als eingehend aufgeführten Twiste dieser Kategorie mit 11493 Centner ebenfalls in Aufrechnung gebracht werden könnten, weil die ausgeführten 19445 Centner größtentheils inländische Gespinste sind — so trägt

Digitized by Google

doch schon die vereinländische Baumwollmanufactur 852936 Thlr. und dafern die in Rede stehende Abgabenerhöhung zur Ausführung käme, sogar 1,705872 Thlr. Eingangszoll. Hören wir nun, was ihr dafür durch den Rückzoll vergütet werden soll! Nach der bereits erwähnten Uebersicht sind 89210 Cntr. baumwollene Waaren ins Ausland geführt worden. Angenommen, diese 89210 Cntr. hätten aus lauter inländischen, rein baumwollenen Fabrikaten bestanden, so würde der gesammte Rückzoll im Durchschnitt dennoch nicht mehr, als 178420 Thlr. betragen, folglich der Baumwollmanufactur immer noch die hohe Summe von 1,527452 Thlr. an Garnzoll zur Last fallen, und von ihr gegen jetzt ein Mehrbetrag von mindestens 674516 Thlr. künftig zu entrichten seyn. Hierzu tritt noch der Umstand, daß sich auch die vereinländischen Twiste um den Betrag der Zollerhöhung oder noch mehr vertheuern würden, daß folglich die Baumwoll-Manufacturisten für die 213739 Cntr. dieser Garne (S. ob. Anmerk. 20) ebenfalls 427478 Thlr jährlich mehr bezahlen müßten [25]), so daß die ihnen aufgenöthigte Mehrausgabe für das bedürfende Material überhaupt 1,101994 Thlr. betragen würde. Soll nun der vereinländische Weber — denn diesen trifft diese Mehrausgabe zunächst und am stärksten — letztere mit seinem ohnehin kärglichen Verdienst bestreiten und über sich ergehen lassen, oder soll er sie auf den Preis der Waare schlagen? Ersteres kann er nicht, ohne sich mit seiner Familie der Gefahr des Verhungerns auszusetzen, und letzteres gefährdet seine Existenz in nicht geringerem Grade, weil er dadurch den Absatz seiner Fabrikate erschwert oder ganz vernichtet; und dennoch bliebe ihm keine andere Wahl! Durch die Beschlußnahme einer Garn-

[25]) Diese Mehrausgabe würde größtentheils die Strumpfwaaren-Manufactur treffen, welche die vereinländischen Garne vorzugsweise verarbeitet, während letztere von der Weberei höchstens zum Schuß für ordinäre Gewebe benutzt werden können.

Digitized by Google

zollerhöhung ist demnach die allmälige Verdrängung der vereinländischen Baumwollwaaren durch die wohlfeileren und dennoch in der Qualität gleichstehenden, fremden Manufacte dieser Kategorie sowohl vom ausländischen, als vom inländischen Markt gleichzeitig mit unterschrieben, ohne diesen traurigen Erfolg einer halben Maßregel durch eine andere — die unvollständige Zollrestitution — auch nur im Geringsten aufhalten oder ganz abwenden zu können [26]).

---

[26]) Wollte man die Baumwollwaaren-Manufactur vollständig entschädigen, und alle nachtheilige Wirkungen einer Garnzollerhöhung *neutralisiren*, so müßte man nicht nur das ganze Surplus dieses Zolles mit 852936 Thaler durchschnittlich restituiren, und folglich die Vergütung auf alle verbleibende oder ausgehende, reine oder gemischte Baumwollgewebe ausdehnen, sondern auch sogar diesen Industriezweig auf irgend eine Weise gegen etwaige Preiserhöhungen bei inländischen Twisten sicher stellen. Der gesunde Menschenverstand lehrt aber schon, daß es weit klüger gehandelt seyn würde, die ganze Maßregel der Zollerhöhung solchenfalls zu unterlassen. Denn es wäre kaum zu entschuldigen, von Jemandem eine Abgabe zu erheben, um ihm solche demnächst voll und unverkürzt wieder zurückzahlen zu lassen. Die Sicherstellung wider Erhöhung der inländischen Garnpreise ferner liegt in der Unmöglichkeit oder ist wenigstens ohne finanzielle und gewerbliche Gefahren nicht auszuführen, folglich würden die Baumwoll-Manufacturen unter allen Umständen im Verlust bleiben.

Man hört nicht selten sagen, daß eine Preiserhöhung von 2 bis 3, ja sogar 8 Thalern auf den Centner Waare deren Absatz in keiner Weise beeinträchtigen könne, weil sich diese Erhöhung auf das Pfund, die Elle, das Stück, Dutzend u. s. w. mit einer Kleinigkeit vertheile, die dem Käufer fast unmerklich erscheine und ihn wenigstens nicht abschrecken werde. Wie aber diese Ansicht schon rücksichtlich des Detailhandels nicht allgemein für richtig anerkannt werden darf, so ist dieselbe in Bezug auf den Großhandel unbedingt falsch und verwerflich. Hier nämlich, wo es sich in jedem einzelnen Falle um bedeutendere Waarenmassen handelt, wo der Centner die Einheit des Maaßstabes für das Object bildet, tritt jene Preisdifferenz stärker hervor, und übt einen um so mächtigeren Einfluß auf das Geschäft, je größer die Concurrenz bezüglich der in Rede stehenden Artikel ist. Diese Concurrenz nun zeigt sich gerade in Baumwollenwaaren überall in hohem Grade, namentlich sind es die eben so guten, als verhältnißmäßig wohlfeilen Erzeugnisse der brittischen Industrie, denen

Digitized by Google

Unpolitisch endlich würde es sein, einen, wie wir gesehen haben, in so vielfacher Hinsicht sehr bedenklichen und sogar zwecklosen Schritt zu thun, während sich die mit ihm verknüpfte Absicht weit sicherer, einfacher und vollständiger auf der einen, so wie ganz gefahrlos für die Baumwollwaaren-Industrie auf der andern Seite errreichen läßt, dafern nur unsere Spinner dabei die Hände nicht in den Schooß legen und nicht alles von unseren hohen Regierungen allein erwarten, vielmehr an gründlicher Reform ihres bisherigen Fabrikationsbetriebes mit Ernst

---

unsere gleichnamigen Artikel auf den fremden und inländischen Plätzen begegnen. Hier aber entscheidet neben der Qualität der Waare vorzugsweise der Preis derselben über das Schicksal des Verkäufers. Es bedarf daher in der That keines großen Scharfsinnes, um einzusehen, daß unsere Manufacturisten, unter den von uns oben dargelegten Umständen, durch die Engländer, Schweizer und Franzosen zuvörderst von den Großmärkten des Auslandes völlig verdrängt werden würden, wäre auch die Differenz, um welche letztere ihre Waaren billiger verkaufen könnten, noch so gering. Ist aber dem Ausländer einmal dieser Sieg über die vereinländische Baumwollwaaren-Industrie gelungen, so steht für letztere eine gleiche Niederlage bezüglich der inländischen Großmärkte um so mehr zu befürchten, als nicht allein schon jenes erste Mißgeschick auf den Wohlstand der Manufacturisten erschütternd zurückgewirkt haben würde, und als, ungeachtet eines Schutzzolles von 20 bis 60 Prozent, schon jetzt eine bedeutende Masse (69365 Centner im Durchschnitt jährlich) fremder Baumwollenwaaren zum Verbleiben im Lande eingeht. In glatten Waaren (Shirtings) arbeitet die englische Maschinenweberei ohnehin schon um 17½ ℔ wohlfeiler, als unsere Handweberei, das Material ungerechnet. Gesetzt aber, es gelänge der vereinländischen Baumwoll-Manufactur, sich auch bei erhöheten Waarenpreisen gegen fremde Concurrenz auf inländischen Märkten zu behaupten, so wäre es doch kaum zu rechtfertigen, die Consumenten — denn diese wären es, welche am Ende die erhöheten Garnzölle den Manufacturisten mittelbar durch die Waarenpreise vergüten müßten — für die industrielle Incapacität, welche, leider! von dem größten Theil unserer Spinner an den Tag gelegt worden ist, zu züchtigen. Wie viel von den inländischen Consumenten auf diese Weise indirect bezahlt werden müßte, ergiebt sich aus folgender Berechnung.

Laut Anmerkung litt. 20 werden im Vereinsgebiet in einem Jahre durchschnittlich verarbeitet:

Digitized by Google

und Ausdauer gleichzeitig arbeiten wollten. Wir haben in dieser Beziehung bereits oben einige Andeutungen geliefert und setzen hier noch hinzu, daß die schon von mehreren Seiten angeregte und empfohlene Spindelprämie, dafern solche nur mit Vorsicht, insbesondere nur da verliehen wird, wo in der That eine wahre Vervollkommnung der Maschinerie und des Betriebes entweder allein, oder gleichzeitig in Verbindung mit Geschäftserweiterung stattgefunden hat, sehr viel zur Aufmunterung der Spinner beitragen würde.

Endlich ist auch die Maßregel einer Garnzoll-Erhöhung unnöthig, nicht allein weil sich der Zweck derselben — wie wir so eben erwähnten — auf andere Weise erreichen läßt, sondern auch aus folgenden Gründen. Unsern Spinnern fehlt es keineswegs an Absatz ihrer Twiste. Schon die Strumpfwaaren-Manufactur verarbeitet den größten Theil des vereinländischen Garnerzeugnisses, einen Theil consumiren die Weberei (zu groben Artikeln) und die Posamenten-Manufactur, und der Rest (ca. 20000 Cntr.)

251458 Cntr. Baumwolle, diese geben nach 15 ℔ Abgang = 213739 Cntr. Garn.
Hierzu ausländ. Baumwollgespinnste, a. zu 2 Thlr. Zoll = 455685 - -
b. zu 8 - - = 11493 - -
Sa. = 680917 Cntr. Garn.

Hiervon werden als Garn ausgeführt:
zu a. 29217 Centner
zu b. 19445 -
48662 Centner = 48662 - -
bleiben zur Verarbeitung im Lande = 632255 Cntr. Garn.
welche mit 2 ℔ Abgang verarbeitet werden zu .... = 619610 Ctr. Waare.
Hiervon ins Ausland geführt ..... = 89210 - -
verbleiben zum Consumo in den Vereinsstaaten ... = 530400 Ctr. Waare.

Wenn nun der Centner im Großhandel schon um 2 Thlr. theurer als jetzt bezahlt werden müßte, so macht dies: 1,060800 Thlr., folglich kann man im Detailhandel, ohne sich weit von der Wahrheit zu entfernen, mindestens 2,000000 Thlr. mit ziemlicher Sicherheit annehmen.

Digitized by Google

gehet ins Ausland. Hiernächst stehen die ausländischen, namentlich englischen Twiste innerhalb des Vereinsgebietes in einem verhältnißmäßig höheren Preise, als die vereinländischen. Es liegt demnach auf der Hand, daß z. B. die englische Spinnerei keineswegs durch die Menge und Wohlfeilheit ihrer Erzeugnisse auf die vereinländische Garnfabrikation drückt. Nur in diesem Falle allein ließe sich allenfalls eine Zollerhöhung vertheidigen, vorausgesetzt, daß dabei alle übrigen, von uns angedeuteten Rücksichten nicht zu nehmen wären. Wir haben aber bereits oben nachgewiesen, daß die mißliche Lage unserer meisten Spinnerei-Etablissements aus der schlechten Beschaffenheit der Maschinerie und des ökonomischen Fabrikbetriebes, folglich aus der durch unverhältnißmäßig hohen Aufwand an Arbeitskräften, Zeit und Fabrikationskosten herbeigeführten Schmälerung des Verdienstes und reinen Gewinnstes entsprungen ist. Man kann diesen factischen Umstand nicht oft genug wiederholen und ins Gedächtniß zurückrufen, um die Angehörigen des in Rede stehenden Industriezweigs auf den rechten Punkt hinzuleiten, wo sie ihre Reformen zu beginnen haben, und um ihnen begreiflich zu machen, daß sie hierzu eines höheren Schutzzolles keineswegs bedürfen. Zum Beleg dieses wahren Satzes weisen wir auf die Spinnereien in Ettlingen, Kaufbeuern [27]), im Schwarzwald, und auf mehrere in der Umgegend von Chemnitz hin, welche, dies beherzigend, ihren Gewerbsgenossen in obiger Beziehung schon um Vieles vorangeeilt sind, und sich auch ohne Schutzzoll von 4 Thlr. pr. Entr. in besserer Lage befinden. Wenn dieselben dessenungeachtet in die Klagen und

[27]) Die dortige Spinnerei liefert sogar einen großen Theil ihrer Twiste an die Rothfärber in Elberfeld, welche bis dahin fast ausschließend nur englische Garne brauchen konnten, also Beweises genug, daß es den Anstrengungen, der Umsicht und dem guten Willen auch der vereinländischen Spinner möglich ist, den Engländern den Rang abzulaufen, ohne daß es nöthig wäre, den Garnzoll zu steigern.

Digitized by Google

Anträge ihrer Collegen mit eingestimmt haben, so bedarf es keines großen Scharfsinnes, die Motive zu errathen, welche nichts weniger, als geeignet seyn dürften, die Nothwendigkeit der verlangten Zollerhöhung zu rechtfertigen.

Prüfen wir die, mit dem Antrag auf Zollerhöhung für fremde Twiste zur Beruhigung und Beschwichtigung der mit Recht befürchteten Reclamationen der Baumwollwaaren-Manufacturisten gleichzeitig in Verfall gebrachte, Rückvergütung auf ausgeführte, reinbaumwollene Waaren genauer, so müssen wir vorerst auf die völlige Unzulänglichkeit dieser Maßregel kommen. Die Unzulänglichkeit derselben in pecuniärer Hinsicht ist von uns weiter oben bereits angeführt, und durch Zahlen nachgewiesen worden. Sie tritt aber auch rücksichtlich des dieser Bonification zugedachten Umfanges hervor, vermöge dessen sich letztere nur auf reinbaumwollene Fabricate beschränken soll. Hiernach blieben also alle gemischten Waaren selbst dann hiervon ausgeschlossen, wenn auch das Material des baumwollenen Garnes das vorherrschende wäre. Nun dürfte man sich wenig von der Wahrheit entfernen, wenn man die Masse der in den Vereinsstaaten jährlich gefertigten, mit Seide, Leinen oder Wolle gemischten Baumwollfabricate auf ein Drittheil des Ganzen, also auf c/a 200,000 Ctr. mindestens veranschlagt und annimmt, daß hier $\frac{3}{4}$ baumwollenes Garn und $\frac{1}{4}$ andere Materialien verarbeitet worden sind, wobei die seidenen, leinenen und wollenen mit Baumwolle gemischten Waaren ganz außer Berechnung bleiben sollen. Aus welchem Grunde will man nun diese Art von Baumwollwaaren von der Bonification ausschließen und dem Manufacturist zumuthen, daß er solche mit der, für ihn hieraus entspringenden höheren Spesenlast von beiläufig 70,000 Thlrn. auf den ausländischen Markt bringen und dort Concurrenz halten soll?! Ist der Grund etwa ein finanzieller und administrativer, so würde er in gleich hohem Grade auch bei den reinbaumwollenen Artikeln — wie wir sogleich näher erwäh-

Digitized by Google

nen wollen — vorwalten und consequenterweise auch bei diesen geltend gemacht, folglich die ganze Maßregel der Bonification unterlassen werden müssen. — Zeigt sich daher die Unzulänglichkeit der letzteren auch in dieser Beziehung klar, so tritt sie endlich noch insofern hervor, als durch dieselbe dem vereinländischen Manufacturist der Zinsenverlust an dem Verlag des erhöheten Eingangszolles in keinem Falle vergütet wird. Dieser Verlust, welcher schon bei dem dermaligen Eingangszoll im ganzen Vereinsgebiet mit 50,000 Thlr. veranschlagt werden kann, würde dann in Folge der Zollerhöhung mindestens auf die Summe von 100,000 Thlr. gesteigert werden. Erwägt man, daß die fremden Garne nicht sofort verarbeitet und die daraus gefertigten Waaren nicht sofort verkauft, ja zuweilen über das Jahr auf dem Lager behalten werden, so dürfte obige Schätzung keineswegs übertrieben erscheinen.

Abgesehen von diesen, den Manufacturist unmittelbar treffenden Mängeln und Nachtheilen des fraglichen Rückzolles, so kann auch derselbe aus administrativen und finanziellen Gründen nicht empfohlen werden. Schon der Umstand, daß die Identität der verzollten fremden Garne auf ihrem Wege der Verarbeitung durch die Färber, Weber, Drucker, Strumpfwirker, Posamentiere u. s. w. unmöglich festgehalten werden kann, hat zu der anomalen Idee geführt, die Bonification auf alle reinbaumwollene, ausgehende Waaren ohne Unterschied, folglich auch auf die aus inländischen Twisten gefertigten zu erstrecken, und solchergestalt auch da Eingangszölle zu restituiren oder — was das Nämliche bedeutet — eine der Erhöhung des Garnzolles gleichkommende Ausfuhrprämie zu gewähren, wo eine Zollentrichtung für das Material vorhin gar nicht stattgefunden hatte. Daß auf diese Weise der Zweck dieser Bonification, nämlich denjenigen, welcher zum Betrieb seines Gewerbes der ausländischen Baumwollentwiste unabweislich bedarf, für die höhere Zollabgabe zu entschädigen, gänzlich verfehlt werden müsse, liegt auf der Hand. Viele Manufacturisten, namentlich

Digitized by Google

Strumpfwirker, würden da augenscheinlich eine Vergütung für Etwas erhalten, was der Weber bezahlt hatte u. s. w., und dies kann doch mit den Grundsätzen einer rationellen Verwaltung eben so wenig vereinbar sein, als es mit denen der Gerechtigkeit und Billigkeit harmonirt. — Nicht minder störend greifen andere, aus einer so zweckwidrigen Maßregel nothwendig entspringende Folgen in das bisherige Zollverwaltungssystem ein. Dahin gehören z. B. die strenge, den freien Verkehr sehr beeinträchtigende Controle, welche auf die Ausfuhr aller Baumwollenfabricate angewendet werden müßte, um sich nicht allein von der bonificationsfähigen Qualität der Waare, sondern auch von deren Quantität und dem wirklichen Austritt über die Grenze Ueberzeugung zu verschaffen. Alles dieses würde die sorgfältigste, specielle Revision der Waaren, vor ihrer Verpackung, aufmerksamste Ueberwachung der letzteren selbst, Colloverschluß, Abfertigung bei den Grenzämtern und alle hiermit im Zusammenhang stehenden Vorschriften, Verbindlichkeiten u. s. w. nothwendig machen, und eine drückende Last nicht nur für den Staat, sondern auch für den industriellen und mercantilen Verkehr herbeiführen. Denn während ersterer dadurch genöthigt würde, die Zahl seiner Beamten zu vermehren, stets ansehnliche Summen Geldes zu Bestreitung der Bonificationen in Bereitschaft zu halten, und die betroffenen Ausgangsstationen oder Binnenämter damit zu versehen, würden sich die Exportanten unter den unvermeidlichen, amtlichen Formen, den damit verknüpften Zeitverlusten und der nicht seltenen Penibilität der Unterbeamten außerordentlich gedrückt fühlen[26]). Hierzu

[26]) Dieser Druck dürfte aber für die Baumwollwaarenmanufactur um so empfindlicher seyn und um so größere Unzufriedenheit hervorrufen, als die ganze Maßregel nicht etwa um ihretwillen und zu ihrem wahren oder vermeintlichen Nutzen, sondern lediglich im Interesse der Spinnerei und zum offenbaren Nachtheil der Weberei ꝛc. genommen worden und überdies noch eine unvollständige und zwecklose in jeder Beziehung ist.

Digitized by Google

treten noch die, dann erforderlich werdenden, schwierigen Verwaltungsmaßregeln in Ansehung der auf inländischen Meßplätzen an Ausländer verkauften oder von ausländischen Meßplätzen unverkauft retour- oder auf andere inländische Plätze über ganz andere Eingangsstationen gehenden Baumwollenwaaren. Endlich hat die Erfahrung zur Genüge gelehrt, daß ungeachtet der vorsichtigsten und vollständigsten Controlevorschriften — soweit nur solche dem menschlichen Scharfsinn immer möglich sind — und ungeachtet der pflichtgetreuesten und strengsten Handhabung derselben von Seite der Regiebeamten, dennoch die gröbsten Mißbräuche solcher Bonificationen nicht zu verhindern sind, folglich auch im vorliegenden Falle sich einschleichen würden, namentlich wenn — was sich nicht selten zutragen dürfte — Gelegenheiten sich darbieten und benützt werden, wo die Wachsamkeit der Beamten hintergangen oder vermieden werden kann. Insbesondere würden unredliche Beipackungen und Re-importationen nicht ohne Grund zu befürchten sein [29]).

Das gegen die fragliche Bonification sprechende finanzielle Bedenken ergiebt sich zum Theil schon aus Vorstehendem, tritt jedoch noch schärfer in dem Umstande hervor, daß die Ausfuhrprämie nach Maßgabe des Projects auch auf solche Baumwollenwaaren gewährt werden müßte, welche lediglich aus inländischen Twisten gefertigt sind.

Unter diesen Umständen ist daher kaum zu fürchten, daß die hohen Vereinsregierungen bei nochmaliger genauer Erwägung und Berathung dieser für die vereinländische Baumwollenmanufactur so außerordentlich wichtigen Angelegenheit — sie ist in der That für

---

[29]) Obige Befürchtungen sind keineswegs übertrieben, vielmehr beruhen sie auf Erfahrungen, die anderwärts bei dergleichen Maßregeln gemacht wurden. Welcher unberechenbare Schade hieraus nicht allein für die Finanzen, sondern auch für den gewissenhaften, redlichen Gewerbtreibenden entspringen müsse, kann sich jedermann selbst sagen.

Digitized by Google

sie eine Lebensfrage — auf die Anträge der Spinner eingehen werden.

Wir haben bisher vorzugsweise das ungebleichte, einfädrähtige Baumwollgarn, für welches die Spinner eine Zollerhöhung bis auf 4 Thlr. pr. Ctr. verlangen, im Auge gehabt. Insofern nun aber auch dieselben eine Erhöhung des Zolles auf ungebleichtes, zweidrähtiges Garn bis zu 8 Thlr. und auf geschlichtete Zettel (Warps) von 2 bis zu 16 Thlr. pr. Ctr. prätendiren, müssen wir uns ebenfalls noch einige Bemerkungen hierzu erlauben.

Das ungebleichte, zweidrähtige Baumwollgarn, welches auf der Feinspinnmaschine selbst durch leichtes Zusammendrehen (Doubliren) zweier Fäden auf einer Spindel erzeugt wird, demnach immer als Garn im manufacturistischen sowohl, als technischem Sinne zu betrachten ist und keineswegs mit Zwirn, welcher stets dichtes, festes Zusammendrehen zweier oder mehrerer Fäden auf der Zwirnmühle voraussetzt, verwechselt werden darf, bleibt dessenungeachtet ein reines Fabrikmaterial. Dasselbe wird vorzugsweise von der Strumpfwirkerei, jedoch auch in mehreren Fällen, von der Handweberei benutzt. Ohnstreitig aus diesen Rücksichten ist solches vom Vereinszolltarif mit dem einfachen Garn in die nämliche Categorie und zwar mit vollem Rechte gebracht worden. Anders verhält es sich mit dem drei- und mehrdrähtigen Garne. Denn dieses nähert sich vermöge seines festeren Drahtes schon mehr dem Zwirn und kann, gleich diesem, als Strickgarn verbraucht werden. Deshalb läßt sich dessen Tarifirung unter dem Satz für Zwirn sehr wohl rechtfertigen, während dies bei dem zweidrähtigen keineswegs geschehen könnte. Unter diesen Umständen dürfte sich der Antrag der Spinner um so unangemessner und unmotivirter herausstellen, als ihrem eigenen Anführen zufolge, dergleichen zweidrähtige Garne vereinländi-

Digitized by Google

scher Fabrication von den Strumpfwirkern sehr gesucht und solchemnach eines höheren Schutzzolles gar nicht benöthigt sind.

Was endlich die sogenannten Warps oder geschlichteten Zettel betrifft, so ist deren Bezug aus dem Auslande bisher nur von sehr geringem Belange gewesen, obschon nicht in Abrede gestellt werden kann, daß der vereinländische Verleger der Weberei in sofern daraus Nutzen ziehen dürfte, als er an Zeit erspart und bei der Hinausgabe des Materials in diesem Zustande gegen die Unredlichkeit der Lohnarbeiter mehr gesichert ist. Da aber diese Vortheile durch selbst zu bewirkende Vorrichtung der rohen Garne von den Fabrikanten und Fabrikverlegern zu erreichen und die Warps allerdings nicht mehr unter die Categorie der einfachen Fabrikmaterialien zu stellen sein dürften, so würde sich eine Zollerhöhung wohl vertheidigen lassen. Augenscheinlich wäre aber der Satz von 16 Thlr. pr. Ctr. viel zu hoch gegriffen, vielmehr dürfte es angemessener seyn, diesen Artikel den drei und mehrdrähtigen, gebleichten, gefärbten Garnen tarifmäßig gleichzustellen.

Wir können vorliegende Abhandlung nicht schließen, ohne vorher noch eine Meinung zu beleuchten, welche, der höheren Gewerbspolitik entlehnt, als Motive für die vorgeschlagene Garnzollerhöhung aufgestellt worden ist. Man hat nämlich unter anderen gesagt,

> „ein hoher Schutzzoll auf Baumwollgarn diene zur quan„titativen und qualitativen Entwickelung einer **selbst„ständigen** Halbfabrication (d. h. der Baum„wollspinnerei) und diese sey wiederum die Lebensbe„dingung einer **unabhängigen** Existenz der „Ganzfabrication (der Weberei)."

In diesem Satze liegt eine augenfällige Princippetition. Denn

Digitized by Google

es ist von uns schon das Gegentheil von dem nachgewiesen worden, was hier als ausgemacht an die Spitze gestellt wird, daß nämlich die Garnzollerhöhung das rechte Mittel sey, die quantitative und qualitative Entwickelung der Spinnerei herbeizuführen. Wir müssen dem fortwährend widersprechen. Vorerst sind, wie wir oben gezeigt haben, ganz andere Maßregeln, als eine solche, völlig unwirksame Zollerhöhung, zu ergreifen, um die qualitative Entwickelung gedachten Industriezweiges bis auf einen gewissen Grad der Vollkommenheit zu bringen und erst dann, wenn dieser Punkt erreicht, wenn die Weberei nicht mehr genöthigt ist, dem ausländischen Garn den Vorzug zu geben, sondern wenn sie auch das vereinländische ohne Nachtheil verarbeiten kann, wird sich die Spinnerei in Folge vermehrter Nachfrage auch quantitativ entwickeln. Geschähe Letzteres vor oder ohne das Erstere, so würde die Calamität größer, als jetzt, seyn. Sodann ist nicht recht klar, was man unter selbstständiger Halbfabrication in vorliegender Beziehung zu verstehen habe. Soll dieses Epitheton so viel bedeuten, als unabhängig, so ist es ein unrichtig gewähltes. Denn so lange in Deutschland keine Baumwolle wächst, wird die Spinnerei niemals in diesem Sinne selbstständig seyn. Soll es dagegen so viel heißen, daß die Spinnerei in einem Zustande gedacht werden müsse, in welchem sie die Concurrenz des Auslandes auf keine Weise mehr zu fürchten habe, so ist dagegen zu erinnern, daß ein derartiger Zustand nicht durch Schutzzölle, sondern ausschließend durch qualitative Vollkommenheit des Betriebes und des Halbfabricates erreicht werden kann. Wäre ersteres der Fall, so müßten z. B. die österreichischen Spinnereien schon längst alle übrigen überflügelt haben, und die schweizerischen noch auf der untersten Stufe sich befinden. Die Erfahrung lehrt aber das Gegentheil, folglich giebt auch hier die Praxis ein ganz anderes Resultat, als die Theorie, an die Hand. Wenn aber in obigem Satze weiter behauptet wird, daß in der selbstständigen Halbfabri-

Digitized by Google

cation die Lebensbedingung einer unabhängigen Existenz der Ganzfabrication — hier der Weberei — liege, und wenn man ferner mit dieser Behauptung, indem man den Ton auf das Wörtchen „unabhängig" legt, offenbar keinen andern Sinn verknüpft, als den, daß dann die Weberei nicht mehr nöthig habe, ihren Garnbedarf aus dem Auslande zu beziehen: so kann auch dies in dem vorliegenden Falle nur unter der Voraussetzung zugestanden werden, wenn die vereinländische Spinnerei vorerst so weit vorgeschritten seyn wird, daß sie den quantitativen und qualitativen Bedarf der deutschen Weberei eben so vollständig und eben so billig zu befriedigen vermag, wie für diesen Augenblick die ausländische Spinnerei.

Hiernächst möchten wir aber auch in dem Umstande des Garnbezugs aus dem Auslande, z.B. aus England, gerade keine drückende Abhängigkeit der Weberei in den Vereinsstaaten erblicken. Im Gegentheil dürfte darin, daß England bei seiner unverhältnißmäßig starken Production in fraglichem Artikel, letzteren um den angemessen billigsten Preis abzusetzen suchen muß, mehr eine Abhängigkeit der dortigen Spinner von unseren Webern sich herausstellen, was insbesondere durch die Thatsache der unschwer zu erlangenden 3monatlichen Credittheilungen noch mehr Bestätigung erhält, während in früherer Zeit der englische Spinner nur gegen Baarzahlung oder a vista gestellte Papiere verkaufte. An ein Ausfuhrverbot oder an einen Ausgangszoll Englands auf seine Garne, — wie in der Königl. Sächsischen Denkschrift angedeutet wird — ist unter diesen Umständen gar nicht zu denken, wenn auch die englische Handels- und Gewerbspolitik minder umsichtig wäre, als sie es wirklich ist.

Endlich müssen wir noch in Abrede stellen, daß die vereinländische Weberei von der vereinländischen Spinnerei in der Art abhängig sey, daß der Flor der Letzteren gewissermaßen als Lebensbedingung der Ersteren betrachtet werden könne. Die Weberei

Digitized by Google

hatte schon Jahrhunderte bestanden, ehe noch an die Maschinenspinnerei gedacht wurde. Sie benutzt letztere nur, weil diese das Material schneller und billiger herbeischafft, als dies bei der Handspinnerei möglich war. Die Weberei ruht auf festem Grunde und würde nicht zusammenbrechen, wenn auch die Maschinenspinnerei plötzlich von der Erde verschwinden sollte. Denn jene ist so lange, als der Mensch baumwollener oder anderer Gewebe bedarf, ein Ding der Nothwendigkeit, während diese durch die Handspinnerei, wenn auch nicht quantitativ, doch ganz gewiß qualitativ vollkommen ersetzt werden könnte, folglich, — da sie nun einmal existirt — höchstens auf Nützlichkeit Anspruch machen darf. Umgekehrt mag aber mit Recht behauptet werden, daß die Weberei Lebensbedingung für die Maschinenspinnerei sey. Verkümmert man daher Ersterer ihren blühenden Zustand durch hohe Zölle auf das benöthigte Material und durch Entziehung der Möglichkeit, mit fremden Rivalen Concurrenz halten zu können, so müssen die traurigen Folgen davon ohnfehlbar auch auf die Maschinenspinnerei zurückfallen.

Damit wir aber nicht mißverstanden und vorstehende Bemerkungen uns nicht übel ausgelegt werden mögen, müssen wir wiederholt versichern, daß, nach unserer festen und wahren Ueberzeugung, ein blühender und vollkommen ausgebildeter Zustand der vereinländischen Maschinenspinnerei nicht nur im allgemeinen Interesse der Spinner selbst, sondern auch in dem der Weber höchst wünschenswerth ist. Nur darf dieser Wunsch nicht auf Kosten der letzteren erreicht, und nicht durch Mittel in Erfüllung gebracht werden sollen, welche eben so unzweckmäßig, als schädlich sind.

Berichtigungen.

Seite 46 Zeile 16 v. u. statt 247 lies 247. 9.
" " " 8 v. u. statt 42. 22. 6 lies 427. 22. 6.
" 57 " 3 v. u. statt nationale lies rationale.
" 60 " 9 v. u. statt litt. lies No.
" 63 " 2 v. u. statt litt. lies No.

Digitized by Google

PARSONS LIBRARY
University of
MICHIGAN
no. 8

DAS

EISEN

IN HISTORISCHER

UND

NATIONAL-ÖKONOMISCHER BEZIEHUNG.

EIN VERSUCH

VON

Dr. E. SCHWEICKHARDT,

PRIVATDOCENT AN DER UNIVERSITÄT TÜBINGEN.

TÜBINGEN,

BEI LUDWIG FRIEDRICH FUES.

1841.

Digitized by Google

Digitized by Google

Vorwort.

Wie bedeutend die Benützung des Eisens auf die Entwicklung des Reichthums und der Macht der Völker einwirkt, und dass die Bewaffnung bei gleichen Umständen die Kriege entscheidet, ist schon längst anerkannt; eben so wurde von mehreren Schriftstellern die Behauptung aufgestellt, dass unsere Kulturstufe eine ganz andere, und zwar eine weit niedrigere seyn müsste, wenn durch irgend einen Umstand der Gebrauch des Eisens aufhören würde.

Vor allen hat der geist- und kenntnissreiche Agrikola in seiner trefflichen Schrift: *de re metallica*, die im 16. Jahrhundert erschien, diesen Satz ausgezeichnet durchgeführt. Den Verächtern des Bergbaues und der Hüttenkunde weist er in einer Reihe von Sätzen nach, dass der Ackerbau, die Baumzucht, die Erbauung von Häusern, die Jagd, jede Art von Gewerbe, dann der Handel wegen der nöthigen Transportmittel ohne Eisen entweder unmöglich oder höchst unvollkommen seyn würden. Seine Behauptungen schliesst er in der deutschen Uebersetzung, die dem Verfasser gerade vorliegt, mit folgenden Sätzen: „dann es wurden die Menschen das schnödest und arbeitsamst Leben under

Digitized by Google

den wilden Thieren führen, wo nicht die Metall weren: kämen also widerumb zu den Eichlen, Holzöpfflen und Byren, auch Kräuter und Wurzeln, die sie ausgraben und essen müssten: mit Neglen wurden sie ihre Hülen, dareyn sie zu Nacht lägend graben. Am Tag aber wurden sie wie die wilden Thier in den Wälden hin und wider herumb schweiffen und lauffen, welches fürwar so es den Menschen, der mit der edelsten und besten Gaab der Natur gezieret, ganz unwürdig ist, muss ja keiner so närrisch oder so halzstarrig seyn, der da nicht muss zulassen, das die Metall zur Nahrung und Kleidung, auch das menschlich Leben sonderlich zu erhalten ganz nothwendig seyend."

Nach Agrikola hat Goguet in seinem ausgezeichneten, in den folgenden Bogen mehrmals citirten Werke, mit Zugrundlegung aller alten Schriftsteller auf das Evidenteste nachgewiesen, dass sämmtliche Völker zuerst in einem wilden Zustand, sogar ohne die Kenntniss des Feuers lebten, und dass sie sich aus diesem Zustand erst allmählig mit Hülfe der Metalle herausgearbeitet haben. Er zeigte, dass zuerst Gold, dann Kupfer, Zinn, Silber und zuletzt das Eisen bekannt wurden, und dass mit dem letztern die Entwicklung des Geistes und aller Wissenschaften eng verbunden sey.

Ferner hat Herr Ober-Bergrath von Karsten, dem die Wissenschaften, vor allem aber die Eisenhüttenkunde so ausnehmend viel verdanken, in seinem von dem Verfasser öfters citirten Werke äusserst sorgfältig nachgewiesen, welche Kenntniss

Digitized by Google

die Alten von den Metallen hatten, und in welcher Reihenfolge sie dieselben entdeckten; er kam ebenfalls zu dem Schlusse, dass unsere Bildungsstufe ohne das Eisen eine äusserst niedrige seyn müsste.

In dieser Beziehung konnte der Verfasser kaum etwas Neues erwähnen, dagegen fügte er nach seinem Wissen jenem Satze den zweiten unbestreitbaren hinzu: dass die Menschen in fortschreitenden Staaten gewohnt seyen, ihre Gedanken nicht blos niederzuschreiben, sondern auch im Eisen oder wenigstens mittelst desselben in einem andern Stoffe zu verwirklichen. Auf beide Sätze begründete er dann seinen Versuch und zog die Schlüsse für sämmtliche Völker; nur dieses Verdienst — wenn es überhaupt eines ist — kann der Verfasser ansprechen.

Während der Ausführung seiner Arbeit las er das klassische Werk von Heeren und fand bei einem Rückblick auf die verworrenen Nachrichten über die Kureten, Dactylen und Korybanten folgende interessante Stelle: „Wird ein neuer Theseus in dieses Labyrinth sich wagen, so wünschen wir, dass die Geschichte der Erfindung und Bearbeitung der unedlen Metalle und ihrer Verbreitung, wovon die Künste des Kriegs und des Friedens in gleichem Maase abhangen, ihm der Faden der Ariadne werden möge; nicht um daran alles zu knüpfen und eine einseitige Hypothese aufzustellen, sondern nur den Weg uns deutlicher zu zeigen, auf dem die Griechen bis zu dem Ziele gelangten, an welchem

Digitized by Google

wir sie in dem folgenden Abschnitte erblicken werden" *).

Obwohl es nun dem Verfasser nicht einfallen kann, die Rolle dieses Theseus spielen zu wollen, so könnte er doch durch die letzte Stelle sich getroffen fühlen, weil er an das Eine alles knüpft. Ist aber das, was der Verfasser behauptet, eine Hypothese? Nein! es ist seiner Ansicht nach die begründetste Wahrheit; denn die beiden Sätze, aus denen er seine Schlüsse naturgemäss zieht, hält er für durchaus unbestreitbar; nur in der Art, die Geschichte der Völker mit wenigen Worten zu erwähnen, könnte er sonach sich geirrt haben.

Bietet wohl die Kenntniss der unedlen Metalle den Faden der Ariadne auch für die dunkelste Stellen der Geschichte der Menschheit, wie Heeren es vermuthet? Die Beantwortung ist ohne Zweifel für die Alterthumsforscher von der grössten *Wichtigkeit*, und der Verfasser kann sich nicht versagen, hier noch einige ihm interessant scheinende Data anzuführen. Erstens sind nach Strabo **) die Chaldäer, die nach Babylonien aus dem Norden kamen, ein und dasselbe Volk mit den Chalyben, die wir im Verlaufe dieser Schrift unter den ersten sehen werden, welche das Eisen zu schmelzen und zu verarbeiten lernten. Diese Kenntniss gab ihnen ein Uebergewicht in Babylonien, und wenn wir uns ins Gedächtniss zurückrufen, dass die Europäer bei der Entdeckung von Amerika

*) Heeren, Ideen Band III. pag 83.

**) Strabo 12tes Buch c. 126.

Digitized by Google

wegen desselben Vorzugs für höhere Wesen gehalten wurden, so dürfte dieses auf die Geschichte von Babylonien und auf die Vorstellungsweise der alten Völker ein nicht unbedeutendes Licht werfen. Fürs zweite erfahren wir aus demselben Schriftsteller*), dass die Dactylen mit der Kenntniss des Eisens aus Phrygien nach Kreta kamen, und wohl aus demselben Grunde für Zauberer galten; ob nun dieses richtig ist, oder ob in Kreta selbst das Eisen so früh entdeckt wurde, so ist jedenfalls so viel gewiss, dass es diesem Umstand seine Wichtigkeit in der Geschichte der alten Welt zu verdanken hat; die Grösse von Minos und das Mährchen von Dädalus ist hieraus zu erklären. In der ganzen Geschichte der alten Völker muss das Verhältniss jener, die das Eisen kannten, wie die Phönizier, zu denen, die es nicht kannten, jenem zwischen den Europäern und den Amerikanern bei der Entdeckung von Amerika ähnlich gewesen seyn. Dieser Umstand sollte am meisten Licht auf die ältesten Zeiten werfen.

Bedarf der Verfasser einer Entschuldigung, weil er eine Zeitfrage in dem Verhältniss zwischen England und Deutschland berührt? Er hofft mit Sehnsucht auf die zukünftige politische Grösse seines Vaterlands, und sieht mit Bangen, was nach seiner Meinung feindlich im Wege steht, und desshalb glaubte er von seinem Standpunkte die Verhältnisse nach Aussen beleuchten zu müssen. In Deutschland selbst hält er keine Lehre für verderblicher,

*) Strabo Buch 10. Abschnitt 2. c. 41.

Digitized by Google

als jene, die so häufig in den Köpfen spuckt, nach welcher materielle und geistige Interessen durchaus getrennte Grössen sind: er hofft das gegenseitige Einwirken beider genügend nachgewiesen zu haben, und in neuerer Zeit hat jene Lehre bedeutend an Boden verloren. Der Zollverein hob zunächst die materiellen Interessen und hat auch zugleich am kräftigsten zur Hebung des Charakters und der Würde — gewiss auch geistige Grössen — der deutschen Nation beigetragen; von den materiellen Interessen erwartet man, dass Dänemark, die Schweitz und Holland sich enger an Deutschland anschliessen werden, und was könnte kräftiger auf eine vielseitige geistige Entwicklung einwirken?

Zum Schlusse dieses Vorworts bittet der Verfasser den geneigten Leser freundlich um Verzeihung, dass er dieselbe Worte und denselben Gedanken in seinem Schriftchen so oft *wiederholte*, theils ist hieran die Natur der Sache Schuld, anderntheils aber der Umstand, dass es sein erster Versuch ist, vor dem Publikum aufzutreten.

Tübingen, den 12. Juni 1841.

Der Verfasser.

Digitized by Google

§. 1.

Alle Nationen, jene nicht ausgenommen, deren Geschichte die schönsten und glänzendsten Blätter in den Annalen der Menschheit ausfüllt, bewahren die Erinnerung an einen trostlosen beinahe thierischen Zustand, dem sie sich erst nach langen furchtbaren Kämpfen entwanden. Diese Erinnerungen sind um so glaubwürdiger, weil sie auf das vollkommenste mit den Nachrichten übereinstimmen, die uns über den Zustand der Bewohner vieler neu entdeckten Erdtheile zugekommen sind [1]).

§. 2.

Diesen Ueberlieferungen zu Folge waren die Menschen am Anfange von allen Kenntnissen entblöst, selbst der Gebrauch des Feuers war ihnen unbekannt, sie kannten desshalb keine andere Nahrung, als die, welche die Natur zwar freiwillig aber eben so roh als kärglich bot. In den Zeiten des Mangels waren die wenigen gesam-

1) S. die Einleitung zu Goguet de l'origine des loix, des arts et des sciences, und die Beweisstellen, auf die dort verwiesen ist.

Digitized by Google

melten Vorräthe bald aufgezehrt, und zur Erhaltung der Mehrzahl blieb häufig nur die Aufopferung Einzelner übrig. Jagd und Fischfang, erstere schon durch die Vertheidigung gegen wilde Thiere hervorgerufen, gewährten neben den wild wachsenden zur Nahrung tauglichen Pflanzen die erste spärliche Aushülfe.

§. 3.

Anstatt anderer noch unbekannter Waffen, bediente man sich der Steine und Stöcke; als später Pfeile und Spiese erfunden wurden, kannte man keine andere Art, sie mit einer Spitze zu versehen, als vermittelst eines spitzigen Rohrs, eines Kieselsteins, Knochens oder der Gräthe von Fischen. Für die Speisen kannte man, so lange die Kenntniss des Feuers fehlte, oder so bald die Darstellung desselben nicht gelang, keine andere Zubereitung, als die die Sonnenstrahlen ihnen ertheilten.

§. 4.

Kleidung und Wohnung entsprachen der Nahrung; Blätter und Baumzweige, später die rohen Thierfelle, dienten zur Bedeckung, sollten von diesen mehrere vereinigt werden, so lernte man sich anstatt des Fadens der Därme von Thieren zu bedienen. Der erste Aufenthalt waren Hölen, denen Geflechte von Gesträuch oder

Digitized by Google

Schilf folgten; als man den Gebrauch des Holzes zu verschiedenen Zwecken kennen lernte, wurden die Bäume durch die Hülfe des Feuers gefällt.

§. 5.

Bey einem solchen Zustande war an eine Entwicklung des Geistes nicht zu denken, der Mensch lebte unter dem Drucke der Materie, und alle seine körperlichen und geistigen Kräfte waren auf Vertheidigung und die Erlangung der nothwendigsten Bedürfnisse gerichtet. Die Verfahrungsarten zu ihrer Gewinnung waren so roh, dass jeder, der sein Daseyn fristen wollte, die meiste Zeit damit beschäftigt war. Die Erde war nothwendigerweise nur spärlich bewohnt, denn wenn der Mensch von den natürlichen Erzeugnissen des Bodens und von Jagd und Fischfang leben soll, so braucht der Einzelne einen sehr grossen District zu seiner Erhaltung [2]).

§. 6.

An grosse Gesellschaften, an Bildung von Reichen und die damit zusammenhängende Entwicklung der menschlichen Fähigkeiten, war nur unter den günstigsten Umständen zu denken. Diese Umstände waren in jenen

2) Malthus principle of population 1. Vol. pag. 35 ff.

Digitized by Google

Theilen der Erde vorhanden, in welchen der Boden so fruchtbar war, dass er von selbst eine grosse Menge von Nahrungsmitteln gewährte, und so locker, dass die Bearbeitung, für den, der ihm Saaten anvertrauen wollte, möglichst leicht wurde. Dieses war der Fall in den Delta's grosser Flüsse; so rühmen sich die Aegyptier, dass bey dem Boden ihres Landes gar keine Bearbeitung nöthig gewesen sey [3]), wahrscheinlich ist es desshalb, dass sich an den Mündungen grosser Ströme, wie der Nil, Euphrat, Ganges die ersten grösseren Reiche bildeten.

§. 7.

Bei dieser Voraussetzung ist angenommen, dass sich grössere Reiche ohne die Entdeckung und Bearbeitung der Metalle bilden konnten. Diese Annahme ist wahrscheinlich, obgleich die Bekanntschaft mit den Metallen in das höchste Alterthum hinaufreicht, denn erst durch den Ackerbau konnten die für die Bearbeitung der Metalle nöthigen Kenntnisse gewonnen werden. Beschränkt mussten jedoch diese Kenntnisse in hohem Grade seyn, denn Beine und Hörner der Thiere, Gräthe der Fische, Muscheln, Rohrarten, Dorne und Stöcke waren so schlechte Werkzeuge, dass der Mensch der Mehrzahl

3) Herodot l. 2 n. 14. pag. 150. ed. Gaisford.

Digitized by Google

nach Lastthier blieb und an eine geistige Entwicklung nicht zu denken war.

§. 8.

Handel, Ackerbau, Industrie, so wie Schifffahrt und Künste, mussten in solchen Reichen auf der niedersten Stufe bleiben, eben so die Wissenschaften, die erst im Gefolge von jenen erscheinen [4]). Die Aehren wurden mit den Rippen der Thiere abgeschnitten, die Wolle wurde gesammelt, wenn sie von den Schaafen abfiel, und die Körner, die gewonnen wurden, am frühesten Gersten-Körner, wurden zuerst roh gegessen, später zuvor eingeweicht, um sie von der Hülse zu befreien, und dann geröstet. Der Handel war der einfachste Tausch, die Industrie bestand in Erzeugung von filzartigen Geweben, insbesondere aber in Bearbeitung von fetten Erdarten, die ohne die Anwendung der Metalle möglich war und später einen so grossen Einfluss auf die Ausbildung der schönen Künste äusserte. Die Anfänge der Planimetrie, die Kunst, nothdürftig mit Steinen zu rechnen, und eine rohe Eintheilung der Zeit wegen der Geschäfte des Ackerbau's mussten in Bälde bekannt werden.

---

4) Whewell history of the inductive sciences stellt dieses überall als Erfahrungs-Satz auf.

Digitized by Google

§. 9.

Die Herrschaft über die Natur, die nothwendig ist, bevor der Mensch ihre Gesetze und damit die Grösse des Schöpfers kennen lernen kann, war mit den angezeigten Hülfsmitteln nicht zu erreichen, hiezu gehört nothwendig die Kenntniss der Metalle.

§. 10.

Von allen musste das Gold am frühesten bekannt werden, und zwar aus folgenden Gründen:

1) Erscheint es am häufigsten in regulinischem Zustande, und wie uns die Entdeckung Amerika's lehrt, und aus den früheren Eroberungszügen in Asien zur Genüge hervorgeht, erschien es früher in bedeutenden Massen, so dass der Mensch darauf aufmerksam werden musste.

2) Wegen seiner Weichheit und Dehnbarkeit konnte es mit den einfachsten Werkzeugen und bei gewöhnlicher Temperatur bearbeitet werden.

Dass es am frühesten bekannt wurde, darin stimmen sämmtliche ältere und neuere Schriftsteller überein [5]), aber nur als Werthzeichen brachte es dem Menschen

---

5) Karsten, System der Metallurgie 1. Band pag. 20. Goguet I. Vol. p. 297 ff.

Digitized by Google

wirklichen Nutzen, die Werkzeuge, zu denen es von den frühesten Bewohnern Aegyptens und Lusitaniens angewendet worden seyn soll, waren wegen ihrer Weichheit unbrauchbar [6]).

§. 11.

Weit wichtiger als die Entdeckung des Goldes, war die des Kupfers. Auch dieses ziemlich weiche Metall erscheint nicht selten regulinisch, ein Theil seiner Erze hat ein metallisches Ansehen, und es lässt sich leicht aus denselben darstellen; es würde desshalb schon aus der Natur der Sache hervorgehen, dass es in früher Zeit allgemein angewendet wurde, wenn auch diese Annahme nicht durch alle ältere Schriftsteller, wie es jedoch wirklich der Fall ist, bestätigt würde. Cypern, der Hauptsitz der Kupfer-Gewinnung in der alten Welt, lag der Wiege unserer Kultur so nahe, dass es von dort leicht in die bereits bewohnten Länder Eingang fand, um so mehr als jene Insel ein Hauptstapelplatz der unternehmenden Phönicier war, die für dessen Verbreitung Sorge trugen. Ausser Cypern lieferte auch Klein-Asien eine grosse Menge Kupfer. Bei dieser allgemeinen Verbreitung, insbesondere aber bei der Leichtigkeit,

6) Strabo l. 3. 4. Herodot l. 3. n. 23. p. 275.

Digitized by Google

mit der dieses Metall gewonnen und verarbeitet werden konnte, dürfen wir uns nicht verwundern, daſs es in der alten Welt allgemein zu Werkzeugen angewendet wurde, wozu wir jetzt das Eisen für unentbehrlich halten. Homer spricht beinahe blos von kupfernen Waffen und Werkzeugen, Agatharchides und nach ihm Diodor und Strabo erzählen, daſs der bedeutende Goldbergbau im nördlichen Aegypten, der im Jahre 750 v. Chr. durch den Einfall der Aethiopier untergieng, mit lauter kupfernen Werkzeugen betrieben wurde; denn blos kupferne Werkzeuge wurden bei der Wieder-Aufnahme dieses Bergbaus, 200 J. v. Chr., in den Gruben gefunden. Bei den Griechen war das Kupfer in so allgemeiner Anwendung, daſs auch später als das Eisen in Gebrauch kam, besonders bei den Dichtern χαλκὸς und χάλκεος für Eisen und eiserne Geräthe gebraucht wurde, χαλκεὺς hiess auch Eisenschmied, sogar der Ausdruck σιδήρου χαλκεύειν [7]) wurde angewendet. Eben so allgemein war die Anwendung des Kupfers bei den alten Römern. Die Priester bedienten sich in Rom kupferner Scheeren, um die Haare zu beschneiden, auch die sabinischen Priester hatten zu demselben Zwecke Scheeren von Erz, und die Etrusker zogen die Gränzlinie bei Erbauung einer neuen Stadt

---

7) Plutarch in Camillum edit. Hutten B. I. p. 373.

Digitized by Google

mit einem erzenen Pflugeisen [8]). In Ländern, die zu den eisenreichsten gehören, war anfangs das Eisen unbekannt, und statt seiner wurde das Kupfer angewendet [9]). Aristoteles erzählt von Kupfer-Gruben auf Elba, die vor den dortigen Eisengruben bearbeitet wurden. Gmelin und Pallas fanden, dass die Gräber in den eisenreichen Gegenden am Ob, Jenisei und im Orenburgischen nie eiserne, sondern stets kupferne Werkzeuge enthielten. Bei der Entdeckung von Amerika war das Eisen nirgends angewendet, sogar in den gebildeten Staaten, wie in Peru und Mexiko, waren kupferne Werkzeuge gebräuchlich.

§. 12.

Das Kupfer wurde häufig aus zinkhaltigen Erzen gewonnen, desshalb wurde das Aurichalcum, unser Messing, bald bekannt, man lernte es auch durch Zusatz von Kadmia (Galmey) oder Pompholix (Zinkblume) geflissentlich darstellen. Eben so mochte bald ein Metallgemisch aus Kupfer und Zinn in den Handel kommen, da die Phönizier das Zinn zuerst wohl aus Indien und später aus England lieferten, wahrscheinlich ist es desshalb, dass mehrere Metallmischungen unter dem allgemeinen Namen χαλκὸς und aes vor der Entdeckung des Eisens ange-

8) Servus ad Aeneid. l. 1. v. 448. Plut. in thes. Macrob. l. 5. c. 19.
9) Aristoteles de Mirab. pag. 193. Ed. Beckm.

Digitized by Google

wendet wurden, häufig enthielten sie Gold und Silber, und rosteten deshalb weniger [10]).

§. 13.

Auf Kupfer oder Erz war also die Kultur jener alten Reiche Aegypten, Babylonien, Assyrien begründet, des Kupfers oder einer nicht viel härteren Metallmischung mussten sich ihre Bewohner bedienen, um sich die Herrschaft über die Natur zu sichern. Mit kupfernen Nadeln, Scheeren, Feilen, Sägen u. s. w. wurden die Gewerbe betrieben, mit kupfernen Beilen, Aexten und Hämmern mussten Schiffe, Wohnungen und Strassen gebaut werden, aus der Anwendung dieses Metalls sollten endlich Künste und Wissenschaften hervorgehen. Viele Jahrhunderte währte dieses kupferne Zeitalter, und dass alle Völker, Griechen und Römer nicht ausgenommen, denselben Entwicklungsgang nehmen mussten, darüber herrscht im Alterthum nur eine Stimme, und aus jedem älteren Schriftsteller lassen sich mehrere betreffende Stellen anführen [11]). Weder Gewerbe, noch Künste, noch Wissenschaften konnten jedoch bei dem Gebrauche dieses Mittels aus dem Zustande der ersten Kindheit her-

---

10) Aristoteles de M. pag. 98, die Anmerkung von Beckmann. Derselbe pag. 132.

11) Goguet, de l'origine. 1. Vol. p. 336.

Digitized by Google

austreten, und nur in günstig gelegenen Ländern war eine bedeutende Ausdehnung des Ackerbaues möglich. Länder, in denen der Boden rauh und unfruchtbar war, wie theilweise in Griechenland, blieben schlecht angebaut und schlecht bevölkert, der Verkehr war wegen der Schwierigkeit, Strassen zu bauen, gehindert, bei dem unvollkommenen Schiffbau war nur die unbedeutendste Küstenschifffahrt möglich, die Länder- und Völkerkunde blieb desshalb höchst mangelhaft, und von den Produkten der Natur wurde nur eine sehr geringe Zahl bekannt. Da sonach keine Herrschaft über die Natur und desshalb auch keine Einsicht in ihre Gesetze möglich war, musste ein grasser Aberglauben und eine ihm entsprechende Götter-Verehrung sich ausbilden, das Gute wurde als solches angebetet, und das Böse wurde wegen seiner Gefährlichkeit verehrt. Die groteske und massige, aber im höchsten Grade unfreie Behandlung der leblosen Materie ist eines der sprechendsten Zeichen jener Art von Kultur. Unter jenen Reichen musste eine grosse Familien-Aehnlichkeit statt finden, und eben so müssen sich Analogieen mit der Kultur von Amerika, wie es sich bei der Entdeckung zeigte, darbieten. Vor der Entdeckung des Eisens war ein beschränkter Kreis für die materielle und geistige Entwicklung gezogen, den kein Sterblicher überschreiten konnte.

Digitized by Google

§. 14.

Wie mangelhaft die Werkzeuge aus Kupfer waren, geht unter anderem auch daraus hervor, dass eine schwarze harte Kieselmasse eine weit verbreitete Anwendung fand. Herodot und Diodor erzählen uns, dass die zum Einbalsamiren nöthige Oeffnung im menschlichen Körper mit harten Steinen gemacht wurde [12]). Zum Beschneiden wurden ebenfalls Steine angewendet. Einleuchtend ist es, dass sich bei der Anwendung von Steinen keine Anatomie, überhaupt keine wissenschaftliche Kenntniss vom Körperbau denken lässt, und da diess nothwendig zu einer wissenschaftlichen Heilkunde gehört, so blieb auch diese unmöglich; die Heilmethoden der Alten sind sprechende Zeugen für diese Behauptung. Die Peruaner wandten zu ihren grossen öffentlichen Bauten keine andern Instrumente, als harte Steine an, wahrscheinlich ist es, dass die Steine zu den Pyramiden in Aegypten auf ähnliche Weise bearbeitet wurden. Plinius erwähnt diese schwarzen Kiesel, die vor der Anwendung des Eisens überall im Gebrauche waren, mit den Worten: similes eas esse securibus [13]).

---

12) Herod. l. 2. n. 86. pag. 193. Diod. I. cap. 91. pag. 121. edit. Dind.

13) Plinius, historiae naturalis lib. 37. 51.

Digitized by Google

§. 15.

Weder Gold noch Silber, noch Kupfer, noch irgend ein anderes Metall konnte dem Menschen zur Erreichung seiner höheren Zwecke behülflich seyn, das Eisen allein vereinigt in sich die hiezu unentbehrlichen Eigenschaften. Wenn es zu den Aufgaben des Menschen gehört, — Gewerbe, Handel und Ackerbau zu entwickeln — dass die Erde überall und nach Gesetzen bewohnbar werde; wenn er Künste und durch umfassende Kenntniss der Natur die Wissenschaften bilden sollte; wenn der Mensch sich die Herrschaft über die Natur und die Kenntniss ihrer Gesetze sichern wollte, wodurch er allein im Stande ist, die Grösse des Schöpfers zu begreifen und in Demuth anzubeten, wenn dieses mit zu den Zwecken gehört, die das menschliche Geschlecht zu erreichen hat, so gab ihm hiezu der gütige Schöpfer überall auf der ganzen Erde dasselbe unscheinbare Mittel, das wir Eisen nennen.

§. 16.

Die Gründe, warum das Eisen viel später als das Kupfer entdeckt wurde, sind folgende:

1) Das Eisen kommt nicht regulinisch vor, ausser in meteorischen Massen, diese sind aber äusserst selten, und wegen verschiedener Beimischungen überdiess für die Bearbeitung untauglich.

Digitized by Google

2) Die wenigsten Eisenerze haben ein metallisches Ansehen, sie fallen desshalb nicht in das Auge, das Einzige, das sich durch ein ganz metallisches Ansehen auszeichnet, ist eine Verbindung des Eisens mit Schwefel, und das daraus dargestellte Eisen ist wegen seiner schlechten Eigenschaften zu jeder Verarbeitung untüchtig.

3) Das Eisen ist in seinen Erzen mit andern Stoffen so innig verbunden, dass seine Darstellung eine weit höhere Temperatur, also auch weit mehr Kenntnisse als jedes andere Metall erfordert.

§. 17.

Trotz dieser schwierigen Darstellung wurde das Eisen lange vor unserer Zeitrechnung entdeckt, und die meisten Völker setzen seine Gewinnung in ein hohes Alterthum. Die Aegyptier behaupten, Vulkan habe sie gelehrt, eiserne Waffen zu schmieden. Die Kreter verpflanzten die Entdeckung und die Fabrikation in die ältesten Zeiten ihrer Geschichte. Die Phönizier setzen in die Zahl ihrer Heroen 2 Brüder, die sie lehrten, das Eisen zu gewinnen. Die Dactylen am Berge Ida behaupteten die Bearbeitung des Eisens von der Mutter der Götter kennen gelernt zu haben. Einige Schriftsteller schrieben die Entdeckung desselben den Chalyben zu, die im Süden des Pontus

Digitized by Google

Euxinus zwischen Kolchis und Paphlagonien wohnten, und durch ihre Kunst, das Eisen zu bearbeiten, sehr berühmt waren; andere glaubten, man sey sie den Noropern schuldig, die in Pannonien der Donau entlang zwischen Noricum und Mösien wohnten, noch andere schrieben sie den Cyklopen zu. Unter allen Umständen ist so viel gewiss, dass die Anwendung dieses Metalls weit später als die des Kupfers statt fand, und dass auch nach der Entdeckung des Eisens sein Gebrauch lange Zeit weder allgemein, noch sehr ausgedehnt war [14]).

§. 18.

Die Eigenschaften, wegen welcher das Eisen allein die Bedingungen in sich vereinigt, um als Mittel für die Erreichung der angegebenen Zwecke zu dienen, sind folgende:

1) Ist es das einzige Metall, das über die ganze Erde in unerschöpflicher Menge verbreitet ist; würde irgend ein anderer Stoff, was aber durchaus nicht der Fall ist, alle übrigen guten Eigenschaften des Eisens in sich vereinigen, so könnte er desshalb nie seine Stelle vertreten, weil er wegen der ausserordentlich grossen Menge, die hiezu nothwendig wäre,

14) Goguet t. I. pag. 340.

Digitized by Google

einen so hohen Preis erlangen müsste, dass dadurch die Erreichung des Zwecks unmöglich würde.

2) Das Eisen kann in 3 Haupt-Varietäten dargestellt werden, die sich nur durch die Art und die Menge, in welcher sie sich mit der Kohle verbinden, in chemischer Beziehung von einander unterscheiden, dagegen sind sie in Bezug auf ihre physikalischen Eigenschaften ganz wesentlich von einander unterschieden.

Das *Stabeisen* im reinen Zustande ist weich und dehnbar, dabei setzt es einer zerreissenden Kraft den grössten bekannten Widerstand entgegen, und die getrennten Theile lassen sich durch blosse Anwendung von Hitze wieder vereinigen, weil sie in höherer Temperatur breiartig erweichen. In Fällen, wo einer zerreissenden Kraft Widerstand entgegengesetzt werden soll, ist es also das brauchbarste Mittel, dabei nimmt es so leicht jede Form, z. B. von Blech und Drath an, dass es für die mannigfachsten Zwecke und zur Ausführung aller Arten von Arbeiten, die keine grosse Härte erfordern, höchst brauchbar ist.

Der *Stahl* besitzt eine grosse Härte, verbunden mit Elastizität, wodurch es möglich ist, mit seiner Hülfe alle Stoffe zu bearbeiten, er ist desshalb durchaus nothwendig, wenn harten Körpern eine andere Form gegeben

Digitized by Google

werden soll, und ein unentbehrliches Hülfsmittel für plastische Künste.

Das *Roheisen*, wie es gewöhnlich zur Anwendung kommt, füllt im flüssigen Zustande die feinsten Formen aus, und dient als solches zu Gefässen, Schmuck-Sachen und Maschinentheilen jeder Art. Dem Drucke setzt es den grössten Widerstand entgegen, schwere Massen können desshalb mit seiner Hülfe auf die sicherste und gefälligste Weise unterstüzt werden, es dürfte ihm desshalb noch eine bedeutende Rolle in der Baukunst vorbehalten seyn. Durch eine schnelle Abkühlung erhalten einzelne Sorten eine sehr grosse Härte, worauf sich seine ausgedehnte Anwendung zu Hämmern, Ambösen, Walzen u. s. w. gründet, mit deren Hülfe der Widerstand dehnbarer Körper überwunden wird.

Zusammen gewähren diese 3 Varietäten dem Menschen das passendste und am leichtesten anzuwendende Mittel, um den Widerstand jeder Art zu beseitigen; durch ihre Hülfe war es ihm möglich, sich die Kräfte der Natur zu unterwerfen und sie überall und zu allen Zeiten zu seinem Dienste zu verwenden; durch ihre Hülfe kann er stets seine Gedanken verkörpern, und, wenn der Ausdruck gestattet ist, im Leben befestigen.

5) Die magnetischen Eigenschaften des Eisens machten allein eine Herrschaft auf dem Meere möglich, erst

Digitized by Google

hiedurch konnte eine richtige Länder- und Völkerkunde entstehen, und nur dadurch war die Herbeischaffung der zur Entwicklung vieler Wissenschaften nothwendigen Materialien denkbar.

§. 19.

Wie das Eisen vermöge seiner ausgezeichneten Eigenschaften von dem Menschen zur Erreichung der schönsten Zwecke benützt werden kann, eben so gut dient es ihm zur Erreichung der verwerflichsten. Ganze Nationen begründeten ihre scheinbare Grösse auf seine Anwendung zur Unterjochung der übrigen, und Einzelne, die sich den ausschliesslichen oder überwiegenden Gebrauch desselben zu sichern wussten, gewöhnten sich leicht daran, sich als die von unserem Schöpfer bevorzugte Klasse, und ihre Mitmenschen als ein recht- und werthloses Gesindel zu betrachten. Plinius nennt es desshalb mit vollem Recht optimum pessimumque vitae instrumentum [15]).

§. 20.

Die Vermuthungen, die von verschiedenen Völkern über die Entdeckung des Eisens aufgestellt wurden, sind

---

15) Plin. historia nat. vol. V. pag. 259.

Digitized by Google

zum Theil oben erwähnt, es geht daraus hervor, dass sich nicht sicher ermitteln lässt, in welchem Zeitalter sie statt fand, und von welcher Völkerschaft sie ausgieng. Zur Zeit Homers waren noch alle Waffen, Werkzeuge und Instrumente für mechanische Künste von Kupfer, nur einigemal erwähnt er das Eisen mit grosser Auszeichnung, unter anderem lässt er Achilles bei den Spielen zu Ehren des Patroklus eine eiserne Kugel als Preis aussetzen. Hesiod erwähnt die eisernen Waffen weit öfter; weil sie leicht wieder zu erhalten waren, wurden sie als ziemlich werthlos betrachtet. Zur Zeit Herodot's fand das Eisen bereits eine künstliche Anwendung, und es ist wahrscheinlich, dass es damals in Kleinasien und Griechenland, so wie auch in Phönizien und seinen Kolonieen allgemein im Gebrauche war. Am meisten scheint die Wahrscheinlichkeit dafür zu sprechen, dass in Kleinasien zuerst das Eisen anhaltend und in grösserer Menge gewonnen wurde.

§. 21.

Welche Erze zuerst von den Alten zur Bereitung des Eisens angewendet wurden, ist schwer zu ermitteln, nach den Konjekturen, die Herr Prof. Hausmann aufstellt, wurde der Magnet-Eisenstein und Eisenglanz zu-

Digitized by Google

erst geschmolzen [16]). Die Chalyben gewannen ihr Eisen aus einem magnetischen eisenhaltigen Sande, ähnlich jenem, der nach Buchanan in der Gegend von Magadi von den Indiern verschmolzen wird; ohne Zweifel erregten auch der Roth- und Braun-Eisenstein bald die Aufmerksamkeit der Menschen, und da der Spatheisenstein häufig mit Braun-Eisenstein zusammen vorkommt, so wurde auch dieses Erz bekannt und benützt. Die Anwendung des Sphärosiderits, der jetzt die grösste Menge von Eisen liefert, war den Alten unbekannt, wahrscheinlich waren es auch die Bohnerze und Linsenerze, wie auch der Raaseneisenstein, welches Erz jedoch Linné für das am Frühesten gekannte hält.

§. 22.

Die Hauptstellen über die Verfahrungs-Arten, die die alten Völker bei der Bereitung des Eisens und Stahls anwendeten, finden sich in Aristot. lib. 4. Meteorol. c. 6. Derselbe de Mirab. cap. 49. und im Plinius lib. XXXIV. 41. Diese Stellen sind durch den Uebersetzer des Aristoteles, Herrn Beckmann, in den Noten und in seinen Beiträgen zur Geschichte der Erfindungen V. Band sorgfältig entwickelt. Die Stelle, die ihm dunkel blieb *εἰ δὲ μὴ ἐν μιᾷ καμίνῳ ἐκαίετο,* wurde mit Sachkunde durch Herrn

16) Commentatio de arte ferri conficiendi pag. 12.

Digitized by Google

Prof. Hausmann in seiner Commentatio de arte ferri conficiendi erläutert, und das Ganze klar in dem System der Metallurgie von Herrn Ober-Bergrath Karsten zusammengestellt. Hausmann nimmt an, dass den Alten das *Roheisen* ganz unbekannt gewesen sey, dagegen weist Karsten nach, dass sie jene Sorte, die wir unter dem Namen luckiges Floss kennen, mit σαγὼν bezeichneten.

Aus der Stelle im Aristoteles lib. 4. Meteor. cap. 6., die über die Bereitung des indischen Eisens handelt, so wie aus jener im Plinius: aquae modo liquari ferrum, postea in spongias frangi, geht als höchst wahrscheinlich hervor, dass das Eisen in niederen Oefen als luckiges Floss dargestellt und nachher in Herden, in *Stabeisen* und *Stahl* verwandelt wurde. Blos das luckige Floss sieht schwammartig aus, es ist eine Gattung von Roheisen, die wegen ihrer Dickflüssigkeit, und weil sie im Flusse Kohlen-Oxydgas entbindet, für die Giefserei durchaus unbrauchbar ist. Sobald dieses Eisen in den Herden zu gar niedergieng, wurde ein leichtflüssiger Stein-Pyrimachus als Flussmittel zugesetzt, um einen roheren Gang zu veranlassen.

Nach der andern Stelle im Aristoteles de Mirab. 49. stellten die Chalyben ihr vorzügliches Eisen unmittelbar aus einem eisenhaltigen Sande dar. Der Sand wurde entweder einfach gewaschen und für sich ohne Zusatz verschmolzen, oder er wurde sorg-

Digitized by Google

fältiger und öfter gewaschen, und dann mit Zusatz von Pyrimachus verschmolzen. Das auf letztere Weise erhaltene Eisen war bei weitem schöner im Bruche, und Aristoteles meint, es würde sich vom Silber in nichts unterscheiden, wenn es nicht in einem Ofen, d. h. mit einer Schmelzung dargestellt würde, dieses war allerdings beim Silber nicht der Fall. Diese Bereitungsart war ohne Zweifel bei weitem gewöhnlicher als die erstere, und was wir sonst bei Plinius und bei Diodor lesen, zeigt, dass höchstens eine Röstung der Erze vorausgieng, nach welcher die Darstellung eines noch mehr oder minder mit Kohle verbundenen Eisens in einer Schmelzung erfolgte.

§. 23.

Bei dieser gewöhnlichen Darstellungsweise, die auch jetzt noch in wenigen Gegenden von Europa, z. B. in Torozko in Siebenbürgen, dann in einem grossen Theil von Asien und Afrika gebräuchlich ist, wird in der Regel ein sehr ungleiches Eisen erzeugt, weiches und stahlartiges Eisen sind an einem und demselben Stücke vereinigt. Der Stahl wurde demnach auf dieselbe Weise gewonnen wie das Eisen, desshalb wurde wohl σιδήρος und χάλυψ gleichbedeutend, das gehärtete Eisen und der harte Stahl wurde durch die Benennung στόμωμα unterschieden. Im Lateinischen wird ferrum für Eisen und

Digitized by Google

Stahl angewendet, so lange letzterer ungehärtet ist, der gehärtete Stahl wird acies genannt, στόμωμα und acies sind also gleichbedeutend.

§. 24.

Ausser dem chalybischen war das serische und parthische Eisen, das aus Indien kam, am meisten berühmt; auch das spanische, aus Celtiberien und Kantabrien, wurde sehr geschätzt, eben so das norische. Die Celtiberer bereiteten nach Diodor [17]) ihre Waffen, indem sie die unter dem Hammer zugerichteten Eisenstücke in die Erde vergruben und darin so lange liegen liessen, bis die schlechteren und weicheren Theile vom Roste verzehrt wurden, und die festeren Theile gleich einem Kern zurückblieben. Diese Methode weist ebenfalls darauf hin, dass an einem und demselben Stücke ganz verschiedenartiges Eisen war, dass es also auch mit einem Prozess gewonnen wurde. Die Erzmassen in Elba wurden dort geröstet, und nach Diodor auf das Festland verkauft und dort verarbeitet, auch jetzt werden die Erze wegen Holzmangels nicht auf Elba, sondern auf dem festen Lande verarbeitet. Der Anfang der Gewinnungs-Arbeiten auf Elba konnte von Diodor nicht mehr angegeben werden.

17) Diod. lib. V. cap. 39. pag. 449.

Digitized by Google

§. 25.

Da weder zu Aristoteles, noch zu Plinius Zeiten die durch Naturkräfte bewegten Gebläse bekannt waren, so wurde der Wind für die Bereitung des Eisens, wie zum Theil jetzt noch in Asien, durch lederne Bälge erzeugt, die von Menschen in Bewegung gesetzt wurden [18]). Da ein solcher schwacher Wind nur für niedere Oefen genügt, und für die Bereitung eines zur Giefserei *tauglichen* Roheisens grofse Oefen unerläfslich sind, weil ein solches Eisen längere Zeit einem hohen Hitzgrad ausgesetzt seyn mufs, so konnte den Alten die Bereitung dieser Gattung von Roheisen unmöglich bekannt seyn. Für diese aus der Natur der Sache folgende Annahme sprechen noch andere Gründe:

1) Alle Stellen der alten Schriftsteller, die von Eisen-Arbeiten handeln, beziehen sich auf geschmiedetes Eisen, und nur wenige liefsen sich auch so erklären, als ob vom Roheisen die Rede wäre, die Erklärung, die Stabeisen voraussetzt, ist jedoch immer ungezwungener [19]).

---

18) Bechmann, Geschichte der Erfindungen 1. Band S. 321. Haussmanni Commentatio pag. 53.

19) Eine der interessantesten hieher gehörigen Stellen ist jene in der Ilias l. 23. V. 826., *αὐτὰρ Πηλείδης θῆκε σόλον ἀντοχόωντι*, die schon oben §. 21 erwähnt wurde. Voss übersetzt die-

Digitized by Google

2) Hätten die Alten das Roheisen gekannt, so würden sie es ohne Zweifel auch zu einigen von jenen Zwecken angewendet haben, zu denen es in unserer Zeit verwendet wird, dieses ist aber keineswegs der Fall.

Aus allem geht hervor, dafs das Roheisen, dieses bequeme Mittel, den Gedanken eine Form zu geben, den Alten unbekannt war.

§. 26.

Die Anwendung des Eisens musste, wie aus dem Obigen erhellt, jedem Volke eine Ueberlegenheit gegenüber von andern verschaffen, denen der Gebrauch des Eisens, sey es aus welchen Gründen, verschlossen war. Die Anwendung musste aber verschieden seyn nach der Lage und dem Klima des von jenem Volke bewohnten Lan-

---

sen Vers: „Jetzo trug der Peleide die roh gegossene Kugel," und Schneider überträgt *αὐτοχόωνος* mit schlecht gegossen. Dafs aber in dieser Stelle von keinem gegossenen Eisen die Rede seyn kann, darüber entscheiden die darauf folgenden Verse, aus denen erhellt, dafs die Kugel zum schmieden für Ackergeräthe brauchbar war, sie bestand also aus schmiedbarem Eisen. *χοάνη* bedeutet l. Iliade L. 18. V. 470. die Stelle des Feuers unmittelbar vor dem Rohr des Blasbalgens, und *αὐτοχόωνος σόλος* ist also eine an dieser Stelle unmittelbar beim Verfrischen des Eisens entstandene Kugel, während beim gewöhnlichen Gange keine Kugelform, sondern ein ovaler Ballen schmiedbaren Eisens entstand.

Digitized by Google

des, und nach dem Geiste seiner Bewohner, der wenigstens theilweise durch die Gesetzgebung bedingt wird.

§. 27.

Bewohnte es eine arme Gebirgsgegend fern von Strömen und dem gröfseren Verkehr, so mochte es sich leicht damit begnügen, sich seine Waffen aus Eisen zu schmieden, und die nöthigsten Werkzeuge zur Befriedigung der wesentlichen Bedürfnisse für Nahrung, Wohnung und Kleidung zu verschaffen. Die früher kaum bewohnbare Gegend erlaubte mit Hülfe des Eisens eine Bebauung des Bodens, die Bevölkerung wuchs, und die Bewohner gewannen alle Bedürfnisse mit weniger Arbeit, ihr Zustand war daher wesentlich verbessert. Zeigte ein solches Volk kriegerische und räuberische Neigungen, so mochte es leicht dem reicheren Nachbar in der Ebene, und den in der Nähe vorüberziehenden Reisenden gefährlich werden. Beutezüge waren lockend und der Erfolg *ziemlich* gesichert, weil man rasch in die heimathlichen, für Fremde schwer zugänglichen Berge zurückkehren konnte. Auf solchen Zügen zeichneten sich Einzelne durch Gewandtheit im Gebrauch der Waffen, durch Muth und List aus, sie wurden Führer für die folgenden Züge, erwarben sich die Achtung des ganzen Stammes, ihr Ansehen gieng auf ihre Familie über, und die Clan-Verfassung, mit ihr

Digitized by Google

unaufhörliche Kämpfe im Innern, waren eine natürliche Folge. Solche Völker gab es früher in Europa, jetzt lesen wir von ihrer Armuth und ihren Kämpfen in Asien; Kurdistan, Afghanistan, Beludschistan und das Land der Tscherkessen, wenn gleich in der Nähe des Meeres, bieten die Bilder von solchen Ländern. Armuth, Grausamkeit und Hinterlist neben Tapferkeit sind die gewöhnlichen Attribute; Jahrhunderte können solche Völker in gleichen Verhältnissen verleben, aber allmählig bringt die fortschreitende, auf eine andere Anwendung des Eisens gegründete Civilisation einen mächtigen Nachbar in ihre Nähe, und weil sie sich dieser Civilisation nicht theilhaftig machen können und wollen, so hören sie nach Jahre langen Kämpfen auf, als Volk zu existiren, ohne in der Geschichte eine Spur zu hinterlassen.

§. 28.

Am günstigsten für die vielseitigste Anwendung des Eisens liegen die vom Meere bespülten, und von Flüssen durchströmten Länder der gemäfsigten Zone. Hier fand, geweckt durch den erleichterten Verkehr, in Bälde eine Anwendung des Eisens nicht blos auf Waffen und Ackerbau, sondern auch auf Industrie und Schifffahrt statt; der Erfindungsgeist wurde rege, man suchte den Erzeugnissen des Bodens und den Schätzen, die er in sich ver-

Digitized by Google

schliefst, eine werthvolle Form zu geben, und sie in die Nachbarländer, und wenn dieses gelang, in entferntere Gegenden zu versenden. Die rohen Erzeugnisse dieser Länder wurden gegen jene Waaren eingetauscht, im Heimathlande entstand Wohlstand, der sich zunächst in Anlage und Erweiterung von Städten äufserte, die Bewohner dieser bedurften Nahrungsmittel, und eine natürliche Folge war, dafs der Ackerbau eine gröfsere Ausdehnung erhielt, und der Verkehr im Innern durch Anlegung besserer Transportmittel erleichtert wurde; mit andern Worten, das Eisen fand eine gesteigerte Anwendung bei Erbauung von Schiffen und Wohnungen, bei Werkzeugen für Industrie und Ackerbau, und bei der Anlage von Strafsen. Der Reichthum belebte den Sinn für das Schöne, die Mittel waren vorhanden, ihn zu befriedigen, die Künste wurden aus dem Schlafe geweckt, und das Eisen wurde mit kunstreicher Hand zur Bearbeitung des Marmors, Porphyrs, Granits und des Sandstein's angewendet; es erhoben sich Kirchen, Paläste und Theater, Triumphbögen und Statüen. In einem solchen Lande mussten nothwendig eine Menge Kenntnisse erworben werden, überall war die Anwendung von mathematischen Sätzen nöthig, und die Schifffahrt erforderte eine sorgfältige Beobachtung der Gestirne, die erweiterte Länder- und Völkerkunde und die verschiedenen Produkte dieser Län-

Digitized by Google

der boten ein ungeheures Material für wissenschaftliche Bearbeitung, der Reichthum gewährt Muſse, und allmählig sah man die Wissenschaften entstehen. Vermöge seines Reichthums erwarb ein solches Land eine groſse Macht, es übte den mächtigsten Einfluſs auf seine Nachbarländer, sandte Kolonieen aus und nahm wenig bewohnte Länder in Besitz, es bildete nicht blos seine eigene Geschichte, sondern entschied auch Jahrhunderte hindurch über die Geschichte anderer Völker.

§. 29.

Waren zwei nicht sehr weit von einander entlegene Länder in derselben günstigen Lage für die Anwendung des Eisens, so war es möglich, daſs sie einen ähnlichen Entwicklungsgang giengen. So lange die Zahl der Erfindungen klein war, mussten sie dieselben Produkte erzeugen, und bei der beschränkten Länder- und Völkerkunde mit denselben Völkern Handel treiben. Hieraus entstand Veranlassung zu gegenseitiger Eifersucht und zu Nationalhaſs; die Nation, die sich mächtiger glaubte, suchte Ursache zum Streite, die oft von der wirklichen ganz verschieden war, man warb Bundesgenossen unter den Völkern, mit denen man Handel trieb, der Krieg brach aus, und nach länger oder kürzer dauerndem Kampfe unterlag eine der Nationen. Entweder wurden

Digitized by Google

ihre Städte zerstört und die Nation vollständig unterjocht, oder es wurde ein Frieden geschlossen, der dahin zielte, die besiegte Nation von Industrie, Handel und Schifffahrt auszuschliefsen und auf den Ackerbau zu beschränken; mit Schrecken sah sie ihre Städte, die durch Industrie und Handel gegründet waren, veröden, mit Wehmuth und Trauer betrachtete sie ihre zerfallenden Paläste und leer gewordenen Tempel; war noch Kraft und hoher Sinn vorhanden, so griff sie mit dem Muthe der Verzweiflung zu den Waffen, und entschied ihr Loos häufig für immer.

§. 30.

Leicht konnte die siegende Nation zu weit in Eroberungen fortgerissen werden und vergessen, welchen Umständen sie ihre bisherige Gröfse verdankte. Die Güter, die im Handel und durch Industrie erworben wurden, konnten anstatt zu weiterer friedlicher Entwicklung zur Eroberung von entfernten Ländern, und zur Besoldung von grofsen Armeeen verwendet werden, leicht wurden dann die heimathlichen Bedürfnisse vernachläfsigt, und das Eisen erhielt eine überwiegend kriegerische Anwendung. Einzelne, die in entfernten Provinzen reich geworden waren, brachten ihre Reichthümer in die Hauptstadt zurück, und weil die Nation in der friedlichen An-

Digitized by Google

wendung des Eisens zurück geblieben war, fanden sich keine passenden Arten zur Verwendung derselben; dagegen gab es aus demselben Grunde einen arm gewordenen Pöbel, entweder wurde dieser bestochen, um zur Untergrabung der Ruhe des Staates und der öffentlichen Moral Parthieen zu bilden, oder wurden die Reichthümer für Schwelgereien der ausschweifendsten Art verwendet, wodurch die Sittlichkeit und die Kraft gebrochen wurde: auf beide Weisen näherte man den Staat seinem Untergang.

§. 31.

Dieses sind einige Möglichkeiten über die Anwendung des Eisens, die in der Geschichte ihre Bestätigung fanden, überall aber lehrt sie, dafs aufser der günstigen Lage und dem passenden Klima des Landes, und aufser dem aufgeweckten Geiste seiner Bewohner für die fortschreitende Anwendung und hiedurch für die Entwicklung des Geistes zwei Punkte wesentlich und unerläfslich sind:

1) Die Gesetzgebung mufs dieser Richtung entsprechen und sie fördern, anstatt sie, wie die Geschichte hundertfach lehrt, durch falsche Maafsregeln, die aus einer unrichtigen Einsicht in die Natur der Sache oder aus Herrschsucht hervorgehen, zu unterdrücken.
2) Müssen die verschiedenen Stämme, die durch Aehnlichkeit der Sprache oder durch gleiche Verhältnisse

Digitized by Google

verbunden sind, durch das feste Band einer solchen guten Gesetzgebung zu einer Nation vereinigt werden, denn nur gröſsere Vereine trotzen den Stürmen von Jahrtausenden, und nur sie können der verderblichen Anwendung des Eisens eine Gränze stecken.

§. 32.

Bei einer Gesetzgebung, wie es die ägyptische war, ist keine höhere Entwicklung denkbar, denn Kasten-Verfassung und Erblichkeit der Gewerbe lassen keinen Fortschritt zu. Wie hätten sich neue Zweige des Wissens und Könnens bilden sollen, wenn sie keinen Platz im Leben fanden? Arbeiter und Künstler bildeten die letzte Klasse und waren verachtet, es konnte deſshalb kein Nachahmungstrieb statt finden, und alles musste sich in einem beschränkten Kreise von maschinenmäſsigen Wiederholungen bewegen. Aehnliche Verhältnisse und die Unsicherheit des Besitzes hinderten bis zur heutigen Stunde einen groſsen Theil des Orients an der Fortbildung, oder da beides gleich ist, an einer fortschreitenden Anwendung des Eisens.

§. 33.

Phönizien war nach unserer Geschichte das erste Land, in welchem das Eisen nicht blos für Waffen und Ackerbau, sondern auch auf Industrie und Schifffahrt eine aus-

Digitized by Google

PARSONS LIBRARY University of MICHIGAN

gedehntere Anwendung fand, es war durch seine Lage, sein Klima und ohne Zweifel auch durch seine Gesetzgebung unterstützt. Dieses Land, das so frühe durch seinen ausgedehnten Handel berühmt war, mufste das Eisen als Handels-Artikel erhalten, so bald es in irgend einem Theile der damals bekannten Erde gewonnen wurde; die zweckmäfsige Benützung war dann bei einem so rührigen Volke von selbst gegeben. Der Aufschwung, den die Industrie, der Handel und die Schifffahrt nahmen, und die mannigfaltigsten Kenntnisse, die, weil sie nothwendig waren, auch erworben wurden, waren eine Folge davon. Sidon war unter anderem berühmt durch seine Kunst das Holz zu schneiden, Tyrus durch seine Bearbeitung des Elfenbeins, Industriezweige, die nicht ohne Eisen und Stahl denkbar sind. In der Zeit Homers, der häufig die Gröfse Phöniziens besingt, war das Eisen bereits bekannt, und wenn es auch bei weniger industriösen Völkern nur wenig benützt wurde, so konnte es defshalb in Phönizien, bei der damals herrschenden Schwierigkeit in der Mittheilung, und bei dem Streben der Phönizier, manche Zweige des Wissens für sich zu bewahren, leicht in allgemeiner Anwendung, und zwar seit längerer Zeit gewesen seyn. Für ihre Waaren nahmen die Phönizier die werthvollsten Ladungen zurück; Aristoteles erzählt, dafs sie für Oel

Digitized by Google

und andere Fettwaaren in Spanien so viel Silber erhalten hätten, dafs nicht blos die Schiffe mit Silber gefüllt gewesen seyen, sondern dafs sie sogar die Anker aus Silber gemacht hätten, um mehr davon laden zu können [20]). Zwischen den Phöniziern und den Völkern, mit denen sie Handel trieben, und zu denen sie ihre Kolonieen sandten, war anfangs dasselbe Verhältnifs, wie zwischen den Europäern und den Amerikanern bei der Entdeckung von Amerika. Sie gaben sich dieselbe Mühe, andere Völker von der gewinnbringenden Benützung des Eisens auf Industrie und Schifffahrt abzuhalten, wie etwa *heutzutage* die Engländer, nur waren sie eher im Stande, ihre Handelswege zu verheimlichen, als dieses bei dem jetzigen Zustande der Schifffahrt möglich ist.

§. 34.

Nachdem in Griechenland der Gebrauch des Eisens allgemein wurde, und hiedurch eine ausgedehntere Bebauung des Bodens und eine dichtere Bevölkerung erfolgte, so mufste dort wie in jedem anderen Lande jener Volksstamm ein Uebergewicht über die andern erlangen, der die besten Waffen aus dem Eisen zu bereiten und sie am besten anzuwenden lernte: überall und zu allen

20) Aristot. de Mirab. c. 147. p. 303.
Goguet de l'origine des arts 4. Band pag. 201.
Heeren, über den Handel der Phönizier. pag. 54.

Digitized by Google

Zeiten war dies das traurige Vorspiel, das der Entwicklung einer Nationalität vorausgieng. Lykurg gab Gesetze, die für Sparta diese Ueberlegenheit sichern mufsten, er weckte durch sie den kriegerischen Geist, liefs die Jugend sich beständig in den Waffen üben, und die Spartaner waren dadurch allen ihren Nachbarn weit überlegen. Diese Ueberlegenheit hätte ohne Zweifel zur Unterwerfung Griechenlands unter Sparta geführt, wenn nicht Lykurg blos seine Stadt-Gemeinde und ihr vermeintliches Glück im Auge gehabt hätte; um dieses zu bewirken, hielt er die Armuth für eine unerläfsliche Bedingung. Dafs Sparta arm verbleibe, hiezu ergriff er das beste Mittel, er gestattete nemlich dem freien Manne die Anwendung des Eisens blos für den Krieg; die Bebauung der Felder und die nothwendigsten Gewerbe wurden den Sklaven übertragen, und der Handel wurde ganz verboten; um allen Luxus aus den Häusern zu verbannen, durften ihre Dächer blos mit Hülfe des Beils ihre Thüren nur mit der Säge verfertigt werden [21]); so roh gearbeitete Wohnungen waren allerdings ein unpassender Aufenthalt für irgend eine Art von Aufwand. Bei einem armen Volke können sich keine Künste und keine Wissenschaften entwickeln, beide waren also verpönt, da überdies die Spartaner wegen der öffentlichen Erziehung

21) Lykurg bei Plutarch 1. Band S. 113. edit. Hutten.

Digitized by Google

keine Haushaltungskunst, kein Geschäft, keinen Prozefs kennen lernen konnten, so waren ihnen alle Zweige des Wissens verschlossen, sie liefen in der Langweile in den öffentlichen Sälen umher, und Alcibiades erklärte sich, nicht ohne Wahrscheinlichkeit, hieraus ihre Todes-Verachtung. In der Geschichte bieten die Spartaner das Bild eines kräftigen, aber durchaus rohen, treulosen, grausamen und unsittlichen Volksstamms, der beinahe immer dem Glücke Griechenlands feindlich im Wege stand: hätte der treffliche Lykurg, der ein geistvoller Verehrer der Dichtkunst war, die traurigen Folgen seiner Gesetzgebung ahnen können, so würde er nie dem Wunsche seiner Mitbürger entsprochen haben.

§. 35.

Durchaus verschieden von der Gesezgebung in Sparta war jene von Athen, und allerdings mag, wie Plutarch meint, der Boden von Attika und die Lage seiner Hauptstadt einen bedeutenden Einfluss geäufsert haben. Weil der Boden unfruchtbar war, und weil die Seefahrer kein Land besuchen, das ihnen nichts zum Tausche bieten kann, so ermunterte Solon die Bürger Athens, sich den Gewerben und Künsten zu widmen, er verordnete, um dieses zu bewirken, dafs ein Sohn nicht verpflichtet sey, seinem Vater Unterhalt zu geben, der ihn zu keinem Gewerbe angehalten habe [22]). Wer in Attika eine In-

22) Solon bei Plutarch 1. Band. S. 226.

Digitized by Google

dustrie begründete, erhielt deſshalb das Bürgerrecht, und der Name des ausgezeichneten Künstlers wurde wie der des Staatsmanns, des Philosophen und Feldherrn in den Fasten verzeichnet; die Anwendung des Eisens in jeder Richtung war also nicht blos erlaubt, sondern sie brachte Ehre, sobald sie zur Gröſse des Vaterlands einen Beitrag lieferte. Diese Bestimmungen in der Gesetzgebung waren die Veranlassung der Gröſse von Athen, durch sie wurde es reich und mächtig, durch sie trieb es die wundervollen Blüthen der Civilisation, die sich, im Gegensatz zu der aegyptischen, besonders durch eine vollkommene Freiheit in der Behandlung der leblosen Materie äuſserte, die auch dem geistvollsten Volke blos durch die Kenntniss und Benützung des *Stahls* gelingen konnte.

§. 36.

Bei diesen streng geschiedenen Richtungen in der Gesetzgebung war an keine Versöhnung der Gegensätze zu denken, früher oder später muſste ein Entscheidungskampf zwischen Athen und Sparta ausbrechen, der möglicherweise zur Bildung einer griechischen Nation hätte führen können. Athen war nicht mächtig genug, um Sparta seine Gesetze zu dictiren, beständige innere Kämpfe, Schwäche und Uneinigkeit gegenüber von äuſsern Feinden waren die Folgen, und Griechenland muſste erliegen, sobald

Digitized by Google

es einen Eroberer gelüstete, das Land der Freiheit zu unterjochen. Merkwürdig ist es, dafs auch in Athen in späterer Zeit die gröfsten Geister, die durch ihre Ueberlegenheit viele Jahrhunderte hindurch den Geist in Fesseln schlugen, durchaus verkannten, was die Gröfse und Macht einer Nation erschafft [23]). Griechenland sank immer tiefer, und erst in unserer Zeit hofft eines der am glücklichsten gelegenen Länder auf ein Wieder-Erwachen.

§. 37.

Trotz des herrlichen Aufschwungs, den Griechenland, insbesondere aber Athen nahm, war doch die durch eine vernünftige Gesezgebung bedingte fortschreitende Anwendung des Eisens von zu kurzer Dauer, als dafs sie einen sehr bedeutenden Einfluſs auf Gewerbe, Handel und Schifffahrt hätte äufsern können, und da die Wissenschaften durch jene die Materialien und die angemessenen Ideen empfangen, so mufsten auch die meisten von ihnen in der Kindheit verharren. Der Geist der Athener hatte vorzugsweise eine aesthetische und poetische Richtung, der sie, unterstüzt von einem durch Industrie und Handel erworbenen Reichthum, folgen konnten; sie wurden unübertroffene Meister in der Baukunst, der Bildhauerei

23) Aristoteles de Rep. Lib. 3. cap. 4 — 5 pag. 205 — 206. Derselbe Lib. 7. cap. 9. pag. 262. edit. Lugdun.

Digitized by Google

und dem Graviren der Steine. Was die Bearbeitung der übrigen leblosen Stoffe anbelangt, so machten sie darin nur unbedeutende Fortschritte, ihre Kleidung war sehr mangelhaft, und ihre höchst einfachen Wohnungen entbehrten aller Bequemlichkeiten, die wir für unentbehrlich halten, es fehlten ihnen die Glasfenster und Kamine, und ihre Art zu beleuchten war die roheste, da sie weder das Oel dazu anwandten, noch Wachs, noch Talglichter kannten. Es fehlten ihnen Pendeln, Uhren und Charten, und ihre Schifffahrt und Erdkunde war so unvollkommen, dafs sie bei dem Einfalle des Xerxes ihren Bundesgenossen in Asien aus Unwissenheit nicht zu Hülfe kommen konnten [24]). Vor allem war aber der Gebrauch des Eisens noch nicht so weit vorgeschritten, dafs er die Benützung der Kräfte der Natur für die Zwecke des Menschen gestattete; man kannte hiefür weder die Anwendung des Wassers, noch die des Windes. Aus diesem Grunde mufsten alle Arbeiten, selbst die schwierigsten durch den Arm des Menschen zum Theil auf eine sehr unvollkommene Weise verrichtet werden. Denkt man sich die Beschwerden, die das Mahlen des Getreides verursacht, wenn die Steine durch Menschenhände in Bewegung gesetzt werden, hat man die grofse Anzahl von Menschen im Auge, die in einer nur mittel-

24) Herodot L. VIII c. 132 pag. 818 — 819.

Digitized by Google

mäfsig bevölkerten Gegend dazu verwendet werden müssen, so wird es, auch ohne auf die anderen Beweggründe Rücksicht zu nehmen, klar, warum die Weisen der alten Welt die Sklaverei für nothwendig hielten [25]).

§. 38.

Wie in Sparta, so wurde auch in Rom das Eisen hauptsächlich für den Krieg benüzt. Nachdem die herrische Gemeinde, die jenes so furchtbare Rom bewohnte, die Ueberlegenheit erkannte, die ihr eine blos für den Krieg berechnete Verfassung und eine beständige Kriegs-Uebung über andere Völker gewährte, so wandte sie alle Kräfte und allen Sinn auf den Krieg und die Unterjochung der Völker. Nicht um den heimathlichen Herd zu schützen, wie es wohl die Absicht von Lykurg gewesen ist, sondern um beständig irgend einen Theil der Erde in Flammen zu erhalten, zu berauben und grausam zu verwüsten, behielt sie ihre Kriegs-Verfassung bei. Tacitus gibt in seinem Agrikola die beste Schilderung: „Räuber der Erde, die die Meere durchsuchen, wenn es ihnen an Ländern gebricht, die sie alle verwüsteten. Ist der Feind reich, so sind sie geizig, wenn arm, ehrgeizig. Weder der Orient noch der Occident kann sie sättigen, denn

25) Aristot. de Rep. lib. 7. cap. 10 pag. 263.

Digitized by Google

sie allein wünschen mit gleicher Begierde die Schätze und den Mangel Aller. Wegraffen, Niedermetzeln und die Herrschaft unter nichtigen Vorwänden an sich reiſsen, ist ihre Beschäftigung; sie hinterlassen eine Einöde und dies nennen sie dann einen Frieden". Durch das Eisen wurde Rom die Herrscherin der Welt, seine Bürger dachten aber nicht daran, es durch Industrie, Handel und Schifffahrt zu den Zwecken der Civilisation zu benützen, sie fanden es bequemer, die Schätze fremder Länder zu rauben, als sich im friedlichen Verkehre zu bereichern. Von ihren Provinzen, die von Phönizien und Griechenland ihre Bildung erhalten hatten, übernahmen die Römer die Verfahrungs-Arten, sey es im Schiff- oder Bergbau, in Gewerben oder Handel, ohne sie zu ändern, noch weniger entwickelten sie dieselben. Mit Carthago, Syracus und Korinth, zerstörte Rom den Handel und die Civilisation, die dort blühte; in allen Provinzen legte es den Völkern ein sklavisches Joch auf, sie verloren den Sinn für nützliche Thätigkeit, sie verarmten an Geist und Leben, an Charakterstärke wie an Glück; zeigte sich irgendwo noch Leben, so äuſserte es sich in einem Krieg gegen die Tyrannin. Die Schätze zogen sich nach Rom, aber überall nahm die Bevölkerung ab; denn auch das Blut und die Habe der Bundesgenossen wurden vergeudet, ohne Gewinn für sich muſsten sie die Welt erobern.

Digitized by Google

Furchtbar rächte sich der Mangel der friedlichen Benützung des Eisens an Rom. Was in einem früheren §. erwähnt ist, traf ein: Bestechung des Pöbels und die schändlichsten Schwelgereien waren gewöhnlich; Ordnung und Sittlichkeit wurden untergraben, und der Untergang des Staats, zunächst aber der Republik, war die unausbleibliche Folge.

§. 39.

Unter den Kaisern trat wenigstens Zeitweise mehr Ruhe ein, in das Aussaugungs-System kam mehr Ordnung, und die Provinzen konnten sich einigermaafsen erholen. Das Eisen wurde zu Erbauung von Straſsen, Brücken und Wasserleitungen benüzt, wodurch allein sich Rom unvergängliche Denkmale sezte. Schon früher hatte man in Kleinasien gelernt, die Kräfte der Natur anzuwenden; die ersten Wassermühlen waren nach Strabo [26]) in der Residenz des Mithridates angelegt, und unter August wurden sie nach Rom verpflanzt. Im Allgemeinen erreichte aber die Bildung nie mehr die frühere Höhe; die Römer blieben in Allem Nachahmer der Griechen, und auch in Bezug auf die Gewerbe können wir das Bedauern nicht theilen, das Niebuhr in seiner treflichen Geschichte Roms über den Mangel einer Technologie

26) Strabo 12. pag. 834.

Digitized by Google

aus Rom ausdrückt. Der vollständige Untergang Roms traf in den meisten Provinzen entnervte Völker; für die Entwicklung des Geistes war während der Römer-Herrschaft nichts geschehen, im Gegentheil wurde sie aus den angeführten Gründen um Jahrhunderte zurückgeworfen.

§. 40.

Während der Völkerwanderung und nach dem Untergang Roms wurde das Eisen lange Zeit beinahe blos für Bewaffnung gebraucht, bei dem lange andauernden Ringen nach Nationalitäten zeichneten sich bei jedem Volke Einzelne in der Führung des Schwerdtes aus, diese erhielten Vorrechte und die Mehrzahl wurde unterdrückt. Die einzelnen Mächtigen erkannten gewöhnlich über sich einen Höheren, dessen Uebergewicht sie jedoch so viel als möglich zu beschränken suchten. Wollte ein kräftiger, geistvoller Herrscher diesen Einfluſs nicht durch Hinterlist und Gewalt brechen, so gab es ein weit edleres und schöneres Mittel; er begünstigte durch Vorrechte, die er den Städten ertheilte, die Benützung des Eisens für Industrie, Handel und Schifffahrt. Auf diese Weise entstand ein dritter Stand, der stets der getreue Verbündete der Monarchie blieb, so lange diese die erwähnte An-

Digitized by Google

wendung des Eisens, und wie schon oft bemerkt wurde, durch sie die Entwicklung der Künste und Wissenschaften beschützte. Da man hierunter gewöhnlich und mit Recht auch Freiheit versteht, so war der Kampf um wohlverstandene Freiheit, stets ein Kampf um ungestörte Verwendung jenes Metalls für Zwecke des Friedens, bei der auch allein wahre Religiosität und Moral gedeihen können. Die Grundbesitzer, jene oben erwähnten Mächtigen, verloren zwar an Einfluſs, sie *muſs*ten aber an Reichthum gewinnen, weil die Produkte des Landes mit der Gründung und Erweiterung der Städte an Werth steigen, und mit diesem Werthe auch der Kapital-Werth der Güter steigt, viele jedoch wurden durch die Mannigfaltigkeit der neuen Bedürfnisse, die erzeugt wurden, zur Verschwendung veranlaſst, und sie oder ihre Familien giengen zu Grunde.

§. 41.

Durch die Privilegien, die den Städten ertheilt wurden, war der Mensch in Stand gesetzt, seine groſse Aufgabe — nämlich über die Natur zu herrschen und ihre Gesetze kennen zu lernen — wieder aufzunehmen. Der Kompaſs wurde erfunden, damit war die Herrschaft über das Meer gesichert, und die Entdeckung von Amerika und Ostindien waren natürliche, wenn auch spät eintreffende Folgen.

Digitized by Google

Wie oben erwähnt wurde, benützt der Mensch das Eisen, um seine Gedanken im Leben zu befestigen; es gibt kaum einen Gedanken, der sich ohne das Eisen wirklich ausführen liefse; die Nadel, der Meisel, die tausende von Werkzeugen für Ackerbau, Industrie und alle, die zum Berg- und Schiffbau nöthig sind, bis zur Dampfmaschine und den Eisenbahnen waren einst Gedanken scharfsinniger, geistreicher Männer, die anstatt Bücher zu schreiben, ihre Gedanken im Eisen niederlegten. Die Ausführung eines guten Gedankens nennt man eine Erfindung, und jede Nation ist auf jene Zeit stolz, in der sie die meisten Erfindungen machte: zu diesen Erfindungen gehört eine durch gute Gesetzgebung und Erziehung unterstützte friedliche Anwendung des Eisens. Deutschland war einst am hervorragendsten und tüchtigsten in diesen Erfindungen, und mit Stolz blickt es auf jene Zeit zurück; durch namenloses Unglück wurde es aus dieser Bahn heraus geworfen, Religionskriege, in ihrem Gefolge Zersplitterungen, hemmten eine gleichmäfsige Gesetzgebung und die Entwicklung der Nationalität, es kam an den Abgrund des Verderbens. Erst in neuerer Zeit wurden diese Hemmnisse gehoben, Fürsten und Völker sahen den Werth jener beiden Güter ein, und Ackerbau, Industrie, Schifffahrt und Handel heben sich in wechselseitiger Einwirkung; in kurzem wird Deutschland seine Stelle in

Digitized by Google

der Reihe der Nationen würdig wieder einnehmen, und so Gott will, wird wieder eine Zeit kommen, wo es voranschreitet in Erfindungen, und wo es keinen äussern Feind wegen der Möglichkeit einer innern Zersplitterung zu fürchten hat.

§. 42.

Es würde uns zu weit führen, wenn wir versuchen wollten, das Schicksal anderer Nationen in ähnlicher Weise zu verfolgen, dagegen ist England für die Begründung unserer Ansicht zu wichtig, und sein Einfluſs auf Deutschland zu bedeutend, als daſs wir uns nicht bemühen sollten, den Maaſsstab unserer Ansicht an jenes groſse Land anzulegen.

§. 43.

Bei der Eroberung Englands durch die Römer trafen diese nur eiserne und zinnerne Ringe und Bleche und eiserne Waffen, aber keine Geräthe aus Kupfer; der Gebrauch des Eisens war also wahrscheinlich schon durch die Phönizier nach England gekommen [27]). Als die Legionen wegen Gefahren, die dem Herzen Roms näher lagen, aus England zurückgerufen werden muſsten, bra-

27) Harsten, Metallurgie Band I. pag. 450.

Digitized by Google

chen dort die Kämpfe der verschiedenen Nationalitäten aus, die die friedliche Anwendung des Eisens hinderten [28]). Die Einfälle der Picten und Scoten, die Hülfe, die von den Sachsen den alten Britten gewährt wurde und zu Kämpfen zwischen diesen beiden Völkern führte, dann die Kämpfe der kleinen Königreiche unter einander hinderten jede friedliche Entwicklung. Erst nachdem Egbert, König von Wessex, die sieben kleinen Königreiche in ein einziges vereinigt hatte, war an eine ausgedehntere Benützung des Eisens zu denken, die Schöpfung Egberts hatte jedoch anfangs durch häufigen innern Zwiespalt und durch die Einfälle der Dänen zu leiden; es gehörte der kräftige Geist Alfreds des Grofsen dazu, um etwas Tüchtiges zu leisten. Dieser bewirkte die Wiederherstellung der zerstörten Städte, Erweiterung des Ackerbaues, des Handels und der Schifffahrt, insbesondere aber die Erbauung einer Flotte von 130 Schiffen, die zum Schutz gegen die Einfälle der räuberischen Dänen diente; allen diesen weisen Handlungen setzte er die Krone durch eine vorzügliche Gesetzgebung und durch die Verbesserung des Unterrichts auf. Die Einrichtungen von Alfred wurden unter seinen Nachfolgern beibehalten; sein Sohn

---

28) Hume's history of England I. Vol.

Digitized by Google

Eduard gab Gesetze zu Gunsten der Seeabentheurer (sea adventurers), wodurch die Anwendung des Eisens auf Schiffbau vermehrt wurde; unter des schwachen Ethelred's Regierung liefs sich eine Gesellschaft deutscher Kaufleute unter dem Namen *emperors men* in London nieder und bezahlte Tribut, schon damals war Blynesgate, das jetzige Billingsgate, der belebteste Kai von London [29]).

§. 44.

Wäre den Schöpfungen Alfreds und seiner Nachfolger, die sie zu würdigen verstanden, eine ruhige Entwicklung geworden, so hätte der Aufschwung Englands, der um mehrere Jahrhunderte später erfolgte, nothwendig weit früher statt finden müssen. Schwache Regenten, wie Ethelred, riefen aber die Einfälle der Dänen wieder hervor. Der Sieg dieser unter Kanut, dann die Eroberung Englands durch Wilhelm den Eroberer, der durch bessere Bewaffnung mit seinen Normannen über den tüchtigen Harald den Sieg davon trug, erneuerte einen Kampf um Nationalitäten. Die Nähe vier verschiedener Völker, der alten Britten, Sachsen oder Engländer, Dänen und Normannen mufste nothwendig Kämpfe herbeiführen. Zu diesen Verhältnissen kamen die zu Erobe-

29) Hume I. Vol. pag. 81.

Digitized by Google

rungen einladende Nähe von Schottland und Irland, dann der, lange Kämpfe veranlassende, Besitz in Frankreich, und, um das Maafs zu füllen, ernste kirchliche Zwistigkeiten, alles zusammen begünstigte die Begründung einer Feudal-Herrschaft. Diese war einigemal so überwiegend, und nahm so sehr den Charakter des Raubs und des Mordes an, dafs das Land, wie zur Zeit des Streits zwischen Mathilde und Stephan von Blois, an den Rand des Verderbens kam, weil die friedliche Benützung des Eisens beinahe ganz aufgehört hatte.

§. 45.

Die Grofsen Englands waren jedoch von jeher der Industrie und defshalb der friedlichen Anwendung des Eisens geneigter als die des Kontinents; der uralte Zinn-Bergbau war für die Besitzer desselben eine Quelle des Reichthums und der Macht, und schon dieser veranlafste bei den Grund-Eigenthümern, in deren Besitz er war, eine günstige Stimmung für Handel und Industrie. Schon im 11ten Jahrhundert waren die englischen Tuchweber berühmt, aber dieser Gewerbs-Zweig hörte später aus den oben erwähnten Gründen ziemlich auf, denn im 12ten und 13ten Jahrhundert führten die Hanseaten die Wolle, die damals in England in so grofser Menge, wie jetzt in Ungarn erzeugt wurde, nach Flandern und brachten sie

Digitized by Google

theilweise als Tuch wieder zurück. Durch die Bedrückungen der Herrscher wurde jedoch eine grofse Anzahl belgischer Weber aus Brabant und Flandern vertrieben, sie fanden in England eine günstige Aufnahme und brachten die Fabrikation der Tücher in Gang, oder mit andern Worten: in England wurde mehr Eisen für die Tuchfabrikation verwendet. Bald hierauf wurde von Eduard dem Dritten verordnet, dafs nur im Inland fabrizirte Tücher getragen werden dürfen [30]); dieser Verordnung fügte später Heinrich IV. jene hinzu: die fremden Kaufleute müssen ihre Einfuhr in englischen Waaren exportiren [31]).

§. 46.

Durch diese Beschränkungen stieg die Zahl der Tuchweber bedeutend, und da nicht eben so rasch eine entsprechende Ausdehnung des Ackerbau's erfolgte, so hoben sich die Preise der Lebensmittel, was zu Klagen Veranlassung gab und den tyrannischen König Heinrich VIII. bewog, 15,000 Fabrikanten aus dem Lande

---

30) Hume II. Vol. pag. 523.

31) Derselbe III. Vol. pag. 90. In der deutschen Vierteljahrs-Schrift 2tes Heft 1839, der geistreiche Aufsatz von H. Fr. List.

Digitized by Google

zu verjagen. Die Fabrikation hatte aber bereits feste Wurzel gefaſst und erhob sich, unterstützt durch die Politik Eduards VI. und der Königin Elisabeth, immer mehr. Unter Jakob dem Ersten betrug der Werth der ausgeführten Tücher bereits 2 Millionen Pfund Sterling; die Begünstigungen, die dieser König und Karl der Erste gewährten, bewirkten, daſs sich die Appretur der Tücher hob und von nun an im Lande erfolgte, anstatt daſs man früher die rohen Tücher zum Appretiren nach Belgien geführt hatte. Durch die Tuchfabrikation vermehrte sich die Bevölkerung Englands nach den Gesetzen der Population ungemein, es wurde mehr Land unter den Pflug genommen, oder mit andern Worten: die für den Ackerbau nöthige Menge des Eisens stieg, zugleich jene für Erbauung und Erweiterung von Städten, Verbesserung der Straſsen, Ausdehnung des Steinkohlen- und Eisenbergbaues, und insbesondere auch für Erbauung von Schiffen, indem das Tuch eine geschätzte Waare war, gegen welche die Rohprodukte anderer Länder, insbesondere auch Kolonial-Waaren eingeführt werden konnten. Durch Vermehrung der Bevölkerung stieg die Nachfrage nach Fischen, und durch die Fischerei die Küstenschifffahrt bedeutend, diese bildete die für Seekriege nöthigen Matrosen. Diese verschiedene Benützung des Eisens wurde England durch die Navigations-Acte, die das lange Par-

Digitized by Google

lament erliefs, gesichert, und die Zerstörung der Flotte Hollands, mit ihr das Uebergewicht Englands auf allen Meeren, war die natürliche Folge.

§. 47.

Wie mit der Tuchfabrikation gieng es bald mit allen übrigen Fabrikations-Zweigen, die Einfuhr von Metall- und Lederwaaren und von einer Menge anderer Artikel wurde schon unter Elisabeth verboten, dagegen die Einwanderung deutscher Bergleute und Metallwaaren-Fabrikanten begünstigt. Den gröfsten Zuwachs für den Gebrauch des Eisens erhielt England durch die Einwanderung der von Philipp II. und Ludwig XIV. aus Belgien und Frankreich vertriebenen protestantischen Arbeiter und Fabrikanten, ihnen verdankt es die verbesserte Hut-, Leinwand- und Seidenwaaren-Fabrikation, ferner die des Glases, Papiers und der Uhren; Industriezweige, die es durch Einfuhr-Verbote hob. Es wiederholte sich derselbe Prozefs, der im vorigen Paragraphen aus einander gesetzt wurde; die Folge war, dafs der Reichthum und die Macht Englands ungemein stiegen, und dafs es zum Staats-Grundsatz erhoben wurde, Rohstoffe einzuführen und dagegen Fabrikate auszuführen.

Digitized by Google

§. 48.

So günstig sich bereits am Anfang des vergangenen Jahrhunderts die Verhältnisse für England gestaltet hatten, obgleich es schon damals zur See herrschte und überall bedeutende Besitzungen besafs, so war doch noch die Erfüllung einer Bedingung nöthig, dafs es zu der vollständigen Entwicklung seiner Gröfse gelangen konnte; diese unerläfsliche Bedingung war die Anwendung der Steinkohle für die Eisenfabrikation.

§. 49.

Seit den Zeiten des Aristoteles bis zum Ende des 15ten Jahrhunderts war in der Eisenfabrikation nur Eine bedeutende Veränderung vorgegangen, dieses war die Anwendung der Kräfte der Natur. Die Gebläse und die Hämmer wurden durch das Wasser in Bewegung gesetzt, anstatt dafs dieses früher durch Menschenhand geschah; die Quantität der Fabrikation wurde dadurch bedeutend vermehrt, im übrigen blieben aber die Fabrikations-Methoden dieselben, immer noch wurden kleine Oefen und dieselben Herde wie früher zum Verfrischen des Eisens angewendet. In der letzten Hälfte des 15ten Jahrhunderts wurden zuerst in Deutschland, das damals in jeder Art von Fabrikation hoch stand, höhere Oefen gebaut, wodurch man in Stand gesetzt wurde, ein für die

Digitized by Google

Gieſserei taugliches Roheisen zu erzeugen [32]). Diese Entdeckung, die anfangs nur dazu diente, unscheinbare Stubenöfen aus Eisen zu gieſsen, wurde für so unbedeutend gehalten, daſs derselben nirgends erwähnt wird; nur die Männer vom Fache interessirten sich dafür, und insbesondere hat Herr Karsten alle Chronik-Notizen sorgfältig gesammelt und in seinem System der Metallurgie zusammengestellt. In ihren Folgen war sie eine der wichtigsten, weil sie dem Menschen ein auſserordentliches Uebergewicht gewährte, und ein wohlfeiles, überall vorhandenes und mit den ausgezeichnetsten Eigenschaften ausgestattetes Mittel zur Verwirklichung seiner Gedanken.

§. 50.

Diese höheren Oefen wurden vor vierthalbhundert Jahren nach England verpflanzt. Da dort die Nachfrage nach Eisen von Jahr zu Jahr stieg und ein groſser Verbrauch von Brenn-Material die Folge war, so entstand allgemein ein so groſser Holzmangel, daſs wegen der Lichtung der Wälder die neue Anlage von Eisenhütten untersagt wurde. Lange wurden vergebliche Versuche gemacht, die Steinkohlen für die Fabrikation des Eisens zu benützen, es gelang aber erst im Jahre 1720, dieses wirklich zur Ausführung zu bringen. Zunächst hatte diese

32) Karsten, Metallurgie Band I. pag. 452.

Digitized by Google

Entdeckung nur die Darstellung des Roheisens in höheren Oefen vermittelst Koaks, d. h. ihres Bitumens entkleideter Steinkohlen zur Folge. So lange man sich noch der Holzkohlen zum Verfrischen bedienen mufste, waren die Gränzen immer noch enge gesteckt; erst im Jahr 1784 gelang es, auch die Steinkohlen zur Darstellung des Stabeisens, jedoch nicht in Herden, sondern in Flamm-Oefen zur Anwendung zu bringen. Seit der Benützung der Koaks und Steinkohlen wurden die früheren Oefen mit 16—18′ Höhe in solche von 40—60′ verwandelt, denen der Wind durch ein Gebläse von etwa 80 Pferdekräften geliefert wird; um das Stabeisen zu verarbeiten, kamen eiserne Walzwerke in Anwendung. Früher schon wurden bei der Baumwoll-Manufaktur kleine Walzen mit einem Durchmesser von 1½″ und wenigen Zollen in der Länge zum Strecken des Baumwollgespinnstes benützt; das Prinzip blieb dasselbe, man gab aber den Walzen für die Eisenfabrikation eine Länge bis zu 6 Fufs, und einen Durchmesser von 1—3′, und setzte sie mit einem Schwungrad in Verbindung, das als Kraftsammler dient und ein Gewicht von 100—200 Centner erhielt; der Hammer, der die Schlacken aus den Eisenballen auskloptt, wiegt ebenfalls gegen 100 Centner. Diese Aenderung und eine in allen Zweigen stark vermehrte Produktion hatte zur Folge, dafs die Eisenfabrikation, die noch

Digitized by Google

im Jahre 1740 nur 340,000 Centner betrug, schon im Jahr 1827 auf 14 Millionen gestiegen war [33]); seit dieser Zeit fehlen die statistischen Notizen, da aber erst später die Anwendung der heifsen Luft, und mit ihr statt der Koaks bei den Hochöfen, die der rohen Steinkohlen erfolgte, und dadurch das Produkt jedes Hochofens nahezu 1/3 stieg, da ferner der Baumwoll-Verbrauch seit 1827 [34]) um 130 Millionen Pfund des Jahrs vermehrt wurde, so läfst sich ohne Uebertreibung annehmen, dafs die Fabrikation von Roheisen die fabelhafte Summe von 20 Millionen Centner in einem der günstigeren Jahre bereits erreicht hat. Aufser der eigenen Fabrikation wird jährlich aus Schweden etwa 40,000 Schiffpfund oder 124,000 [35]) Centner Stabeisen zur Fabrikation des Stahls eingeführt. Dieser ungeheure Verbrauch war nur durch eine Masse von Erfindungen zu erreichen, unter denen eine der hervorragendsten, die von Arkwright in der Baumwollspinnerei war, wodurch die Konsumtion von Baumwolle von 1 1/2 Millionen innerhalb 100 Jahren auf 400 Millionen stieg, und welcher erst in neuerer Zeit die Anwendung auf Flachs und Hanf folgte;

---

33) Ure's Dictionnairy sec. edition pag. 721.

34) Baine, Geschichte der Baumwoll-Manufaktur S. 145. und Correspondenz-Nachricht der allgemeinen Zeitung.

35) Karsten Band I. pag. 452.

Digitized by Google

dann die Erfindung der Dampfmaschine durch den genialen James Watt, die die Herrschaft des Menschen ins Unendliche ausdehnte.

§. 51.

England wuchs durch kolossale Anwendung des Eisens zur Herrscherin der Welt heran, und es war glücklich, so lange seine Politik den Grundsatz festhielt, Rohstoffe frei einzuführen und dagegen Manufaktur-Waaren auszuführen. Dieser Grundsatz wurde in neuerer Zeit auf eine beinahe unglaubliche Weise verletzt, und zwar deßhalb, weil die englische Gesetzgebung nicht mit der Zeit fortschritt, sondern bis zur Reformbill nur die Interessen des Ackerbaues im Parlamente vertreten waren. Im Jahre 1773 wurde ein Gesetz gegeben, wonach der Quarter Waizen, der sich nach Nelkenbrecher zu dem württembergischen Scheffel wie 164,2 : 100 verhält, bei dem Preise von 44 Schilling oder per Scheffel à 16 fl. frei eingeführt werden durfte; dieser Preis war höher, als der frühere Durchschnittspreis des Waizens unter Georg II., er gewährte dem Ackerbau, der in England mit starken Abgaben belastet ist, einen genügenden Schutz, und das Gesetz verhinderte, daſs die Preise des Getreides übermäſsig steigen konnten. In der Periode von 1773—93, so lange dieses Gesetz währte,

Digitized by Google

waren Handel, Fabriken und insbesondere auch der Ackerbau im raschen Vorschreiten, die Erzeugung des Waizens stieg in dieser Periode um mehr als 1½ Millionen [36]); ein Beweis, daſs bedeutend mehr Land unter den Pflug genommen worden war. Im Jahr 1793 wurde an diesem Gesetz gerüttelt, indem die Grundbesitzer vorstellten, daſs das Land von fremder Einfuhr abhängig werde, der Preis, bei dem freie Einfuhr gestattet war, stieg per Scheffel auf 20 fl., und bei 18 fl. war der Zoll schon beinahe 9 fl., also die Einfuhr unmöglich. Weil im Jahr 1797 der Bank bewilligt wurde, der Zahlungen in baarem Gelde überhoben zu seyn, vermehrte sie die Ausgabe von Papiergeld, dieses war also leicht zu erhalten und floſs zum Theil dem Ackerbau zu. Im Jahr 1800 und 1801 standen die Preise sehr hoch; die Folge war, daſs eine Menge Felder unter den Pflug genommen wurden, deren Bebauung sich bei gewöhnlichen Preisen nicht halten läſst. Die Grundbesitzer machten beständige Vorstellungen wegen Gewährung eines höheren Schutzes, und es kam endlich nach einigen Aenderungen zu der jetzigen Gesetzgebung, welche die Einfuhr gegen 1 Schilling erst bei 73 Schilling, oder auf den Scheffel gerechnet bei 26 fl. 36 kr. gestattet; schon bei 68 Schil-

36) Mac Culloch Band II. pag. 78.

Digitized by Google

ling beträgt der Zoll beinahe 10 fl. und die Einfuhr ist ganz unmöglich. Dieser kolossale Unsinn und Betrug an der Fabrik-Bevölkerung verursachte nicht blos, dafs in den Zeiten des Mangels die Preise der Frucht ungeheuer stiegen, sondern er war die einzige Veranlassung von beständigen Schwankungen. Der Satz ist unbestreitbar, dafs Aenderungen im Preise der Lebensmittel eine aufserordentliche Aenderung in der Konsumtion der Waaren zur Folge haben; von der Zeit an trat also ein beständiges Schwanken in der Industrie ein, bei jedem Stocken wurde die Industrie-Bevölkerung der Armuth Preis gegeben, defshalb nothwendig demoralisirt, und der Staat kam mehreremal an den Rand des Verderbens. Hören die Schwankungen im Getreidepreise auf, was erfolgt, sobald ein mäfsiger fester Zoll eingeführt wird, so kommen auch die Stockungen in der Industrie nur dann vor, wenn in einem Lande, wohin ein Hauptabsatz geht, sey es durch veränderte Gesetzgebung oder durch ein Fehljahr, die Nachfrage bedeutend vermindert wird; eine Besorgnifs, die zwar für England, aber nicht für Deutschland gilt, weil dessen Ausfuhr noch lange nicht diese Bedeutung erreichen wird.

§. 52.

Bei der Politik Englands, Manufaktur-Waaren auszuführen und Rohstoffe einzuführen, fand also in Eng-

Digitized by Google

land das Eisen die ausgedehnteste Anwendung auf Ackerbau, Industrie jeder Art, Handel und Schifffahrt; seine Staatsmänner wufsten schon lange, dafs ihr Vaterland diesem Umstand seine Gröfse verdanke. Leicht konnte in ihnen der Gedanke entstehen, andere Nationen von dem Gebrauch desselben Mittels, wodurch sie dasselbe Resultat erzielen konnten, abzuhalten oder sie zu beschränken, und wirklich sehen wir seit mehr als 150 Jahren diesen Gedanken als die Politik Englands nach aufsen bald durch List, bald durch Gewalt in Ausübung gebracht. Portugal wurde durch einen Vertrag, den es im Jahr 1703 mit England abschlofs, in welchem jener Gedanke zur Ausführung kam, zur Provinz Englands herabgewürdigt. Ein Hauptgrund, warum sich die nordamerikanischen Kolonieen von England trennten, war der, weil die Staatsmänner Englands in den Kolonieen das Eisen nur für den Ackerbau benützen lassen wollten, um Manufaktur - Waaren gegen Rohstoffe ausführen zu können; der berühmte Pitt sagte im Jahre 1770, man sollte nicht dulden, dafs in Neuengland auch nur ein Hufnagel fabrizirt werde. Die Bürger Nordamerikas wufsten aber so gut als die Engländer, dafs ein Land nur dann reich und mächtig wird, wenn es das Eisen nicht blos für Ackerbau, sondern auch für Industrie, Handel und Schifffahrt verwendet, die Theefrage gab den

Digitized by Google

äufsern Vorwand und die Kolonieen machten sich frei. Zwischen Nordamerika und England mufs einst, trotz der Verwandtschaft, der im §. 29 angedeutete Fall eintreten, weil sich ihre Schiffe in jedem Hafen treffen und National-Eifersucht und Hafs nicht ausbleiben können; schon jetzt wäre der Kampf ausgebrochen, wenn sich nicht Nordamerika wegen seiner Bankwirren zu schwach fühlen würde, und wenn nicht seine Sclavenfrage und die Emancipation der Sclaven in Westindien, die sich England nicht aus reiner Menschlichkeit so viel Geld kosten liefs, wie der Alp auf dasselbe drücken würde.

§. 53.

Um seinem Grundgedanken Geltung zu verschaffen, bediente sich England schöner Redensarten über freie Handels-Politik, die, wie ein geistreicher Amerikaner treffend sagte, wie die englischen Manufaktur-Waaren nicht sowohl für die innere Konsumtion, als für die Ausfuhr fabrizirt wurden [37]). Die Grundsätze, die Adam Smith in seiner wealth of nations mit sehr viel Geist aufstellt, die aber bei gegebenen Zuständen, und wohl bei dem natürlichen Uebergewicht, das einzelne Länder besitzen, theilweise für immer unrichtig sind, und dessen Vordersätze oft zu Schlüssen führen, die den Leser überraschen müssen,

37) Deutsche Vierteljahrs-Schrift 2. Heft 1839. p. 155.

Digitized by Google

werden den Völkern anempfohlen. Weil England genöthigt ist, seine Korn-Gesetzgebung aufzugeben, wenn es nicht zu Grund gehen will, so möchte es diesen Umstand benützen, um mit andern Völkern Verträge abzuschliefsen, die sie hindern sollen, das Eisen anders als für den Ackerbau zu benützen; es will, dafs die aufblühende Industrie dieser Völker, mit ihr Reichthum und Macht, Künste und Wissenschaften untergehen sollen. England würde an Deutschland ein bisher tributpflichtiges Land verlieren, so bald letzteres die Benützung des Eisens für Industrie, Handel und Schifffahrt wie früher erringen würde; vor kurzem noch hatte England einen trefflichen Bundesgenossen an der Zerrissenheit Deutschlands, damals waren keine Verträge nöthig; da dieses aufgehört hat, möchte es sich seinen guten Kunden und treuen Freund auf dem Wege der Tractate bewahren. Den Anfang hat es bereits glücklich gemacht, hoffentlich wird aber die Durchführung nicht gelingen.

§. 54.

Betrachten wir noch einmal die Korngesetze Englands, und ob die Vorschläge John Russels im englischen Parlamente für Deutschland je von Nutzen seyn können, oder dafs es sogar dadurch verleitet werden sollte, eine Laufbahn zu Reichthum und Macht zu verlassen. Mac Culloch behauptet, dafs sich bei einem Eingangs-Zoll

Digitized by Google

von 6 Schilling auf den Quarter der Durchschnittspreis auf 50 Schilling halten werde, und wir dürfen seiner Angabe vollen Glauben schenken, denn

1) tragen seine Rechnungen den Charakter der Wahrheit.
2) Wenn er hätte täuschen wollen, so hätte er einen höheren Preis angegeben; denn dadurch konnte er hoffen, auf den Güterbesitzer zu influiren, dem er beweisen wollte, dafs er bei einem Zoll von 8 Schilling gegen das jetzige System nichts verliere.

Russel nimmt den Eingangszoll zu 8 Schilling an, demnach würde der Durchschnittspreis auf 52 Schilling steigen, oder der Preis wäre für den württembergischen Scheffel in London 19 fl.

Hievon gehen ab für Eingangszoll . .	2 fl. 55 kr.
Transport für 300 Pfund Gewicht des Scheffels, per 100 Pf. vom mittleren Deutschland bis London à 2 fl.	6 fl. —
Unterschied wegen geringerer Qualität des Waizens von M. Culloch, per Quarter zu 5 Schilling berechnet	1 fl. 50 kr.
10% Nutzen	2 fl. —
Verlust während der Reise durch Mäuse-Fraſs und Diebstahl von M. Culloch zu 3% angeschlagen	1 fl. 4 kr.
	13 fl. 49 kr.

Digitized by Google

Der Scheffel müfste also in Deutschland 5 fl. 11 kr. kosten, um nach England verkauft werden zu können. Liefse sich, was jedoch unwahrscheinlich ist, auch etwas am Transport ersparen, und begnügten sich die Aufkäufer in Deutschland und die Verkäufer in England, die beide gewinnen wollen, mit einem geringeren Nutzen; so könnte der Unterschied im günstigsten Falle 2 fl. betragen, und der Scheffel müfste höchstens zu 7 fl. gekauft werden; da aber der Scheffel auch in den wohlfeilsten Jahren nicht unter 9 fl. sinkt, so wäre jetzt an keinen Verkehr zu denken, sogar wenn der Durchschnittspreis in England auf 60 Schilling stiege. Deutschland müfste seine inneren Konsumenten verloren haben, seine Städte müfsten öde und verlassen, Handel und Industrie müfsten vernichtet seyn, bis England zu den oben bemerkten Preisen in Deutschland kaufen könnte.

§. 55.

Werfen wir als Deutsche noch einen Blick auf das Vaterland und lassen wir uns durch die bisher entwickelte Ansicht leiten, so scheint uns seine Lage folgende zu seyn.

Dadurch, dafs in England, unterstützt durch Gesetzgebung und Politik, das Eisen seit Jahrhunderten weit mehr als in Deutschland gebraucht worden ist, hat England weit mehr und bessere Gedanken im Eisen niedergelegt und dadurch eine weit vollkommenere

Digitized by Google

Herrschaft über die Natur errungen. Hiedurch ist es in Stand gesetzt, mit weniger Zeit und Arbeit, also wohlfeiler zu produziren, es hat ferner einen entschiedenen Vorzug in wohlfeilem Brenn-Material und einem ausgebildeten Transport-System, und der bereits erworbene Reichthum gestattet mit geringen Zinsen zufrieden zu seyn, und zeitenweise, etwa um auswärtige Fabriken zu stranguliren [38]), in einzelne Länder zu Spottpreisen zu verkaufen. Bei dieser entschiedenen Ueberlegenheit muſs Deutschland, wenn es zu Reichthum und Macht gelangen, wenn es seine abgefallenen Theile wieder mit sich vereinigen will, so lange Schutzzölle anwenden, bis es sich auf eine ähnliche Höhe erhoben hat. Bisher hatte Deutschland einen Verbündeten an der Korngesetzgebung; hört diese auf, so fällt nach Mac Culloch eine Steuer von 90 Millionen Gulden, die Stockungen, damit die innere Unzufriedenheit und ein Theil der Armensteuer hören auf, und das wohlfeilere Brod veranlaſst überdieſs eine wohlfeilere Produktion; Deutschland muſs also für den Fall der Aufhebung seine Schutzzölle bedeutend erhöhen, anstatt sie zu erniedrigen, um so mehr als es seinen bisherigen Absatz von Getreide und Wolle nach England vollständig verliert, also die innere Konsumtion bei-

38) Ein Parlaments-Ausdruck von dem liberalen Mitglied Hume.

Digitized by Google

der heben mufs. Bald nach der Korngesetzgebung wird England alle Zölle, die zum Schutze dienen, fallen lassen, weil es unverantwortlich ist, wenn eine Nation, die sich ihre Ueberlegenheit gesichert hat, sie beibehält; von Deutschland wird England dasselbe verlangen, und wenn ersteres gut berathen ist, kann es diesen Wunsch nicht erfüllen. Deutschland hat demnach alle Ursache, England mit mifstrauischen Augen zu betrachten, weil es der gröfste Feind seines Reichthums und seiner Macht ist, weil es durch Tractate, vielleicht auch einmal durch Gewalt uns als beste Kunden und treue Freunde erhalten möchte. Rufsland und Frankreich sind aus bekannten Gründen Feinde der deutschen Nationalität, nur Oestreich hat dieselben Interessen und dieselben Feinde, ist also der natürliche Verbündete Deutschlands. Diesen Feinden kann es die Spitze bieten durch Entwicklung seiner Gesetzgebung, dafs sie den Gebrauch des Eisens im vollsten Maafse gestattet, und hiedurch Reichthum und Macht geschaffen wird; da hiezu eine freie geistige Entwicklung unerläfslich ist, so verbindet es sich die fremden Stämme, die mit ihm ein Ganzes bilden müssen, nicht durch Sclavenketten, sondern durch hohe materielle und geistige Interessen, und die Lockungen des fremden Versuchers werden vergeblich seyn.

Digitized by Google

§. 56.

Die Resultate der bisherigen Untersuchung sind folgende:

1) Das Eisen ist vermöge seiner Eigenschaften das unentbehrliche Mittel, durch das die Menschheit das Gebäude ihrer jetzigen Civilisation, Künste und Wissenschaften nicht ausgenommen, aufgebaut hat; würde das Eisen von der Erde verschwinden, so würde diese Civilisation zusammenstürzen, Städte, Tempel und Palläste würden veröden und verfallen, der gröfste Theil der Bevölkerung würde aussterben, und die Ueberlebenden wären, wie beym Beginn der menschlichen Geschichte, die Sklaven der Natur, anstatt ihre Herrscher zu seyn. Alle früheren Entdeckungen, alles darüber Geschriebene, würde in todte Buchstaben verwandelt, weil es seine Verbindung mit dem Leben verloren hätte.

2) Das Eisen ist das einzige Mittel, um rohe Völker der Civilisation zu gewinnen; erhalten diese Völker die Mittel, über die Natur zu herrschen, bekommen sie die dazu nöthigen Werkzeuge, und sind sie desshalb im Stande, Ackerbau und Gewerbe treiben zu können, anstatt mit beständiger Noth zu kämpfen, so sind sie der Gesittung und leicht auch der wahren Religion gewonnen. Wird nicht von dieser An-

Digitized by Google

sicht ausgegangen, so kann nie eine Mission günstige Folgen haben.

3) Das Eisen ist das Mittel, mit dessen Hülfe der Mensch seine Gedanken ausführt, oder in welches er sie vollständig niederlegt, solche Gedanken sind es, durch welche er die Herrschaft über die Natur begründet hat und sie sichert. Alle Werkzeuge, Instrumente und Maschinen, sind ehemalige Gedanken oder Reihen von Gedanken, die in Eisen verwandelt oder durch Eisen dargestellt sind. Solche Gedanken sind es, die den Wissenschaften vorausgehen, das Wasserrad gieng der Hydraulik, die Dampf-Maschine der höheren Lehre von den Dämpfen und den hohen Luftdrücken, so wie der Komprimirung der Gasarten voraus.

4) Diese Gedanken, ihr Mangel oder Ueberfluss, ihre Zweckmäfsigkeit oder Falschheit, sind es, die die Sitten und Gebräuche und die Lebensweise der Völker bestimmen und ändern, sie haben defshalb den gröfsten Einfluss auf die Entwicklung der Gesezgebung, der Staats- und der Rechts-Wissenschaft.

5) Die verkörperten Gedanken sind bald friedlicher bald kriegerischer Natur, der Degen, die Flinte, die Kanone von Paixhans sind ausgeführte Kriegs-Gedanken,

Digitized by Google

keine Nation darf in diesen letztern zurückbleiben, während eine andere sie ausführt, bessere Bewaffnung hat schon tausendfach über das Loos der Völker entschieden. China ist nach allen Nachrichten ein sehr gebildetes Land, es besizt sogar, wie uns Engländer versichern, sehr ausgebildete philosophische Systeme, aber in der Verkörperung der Gedanken blieb es gegen England zurück, und die welche es besizt, sind in Europa längst veraltet und als unbrauchbar verworfen. Daher kommt es, dafs die rothhaarigen Barbaren zur Verwunderung der Chinesen ihre Gedanken donnern lassen und die Geschichte des himmlischen Reichs für die Zukunft bestimmen. Aehnliche Verhältnisse fanden in ganz Asien statt, und darinn, also in der Anwendung des Eisens unterscheidet sich hauptsächlich Europa von den übrigen Erdtheilen, dadurch hat es sein Uebergewicht in Reichthum, Macht und Bildung begründet, und dadurch verfügt es nach Willkühr über das Geschick anderer Länder.

6) Die Nation, welche die meisten und besten verkörperten Gedanken besizt, die sie auf Acker- und Bergbau, Handel, Industrie und Schifffahrt, so wie auf den Krieg anwendet, ist zunächst die gedankenreichste und dann im Verhältniss ihrer Gröfse und der Frucht-

Digitized by Google

barkeit ihres Bodens die reichste und mächtigste, sie verschafft sich die Schätze der Natur am schnellsten und mit der geringsten Arbeit, herrscht über andere Nationen und bestimmt ihre Geschichte.

7) Die Menge des verwendeten Eisens gibt den allgemeinen Ausdruck für die Summe der darinn niedergelegten Gedanken, weil es für alle gleich unentbehrlich ist, demnach muſs die Statistik des Eisens nachweisen, ob und in welcher Ausdehnung eine Nation Ackerbau, Handel u. s. w. betreibt. Aus dem Verbrauch des Eisens, der bei verschiedenen Nationen auf ein Individuum kommt, *muſs* sich also allgemein eine Reihe von Nationen aufstellen lassen, in welcher sie nach Macht, Reichthum und der von ihnen bedingten Bildung geordnet sind. Bei England würde das Resultat viel zu hoch erscheinen, weil es nicht nur für sich, sondern auch für viele andere Nationen jene Grössen in seinem Eisen-Verbrauch repräsentirt und die Gedanken für jene verkörpert.

8) Eine Nation, die gewohnt ist, ihre Gedanken im Eisen niederzulegen, hat hiedurch die Gelegenheit, jedes Talent, das in ihr auftaucht, zu benützen; schreibt es auch keine Werke, so kann es seine Gedanken im Eisen darstellen; eine andere Nation, die diese schöne und wohlthätige Gewohnheit nicht

Digitized by Google

besizt, hat kein Mittel, ihre Talente zu beschäftigen; nur wenige finden Anwendung, die meisten leben und sterben unbekannt.

9) Ob eine Nation in der Lage ist, ihre Gedanken in Eisen niederzulegen, oder die bereits vorhandenen zu verbessern, hängt ganz von ihrer Gesetzgebung ab: ist sie nicht in der Lage, so stagnirt die Nation, es kann sich geistiges Leben äufsern, aber es wird sich hauptsächlich um Streitigkeiten irgend einer Art handeln.

10) Da diese Gedanken einen entschiedenen Einfluſs auf die Geschichte der Menschheit äufsern, und da sie den Wissenschaften vorausgehen, so ist es wichtig, zu wissen, wann sie zuerst niedergelegt wurden.

11) Da sie ferner die Basis alles Fortschrittes sind, da durch sie Reichthum und Macht erzeugt wird, und in ihnen sich das Material für Wissenschaften darbietet, so kann sich eine Nation die Möglichkeit, ihre Gedanken im Eisen niederzulegen, nicht rauben lassen. Eine in diesen Gedanken überlegene Nation, wie die englische, kann auf dem Wege der freien Einfuhr ihrer Fabrikate bei einer andern, z. B. der deutschen, dieses bewirken, demnach ist Handelsfreiheit bei gebildeten Nationen, aber grofser Un-

Digitized by Google

gleichheit in der Verkörperung der Gedanken, eine Chimäre.

12) Nicht die rohe, sondern die durch den Gedanken, durch den Geist beseelte Arbeit, mufs also die Basis des Wohls und des Reichthums der Nationen seyn.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google